

Rosa Luxemburg (1913)

L'accumulation du capital

**Contribution à l'explication économique
de l'impérialisme**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel : jmt_sociologue@videotron.ca

Site web : <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"

Site web : http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Table des matières

Préface	3
Avant-propos	9
I. - Le problème de la reproduction.....	10
1. - Objet de l'analyse.....	10
2. - analyse du procès de la reproduction chez Quesnay et chez Adam Smith	16
3. - Critique de l'analyse de Smith.....	23
4. - Le schéma de la simple reproduction de Marx	27
5. - La circulation de l'argent.....	34
6. - La reproduction élargie.....	40
7. - Analyse du schéma de la reproduction élargie de Marx.....	47
8. - Les tentatives de solution de la difficulté chez Marx.....	54
9. - La difficulté du point de vue du procès de la circulation	61
II. - Exposé historique du problème.....	68
10. - La théorie de la reproduction d'après Sismondi.....	68
11. - Mac Culloch contre Sismondi.....	75
12. - Ricardo contre Sismondi.....	80
13. - Say contre Sismondi.....	83
14. - Malthus.....	87
15. - La théorie de la reproduction de von Kirchmann.....	89
16. - Rodbertus et sa critique de l'école classique.....	93
17. - L'analyse de la reproduction par Rodbertus	98
18. - Nouvelle version du problème.....	104
19. - Vorontsov et son « excédent »	106
20. - Nikolai-on.....	109
21. - Les « tierces personnes » et les trois empires mondiaux de Struve	112
22. - Boulgakov et son complément à l'analyse de Marx.....	115
23. - La « disproportionnalité » de Tougan-Baranowsky.....	120
24. - La fin du marxisme russe « légal »	125
III. - Les conditions historiques de l'accumulation	127
25. - Les contradictions du schéma de la reproduction élargie.....	127
26. - La reproduction du capital et son milieu.....	134
27. - La lutte contre l'économie naturelle	142
28. - L'introduction de l'économie marchande	150
29. - La lutte contre l'économie paysanne	153
30. - L'emprunt international.....	164
31. - Le protectionnisme et l'accumulation.....	176
32. - Le militarisme, champ d'action du capital.....	179

Préface

L'Accumulation du Capital parut en 1913. Dans sa courte introduction à l'ouvrage, Rosa Luxemburg en explique l'origine et la conception : son activité de professeur à l'École du Parti, depuis 1907, l'avait amenée à entreprendre la composition d'une *Introduction à l'Économie politique*¹ qui devait décrire, sous une forme accessible à un large public, les différentes étapes de l'histoire et des doctrines économiques, pour aboutir à un exposé des théories de Marx. Or, dans cette dernière partie, voulant expliquer le processus économique global du capitalisme, elle se trouva arrêtée par des difficultés d'ordre conceptuel. L'étude de ces difficultés l'amena à écrire² un nouvel ouvrage, *L'Accumulation du capital*. Elle y reprenait le problème exposé par Marx de manière fragmentaire et inachevée dans le livre deuxième du *Capital*, donnant des conclusions qui n'ont cessé d'être discutées jusqu'à aujourd'hui.

En voulant expliquer les fondements scientifiques du socialisme, Rosa Luxemburg se heurta à une contradiction que nul jusqu'alors n'avait aperçue dans l'œuvre de Marx. Le livre deuxième du *Capital* donne une représentation schématique d'ensemble de la reproduction du capital, de l'accumulation capitaliste. Or les schémas de Marx, fondés sur des exemples numériques, semblent prouver la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme, d'une accumulation sans entraves ni limites, à condition toutefois que les proportions soient respectées entre les deux grandes sections de la production. Cette démonstration arithmétique semble démentir les conclusions du reste de l'ouvrage, où Marx insiste sur les contradictions immanentes du capitalisme, qui provoquent des crises périodiques de plus en plus violentes et doivent fatalement entraîner l'effondrement économique du capitalisme.

Comment concilier ces deux points de vue ?

Il est nécessaire de résumer ici brièvement l'exposé schématique de Marx et l'analyse qu'en donne Rosa Luxemburg.

S'inspirant du Tableau économique de Quesnay, Marx entreprit d'exposer le processus de la reproduction du capital social total. Il distingue dans la production deux grandes sections : la section I, correspondant à la production des moyens de production, et la section II à celle des moyens de consommation. À l'intérieur de chaque section, le produit global annuel se décompose comme suit : c (capital constant) + v (capital variable) + pl (plus-value). Le capital constant représente les machines, bâtiments, matières premières; le capital variable correspond à la somme des salaires payés dans la société au cours de l'année, et pl ou la plus-value, la somme totale des plus-values obtenues par les capitalistes individuels.

Si l'on considère le cas-limite (pratiquement inexistant dans la société capitaliste) où le capital se reproduit à la même échelle, où la production se poursuit sur une même base - autrement dit dans l'hypothèse de la reproduction simple - c est utilisé à remplacer la partie usée du matériel fixe (machines etc.), et pl passe entièrement à la consommation personnelle des capitalistes.

Marx avait choisi l'exemple numérique suivant :

Section I : 4 000 c + 1000 v + 1000 pl = 6 000 moyens de production
Section II : 2 000 c + 500 v + 500 pl = 3 000 moyens de consommation

Ces chiffres sont arbitraires mais leurs rapports sont importants.

On a en effet les équations suivantes :

I : $c_1 + v_1 + pl_1 = c_1 + c_2$
II : $c_2 + v_2 + pl_2 = v_1 + v_2 + pl_1 + pl_2$
Autrement dit : $c_2 = v_1 + pl_1$.

Cette formule traduit le fait que la société capitaliste repose entièrement sur l'échange de marchandises, et, plus précisément, que « les ouvriers et les capitalistes de la section I ne peuvent recevoir de la section II qu'autant de moyens de consommation qu'ils peuvent eux-mêmes lui fournir... [de] moyens de production. Mais les besoins en moyens de production de la section II sont mesurés par l'importance de son capital constant » (cf. p. 51).

Après Marx, Rosa Luxemburg insiste sur deux points :

1. - Le développement de la production capitaliste exige que les proportions (telles qu'elles sont indiquées dans le schéma de Marx) entre les deux sections soient respectées;
2. - La circulation des marchandises se fait par le moyen de l'échange, par le véhicule de l'argent. Les chiffres cités indiquent des unités de valeur, et sont convertibles en unités de monnaie. Marx a donné l'exemple de la reproduction simple pour présenter le problème dans sa forme la plus pure et la plus claire. Il a immédiatement ajouté que, dans la réalité capitaliste, sauf pour une courte période de transition, seule la reproduction à l'échelle

¹ Cet ouvrage n'a jamais été achevé. Les fragments écrits par elle ont été publiés après sa mort, par Paul Levi en 1925, sous le titre *Einführung in die Nationalökonomie*. Cf. Paul Frölich *Rosa Luxemburg*, Maspero, 1965, p. 189 et suiv.

² Voir l'Avant-propos de Rosa Luxemburg.

élargie est concevable. Pour soutenir la concurrence, les capitalistes sont obligés de sans cesse élargir la base de leur production. Au lieu de consommer leur plus-value tout entière, ils en réinvestissent une partie à la fois en capital constant et en capital variable. C'est là le point de départ de l'accumulation.

L'exemple numérique choisi par Marx ne convient plus à la reproduction élargie et l'équation : $c_2 = v_1 + pl_1$ n'est plus valable. Il faut, pour que la reproduction élargie soit possible, que le produit total de la section II soit inférieur aux plus-values et au capital variable des deux sections réunies, et que le produit de la section I soit plus grand que le capital constant des deux sections réunies (cf. p. 78). Marx prend alors l'exemple numérique suivant :

$I : 4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 6\ 000$ $II : 1\ 500\ c + 750\ v + 750\ pl = 3\ 000$

Pour que l'équation citée plus haut soit résolue, il manque 500; ces 500 unités sont précisément la partie de la plus-value qui, dans l'hypothèse de Marx, est destinée à la capitalisation.

On aurait donc, l'année suivante, en observant le même taux d'exploitation :

$I : 4\ 400\ c + 1\ 100\ v + 1\ 100\ pl = 6\ 600$ Total 9 800 $II : 1\ 600\ c + 800\ v + 800\ pl = 3\ 200$

Et ainsi de suite, sur la même base et selon les mêmes rapports de valeur, au cours des années suivantes.

On aurait donc, en s'en tenant aux schémas de Marx, la démonstration mathématique de la possibilité indéfinie de l'accumulation capitaliste.

C'est ici qu'intervient la critique de Rosa Luxemburg, qui se réclame des conditions concrètes de l'accumulation. Elle tait observer d'abord que si l'accumulation se poursuit selon une progression constante dans la section I, il faudrait, dans l'exemple numérique choisi par Marx, pour que les proportions soient respectées, que les capitalistes de la section II accumulent en fonction de la section I (c'est-à-dire moins que les capitalistes de I et dans une succession désordonnée) ce qui semble absurde.

D'autre part Marx s'était heurté à une difficulté dans le cours de son exposé : il s'était posé la question des « sources d'argent » additionnelles nécessaires à la poursuite de l'accumulation. En dernier ressort, il faisait intervenir le producteur d'or. Cette solution ne satisfait pas Rosa Luxemburg, qui envisage le problème sous un angle différent, demandant non pas d'où vient l'argent pour la production élargie, mais d'où vient la demande additionnelle, autrement dit quel est le mobile qui pousse les capitalistes à élargir sans cesse la production d'une part, et d'autre part pour qui ils l'élargissent indéfiniment. A la première question, la réponse est évidemment le profit, mais il ne peut y avoir profit que dans la mesure où il existe des acheteurs pour la production élargie. Or sa thèse centrale affirme l'impossibilité de trouver de tels acheteurs à l'intérieur d'une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers.

La deuxième partie de *l'Accumulation du capital* est consacrée à l'historique des doctrines sur l'accumulation, tant antérieures que postérieures à Marx. Dans les discussions entre les « optimistes », qui admettaient la possibilité d'un développement indéfini du capitalisme, d'un progrès illimité de l'accumulation, et les « sceptiques », Rosa Luxemburg insiste sur un point laissé de côté par Marx au cours de l'exposé du livre II du *Capital* : le fait que les progrès de la technique entraînent nécessairement un accroissement régulier du capital constant par rapport au capital variable, autrement dit une productivité plus grande du travail; en conséquence, dans la section I, moins d'ouvriers sont employés par unité de capital, la part des biens de consommation nécessaires à l'entretien des ouvriers baisse par rapport au produit global de la société, si l'on admet que les salaires réels sont constants. Il s'ensuit une disproportion chronique et toujours plus marquée entre production et consommation, la masse du surproduit pouvant de moins en moins être réalisée à l'intérieur d'une société purement capitaliste. Pour Rosa Luxemburg, le mécanisme de l'accumulation devrait se bloquer complètement et définitivement.

Les « sceptiques » de l'accumulation avaient aperçu le problème et tenté de trouver divers remèdes à ce déséquilibre, qui s'exprime par les crises. Pour Rodbertus, le mal vient de ce que la masse des salaires versés aux ouvriers représente une quote-part toujours plus réduite du revenu national. Il suggère que l'État impose une « quote-part fixe » des salaires, qui assurerait des débouchés aux biens de consommation. Mais, objecte Rosa Luxemburg, cela revient à vouloir renoncer à tout progrès technique, ce qui est absurde.

Pour les économistes russes de la fin du XIX^e siècle, le problème se posait avec une acuité d'autant plus grande que l'industrialisation de la Russie était à ses débuts. Les « populistes » doutaient de la possibilité du développement du capitalisme en Russie, faute de débouchés extérieurs - ceux-ci étant déjà accaparés par les pays capitalistes plus anciens - et du fait de l'appauvrissement des masses. Les « marxistes légaux », en particulier Tougan-Baranowsky, avaient au contraire confiance en l'avenir du capitalisme : pour Tougan, la production trouve en elle-même son propre débouché, parce que l'accent est mis de plus en plus sur la production de moyens de production (machines), que les capitalistes s'achètent réciproquement, poussés par la concurrence à élargir leur production toujours davantage. Les capitalistes assurent eux-mêmes, en se les achetant, la vente de leurs produits. Rosa Luxemburg reproche à Tougan-Baranowsky d'avoir résolu la difficulté sur le papier à l'aide des seuls schémas mathématiques de Marx, qui ne peuvent constituer une preuve de la réalité concrète du développement. En outre Tougan en arrive à la conclusion paradoxale suivante : la production est indépendante de l'écoulement des produits de consommation.

Marx avait prédit l'effondrement du capitalisme par le fait de ses contradictions immanentes. Tougan-Baranowsky, en s'inspirant essentiellement des schémas du livre II du *Capital* - sans rien ajouter à la démonstration - s'attache à montrer que l'accumulation capitaliste peut se poursuivre indéfiniment, pourvu que la proportionnalité soit respectée, ce qui tendrait à dire que le capitalisme est, économiquement parlant, éternellement viable ¹.

Or toute la démarche de Rosa Luxemburg visait, à l'encontre des « marxistes légaux » et des autres économistes « optimistes », à mettre en évidence les limites, voire l'impossibilité de l'accumulation dans un monde entièrement dominé par la production capitaliste. Par ailleurs, elle accablait de sarcasmes les solutions « petites-bourgeoises » des « sceptiques » (de Sismondi à Vorontsov), qui prétendaient élargir le marché intérieur soit en introduisant par l'autorité de l'État une répartition plus juste des biens, soit en détruisant ou en distribuant gratuitement les produits excédentaires (comme le voulait Vorontsov).

Dans la troisième partie de son ouvrage elle donne sa propre théorie du mécanisme de l'économie capitaliste, appuyée sur des exemples historiques concrets. Marx avait envisagé, pour clarifier la question, comme simple hypothèse de travail, un univers exclusivement composé de capitalistes et d'ouvriers. Avec cette fiction, comme mode pour la représentation schématique de la reproduction, l'échange total entre les deux sections de la production est, affirme Rosa Luxemburg, impossible si l'on tient compte du progrès croissant de la productivité. La question de savoir pour qui la production élargie a lieu, qui sont les acheteurs de la plus-value destinée à la capitalisation, ne trouve pas de réponse dans le cadre d'une économie purement capitaliste : il s'agit de trouver des débouchés dans les milieux extra-capitalistes - soit parmi les couches sociales telles que les paysans ou les artisans, soit dans les pays à structure économique arriérée.

Cette thèse centrale, ainsi que les détails de l'argumentation de Rosa Luxemburg, ont été l'objet de vives controverses. Peu après la parution du livre, les représentants du « marxisme orthodoxe », théoriciens officiels de la social-démocratie allemande ou austro-marxistes, s'élevèrent contre l'hérésie qui consistait à infirmer les conclusions des schémas de Marx dans le livre II du *Capital*. Ainsi Otto Bauer, dans une série d'articles parus dans la *Neue Zeit*, tenta de construire des schémas sur d'autres bases numériques que celles choisies par Marx, en tenant compte du progrès de la productivité du travail, c'est-à-dire en faisant s'accroître le capital constant plus rapidement que le capital variable. Pour remédier au déséquilibre entre les deux sections, il propose que les capitalistes de la section II investissent une partie de leur plus-value excédentaire dans la section I. Récemment encore, la même suggestion a été faite, dans une perspective différente, par Joan Robinson dans la préface à la traduction anglaise de *l'Accumulation du capital* : pourquoi faut-il a priori, écrit-elle, que l'accroissement de capital à l'intérieur de chaque section à la fin de l'année soit égale à l'« épargne » réalisée dans la même section au cours de cette année écoulée ? Si les capitalistes de la section II pouvaient investir une partie des sommes épargnées dans le capital de la section I, on éviterait ainsi l'effondrement du système (Cf. *The Accumulation of Capital*, by Rosa Luxemburg, translated... from Agnes Schwarzschild with an Introduction by Joan Robinson, London 1963, p. 25).

Il est facile de répliquer ² que la plus-value ne se présente pas de prime abord sous la forme d'argent, mais qu'elle est liée à une forme concrète qui rend sa réalisation parfois difficile (il importe donc de distinguer entre réalisation, ou transformation en argent et capitalisation) : « On ne peut pas acquérir des actions de mines de cuivre avec un lot de chandelles invendables. » (*Critique des critiques*, p. 429.)

Une objection plus fondée est celle formulée par Boukharine d'abord, puis par Sternberg ³ : pour Rosa Luxemburg, c'est la totalité de la plus-value capitalisable qui ne peut être réalisée dans le capitalisme pur. Or cette conclusion ne découle pas logiquement de l'analyse des schémas de Marx; des schémas on peut seulement déduire qu'une fraction de la plus-value capitalisable de la section II est irréalisable, c'est-à-dire qu'il reste un excédent invendable de moyens de consommation. S'il en était autrement, si, dans une économie purement capitaliste, la totalité de la plus-value destinée à l'accumulation était irréalisable, il y aurait crise non plus périodique, mais permanente - et l'on voit mal comment le capitalisme aurait pu y survivre avant l'ère de la grande expansion impérialiste.

Boukharine et Sternberg apportent un autre correctif important à la thèse centrale de *l'Accumulation* : Rosa Luxemburg avait implicitement admis que le revenu global de chaque année ⁴ sert de base à la production de l'année suivante. D'où l'obligation de réaliser la plus-value dans sa totalité à la fin de la période de production, sinon la production ne peut se poursuivre sur une base élargie. La critique de Boukharine porte surtout sur la fonction et l'importance de l'argent dans le processus de l'accumulation; si l'on se représente, comme le fait Rosa Luxemburg

¹ Rosa Luxemburg reproche à Lénine d'avoir abouti à la même conclusion, tout en analysant beaucoup mieux que Tougan le mécanisme de l'économie capitaliste. Cf. Ilyine (pseudonyme de Lénine) : *De la caractéristique du romantisme économique*, St-Petersbourg, 1899.

² Rosa Luxemburg l'a fait avec brio dans la « *Critique des critiques* » en répondant à Otto Bauer.

³ Boucharin. *Der Imperialismus and die Akkumulation des Kapitals*. Verlag für Literatur und Politik, Vienne 1926. Fritz Sternberg *Der Imperialismus*, Berlin Malik 1926.

⁴ Il ne s'agit pas tant d'années du calendrier que de périodes de production, Rosa Luxemburg le mentionne à diverses reprises. La division en années date du Tableau économique, où l'agriculture - et donc les saisons - jouaient un rôle prépondérant.

dans la « *Critique des critiques* » l'ensemble de la production annuelle comme un « monceau » indifférencié de marchandises, il est faux de dire qu'à côté de la portion correspondant au surproduit, il doit y avoir un tas d'or équivalent; une quantité d'argent bien inférieure suffit. En effet, s'il est vrai que la plus-value accumulée doit absolument passer par le stade de l'argent, « elle n'est pas cependant réalisée en une seule fois, mais peu à peu, non pas comme un monceau compact de marchandises, mais par le détour d'une infinité d'opérations commerciales au cours desquelles une seule et même unité d'argent réalise successivement une portion après l'autre d'une masse de portions de marchandises... » (Boukharine, loc. cit. p. 42). Boukharine évoque en particulier, et à juste titre, le rôle du crédit comme élément régulateur.

Sternberg estime lui aussi que le capitalisme produit à travers une série de « détours », si bien que les produits, en particulier les moyens de production, ne parviennent à la consommation qu'au bout de plusieurs années (les moyens de production étant considérés comme des moyens de consommation latents). Or si, pendant cette période, « la capacité de consommation de la population s'accroît proportionnellement, la réalisation de la plus-value, sauf le reste de la section II, est possible dans le capitalisme pur » (Sternberg, loc. cit. p. 118). Sternberg constate en effet que, pendant toute la période des débuts de l'impérialisme en Europe, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière a augmenté de manière réelle, ce qui est un facteur d'atténuation des crises. L'hypothèse de Rosa Luxemburg, selon laquelle les salaires réels restent constants a été démentie par les faits - ce que souligne également Joan Robinson (p. 28 de la préface citée).

Ces correctifs une fois admis, on se trouve placé devant une alternative : ou bien l'« excédent invendable » de produits de la section II est un facteur de crise tel qu'à la longue le capitalisme « pur » ne peut manquer de s'effondrer - c'est la thèse de Sternberg; ou bien le capitalisme a en lui-même ou plutôt par le secours de l'État des moyens de régulation qui lui permettent de résister aux « convulsions » économiques : c'est la théorie développée par Keynes.

*

**

Autour des années 1890, les marxistes se demandaient si l'on devait attendre un effondrement du capitalisme par l'effet de ses propres lois économiques, par l'aggravation et la répétition de plus en plus fréquente des crises et l'explosion inévitable de la guerre ou si on assistait au contraire à la stabilisation du capitalisme : marquée par l'atténuation des crises et une élévation relative du niveau de vie des ouvriers. Le phénomène nouveau de l'impérialisme reçut plusieurs interprétations à l'intérieur même du camp marxiste.

Nous avons vu que, pour Rosa Luxemburg, l'impérialisme découle de l'impossibilité pour le capitalisme de réaliser la plus-value à l'intérieur d'un système composé uniquement de capitalistes et d'ouvriers. Il est donc une nécessité économique inéluctable et provient d'un défaut de fonctionnement inhérent au système.

Dans la troisième partie du livre, Rosa Luxemburg décrit les luttes historiques du capital pour pénétrer et détruire les formations économiques précapitalistes en les rendant aptes à lui servir de débouché et de fournisseur de matières premières et de main-d'œuvre : destruction de l'économie naturelle et introduction forcée de l'économie marchande simple, ruinée à son tour et cédant la place à l'économie capitaliste, qui tend à étendre au monde entier sa domination absolue. C'est cette dernière étape qui constitue la phase impérialiste de l'accumulation, ou phase de la concurrence mondiale du capital autour des derniers territoires non encore pénétrés par l'économie capitaliste. Rosa Luxemburg analyse le rôle de l'emprunt international - qui escompte la future pénétration capitaliste dans les pays à structure économique arriérée - du protectionnisme, et enfin, dans le dernier chapitre, la fonction économique essentielle du militarisme, qui est d'absorber une partie de la plus-value dans un domaine d'investissement extérieure à la production pour la consommation des capitalistes et des ouvriers, constituant ainsi un champ d'accumulation privilégié.

Mais en même temps, le capitalisme précipite sa propre ruine puisqu'il fait entrer dans son système les dernières formations non encore capitalisées, se privant ainsi des sphères d'accumulation indispensables. Il n'est pas nécessaire du reste qu'il se heurte à ces limites mécaniques, il s'effondrera sans doute bien avant de les avoir atteintes, du fait de l'explosion inévitable de la guerre et du déclenchement de la révolution. Telle est, résumée, la théorie luxemburgienne de la « catastrophe ».

Elle se heurte à la fois à la critique violente des « révisionnistes » groupés autour de Bernstein et à l'hostilité du « centre marxiste » officiel, dont le théoricien le plus illustre était Kautsky et dont se réclamait la direction du parti ¹. Chacun de ces deux groupes avait sa propre conception de l'impérialisme. Celle des révisionnistes - qui la partageaient avec un certain nombre de professeurs allemands ² - mettait l'accent sur la division du monde moderne en pays industriels et pays agraires, et estimait indispensable la création d'un empire colonial capable d'assurer l'autarcie économique de l'Allemagne, d'après le modèle de l'Empire britannique. Les colonies serviraient ici avant tout de réservoirs de matières premières et de produits agricoles. Les « révisionnistes » soulignent le fait que

¹ La direction du parti essaya de retarder la publication de *l'Accumulation du capital*. Rosa Luxemburg s'en plaint dans une correspondance inédite avec Clara Zetkin (mise à notre disposition grâce à la bienveillance de l'Institut für Marxismus Leninismus beim Z. K. der S. E. D., à Berlin).

² Voir à ce sujet l'intéressante étude d'Erich Preiser *Die Imperialismusdebatte. Rückschau and Bilanz*. In : *Wirtschaft. Geschichte und Wirtschaftsgeschichte*. Festschrift zum 65. Geburtstag von Friedrich Litige. Stuttgart, 1904.

l'ensemble de la nation (et non seulement les capitalistes mais aussi la classe ouvrière) tire le plus grand avantage des ressources fournies par les pays d'outre-mer.

Une seconde conception de l'impérialisme, et de beaucoup la plus répandue dans la social-démocratie allemande, est celle qui s'appuie sur l'analyse de Hilferding dans le *Finanzkapital*, paru en 1910, et que Lénine a prise pour base économique de *L'Impérialisme stade suprême du capitalisme*. Pour Hilferding, le phénomène essentiel du capitalisme au XX^e siècle, c'est la concentration croissante du capital. Influencé par le développement industriel extrêmement rapide de l'Allemagne, il tendait à voir, comme un certain nombre de banquiers (Riesser) ou de professeurs d'économie politique allemands (Schultze-Gaevernitz), la marque essentielle de révolution dans la cartellisation croissante, et la racine de l'impérialisme moderne dans l'exportation de capitaux¹. Il définissait une nouvelle forme de capitalisme, le « capital financier » - ou capital bancaire au service de l'industrie et lié à lui par une fusion quasi organique - et insistait sur l'influence de celui-ci sur la politique nationale. L'impérialisme, l'expansion mondiale du capital dans les colonies ou les sphères d'influence sont l'expression politique moderne d'un fait économique nouveau, tout à fait opposé au libéralisme du XIX^e siècle. Il ne s'agit pas d'abord, pour le grand capital financier, de s'assurer des ressources en matières premières, mais de se réserver des domaines d'investissement privilégiés dans des pays industriellement peu développés, où l'aide de l'État, le bon marché de la main-d'œuvre, etc., garantissent un « super-profit ». L'analyse de Hilferding met donc l'accent sur l'exportation de capitaux bancaires, sur la recherche du super-profit, sur la politique de protectionnisme, la volonté de s'assurer des monopoles mondiaux, le transfert de la concurrence à l'échelle internationale. Mais celle théorie ne prend en considération que les pays à industrie relativement jeune et fortement monopolisée, tels que l'Allemagne et les États-Unis. Elle n'explique pas la politique impérialiste de pays à industrie ancienne et moins concentrée comme l'Angleterre.

Par ailleurs, si l'impérialisme naît uniquement de la quête d'un super-profit, s'il est le fait d'un petit groupe d'industries cartellisées ou de banques, on peut alors affirmer qu'il n'est pas nécessaire à la classe capitaliste dans son ensemble. Il ne provient pas, comme pour Rosa Luxemburg, d'une impossibilité pour le système de fonctionner en milieu clos, mais constitue une sorte de « luxe » ne profitant qu'à certains milieux très restreints. De cette théorie on a déduit à l'époque deux conséquences pratiques : ou bien, le monopolisme continuant à se développer à l'échelle mondiale, on aboutira à une sorte de « super-monopolisme » ou « super-impérialisme » abolissant la concurrence entre les États impérialistes - et par là garantissant la paix mondiale; ou bien il est possible d'isoler la « clique » des grands capitalistes de la haute finance ou des industries d'armement du reste de la nation, et de gagner une partie de la bourgeoisie, pour qui non seulement l'impérialisme ne représente pas une source de profits particulière, mais constitue un danger de guerre, à une alliance avec le prolétariat pour la cause de la paix. Ces deux thèses ont été soutenues, successivement ou concurremment, par le « centre marxiste » officiel, en particulier par Kautsky, à la veille de la première guerre mondiale. Elles vont dans le même sens que l'idée de Schumpeter selon laquelle l'impérialisme est une sorte de maladie, d'« abcès » du capitalisme, et qu'un capitalisme « sain » peut parfaitement fonctionner sans colonies ou sphères extérieures d'investissement de capitaux². Contre cette conception pacifiste, Rosa Luxemburg s'élève avec violence, dans la *Critique des critiques*, essai écrit en prison, en 1915, en réponse aux attaques lancées contre *l'Accumulation du capital* par les théoriciens marxistes³.

Outre un résumé, destiné à un large public, de *l'Accumulation*, et une réponse aux objections des principaux critiques - en particulier à celles d'Otto Bauer - l'essai donne des lumières intéressantes sur les liens entre la théorie et la pratique dans la social-démocratie allemande autour de 1914. Si l'on affirme, écrit-elle (p. 474 et suiv.), que le « capitalisme est concevable également sans expansion », et surtout sans expansion violente, alors il faut préconiser une alliance électorale avec la bourgeoisie libérale, en appeler à des cours d'arbitrage, réclamer le désarmement partiel - tactique effectivement prônée par la direction du S.P.D. à partir de 1911. Or, s'écrie-t-elle, on a vu à quel « silence », à quelle paralysie menait en 1914 une telle tactique de compromis. Si l'on estime au contraire - avec l'ensemble de la « gauche radicale » - la guerre et la « catastrophe » inévitables, si l'on reconnaît le caractère inéluctable de l'impérialisme et sa nécessité économique impérieuse pour l'ensemble de la classe capitaliste, alors le prolétariat est seul dans sa lutte, et l'unique alternative à l'impérialisme est le socialisme. De la guerre pourra surgir la révolution.

Cette conception de l'impérialisme, que Rosa Luxemburg est à son époque seule à soutenir à l'intérieur du camp marxiste, n'est pas sans présenter des affinités avec la théorie du libéral anglais Hobson. Celui-ci évoquait dans son ouvrage *Imperialism*, paru en 1902, non pas tant les difficultés de la « réalisation » de la plus-value que les dangers de l'« oversaving » ou excès de capitaux épargnés qui ne trouvent pas de placement dans leur pays d'origine. D'où stagnation et crise générale. L'exportation de capitaux n'a pas pour Hobson la même fonction que pour Hilferding :

¹ Rosa Luxemburg elle-même attache trop peu d'importance à ce phénomène de la concentration croissante du capital. Cf. note 2, p. 374.

² Josef Schumpeter, *Zur Soziologie der Imperialismen*, in *Archiv für Sozialwissenschaft*, vol. 41, 1918-19, pp. 139, 215-310. Pour Schumpeter, l'impérialisme est une survivance du féodalisme, et ne profite qu'à des couches parasitaires de la société (militaires, fonctionnaires prussiens, banquiers).

³ Cette étude à part, parue pour la première fois à Leipzig en 1921, a été rattachée ici à *l'Accumulation du capital* dont elle constitue la suite et le complément.

elle ne répond pas uniquement à la recherche d'un « super-profit » mais est indispensable pour sauver l'économie entière du désastre.

Sans doute la théorie de Rosa Luxemburg fournit-elle - si l'on fait abstraction de certaines faiblesses dans l'argumentation, en particulier du rôle excessif qu'elle assigne à l'argent - une explication de l'impérialisme plus profonde que celle des théoriciens qui voient dans l'impérialisme un phénomène « marginal », « accessoire » ou même une « maladie » du capitalisme. Aujourd'hui encore, ses thèses sont contestées par beaucoup d'économistes marxistes ¹ qui, après Lénine et Boukharine, se réfèrent plus volontiers à la théorie des monopoles de Hilferding.

Cependant - Fritz Sternberg et Joan Robinson le constatent tous deux, bien que dans une perspective très différente - pour la période précédant la première guerre mondiale, ce que Rosa Luxemburg a magistralement expliqué, ce n'est pas tant l'« effondrement » du capitalisme - qui a bel et bien survécu à la guerre - que l'immense essor, le grand « boom » de prospérité accompagnant l'expansion impérialiste du début du siècle.

Si les prévisions luxemburgiennes ne se sont pas accomplies, si le capitalisme, malgré la grande crise de l'entre-deux-guerres, s'est stabilisé, c'est que de nouveaux facteurs, tels que l'intervention de l'État dans l'économie capitaliste, ont joué un rôle régulateur ². Mais le noyau même de la théorie de Rosa Luxemburg, son analyse du mécanisme capitaliste - présenté comme un système essentiellement dynamique et condamné par son dynamisme même à chercher des exutoires en dehors de lui-même - ne semble pas avoir perdu son actualité.

*

**

Il faut ajouter quelques remarques à propos, de la traduction. L'ouvrage de Rosa Luxemburg n'était connu du public français que par l'excellent résumé qu'en a donné Lucien Laurat en 1930 ³, et par la traduction de la première partie de *L'accumulation du capital* (« Le problème de la reproduction ») fournie par Marcel Ollivier en 1935 ⁴. Nous avons reproduit telle quelle cette très bonne traduction, gardant même, pour les passages cités de Marx, la traduction de Molitor (édition Costes), seule existante alors. Pour le reste de l'ouvrage nous avons préféré suivre la traduction, plus complète et plus exacte, des Éditions Sociales pour les trois premiers livres du *Capital*, continuant à nous appuyer sur l'édition Molitor pour *l'Histoire des Doctrines économiques*, seule traduction française des *Theorien über den Mehrwert*, en la complétant ou la corrigeant quand c'était nécessaire. Cependant certaines difficultés sont apparues à propos du livre I du *Capital* : Rosa Luxemburg citait d'après la quatrième édition de l'ouvrage; or la traduction française de Joseph Roy s'appuie sur la deuxième édition, et Marx a repris certains passages, tantôt renversant l'ordre des chapitres ou des paragraphes, tantôt modifiant complètement le texte (c'est vrai en particulier du XXV^e chapitre de l'édition française). Nous avons été obligés soit de compléter ou de revoir la traduction de Roy, soit de traduire entièrement un passage cité qui ne se trouve pas, ou se trouve sous une forme trop abrégée, dans l'édition de Roy.

Quant aux autres auteurs cités, nous nous sommes dans la mesure du possible appuyés sur les traductions françaises déjà existantes : ainsi pour Malthus, Ricardo et James Mill. Les passages cités de Tougan-Baranowsky ne se trouvent pas dans l'édition française de *l'Histoire des crises industrielles en Angleterre*, édition revue par l'auteur. Nous avons donc traduit d'après l'édition allemande de l'ouvrage, qui est de la plume même de Tougan. Pour l'essai de Lénine « *De la caractéristique du romantisme économique* », qui est partiellement traduit dans l'annexe à la traduction française du *Capital*, tome 5 des Éditions sociales, nous avons reproduit cette traduction partout où c'était possible. Nous n'avons pas pu nous procurer l'original des autres auteurs russes cités, qui n'ont du reste pas été traduits en français. Nous avons dû nous appuyer sur la traduction allemande du texte russe donnée par Rosa Luxemburg.

Irène PETIT.

¹ Cf. Paul M. Sweezy. *The Theory of Capitalist Development. Principles of Marxien Political Economy.* New York 1912.

² Cf. Sweezy, op. cit. Voir également Lucien Goldmann, in *Recherches dialectiques* Gallimard 1959, qui consacre un très important chapitre à l'analyse des théories luxemburgiennes.

³ Lucien Laurat, *L'accumulation du capital d'après Rosa Luxemburg*, suivi d'un aperçu sur la discussion du problème depuis la mort de Rosa Luxemburg. Paris, Rivière 1930. Lucien Laurat analyse en détails les controverses autour du livre de Rosa Luxemburg, surtout celles surgies du côté bolchevik.

⁴ Librairie du Travail, 1936.

Avant-propos

L'idée du travail ci-dessous m'a été suggérée par une introduction populaire à l'économie politique, que je préparais depuis longtemps pour la même maison d'éditions, mais que mon activité à l'école du parti et les nécessités de la propagande m'empêchaient de mettre au point. Lorsqu'au mois de janvier dernier, après les élections au Reichstag, je me préparai à achever, du moins dans ses grandes lignes, ce travail de vulgarisation des théories économiques de Marx, je me heurtai soudain à une difficulté inattendue. Je ne parvenais pas à exposer d'une façon suffisamment claire le processus de la production capitaliste, dans ses rapports concrets, ainsi que ses limites objectives historiques. En examinant la chose de plus près, je m'aperçus qu'il ne s'agissait pas là d'une simple question d'exposition, mais d'un problème qui, au point de vue théorique, touche au contenu du deuxième tome du *Capital* de Marx, et qui, en même temps, est en rapports étroits avec la politique impérialiste actuelle et ses racines économiques. Si j'ai réussi dans ma tentative de poser ce problème d'une façon scientifiquement exacte, mon travail, outre son intérêt purement théorique, sera également, il me semble, de quelque utilité dans notre lutte contre l'impérialisme.

R. L., Décembre 1912.

I. - Le problème de la reproduction

1. - *Objet de l'analyse*

L'un des services les plus éminents que Marx ait rendus à la science économique, c'est la façon dont il a posé le problème de la reproduction du capital social. Il est caractéristique qu'il n'y ait eu, dans l'histoire de l'économie politique, que deux tentatives faites en vue de poser d'une façon exacte le problème : à son début, chez le père des physiocrates, Quesnay, et à sa fin, chez Karl Marx. Dans l'intervalle, le problème ne cesse de tourmenter l'économie politique bourgeoise, sans que celle-ci ait jamais réussi à le poser nettement et dans toute sa pureté, dégagé de tout problème accessoire, et, à plus forte raison, à le résoudre. Étant donné l'importance fondamentale de ce problème, on peut, jusqu'à un certain point, suivre d'après ces tentatives le développement de la science économique elle-même.

En quoi consiste le problème de la reproduction du capital social ? Littéralement, reproduction signifie simplement répétition, renouvellement du processus de reproduction. C'est pourquoi au premier abord, il est difficile de se rendre compte en quoi la notion de reproduction se distingue en fait de la notion générale de production, et pourquoi il est nécessaire d'employer ici une expression spéciale. Mais cette répétition, ce renouvellement constant du processus de production comporte précisément un élément spécial, très important. Tout d'abord, la répétition régulière de la production est la base et la condition générale de la consommation régulière, et, par là, de l'existence culturelle de la société humaine, dans toutes ses formes historiques. En ce sens, la notion de reproduction contient un élément historique culturel. La production ne peut être recommencée, la reproduction ne peut avoir lieu si certaines conditions, telles qu'instruments, matières premières, forces de travail, ne sont pas données, en tant que résultat de la période de production précédente. Aux étapes les plus primitives du développement culturel, tout au début de la domination de la nature par l'homme, cette possibilité de reprise de la production dépend chaque fois, plus ou moins, du hasard. Aussi longtemps que la chasse ou la pêche constituent la base principale de l'existence de la société, la régularité dans le renouvellement de la production est fréquemment interrompue par des périodes de famine générale.

Chez un certain nombre de peuples primitifs, les nécessités de la reproduction, en tant que processus se reproduisant à intervalles réguliers, ont trouvé de bonne heure une expression traditionnelle et sociale dans certaines cérémonies de caractère religieux. C'est ainsi que, d'après les travaux de Spencer et de Gillen, le culte des totems, chez les nègres de l'Australie, n'est autre chose que la survivance, figée dans des cérémonies religieuses, de certaines mesures, régulièrement répétées depuis des temps immémoriaux, prises par les groupements sociaux en vue de se procurer et de conserver leur nourriture, tant animale que végétale. Mais seuls le labourage, l'apprivoisement des animaux domestiques et l'élevage dans des buts alimentaires rendirent possible le cycle régulier de la consommation et de la production, qui constitue la caractéristique essentielle de la production. Dans cette mesure, la notion de reproduction apparaît par conséquent comme quelque chose de plus qu'une simple répétition : elle implique déjà un certain degré de domination de la nature par la société, ou, pour employer une expression économique, un certain niveau de productivité du travail.

D'autre part, le processus de production lui-même est, à toutes ses phases de développement social, un tout composé de deux éléments différents, quoique étroitement liés l'un à l'autre : des conditions techniques et sociales, c'est-à-dire de la forme déterminée des rapports des hommes avec la nature, et des rapports des hommes entre eux. La reproduction dépend dans une mesure égale de ces deux sortes de rapports. Dans quelle mesure elle est liée aux conditions de la technique du travail humain et n'est elle-même que le résultat d'un certain niveau de la productivité du travail, c'est ce que nous venons précisément d'indiquer. Mais non moins importante est l'influence exercée par les formes sociales existantes de la production.

Dans une société communiste agraire primitive, la reproduction, comme d'ailleurs tout le plan de la vie économique, est déterminée par la collectivité des travailleurs et ses organes démocratiques. La décision de la reprise du travail, son organisation, la recherche de ses conditions préliminaires : matières premières, instruments, forces de travail, enfin la fixation des dimensions et de la répartition de la reproduction, sont le résultat de la collaboration méthodique de la totalité des membres de la communauté. Dans une exploitation esclavagiste ou dans un domaine féodal, la reproduction est imposée sur la base de rapports de domination personnelle et est réglée dans tous ses détails, ses dimensions étant limitées par le droit de disposition du maître ou du seigneur sur une quantité plus ou moins grande de forces de travail étrangères. Dans la société capitaliste, la reproduction a un caractère tout particulier, ce dont il est facile de se rendre compte par un simple coup d'œil jeté sur certaines caractéristiques spéciales. Dans toutes les autres formes de société historiques connues, la reproduction se fait régulièrement, dans la mesure où les conditions de cette reproduction, les moyens de production et les forces de travail existantes le permettent. Seules, des influences d'ordre extérieur, telles qu'une guerre dévastatrice ou une peste, entraînant avec elles une dépopulation et, par là, une destruction en masse de forces de travail et de moyens de production, peuvent avoir pour résultat d'interrompre la reproduction sur de vastes territoires de vieille culture et cela pour un temps plus ou moins long, ou, tout au moins, de la restreindre considérablement. De semblables phénomènes peuvent être amenés par la fixation despotique du plan de la production. Quand la volonté d'un pharaon, dans l'ancienne Égypte, enchaîna pour des dizaines d'années des milliers de fellahs à la construction des pyramides, ou quand, dans l'Égypte moderne, Ismaël pacha fit travailler, en qualité de serfs, 20000 fellahs à la construction du canal de Suez, ou quand l'empereur Schi

Hoang Ti, le fondateur de la dynastie Tsin, exténué, 200 ans avant Jésus-Christ, toute une génération et sacrifia quatre cent mille hommes, morts de faim et d'épuisement, pour construire la Grande Muraille, à la frontière septentrionale de la Chine, la conséquence fut, dans tous ces cas, que d'immenses surfaces de terres paysannes restèrent incultes, ce qui eut pour résultat d'interrompre pour de longues périodes toute vie économique régulière. Mais, dans chacun de ces cas, ces interruptions s'expliquaient manifestement par l'intervention arbitraire de la volonté personnelle dans la vie économique, en général. Il en est tout autrement dans la société capitaliste. Dans certaines périodes, nous voyons que, bien que les moyens de production matériels et les forces de travail nécessaires à la reproduction existent en quantité suffisante et que les besoins de la société ne soient pas entièrement satisfaits, la reproduction est interrompue complètement ou en partie. Mais ici, la cause n'en incombe plus aux interventions despotiques dans le domaine de la vie économique. En régime capitaliste, en effet, la reproduction dépend, abstraction faite de toutes conditions d'ordre technique, de cette seule condition sociale : à savoir que seuls sont fabriqués les produits dont on est sûr qu'ils seront réalisés, échangés contre de l'argent, et non seulement réalisés, mais encore réalisés avec un certain profit. Le profit, comme fin et moteur principal, domine ici par conséquent non seulement la production, mais aussi la reproduction, c'est-à-dire non seulement l'organisation du processus du travail et la répartition des produits, mais aussi la question de savoir si, dans quelles dimensions et dans quel sens sera repris le processus du travail, une fois terminée une première période de travail. « *Si la production a la forme capitaliste, il en va de même de la reproduction* ¹. »

Ce caractère purement historique du processus de reproduction de la société capitaliste en fait un problème tout à fait spécial et extrêmement complexe. Déjà, sa caractéristique extérieure manifeste sa particularité historique spécifique : il englobe non seulement la production, mais aussi la circulation (processus d'échange), qu'il unit en un seul tout.

Avant tout, la production capitaliste est une production faite par un nombre incalculable de producteurs individuels, travaillant sans aucun plan d'ensemble et dont le seul lien social entre eux est l'échange. La reproduction ne peut s'appuyer ici, pour déterminer la quantité des besoins sociaux, que sur les expériences de la période de travail précédente. Mais ces expériences sont des expériences individuelles de producteurs isolés, qui n'arrivent pas à trouver une expression sociale générale. D'autre part, ce ne sont jamais des expériences positives et directes sur les besoins de la société, mais des expériences indirectes et négatives qui, d'après le mouvement des prix, renseignent sur le trop ou le pas assez de la masse de produits fabriqués par rapport à la demande solvable. Mais c'est toujours sur la base de ces expériences touchant la période de production précédente que la reproduction a lieu, par l'entremise de producteurs individuels. Il ne peut, encore une fois, en résulter dans la période suivante qu'un trop ou un pas assez, chaque branche de production suivant son propre chemin, ce qui a pour résultat que l'une produit trop et l'autre pas assez. Mais étant donné l'état de dépendance technique dans lequel presque toutes les branches de production se trouvent les unes vis-à-vis des autres, un trop ou un pas assez dans quelques-unes des branches de production dirigeantes entraîne le même phénomène dans la plupart des autres branches de production. C'est ainsi que se succèdent régulièrement les périodes de surabondance générale ou de disette générale de produits. Il en résulte que la reproduction revêt dans la société capitaliste un caractère tout à fait spécial, différent de toutes les autres formes historiques de production. Premièrement, chaque branche de production a son mouvement propre, dans une certaine mesure, indépendant, qui conduit de temps en temps à des interruptions plus ou moins longues de la reproduction.

Deuxièmement, les déviations de la reproduction dans les différentes branches à l'égard des besoins sociaux s'additionnent périodiquement en une crise générale, provoquant une interruption générale de la reproduction. La reproduction capitaliste offre ainsi une physiologie toute particulière. Tandis que la reproduction, dans les autres régimes économiques - abstraction faite des interventions violentes venant de l'extérieur - se déroule comme un cycle régulier et ininterrompu, la reproduction capitaliste, pour citer une expression bien connue de Sismondi, ne peut être présentée que sous forme d'une série continue de spirales, dont les courbes sont petites, au début, puis vont en s'agrandissant de plus en plus, pour devenir finalement considérables, sur quoi un rétrécissement se produit, et la spirale suivante commence de nouveau avec de petites courbes, pour répéter la même figure, jusqu'à ce que se produise une nouvelle interruption.

La succession périodique de la plus grande extension de reproduction et de son rétrécissement jusqu'à l'interruption provisoire, c'est-à-dire ce qu'on caractérise comme le cycle périodique de la faible conjoncture, de la haute conjoncture et de la crise, c'est là la particularité la plus remarquable de la reproduction capitaliste.

Il est cependant très important de constater de prime abord que cette succession périodique des conjonctures et la crise, si elles sont des éléments essentiels de la reproduction, ne constituent cependant pas le véritable problème de la reproduction capitaliste. Succession périodique de conjonctures et crise sont la forme spécifique du mouvement de la production capitaliste, mais non pas ce mouvement lui-même. Pour exposer le problème de la reproduction capitaliste dans toute sa pureté, il faut, tout au contraire, faire abstraction de cette succession périodique de conjonctures et de crises. Si étrange que cela puisse paraître, c'est là une méthode tout à fait rationnelle, et même la seule méthode scientifique possible. Pour exposer le problème de la valeur dans toute sa pureté, et pour le résoudre, il nous faut faire abstraction des oscillations des prix. L'économie politique vulgaire cherche à résoudre le problème de la valeur en se basant sur les oscillations de l'offre et de la demande. L'économie politique classique, de Smith jusqu'à

¹ *Le Capital*, I, p. 529 de la quatrième édition, 1890. Trad. Molitor. IV, p. 11.

Marx, considère la chose d'une façon tout à fait opposée. Elle déclare que les oscillations de l'offre et de la demande ne peuvent expliquer que les écarts des prix au-dessus ou au-dessous de la valeur, mais non pas la valeur elle-même. Pour comprendre ce qu'est la valeur des marchandises, il nous faut supposer que l'offre et la demande s'équilibrent, c'est-à-dire que le prix des marchandises correspond à leur valeur réelle. Le problème scientifique de la valeur commence par conséquent là où cesse l'effet de l'offre et de la demande. Il en est exactement de même en ce qui concerne le problème de la reproduction du capital social. La succession périodique des conjonctures et les crises ont pour résultat que la reproduction capitaliste oscille ordinairement autour du niveau des besoins solvables de la société, tantôt le dépassant, tantôt tombant jusqu'à une interruption presque totale. Si nous considérons cependant une assez longue période, un cycle tout entier, avec ses conjonctures changeantes, les périodes de prospérité et les crises, c'est-à-dire le niveau le plus élevé de la reproduction et son niveau le plus bas et son interruption, se compensent, et, comme moyenne générale de tout le cycle, nous avons un certain niveau moyen de reproduction. Cette moyenne n'est pas une simple fiction théorique, mais un fait réel, objectif. Car, malgré la forte montée et la forte baisse des conjonctures, malgré les crises, les besoins de la société sont satisfaits, bien ou mal, la reproduction poursuit sa marche cahotante, et les forces productives se développent de plus en plus. Mais comment est-ce possible, si nous faisons abstraction de la crise et des changements de conjonctures ? Ici commence le véritable problème, et la tentative consistant à essayer de le résoudre en s'appuyant sur la périodicité des crises relève tout autant de l'économie vulgaire que celle qui consiste à vouloir résoudre le problème de la valeur en se basant sur les oscillations de l'offre et de la demande. Cependant, nous verrons plus loin que l'économie politique a toujours eu tendance à transformer à l'improviste le problème de la reproduction, à peine l'avait-elle posé d'une façon à peu près consciente, ou tout au moins en avait soupçonné l'existence, en problème des crises, s'interdisant ainsi à elle-même toute possibilité de solution. C'est pourquoi quand nous parlerons de reproduction capitaliste il faudra toujours entendre par là la moyenne qui découle comme la résultante du changement de conjonctures à l'intérieur d'un cycle déterminé.

La production capitaliste est réalisée par un nombre illimité et toujours croissant de producteurs individuels, qui produisent indépendamment les uns des autres, sans autre contrôle social que celui qu'impose l'observation des oscillations des prix, et sans autre lien social que l'échange des marchandises. Comment la production sociale résulte-t-elle en fait de ces innombrables mouvements indépendants les uns des autres ? Si l'on pose ainsi la question - et c'est là en, effet la première forme générale sous laquelle le problème se présente immédiatement à l'esprit - c'est qu'on oublie que les producteurs individuels ne sont pas dans ce cas de simples producteurs de marchandises, mais des producteurs capitalistes, et que la production sociale elle non plus n'est pas une production en vue de la satisfaction des besoins de consommation, ni une simple production de marchandises, mais une production capitaliste. Voyons un peu quelles modifications du problème cela entraîne avec soi.

Le producteur, qui ne produit pas seulement des marchandises mais aussi du capital, doit créer avant tout de la plus-value. La plus-value est le but et le moteur principal du producteur capitaliste. Les marchandises fabriquées, une fois réalisées, doivent lui rapporter non seulement l'équivalent des sommes qu'il a engagées dans la production, mais aussi une certaine somme qui ne correspond à aucun déboursé et qui représente un bénéfice net. Du point de vue de cette création de plus-value le capital avancé par le capitaliste se divise, sans qu'il le sache, et contrairement aux fadaïses qu'il se débite à lui-même et aux autres sur le capital fixe et le capital circulant, en deux parties l'une représentant ses dépenses pour les moyens de production bâtiments, matières premières, combustible, instruments; l'autre destinée au paiement des salaires. La première partie, qui par l'usage qui en est fait au cours du processus du travail, incorpore intégralement sa valeur au produit. Marx l'appelle capital constant ; la seconde, qui augmente sa valeur initiale et produit de la plus-value, grâce à l'appropriation de travail non payé, il l'appelle capital variable. C'est ainsi que la composition de valeur de toute marchandise correspond à la formule suivante :

$$c + v + pl$$

c représentant la valeur du capital constant investi, c'est-à-dire la partie de la valeur des moyens de production usagés qui a été incorporée à la marchandise, v la partie du capital variable investi, c'est-à-dire la partie du Capital dépensé en salaires, et pl la plus-value, c'est-à-dire l'accroissement de valeur provenant de la partie non payée du travail salarié. Ces trois éléments de valeur sont contenus à la fois dans la forme concrète des marchandises fabriquées, dans chacune d'elles comme dans leur masse, considérée en tant qu'unité, qu'il s'agisse de tissus de coton ou de ballons, de tuyaux de fonte ou de journaux libéraux. La fabrication de marchandises n'est pas pour le producteur capitaliste une fin en soi, mais seulement un moyen en vue de s'approprier la plus-value. Mais tant que la plus-value reste contenue dans la forme concrète de la marchandise, elle est inutilisable pour le capitaliste. Il est obligé, après l'avoir fabriquée, de la réaliser, de la transformer dans sa forme de valeur pure, c'est-à-dire en argent. Dans ce but, et pour que la plus-value soit appropriée par le capitaliste sous forme d'argent, toutes ses avances de capitaux doivent elles aussi rejeter la forme de marchandise et lui revenir sous la forme d'argent. Ce n'est qu'à ce moment-là, par conséquent quand toute la masse des marchandises aura été échangée d'après leur valeur contre de l'argent, que la production aura atteint son but. La formule $c + v + pl$ se conduit maintenant, par rapport à la composition quantitative de l'argent reçu en échange des marchandises, exactement de la même façon que précédemment par rapport à la composition de valeur de ces mêmes marchandises : une partie (c) restituée au capitaliste ses dépenses en moyens de production usagés, une autre partie (v) ses dépenses en salaires pour les

ouvriers, une troisième partie (pl) représente le surplus escompté, le « bénéfice net » du capitaliste en espèces ¹. Cette transformation du capital, de sa forme primitive, qui constitue le point de départ de toute production capitaliste, en moyens de production figés et vivants (matières premières, instruments et force de travail), de ceux-ci en marchandises, par le processus vivant du travail, et enfin de marchandises en argent, par le processus de l'échange, et même en plus d'argent qu'au stade du début, cette transformation n'est cependant pas nécessaire seulement pour la production et l'appropriation de la plus-value. Car le but et le moteur de la production capitaliste, ce n'est pas la plus-value tout court, en quelque quantité que ce soit, appropriée en une seule fois, mais une plus-value illimitée, en croissance continue, en quantité de plus en plus grande. Mais cela ne peut être obtenu encore une fois que par le même moyen enchanteur : la production capitaliste, c'est-à-dire l'appropriation de travail salarié non payé au cours du processus de fabrication des marchandises et la réalisation des marchandises ainsi fabriquées. Production toujours à nouveau, reproduction en tant que phénomène régulier reçoivent ainsi, dans la société capitaliste, un motif tout à fait nouveau, inconnu de toute autre forme de production. En effet, dans toutes les formes de production historiques connues, le facteur déterminant de la production est représenté par les besoins de consommation incessants de la société, que ce soient des besoins de consommation de la collectivité des travailleurs, déterminés démocratiquement, comme dans les sociétés communistes agraires primitives, ou des besoins déterminés autoritairement, comme dans les sociétés antagoniques de classe : société esclavagiste, société féodale, etc. Dans le mode de production capitaliste, le souci des besoins de consommation de la société en tant que motif déterminant de la production n'existe pas pour les producteurs individuels - et ici ce sont les seuls qui entrent en ligne de compte. Pour eux seuls existe la demande solvable de marchandises, et celle-ci d'ailleurs uniquement en tant que moyen indispensable en vue de la réalisation de la plus-value. C'est pourquoi la fabrication de produits pour la consommation, qui satisfont les besoins solvables de la société, est à vrai dire une nécessité pour le capitaliste individuel, mais tout autant un détour, du point de vue du véritable motif de son activité, à savoir l'appropriation de la plus-value. Et c'est ce motif qui le détermine à reprendre toujours à nouveau la reproduction. C'est la production de la plus-value qui, dans la société capitaliste, fait de la reproduction des besoins de consommation en général un *perpetuum mobile*. La reproduction, de son côté, dont le point de départ est toujours le capital, et sous sa forme de valeur la plus pure, c'est-à-dire sous la forme d'argent, ne peut manifestement être reprise que quand les produits de la période précédente, les marchandises, ont été transformés en leur forme d'argent, réalisés. Par conséquent, la première condition de la reproduction est pour le producteur capitaliste la réalisation des marchandises fabriquées au cours de la période de production précédente.

Nous arrivons maintenant à un deuxième point très important. Dans l'économie privée, c'est le capitaliste individuel qui fixe à sa guise les dimensions de la reproduction. Mais son but, c'est l'appropriation de la plus-value, et même d'une plus-value croissant le plus rapidement possible. Or, cette croissance rapide de la plus-value n'est possible qu'au moyen de l'élargissement de la production capitaliste, qui crée la plus-value. En ce sens, la grande entreprise comporte des avantages par rapport à la petite. Le mode de production capitaliste crée par conséquent non seulement un motif constant de reproduction, mais aussi un motif d'élargissement constant de la reproduction, de reprise de la production.

Mais ce n'est pas tout. Le mode de production capitaliste ne crée pas seulement, dans la soif de plus-value du capitaliste, la force motrice qui mène à l'élargissement illimité de la reproduction, il fait encore de cet élargissement une loi d'airain, une condition d'existence économique pour le capitaliste individuel. Sous le règne de la concurrence, l'arme la plus puissante du capitaliste individuel dans la lutte pour la conquête des débouchés, c'est le bon marché des marchandises. Toutes les méthodes durables de réduction du coût de production des marchandises qui n'ont pas pour but d'obtenir un accroissement supplémentaire de la plus-value au moyen d'une réduction des salaires ou d'une prolongation du temps de travail, et peuvent d'ailleurs se heurter à toutes sortes de difficultés, aboutissent à un élargissement de la production. Qu'il s'agisse d'économies réalisées sur les constructions ou les instruments, ou de l'emploi de moyens de production d'un rendement supérieur, ou du remplacement sur une vaste échelle du travail manuel par la machine, ou de l'utilisation rapide d'une situation favorable sur le marché en vue de se procurer des matières premières à meilleur marché - dans tous ces cas, la grande entreprise comporte des avantages par rapport à la petite et à la moyenne entreprise.

Ces avantages augmentent au fur et à mesure de l'extension de l'entreprise. C'est pourquoi la concurrence elle-même impose tout accroissement d'une partie des entreprises capitalistes à toutes les autres entreprises comme une condition d'existence absolue. Il en résulte une tendance à l'élargissement constant de la reproduction, qui se répand mécaniquement, comme une vague, sur toute la surface de la production privée.

Pour le capitaliste individuel cet élargissement de la reproduction se manifeste en ce sens qu'il transforme en capital une partie de la plus-value obtenue, c'est-à-dire qu'il accumule. Accumulation, transformation de la plus-value en capital actif, c'est là l'expression capitaliste de la reproduction élargie.

¹ Dans cet exposé, nous supposons la plus-value identique au profit, ce qui est d'ailleurs vrai pour l'ensemble de la production, qui nous occupera seule dans la suite. De même, nous faisons abstraction de la division de la plus-value en ses différentes parties : bénéfice de l'entrepreneur, intérêt du capital, rente, étant donné qu'elle n'a aucune importance pour le problème de la reproduction.

Celle-ci n'est nullement une invention du capital. Elle est, au contraire, depuis toujours, la règle dans toute forme de société historique qui indique un certain progrès économique et culturel. La reproduction simple - la simple répétition constante du processus de production dans ses dimensions précédentes - est certes possible, et on peut même l'observer pendant de longues périodes du développement social. Ainsi par exemple, dans les sociétés communistes agraires primitives où l'accroissement de la population n'est pas dû à un élargissement progressif de la production, mais à des scissions périodiques de générations nouvelles et à la fondation de communautés aussi restreintes que la première et se suffisant à elles-mêmes. De même, les vieilles petites entreprises artisanales de l'Inde ou de la Chine offrent l'image d'une répétition traditionnelle, transmise de génération en génération, de la production dans les mêmes formes et les mêmes dimensions. Mais, dans tous ces cas, la reproduction simple est la base et le signe sûr d'un arrêt économique et culturel général. Tous les grands progrès économiques et les monuments importants de la culture, tels que les grands travaux d'irrigation de l'Orient, les pyramides d'Égypte, les voies militaires romaines, les arts et les sciences de la Grèce, le développement de l'artisanat et des villes au Moyen Age, auraient été impossibles sans reproduction élargie, car seule une extension progressive de la production au-delà des besoins immédiats et l'accroissement constant de la population ainsi que de ses besoins constituent à la fois la base économique et la force motrice sociale permettant des progrès culturels décisifs. L'échange, notamment, et, avec lui, la naissance de la société de classe et ses progrès historiques jusqu'à la forme de production capitaliste auraient été impossibles à concevoir sans reproduction élargie. Mais, dans la société capitaliste, la reproduction élargie reçoit un certain nombre de caractères nouveaux. En premier lieu, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, elle devient une nécessité absolue pour le capitaliste individuel. Certes, une reproduction simple et même une régression dans la reproduction ne sont pas exclues non plus dans le mode de production capitaliste ; elles constituent même, au contraire, des manifestations périodiques des crises après la surtension, également périodique, de la reproduction élargie dans les périodes de haute conjoncture. Cependant, le mouvement général de la reproduction, par-delà les oscillations périodiques des différentes phases, va dans le sens d'un élargissement constant. Pour le capitaliste individuel, l'impossibilité de suivre ce mouvement général signifie l'élimination de la lutte pour la concurrence, la mort économique.

Mais il y a encore autre chose. Dans tout mode de production basé sur l'économie purement ou en grande partie naturelle - dans une communauté communiste agraire de l'Inde ou dans une « villa » romaine employant le travail des esclaves ou dans un domaine féodal du Moyen Age - le moteur et le but de la reproduction élargie ne se rapportent qu'aux produits, à la masse des objets de consommation fabriqués. La consommation, en tant que but, détermine les dimensions, ainsi que le caractère du processus du travail, en particulier, comme de la reproduction, en général. Il en est autrement dans le mode de production capitaliste. La production capitaliste n'est pas une production en vue de la consommation, mais une production de valeur. Les rapports de valeur dominent tout le processus de la production comme de la reproduction. La production capitaliste n'est pas une production d'objets de consommation, ni même de marchandises, tout simplement, mais de plus-value. Reproduction élargie signifie par conséquent, du point de vue capitaliste : élargissement de la production de la plus-value. Cette production de plus-value se réalise, il est vrai, sous la forme de production de marchandises, et, par conséquent, en dernier lieu, de production d'objets de consommation. Mais dans la reproduction, ces deux points de vue sont toujours à nouveau séparés par des changements dans la productivité du travail. La même grandeur de capital et la même grandeur de plus-value seront représentées, par suite de l'accroissement de la productivité du travail, par une quantité toujours plus grande d'objets de consommation. L'élargissement de la production dans le sens de la fabrication d'une plus grande masse de valeurs d'usage n'a par conséquent pas besoin d'être une reproduction élargie dans le sens capitaliste. Réciproquement, le capital peut, dans certaines limites, sans aucun changement dans la productivité du travail, au moyen d'une aggravation du degré d'exploitation - par exemple, au moyen de la réduction des salaires - produire une plus grande plus-value sans être obligé de fabriquer une plus grande quantité de produits. Mais, dans un cas comme dans l'autre, les éléments de la reproduction élargie, dans le sens capitaliste, sont produits pareillement. Car ces éléments sont : plus-value, à la fois en tant que grandeur de valeur et en tant que somme de moyens de production matériels. L'élargissement de la production de plus-value est généralement obtenu au moyen d'un accroissement du capital, mais celui-ci, à son tour, est obtenu au moyen de la transformation d'une partie de la plus-value produite en capital. Peu importe à ce propos que la plus-value capitaliste soit employée à l'extension de l'entreprise déjà existante ou à la création d'une entreprise nouvelle. La reproduction élargie, dans le sens capitaliste, reçoit par conséquent son expression spécifique d'accroissement de capital au moyen d'une capitalisation progressive de la plus-value ou, comme dit Marx, de l'accumulation du capital. On peut donc représenter de la façon suivante la formule de la reproduction élargie, en régime de production capitaliste :

$$(c + v) + (p/x) + p'$$

p' représentant la partie capitalisée de la plus-value obtenue au cours de la période de production précédente, p' la nouvelle plus-value créée à l'aide du capital ainsi accru. Cette nouvelle plus-value est de nouveau capitalisée en partie. La succession constante de cette création et de cette capitalisation de plus-value, qui se conditionnent réciproquement, c'est ce qui constitue le procès de la reproduction élargie en régime capitaliste.

Mais ce n'est là que la formule générale abstraite de la reproduction. Examinons de plus près les conditions concrètes nécessaires à la réalisation de cette formule.

Après avoir quitté sur le marché la forme de marchandise, la plus-value produite se présente sous forme d'une certaine somme d'argent. Sous cette forme, elle a sa forme pure de valeur, sous laquelle elle va commencer sa

carrière comme capital. Mais sous cette forme, elle n'est encore qu'au seuil de sa carrière. Car avec de l'argent on ne peut créer aucune plus-value.

Pour que la partie de la plus-value destinée à l'accumulation soit réellement capitalisée, elle doit revêtir la forme concrète qui seule lui permettra d'agir en tant que capital productif, c'est-à-dire de capital créateur de plus-value. Pour cela, il est nécessaire que, tout comme le capital initial, elle se divise en deux parties, l'une constante, représentée par des moyens de production, l'autre variable, représentée en salaires. Ce n'est qu'à ce moment-là qu'elle pourra être, tout comme le capital initial, portée dans la formule $c + v + pl$.

Mais, pour cela, la bonne volonté qu'a le capitaliste d'accumuler ne suffit pas, non plus que son « esprit d'épargne » et sa « sobriété », grâce auxquels il utilise en vue de la production la plus grande partie de sa plus-value, au lieu de la gaspiller entièrement pour son luxe personnel. Il faut encore qu'il trouve sur le marché les formes concrètes qu'il se propose de donner à son nouvel accroissement de capital, par conséquent : premièrement, les moyens de production matériels (matières premières, machines, etc.) dont il a besoin pour le genre de production qu'il a choisi pour donner la forme productive à la partie constante du capital. Puis, deuxièmement, la partie du capital destinée à servir de capital variable doit être transformée également, et pour cela il faut deux choses : avant tout, qu'il y ait sur le marché des forces de travail supplémentaires en quantité suffisante, dont il a précisément besoin pour mettre en mouvement son nouvel accroissement de capital, et ensuite, étant donné que les ouvriers ne peuvent pas vivre d'argent, qu'il y ait également sur le marché les moyens de consommation supplémentaires, contre lesquels les ouvriers nouvellement engagés pourront échanger la partie de capital variable qu'ils auront reçue du capitaliste.

Ces conditions une fois remplies, le capitaliste pourra mettre en mouvement sa plus-value capitalisée et lui faire créer, en tant que capital actif, une nouvelle plus-value. Mais ce n'est pas tout. Le nouveau capital, ainsi que la plus-value produite, est encore caché sous la forme d'une nouvelle masse supplémentaire de marchandises. Sous cette forme, le nouveau capital n'est encore que prêté et la plus-value créée par lui n'existe encore que sous une forme inutilisable pour le capitaliste. Afin que le nouveau capital puisse remplir son but, il lui faut rejeter sa forme de marchandise et revenir, ainsi que la plus-value créée par lui, sous sa forme pure de valeur, c'est-à-dire sous sa forme d'argent, dans la poche du capitaliste. Si cela ne se produit pas, alors le nouveau capital et la plus-value sont perdus, entièrement ou en partie, la capitalisation de la plus-value a échoué, l'accumulation n'a pas eu lieu. Afin que celle-ci se fasse réellement il est donc absolument nécessaire que la quantité supplémentaire de marchandises produite par le nouveau capital conquière une place sur le marché, pour pouvoir être réalisée.

Ainsi, nous voyons que la reproduction élargie, dans les conditions capitalistes, c'est-à-dire en tant qu'accumulation du capital, est liée à toute une série de conditions particulières. Passons-les rapidement en revue. Première condition : la production doit créer de la plus-value, car la plus-value est la forme élémentaire sous laquelle seul l'accroissement de la production est possible dans le sens capitaliste. Cette condition doit être observée au cours du procès même de la production, dans les rapports entre capitalistes et ouvriers dans la production des marchandises. Deuxième condition : afin que la plus-value destinée à l'élargissement de la reproduction soit appropriée, il faut, quand la première condition a été observée, qu'elle soit réalisée, c'est-à-dire transformée en argent. Cette condition nous mène sur le marché, où les chances de l'échange décident du sort de la plus-value, par conséquent aussi de la reproduction future. Troisième condition : en supposant qu'on a réussi à réaliser la plus-value et à transformer une partie de cette plus-value réalisée en capital en vue de l'accumulation, le nouveau capital doit revêtir la forme productive, c'est-à-dire se transformer en moyens de production figés et en force de travail, et, en outre, la partie du capital échangée contre des forces de travail doit revêtir la forme de moyens de consommation pour les ouvriers. Cette condition nous ramène de nouveau sur le marché des marchandises et sur le marché du travail. Si l'on y trouve tout ce dont on a besoin et si la reproduction élargie des marchandises a eu lieu, alors apparaît la quatrième condition, à savoir : la quantité additionnelle de marchandises, qui représente le nouveau capital, ainsi que la nouvelle plus-value, doit être réalisée, transformée en argent. Ce n'est que si l'on y parvient que la reproduction élargie, au sens capitaliste du mot, a lieu. Cette dernière condition nous ramène derechef sur le marché.

C'est ainsi que la reproduction capitaliste, tout comme la production, joue continuellement entre le lieu de production et le marché, entre le bureau et les ateliers, dont « l'entrée est sévèrement interdite aux personnes étrangères » et où la volonté souveraine du capitaliste individuel est la loi suprême, d'une part, et le marché, auquel personne ne peut imposer de lois et où ne se manifestent aucune volonté et aucune raison, d'autre part. Mais c'est précisément dans cet arbitraire et cette anarchie qui règnent sur le marché que le capitaliste individuel sent sa dépendance à l'égard de la société, de la collectivité des producteurs et des consommateurs. Pour élargir sa reproduction, il a besoin de moyens de production et de forces de travail, ainsi que de moyens de consommation pour ces derniers, mais leur existence dépend de facteurs, de circonstances, de phénomènes, qui se passent derrière son dos, tout à fait indépendamment de lui. Pour pouvoir réaliser sa masse de produits accrue, il a besoin d'un marché élargi, mais l'extension effective de la demande de marchandises, en général, et de celles qu'il fabrique, en particulier, est une chose en face de laquelle il est totalement impuissant.

Les conditions ci-dessus énumérées, qui expriment toute la contradiction profonde existant entre la production et la consommation privées et leurs rapports sociaux ne sont pas des éléments nouveaux, ne se manifestant qu'à l'occasion de la reproduction. Ce sont les conditions générales de la production capitaliste. Elles apparaissent cependant comme des difficultés spéciales du procès de reproduction, et cela pour les raisons suivantes : du point de vue de la reproduction, et particulièrement de la reproduction élargie, le mode de production capitaliste n'apparaît pas

seulement dans ses caractéristiques générales, mais aussi dans un certain rythme de mouvements, comme un processus en voie de développement, où se manifeste l'enchaînement spécifique des différents anneaux de ses périodes de production. De ce point de vue, la question ne se pose par conséquent pas de cette façon générale : comment chaque capitaliste individuel réussit-il à trouver les moyens de production et les forces de travail dont il a besoin et à écouler sur le marché les marchandises qu'il a fait produire, malgré l'absence de tout contrôle ou plan social qui puisse accorder la production et la demande des marchandises ? Car à cette question on pourrait répondre ce qui suit : d'une part, la soif de profit des capitaux individuels et la concurrence à laquelle ils se livrent entre eux, ainsi que les conséquences automatiques de l'exploitation et de la concurrence capitalistes, font en sorte qu'on produit toutes les marchandises et par conséquent aussi les moyens de production nécessaires, et qu'une classe en état de croissance continue d'ouvriers prolétariés se trouve à la disposition du capital. D'autre part, l'anarchie de ces rapports se manifeste en ce sens que l'accord de l'offre et de la demande, dans tous les domaines, ne se réalise qu'au moyen d'écart continuels au-dessus ou au-dessous de la ligne où ils s'équilibrent, d'oscillations de prix continues, de crises économiques revenant à intervalles périodiques.

Du point de vue de la reproduction, la question se pose tout autrement : comment se fait-il que l'approvisionnement anarchique du marché en moyens de production et en forces de travail, ainsi que les conditions d'écoulement se modifiant d'une façon irrationnelle et imprévisible puissent assurer au capitaliste individuel les quantités et sortes de moyens de production, forces de travail et possibilités d'écoulement correspondant exactement à ses besoins d'accumulation et croissant par conséquent dans un certain rapport de quantité ? Examinons la chose de plus près. Le capitaliste produit, disons, par exemple, selon notre formule :

$$40 c + 10 v + 10 pl$$

le capital constant étant quatre fois plus grand que le capital variable, et le taux d'exploitation étant de 100 %. La masse des marchandises produites aura donc une valeur de 60. Supposons que le capitaliste soit en mesure de capitaliser la moitié de sa plus-value et qu'il l'ajoute à son capital initial, toujours d'après la même composition du capital. La période de production suivante sera donc exprimée dans la formule .

$$44 c + 11 v + 11 pl = 66$$

Supposons que le capitaliste continue à capitaliser la moitié de sa plus-value, et ainsi de suite chaque année. Pour cela, il lui faudra trouver sur le marché, et encore dans une certaine progression, les moyens de production, les forces de travail et les possibilités d'écoulement correspondant aux progrès de son accumulation.

2. - analyse du procès de la reproduction chez Quesnay et chez Adam Smith

Jusqu'à présent, nous avons considéré la reproduction du point de vue du capitaliste individuel, le représentant typique, l'agent de la reproduction, qui est réalisée en effet par les différentes entreprises capitalistes privées. Cette façon de considérer le problème nous en a déjà montré un assez grand nombre de difficultés. Mais ces difficultés s'accroissent et se développent d'une façon extraordinaire dès que nous passons du point de vue du capitaliste individuel à celui de l'ensemble des capitalistes.

Déjà un simple coup d'œil superficiel nous montre que la reproduction capitaliste, en tant que tout social, ne peut pas être considérée simplement comme la somme mécanique des différentes reproductions capitalistes privées. Nous avons vu, par exemple, qu'une des principales conditions pour la reproduction élargie du capitaliste individuel est un élargissement correspondant de ses possibilités d'écoulement sur le marché. Or, cet élargissement, le capitaliste individuel ne peut pas l'obtenir au moyen d'un élargissement absolu du marché, en général, mais au moyen de la concurrence, au détriment d'autres capitalistes individuels, de sorte que ce que l'un gagne, un autre, ou plusieurs autres, éliminés du marché, le perdent. Ce que gagne l'un pour l'élargissement de sa reproduction, c'est ce que perd la reproduction d'un autre. Un capitaliste pourra réaliser une reproduction élargie, d'autres ne pourront même pas réaliser une reproduction simple, et ainsi la société capitaliste, dans son ensemble, ne connaîtra qu'un déplacement local, mais non une modification quantitative de la reproduction. De même, la reproduction élargie d'un capitaliste déterminé peut être réalisée grâce aux moyens de production et aux forces de travail qui auront été rendues disponibles par la faillite, autrement dit la cessation, complète ou partielle, de la reproduction chez d'autres capitalistes.

Ces phénomènes quotidiens prouvent que la reproduction du capital social est autre chose que la reproduction, accrue à l'infini, du capitaliste individuel ; que, tout au contraire, les phénomènes de reproduction des différents capitaux se croisent d'une façon incessante et peuvent, à tout moment, dans ces rencontres, se supprimer réciproquement, totalement ou en partie. C'est pourquoi, avant d'étudier le mécanisme et les lois de la reproduction capitaliste, il est nécessaire de nous demander ce que nous devons nous représenter par reproduction du capital social, et s'il est possible, en général, dans le flot des mouvements innombrables des différents capitaux, qui se modifient à chaque instant selon des règles qui échappent à tout contrôle et à tout calcul et qui, tantôt, marchent parallèlement, de concert, tantôt se croisent et se suppriment réciproquement, de discerner quelque chose qui ressemble à une reproduction sociale. Existe-t-il même, d'une façon générale, un capital social, et que représente cette notion dans la réalité ? Telle est la première question que doit se poser la recherche scientifique des lois de la reproduction. Le père des physiocrates, Quesnay, qui aborda le problème avec toute l'assurance et la simplicité

classique des premiers débuts de l'économie politique comme de l'ordre économique bourgeois, admit sans aucune hésitation, comme allant de soi, l'existence du capital social en tant que phénomène réel et agissant. Son célèbre *Tableau économique*, que personne, jusqu'à Marx, ne réussit à déchiffrer, représente, à l'aide d'un petit nombre de chiffres, le mouvement de la reproduction du capital social, dont il dit également qu'on doit le comprendre sous la forme de l'échange des marchandises, c'est-à-dire en même temps en tant que processus de circulation. « *Dans son Tableau économique, Quesnay montre à grands traits comment un produit, de valeur déterminée, de la production nationale, se répartit dans la circulation de telle sorte que, les autres conditions restant les mêmes, sa simple reproduction, c'est-à-dire la reproduction à la même échelle, puisse s'opérer. La période de production a naturellement comme point de départ la dernière récolte. Les innombrables actes individuels de la circulation sont immédiatement réunis dans leur mouvement global à caractère social, la circulation entre deux grandes classes sociales à fonctions économiques déterminées*¹ ».

D'après Quesnay, la société se compose de trois classes : 1^o la classe productrice, c'est-à-dire les cultivateurs ; 2^o la classe stérile, qui comprend tous ceux qui sont occupés dans d'autres branches d'activité que l'agriculture : industrie, commerce, professions libérales ; 3^o la classe des propriétaires fonciers, y compris le souverain et les bénéficiaires de la dîme. Le produit total national apparaît, dans les mains de la classe productrice, comme une quantité de denrées alimentaires et de matières premières, d'une valeur de cinq milliards de livres. Sur cette somme, deux milliards représentent le capital d'entreprise annuel de l'agriculture, un milliard l'usure annuelle du capital fixe, et deux milliards le revenu net, qui va aux propriétaires fonciers. Outre ce produit total, les cultivateurs - qui sont considérés ici, dans un sens purement capitaliste, comme fermiers - ont en main deux milliards de livres en argent. La circulation se poursuit maintenant de telle façon que la classe des fermiers paie aux propriétaires fonciers deux milliards de livres en argent (ce résultat de la période de circulation précédente) en qualité d'arrages. Avec cette somme, la classe des propriétaires achète pour un milliard de denrées alimentaires aux fermiers, et pour l'autre milliard des produits industriels à la classe stérile. Les fermiers, de leur côté, achètent, avec le milliard qui leur est revenu, des produits industriels, sur quoi la classe stérile achète avec les deux milliards qu'elle possède ainsi des produits agricoles, à savoir pour un milliard des matières premières, etc., en vue de reconstituer son capital d'entreprise annuel, et pour un milliard des denrées alimentaires. Ainsi finalement l'argent est revenu à son point de départ : la classe des fermiers, le produit a été réparti entre toutes les classes, de telle sorte que toutes ont leur consommation assurée et qu'en même temps la classe productrice et la classe stérile ont renouvelé leurs moyens de production, et la classe des propriétaires a obtenu son revenu. Ainsi, toutes les conditions de la reproduction sont là, celles de la circulation ont toutes été observées, et la reproduction peut commencer son cours régulier².

A quel point est insuffisante et primitive cette représentation des choses, malgré toute la génialité de la pensée, c'est ce que nous verrons plus loin au cours de notre étude. Ce qu'il faut, en tout cas, souligner ici, c'est que Quesnay, sur le seuil de la science économique, n'avait pas le moindre doute en ce qui concerne la possibilité de représenter le capital social et sa reproduction. Ce n'est que chez Adam Smith que nous voyons apparaître, en même temps qu'une analyse plus approfondie du régime de production capitaliste, la confusion dans les grandes lignes claires de la doctrine physiocratique. Smith renversa toute la base de la production capitaliste en établissant cette fausse théorie des prix qui, après lui, domina longtemps la science économique bourgeoise, à savoir la théorie selon laquelle la valeur des marchandises est bien représentée par la quantité de travail extériorisé en elle, mais aussi selon laquelle le prix ne se compose que des trois parties suivantes : salaires, profit et rente. Étant donné que cela se rapporte également à l'ensemble des marchandises, au produit national, nous découvrons avec stupéfaction que la valeur de l'ensemble des marchandises produites dans la société capitaliste représente bien tous les salaires payés, les profits des capitaux et les rentes, c'est-à-dire toute la plus-value, et par conséquent peut les remplacer, mais encore qu'aucune partie de la valeur des marchandises produites ne correspond au capital constant employé à la fabrication de ces marchandises : $v + pl$, telle est, d'après Smith, la formule représentant la valeur de l'ensemble de la production capitaliste. « *Ces trois parties*, dit Smith, appuyant son point de vue sur l'exemple du blé (salaire, profit et rente), *semblent constituer immédiatement ou en définitive la totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie, nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente que des salaires de ce travail. Ainsi, quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière*

¹ *Le Capital*, II, p. 332 de la deuxième édition, 1893 trad. Molitor, VII, p. 178.

² Voir *Analyse du Tableau économique* dans *le Journal de l'Agriculture, du Commerce et des Finances*, de Dupont, 1766, p. 305 de l'édition d'Oncken des *Œuvres* de F. Quesnay. Quesnay remarque expressément que la circulation décrite par lui suppose deux conditions : une liberté illimitée des relations commerciales et un système d'impôts pesant exclusivement sur la rente : « Mais ces données ont des conditions sine quibus non ; elles supposent que la liberté du commerce soutient le débit des productions à un bon prix, - elles supposent d'ailleurs que le cultivateur n'ait à payer directement ou indirectement d'autres charges que le revenu, dont une partie, par exemple les deux septièmes, doit former le revenu du souverain. » (p. 311.)

analyse, dans ces trois mêmes parties : *rente, travail et profit*¹ ». En nous renvoyant ainsi, selon l'expression de Marx, de Ponce en Pilate, Smith décompose toujours de nouveau le capital en $v + pl$. A vrai dire, il lui arrivait de temps en temps de douter et de retomber dans l'opinion opposée. C'est ainsi que dans la deuxième partie de son ouvrage, il écrit :

« On a fait voir dans le premier livre que le prix de la plupart des marchandises se résout en trois parties, qui ont concouru à produire la marchandise et à la mettre au marché, et que l'une paye les salaires du travail, l'autre les profits du capital, et la troisième la rente de la terre... que, puisqu'il en était ainsi pour toute marchandise quelconque prise séparément, il fallait nécessairement qu'il en tût de même pour les marchandises qui composent la totalité du produit de la terre et du travail d'un pays, prises en masse. La somme totale du prix ou de la valeur échangeable de ce produit annuel doit se résoudre de même en ces trois parties et se distribuer entre les différents habitants du pays, ou comme salaires de leur travail, ou comme profits de leur capital, ou comme rentes de leur terre. »

Mais ici Smith s'arrête court et déclare immédiatement après :

« Mais quoique la valeur totale du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit ainsi partagée entre les différents habitants, et leur constitue un revenu, cependant, de même que dans le revenu d'un domaine particulier nous distinguons le revenu brut et le revenu net, nous pouvons aussi faire une pareille distinction à l'égard de tous les revenus de tous les habitants d'un grand pays.

« ... Le revenu brut d'un domaine particulier comprend généralement tout ce que débourse le fermier; le revenu net est tout ce qui reste franc et quitte de toutes charges ait propriétaire, après la déduction des frais de régie, des réparations et tous les autres prélèvements nécessaires, ou bien ce qu'il peut, sans nuire à sa fortune, placer dans le fonds qu'il destine à servir immédiatement à sa consommation, c'est-à-dire dépenser pour sa table, son train de vie, les ornements et l'ameublement de sa maison, ses jouissances et amusements personnels. Sa richesse réelle n'est pas en proportion de son revenu brut, mais de son revenu net.

« ... Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend la masse totale du produit annuel de leur terre et de leur travail; leur revenu net est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir premièrement leur capital fixe; secondement, leur capital circulant, ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur fonds de consommation, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs subsistance, commodités et amusements. Leur richesse réelle est aussi en proportion de leur revenu net, et non pas de leur revenu brut². »

Mais Smith n'introduit ici une partie de la valeur du produit correspondant au capital constant que pour s'en débarrasser immédiatement en le décomposant de nouveau en salaires, profits et rentes. Et finalement il en reste à son explication :

« ... De même que les machines et instruments d'industrie, etc., qui composent le capital fixe, soit d'un individu, soit d'une société, ne font partie ni du revenu net de l'un ou de l'autre, de même l'argent, au moyen duquel tout le revenu de la société est régulièrement distribué entre ses différents membres, ne fait nullement lui-même partie de ce revenu³. »

Le capital constant (que Smith appelle le capital fixe) est ainsi placé sur le même rang que l'argent et n'entre pas dans la production sociale (son « revenu brut »), il n'existe pas en tant que partie de valeur du produit total !

Étant donné que là où il n'y a rien, le roi lui-même perd ses droits, il est clair que de la circulation, de l'échange réciproque du produit total ainsi composé on n'obtiendra que la réalisation des salaires (v) et de la plus-value (pl), mais non pas le remplacement du capital constant, et dès lors la continuation de la reproduction s'avère impossible. Certes, Smith savait parfaitement, et il ne songeait pas le moins du monde à le nier, que chaque capitaliste, pour faire marcher son entreprise, a besoin, outre un fonds de salaires, c'est-à-dire un capital variable, d'un capital constant. Mais pour l'ensemble de la production capitaliste, le capital constant a, dans l'analyse ci-dessus du prix des marchandises, disparu mystérieusement, sans laisser de traces, et ainsi le problème de la reproduction du capital social était complètement escamoté. Il est clair que si la condition la plus élémentaire du problème, à savoir l'explication du capital social, avait échoué, toute l'analyse devait échouer également. Cette fausse théorie d'A. Smith, Ricardo, Say, Sismondi et d'autres la reprirent à leur tour, et tous se heurtèrent, dans l'étude du problème de la reproduction, à cette difficulté élémentaire : la représentation du capital social.

Une autre difficulté encore s'ajouta à la première dès le début de l'analyse scientifique. Qu'est-ce que le capital social ? Pour le capitaliste individuel, la chose est claire. Son capital, ce sont ses dépenses d'exploitation. La valeur de son

¹ Adam Smith, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (traduction Germain Garine, Paris, 1843), liv. I. chap. 6, pp. 68-69.

² *Ibidem*, liv. II, chap. 2, pp. 345-46.

³ *Ibidem*, p. 349.

produit lui rapporte- en supposant le mode de production capitaliste, et par conséquent le travail salarié- outre toutes les sommes avancées par lui, un excédent, la plus-value, qui ne remplace pas son capital, mais constitue son revenu net, qu'il peut consommer entièrement, sans réduire son capital, par conséquent son fonds de consommation. Certes, le capitaliste peut « mettre de côté » une partie de ce revenu net, ne pas la consommer lui-même, mais la transformer en capital. Mais cela, c'est une autre affaire, un phénomène nouveau, la constitution d'un nouveau capital, qui sera remplacé également par la prochaine reproduction, avec le surplus. Mais, en tout cas et toujours, le capital du capitaliste individuel est ce dont il avait besoin en tant qu'avances d'exploitation en vue de la production, son revenu ce qu'il consomme ou peut consommer, en tant que fonds de consommation. Si nous demandons maintenant à un capitaliste ce que sont les salaires qu'il paie à ses ouvriers, il répondra qu'ils constituent évidemment une partie de son capital d'entreprise. Mais si nous demandons ce que sont ces salaires pour les ouvriers qui les reçoivent, on ne pourra pas nous répondre que c'est du capital. En effet, pour les ouvriers qui les reçoivent, les salaires ne sont pas du capital, mais du revenu, un fonds de consommation. Prenons un autre exemple. Un fabricant de machines fait construire dans son usine des machines. Son produit annuel sera un certain nombre de machines. Mais dans ce, produit annuel, dans sa valeur, se trouvent tant le capital avancé par le fabricant que le revenu obtenu par lui. Une partie des machines construites chez lui représente ainsi son revenu et est destinée à constituer ce revenu dans le procès de la circulation, dans l'échange. Mais celui qui achète à notre fabricant ses machines ne les achète évidemment pas en tant que revenu, dans le but de les consommer, mais pour les employer en tant que moyens de production. Pour lui, ces machines sont du capital.

Nous arrivons par ces exemples au résultat suivant : ce qui est capital pour l'un est revenu pour l'autre, et réciproquement. Comment peut-on, dans ces conditions, parler d'un capital social ? Et, en effet, toute la science économique jusqu'à Marx en concluait qu'il n'existe pas de capital social¹. Chez Smith, ainsi que chez Ricardo, nous voyons encore des hésitations et des contradictions dans cette question. Mais déjà un Say déclare catégoriquement :

« C'est de cette manière que la valeur entière des produits se distribue dans la société. Je dis leur valeur tout entière, car si mon profit ne s'élève qu'à une portion de la valeur du produit auquel j'ai concouru, le surplus compose le profit de mes coproducteurs. Un fabricant de drap achète de la laine à un fermier ; il paie diverses façons d'ouvriers et vend le drap qui en provient à un prix qui lui rembourse ses avances et lui laisse un profit. Il ne regarde comme un profit, comme servant à composer le revenu de son industrie, que ce qui lui reste net, ses déboursés payés, mais ses déboursés n'ont été que l'avance qu'il a faite à d'autres producteurs de diverses portions de revenus dont il se rembourse sur la valeur brute du drap. Ce qu'il a payé au fermier pour la laine était le revenu du cultivateur, de ses bergers, du propriétaire de la ferme. Le fermier ne regarde comme produit net que ce qui lui reste après que ses ouvriers et son propriétaire sont payés ; mais ce qu'il leur a payé a été une portion de leurs revenus à eux-mêmes : c'était un salaire pour l'ouvrier, c'était un fermage pour le propriétaire ; C'est-à-dire pour l'un le revenu qu'il tirait de son travail, et pour l'autre le revenu qu'il tirait de sa terre. Et c'est la valeur du drap qui a remboursé tout cela. On ne peut concevoir aucune portion de la valeur de ce drap qui n'ait servi à payer un revenu. Sa valeur tout entière y a été employée.

« On voit par là que ce mot produit net ne peut s'appliquer qu'aux revenus de chaque entrepreneur particulier, mais que le revenu de tous les particuliers pris ensemble, ou de la société, est égal au produit brut résultant des terres, des capitaux et de l'industrie de la nation - ce qui ruine le système des économistes du XVIII^e siècle, qui ne regardaient comme le revenu de la société que le produit net des terres et qui concluaient que la société n'avait à consommer qu'une valeur égale à ce produit net, comme si la société n'avait pas à consommer tout entière une valeur qu'elle a créée tout entière². »

Say justifie cette théorie d'une façon qui lui est particulière. Tandis qu'Adam Smith s'efforçait d'en donner la preuve en renvoyant tous les capitaux privés à leur lieu de production, pour en faire de simples produits du travail, mais ne considérait chaque produit du travail, dans un sens strictement capitaliste, que comme une somme de travail payé et de travail non payé, c'est-à-dire de $v + pl$, et arrivait ainsi à ramener en fin de compte tout le produit social à $v + pl$, Say s'empresse de corriger d'une main sûre ces erreurs classiques en banalités tout à fait ordinaires. Il s'appuie sur ce fait que l'entrepreneur, à tous les stades de la production, paie les moyens de production (qui constituent pour lui du capital) à d'autres personnes, représentant les anciens stades de production, et que celles-ci, de leur côté, empochent ce paiement, en partie en qualité de revenu, en partie en qualité de remboursement des sommes qu'elles avaient avancées elles-mêmes, pour payer encore à d'autres personnes leur revenu. La chaîne sans fin de processus de travail de Smith se transforme chez Say en une chaîne sans fin d'avances mutuelles sur le revenu et de remboursements sur la vente. L'ouvrier lui-même apparaît ici comme placé dans la même situation que l'entrepreneur : il reçoit l'« avance » de son revenu, sous forme de salaire, et le paie en travail. C'est ainsi que la valeur finale de l'ensemble du produit social se présente uniquement comme une somme de revenus « avancés », et l'échange n'a, par conséquent, d'autre but que de rembourser toutes ces avances. Il est caractéristique pour la façon tout à fait plate dont Say se représente les choses qu'il s'efforce d'expliquer les rapports sociaux de la reproduction capitaliste en

¹ Sur Rodbertus et son « capital national », voir plus loin, dans la deuxième partie.

² J.-B. Say, *Traité d'Économie Politique*, livre II, chap. V (6^e éd., Paris, 1841), pp. 353-354.

s'appuyant sur l'exemple de l'industrie horlogère, branche d'industrie - à cette époque et aujourd'hui encore - en grande partie manufacturière, où les « ouvriers » sont en réalité de petits entrepreneurs et où le processus de la production de la plus-value est masqué par des actes d'échange successifs de la simple production marchande.

Ainsi, Say ne fait que donner son expression la plus grossière à la confusion introduite par Smith : toute la valeur des produits annuellement fabriqués par la société se compose de revenus, par conséquent elle est chaque année consommée tout entière. Dès lors, la reprise de la production, sans capital, sans moyens de production, apparaît comme une énigme, la reproduction capitaliste comme un problème insoluble.

Si l'on examine le chemin parcouru par le problème depuis les physiocrates jusqu'à Adam Smith, on constate à la fois un progrès et un recul. Ce qui caractérisait le système économique des physiocrates, c'était leur affirmation selon laquelle seule l'agriculture crée un excédent, c'est-à-dire une plus-value, et par conséquent le travail agricole est le seul productif, au sens capitaliste du terme. C'est ainsi que nous voyons, dans le *Tableau économique*, que la classe « stérile » des ouvriers de manufacture ne crée qu'une valeur correspondant aux deux milliards qu'ils consomment en matières premières et en denrées alimentaires. C'est ainsi qu'au cours de l'échange, tous les produits manufacturés vont pour moitié à la classe des fermiers et pour moitié à la classe des propriétaires, tandis que la classe industrielle ne consomme même pas ses propres produits. Cette classe ne fait que reproduire dans la valeur des marchandises fabriquées par elle le capital circulant usagé et ne crée aucun revenu pour les entrepreneurs. Le seul revenu de la société dépassant tous les placements de capitaux, et qui entre dans la circulation, est créé par l'agriculture et consommé par la classe des propriétaires sous forme de rente, tandis que la classe des fermiers ne fait que remplacer son capital à savoir : un milliard d'intérêts du capital fixe et deux milliards de capital circulant, c'est-à-dire les deux tiers en matières premières et en denrées alimentaires et un tiers en produits manufacturés. D'autre part, il apparaît clairement que Quesnay n'admet de capital fixe, qu'il appelle « avances primitives », en les distinguant des « avances annuelles ¹ » que dans l'agriculture. Il semble, d'après lui, que la manufacture travaille sans aucun capital fixe et seulement avec le capital d'entreprise circulant annuellement, et que, par conséquent, elle ne crée, dans la masse de marchandises qu'elle fabrique annuellement, aucune valeur destinée à remplacer l'usure du capital fixe (bâtiments, instruments de travail, etc.) ².

En face de ces erreurs manifestes, l'école classique anglaise réalise un progrès décisif avant tout en ceci qu'elle déclare productive toute espèce de travail, c'est-à-dire qu'elle montre que l'industrie crée de la plus-value tout comme l'agriculture. Nous disons : l'école classique anglaise, parce que Smith lui-même, malgré ses affirmations claires dans ce sens, retombe cependant de temps en temps dans les erreurs des physiocrates. Ce n'est que chez Ricardo que la théorie de la valeur basée sur le travail reçoit la forme la plus haute et la plus conséquente qu'elle pouvait atteindre dans les limites de la science bourgeoise. Il en résultait que nous devons admettre que la section industrielle de la production sociale, tout comme l'agriculture, fournit annuellement une valeur dépassant celle des capitaux engagés, un bénéfice net, c'est-à-dire une plus-value ³. D'autre part, le fait qu'il mit en évidence, que tous les genres de travaux, qu'ils soient industriels ou agricoles, produisent de la plus-value, le mena à la conclusion suivante : que le travail agricole, outre la rente pour les propriétaires fonciers, doit rapporter encore un excédent à la classe des fermiers, une fois remboursées leurs avances de capitaux. C'est ainsi qu'à côté du remplacement du capital apparut le revenu annuel de la classe des fermiers ⁴. Enfin, en approfondissant systématiquement les notions introduites par Quesnay des « avances primitives » et des « avances annuelles », qu'il appela capital fixe et capital circulant, Smith démontra

¹ En français dans le texte.

² Il faut d'ailleurs remarquer que Mirabeau, dans ses *Explications* au sujet du *Tableau économique*, mentionne expressément le capital fixe de la classe stérile : « Les avances primitives de cette classe pour établissement de manufactures, pour instruments, machines, moulins, forges et autres usines... 2 000 000 000 de livres » (*Tableau économique avec ses explications*. Mil sept cent soixante. p. 82).

Il est vrai que dans son projet confus de Tableau, Mirabeau ne fait pas entrer en ligne de compte ce capital fixe de la classe stérile.

³ Smith écrit encore d'une façon tout à fait générale : « La valeur que les ouvriers ajoutent à la matière se résout alors en deux parties, dont l'une paye leurs salaires, et l'autre les profits que fait l'entrepreneur sur la somme des fonds qui lui ont servi à avancer ces salaires et la matière à travailler. » (*Op. cit.*, livre I, ch. VI, p. 66.) Dans l'original : « The value which the workmen add to the materials, therefore, resolves itself in this case into two parts, of which the one pays their wages, the other the profits of their employer upon the whole stock of materials and wages which he advanced » (*Wealth of Nations*, ed. Mac Culloch, 1828, tome I, p. 83). Et, dans le livre II, chapitre III, spécialement sur le travail industriel : « Le travail d'un ouvrier de manufacture ajoute en général à la valeur de la matière sur laquelle travaille cet ouvrier la valeur de sa subsistance et du profit de son maître. Le travail d'un domestique, au contraire, n'ajoute à la valeur de rien. Quoique le premier reçoive des salaires que son maître lui avance, il ne lui coûte, dans le fait, aucune dépense, la valeur de ces salaires se retrouvant en général avec un profit de plus dans l'augmentation de valeur du sujet auquel ce travail a été appliqué. » (pp. 410-411.)

⁴ « Les hommes... employés aux travaux de la culture, non seulement, comme les ouvriers des manufactures, donnent lieu à la reproduction d'une valeur égale à leur consommation ou au capital qui les emploie, en y joignant de plus les profits des capitalistes, mais ils produisent encore une bien plus grande valeur. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire. » (*Op. cit.*, p. 455.)

que la section manufacturière de la production sociale a tout autant besoin que l'agriculture d'un capital fixe en dehors du capital circulant, et par conséquent aussi d'une partie de valeur correspondante pour remplacer l'usure de ce capital. Smith était en meilleure voie d'apporter de l'ordre dans les notions de capital et de revenu de la société et de les représenter d'une façon exacte. Le passage ci-dessous montre quel fut le maximum de clarté auquel il parvint en cette matière :

« Quoique la totalité du produit annuel des terres et du travail d'un pays soit, sans aucun doute, destinée en définitive à fournir à la consommation de ses habitants et à leur procurer un revenu, cependant à l'instant où il sort de la terre ou des mains des ouvriers productifs il se divise naturellement en deux parties. L'une d'elles, et c'est souvent la plus forte, est, en premier lieu, destinée à remplacer un capital ou à renouveler la portion de vivres de matières ou d'ouvrages faits qui a été retirée d'un capital; l'autre est destinée à former un revenu, ou au maître de ce capital, comme profit de ces fonds ou à quelque autre personne, comme rente de sa terre ¹. »

« Le revenu brut de tous les habitants d'un grand pays comprend la masse totale du produit annuel de leur terre et de leur travail; leur revenu net est ce qui leur reste franc et quitte, déduction faite de ce qu'il faut pour entretenir, premièrement, leur capital fixe, secondement, leur capital circulant, ou bien ce qu'ils peuvent placer, sans empiéter sur leur capital, dans leur fonds de consommation, c'est-à-dire ce qu'ils peuvent dépenser pour leurs subsistance, commodités et amusements. Leur richesse réelle est aussi en proportion de leur revenu net, et non pas de leur revenu brut ². »

Nous avons ici les notions du capital et du revenu social, conçues d'une façon générale et plus rigoureuse que dans le *Tableau économique* ; le revenu social détaché de sa liaison unilatérale avec l'agriculture le capital, sous ses deux formes de capital fixe et de capital circulant servant de base à toute la production sociale. Au lieu de la distinction erronée entre les deux principales branches de la production : l'industrie et l'agriculture, nous voyons ici apparaître au premier plan d'autres catégories de nature plus profonde : la distinction entre le capital et le revenu, puis celle entre capital fixe et capital circulant. Partant de là, Smith passe à l'analyse des rapports mutuels et des transformations de ces catégories dans leur mouvement social : dans la production et la circulation, c'est-à-dire dans le processus de reproduction de la société. Il souligne ici une différence radicale entre le capital fixe et le capital circulant du point de vue social.

« Il est évident qu'il faut retrancher du revenu net de la société toute la dépense d'entretien du capital fixe. Les matières premières nécessaires pour l'entretien des machines utiles, instruments d'industrie, bâtiments d'exploitation, etc., pas plus que le produit du travail nécessaire pour donner à ces matières la forme convenable, ne peuvent jamais faire partie de ce revenu net. Le prix de ce travail, à la vérité, peut bien en faire partie, puisque les ouvriers qui y sont employés peuvent placer la valeur entière de leurs salaires dans leur fonds de consommation, mais la différence consiste en ce que dans les autres sortes de travail et le prix et le produit vont l'un et l'autre à ce fonds; le prix va à celui des ouvriers, et le produit à celui d'autres personnes dont la subsistance, les commodités et les agréments se trouvent augmentés par le travail de ces ouvriers ³. »

Ici Smith se heurte à la distinction importante entre ouvriers produisant des moyens de production et ouvriers produisant des moyens de consommation. Au sujet des premiers, il remarque que la valeur qu'ils créent en remplacement de leurs salaires vient au monde sous forme de moyens de production (tels que matières premières, machines, etc.), c'est-à-dire qu'ici la partie du produit destinée au revenu des ouvriers existe sous une forme naturelle, qui ne peut absolument pas servir à la consommation. En ce qui concerne la seconde catégorie d'ouvriers, Smith remarque qu'ici, au contraire, tout le produit, par conséquent tant la partie de valeur qu'il contient et qui remplace les salaires (le revenu) des ouvriers que l'autre partie (Smith ne le dit pas expressément, mais cela découle de son raisonnement : ainsi la partie également qui représente le capital fixe usagé) apparaît sous forme d'articles de consommation. Nous verrons plus loin combien Smith s'est approché ici du point crucial de l'analyse, d'où Marx est parti pour aborder le problème. Cependant, la conclusion générale à laquelle Smith lui-même reste attaché, sans poursuivre plus loin l'analyse, est la suivante : en tout cas, ce qui sert à l'entretien et au renouvellement du capital fixe de la société ne peut être compris dans le revenu net de la société.

Il en est autrement du capital circulant.

« Mais quoique toute la dépense d'entretien du capital fixe se trouve ainsi nécessairement retranchée du revenu net de la société, il n'en est pas de même à l'égard de la dépense d'entretien du capital circulant. On

¹ P. 445. Il est vrai qu'une phrase plus loin, Smith transforme le capital tout entier en salaires, c'est-à-dire en capital variable : « That part of the annual produce of the land and labour of any country which replaces a capital, never is immediately employed to maintain any but productive hands. It pays the wages of productive labour only. That which is immediately destined for constituting a revenue, either as profit or as rent, may maintain indifferently either productive or unproductive hands. » (Ed. Mac Culloch, tome I, p. 98.)

² *Ibid.*, p. 346.

³ *Ibid.*, p. 346.

a déjà observé que, des quatre articles qui composent ce capital, qui sont l'argent, les vivres, les matières et l'ouvrage fait, les trois derniers en sont régulièrement retirés pour être versés, soit dans le capital fixe de la société, soit dans le fonds de consommation. De ces choses consommables, tout ce qui ne se trouve pas employé à l'entretien du premier de ces deux fonds va en entier à l'autre et fait partie du revenu net de la société : ainsi l'entretien de ces trois parties du capital circulant ne retranche du revenu net de la société aucune autre portion du produit annuel que celle qui est nécessaire à l'entretien du capital fixe ¹. »

On voit que Smith fait tout entrer dans la catégorie du capital circulant, à l'exception du capital fixe déjà employé, par conséquent tant les moyens de consommation que les matières premières et tout le capital de marchandises non encore réalisé (par conséquent en partie ces mêmes moyens de consommation et matières premières déjà mentionnés, en partie des marchandises qui, conformément à leur forme naturelle, doivent servir au remplacement du capital fixe), rendant ainsi tout à fait confuse et équivoque la notion du capital circulant. Mais, à côté et au milieu même de cette confusion, il fait encore une autre distinction importante :

« A cet égard, le capital circulant d'une société diffère de celui d'un individu. Celui d'un individu ne peut entrer pour la moindre partie dans son revenu net, qui se compose uniquement de ses profits. Mais encore que le capital circulant de chaque individu fasse une partie de celui de la société dont il est membre, il ne s'ensuit pas que ce capital ne puisse de même entrer pour quelque chose dans le revenu net de la nation². »

Smith appuie ce qui vient d'être dit par l'exemple suivant :

« Quoique les marchandises qui composent le fonds de boutique d'un marchand ne puissent nullement être versées dans son fonds de consommation, elles peuvent néanmoins aller à celui d'autres personnes qui, au moyen d'un revenu qu'elles tirent de quelque autre source, sont en état d'en remplacer régulièrement la valeur au marchand, ainsi que ses profits, sans qu'il en résulte aucune diminution, ni dans le capital du marchand ni dans le leur³. »

Smith a mis au jour des catégories fondamentales relativement à la reproduction et au mouvement du capital social. Capital fixe et capital circulant, capital privé et capital social, revenu privé et revenu social, moyens de production et moyens de consommation sont élevés ici au niveau de catégories importantes, et, en partie, étudiés dans leur entrecroisement réel, objectif, en partie noyés dans les contradictions théoriques, subjectives, de l'analyse smithienne. Le schéma simple, sévère et d'une pure clarté classique des physiocrates fait ici place à une foule de notions et de rapports qui semblent à première vue former un chaos. Mais, de ce chaos apparent, surgissent déjà petit à petit de nouveaux rapports de production sociale représentés d'une façon plus profonde, plus moderne et plus vivante que chez Quesnay, rapports qui se trouvent à l'état inachevé dans le chaos, tel l'esclave de Michel-Ange dans son bloc de marbre.

C'est là un des aspects du problème, tel que l'aperçoit Smith. Mais, en même temps, il l'étudie sous un tout autre aspect, celui de la valeur. Ce sont précisément cette théorie du caractère productif de tout travail, puis la division strictement capitaliste du travail en travail payé (destiné à remplacer le salaire) et en travail non payé (créateur de la plus-value), enfin la division de la plus-value en ses deux catégories fondamentales : le profit et la rente - ce qui représente autant de progrès sur les physiocrates - qui ont amené Smith à cette affirmation remarquable, d'après laquelle le prix de toute marchandise se compose de salaire + profit + rente, ou, pour employer la formule plus brève de Marx, de $v + pl$. Il en résultait, par conséquent, que toutes les marchandises produites annuellement par la société se divisent en ces deux parties : salaires et plus-value. Ici disparaissait brusquement la catégorie du capital, la société ne produit que du revenu, que des articles de consommation, entièrement consommés par la société. La reproduction sans capital devient une énigme, et le problème dans son ensemble fait, par rapport aux physiocrates, un bond formidable en arrière.

Les successeurs de Smith ont pris sa double théorie juste du mauvais côté. Tandis que personne, jusqu'à Marx, ne sut utiliser les indications importantes qu'il fournit dans la deuxième partie de son ouvrage en vue d'une exposition exacte du problème, sa fausse théorie des prix, contenue dans la première partie, fut considérée par ses successeurs comme un legs précieux et acceptée telle quelle, comme chez Ricardo, ou transformée en un dogme plat, comme chez Say. Là où il y avait chez Smith des doutes et des contradictions fécondes, nous voyons chez Say la suffisance de l'économiste vulgaire. Pour Say, l'observation de Smith, selon laquelle ce qui est capital pour l'un peut être revenu pour l'autre, devient un motif de déclarer absurde, d'une façon générale, toute distinction entre capital et revenu dans le cadre social. Par contre, cette absurdité d'après laquelle la valeur totale de la production annuelle se compose exclusivement de revenus et est, par conséquent, consommée tout entière est élevée par lui à la hauteur d'un dogme absolu. Étant donné que la société consomme entièrement chaque année toute ce qu'elle produit, la reproduction sociale, sans moyens de production, devient une répétition annuelle du miracle biblique, une création ex nihilo.

¹ Ibid., p. 348.

² Ibid., p. 348.

³ Ibid., p. 348.

C'est dans cet état que resta le problème de la reproduction jusqu'à Marx.

3. - *Critique de l'analyse de Smith*

Résumons les résultats auxquels est parvenue l'analyse de Smith. Nous pouvons les grouper de la façon suivante :

1. - Il existe un capital fixe de la société, qui ne passe dans aucune partie du revenu net de la société. Ce capital fixe est constitué par les « matières premières, qui servent à l'entretien des machines et instruments » et par « le produit du travail nécessaire à la transformation de ces matières en la forme voulue ». En opposant encore expressément la production de ce capital fixe à la production de moyens de consommation directs, en tant que genre spécial, Smith transforme en fait le capital fixe en ce que Marx appelle capital constant, c'est-à-dire la partie du capital qui existe dans tous les moyens de production matériels, en opposition à la force de travail ;
2. - Il existe un capital circulant de la société. Mais, après en avoir détaché la partie de capital fixe (c'est-à-dire constant), il ne reste que la catégorie des moyens de consommation, qui ne constitue pas pour la société un capital, mais un revenu net, un fonds de consommation ;
3. - Le capital et le revenu net des individus ne se confondent pas avec le capital et le revenu net de la société. Ce qui n'est pour la société que du capital fixe (c'est-à-dire constant) peut être pour les individus non pas un capital, mais un revenu, un fonds de consommation, notamment dans les parties de valeur du capital fixe qui représentent le salaire des ouvriers et le profit des capitalistes. Réciproquement, le capital circulant des individus peut être pour la société non pas un capital, mais un revenu, dans la mesure notamment où il représente des moyens de consommation ;
4. - Le produit social annuel ne contient dans sa valeur aucun atome de capital, mais se résout entièrement en trois sortes de revenus : salaires, profits du capital et rentes.

Quiconque essaierait, d'après ces fragments d'idées, de se faire une image d'ensemble de la reproduction annuelle du capital social devrait renoncer bientôt à cette tentative. Comment, en fin de compte, malgré tout, le capital social se renouvelle chaque année, comment la consommation de tous est assurée au moyen du revenu, et comment, en même temps, les individus observent exactement leurs points de vue de capital et de revenu, ces questions sont encore très loin d'être résolues. C'est pourquoi il est nécessaire de se représenter toute la confusion d'idées et l'abondance de vues contradictoires, pour mesurer quelle clarté Marx a jetée sur le problème.

Commençons par le dernier dogme d'Adam Smith, qui suffisait à lui seul pour empêcher la solution du problème de la reproduction dans l'économie politique classique. La racine de la conception bizarre de Smith, d'après laquelle la valeur du produit total de la société se résoudrait entièrement en salaires, profits et rentes, réside précisément dans sa théorie de la valeur. Le travail est la source de toute valeur. Toute marchandise est, considérée en tant que valeur, le produit du travail et rien de plus. Mais tout travail accompli est, en tant que travail salarié - cette identification du travail humain avec le travail salarié capitaliste est précisément le trait classique chez Smith - destiné non seulement à remplacer les salaires avancés, mais aussi à produire un surplus, provenant du travail non payé, en tant que profit pour le capitaliste et en tant que rente pour le propriétaire foncier. Ce qui est vrai de chaque marchandise l'est également de la totalité des marchandises. Toute la masse des marchandises produites annuellement par la société n'est, en tant que quantum de valeur, que le produit du travail - et notamment du travail payé comme du travail non payé - et se divise par conséquent aussi en salaires, profits et rentes. A vrai dire, il faut faire entrer en ligne de compte, dans chaque travail, les matières premières, instruments, etc. Mais que sont ces instruments et matières premières, si ce n'est également des produits du travail, et encore une fois en partie du travail payé et en partie du travail non payé ? Nous aurons beau nous tourner et nous retourner dans tous les sens, nous ne trouverons dans la valeur, ou dans le prix de toutes les marchandises, rien qui ne soit simplement du travail humain. Mais tout travail se divise en deux parties : l'une destinée à remplacer les salaires et l'autre à fournir un profit aux capitalistes et une rente aux propriétaires fonciers. Il n'y a rien que des salaires et des profits. Mais il existe cependant du capital - capital individuel et capital social. Comment sortir de cette contradiction ? Ce qui prouve que nous nous trouvons en effet ici devant une grosse difficulté théorique, c'est le fait que Marx lui-même dut se plonger longtemps dans l'étude du problème sans pouvoir avancer et trouver la solution, ainsi qu'on peut s'en rendre compte dans ses *Théories sur la plus-value* (traduites sous le titre *d'Histoire des doctrines économiques*, tome I, pp. 223-319). Cette solution, il finit cependant par la trouver, et cela grâce à sa théorie de la valeur. Smith avait parfaitement raison : la valeur de chaque marchandise, en particulier, et de toutes les marchandises, en général, ne représente pas autre chose que du travail. Il avait également raison quand il disait : tout travail (en régime capitaliste) se divise en travail payé (destiné à remplacer les salaires) et en travail non payé (produisant de la plus-value au profit des différentes classes qui possèdent les moyens de production). Mais il oublia ou plutôt ne vit pas que le travail, outre la propriété qu'il a de créer une valeur nouvelle, a aussi celle de reporter l'ancienne valeur contenue dans les moyens de production sur les marchandises fabriquées à l'aide de ces moyens de production. Une journée de travail de 10 heures d'un boulanger ne peut pas produire plus de valeur qu'une valeur de 10 heures - et ces 10 heures se divisent en régime capitaliste en travail payé et en travail non payé - mais les marchandises fabriquées en ces 10 heures de travail représenteront plus de valeur que celle de 10 heures de travail. Elles contiendront notamment encore la valeur de la farine, du four dont on se sera servi, des bâtiments de travail, du combustible, etc., bref, de tous les moyens de production nécessaires au travail du boulanger. La valeur de la marchandise ne pourrait se résoudre entièrement en $v + pl$ qu'à une seule

condition, à savoir que l'homme travaille dans l'air bleu du ciel, sans matières premières, sans instrument, sans lieu de travail. Mais étant donné que tout travail matériel suppose des moyens de production, qui sont eux-mêmes le produit d'un travail précédent, il doit reporter également le travail précédent, c'est-à-dire la valeur créée par lui, sur le nouveau produit.

Il ne s'agit pas ici d'un phénomène spécial au régime capitaliste, mais d'un phénomène qui est à la base même du travail humain, et par conséquent indépendant de la forme historique de la société. Le travail à l'aide d'instruments fabriqués par l'homme est la caractéristique fondamentale de la société humaine. La notion du travail passé qui précède tout nouveau travail et lui prépare sa base d'opération exprime la relation historique et culturelle existant entre l'homme et la nature, la chaîne durable des efforts de la société humaine s'engrenant l'un dans l'autre, efforts dont l'origine se perd dans la nuit des temps et qui ne prendront fin qu'avec l'humanité elle-même. Ainsi donc, nous ne pouvons nous représenter le travail humain autrement qu'accompagné d'instruments de travail, qui sont eux-mêmes le produit d'un travail précédent. Chaque nouveau produit contient non seulement le nouveau travail qui lui a donné sa dernière forme, mais aussi le travail passé qui lui a fourni la matière, l'instrument de travail, etc. Dans la production de valeur, c'est-à-dire dans la production de marchandises, à laquelle appartient également la production capitaliste, ce phénomène ne disparaît pas, il ne fait que recevoir une expression particulière. Il se manifeste dans le double caractère du travail producteur de marchandises, qui, d'une part, en tant que travail utile, concret, de quelque genre qu'il soit, crée la valeur d'usage, et, d'autre part, en tant que travail abstrait, général, socialement nécessaire, crée de la valeur. Dans sa première qualité, il fait ce qu'a toujours fait le travail humain : reporter le travail passé contenu dans les moyens de production usagés sur le nouveau produit, avec cette différence que ce travail passé apparaît maintenant comme valeur, comme une valeur ancienne. Dans sa seconde qualité, il crée une nouvelle valeur qui, selon les règles capitalistes, se décompose en travail payé et travail non payé : $v + pl$. La valeur de toute marchandise doit par conséquent contenir tant l'ancienne valeur, que le travail, en tant que travail utile, concret, transporte des moyens de production sur la marchandise, qu'une nouvelle valeur, que ce même travail crée, en tant que travail socialement nécessaire, par sa seule extériorisation, par sa seule durée.

Cette distinction, Smith ne pouvait pas la faire, étant donné qu'il ne discernait pas le caractère double du travail créateur de valeur, et Marx déclare même quelque part que c'est dans cette erreur fondamentale de la théorie de la valeur de Smith qu'il faut voir la source véritable de son dogme étrange, selon lequel toute masse de valeur produite se résout entièrement en $v + pl$ ¹. Cette ignorance du caractère double du travail producteur de marchandises : travail concret, utile, et travail abstrait, socialement nécessaire, constitue en effet l'une des caractéristiques principales, non seulement de la théorie de la valeur de Smith, mais aussi de celle de toute l'école classique.

Sans se soucier des conséquences sociales que cela comportait, l'économie politique classique a reconnu le travail humain comme étant le seul facteur créateur de valeur et développé cette théorie jusqu'à lui donner cette clarté avec laquelle elle nous apparaît dans l'œuvre de Ricardo. Mais ce qui distingue essentiellement la théorie de la valeur de Ricardo de celle de Marx - distinction ignorée non seulement des économistes bourgeois, mais aussi de la plupart des vulgarisateurs de la doctrine de Marx - c'est que Ricardo, conformément à sa conception générale du caractère naturel de l'économie bourgeoise, considère la création de valeur comme une propriété naturelle du travail humain, du travail individuel, concret, de l'homme isolé.

Cette conception apparaît encore plus nettement chez A. Smith, qui déclare, par exemple, que la « *propension à l'échange* » est une particularité de la nature humaine, après l'avoir vainement cherchée chez les animaux, notamment chez les chiens, etc.

D'ailleurs, tout en mettant en doute l'existence d'une soi-disant « propension à l'échange » chez les animaux, Smith reconnaît au travail des animaux la même propriété créatrice de valeur qu'au travail humain, notamment là où il lui arrive de retomber dans les conceptions de l'école physiocratique.

« *Mais aucun capital, à somme égale, ne met en activité plus de travail productif que celui du fermier. Ce sont non seulement ses valets de ferme, mais ses bestiaux de labour et de charroi qui sont autant d'ouvriers productifs... Ainsi les hommes et les bestiaux employés aux travaux de la culture, non seulement comme les ouvriers des manufactures, donnent lieu à la reproduction d'une valeur égale à leur consommation ou au capital qui les emploie, en y joignant de plus les profits du capitaliste, mais ils produisent encore une bien plus grande valeur. Outre le capital du fermier et tous ses profits, ils donnent lieu à la reproduction régulière d'une rente pour le propriétaire*². » Ici apparaît de la façon la plus nette que Smith considérait la création de valeur comme une propriété physiologique du travail, en tant qu'expression de l'organisme animal de l'homme. De même que l'araignée tisse sa toile à l'aide de substances tirées de son propre corps, de même l'homme travailleur crée de la valeur - c'est-à-dire l'homme qui travaille et produit des objets utiles, car l'homme qui travaille est de par sa nature un producteur de marchandises, de même que la société humaine est de par nature une société reposant sur l'échange, et l'économie marchande, la forme économique normale de la société humaine.

¹ *Le Capital*, II, p. 351. Trad. Molitor, VII, p. 200 et suiv.

² A. Smith, *op. cit.*, I, p. 455.

Marx fut le premier à reconnaître dans la valeur un rapport social particulier, apparu dans certaines conditions historiques, ce qui l'amena à distinguer les deux aspects du travail producteur de marchandises : à savoir le travail concret, individuel, et le travail social, général, distinction grâce à laquelle la solution de l'énigme de l'argent apparut brusquement, comme à la lueur d'une lanterne sourde.

Pour pouvoir discerner ainsi, *statiquement*, au sein de l'économie bourgeoise, le double caractère du travail, et distinguer l'homme travailleur du producteur de marchandises, du créateur de valeur, Marx devait auparavant distinguer *dynamiquement*, dans le développement historique, le producteur de marchandises de l'homme travailleur tout court, c'est-à-dire reconnaître dans la production de marchandises une certaine forme historique de la production sociale. Marx devait, en un mot, pour pouvoir déchiffrer l'énigme de l'économie capitaliste, commencer son étude par une déduction opposée à celle des économistes classiques, c'est-à-dire en étudiant le passé historique du mode de production bourgeois, au lieu de s'appuyer sur la croyance en son caractère normal humain. Il devait retourner la déduction métaphysique des économistes classiques en son contraire, la déduction dialectique¹.

C'est ce qui explique que Smith ne pouvait pas distinguer clairement les deux aspects du travail créateur de valeur, dans la mesure où, d'une part, il transporte sur le produit nouveau la vieille valeur contenue dans les moyens de production, et où il crée en même temps, d'autre part, une valeur nouvelle. Il nous paraît cependant que son affirmation selon laquelle toute valeur se résout en $v + pl$ découle encore d'une autre source. Il est impossible de croire que Smith n'ait pas vu que toute marchandise fabriquée contient non seulement la valeur créée à l'occasion de sa fabrication, - mais aussi celle de tous les moyens de production employés pour sa fabrication. Le fait que, pour affirmer la division de la valeur en $v + pl$, il nous renvoie constamment d'un stade de production à un autre, ou, comme dit Marx, de Ponce à Pilate, montre bien qu'il ne l'ignore pas. Mais le merveilleux de l'affaire, c'est qu'il dissout toujours à nouveau la vieille valeur des moyens de production en $v + pl$, ce qui a finalement pour résultat de faire entrer dans cette formule toute la valeur contenue dans la marchandise.

Il en est ainsi notamment dans le passage déjà cité par nous sur le prix du blé : « *Dans le prix du blé, par exemple, une partie paye la rente du propriétaire, une autre paye les salaires ou l'entretien des ouvriers ainsi que des bêtes de labour et de charroi employées à produire le blé, et la troisième paye le profit du fermier. Ces trois parties semblent constituer immédiatement ou en définitive la totalité du prix du blé. On pourrait peut-être penser qu'il faut y ajouter une quatrième partie, nécessaire pour remplacer le capital du fermier ou pour compenser le dépérissement de ses chevaux de labour et autres instruments d'agriculture. Mais il faut considérer que le prix de tout instrument de labourage, tel qu'un cheval de charrue, est lui-même formé de ces mêmes trois parties : la rente de la terre sur laquelle il a été élevé, le travail de ceux qui l'ont nourri et soigné, et les profits d'un fermier qui a fait les avances, tant de cette rente que des salaires de ce travail. Ainsi, quoique le prix du blé doive payer aussi bien le prix du cheval que son entretien, la totalité du prix de ce blé se résout toujours, soit immédiatement, soit en dernière analyse, dans ces mêmes trois parties : rente, travail et profit.* »

Ce qui a troublé Smith, c'est, à notre avis, ce qui suit :

1. - Tout travail exige des moyens de production. Mais ce qui est moyen de production pour un travail déterminé (matières premières, instruments, etc.) est lui-même le produit d'un travail passé. Pour le boulanger, la farine est un moyen de production, auquel il ajoute du nouveau travail. Mais la farine provient elle-même du travail du meunier, pour qui elle n'était pas un moyen de production, mais un produit, tout comme maintenant le pain pour le boulanger. Ce produit supposait lui-même du blé comme moyen de production, mais le blé, à son tour, si nous reculons encore d'un degré, n'était pas pour le cultivateur un moyen de production, mais un produit. On ne peut trouver aucun moyen de production contenant une certaine valeur qui ne soit lui-même le produit d'un travail précédent ;
2. - Il en résulte, au point de vue capitaliste, ce qui suit : tout capital qui a été entièrement utilisé pour la fabrication d'une marchandise quelconque se laisse finalement résoudre en un certain quantum de travail réalisé ;
3. - Toute la valeur de la marchandise, y compris le capital nécessaire à sa fabrication, se résout donc tout simplement en un certain quantum de travail. Et ce qui est vrai de toute marchandise l'est également de la totalité des marchandises fabriquées chaque année par la société. Leur valeur totale, elle aussi, se résout en un certain quantum de travail accompli ;
4. - Tout travail accompli suivant les règles capitalistes se divise en deux parties : une partie payée, qui remplace les salaires, et une partie non payée, qui crée les profits et les rentes, c'est-à-dire la plus-value. Tout travail accompli suivant les règles capitalistes correspond à la formule $v + pl$ ².

Tout cela est parfaitement juste et incontestable. La façon dont Smith a formulé ces thèses montre la solidité et la sûreté de son analyse scientifique et les progrès qu'il a réalisés sur les physiocrates en ce qui concerne la conception

¹ Rosa Luxemburg, *die Neue Zeit*, XVIII, tome II, p. 184.

² Nous ne tenons pas compte ici du fait que chez Smith apparaît également de temps en temps la conception contraire, suivant laquelle ce n'est pas le prix des marchandises qui se résout en $v + pl$, mais la valeur des marchandises qui se compose de $v + pl$. Ce quiproquo est plus important pour la théorie de la valeur de Smith que pour le sujet qui nous intéresse ici.

de la valeur et de la plus-value. Il n'y a à lui reprocher que la bourde grossière qu'il commet dans la conclusion de la thèse 3^o, où il dit que la valeur totale de la masse des marchandises annuellement produites par la société se résout dans le quantum de travail accompli pendant l'année, alors qu'en d'autres endroits il montre qu'il sait fort bien que la valeur des marchandises produites pendant un an par la société comprend nécessairement aussi le travail des années précédentes, à savoir le travail inclus dans les moyens de production utilisés.

Et cependant, la conclusion tirée par Smith des quatre thèses absolument justes que nous venons d'énumérer, à savoir : la valeur de toute marchandise, ainsi que de la masse totale des marchandises fabriquées annuellement par la société, se résout entièrement en $v + pl$, cette conclusion est complètement fautive. Smith confond ceci, qui est vrai : la valeur de toute marchandise ne représente pas autre chose que du travail social, avec ceci, qui est faux : toute marchandise ne représente rien d'autre que $v + pl$. La formule $v + pl$ exprime la double fonction du travail vivant dans les conditions de l'économie capitaliste : 1^o remplacement du Capital variable (salaires), 2^o création de la plus-value pour le capitaliste. Cette fonction, c'est le travail salarié qui la remplit, par suite de son utilisation par le capitaliste, lequel, en réalisant sur le marché la valeur des marchandises, reprend le capital variable représenté par les salaires avancés par lui et empêche la plus-value. La formule $v + pl$ exprime par conséquent le rapport entre l'ouvrier et le capitaliste, rapport qui prend fin chaque fois avec la fabrication de la marchandise. Si celle-ci est vendue et le rapport $v + pl$ réalisé en argent par le capitaliste, ce rapport et sa trace dans les marchandises sont par conséquent éteints. Il est absolument impossible de voir dans la marchandise et sa valeur dans quel rapport sa valeur a été créée et si elle l'a été par du travail payé ou du travail non payé; la seule chose certaine, c'est que la marchandise contient une certaine quantité de travail socialement nécessaire, ce qui se manifeste dans le fait qu'elle est échangée. Pour ce qui est de l'échange lui-même, par conséquent, comme pour l'usage de la marchandise, il est complètement indifférent de savoir si le travail qu'elle contient se divise en $v + pl$. Seule la quantité de valeur qu'elle contient joue un rôle dans l'échange, et seule sa structure concrète, son utilité, joue un rôle dans l'usage. La formule $v + pl$ exprime par conséquent, pour ainsi dire, le rapport intime entre le capital et le travail, la fonction sociale du travail salarié, qui s'éteint entièrement dans le produit. Il en est autrement de la partie du capital investie dans les moyens de production, autrement dit du capital constant. Outre le travail salarié, le capitaliste doit se procurer également des moyens de production, car tout travail exige, pour pouvoir être accompli, des matières premières, des instruments, des bâtiments, etc. Le caractère capitaliste de cette condition de la production se manifeste en ceci que ces moyens de production apparaissent précisément en tant que capital, c'est-à-dire : 1^o en tant que propriété d'une autre personne que celles qui travaillent, séparée de la force du travail, en tant que propriété des non-travailleurs ; 2^o en tant que simple avance, que dépense en vue de la production de plus-value. Le capital constant c n'apparaît donc ici que comme base de $v + pl$. Mais le capital constant exprime encore quelque chose de plus, à savoir la fonction des moyens de production dans le processus du travail humain, indépendamment de toute forme sociale historique. L'indigène de la Terre de Feu, pour construire son canoë familial, la communauté communiste agraire de l'Inde, pour cultiver les terres communales, le fellah égyptien, pour labourer son champ, comme pour construire les pyramides pour le pharaon, l'esclave grec dans la petite manufacture athénienne, le serf féodal, l'artisan des corporations du Moyen Age, tout comme l'ouvrier salarié moderne, ont également besoin de matières premières et d'instruments de travail. Les moyens de production issus du travail humain sont l'expression du contact du travail humain avec la matière brute et, par là, une condition générale, éternelle, du procès de production humain. Le terme c , dans la formule $c + v + pl$, exprime par conséquent une certaine fonction des moyens de production, qui ne s'éteint pas avec la cessation du travail. Alors qu'il est complètement indifférent, pour l'échange et pour la consommation de la marchandise, qu'elle ait été produite par du travail payé ou du travail non payé, par le travail de l'ouvrier salarié, de l'esclave ou du serf ou par quelque autre forme de travail, il est d'une importance décisive pour l'usage de la marchandise de savoir si elle est elle-même moyen de production ou moyen de consommation. Que, pour la fabrication d'une machine, on ait employé du travail payé ou du travail non payé, cela n'a d'intérêt que pour le fabricant et ses ouvriers. Pour ce qui est de la société qui acquiert la machine au moyen de l'échange, ce qui est intéressant, c'est uniquement sa qualité de moyen de production, sa fonction dans le processus de la production. Et de même que chaque forme sociale de production devait de tout temps tenir compte du rôle important des moyens de production, en ce sens que, dans toute période de production, elle veillait à la fabrication des moyens de production nécessaires à la période suivante, de même la société capitaliste ne peut entreprendre, chaque année, sa production de valeur, selon la formule $v + pl$, autrement dit l'exploitation du travail salarié, que si la quantité nécessaire de moyens de production en vue de la formation du capital constant existe en tant que produit de la période de production précédente. Cette liaison spécifique de chaque période de production avec la suivante, qui constitue la base générale, éternelle, du procès de la reproduction sociale et qui consiste en ce qu'une partie des produits d'une période de production est destinée à servir de moyens de production pour la période suivante, a échappé aux regards de Smith. Ce qui l'intéressait dans les moyens de production, ce n'était pas leur fonction spécifique dans le processus de la production où ils sont employés, mais le fait que, comme toute autre marchandise, ils sont eux-mêmes un produit du travail salarié employé selon les règles capitalistes. La fonction spécifiquement capitaliste du travail salarié dans le processus de production de la plus-value l'empêchait complètement de voir la fonction générale, éternelle, des moyens de production dans le processus du travail. Son regard, voilé par le point de vue bourgeois, n'apercevait pas, derrière le rapport social particulier entre le capital et le travail, le rapport général entre l'homme et la nature. C'est ici que nous paraît résider la véritable source de l'affirmation étrange de Smith que la valeur totale de la masse des marchandises produites annuellement par la société se ramène à $v + pl$. Smith ne vit pas que c , en tant que premier terme de la formule $c + v + pl$, est l'expression nécessaire de la base sociale générale de l'exploitation capitaliste du travail salarié.

La valeur de toute marchandise doit par conséquent être exprimée dans la formule $c + v + pl$. La question se pose maintenant de savoir à quel point ceci se rapporte à la totalité des marchandises produites par la société. Reportons-nous, à ce propos, aux doutes qu'exprimait Smith sur ce point, et notamment à son affirmation selon laquelle le capital fixe, le capital circulant et le revenu de l'individu ne correspondent pas aux mêmes catégories envisagées du point de vue social (page 32, paragraphe 3). Ce qui est pour l'un capital circulant n'est pas du capital pour d'autres, mais du revenu, comme par exemple les avances de capital destinées à payer les salaires. Cette affirmation repose sur une erreur. Quand le capitaliste paie des salaires à ses ouvriers, il ne leur donne pas un capital variable qui passe dans leurs mains pour y être transformé en revenu, mais seulement la forme de valeur de son capital variable contre sa forme naturelle, la force de travail. Le capital variable reste toujours dans les mains des capitalistes : d'abord sous forme d'argent, puis sous forme de force de travail, qu'il a achetée avec cet argent, plus tard sous forme d'une partie de la valeur des marchandises produites, pour lui revenir finalement - augmenté du profit - à la suite de la vente des marchandises sous forme d'argent. Quant à l'ouvrier, il n'entre jamais en possession du capital variable. Pour lui, la force de travail ne constitue jamais un capital, mais son bien (le pouvoir de travailler, le seul qu'il possède). S'il l'a extériorisée et s'il a reçu de l'argent comme salaire, ce dernier n'est pas pour lui un capital, mais le prix de la marchandise qu'il a vendue. Enfin, le fait que l'ouvrier achète des moyens de consommation avec le salaire qu'il a reçu n'a pas plus de rapport avec la fonction que cet argent a jouée, en tant que capital variable, dans les mains du capitaliste que l'usage personnel que fait tout vendeur d'une marchandise quelconque de l'argent qu'il en a reçu. Ce n'est donc pas le capital variable du capitaliste qui devient le revenu de l'ouvrier, mais le prix de la marchandise force-de-travail vendue par l'ouvrier, tandis que le capital variable reste comme auparavant dans les mains du capitaliste et fonctionne comme tel.

Tout aussi fausse est l'affirmation selon laquelle le revenu (plus-value) du capitaliste, contenu, par exemple, dans des machines non encore réalisées, ce qui est le cas pour un fabricant de machines, est du capital fixe pour un autre, à savoir celui qui achète des machines. Ce qui constitue, en effet, le revenu du fabricant de machines, ce ne sont pas les machines elles-mêmes ou une partie de ces machines, mais la plus-value qu'elles contiennent, par conséquent le travail non payé fourni par ses ouvriers. Après la vente des machines, ce revenu reste comme auparavant dans les mains du fabricant de machines ; il n'a fait que changer de forme. Il a perdu sa forme de machines pour revêtir la forme d'argent. Réciproquement, ce n'est pas par l'achat de la machine que son acheteur est entré en possession de son capital fixe, car il le possédait déjà auparavant sous forme d'un certain capital argent. Par l'achat de la machine, il n'a fait que donner à ce capital la forme matérielle dont il avait besoin pour le faire fonctionner d'une façon productive. Avant comme après l'achat de la machine, le revenu (la plus-value) reste dans les mains du fabricant, le capital fixe dans les mains de l'acheteur. Exactement de la même façon que dans l'exemple indiqué plus haut le capital variable reste toujours dans les mains du capitaliste, le revenu dans celles de l'ouvrier.

Ce qui a amené la confusion chez Smith et ses successeurs, c'est qu'ils ont confondu, tout d'abord dans l'échange capitaliste des marchandises, leur forme d'usage avec leurs rapports de valeur, et ensuite qu'ils n'ont pas su séparer les différentes circulations de capital et circulations de marchandises, qui se confondent continuellement. Un seul et même acte d'échange de marchandises peut être, vu d'un côté, circulation de capital, et, de l'autre, simple échange de marchandises, pour la satisfaction des besoins de consommation. La fausse affirmation selon laquelle ce qui est pour l'un capital est revenu pour un autre, et réciproquement, se ramène par conséquent à cette juste affirmation : ce qui est pour l'un circulation de capital est, pour un autre, simple échange de marchandises, et réciproquement. Par là se manifestent seulement la capacité de transformation du capital au cours de sa carrière et l'entrelacement des différentes sphères d'intérêts dans le processus d'échange social; mais l'existence nettement délimitée du capital, en opposition au revenu, et notamment dans ses deux formes principales, en tant que capital constant et en tant que capital variable, subsiste entièrement.

Et, cependant, en affirmant que le capital et le revenu privés ne concordent pas entièrement avec le capital et le revenu de la société, Smith s'approche très près de la vérité, quoiqu'il n'ait pas su montrer le rapport exact entre ces deux sortes de catégories.

4. - Le schéma de la simple reproduction de Marx

Considérons la formule $c + v + pl$, expression du produit social. Avons-nous là une simple construction théorique, un schéma abstrait, ou cette formule a-t-elle, dans son application à la société tout entière, un sens concret, une existence sociale objective ?

C'est Marx qui a, le premier, montré l'importance fondamentale, en tant que catégorie, de c , le capital constant. Mais déjà Smith lui-même, qui ne travaille exclusivement qu'avec les catégories capital fixe et capital circulant, transforme en fait et inconsciemment le capital fixe en capital constant, englobant dans cette catégorie non seulement les moyens de production qui s'usent en plusieurs années, mais aussi ceux qui passent entièrement chaque année dans la production¹. Son affirmation elle-même, selon laquelle la valeur se résout en $v + pl$, et les arguments à l'aide

¹ C'est pour simplifier les choses et dans le sens du langage courant que nous parlons continuellement ici de production annuelle, ce qui n'est exact en réalité que pour l'agriculture. La période de production industrielle et le cycle de transformation du capital n'ont pas du tout besoin de correspondre aux changements d'année.

desquels il en fait la preuve l'amènent à séparer les deux catégories de conditions de la production, à savoir le travail vivant et tous les moyens de production figés. D'autre part, en essayant de construire le processus de reproduction sociale au moyen des capitaux et revenus privés, ce qui lui reste en qualité de capital « fixe », c'est en réalité, du capital constant.

Chaque capitaliste individuel emploie, pour la fabrication de ses marchandises, un certain nombre de moyens de production : bâtiments, matières premières, instruments. Pour la fabrication de la totalité des marchandises, la totalité des moyens de production matériels employés par les différents capitalistes individuels est évidemment nécessaire dans la société donnée. L'existence de ces moyens de production dans la société est un fait tout à fait réel, quoiqu'ils n'existent que sous forme de capitaux privés. Ici se manifeste la condition générale absolue de toute production sociale, quelle que soit sa forme historique. Ce qui caractérise la forme capitaliste particulière de cette production, c'est le fait que les moyens de production matériels fonctionnent précisément en tant que c , en tant que capital, c'est-à-dire en tant que propriété de non-travailleurs, en tant que pôle opposé aux forces de travail prolétariennes, que contrepartie du travail salarié. Le v , capital variable, est la somme des salaires réellement payés dans la société au cours de la production annuelle. Ce fait, lui aussi, a une importance objective, réelle, quoique celle-ci se manifeste sous forme d'une multitude de salaires individuels. Dans toute société, quelle qu'elle soit, le nombre de forces de travail réellement employées à la production et leur entretien annuel sont des questions d'une importance primordiale. La forme capitaliste particulière de cette catégorie, en tant que v , que capital variable, fait que les moyens d'existence des travailleurs leur sont accordés : 1° en tant que salaires, c'est-à-dire en tant que prix de leur force de travail, qu'ils ont vendue, et en tant que capital appartenant à d'autres, aux non-travailleurs, aux possesseurs de moyens de production matériels ; 2° en tant que forme de valeur de leurs moyens d'existence. Le v exprime à la fois que les travailleurs sont « libres », au double sens du mot, c'est-à-dire libres personnellement, et libres de tous moyens de production, et que la production de marchandises est la forme générale de la production dans la société donnée.

Enfin, le pl , plus-value, représente la somme totale de toutes les plus-values obtenues par les différents capitalistes individuels. Dans toute société, on fait du surtravail, et l'on devra en faire également dans la société socialiste. Et cela dans un triple sens : 1° en tant qu'un certain quantum de travail, pour l'entretien des non-travailleurs (éléments inaptes, enfants, vieillards, malades, fonctionnaires, membres des professions dites libérales, qui ne participent pas directement au procès de la production¹) ; 2° en tant que fonds d'assurance de la société pour tous les accidents élémentaires qui peuvent avoir pour résultat de réduire la production annuelle (mauvaises récoltes, incendies de forêts, inondations) ; 3° en tant que fonds pour l'élargissement de la production, déterminé soit par l'augmentation de la population, soit par l'accroissement culturel des besoins. La forme capitaliste du surtravail se manifeste de deux façons : 1° en ce qu'il a pour but la plus-value, sous la forme de marchandises, et réalisable en argent ; 2° en ce qu'il fait son apparition en tant que propriété de non-travailleurs possesseurs des moyens de production.

Enfin, les deux termes $v + pl$ représentent également une grandeur objective d'une valeur générale : la somme totale de travail vivant réalisée dans la société au cours d'une année. Toute société humaine, quelle qu'elle soit, doit s'intéresser à ce fait, tant par rapport aux résultats obtenus que par rapport aux forces de travail existantes et disponibles. La division en $v + pl$ est, elle aussi, une division générale, indépendante des formes historiques particulières de la société. La forme capitaliste de cette division ne se manifeste pas seulement dans leurs particularités qualitatives, que nous avons déjà soulignées, mais aussi dans leur rapport qualitatif, en ceci que v a tendance à être réduit au minimum physiologique et social nécessaire à l'existence des travailleurs et que pl a tendance à croître constamment aux dépens de v et par rapport à lui.

Ce dernier fait exprime enfin la caractéristique dominante de la production capitaliste : le fait que la création et l'appropriation de la plus-value sont le véritable but et le moteur déterminant de cette production.

On voit donc que les rapports qui sont à la base de la formule capitaliste du produit total ont une valeur générale et seront dans tout régime économique organisé l'objet d'une réglementation consciente de la part de la société - de la collectivité des travailleurs et de ses organes démocratiques dans une société communiste, de la classe dominante et de son pouvoir despotique dans une société reposant sur la domination de classe. Dans la société capitaliste, il n'y a pas d'organisation méthodique de la production. La totalité des capitaux, comme des marchandises de la société, n'est composée en réalité que d'une somme d'innombrables capitaux et de postes-marchandises individuels.

La question se pose donc de savoir si ces sommes, même dans la société capitaliste, n'ont d'autre sens que celui d'une simple énumération statistique, et encore d'un caractère très approximatif. Dans le cadre de la société, il apparaît cependant que l'existence souveraine, indépendante, des entreprises capitalistes privées n'est que la forme historique déterminée, tandis que la liaison sociale est la base. Quoique les capitaux individuels agissent d'une façon complètement indépendante les uns des autres et qu'une réglementation sociale fasse complètement défaut, le

¹ Dans une société organisée rationnellement, et reposant sur la propriété collective des moyens de production, la division du travail entre travail intellectuel et travail manuel n'a pas besoin d'être liée à des catégories spéciales de la population. Mais elle se manifestera en tout temps par l'existence d'un certain nombre d'hommes occupés à un travail purement intellectuel, et qui devront être entretenus matériellement, ces différentes fonctions pouvant d'ailleurs être remplies à tour de rôle par tous les membres de la société.

mouvement général de tous les capitaux se poursuit comme un seul tout. Ce mouvement général, lui aussi, se manifeste sous des formes spécifiquement capitalistes. Tandis que, dans tout régime de production organisée, la réglementation concerne avant tout le rapport entre l'ensemble du travail réalisé et à réaliser et les moyens de production (c'est-à-dire entre $(v + pl)$ et c) ou entre la somme des moyens de consommation et des moyens de production nécessaires (dans la formule, le même $(v + pl)$ à c), le travail social nécessaire à l'entretien des moyens de production figés comme des forces de travail vivantes est considéré, dans les conditions capitalistes, comme un tout, en tant que capital, auquel s'oppose le surtravail réalisé, la plus-value, pl . Le rapport de ces deux sortes de grandeurs, pl et $(c + v)$, est un rapport réel, objectif, concret, de la société capitaliste, à savoir le *taux de profit moyen*, pour lequel chaque capital privé n'est effectivement qu'une partie d'un tout commun, le capital social, auquel celui-ci alloue le profit comme la part qui lui revient, conformément à sa grandeur, de la plus-value extorquée dans la société, sans égard à la quantité réellement obtenue par lui. Le capital social et sa contrepartie, la plus-value sociale ne sont donc pas seulement des grandeurs réelles, objectives, mais leur rapport, le profit moyen, dirige et oriente - au moyen du mécanisme de la loi de la valeur - tout le processus de l'échange, c'est-à-dire les rapports d'échange quantitatifs des différentes sortes de marchandises, indépendamment de leurs rapports de valeur particuliers, ainsi que la division du travail social, c'est-à-dire la répartition des capitaux et des forces de travail correspondantes entre les différentes branches de production, le développement de la productivité du travail, d'une part, en poussant les capitaux à entreprendre des travaux de pionniers pour s'élever au-dessus du profit moyen, et, d'autre part, en étendant les progrès obtenus par les unes à l'ensemble de la production. En un mot : le capital social domine entièrement, par l'intermédiaire du taux de profit moyen, les mouvements, en apparence indépendants, des capitaux individuels ¹.

La formule $c + v + pl$ concorde par conséquent, non seulement avec la composition de valeur de chaque marchandise, mais aussi avec l'ensemble des marchandises produites dans la société capitaliste. Mais elle se rapporte seulement à la composition de valeur. Au-delà cesse l'analogie.

Cette formule est entièrement exacte si nous voulons analyser en ses différents éléments le produit total d'une société produisant dans des conditions capitalistes en tant que totalité, que produit du travail d'une année. Le terme c nous indique quelle est la quantité de travail passé, réalisé au cours des années précédentes, sous forme de moyens de production, qui a été incorporée au produit de cette année. Les termes $v + pl$ nous indiquent quelle est la partie de valeur du produit qui a été créée exclusivement au cours de la dernière année, grâce à un travail nouveau. Enfin, le rapport de v à pl nous indique de quelle façon la quantité du travail annuel de la société se répartit entre l'entretien des travailleurs et celui des non-travailleurs. Cette analyse vaut également pour la reproduction du capital individuel, sans égard à la forme matérielle du produit créé par lui. Pour le capitaliste de l'industrie mécanique, c comme v , comme pl , reviennent indistinctement sous forme de machines ou de parties de machines. Pour son collègue de l'industrie du sucre, c comme v et pl sortent du processus de production sous forme de sucre. Pour le propriétaire d'un café chantant, ils sont représentés par les appâts physiques des danseuses et les « attractions ». Ils ne se différencient l'un de l'autre au sein du produit indistinct qu'en tant que ses différentes parties de valeur. Et cela suffit entièrement pour la reproduction du capital individuel. Car la reproduction du capital individuel commence avec la forme de valeur du capital ; son point de départ est une certaine somme d'argent, provenant de la réalisation du produit fabriqué. La formule $c + v + pl$ est alors la base donnée pour la division de cette somme d'argent en une partie pour l'achat de moyens de production matériels, une autre pour l'achat de la force de travail, et une troisième destinée à la consommation personnelle du capitaliste, au cas où, ainsi que nous le supposons ici, il y a seulement reproduction simple, ou seulement en partie destinée à la consommation et en partie à l'accroissement du capital en cas de reproduction élargie. Il va de soi que pour la reproduction effective, il doit retourner au marché avec le capital argent ainsi partagé, pour y acheter les moyens matériels de production : matières premières, instruments, ainsi que les forces de travail nécessaires. Qu'il trouve effectivement sur le marché les moyens de production et les forces de travail dont il a besoin, cela apparaît tout aussi naturel au capitaliste individuel et à son idéologue, l'économiste vulgaire.

Il en est tout autrement de la production sociale. Du point de vue de la société tout entière, l'échange des marchandises ne peut réaliser qu'un transfert, un déplacement des différentes parties du produit total ; il ne peut modifier en rien sa composition matérielle. Après comme avant ce déplacement, la reproduction du capital social ne peut avoir lieu que s'il y a, dans le produit total sorti de la dernière période de production : 1° des moyens de production en quantité suffisante ; 2° des moyens de consommation suffisants pour l'entretien de l'ancienne quantité de forces de travail ; 3° last not least, les moyens de consommation nécessaires à l'entretien « convenable » de la classe capitaliste et de sa suite. Ici, nous pénétrons dans un domaine nouveau : des purs rapports de valeur nous passons aux points de vue matériels. Il s'agit maintenant de la forme d'usage du produit social. Ce qui est au capitaliste individuel tout à fait indifférent devient, pour l'ensemble des capitalistes, quelque chose d'extrêmement

¹ « Quand on considère, au point de vue social, le produit total, qui comprend la reproduction du capital social aussi bien que la consommation individuelle, il ne faut pas tomber dans le travers des économistes bourgeois et de Proudhon et croire qu'une société de production capitaliste perd ce caractère économique particulier et historique, du moment qu'on la prend en bloc, comme un tout. C'est tout le contraire. On se trouve alors aux prises avec le capitaliste total. Le capital total apparaît comme le capital par actions de tous les capitalistes individuels réunis. Cette société par actions a ceci de commun avec beaucoup d'autres sociétés par actions que chacun sait ce qu'il apporte à l'association, mais non pas ce qu'il en retire. » (*Le Capital*, II, p. 409. Trait. Molitor, VIII, pp. 56-57.)

important. Tandis que le capitaliste individuel se moque totalement de la question de savoir si la marchandise qu'il a fabriquée est une machine, du sucre, des engrais artificiels ou une gazette libérale, pourvu qu'il puisse l'écouler afin de retrouver son capital, plus la plus-value, il est d'une énorme importance pour la classe des capitalistes que son produit ait une forme d'usage bien déterminée, et notamment qu'il contienne trois choses : 1^o des moyens de production pour le renouvellement du processus du travail ; 2^o des moyens de consommation simples pour l'entretien de la classe ouvrière ; 3^o des moyens de consommation de qualité supérieure, avec le luxe nécessaire, pour l'entretien de la classe capitaliste elle-même. Et même ce désir n'est pas formulé d'une façon générale et vague, mais d'une façon tout à fait précise. Si nous considérons maintenant quelle est l'importance des quantités d'objets de ces trois catégories dont la classe capitaliste a besoin, nous obtenons une évaluation précise - en supposant toujours la reproduction simple que nous prenons comme point de départ - dans la composition de valeur du produit total de la dernière année. La formule $c + v + pl$, que nous avons considérée jusqu'ici, tant en ce qui concerne l'ensemble du capital social que le capital individuel, comme une simple division quantitative de la valeur totale, c'est-à-dire de la quantité de travail contenue dans le produit annuel de la société, apparaît maintenant également comme la base donnée de la division *matérielle* du produit. Il est clair que, pour reprendre la production dans les mêmes dimensions que jusqu'alors, la classe capitaliste doit trouver dans son nouveau produit total une quantité de moyens de production correspondant à la grandeur c , une quantité de moyens de consommation simples pour les ouvriers correspondant à la somme des salaires v et une quantité de moyens de consommation de qualité supérieure pour elle-même et pour sa suite correspondant à la grandeur pl . La composition de valeur du produit social annuel se traduit par conséquent dans la forme matérielle de ce produit de la façon suivante : pour que la reproduction simple devienne possible, tout le c de la société doit réapparaître sous forme d'une quantité équivalente de moyens de consommation pour les ouvriers, et pl sous forme de moyens de consommation pour les capitalistes.

Nous arrivons ici à une différence manifeste entre les capitalistes individuels et l'ensemble des capitalistes. Le premier reproduit chaque fois son capital constant et variable, ainsi que sa plus-value : 1^o les trois parties dans un produit unique de la même forme matérielle; 2^o sous une forme quelconque, mais qui diffère chez chaque capitaliste. L'ensemble des capitalistes, par contre, reproduisent chaque partie de valeur de leur produit annuel sous une forme matérielle différente, à savoir : le c en tant que moyens de production, le v en tant que moyens de consommation pour les ouvriers, et le pl en tant que moyens de consommation pour les capitalistes. Pour la reproduction du capital individuel, seuls comptent les rapports de valeur, en supposant les conditions matérielles comme expression naturelle de l'échange des marchandises. Pour la reproduction du capital social, les rapports de valeur s'unissent aux points de vue matériels. Il est d'ailleurs évident que le capital individuel ne peut avoir de purs points de vue de valeur et considérer les conditions matérielles comme une loi du ciel que dans la mesure où, réciproquement, le capital social tient compte des points de vue matériels. Si tout le c de la société n'était pas reproduit chaque année sous forme de la même quantité de moyens de production, chaque capitaliste individuel aurait beau fouiller le marché avec son c réalisé sous forme d'argent, il ne trouverait pas les conditions matérielles nécessaires à sa reproduction individuelle. Du point de vue de la reproduction, nous n'arrivons par conséquent à rien avec la formule générale $c + v + pl$ pour l'ensemble du capital social, ce qui prouve d'ailleurs une fois de plus que la notion de reproduction représente quelque chose de réel et plus qu'une simple façon différente d'exprimer la notion de production. Nous devons plutôt faire des distinctions de caractère matériel et représenter le capital social, au lieu d'un seul tout, dans ses trois parties principales, ou encore, pour simplifier les choses, étant donné que, théoriquement, cela ne présente aucun inconvénient, en deux sections : en tant que production de moyens de production et en tant que production de moyens de consommation pour les ouvriers et les capitalistes. Chaque section devra être considérée à part, en observant pour chacune d'elles les conditions fondamentales de la production capitaliste. Mais, en même temps, nous devons, du point de vue de la reproduction, souligner les rapports réciproques des deux sections. Car ce n'est, précisément, que considérées dans leurs rapports l'une avec l'autre qu'elles fournissent les bases de la reproduction du capital social, en tant que tout.

C'est ainsi que dans la représentation du capital social et son produit nous constatons une certaine modification par rapport au capital individuel. Quantitativement, en tant que grandeur, le c de la société se compose exactement de la somme des capitaux constants individuels. Il en est de même en ce qui concerne les deux autres termes v et pl . Mais la forme sous laquelle ils apparaissent est différente. Tandis que le c des capitaux individuels ressort du procès de production en tant que particule de valeur d'une variété infinie d'objets de consommation, il apparaît dans le produit total pour ainsi dire condensé dans une certaine quantité de moyens de production. Et de même v et pl , lesquels, dans les capitaux individuels réapparaissent en tant que fragments d'un « vrac de marchandises » de la forme la plus variée, sont, dans le produit total, condensés en une quantité déterminée de moyens de consommation pour les ouvriers et les capitalistes. C'est à peu près à cette constatation que s'est heurté Smith dans ses considérations sur la non-concordance des catégories de capital fixe, capital circulant et revenu, suivant qu'on considère le capitaliste individuel et l'ensemble de la société.

Nous sommes donc arrivés aux résultats suivants :

1. - La production de la société, considérée en tant que tout, peut, tout comme celle du capitalisme individuel, être exprimée dans la formule $c + v + pl$;
2. - La production sociale se divise en deux sections : production de moyens de production et production de moyens de consommation ;

3. - Ces deux sortes de production sont réalisées dans des conditions capitalistes, c'est-à-dire en tant que production de plus-value. Par conséquent, la formule $c + v + pl$ s'applique également à chacune d'elles ;
4. - Ces deux sections s'appuient l'une sur l'autre et doivent par conséquent présenter certains rapports quantitatifs, en ce sens que l'une doit fabriquer tous les moyens de production des deux sections, l'autre tous les moyens de consommation destinés aux ouvriers et aux capitalistes des deux sections.

C'est en partant de ces deux considérations que Marx établit la formule suivante de la reproduction capitaliste ¹ :

I : $4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 6\ 000$ moyens de production.

II : $2\ 000\ c + 500\ v + 500\ pl = 3\ 000$ moyens de consommation.

Les chiffres de cette formule expriment des grandeurs de valeur, par conséquent des quantités d'argent qui, quoique arbitraires en soi, sont cependant exactes en ce qui concerne leurs rapports. Les deux sections se distinguent l'une de l'autre par la forme d'usage des marchandises fabriquées. Leur circulation réciproque se fait de la manière suivante : la première section fournit des moyens de production pour toute la production, par conséquent pour elle-même comme pour la seconde section - d'où il résulte déjà que, pour que la reproduction puisse se poursuivre sans heurts (on suppose toujours la reproduction simple - dans les anciennes dimensions), le produit total de la première section (6 000) doit être égal en valeur à la somme des capitaux constants dans les deux sections (I- 4 000 c + II- 2 000 c) ; la deuxième section fournit des moyens de consommation pour toute la société, par conséquent tant pour ses propres ouvriers et capitalistes que pour ceux de la première section - d'où il résulte que, pour que la consommation et la production et leur renouvellement puissent se poursuivre sans difficultés dans les anciennes dimensions, il est nécessaire que la quantité totale de moyens de consommation fournis par la seconde section soit égale en valeur à la somme des revenus de tous les ouvriers occupés et de tous les capitalistes de la société (ici $3\ 000\ II = (1\ 000\ v + 1\ 000\ pl)\ I + (500\ v + 500\ pl)\ II$).

Nous avons en effet exprimé ici, en rapports de valeur, uniquement ce qui est la base, non seulement de la reproduction capitaliste, mais de toute reproduction, dans quelque société que ce soit. Dans toute société productrice, quelle que soit sa forme sociale - que ce soit dans la petite communauté villageoise primitive des Bakairis du Brésil, dans la grande exploitation esclavagiste d'un Timon d'Athènes ou dans les domaines impériaux d'un Charlemagne - la quantité de travail disponible de la société doit être répartie de telle sorte que moyens de production et moyens de consommation soient fabriqués en quantité suffisante. Les premiers doivent suffire tant à la fabrication directe de moyens de consommation qu'au renouvellement futur des moyens de production eux-mêmes, et les seconds, à l'entretien des ouvriers occupés à leur fabrication, ainsi qu'à celle des moyens de production, et en plus à l'entretien de tous les non-travailleurs. En ce sens le schéma établi par Marx est, dans ses proportions générales, la base générale absolue de la reproduction sociale, avec cette seule réserve qu'ici le travail socialement nécessaire apparaît comme valeur, les moyens de production comme capital constant, le travail nécessaire à l'entretien des travailleurs comme capital variable, et celui nécessaire à l'entretien des non-travailleurs comme plus-value.

Mais, dans la société capitaliste, la circulation entre les deux grandes sections repose sur l'échange des marchandises, sur l'échange d'équivalents. Les ouvriers et les capitalistes de la section I ne peuvent recevoir de la section II qu'autant de moyens de consommation qu'ils peuvent eux-mêmes lui fournir de leurs propres marchandises, les moyens de production. Mais les besoins en moyens de production de la section II sont mesurés par l'importance de son capital constant - d'où il résulte, par conséquent, que la somme du capital variable et de la plus-value dans la production des moyens de production [ici $(1\ 000\ v + 1\ 000\ pl)\ I$] doit être égale au capital constant dans la production des moyens de consommation (ici $2\ 000\ c\ II$).

Il faut encore faire une remarque importante au sujet du schéma ci-dessus. Le capital constant indiqué de ces deux sections ne représente en réalité qu'une partie du capital constant employé par la société. Ce dernier se divise en capital fixe – bâtiments, machines, bêtes de somme - qui sert pour plusieurs périodes de production, mais qui, dans chacune, ne s'incorpore dans la production que pour une partie seulement de sa valeur (en rapport avec sa propre usure), et en capital circulant - matières premières, combustible, éclairage - qui, dans chaque période de production, s'incorpore avec toute sa valeur dans le nouveau produit. Mais, pour la reproduction, seule entre en ligne de compte la partie des moyens de production qui s'incorpore véritablement dans la production de valeur. L'autre partie du capital fixe, restée en dehors du produit et continuant à fonctionner, doit être assurément tenue en considération, mais peut cependant être laissée de côté dans la représentation exacte de la circulation sociale sans diminuer en quoi que ce soit la justesse de cette représentation. C'est ce qu'il est facile de démontrer.

Posons, par exemple, le capital constant 6 000 c des sections I et II, qui s'incorpore en fait dans la production annuelle de cette section, comme étant composé de 1 500 c fixe et de 4 500 c circulant, les 1 500 c fixe représentant l'usure annuelle des bâtiments, machines, bêtes de travail, etc. Cette usure annuelle est, disons, égale à 10 % de la valeur totale du capital fixe employé. Nous aurions alors en réalité dans les deux sections, 15 000 c de capital fixe et 4 500 c de capital circulant, soit en tout, par conséquent, 19 500 c + 1 500 v de capital social. Cependant, tout le capital fixe, dont la durée d'existence (en supposant une usure annuelle de 10 %) est de dix ans, ne devra être renouvelé qu'au bout de dix ans. Entre-temps, tous les ans, un dixième de sa valeur s'incorpore dans la production sociale. Si

¹ *Le Capital*, II, p. 371. Trad. Molitor, VII, pp. 243-244.

tout le capital fixe de la société s'usait dans la même proportion et avait une même durée d'existence, il devrait - toujours d'après notre supposition - être renouvelé entièrement une fois tous les dix ans. Mais ce n'est pas le cas. Des différentes formes d'usage et parties du capital fixe, les unes durent moins longtemps, les autres plus longtemps ; l'usure et la durée d'existence sont tout à fait différentes suivant les espèces et les formes différentes du capital fixe. Il en résulte que même le renouvellement, la reproduction du capital fixe dans sa forme d'usage concrète n'a pas du tout besoin d'être réalisé en une seule fois dans sa totalité, mais que, constamment, en différents points de la production sociale, un renouvellement de certaines parties du capital fixe a lieu, tandis que d'autres parties continuent à fonctionner sous leur ancienne forme. L'usure de 10 % du capital fixe, que nous avons supposée dans notre exemple, ne signifie donc pas que tous les dix ans une reproduction en une seule fois du capital fixe pour une valeur de 15 000 c doit avoir lieu, mais que tous les ans, en moyenne, le renouvellement et le remplacement d'une partie du capital fixe de la société correspondant au dixième de la valeur de ce capital doit avoir lieu, c'est-à-dire que dans la section I, qui doit couvrir les besoins totaux de la société en moyens de production, doit avoir lieu, tous les ans, outre la reproduction de toutes les matières premières du capital circulant, pour une valeur de 4 500, la fabrication des formes d'usage du capital fixe, par conséquent des bâtiments, machines, etc., pour une valeur de 1500, correspondant à l'usure effective du capital fixe, soit en tout 6 000 c, qui ont d'ailleurs été supposées dans le schéma. Si la section I continue à renouveler ainsi tous les ans un dixième du capital fixe, sous sa forme d'usage, il en résultera que, tous les dix ans, tout le capital fixe de la société aura été remplacé entièrement dans toutes ses parties, que, par conséquent, la reproduction aussi de celles de ses parties que nous avons, d'après leur valeur, laissées de côté, aura été complètement réalisée dans le schéma ci-dessus.

Pratiquement, cela se passe ainsi : chaque capitaliste met de côté sur sa production annuelle, après avoir vendu ses marchandises, une certaine somme d'argent pour l'amortissement du capital fixe. Ces différents décomptes annuels doivent atteindre une certaine hauteur avant que le capitaliste ait effectivement renouvelé son capital, ou l'ait remplacé par d'autres modèles d'un rendement supérieur. Mais cette activité changeante de réserves annuelles de sommes d'argent pour le renouvellement du capital fixe et d'utilisation périodique des sommes ainsi accumulées en vue du renouvellement effectif du capital fixe ne se poursuit pas de la même façon chez tous les capitalistes individuels, de telle sorte que les uns font encore des réserves alors que d'autres procèdent déjà au renouvellement. De cette manière se réalise chaque année le renouvellement d'une partie du capital fixe. Les petites opérations d'argent ne font que masquer ici le phénomène véritable qui caractérise le procès de la reproduction du capital fixe.

Et d'ailleurs, quand on examine les choses de près, c'est tout à fait dans l'ordre. Le capital fixe participe bien dans sa totalité au procès de la production, mais seulement comme une masse d'objets de consommation. Des bâtiments, des machines, des bêtes de somme, sont utilisés, avec toute leur structure matérielle, dans le processus du travail. Cependant ils n'entrent dans la production de valeur - et c'est précisément en cela que consiste leur particularité en tant que capital fixe - que pour une partie seulement de leur valeur. Étant donné que dans le procès de la reproduction (en supposant toujours la reproduction simple) ce qui importe uniquement, c'est de remplacer dans leur forme naturelle les valeurs effectivement consommées dans la production annuelle, tant en moyens de consommation qu'en moyens de production, le capital fixe n'entre en ligne de compte pour la reproduction que dans la mesure où il est passé effectivement dans les marchandises produites. L'autre partie de valeur incorporée dans toute la forme d'usage du capital fixe a une importance décisive pour la production, en tant que processus du travail, mais n'existe pas pour la reproduction annuelle de la société en tant que procès de création de valeur.

D'ailleurs, le phénomène qui s'exprime en rapports de valeur vaut également pour toute société, même non productrice de marchandises. Quand, par exemple, pour construire le célèbre lac Mœris, dans l'ancienne Égypte, avec les canaux du Nil s'y rattachant, ce lac merveilleux, dont Hérodote nous dit qu'il a été « creusé avec les mains », il a fallu, disons, dix années de travail de 1 000 fellahs, et pour l'entretien de cette installation d'irrigation, la plus grandiose du monde entier, tous les ans le travail de 100 fellahs (ces chiffres sont, bien entendu, arbitraires), on peut dire que ce lac, avec les canaux, a été refait entièrement tous les cent ans, quoiqu'en réalité il ne l'ait pas été en une seule fois, dans sa totalité. C'est si vrai que lorsqu'à la suite des violentes péripéties de l'histoire politique et des invasions étrangères on assista à cet abandon barbare des vieux travaux d'art (comme celui, par exemple, dont se rendirent coupables les Anglais dans l'Inde), lorsqu'eut disparu toute compréhension pour les besoins de reproduction de la culture antique, alors avec le temps disparut également le lac Mœris, avec l'eau, les digues, les canaux, les deux pyramides au milieu, le colosse pardessus, et autres merveilles, sans laisser la moindre trace, comme s'il n'avait jamais existé. Dix lignes seulement dans Hérodote, une tache sur la carte de Ptolémée, ainsi que quelques traces d'anciennes civilisations et de grandes villes et bourgades témoignent qu'autrefois une vie abondante coulait de cette magnifique installation hydraulique, là où s'étendent aujourd'hui un vaste désert de sable au centre de la Libye et des marais stagnants le long de la côte.

Il y a un cas cependant où le schéma de la reproduction simple de Marx pourrait nous paraître insuffisant ou défectueux du point de vue du capital fixe. C'est quand nous nous reportons à la période de production où tout le capital fixe a été créé pour la première fois. En effet, la société possède, en travail réalisé, plus que la partie du capital fixe qui passe chaque fois dans la valeur du produit annuel et est de nouveau remplacée par lui. Dans les chiffres que nous avons supposés, le capital social se compose, non pas de 6 000 c + 1 500 v, comme dans le schéma, mais de 19 500 c + 1 500 v. Annuellement, sur les 15 000 c, qui, d'après notre supposition, constituent le capital fixe, 1 500 sont bien reproduits sous forme de moyens de production correspondants. Mais, chaque année aussi, une quantité égale est consommée dans la même production. Au bout de dix ans, tout le capital fixe est bien renouvelé

entièrement en tant que forme d'usage, en tant que somme d'objets. Mais, au bout de dix ans, comme chaque année, la société possède 15 000 c de capital fixe, tandis qu'elle ne produit annuellement que 1 500 c, ou ne possède en tout que 19 500 de capital constant, tandis qu'elle ne produit que 6 000 c. Il est évident que cet excédent de 13 500 de capital fixe, elle doit l'avoir créé par son travail ; elle possède en travail passé accumulé plus qu'il ne ressort de notre schéma de reproduction. Chaque journée de travail social annuel s'appuie déjà ici, comme sur une base donnée, sur plusieurs journées annuelles de travail accumulé. Mais cette question du travail passé, base de tout travail actuel, nous transporte au « commencement de tous les commencements », qui ne vaut pas davantage dans le développement économique de l'humanité que dans le développement naturel de la matière. Le schéma de la reproduction n'a pas pour objet de représenter le début du processus social, *in statu nascendi* ; il le prend au milieu même de son cours, comme un anneau dans « la chaîne infinie de l'être ». Le travail passé est toujours la condition du procès de la reproduction sociale, qu'on remonte aussi loin qu'on voudra. Pas plus qu'il n'a de fin, le travail social n'a de commencement. Les origines des bases du procès de la reproduction se perdent dans ces ténèbres légendaires de l'histoire de la civilisation où se perd également l'histoire de la construction du lac Mœris dont parle Hérodote. Au fur et à mesure du développement technique et du progrès de la civilisation, la forme des moyens de production se modifie : les paléolithes grossiers sont remplacés par des outils de pierre taillée, ces derniers par d'élégants instruments de bronze et de fer, l'outil de l'artisan par la machine à vapeur. Mais, à travers toutes ces transformations dans la forme des moyens de production et des modes de production, la société possède toujours, comme base de son processus de travail, une certaine quantité de travail passé, matérialisé, qui lui sert de base pour la reproduction annuelle.

Dans le mode de production capitaliste, le travail passé de la société, accumulé dans les moyens de production, reçoit la forme de capital, et la question de l'origine du travail passé, qui constitue la base du procès de la reproduction, se transforme en la question de la genèse du capital. Celle-ci est assurément beaucoup moins légendaire ; elle est inscrite en lettres de sang dans l'histoire des temps modernes, comme constituant le chapitre dit de l'accumulation primitive. Mais le fait même que nous ne pouvons pas nous représenter la reproduction simple autrement que sous condition de travail passé accumulé, dépassant en dimensions le travail réalisé tous les ans pour l'entretien de la société, ce fait touche au point faible de la reproduction simple et montre qu'elle n'est qu'une fiction, non seulement pour la production capitaliste, mais pour le développement culturel en général. Pour pouvoir nous représenter seulement cette fiction même, d'une façon exacte - en schéma -, nous sommes obligés de supposer comme sa condition les résultats d'un processus de production passé, qui lui-même ne pouvait pas être restreint à la reproduction simple, mais tendait déjà à la reproduction élargie. Pour illustrer ce fait à l'aide d'un exemple, nous pouvons comparer tout le capital fixe de la société à un chemin de fer. La durée et par conséquent aussi l'usure annuelle des différentes parties du chemin de fer sont très variables. Des parties telles que les viaducs, les tunnels, peuvent durer des siècles, les locomotives des décennies, mais tout le reste du matériel roulant s'usera en très peu de temps, parfois même au bout de quelques mois. Il en résulte une certaine usure moyenne, qui sera, disons, de 30 ans ; autrement dit, il y aura tous les ans une perte de valeur de 1/30 du tout. Cette perte de valeur sera remplacée d'une façon permanente par une reproduction partielle du chemin de fer (qui peut figurer au titre de réparations), en ce sens qu'on renouvellera aujourd'hui un wagon, demain une partie de locomotive, après-demain une certaine longueur de rails. Ainsi, au bout de 30 ans, d'après notre supposition, le vieux chemin de fer sera remplacé par un nouveau, la société effectuant bon an mal an la même quantité de travail, ce qui signifie par conséquent qu'il y a reproduction simple. Mais, de cette manière, on peut seulement reproduire le chemin de fer, on ne peut pas le produire. Pour pouvoir l'utiliser et remplacer peu à peu l'usure progressive résultant de l'usage qu'on en fait, il faut que le chemin de fer ait été d'abord entièrement construit en une fois. On peut le réparer, morceau par morceau, mais on ne peut pas le rendre capable de servir morceau par morceau : aujourd'hui un essieu, demain un wagon. Car ce qui caractérise précisément le capital fixe, c'est qu'il passe chaque fois matériellement, en tant que valeur d'usage et dans sa totalité, dans le procès du travail. Par conséquent, pour pouvoir constituer en une fois sa forme d'usage, la société doit concentrer en une fois une grande quantité de travail en vue de sa fabrication. Elle doit - pour employer les chiffres de notre exemple - concentrer, disons, en deux ou trois ans, en vue de la construction du chemin de fer, la quantité de travail dépensée en trente ans pour les réparations. Dans cette période de construction, elle doit par conséquent réaliser une quantité de travail dépassant la moyenne, autrement dit faire appel à la reproduction élargie, après quoi elle pourra - quand le chemin de fer aura été construit - revenir à la reproduction simple. Certes, il ne faut pas se représenter tout le capital fixe de la société comme un vaste objet de consommation, ou comme une complexe d'objets de consommation, qui doit toujours être produit en une fois. Mais tous les instruments de travail importants : bâtiments, moyens de transport, installations agricoles, nécessitent pour leur construction une grande dépense de travail concentré, ce qui est aussi vrai du chemin de fer moderne et de l'avion que de la hache de silex et du moulin à bras. D'où il résulte que la reproduction simple en soi ne peut se concevoir autrement que succédant périodiquement à la reproduction élargie, ce qui n'est pas seulement imposé par le progrès de la culture et l'accroissement de la population, en général, mais aussi par la forme économique du capital fixe ou des moyens de production correspondant dans chaque société au capital fixe.

Marx ne s'occupe pas directement de cette contradiction entre la forme du capital fixe et la reproduction simple. Il ne fait que souligner la nécessité d'une « surproduction » constante, par conséquent d'une reproduction élargie en

rapport avec la part d'usure irrégulière du capital fixe, plus ou moins considérable selon les années, ce qui devrait entraîner périodiquement un déficit dans la reproduction, si l'on observait strictement la reproduction simple.

Il considère donc ici la reproduction élargie du point de vue du fonds d'assurance de la société pour le capital fixe, et non pas du point de vue de sa production même¹.

Sous un tout autre rapport, Marx confirme entièrement, nous semble-t-il, et d'une façon indirecte la conception ci-dessus exposée. En analysant la transformation du revenu en capital, dans le tome II, 2^o partie, des *Théories sur la plus-value (Histoire des doctrines économiques)*, il traite la question de la reproduction particulière du capital fixe, dont le simple remplacement fournit déjà un fonds d'accumulation, et tire les conclusions suivantes :

« Si le capital total employé dans la construction des machines était juste suffisant pour remplacer l'usure annuelle de la machinerie, il produirait beaucoup plus de machines qu'il n'en faut chaque année, parce qu'une partie de l'usure n'existe que théoriquement et ne demande à être remplacée effectivement qu'au bout d'un certain nombre d'années. Le capital employé de la sorte fournit donc chaque année une masse de machines qui rendent possible le placement de nouveaux capitaux et anticipent ces placements. Mettons que le constructeur commence sa fabrication cette année et qu'il produise 12 000 £ de machines dans l'année. Pour chacune des onze années qui restent il n'aurait donc, en reproduisant simplement la machinerie qu'il a créée, qu'à produire pour 1 000 £, et cette production annuelle ne serait pas même consommée chaque année. Elle le serait encore moins s'il employait tout son capital. Celui-ci ne peut se reproduire annuellement que si la fabrication, qui a besoin de ces machines, s'élargit constamment. A fortiori, quand il accumule lui-même. Même s'il n'y a que simple reproduction du capital placé dans cette sphère de production, il faut donc une accumulation continue dans les autres sphères de production². »

Le constructeur de machines dont parle ici Marx, nous pouvons nous le représenter comme la sphère de production du capital fixe de la société. Il en résulte que si l'on observe dans cette sphère la reproduction simple, c'est-à-dire si la société consacre annuellement la même quantité de travail à la production du capital fixe (ce qui est pratiquement impossible), elle doit, dans toutes les autres sphères de la production, procéder chaque année à un élargissement de la production. Mais si elle ne fait qu'observer ici la simple reproduction, elle ne doit dépenser, pour le simple renouvellement du capital fixe une fois créé, qu'une petite partie du travail employé à sa création. Or, pour employer une formule toute différente, la société doit, de temps en temps, pour pouvoir se procurer de grands investissements de capital fixe, même en supposant la reproduction simple, faire appel à la reproduction élargie.

Au fur et à mesure du progrès de la civilisation se modifient non seulement la forme, mais aussi les dimensions de valeur des moyens de production - ou, plus exactement, le travail social accumulé en eux. La société, en dehors du travail nécessaire à son entretien immédiat, épargne toujours plus de temps et de forces de travail, qu'elle emploie à la production de moyens de production, et cela en quantités de plus en plus considérables. Comment cela se manifeste-t-il dans le procès de la reproduction ? Comment la société crée-t-elle - dans les conditions capitalistes - au moyen de son travail annuel plus de capital qu'elle n'en possédait jusqu'alors ? Cette question nous transporte dans le domaine de la reproduction élargie, dont il nous reste à nous occuper maintenant.

5. - La circulation de l'argent

Jusqu'ici, dans notre étude du processus de reproduction, nous avons fait complètement abstraction de la circulation de l'argent. Non pas de l'argent en tant que représentation et mesure de valeur ; tous les rapports du travail social ont été supposés et mesurés en tant qu'exprimés en argent. Mais il est cependant nécessaire d'examiner le schéma ci-dessus de la reproduction simple du point de vue de l'argent en tant que moyen d'échange.

Comme le supposait déjà le vieux Quesnay, il faut, pour comprendre le processus de reproduction sociale, supposer que la société, outre certains moyens de production et de consommation, possède encore une certaine somme d'argent³. Deux questions se posent : dans quelles mains se trouve cette somme d'argent, et quelle doit être son importance ? Avant tout, ce qui est hors de doute, c'est le fait que les ouvriers reçoivent leur salaire en argent, pour s'acheter, avec cet argent, des moyens de consommation. Socialement, cela aboutit dans le processus de reproduction à ceci que les ouvriers reçoivent un simple bon à valoir sur un certain fonds de moyens de consommation, qui leur est attribué, comme cela se produit dans toute société, quelle que soit sa forme de production historique.

¹ *Le Capital*, II, p. 443-445. Trad. Molitor, VIII, p. 111 et sq. Voir également sur la nécessité de la reproduction élargie du point de vue du fonds d'assurance en général, I. c., p. 148. Trad. Molitor, VI, p. 47 et suiv.

² Trad. Molitor : *Histoire des doctrines économiques*, tome V, pp. 19-20.

³ Dans sa septième *Considération* sur le Tableau, Quesnay, après avoir polémique contre la théorie mercantiliste qui identifie l'argent avec la richesse, déclare : « La masse d'argent ne peut s'accroître dans une nation qu'autant que cette reproduction elle-même s'y accroît ; autrement, l'accroissement de la masse d'argent ne pourrait se faire qu'au préjudice de la reproduction, annuelle des richesses. Ce n'est donc pas par le plus au la moins d'argent qu'on doit juger de l'opulence des États ; aussi estime-t-on qu'un pécule, égal au revenu des propriétaires des terres, est beaucoup plus que suffisant pour une nation agricole où la circulation se fait régulièrement et où le commerce s'exerce avec confiance et en pleine liberté. » (*Analyse du Tableau économique*, éd. Oncken, pp. 324-325.)

Mais le fait que les travailleurs reçoivent ici leurs moyens de consommation non pas directement, mais par l'intermédiaire de l'échange des marchandises, est tout aussi essentiel pour la forme de production capitaliste que le fait qu'ils mettent leur force de travail à la disposition des possesseurs des moyens de production, non pas directement, sur la base d'un rapport de domination personnelle, mais au moyen de l'échange des marchandises, à savoir la vente de la force de travail. La vente de la force de travail et le libre achat des moyens de consommation par les ouvriers constituent le facteur essentiel de la production capitaliste. L'un et l'autre s'expriment et sont réalisés par la *forme argent* du capital variable v.

Avant tout, par conséquent, l'argent entre en circulation au moyen du paiement des salaires. Les capitalistes des deux sections, *tous* les capitalistes, doivent, par conséquent, avant tout mettre de l'argent en circulation, chacun pour le montant des salaires payés par lui à ses ouvriers. Les capitalistes de la section I doivent être en possession de 1 000 en argent, ceux de la section II de 500, qu'ils paient à leurs ouvriers. Dans notre schéma entrent par conséquent en circulation deux sommes d'argent : I- 1000 v et II- 500 v. L'une et l'autre sont dépensées par les ouvriers en moyens de consommation, donc en produits de la section II. Par ce moyen est conservée la force de travail, c'est-à-dire que le capital variable de la société est reproduit sous sa forme naturelle, comme étant la base du reste de la reproduction capitaliste. En outre, les capitalistes de la section II se débarrassent en même temps ainsi de leur produit total 1 500, à savoir 500 donnés à leurs propres ouvriers et 1000 à ceux de l'autre section. Au moyen de cet échange, les capitalistes de la section II sont entrés en possession de 1 500 en argent : 500 leur sont revenus en qualité de capital variable propre, qui pourra circuler de nouveau en tant que tel et par conséquent a terminé momentanément son mouvement; mais 1000 ont été obtenus de nouveau au moyen de la réalisation d'un tiers du produit. Avec ces 1000 en argent, les capitalistes de la section II achètent aux capitalistes de la section I des moyens de production pour le renouvellement de leur propre capital constant usagé. Par cet achat, la section II a renouvelé la moitié du capital constant nécessaire (II c) sous sa forme naturelle, pour laquelle elle a payé aux capitalistes de la section I la somme de 1000 en argent. Pour ces derniers, ce n'est que leur propre somme d'argent qu'ils avaient payée sous forme de salaires à leurs ouvriers et qui leur revient maintenant, après deux actes d'échange, pour pouvoir ensuite de nouveau fonctionner en tant que capital variable, après quoi le mouvement de cette somme d'argent est momentanément épuisé. Mais la circulation sociale n'est cependant pas encore terminée. Les capitalistes de la section I n'ont toujours pas réalisé leur surproduit, qui réside pour eux sous la forme inutilisable de moyens de production, pour s'acheter des moyens de consommation, et les capitalistes de la section II n'ont toujours pas renouvelé la seconde moitié de leur capital constant. Ces deux actes d'échange se compensent tant en grandeur de valeur que matériellement, car les capitalistes de la section I reçoivent les moyens de consommation de la section II pour la réalisation de leur propre plus-value I- 1000 pl, en fournissant de leur côté, en échange, aux capitalistes de la section II ces moyens de production qui leur manquent II- 1000 c. Mais pour réaliser cet échange, il faut une nouvelle somme d'argent. Nous pourrions, à la vérité, mettre encore un certain nombre de fois en circulation les sommes d'argent précédemment mises en mouvement, ce à quoi il n'y aurait théoriquement rien à objecter. Mais, pratiquement, cela n'entre pas en ligne de compte, car les besoins de consommation des capitalistes doivent être satisfaits d'une façon aussi ininterrompue que ceux des ouvriers, les deux suivent parallèlement le procès de la production et doivent être satisfaits à l'aide de sommes d'argent spéciales. Il en résulte que les capitalistes des deux sections, tous les capitalistes, doivent avoir en main, outre une certaine somme d'argent pour le capital variable, une réserve d'argent pour la réalisation de leur propre plus-value en objets de consommation.

D'autre part, se poursuit parallèlement à la production - par conséquent avant la réalisation du produit total - l'achat courant de certaines parties du capital constant, notamment de sa partie circulante (matières premières, combustible, éclairage, etc.). Il en résulte que non seulement les capitalistes de la section I, pour couvrir leur propre consommation, mais aussi les capitalistes de la section II, pour couvrir leurs besoins de capital constant, doivent posséder certaines sommes d'argent. L'échange de I- 1000 pl en moyens de production contre II- 1000 c en moyens de consommation se réalise par conséquent au moyen de l'argent qui est avancé en partie par les capitalistes de la section I pour leurs besoins de consommation, et en partie par les capitalistes de la section II pour leurs besoins de production ¹. Sur cette somme d'argent 1000 nécessaire à cet échange, chaque section de capitalistes peut avancer chacune 500, ou plus ou moins. En tout cas, deux choses sont claires : 1^o leur réserve d'argent commune doit suffire pour réaliser l'échange entre I- 1000 pl et II- 1000 c; 2^o quelle que soit la façon dont cette somme ait été partagée, l'échange social une fois réalisé, chaque groupe de capitalistes se trouve à nouveau en possession de la même somme d'argent qu'il avait jetée dans la circulation. Cela est vrai en général de l'ensemble de la circulation sociale : celle-ci une fois réalisée, l'argent revient toujours à son point de départ; de telle sorte qu'après tous les échanges les capitalistes ont atteint deux résultats : premièrement, ils ont échangé leurs produits, dont la forme naturelle leur était indifférente, contre d'autres, dont ils ont besoin de la forme naturelle, soit en tant que moyens de production, soit en tant que moyens de consommation propres; et, deuxièmement, l'argent qu'ils avaient jeté eux-mêmes dans la circulation pour réaliser ces actes d'échange est de nouveau revenu dans leurs mains.

¹ Marx ne prend comme point de départ de cet échange qu'une dépense d'argent des capitalistes II (*Le Capital* II, 81. Trad. Molitor, VIII, p. 23 et suiv.). Cela ne change rien au résultat 1 de la circulation, comme le remarque justement en note Fr. Engels, mais cela n'est pas exact en tant que condition de la circulation sociale. Plus exact est l'exposé de Marx lui-même, I. c., p. 374. Trad. Molitor, VII, 247 et suiv.

Du point de vue de la simple circulation des marchandises, c'est là un phénomène incompréhensible. Car, ici, les marchandises et l'argent échangent constamment leurs places, la possession des marchandises exclut celle de l'argent, ce dernier prend constamment la place laissée libre par la marchandise, et réciproquement. Cela est également vrai de chaque acte individuel d'échange de marchandises, sous la forme duquel se poursuit la circulation sociale. Mais elle est elle-même plus qu'un simple échange de marchandises, à savoir une circulation de capital. Mais ce qui, pour cette dernière, est précisément caractéristique et essentiel, c'est qu'elle ne ramène pas seulement le capital aux mains des capitalistes en tant que grandeur de valeur, plus l'accroissement, c'est-à-dire la plus-value, mais qu'elle sert, également, à réaliser la reproduction sociale et assure par conséquent la forme naturelle du capital productif (moyens de production et force de travail) ainsi que l'entretien des non-travailleurs.

Étant donné que tout le processus social de la circulation part des capitalistes qui possèdent à la fois les moyens de production et l'argent nécessaire en vue de la circulation, tout doit, après chaque cycle du capital social, retourner dans leurs mains et notamment dans chaque groupe et à chaque capitaliste individuel au prorata de leurs avances. Dans les mains des ouvriers, l'argent ne se trouve que momentanément, pour réaliser l'échange du capital variable entre sa forme d'argent et sa forme naturelle. Dans les mains des capitalistes, il est la forme sous laquelle apparaît une partie de leur capital et doit par conséquent leur revenir toujours. Jusqu'à présent, nous n'avons considéré la circulation que dans la mesure où elle a lieu entre les deux grandes sections de la production. Mais en outre il reste encore : sur le produit de la première section 4 000 sous forme de moyens de production, qui restent dans la section I pour renouveler son propre capital constant 4 000 c ; puis dans la deuxième section 500 en moyens de consommation qui restent également dans la même section, notamment en qualité de moyens de consommation de la classe capitaliste, pour le montant de sa plus-value II- 500 pl. Étant donné que, dans les deux sections, la production est capitaliste, c'est-à-dire production privée anarchique, le partage du produit de chaque section entre leurs différents capitalistes - en qualité de moyens de production de la section I ou de moyens de consommation de la section II - ne peut se faire qu'au moyen de l'échange des marchandises, par conséquent d'une grande quantité d'actes individuels d'achat et de vente entre capitalistes de la même section. Pour cet échange, par conséquent, tant pour le renouvellement des moyens de production en 4 000 c que pour le renouvellement des moyens de consommation de la classe capitaliste de la section II-500 pl, il faut également certaines sommes d'argent dans les mains des capitalistes des deux sections. Cette partie de la circulation n'offre en soi aucun intérêt particulier, car elle a le caractère d'une simple circulation de marchandises, étant donné qu'ici acheteurs comme vendeurs appartiennent à une seule et même catégorie d'agents de la production, et elle ne fait qu'entraîner un changement de place entre l'argent et la marchandise à l'intérieur de la même classe et de la même section. De même, l'argent nécessaire à cette circulation doit se trouver d'avance dans les mains de la classe capitaliste et constitue une partie de son capital.

Jusqu'ici la circulation du capital social, même en tenant compte de la circulation de l'argent, n'offrirait en soi rien de remarquable. Que pour cette circulation la société doive nécessairement disposer d'une certaine somme d'argent, cela doit apparaître d'avance comme une chose tout à fait évidente, et pour deux raisons : d'une part, la forme générale du mode de production capitaliste est la production marchande, ce qui implique en même temps la circulation de l'argent ; d'autre part, la circulation de capital repose sur une transformation constante des trois formes du capital : capital argent, capital productif, capital marchandises. Pour permettre ces transformations, il faut aussi qu'il y ait de l'argent qui puisse jouer le rôle de capital argent. Et enfin, étant donné que cet argent fonctionne précisément comme capital - dans notre schéma nous avons affaire exclusivement à la production capitaliste - cela implique que cet argent doit, comme le capital sous toutes ses formes, se trouver entre les mains de la classe capitaliste, être jeté par elle dans la circulation, pour lui revenir finalement.

Seul, un détail peut frapper au premier abord. Si tout l'argent qui circule dans la société y est jeté par les capitalistes, il en résulte que ceux-ci doivent également, pour la réalisation de leur propre plus-value, avancer eux-mêmes l'argent nécessaire.

C'est comme si les capitalistes en tant que classe devaient, avec leur propre argent, payer leur propre plus-value, et étant donné que la somme d'argent correspondante doit se trouver d'avance en possession de la classe capitaliste déjà avant la réalisation du produit de chaque période de production, il peut sembler au premier abord que l'appropriation de la plus-value ne repose pas, comme c'est réellement le cas, sur le travail non payé des ouvriers, mais qu'elle est un résultat du simple échange des marchandises, pour lequel la classe capitaliste fournit elle-même l'argent pour un montant égal. Un examen rapide suffit pour détruire cette fausse apparence. La circulation une fois terminée, la classe capitaliste se trouve comme auparavant en possession de sa somme d'argent qui lui revient ou reste entre ses mains, pendant qu'elle a, en outre, acquis et consommé des moyens de production pour un montant égal - nous maintenons toujours, bien entendu, la supposition principale du schéma de la reproduction, à savoir reproduction simple, c'est-à-dire renouvellement de la production dans les anciennes dimensions et utilisation de toute la plus-value produite pour des fins de consommation personnelle de la classe capitaliste.

Cette fausse apparence disparaît d'ailleurs complètement dès que nous cessons de nous en tenir à une période de reproduction, mais considérons plusieurs périodes dans leur succession et leur entrelacement mutuel. Ce que le capitaliste jette aujourd'hui comme argent dans la circulation pour la réalisation de sa propre plus-value n'est rien d'autre en effet que la forme argent de sa plus-value provenant de la période de production écoulée. Si le capitaliste doit, pour l'achat de ses moyens de consommation, avancer de l'argent de sa propre poche, pendant que sa plus-

value nouvellement produite se trouve sous une forme naturelle inutilisable ou que sa forme naturelle utilisable se trouve entre des mains étrangères, l'argent qu'il s'avance maintenant lui-même est entré dans sa poche comme le résultat de la réalisation de sa plus-value provenant de la période précédente. Et cet argent lui reviendra de nouveau quand il aura réalisé sa nouvelle plus-value cachée sous forme de marchandises. Au cours de plusieurs périodes, il résulte, par conséquent, que la classe capitaliste tire régulièrement de la circulation, outre toutes les formes naturelles de son capital, ses propres moyens de consommation, leur montant argent primitif restant constamment le même en sa possession.

Pour le capitaliste individuel, il s'ensuit donc de l'étude de la circulation de l'argent qu'il ne peut jamais transformer son capital argent en moyens de production pour son montant total et qu'il doit au contraire toujours laisser une certaine partie de son capital sous forme d'argent, pour les buts de capital variable, pour les salaires, et constituer en outre des réserves de capital pour l'achat courant de moyens de production au cours de la période de production. Outre ces réserves de capital, il doit encore posséder une réserve d'argent pour des buts de consommation personnelle.

Il en résulte pour le processus de reproduction du capital social la nécessité de la production et de la reproduction du matériel argent. Comme celles-ci doivent être également, d'après notre supposition, une production et une reproduction capitalistes - d'après le schéma de Marx, dont nous avons déjà parlé, nous ne connaissons pas d'autre production que la production capitaliste - le schéma doit paraître en fait comme incomplet. Aux deux grandes sections de la production sociale : la production de moyens de production et la production de moyens de consommation, il faudrait adjoindre une troisième section : la production de moyens d'échange, pour lesquels il est précisément caractéristique qu'ils ne servent ni à la production ni à la consommation, mais représentent le travail social dans une marchandise indistincte, inconsommable. Certes, l'argent et la production de l'argent, comme aussi l'échange et la production de marchandises, sont beaucoup plus anciens que le mode de production capitaliste. Mais c'est dans ce dernier seulement que la circulation de l'argent est devenue la forme générale de la circulation sociale et, par là, l'élément essentiel du procès de la reproduction sociale. C'est seulement la représentation de la production et de la reproduction de l'argent dans leur entrelacement mutuel avec les deux autres sections de la production sociale qui fournirait le schéma complet de l'ensemble du processus capitaliste dans ses points essentiels.

Ici, à vrai dire, nous nous éloignons de Marx. Marx incorpore la production de l'or (pour la simplicité de la chose, toute la production de l'argent est ramenée à la production de l'or) dans la première section de la production sociale. « *La production de l'or, comme celle de n'importe quel métal, rentre dans la classe 1, la catégorie qui embrasse la production des moyens de production*¹. » Cela n'est vrai que dans la mesure où il s'agit précisément de la production de l'or dans le sens de la production métallurgique, c'est-à-dire de métal destiné à des buts industriels (joaillerie, plombages de dents, etc.). En tant qu'argent, l'or n'est pas du métal, mais l'incarnation du travail social abstrait, et en tant que tel, aussi bien moyen de production que moyen de consommation. D'ailleurs, un coup d'œil sur le schéma même de la reproduction montre à quelles erreurs devrait mener la confusion des moyens d'échange avec les moyens de production. Si nous plaçons à côté des deux sections de la production sociale la représentation schématique de la production d'or annuelle (dans le sens du matériel argent), nous avons les trois équations suivantes :

$$\begin{aligned} \text{I- } & 4\,000\ c + 1\,000\ v + 1\,000\ pl = 6\,000\ \text{moyens de production} \\ \text{II- } & 2\,000\ c + 500\ v + 500\ pl = 3\,000\ \text{moyens de consommation} \\ \text{III- } & 20\ c + 5\ v + 5\ pl = 30\ \text{moyens de circulation} \end{aligned}$$

Cette grandeur de valeur (choisie par Marx comme exemple) de 30 ne correspond manifestement pas à la quantité d'argent circulant annuellement dans la société, mais uniquement à la partie de cette quantité d'argent reproduite annuellement, par conséquent à l'usure annuelle du matériel argent qui, en supposant les mêmes dimensions de la reproduction sociale et la même durée de la circulation du capital ainsi que la même rapidité de la circulation des marchandises, reste en moyenne la même. Si nous considérons la troisième équation, comme le veut Marx, comme une partie intégrante de la première, il en résulte la difficulté suivante : le capital constant de la troisième section 20 c se compose de moyens de production réels, concrets, comme dans les deux autres sections (bâtiments, instruments, matières premières, récipients, etc.), mais le produit de cette section, 30 *mci*, qui représente l'argent, ne peut dans aucun processus de production fonctionner dans sa forme naturelle en tant que capital constant. Si nous comptons ce produit 30 *mci* en tant que partie intégrante du produit de la première section 6 000 *mp*, nous obtenons un déficit social de moyens de production pour un montant de valeur que la reproduction dans les mêmes dimensions, soit dans la section I, soit dans la section II, rendra impossible. D'après notre supposition - qui constitue la base de tout le schéma de Marx - le produit de chacune de ces deux sections est, dans sa forme d'usage concrète, le point de départ de la reproduction en général, les proportions du schéma se basant sur cette supposition, sans laquelle elles se dissolvent en chaos. C'est ainsi que la première composition de valeur fondamentale reposait sur l'équation I- 6 000 *mp* = I- 4 000 c + II- 2 000 c. Pour le produit III- 30 *mci*, cela n'est pas exact, car l'or ne peut pas

¹ *Le Capital*, II, p. 446. Tract. Molitor, VIII, pp. 117-118.

(environ dans la proportion I- 20 c + II- 10 c) être utilisé par les deux sections en tant que moyen de production. La deuxième composition fondamentale découlant de la première reposait sur l'équation I- 1 000 v + I- 1 000 pl = 2 000 c. Pour la production de l'or, cela signifierait qu'elle enlève à la deuxième section autant de moyens de consommation qu'elle lui fournit de moyens de production. Mais cela n'est pas plus vrai. La production de l'or enlève, certes, au produit social total, tant des moyens de production concrets, qu'elle utilise en tant que capital constant, que des moyens de consommation concrets pour ses ouvriers et capitalistes, pour le montant de son capital variable et de sa plus-value. Mais son propre produit peut aussi bien, dans quelque production que ce soit, faire fonction de moyen de production qu'entrer dans la consommation humaine en tant que moyen de consommation. L'inclusion de la production de l'argent dans la section I romprait par conséquent toutes les proportions matérielles et de valeur du schéma de Marx et lui ôterait toute signification.

La tentative faite par Marx de faire entrer la production de l'or dans la section I (moyens de production) le mène d'ailleurs à des résultats dangereux. Le premier acte de circulation entre cette nouvelle sous-section, que Marx appelle I mci, et la section II (moyens de consommation) consiste, comme d'ordinaire, en ce que les ouvriers de la section I mci, avec la somme (5 v) reçue en salaires des capitalistes, achètent des moyens de consommation de la section II. L'argent employé à cela n'est pas encore un produit de la nouvelle production, mais un fonds de réserve des capitalistes I mci, fonds provenant du quantum d'argent se trouvant dans le pays, ce qui est tout à fait dans l'ordre. Or, Marx fait acheter par les capitalistes de la section II, à l'aide des 5 d'argent reçus d'abord par I mci, pour 2 d'or « *en tant que matériel marchandises* », et saute par conséquent de la production de l'argent dans la production industrielle de l'or, laquelle a aussi peu affaire avec le problème de l'argent que celle du cirage. Mais comme, sur ces I mci 5 v, il en reste toujours 3, dont les capitalistes de la section II ne savent que faire, étant donné qu'ils ne peuvent pas les utiliser en tant que capital constant, cette somme d'argent, Marx la fait thésauriser. Mais pour ne pas faire apparaître par là un déficit dans le capital constant de la section II, qui doit être échangé entièrement contre des moyens de production (I v + pl), Marx trouve la solution suivante : « *Il faut que cet argent passe en totalité de II c à II pl. Peu importe que ce dernier existe sous forme de moyens de subsistance nécessaires ou de moyens de luxe, et qu'une valeur-marchandises correspondante soit transférée de II pl à II c. Résultat: une partie de la plus-value est accumulée comme trésor*¹. » Le résultat est assez étrange. Du fait que nous avons considéré uniquement la reproduction de l'usure annuelle du matériel-argent est apparue brusquement une thésaurisation de l'argent, par conséquent un excédent de matériel-argent. Cet excédent apparaît, on ne sait pas pourquoi, aux dépens des capitalistes de la section des moyens de consommation, qui doivent se sacrifier, non pas pour élargir leur propre production de plus-value, mais afin qu'il y ait suffisamment de moyens de consommation pour les ouvriers de la production d'or.

Cependant, les capitalistes de la section II sont assez mal récompensés de cette vertu chrétienne. Non seulement ils ne peuvent, malgré leur « abstinence », procéder à aucune extension de leur production, mais ils ne sont même pas en état de maintenir leur production dans les mêmes dimensions que jusqu'alors. Car même si l'on transporte la valeur marchandise correspondante de II pl en II c, ce qui importe ce n'est pas seulement la valeur, mais la forme réelle, concrète de cette valeur, et comme maintenant une partie du produit de la section I existe sous forme d'argent, qui ne peut pas être utilisé en tant que moyen de production, la section II ne peut pas, malgré son abstinence, renouveler entièrement son capital constant. Et ainsi serait rompue la supposition du schéma : simple reproduction, dans deux sens : thésaurisation de plus-value et déficit de capital constant. Ces résultats obtenus par Marx prouvent d'eux-mêmes que la production de l'or ne peut absolument pas être incluse dans l'une des deux sections sans briser le schéma lui-même. Cela déjà en raison du premier échange entre les sections I et II. L'étude de l'échange de l'or nouvellement produit à l'intérieur du capital constant de la section I, que Marx s'était proposé de faire, ne se trouvait pas dans le manuscrit, ainsi que l'indique Fr. Engels (*Le Capital*, II, p. 449, note 55. Trad. Molitor, VII, p. 121, note). Elle n'aurait fait qu'accroître les difficultés. D'ailleurs, Marx confirme lui-même notre point de vue et épuise la question en deux mots, lorsqu'il dit d'une façon aussi brève que juste : « *L'argent n'est point par lui-même élément de la véritable reproduction*². »

Un exposé de la production de l'argent en tant que troisième section spéciale de la production sociale a encore une raison importante. Le schéma de la reproduction simple de Marx vaut comme base et point de départ du procès de la reproduction non seulement pour le mode de production capitaliste, mais - *mutatis mutandis* - aussi pour tout mode de production rationnel, par exemple pour le mode de production socialiste. La production de l'argent, par contre, disparaît avec la forme marchandise des produits, c'est-à-dire avec la propriété privée des moyens de production. Elle représente les « faux frais » du mode de production anarchique du capitalisme, une charge spécifique du régime de l'économie privée, qui se traduit dans la dépense annuelle d'une quantité de travail considérable pour la fabrication de produits qui ne servent ni comme moyens de production ni comme moyens de consommation. Cette dépense de travail spécifique du régime de production capitaliste, qui disparaît dans un régime de production rationnel, trouve son expression la plus exacte en tant que section spéciale dans le procès de reproduction général du capital social. A ce sujet, il est entièrement indifférent que nous nous imaginions un pays produisant lui-même de l'or ou le faisant venir

¹ *Le Capital*, II, p. 448. Trad. Molitor, VIII, p. 120.

² *Le Capital*, II, p. 466. Trad. Molitor, VIII, p. 150.

de l'étranger. Dans ce dernier cas seulement l'échange permet cette dépense de travail social, qui était directement nécessaire à la production de l'or.

On voit par ce qui précède que le problème de la reproduction du capital social n'est pas aussi simple qu'on l'imagine souvent du point de vue des crises, la question étant à peu près posée ainsi : comment est-ce possible qu'avec le régime anarchique d'innombrables capitaux individuels les besoins de la société soient couverts par sa production ? A quoi on répond en montrant les oscillations constantes de la production autour de la demande, c'est-à-dire les changements de conjoncture périodiques. Cette conception, qui considère le produit social total comme une masse confuse de marchandises et les besoins sociaux d'une façon aussi abstruse, oublie l'essentiel : la *differentia specifica* du mode de production capitaliste. Le problème de la reproduction capitaliste comporte, ainsi que nous l'avons vu, toute une série de rapports exacts, qui se rapportent tant aux catégories spécifiquement capitalistes que - *mutatis mutandis* - aux catégories générales du travail humain, et leur union, tant dans leur contradiction que dans leur accord, constitue le véritable problème. Le schéma de Marx est la solution scientifique du problème.

Nous avons à nous demander quelle signification le schéma ci-dessus analysé du procès de la reproduction a pour la réalité. D'après ce schéma, tout le produit social passe entièrement dans la circulation, les besoins de la consommation sont entièrement satisfaits, la reproduction se poursuit sans obstacles, la circulation de l'argent suit celle des marchandises, le cycle du capital social se ferme exactement. Qu'en est-il en réalité ? Pour une production méthodiquement réglée, le schéma donne dans ses rapports une base exacte de division du travail social - en supposant toujours une reproduction simple, c'est-à-dire des dimensions de production restant les mêmes. Mais dans l'économie capitaliste, il n'y a pas d'organisation méthodique de la production. C'est pourquoi tout ne s'y passe pas d'une façon aussi simple qu'il apparaît dans le schéma. Le cycle de la reproduction se poursuit tout au contraire avec des déviations constantes des rapports du schéma, ce qui se manifeste :

- dans les oscillations quotidiennes des prix,
- dans les oscillations constantes des profits,
- dans la fluctuation incessante des capitaux d'une branche de production dans une autre,
- dans l'oscillation cyclique périodique de la reproduction entre la prospérité et la crise.

Cependant, à travers toutes ces déviations, le schéma représente cette moyenne socialement nécessaire autour de laquelle se poursuivent ces mouvements et à laquelle ils tendent toujours à revenir après s'en être écartés. C'est cette moyenne qui fait que les mouvements oscillants des capitaux individuels ne dégèrent pas en chaos, mais sont ramenés à un certain ordre, qui assure la continuation de l'existence de la société malgré son caractère anarchique.

Si l'on compare le schéma de la reproduction de Marx avec le *Tableau économique* de Quesnay, la ressemblance de même que la grande différence en sautent immédiatement aux yeux. Les deux schémas, qui flanquent la voie du développement de l'économie politique classique, sont les deux seules tentatives de représentation exacte du chaos apparent que présente le mouvement général de la production et de la consommation capitalistes dans leur entrelacement réciproque et dans leur dissociation d'innombrables producteurs et consommateurs individuels. L'un et l'autre réduisent le va-et-vient confus dans le mouvement des capitaux individuels à un certain nombre de grands rapports, dans lesquels est ancrée la possibilité de l'existence et du développement de la société capitaliste, malgré son activité désordonnée, anarchique. L'un et l'autre allient notamment le double point de vue, qui est à la base du mouvement général du capital social, à savoir qu'il est à la fois, en tant que mouvement de capital, une production et une appropriation de plus-value, et, en tant que mouvement social, production et consommation des moyens matériels nécessaires à la vie de l'homme civilisé. Dans l'un et l'autre, la circulation des produits réalise, en tant que circulation des marchandises, tout le processus, et dans l'un comme dans l'autre, le mouvement de l'argent suit seulement, en tant que manifestation extérieure, à la surface, le mouvement de la circulation des marchandises.

Mais dans l'exposé de ces grandes lignes générales, il y a une différence profonde entre les deux schémas. Le *Tableau* de Quesnay fait bien de la production de la plus-value le pivot de toute la reproduction, mais considère encore la plus-value sous la forme féodale naïve de la rente foncière, prenant ainsi une forme partielle pour le tout. Il fait de même de la distinction matérielle dans la masse du produit total un autre pivot de la reproduction sociale, mais la considère du point de vue de l'antagonisme naïf entre produits agricoles et produits manufacturés, prenant ainsi par conséquent des différences extérieures dans les matières auxquelles a affaire l'homme travailleur pour des catégories fondamentales du processus du travail humain, en général.

Chez Marx, la production de plus-value est considérée dans sa forme pure et générale, par conséquent dans sa forme absolue de production de capital. En même temps, il est tenu compte des conditions matérielles éternelles de la production dans la distinction fondamentale entre moyens de production et moyens de consommation et les rapports des uns et des autres sont ramenés à un rapport exact de valeur.

Si l'on demande pourquoi la solution du problème, si heureusement entamée par Quesnay, a échoué chez les économistes bourgeois qui l'ont suivi, et ce qu'il fallait encore pour arriver au bond formidable que l'analyse fait avec le schéma de Marx, nous trouvons principalement deux conditions préliminaires. Avant tout, le schéma de la reproduction de Marx s'appuie sur la distinction claire et nette des deux aspects du travail dans la production de marchandises : le travail concret utile, qui crée certaines valeurs d'usage, et le travail général humain abstrait, qui crée des valeurs socialement nécessaires. Cette idée fondamentale géniale qui est à la base de la théorie de la valeur de Marx, et qui lui a permis, entre autres, de trouver la solution du problème de l'argent, le mena également à

distinguer et à réunir les deux points de vue suivants : celui de valeur et celui de rapports matériels. En second lieu, le schéma s'appuie sur la distinction très nette entre capital constant et capital variable, qui seule a permis d'expliquer la production de la plus-value dans son mécanisme interne et de la mettre, en tant que rapport de valeur, dans un rapport exact avec ces deux catégories matérielles de la production : moyens de production et moyens de consommation.

L'économie classique après Quesnay, notamment chez Smith et Ricardo, s'approche très près de ces points de vue. Chez Ricardo, la théorie de la valeur a reçu cette conception stricte, qui fait qu'on la confond souvent même avec celle de Marx. Du point de vue de sa théorie de la valeur, Ricardo a considéré également comme fautive la division smithienne du prix de toutes les marchandises en $v + p$, division qui a apporté tant de confusion dans l'analyse de la reproduction. Mais il ne se soucia pas autrement de cette bourde de Smith, pas plus qu'il ne s'échauffa en général pour le problème de la reproduction. En somme l'analyse de Ricardo était dans un certain sens un pas en arrière par rapport à celle de Smith, de même que ce dernier fit en partie un pas en arrière par rapport aux physiocrates. Si Ricardo a analysé ces catégories fondamentales de l'économie bourgeoise : valeur, salaire, plus-value, capital, d'une façon plus vigoureuse et plus systématique que tous ses prédécesseurs, ils les traita par contre d'une façon plus rigide. Smith avait une plus grande compréhension des rapports vivants, du grand mouvement de l'ensemble. S'il lui arriva à l'occasion de donner pour un seul et même problème deux ou, comme pour le problème de la valeur, trois ou quatre solutions différentes et de se contredire lui-même hardiment dans différentes parties de l'analyse, ses contradictions précisément le conduisaient à considérer l'ensemble d'un point de vue toujours nouveau et à le mettre en mouvement. La barrière à laquelle l'un et l'autre - Smith tout comme Ricardo - devaient se heurter était leur horizon bourgeois limité. Pour considérer les catégories fondamentales de la production capitaliste : valeur et plus-value, dans leur mouvement vivant, en tant que processus de reproduction sociale, il fallait considérer le mouvement comme un mouvement historique et les catégories elles-mêmes en tant que formes historiquement déterminées de rapports de travail généraux. C'est ce qui explique pourquoi le problème de la reproduction ne pouvait être résolu que par un socialiste. Entre le *Tableau économique* et le schéma de la reproduction dans le tome II du *Capital* se placent, non seulement chronologiquement, mais aussi quant au fond, l'apogée et la mort de l'économie bourgeoise.

6. - *La reproduction élargie*

Le caractère défectueux du schéma de la reproduction simple apparaît clairement : il expose les lois d'une forme de reproduction qui, dans les conditions de la production capitaliste, ne peut être qu'exceptionnelle. La règle du mode de production capitaliste, encore plus que de tout autre mode de production, n'est pas la reproduction simple, mais la reproduction élargie ¹. Malgré cela, le schéma conserve toute son importance scientifique. Cela sous un double rapport. Pratiquement, même avec une reproduction élargie, la plus grande partie du produit total tombe toujours sous le point de vue de la reproduction simple. Celle-ci constitue la large base sur laquelle a lieu, chaque fois, l'extension de la production au-delà des limites précédentes. De même, théoriquement, l'analyse de la reproduction simple constitue le point de départ indispensable de toute représentation scientifique exacte de la reproduction élargie. Ainsi, le schéma de la reproduction simple du capital social mène automatiquement au-delà de ses propres limites, au problème de la reproduction élargie du capital social.

Nous connaissons déjà la particularité historique de la reproduction élargie sur la base capitaliste : elle doit se présenter en tant qu'accumulation *de capital*, ceci étant à la fois sa forme spécifique et sa condition. Autrement dit, la production sociale - qui est, sur la base capitaliste, une production de plus-value - ne peut être chaque fois élargie que dans le sens et la mesure où le capital jusqu'alors actif de la société reçoit un accroissement de la plus-value produite par lui. L'emploi d'une partie de la plus-value, et notamment d'une partie croissante, à des buts productifs et non pas à des buts de consommation personnelle de la classe capitaliste ou à des buts de thésaurisation, telle est la base de la reproduction élargie dans les conditions de la production capitaliste.

Un élément de la reproduction élargie du capital social est, tout comme pour la reproduction simple que nous avons supposée plus haut, la reproduction du capital individuel. Car la production, qu'elle soit simple ou élargie, ne se poursuit en fait que sous la forme d'innombrables mouvements de reproduction indépendants de capitaux individuels. La première analyse complète de l'accumulation du capital individuel est donnée dans le tome I du *Capital* de Marx, 7^e partie, chapitres XXII et XXIII. Marx y étudie la division de la plus-value en capital et en revenu, les conditions qui déterminent, indépendamment de la division de la plus-value en capital et en revenu, l'accumulation du capital, telles que le degré d'exploitation de la force de travail et la production du travail, l'accroissement du capital fixe par rapport au capital circulant en tant que facteurs de l'accumulation, enfin la formation continue de l'armée de réserve industrielle à la fois comme résultat et comme condition du procès de l'accumulation. Entre-temps, Marx réfute deux

¹ « L'hypothèse de la reproduction simple, d'après laquelle $I(v + p) = IIc$, est tout d'abord incompatible avec la production capitaliste. cela n'exclut pas du reste que, dans un cycle industriel de dix ou douze années, la production d'une année ne soit moindre que celle de l'année précédente et qu'il n'y ait même pas reproduction simple. En outre, étant donné l'accroissement annuel naturel de la population, la reproduction simple ne pourrait avoir lieu que si un nombre correspondant d'auxiliaires improductifs aidait à consommer les 1500, qui représentent la plus-value totale. L'accumulation de capital, c'est-à-dire la production capitaliste proprement dite, serait impossible. » (*Le Capital*, II, p. 497 Trad. Molitor, VIII, pp. 200-201.)

idées extravagantes de l'économie bourgeoise touchant l'accumulation : d'une part, la plus « économie-vulgaire » « théorie de l'abstinence », qui présente la division de la plus-value en capital et en revenu, et par conséquent l'accumulation elle-même comme un acte hautement moral des capitalistes, et, d'autre part, l'erreur de l'économie classique d'après laquelle toute la partie capitalisée de la plus-value est employée exclusivement « à être consommée par des ouvriers productifs », c'est-à-dire à payer des salaires à des ouvriers supplémentaires. Cette conception erronée, qui oublie complètement que toute extension de la production doit s'exprimer non seulement dans l'augmentation du nombre des ouvriers occupés, mais aussi dans l'accroissement des moyens de production matériels (bâtiments, instruments, pour le moins et en tout cas matières premières), s'appuie manifestement sur le faux « dogme » déjà mentionné d'Adam Smith.

De l'erreur selon laquelle le prix de toutes les marchandises se divise entièrement - en laissant complètement de côté le capital constant - en salaire et en plus-value, a découlé également cette croyance qu'il suffit, pour élargir la production, de dépenser plus de capital en salaires. Il est caractéristique que Ricardo, qui, tout au moins occasionnellement, a compris le caractère erroné de la doctrine de Smith, reprenne expressément sa conclusion erronée, en écrivant : « *Il faut comprendre que tous les produits d'un pays sont consommés, mais cela fait une très grande différence qu'ils le soient par des gens qui reproduisent une autre valeur ou par des gens qui n'en reproduisent pas. Quand nous disons que le revenu est épargné et transformé en capital, nous disons que la partie du revenu transformé en capital est consommée par des ouvriers productifs au lieu de l'être par des ouvriers improductifs.* » D'après cette conception étrange, qui fait consommer par les hommes tous les produits fabriqués, et ne laisse par conséquent, dans l'ensemble de la production sociale, aucune place pour les moyens de production non consommables : instruments et machines, matières premières et bâtiments, la reproduction élargie se fait de cette façon merveilleuse qu'au lieu d'une partie de moyens de consommation de qualité supérieure pour la classe capitaliste on produit, pour le montant de la partie capitalisée de la plus-value, des moyens de consommation de qualité ordinaire pour de nouveaux ouvriers. De déplacement autre que celui qui a lieu à l'intérieur de la production de moyens de consommation la théorie classique de la reproduction élargie n'en connaît pas. Que Marx ait réfuté en se jouant cette bourde élémentaire de Smith-Ricardo, c'est ce qui se comprend de soi-même d'après ce qui a été dit plus haut. De même que, pour la reproduction simple, à côté de la production de la quantité nécessaire de moyens de consommation pour les ouvriers et les capitalistes doit avoir lieu le renouvellement régulier du capital constant (les moyens de production matériels), de même, pour l'élargissement de la production, une partie du nouveau capital supplémentaire doit être employée à l'accroissement de la partie du capital constant, c'est-à-dire à l'augmentation des moyens de production matériels. Ici entre en jeu une autre loi découverte par Marx : la partie du capital constant qu'on oublie régulièrement l'économie classique croît constamment par rapport à la partie variable, dépensée en salaires. Ce n'est là que l'expression capitaliste des effets généraux de la productivité croissante du travail. Avec le progrès technique, le travail vivant est en mesure de mettre en mouvement et de transformer en produits, en un temps de plus en plus court, des masses de plus en plus considérables de moyens de production. Au point de vue capitaliste, cela signifie une diminution continue des dépenses consacrées au travail vivant, aux salaires, par rapport à celles consacrées aux moyens de production fixes. La reproduction élargie doit par conséquent, non seulement, contrairement à la conception de Smith-Ricardo, commencer toujours avec la division de la partie capitalisée de la plus-value en capital constant et capital variable, mais encore cette division doit, au fur et à mesure du progrès technique de la production, comporter une part relativement de plus en plus grande pour la partie constante du capital et une part relativement de plus en plus petite pour la partie variable. Ce changement qualitatif incessant dans la composition du capital constitue la forme spécifique de l'accumulation du capital, c'est-à-dire de la reproduction élargie sur la base capitaliste ¹.

¹ « Le mode de production spécifiquement capitaliste, le développement correspondant de la productivité du travail, le changement qui en résulte dans la composition organique du capital ne contentent pas de marcher de pair avec le progrès de l'accumulation ou l'accroissement de la richesse sociale. Leur marche est infiniment plus rapide, parce que l'accumulation simple, ou l'extension absolue du capital total, s'accompagne de la centralisation de ses éléments individuels, et que le bouleversement technique du capital additionnel s'accompagne du bouleversement technique du capital primitif. Avec le progrès de l'accumulation, le rapport entre la partie constante et la partie variable du capital se transforme donc ; de 1 : 1 qu'il était il aborde, il devient 2 : 1, 3 : 1, 4 : 1, 5 : 1, 6 : 1, 8 : 1, etc., si bien qu'avec l'accroissement du capital ce n'est plus 1/2 de sa valeur totale, mais progressivement 1/3, 1/4, 1/5, 1/6, 1/7, 1/8, etc., qui sont convertis en force de travail, et par contre 2/3, 3/4, 4/5, 5/6, 6/7, 7/8, etc., en moyens de production. La demande de travail, étant déterminée non point par l'étendue du capital total, mais par celle de la partie variable, diminue progressivement avec l'accroissement du capital total, au lieu d'augmenter proportionnellement, comme nous l'avons supposé plus haut. Elle diminue relativement à la grandeur du capital total et dans une progression accélérée avec l'accroissement de cette grandeur. Il est vrai que l'accroissement du capital total entraîne celui de la partie variable ou de la force de travail incorporée au capital mais dans une proportion sans cesse décroissante. Les intervalles où l'accumulation opère comme simple extension de la production sur une base technique donnée deviennent de plus en plus courts. Il faut d'abord que l'accumulation du capital total soit accélérée dans une progression constante, pour pouvoir absorber un nombre additionnel donné d'ouvriers, ou encore pour pouvoir, à cause de la métamorphose incessante du capital ancien, occuper les ouvriers déjà en fonctions. De son côté, cette accumulation croissante et cette centralisation provoquent de nouveaux changements dans la composition du capital ou une nouvelle diminution accélérée de sa partie variable par rapport à la partie constante. » (*Le Capital*, I, p. 593. Trad. Molitor, IV, p. 93-94.)

L'autre aspect de ce déplacement continu dans le rapport de la partie constante à la partie variable du capital est ce que Marx appelle la formation de la population ouvrière en excédent pour les besoins moyens de mise en valeur du capital, et par conséquent superflue. La production de cette réserve constamment disponible d'ouvriers industriels non occupés (dans le sens large, y compris les prolétaires placés sous le commandement du capital commercial), qui constitue à son tour la condition des accroissements brusques de la production dans les périodes de haute conjoncture, fait partie des conditions spécifiques de l'accumulation du capital¹.

Nous avons par conséquent à déduire de l'accumulation du capital individuel les quatre éléments suivants de la reproduction élargie :

1. - Les dimensions de la reproduction élargie dépendent dans une certaine mesure de l'accroissement du capital et peuvent le dépasser. Les méthodes qui y mènent sont : augmentation de l'exploitation de la force de travail et des forces naturelles, augmentation de la productivité du travail (dans cette dernière est comprise l'augmentation de l'efficacité de la partie fixe du capital) ;
2. - Le point de départ de toute accumulation véritable est la division de la partie de la plus-value à capitaliser en capital constant et capital variable ;
3. - L'accumulation en tant que processus social est accompagnée d'une modification constante dans le rapport du capital constant au capital variable, la partie du capital investie dans des moyens de production fixes croissant constamment par rapport à la partie investie dans des salaires ;
4. - L'autre phénomène d'accompagnement et en même temps condition du procès de l'accumulation est la constitution de l'armée de réserve industrielle.

Ces éléments déduits déjà du mouvement de reproduction du capital individuel constituent un progrès énorme sur l'analyse de l'économie bourgeoise. Mais il s'agissait maintenant, partant du mouvement du capital individuel, de représenter l'accumulation du capital social. D'après le schéma de la reproduction simple, il fallait pour la reproduction élargie également mettre en rapport exact les uns avec les autres, du point de vue de l'accumulation, tant les points de vue de valeur d'une production de plus-value que les points de vue concrets du procès du travail (production de moyens de production et production de moyens de consommation).

Ce qui distingue essentiellement la reproduction élargie de la simple reproduction, c'est que, dans cette dernière, toute la plus-value est consommée par la classe capitaliste et sa suite, tandis que dans la première une partie de la plus-value est soustraite à la consommation personnelle de ses possesseurs, non pas pour être thésaurisée, mais pour être transformée en capital actif, capitalisée. Pour cela, il est nécessaire que le nouveau capital additionnel trouve réalisées les conditions matérielles de sa mise en activité. Ici entre par conséquent en ligne de compte la composition concrète du produit social total. Marx dit déjà dans le tome I du *Capital* à propos de l'accumulation du capital individuel :

« En premier lieu, la production annuelle doit fournir tous les objets ou valeurs d'usage qui serviront à remplacer les éléments matériels du capital consommés dans le cours de l'année. En sus de ces objets, il y a le produit net ou surproduit, représentatif de la plus-value. De quoi se compose ce surproduit ? De choses peut-être qui seraient destinées à la satisfaction des besoins et des appétits de la classe capitaliste et entreraient par suite dans le fonds de consommation capitaliste ? S'il en était ainsi, la plus-value serait dépensée jusqu'au dernier centime, et il n'y aurait que simple reproduction.

« Pour accumuler, il faut transformer en capital une partie du surproduit. Mais à moins d'opérer des miracles, on ne peut transformer en capital que des choses qui soient utilisables dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, ou encore des choses dont l'ouvrier ait besoin pour vivre, c'est-à-dire des moyens de subsistance. Par conséquent, il faut qu'une partie du surtravail annuel ait été consacrée à créer des moyens supplémentaires de production et de subsistance, en excédent sur la quantité nécessaire au remplacement du capital avancé. En un mot : la plus-value n'est convertible en capital que parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital². »

Assurément, des moyens de production et des moyens de consommation supplémentaires ne suffisent pas pour les ouvriers : il faut encore des forces de travail supplémentaires pour mettre en mouvement la production élargie. Mais cette condition n'offre d'après Marx aucune difficulté particulière. « Par son mécanisme même, la production capitaliste a résolu le problème : elle reproduit la classe ouvrière comme une classe dépendante du salaire et à qui le salaire assure la conservation et l'accroissement. Ces forces additionnelles que lui fournit tous les ans la classe

¹ « Le cours caractéristique de l'industrie moderne, la forme d'un cycle décennal, interrompu par des fluctuations plus ou moins accentuées, et composé de périodes d'une vitalité moyenne, de production compliquée d'excès, crises et de stagnations, repose sur la formation continuelle, l'absorption plus ou moins grande et la reproduction de l'armée de réserve industrielle ou de la surpopulation. De leur côté, les vicissitudes du cycle industriel recrutent la surpopulation, à la reproduction de laquelle elles concourent puissamment. » (Le Capital, I, p. 594. Trait. Molitor, IV, p. 98.)

² Le Capital, I, p. 543. Trad. Molitor, IV, p. 31.

ouvrière aux divers degrés d'âge, le capital n'a qu'à les incorporer aux moyens de production additionnels déjà contenus dans la production annuelle, et la conversion de la plus-value en capital est effectuée¹. »

Nous avons ici la première solution que Marx donne au problème de l'accumulation du capital social. Sans insister davantage sur cet aspect de la question dans le tome I du Capital, il n'y revient qu'à la fin du tome II de son ouvrage principal : le vingt et unième et dernier chapitre est consacré à l'accumulation et à la reproduction élargie du capital social.

Examinons maintenant d'un peu près la représentation schématique de l'accumulation chez Marx. D'après l'exemple du schéma, que nous connaissons déjà, de la reproduction simple, Marx construit un schéma de la reproduction élargie. Une comparaison des deux schémas en fera apparaître nettement la différence.

Supposons que le produit total annuel de la société représente une valeur de 9 000 (par quoi on peut entendre des millions d'heures de travail, ou, exprimé en argent, n'importe quelle somme d'argent), le produit total est réparti de la façon suivante :

$I- 4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 6\ 000$ $II- 2\ 000\ c + 500\ v + 500\ pl = 3\ 000$	TOTAL : 9 000.
---	----------------

La première section représente des moyens de production, la seconde des moyens de consommation. Un simple coup d'œil sur les rapports numériques suffit pour montrer qu'il ne peut y avoir ici que reproduction simple. Les moyens de production fabriqués dans la première section sont égaux à la somme des moyens de production effectivement consommés dans les deux sections, et dont le seul renouvellement ne permet que la répétition de la production dans les anciennes dimensions. D'autre part, tout le produit de la section des moyens de consommation est égal à la somme des salaires, ainsi que des plus-values dans les deux sections. Cela montre que les moyens de consommation existants ne permettent aussi que l'occupation de la même quantité de forces de travail, mais qu'en même temps aussi toute la plus-value passe dans les moyens de consommation, c'est-à-dire dans la consommation personnelle de la classe capitaliste.

Mais prenons maintenant le même produit total de 9 000 dans la composition suivante :

$I- 4\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 6\ 000$ $II- 1\ 500\ c + 750\ v + 750\ pl = 3\ 000$	TOTAL : 9 000.
---	----------------

Ici apparaît immédiatement une double disproportion. La quantité fabriquée de moyens de production (6 000) dépasse, en valeur, de 500 la quantité effectivement consommée dans la société (4 000 c + 1500 v). En même temps, la quantité de moyens de consommation (3000) représente par rapport à la somme des salaires payés, c'est-à-dire des besoins des ouvriers (1000 v + 750 v), ainsi qu'à la somme de la plus-value obtenue (1000 pl + 750 pl), un déficit de 500. Il en résulte - étant donné que la réduction du nombre des ouvriers occupés est exclue - que la consommation de la classe capitaliste doit être plus petite que la plus-value obtenue par elle. Ainsi sont observées les deux conditions indispensables à la reproduction élargie sur la base capitaliste : une partie de la plus-value obtenue n'est pas consommée, mais employée à des buts productifs, et en même temps des moyens de production en quantité accrue sont fabriqués, afin que la plus-value capitalisée puisse être employée effectivement à l'extension de la production.

Si nous avons trouvé, dans le schéma de la reproduction simple, que ses principales conditions sociales sont incluses dans le rapport exact suivant : la somme des moyens de production fabriqués (produit de la section I) doit être égale en valeur au capital constant des deux sections, mais la somme des moyens de consommation fabriqués (produit de la section II) à la somme des capitaux variables comme de la plus-value dans les deux sections, nous devons en déduire pour la reproduction élargie un double rapport exact inverse. La condition générale de la reproduction élargie est la suivante : le produit de la section I est, d'après sa valeur, plus grand que le capital constant des deux sections ensemble, le produit de la section II est, d'après sa valeur également, plus petit que la somme des capitaux variables et de la plus-value dans les deux sections.

Mais par là nous sommes loin d'avoir épuisé l'analyse de la reproduction élargie. Nous en sommes au contraire à peine au commencement.

En effet, ces rapports que nous avons déduits du schéma, il nous faut maintenant les suivre dans leur activité ultérieure, dans le flot de la circulation et la marche de la reproduction. Si la simple reproduction peut être comparée à un cercle qui se répète toujours à nouveau, la reproduction élargie ressemble, d'après l'expression de Sismondi, à une spirale, qui monte toujours plus haut. Il nous faut par conséquent étudier tout d'abord les courbes de cette spirale. La première question générale qui se pose est celle-ci : comment se réalise en fait, étant donné les conditions que nous connaissons maintenant, l'accumulation dans les deux sections, de telle sorte que tous les capitalistes

¹ *Le Capital*, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, p. 32.

capitalisent une partie de leur plus-value et trouvent en même temps les conditions matérielles nécessaires à la reproduction élargie ?

Marx explique cette question à l'aide de l'exposé schématique suivant.

Supposons que la moitié de la plus-value de I soit accumulée. Les capitalistes emploient par conséquent 500 pour leur consommation, et transforment les 500 autres en capital. Ce nouveau capital de 500 doit, comme nous le savons maintenant, pour pouvoir être mis en activité, être partagé en capital constant et capital variable. Supposons que le rapport de ces deux sortes de capital reste, malgré l'extension de la production, le même que dans le capital original, c'est-à-dire 4 à 1. Alors les capitalistes de la section I répartiront leur capital additionnel de 500 de façon à acheter pour 400 de nouveaux moyens de production et pour 100 de nouvelles forces de travail. L'achat de nouveaux moyens de production pour 400 n'offre aucune difficulté : nous savons que la section I a déjà fabriqué pour 500 de moyens de production supplémentaires. Là-dessus, les 4/5 ont été employés à l'intérieur de la section I pour permettre l'élargissement de la production. Mais l'accroissement correspondant du capital variable de 100 en argent ne suffit pas, les nouvelles forces de travail additionnelles doivent trouver aussi des moyens de consommation correspondants, et ceux-ci ne peuvent être tirés que de la section II. Maintenant par conséquent la circulation se fait entre les deux grandes sections. Jusqu'alors, dans la reproduction simple, la section I tirait pour 1000 de moyens de consommation de la section II pour ses propres ouvriers, maintenant elle doit en tirer pour 100 de plus. Elle commencera donc la reproduction élargie de la manière suivante :

$4\ 400\ c + 1\ 100\ v$

A son tour, la section II, par suite de la vente de moyens de consommation supplémentaires de 100, est en mesure d'acheter à la section I pour une quantité supplémentaire correspondante de moyens de production. En effet, sur l'excédent total du produit de la section I, il reste encore juste 100. La section II les achète pour pouvoir procéder à son tour à un élargissement de la production. Mais ici non plus on ne peut pas faire grand-chose uniquement avec une plus grande quantité de moyens de production : pour pouvoir les mettre en mouvement, des forces de travail supplémentaires sont nécessaires. Si nous supposons ici aussi que l'ancienne composition du capital est maintenue, que par conséquent le rapport du capital constant au capital variable est de 2 à 1, il faut pour mettre en activité les moyens de production supplémentaires de 100 de nouvelles forces de travail pour 50. Mais pour ces nouvelles forces de travail, il faut également, pour le montant de leurs salaires, de nouveaux moyens de consommation, que la section II fournit elle-même. Du produit total de la section II, par conséquent, en dehors des moyens de consommation supplémentaires de 100 pour les nouveaux ouvriers de la section I, de nouveaux moyens de consommation supplémentaires de 50 devront être employés pour les ouvriers de la section II. Celle-ci commence par conséquent la reproduction élargie de la façon suivante :

$1\ 600\ c + 800\ v$

Maintenant, le produit total de la section I (6 000) est passé entièrement dans la circulation : 5 500 ont été nécessaires pour le simple renouvellement des vieux moyens de consommation usagés dans les deux sections, 400 ont été utilisés pour l'élargissement de la production de la section I et 100 pour le même but dans la section II. En ce qui concerne le produit total de la section II (3 000), 1 900 ont été employés pour la quantité accrue des forces de travail dans les deux sections. Les 1 100 de moyens de consommation restants servent à la consommation personnelle des capitalistes, à la consommation de leur plus-value, à savoir 500 dans la section I, 600 pour les capitalistes de la section II, qui sur leur plus-value de 750 n'en ont capitalisé que 150 (100 pour l'achat de moyens de production et 50 pour le paiement de salaires).

Alors la production élargie peut avoir lieu. Si nous conservons le même degré d'exploitation (100 %), comme pour le capital original, nous aurons dans la période suivante :

$I- 4\ 400\ c + 1\ 100\ v + 1\ 100\ pl = 6\ 600$	TOTAL : 9 800.
$II- 1\ 600\ c + 800\ v + 800\ pl = 3\ 200$	

Le produit total de la société est passé de 9 000 à 9 800, la plus-value dans la première section de 1 000 à 1 100, dans la seconde de 750 à 800. Le but de l'élargissement capitaliste de la production, à savoir la production accrue de plus-value, est atteint. En même temps, la composition matérielle du produit social donne de nouveau un excédent de 600 de moyens de production (6600) par rapport à ceux qui ont été effectivement utilisés (4 400 + 1 600), ainsi qu'un déficit de moyens de consommation (3 200) par rapport aux salaires payés jusque-là (1 100 v + 800 v) et à la plus-value obtenue (1 100 pl + 800 pl). Par là est donnée de nouveau déjà une base matérielle comme une nécessité d'employer une partie de la plus-value non seulement à la consommation personnelle de la classe capitaliste, mais à un nouvel élargissement de la production.

Le deuxième élargissement de la production et de la création de plus-value découle automatiquement, avec ses rapports mathématiquement exacts, de la première. L'accumulation du capital une fois commencée mène mécaniquement toujours plus loin au-delà d'elle-même. Le cercle s'est transformé en une spirale, qui monte de plus en plus haut, comme sous la contrainte d'une force naturelle, qu'on peut mesurer mathématiquement. Si nous supposons au cours des années suivantes toujours cette même capitalisation de la moitié de la plus-value dans la

section I, en conservant la même composition du capital et le même degré d'exploitation, nous aurons la progression suivante dans la reproduction du capital social :

Deuxième année.

I- 4 840 c + 1210 v + 1210 pl = 7 260	TOTAL : 10 780.
II- 1760 c + 880 v + 880 pl = 3 520	

Troisième année.

I- 5 324 c + 1331 v + 1 331 pl = 7 986	TOTAL : 11 858
II- 1 936 c + 968 v + 968 pl = 3 872	

Quatrième année.

I- 5 856 c + 1464 v + 1 464 pl = 8 784	TOTAL : 13 033
II- 2 129 c + 1065 v + 1 065 pl = 4 249	

Cinquième année.

I- 6 442 c + 1 610 v + 1 610 pl = 9 662	TOTAL : 14 348
II- 2 342 c + 1 172 v + 1 172 pl = 4 686	

Ainsi, en cinq années d'accumulation, le produit social serait passé de 9 000 à 14 348, le capital social de 5 400 c + 1750 v, soit 7 150, à 8 784 c + 2 782 v, soit 11 566, et la plus-value de 1 000 pl + 500 pl, soit 1500, à 1 464 pl + 1 065 pl, soit 2 529, la plus-value consommée par les capitalistes étant passée de 1 500 avant le commencement de l'accumulation à 732 + 958 (dans la dernière année), soit 1 690¹. La classe capitaliste a pu par conséquent capitaliser davantage, faire preuve de plus d'esprit d'épargne et cependant vivre plus agréablement. La société est devenue plus riche au point de vue matériel : plus riche en moyens de production, plus riche en moyens de consommation, et en même temps dans le sens capitaliste, car elle produit une plus-value de plus en plus grande. Le produit total passe entièrement dans la circulation sociale : il sert en partie à l'élargissement de la reproduction, en partie à des buts de consommation. Les besoins d'accumulation des capitalistes concordent en même temps avec la composition matérielle du produit social. Il en est comme Marx l'a dit dans le tome I du *Capital* : la plus-value accrue peut précisément être transformée en capital parce que le surproduit social vient au monde sous la forme matérielle de moyens de production, une forme qui ne permet précisément aucun autre usage que son emploi dans le processus de la production. En même temps, l'élargissement de la reproduction se réalise dans le respect le plus strict des lois de la circulation : l'approvisionnement réciproque des deux sections de la production en moyens de production et moyens de consommation supplémentaires se fait en tant qu'échange d'équivalents, en tant qu'échange de marchandises, l'accumulation dans l'une rendant possible et conditionnant précisément l'accumulation dans l'autre. Le problème compliqué de l'accumulation est par conséquent transformé en une progression schématique d'une étonnante simplicité. On peut poursuivre à l'infini la chaîne d'équations ci-dessus commencée. Il suffit seulement d'observer les règles simples suivantes : à l'accroissement du capital constant dans la première section doit toujours correspondre un certain accroissement du capital variable. Ce dernier accroissement indique d'avance quel peut être l'accroissement du capital constant, dans la seconde section. Ce dernier doit être accompagné à son tour d'un accroissement correspondant du capital variable. Enfin, l'importance du capital variable accru dans les deux sections indique toujours combien, sur la somme totale des moyens de consommation, il reste pour la consommation personnelle de la classe capitaliste. On constatera que cette quantité de moyens de consommation restant pour la consommation personnelle des capitalistes correspond exactement en valeur à la partie non capitalisée de la plus-value dans les deux sections.

La continuation du développement schématique de l'accumulation, en tenant compte de ces quelques règles faciles, ne connaît, comme nous l'avons dit, aucune limite. Mais il est temps maintenant de nous demander si nous n'arrivons précisément à des résultats aussi étonnamment faciles que parce que nous ne nous livrons là qu'à des exercices mathématiques avec additions et soustractions, exercices ne pouvant présenter aucune surprise, et si l'accumulation ne se poursuit ainsi sans heurts, à l'infini, que parce que le papier a bon dos et se laisse couvrir facilement de

¹ *Le Capital*, II, pp. 487-490. Trad. Molitor VIII, p. 189.

formules mathématiques. En d'autres termes, il est temps de considérer les conditions sociales concrètes de l'accumulation.

7. - Analyse du schéma de la reproduction élargie de Marx

Le premier élargissement de la production se présentait de la manière suivante :

I- 4 400 c + 1 100 v + 1 100 pl = 6 600	TOTAL : 9 800
II- 1600 c + 800 v + 800 pl = 3 200	

Ici se manifeste déjà nettement la dépendance réciproque de l'accumulation dans les deux sections. Mais cette dépendance est d'une nature toute particulière. L'accumulation part ici de la section I, la section II ne fait que suivre le mouvement, et, de plus, les dimensions de l'accumulation sont déterminées uniquement par la section I. Marx met ici au point l'accumulation en faisant capitaliser dans la section I la moitié de la plus-value, mais dans la section II tout juste ce qu'il faut pour assurer la production et l'accumulation dans la section I. Il fait consommer par les capitalistes de la section II- 600 pl, tandis que ceux de la section I, qui s'approprient une valeur deux fois plus grande et une plus-value beaucoup plus considérable, ne consomment que 500 pl. Au cours de l'année suivante, il fait de nouveau capitaliser par les capitalistes de la section I la moitié de leur plus-value, et cette fois, il « oblige » les capitalistes de la section II à capitaliser davantage que l'année précédente et arbitrairement autant que la section I en a besoin, 560 pl restant cette fois pour les capitalistes de la section II - c'est-à-dire moins que l'année précédente, ce qui est en tout cas un résultat assez étrange de l'accumulation. Marx décrit le processus de la manière suivante :

« Supposons qu'en I- l'accumulation se poursuive dans la même proportion : 550 pl sont dépensés comme revenu, 550 pl sont accumulés. Tout d'abord, 1100 I- v sont remplacés par 1100 II- c; en outre, 550 I- pl sont à réaliser dans une somme égale de marchandises II-; au total 1650 I- (v + pl). Mais le capital à remplacer en II- n'est que de 1600, les 50 autres doivent être prélevés sur 800 II- pl. Si nous faisons abstraction de l'argent, nous avons comme résultat de cette transaction :

« I- 4400 c + 550 pl (à capitaliser); puis, en fonds de consommation des capitalistes et des ouvriers, 1650 v + pl réalisés en marchandises II- c;

« II- 1650 c (50 prélevés sur II- pl) + 800 v + 750 pl (fonds de consommation des capitalistes).

« Mais si l'ancien rapport entre v et c persiste en II-, il faut, pour 50 c ajouter 25 c, à prendre sur les 750 pl. Nous aurons donc :

« II- 1650 c + 825 v + 725 pl.

« 550 pl sont à capitaliser en I-. Si l'ancien rapport est maintenu, 440 forment du capital constant et 110 du capital variable. Ces 110 sont à prélever éventuellement sur 725 II pl ; des moyens de consommation d'une valeur de 110 sont consommés par les ouvriers I au lieu de l'être par les capitalistes II-; ces derniers sont donc forcés de capitaliser ces 110 pl qu'ils ne peuvent consommer. Sur les 725 pl, il reste donc 615 II- pl. Mais si II- convertit ainsi ces 110 en capital constant additionnel, il lui faut en outre un capital variable additionnel de 55; celui-ci doit également être fourni par sa plus-value; sur 615 II pl, il reste donc 560 pour la consommation des capitalistes II et nous avons en valeur capital, après tous les transferts actuels et potentiels :

« I- (4 400 c + 440 c) + (1 100 v + 110 v) = 4 840 c + 1 210 v = 6 050;

« II- (1 600 c + 50 c + 110 c) + (800 v + 25 v + 55 v) = 1 760 c + 880 v = 2640.

« Au total : 8 690¹. »

Nous avons reproduit ce long passage, parce qu'il montre nettement comment Marx réalise ici l'accumulation dans la section I aux dépens de la section II. C'est avec le même manque de douceur qu'il procède avec les capitalistes de la section des moyens de consommation au cours des années suivantes. La troisième année, il les fait, de la même façon, accumuler 264 pl et consommer 616 pl, cette fois plus qu'au cours des deux années précédentes. La quatrième année, il les fait capitaliser 290 pl et consommer 678 pl; la cinquième, ils accumulent 320 pl et consomment 745 pl. A ce propos, Marx dit même : « Pour que tout se passe normalement, l'accumulation doit être plus rapide en II qu'en I parce que la partie I (v + pl) qui doit se convertir en marchandises II- c augmenterait sans cela plus rapidement que II c, le seul où elle puisse se convertir². » Mais les chiffres indiqués, non seulement ne montrent pas une accumulation plus rapide, mais plutôt une accumulation oscillante dans la section II, la règle étant la suivante : Marx mène l'accumulation de plus en plus loin en faisant produire la section I sur une base de plus en plus large ; l'accumulation dans la section II n'apparaît que comme conséquence et condition de l'autre : premièrement, pour faire entrer dans la production les moyens de production supplémentaires ; deuxièmement, pour fournir le surplus nécessaire de moyens de consommation pour les forces de travail supplémentaires. L'initiative du mouvement

¹ Le Capital, II, p. 488, Trad. Molitor, VIII, pp. 186-187.

² Le Capital, II, p. 489, Trad. Molitor, VIII, p. 187.

appartient exclusivement à la section I, la section II n'étant qu'un appendice passif. C'est ainsi que les capitalistes de la section II ne peuvent chaque fois accumuler et consommer que la quantité nécessaire pour permettre l'accumulation dans la section I. Tandis que celle-ci capitalise chaque fois la moitié de la plus-value et consomme l'autre moitié, ce qui entraîne une augmentation régulière tant de la production que de la consommation personnelle de la classe capitaliste, le double mouvement dans la section II se poursuit par bonds de la manière suivante :

La	1° année, on capitalise	150	et on consomme	600
-	2°	240	"	560
-	3°	264	"	616
-	4°	290	"	678
-	5°	320	"	745.

Il n'y a aucune règle visible dans cette accumulation et cette consommation ; l'une et l'autre ne servent qu'aux besoins de la section I. Que les chiffres absolus du schéma dans chaque équation soient arbitraires, cela va de soi et ne diminue en rien leur valeur scientifique. Ce qui importe, ce sont les *rappports de grandeur*, qui doivent exprimer les rapports exacts. Mais les rapports de l'accumulation dictés par une claire légalité semblent être achetés au prix d'une construction purement arbitraire des rapports dans la section II, et cette circonstance est de nature à nous inciter à un examen attentif des rapports internes de l'analyse.

On pourrait penser qu'il ne s'agit ici que d'un exemple pas très heureusement choisi. Marx lui-même ne se contente pas du schéma ci-dessus, mais fournit immédiatement après un second exemple pour expliquer le mouvement de l'accumulation. Dans cet exemple, les chiffres de l'équation sont ordonnés de la manière suivante ¹ :

I- 5000 c + 1000 v + 1000 pl = 7000	TOTAL : 9 000
II- 1430 c + 285 v + 285 pl = 2000	

Nous voyons ici qu'à la différence de l'exemple précédent la composition du capital est la même dans les deux sections, à savoir 5 pour le capital constant et 1 pour le capital variable. Cela suppose un développement déjà considérable de la production capitaliste et par conséquent de la force productive du travail social, une extension considérable, déjà réalisée, de l'échelle de la production, enfin un développement de toutes les conditions qui produisent une surproduction relative dans la classe ouvrière. Ne faisons par conséquent plus, comme dans le premier exemple, le premier passage du début de la reproduction simple à la reproduction élargie, qui n'a d'ailleurs qu'une valeur théorique, mais prenons le mouvement de l'accumulation au milieu même de son cours, à une étape de développement déjà élevée. En soi, ces suppositions sont parfaitement admissibles et ne changent d'ailleurs rien aux règles qui doivent nous guider dans le développement des différentes courbes de la spirale de la reproduction. Ici aussi, encore une fois, Marx prend comme point de départ la capitalisation de la moitié de la plus-value de la section I :

« Supposons que la classe capitaliste I- consomme la moitié de la plus-value et accumule l'autre moitié. Il y aurait alors $1000 v + 500 pl$ I- = 1500 à convertir en 1500 II- c. Comme II- c = 1430 seulement, il faut prélever 70 de la plus-value ; sur 285 II- pl il ne reste donc que 215 II- pl. Nous avons donc :

« I- $5000 c + 500 pl$ (à capitaliser) + 1500 (v + pl) en fonds de consommation des capitalistes et des ouvriers;

« II- $1430 c + 70 pl$ (à capitaliser) + 285 v + 215 pl.

« Comme 70 II- pl sont ici directement annexés à II- c, il faut, pour mettre en mouvement ce capital constant additionnel, un capital variable de $70 : 5 = 14$; ces 14 sont encore à déduire de 215 II- pl; il reste donc 201 II- pl, et nous avons :

« II- $(1430 c + 70 c) + (285 v + 14 v) + 201 pl$ ². »

Après ces premiers arrangements, la capitalisation peut se faire sans heurts. Elle se réalise de la façon suivante :

Dans la section I, les 500 pl qui sont capitalisés se divisent en $5/6 = 417 c + 1/6 = 83 v$. Ces 83 v enlèvent une quantité équivalente de II- pl, qui achète des éléments du capital constant et se transforme par conséquent en II- c. Un accroissement de II- c de 83 détermine un accroissement de II- v de $115 de 83 = 17$. Nous avons par conséquent à la fin de toute l'opération :

¹ Le Capital, II, p. 491. Trad. Molitor, VIII, p. 190.

² Le Capital, II, p. 491. Trad. Molitor, VIII, p. 190.

$I- (5000 c + 417 pl) + (1000 v + 83 pl) v = 5417 c + 1083 v = 6500$ $II- (1500 c + 83 pl) + (299 v + 17 pl) v = 1583 c + 316 v = 1899$ Au total : 8399.
--

Le capital dans la section I est passé de 6000 à 6500, soit une augmentation de 1/12, dans la section II de 1715 à 1899, soit une augmentation d'environ 1/9.

La reproduction sur cette base, l'année suivante, donnera à la fin de l'année :

$I- 5417 c + 1083 v + 1083 pl = 7 583$ $II- 1583 c + 316 v + 316 pl = 2 215$	Total : 9798
---	--------------

Si on continue à accumuler dans la même proportion, nous obtenons à la fin de la deuxième année :

$I- 5869 c + 1173 v + 1173 pl = 8215$ $II- 1715 c + 342 v + 342 pl = 2399$	Total : 10 614
---	----------------

Et à la fin de la troisième année :

$I- 6358 c + 1271 v + 1271 pl = 8 900$ $II- 1858 c + 371 v + 371 pl = 2 600$	Total : 11 500
---	----------------

En trois ans, le capital social sera passé de 6000 I- + 1715 II- = 7715 à 7629 I- + 2229 II- = 9858 ; le produit total, de 9000 à 11500.

Ici, l'accumulation, à la différence de ce qui se passait dans le premier exemple, s'est poursuivie d'une façon égale dans les deux sections. Dans la première comme dans la seconde, à partir de la deuxième année, la moitié de la plus-value a été capitalisée et la moitié consommée. Le caractère arbitraire du premier exemple semble n'être dû par conséquent qu'à des chiffres mal choisis. Il nous faut cependant examiner si cette fois la marche sans obstacles de l'accumulation représente quelque chose de plus qu'une série d'opérations mathématiques faites avec des chiffres habilement choisis.

Ce qui apparaît immédiatement comme une règle générale de l'accumulation, tant dans le premier que dans le deuxième exemple, c'est toujours de nouveau ceci : afin que l'accumulation puisse se faire, la section II doit chaque fois procéder à l'élargissement du capital constant dans la même mesure où la section I procède, d'une part, à l'accroissement de la partie consommée de la plus-value, et, d'autre part, à l'accroissement du capital variable. En prenant l'exemple de la première année, il doit y avoir un supplément de 70 au capital constant dans la section II. Pourquoi ? Parce que ce capital représente jusqu'ici 1430. Mais si les capitalistes de la section I accumulent la moitié de leur plus-value (1000) et consomment l'autre moitié, ils ont besoin pour eux comme pour leurs ouvriers de moyens de consommation pour une valeur de 1500. Ils ne peuvent les recevoir de la section II qu'en échange de leurs propres produits, les moyens de production. Mais étant donné que la section II n'a pu couvrir ses propres besoins en moyens de production que jusqu'à concurrence de la valeur représentée par son propre capital constant (1430), l'échange ne peut se faire que dans le cas où la section II se déciderait à augmenter de 70 son capital constant, c'est-à-dire à accroître sa propre production, ce qui ne peut se faire autrement que par la capitalisation d'une partie correspondante de la plus-value. Si celle-ci représente dans la section II 285 pl, sur cette quantité 70 devront être transformés en capital constant. Ici est déterminé le premier pas dans l'élargissement de la production dans la section II en tant que condition et conséquence d'un accroissement de la consommation des capitalistes de la section I. Allons plus loin. Jusqu'à présent, la classe capitaliste n'a pu consommer personnellement que la moitié de sa plus-value (500). Pour pouvoir capitaliser l'autre moitié (500), elle doit la diviser tout au moins d'une façon correspondant à la composition existant jusqu'ici du capital, par conséquent transformer 417 en capital constant et 83 en capital variable. La première opération n'offre aucune difficulté : les capitalistes de la section I possèdent dans leur propre produit un excédent de 500 qui consiste en moyens de production, dont la forme naturelle lui permet d'être intégré directement dans le processus de la production. Ainsi se réalise un élargissement du capital constant de la section I pour un montant correspondant au produit propre de cette section. Mais pour pouvoir occuper ces 83 en tant que capital variable, il est nécessaire d'avoir pour une valeur égale de moyens de consommation pour les nouveaux ouvriers qu'on veut embaucher. Ici apparaît de nouveau la dépendance dans laquelle se trouve l'accumulation dans la section I à l'égard de la section II. La première doit acheter à la seconde pour 83 de moyens de consommation de plus que jusqu'alors. Comme cela, encore une fois, ne peut se faire qu'au moyen de l'échange des marchandises, ces besoins de la

section I ne peuvent être satisfaits qu'à la condition que la section II, à son tour, se déclare prête à acheter des produits de la section I, c'est-à-dire des moyens de production, pour une valeur de 83. Comme elle ne peut faire rien d'autre avec ces moyens de production que les utiliser dans le processus de la production, il en résulte pour la section II la possibilité et en même temps la nécessité d'accroître de nouveau son capital constant, de 83, par quoi encore une fois, sur la plus-value de cette section, 83 sont enlevés à la consommation personnelle et employés à la capitalisation. Le deuxième pas dans l'élargissement de la production de la section II est déterminé par l'élargissement du capital variable dans la section I. Maintenant, toutes les conditions matérielles de l'accumulation sont données dans la section I, et la reproduction élargie peut se faire. Dans la section II par contre, il n'y a eu d'abord qu'un élargissement, à deux reprises différentes, du capital constant. Il en résulte que pour que les moyens de production nouvellement acquis soient vraiment utilisés, il sera nécessaire de procéder à une augmentation correspondante du nombre des forces de travail. Si l'on maintient le rapport existant jusqu'ici, pour le nouveau capital constant de 153 un nouveau capital variable de 31 sera nécessaire. Cela veut dire qu'une quantité égale sera de nouveau tirée de la plus-value et capitalisée. Le fonds de consommation personnelle des capitalistes de la section II apparaît ainsi comme la quantité restante de la plus-value (285 pl), après prélèvement du double accroissement du capital constant (70 + 83) et de l'accroissement correspondant du capital variable (31), en tout 184. Reste par conséquent 101. Après des manipulations semblables, il se produit à la deuxième année de l'accumulation dans la section II une division de la plus-value en 158 pour la capitalisation et 158 pour la consommation des capitalistes, la troisième année, 172 et 170.

Nous n'avons si minutieusement examiné et suivi, pas à pas tout ce processus que parce qu'il en ressort nettement que l'accumulation dans la section II dépend entièrement de l'accumulation dans la section I. Certes, cette dépendance ne se manifeste plus dans les modifications arbitraires réalisées dans la division de la plus-value dans la section II, comme c'était le cas dans le premier exemple du schéma de Marx, mais le fait lui-même reste, même si la plus-value est partagée dans les deux sections en moitiés égales, l'une pour des buts de capitalisation, l'autre pour des buts de consommation personnelle. Malgré cette égalisation numérique de la classe capitaliste dans les deux sections, il est visible que tout le mouvement de l'accumulation est mené activement et dirigé par la section I et accepté passivement par la section II. Cette dépendance trouve aussi son expression dans la règle stricte suivante : l'accumulation ne peut se faire que dans les deux sections à la fois et seulement à la condition que la section des moyens de consommation augmente chaque fois son capital constant dans la mesure exacte où les capitalistes de la section des moyens de production augmentent leur capital variable et leur fonds de consommation personnel. Ce rapport (accroissement de II- c = accroissement de I- v + accroissement de I- pl) est la base mathématique du schéma de l'accumulation de Marx, quels que soient les rapports numériques que nous puissions donner en exemple.

Examinons maintenant si cette règle stricte de l'accumulation capitaliste correspond aux faits réels.

Revenons d'abord à la reproduction simple. Le schéma de Marx est, ainsi que nous l'avons dit :

I- 4000 c + 1000 v + 1000 pl = 6000 moyens de production.

II- 2000 c + 500 v + 500 pl = 3000 moyens de consommation.

Ici aussi nous avons constaté certains rapports, sur lesquels repose la reproduction simple. Ces rapports étaient les suivants :

1. - Le produit de la section I est égal (en valeur) à la somme des capitaux constants dans les sections I et II;
2. - Ce qui découle automatiquement du 1^o : le capital constant de la section II est égal à la somme du capital variable et de la plus-value dans la section I ;
3. - Ce qui découle du 1^o et du 2^o : le produit de la section II est égal à la somme des capitaux variables et des plus-values dans les deux sections.

Ces rapports du schéma correspondent aux conditions de la production capitaliste des marchandises (réduite, à vrai dire, à la reproduction simple). Ainsi, par exemple, le rapport 2^o est conditionné par la production des marchandises, c'est-à-dire par le fait que les entrepreneurs de chaque section ne peuvent recevoir les produits de l'autre section qu'en échange d'équivalents. Le capital variable et la plus-value de la section I expriment ensemble les besoins de cette section en moyens de consommation. Ceux-ci doivent être couverts à l'aide du produit de la section II, mais ils ne peuvent l'être qu'en échange de la même quantité de valeur du produit de la section I, c'est-à-dire de moyens de production. Comme la section II ne peut rien faire d'autre, avec cet équivalent, étant donné sa forme naturelle, que l'employer dans le processus de la production en tant que capital constant, la grandeur du capital constant de la section II est ainsi donnée. S'il y avait ici une disproportion, si par exemple le capital constant dans la section II (en tant que grandeur de valeur) était plus grand que (v + pl) dans la section I, il ne pourrait pas être transformé entièrement en moyens de consommation, car la section I aurait des besoins de moyens de consommation trop petits. Si le capital constant de la section II était plus petit que (v + pl) dans la section I, les forces de travail de cette section ne pourraient pas être employées dans les mêmes dimensions que jusqu'alors, ou les capitalistes ne pourraient consommer toute leur plus-value. En tout cas, les conditions de la reproduction simple seraient violées.

Mais ces proportions ne sont pas de simples exercices mathématiques et ne sont pas déterminées seulement par la forme de marchandises des produits. Pour nous en convaincre, nous avons un moyen bien simple. Représentons-nous pour un instant, au lieu du mode de production capitaliste, le mode de production socialiste, par conséquent une

économie organisée, où la division du travail social a pris la place de l'échange. Dans cette société, il y aurait également une division du travail en production de moyens de production et production de moyens de consommation. Représentons-nous encore que le niveau technique du travail oblige à consacrer deux tiers du travail social à la fabrication de moyens de production et un tiers à la fabrication de moyens de consommation. Supposons que dans ces conditions 1500 unités de travail (jours, mois ou années) suffiraient tous les ans pour l'entretien de toute la partie travailleuse de la société, c'est-à-dire, selon notre supposition, 1000 dans la section des moyens de production et 500 dans la section des moyens de consommation, chaque année des moyens de production provenant de la période de travail précédente étant utilisés, moyens de production représentant eux-mêmes le produit de 3000 unités de travail. Cette quantité de travail ne suffit cependant pas pour la société, car l'entretien de tous les membres non-travailleurs (dans le sens matériel, productif) de la société - enfants, vieillards, malades, fonctionnaires, artistes et savants - exige un supplément considérable de travail. En outre, toute société cultivée a besoin, pour se garantir contre des cas de crise de nature élémentaire, d'un certain fonds d'assurances. Supposons que l'entretien de tous les membres non-travailleurs de la société, y compris le fonds d'assurances, exige encore une quantité de travail égale à celle nécessitée par l'entretien des travailleurs, et par conséquent encore autant de moyens de production. Nous aurions alors, d'après les chiffres adoptés précédemment par nous, le schéma suivant d'une production organisée :

I- 4000 c + 1000 v + 1000 pl : 6000 moyens de production

II- 2000 c + 500 v + 500 pl : 3000 moyens de consommation

c représentant les moyens de production matériels employés, exprimés en temps de travail social, v le temps de travail socialement nécessaire à l'entretien des travailleurs, pl le temps de travail socialement nécessaire à l'entretien des non-travailleurs, plus le fonds d'assurances.

Si nous examinons maintenant les rapports du schéma, nous obtenons ce qui suit : il n'y a pas ici production de marchandises, et par conséquent pas non plus d'échange, mais seulement division de travail social. Les produits de la section I sont attribués dans la quantité nécessaire aux travailleurs dans la section II, les produits de la section II sont attribués à tous les travailleurs et non-travailleurs (dans les deux sections), ainsi qu'au fonds d'assurances - non pas parce qu'il y a ici échange d'équivalents, mais parce que l'organisation sociale dirige méthodiquement tout le processus, parce que les besoins existants doivent être couverts, parce que la production ne connaît précisément pas d'autre but que la satisfaction des besoins sociaux.

Malgré cela, les rapports de grandeurs conservent toute leur valeur. Le produit dans la section I doit être égal à I- c+ II- c. Cela signifie simplement que dans la section I tous les moyens de production usés par la société dans son processus de travail annuel doivent être renouvelés. Le produit de la section II doit être égal à la somme (v + pl) I-+(v + pl) II-. Cela signifie que la société doit fabriquer annuellement autant de moyens de consommation qu'il en faut pour couvrir les besoins de tous ses membres, travailleurs et non-travailleurs, plus les réserves pour le fonds d'assurances. Les rapports du schéma apparaissent tout aussi naturels et nécessaires dans une économie organisée que dans une économie capitaliste fondée sur l'échange des marchandises et l'anarchie. C'est ce qui prouve la validité sociale objective du schéma - bien qu'en tant que reproduction *simple*, aussi bien dans la société capitaliste que dans la société socialiste, il ne puisse être que pensé théoriquement, et qu'il ne puisse se réaliser qu'exceptionnellement.

Essayons maintenant d'examiner de la même façon le schéma de la reproduction élargie.

Représentons-nous une société socialiste et mettons à la base de l'examen le schéma du second exemple de Marx. Du point de vue de la société organisée, l'affaire ne doit naturellement pas être engagée en partant de la section I, mais de la section II. Représentons-nous que la société s'accroît rapidement, d'où il résulte des besoins croissants de moyens de consommation pour les travailleurs et les non-travailleurs. Ces besoins s'accroissent si rapidement que - si on laisse momentanément de côté les progrès de la productivité du travail - une quantité toujours croissante de travail sera nécessaire pour la fabrication de moyens de consommation. La quantité nécessaire de moyens de consommation, exprimée en temps de travail social contenu en eux, s'accroît d'année en année, disons dans la proportion suivante : 2000, 2215, 2399, 2600, etc. Pour fabriquer cette quantité croissante de moyens de consommation, une quantité croissante de moyens de production est techniquement nécessaire, laquelle, mesurée en temps de travail social, s'accroît d'année en année dans la proportion suivante : 7000, 7583, 8215, 8900, etc. En outre, supposons que pour cette extension de la production une quantité de travail annuelle de 2570, 2798, 3030, 3284 (les chiffres correspondent aux sommes respectives de (v + pl) I- + (v + pl) II-) soit nécessaire. Et enfin que la division du travail social soit telle que la moitié est employée chaque fois à l'entretien des travailleurs eux-mêmes, un quart à l'entretien des non-travailleurs et un dernier quart à l'élargissement de la production de l'année suivante. Nous obtenons alors pour la société socialiste les rapports du second schéma de la reproduction élargie de Marx. En fait, un élargissement de la production n'est possible dans toute société, même dans la société socialiste, que : **1°** si la société dispose d'une quantité croissante de forces de travail, **2°** si l'entretien immédiat de la société dans chaque période de travail ne prend pas tout son temps de travail, de telle sorte qu'une partie de ce temps puisse être consacrée au souci pour l'avenir et ses exigences croissantes, **3°** si d'année en année une quantité suffisamment croissante de moyens de production est fabriquée, sans laquelle un élargissement croissant de la production est impossible.

De ces points de vue généraux, le schéma de la reproduction élargie de Marx conserve par conséquent - *mutatis mutandis* - sa valeur objective pour la société organisée.

Examinons maintenant la validité du schéma pour l'économie capitaliste. Ici, la question qui se pose est la suivante : quel est le point de départ de l'accumulation ? De ce point de vue, il nous faut suivre la dépendance réciproque du procès de l'accumulation dans les deux sections de la production. Il est incontestable que dans la société capitaliste également la section II dépend de la section I dans la mesure où son accumulation est liée à une quantité correspondante de moyens de production supplémentaires disponibles. Réciproquement, l'accumulation dans la section I est liée à une quantité additionnelle correspondante de moyens de consommation pour des forces de travail supplémentaires. Il n'en résulte d'ailleurs nullement qu'il suffise d'observer ces deux conditions pour que l'accumulation puisse avoir lieu, en fait, dans les deux sections et se poursuive automatiquement d'année en année, ainsi qu'il pourrait le sembler d'après le schéma de Marx. Les conditions ci-dessus indiquées de l'accumulation ne sont précisément que des conditions à défaut desquelles l'accumulation ne peut pas avoir lieu. De même la volonté d'accumulation peut exister dans la section I comme dans la section II. Mais, à elles seules, la volonté et les conditions techniques de l'accumulation ne suffisent pas dans une société capitaliste marchande. Afin que l'accumulation ait lieu en fait, c'est-à-dire que la production soit élargie, il y faut encore une autre condition, à savoir une augmentation de la demande solvable de marchandises. Or, d'où vient la demande constamment croissante, qui est à la base de l'élargissement croissant de la production dans le schéma de Marx ?

Avant tout, une chose est claire : elle ne peut pas provenir des capitalistes eux-mêmes, c'est-à-dire de leur propre consommation personnelle. Au contraire, l'accumulation consiste précisément en ceci qu'ils ne consomment pas eux-mêmes une partie - et une partie croissante, tout au moins absolument - de la plus-value, mais créent avec cette partie des biens qui sont employés par d'autres. La consommation personnelle des capitalistes croît certes avec l'accumulation, elle peut même croître en valeur consommée. Cependant, ce n'est qu'une partie de la plus-value qui est employée à la consommation des capitalistes. La base de l'accumulation est précisément la non-consommation de la plus-value par les capitalistes. Pour qui produit donc cette autre partie, celle qui est accumulée, de la plus-value ? D'après le schéma de Marx, le mouvement part de la section I, de la production des moyens de production. Qui a besoin de ces moyens de production accrus ? A cela, le schéma répond : c'est la section II qui en a besoin, pour pouvoir fabriquer plus de moyens de consommation. Mais qui a besoin de ces moyens de consommation accrus ? Le schéma répond : précisément la section I, parce qu'elle occupe maintenant plus d'ouvriers. Nous tournons manifestement dans un cercle. Produire plus de moyens de consommation, pour pouvoir entretenir plus d'ouvriers, et produire plus de moyens de production, pour pouvoir occuper ce surplus d'ouvriers, est du point de vue capitaliste une absurdité. Pour le capitaliste individuel, l'ouvrier est certes un consommateur, c'est-à-dire un acheteur de ses marchandises - tout aussi bon (à la condition qu'il puisse les payer) qu'un capitaliste ou autre acheteur quelconque. Dans le prix de la marchandise qu'il vend à l'ouvrier, chaque capitaliste réalise sa propre plus-value exactement de la même façon que dans le prix de toute marchandise qu'il vend à n'importe quel autre acheteur. Il n'en est pas de même du point de vue de la classe capitaliste prise dans son ensemble. Celle-ci ne donne à la classe ouvrière, dans son ensemble, qu'un bon sur une part exactement déterminée du produit social total pour le montant du capital variable. Si par conséquent les ouvriers achètent des moyens de consommation, ils ne font que rendre à la classe capitaliste la somme de salaires reçue par eux, le bon pour le montant du capital variable. Ils ne peuvent pas rendre un centime de plus - plutôt moins, s'ils peuvent « épargner », pour devenir indépendants, devenir de petits entrepreneurs, ce qui est d'ailleurs une exception. Une partie de la plus-value, la classe capitaliste la consomme elle-même sous forme de moyens de consommation et conserve dans sa poche l'argent échangé contre eux. Mais qui lui achète les produits où est incorporée l'autre partie, la partie capitalisée, de la plus-value ? Le schéma répond : en partie les capitalistes eux-mêmes, en fabriquant de nouveaux moyens de production, au moyen de l'élargissement de la production ; en partie de nouveaux ouvriers, qui sont nécessaires pour utiliser ces nouveaux moyens de production. Mais pour pouvoir faire travailler de nouveaux ouvriers avec de nouveaux moyens de production, il faut - du point de vue capitaliste - avoir auparavant un but pour l'élargissement de la production, une nouvelle demande de produits à fabriquer.

On pourrait peut-être répondre : c'est l'accroissement naturel de la population qui crée cette demande croissante. Effectivement, dans notre examen hypothétique de la reproduction élargie dans une société socialiste, nous sommes partis de l'accroissement de la population et de ses besoins. Mais c'est que, dans une telle société, les besoins de la population constituent la base suffisante de la production, comme elle en est aussi le seul but. Dans la société capitaliste, il en est tout autrement. De quelle population s'agit-il, quand nous parlons de son accroissement ? Nous ne connaissons ici - dans le schéma de Marx - que deux classes de la population : capitalistes et ouvriers. L'accroissement de la classe capitaliste est déjà compris dans l'accroissement absolu de la partie consommée de la plus-value. En tout, il ne peut pas consommer toute la plus-value, sinon nous reviendrions à la reproduction simple. Restent les ouvriers. La classe ouvrière s'accroît, elle aussi, par accroissement naturel. Mais cet accroissement n'intéresse en rien l'économie capitaliste en tant que point de départ de besoins croissants.

La production de moyens de consommation pour couvrir I-v et II-v n'est pas un but en soi, comme dans une société où les travailleurs et la satisfaction de leurs besoins constituent la base du système économique. Ce n'est pas pour nourrir les ouvriers de la section I et de la section II que celle-ci produit des moyens de consommation. Tout au contraire. Les ouvriers de la section I et de la section II ne peuvent se nourrir que parce que leur force de travail peut être utilisée dans les conditions d'écoulement données. Cela signifie qu'une quantité donnée d'ouvriers et leurs besoins ne sont pas un point de départ pour la production capitaliste, mais que ces grandeurs elles-mêmes sont des variables très oscillantes et dépendant des perspectives capitalistes de profit. On se demande par conséquent si

l'accroissement naturel de la population ouvrière signifie un nouvel accroissement de la demande solvable au-delà du capital variable. Cela ne peut être le cas. Dans notre schéma, la seule source de revenus pour la classe ouvrière est le capital variable. Ce dernier englobe par conséquent d'avance l'accroissement de la classe ouvrière. L'un ou l'autre : ou bien les salaires sont calculés de telle sorte qu'ils permettent de nourrir aussi les enfants des ouvriers, et alors ceux-ci ne peuvent pas, encore une fois, entrer en ligne de compte en tant que base de la consommation élargie. Ou ce n'est pas le cas, et alors la nouvelle génération de jeunes ouvriers doit fournir elle-même du travail pour pouvoir recevoir des salaires et des moyens de consommation. Et, dans ce cas, ces nouveaux ouvriers sont déjà compris dans le nombre des ouvriers occupés. Par conséquent, l'accroissement naturel de la population ne peut pas expliquer le processus de l'accumulation dans le schéma de Marx.

Mais, attention ! La société - même sous la domination du capitalisme - ne consiste pas uniquement en capitalistes et en ouvriers. En dehors de ces deux classes, il existe encore une grande masse de la population : propriétaires fonciers, employés, membres des professions libérales (avocats, artistes, savants), il y a encore l'Église avec ses servants, le clergé, et enfin l'État, avec ses fonctionnaires et avec l'armée. Toutes ces couches de la population ne peuvent être comptées ni parmi les capitalistes ni parmi les salariés, au sens catégorique du mot. Mais elles doivent être nourries et entretenues par la société. Peut-être sont-ce ces couches existant en dehors des capitalistes et des ouvriers dont la demande rend nécessaire l'élargissement de la production ? Mais cette issue, quand on l'examine de près, n'est qu'apparente. Les propriétaires fonciers sont, en tant que consommateurs de la rente, c'est-à-dire d'une partie de la plus-value capitaliste, manifestement à compter dans la classe capitaliste, sa consommation étant, ici où nous considérons la plus-value dans sa forme primaire, non divisée, déjà contenue dans la consommation de la classe capitaliste. Les membres des professions libérales reçoivent leurs revenus, c'est-à-dire leurs bons sur une partie du produit social, la plupart du temps directement ou indirectement des mains de la classe capitaliste, qui les paye avec des miettes de sa plus-value. Dans cette mesure, en tant que consommateurs de la plus-value, ils sont à compter dans la classe capitaliste. Il en est de même du clergé, avec cette différence qu'il tire également une partie de ses ressources des travailleurs, par conséquent des salaires. Enfin l'État, avec ses fonctionnaires et avec l'armée, est entretenu au moyen des impôts, mais ceux-ci reposent soit sur la plus-value, soit sur les salaires. D'une façon générale, nous ne connaissons ici - dans les limites du schéma de Marx - que deux sources de revenus dans la société : salaires ou plus-value. C'est ainsi que toutes les couches de la population mentionnées en dehors des capitalistes et des ouvriers ne peuvent être considérées que comme des consommateurs de ces deux sortes de revenus. Marx lui-même rejette comme une échappatoire le renvoi à ces « tierces personnes » en tant qu'acheteurs : « *Tous les membres de la société qui ne figurent pas directement dans la reproduction, avec ou sans travail, ne peuvent recevoir leur part du produit marchandise annuel, donc leurs moyens de consommation, que des mains de ceux à qui ce produit revient en première ligne, c'est-à-dire les ouvriers productifs, les capitalistes industriels et les propriétaires fonciers. A ce point de vue, leurs revenus dérivent matériellement du salaire (des ouvriers productifs), du profit et de la rente foncière. Mais, d'autre part, les bénéficiaires de ces revenus dérivés les perçoivent grâce à leur fonction sociale de roi, prêtre, professeur, héraire, soldat, etc., et ils peuvent donc voir en leur fonction la source première de leur revenu*¹. » Au sujet des renvois aux consommateurs d'intérêts et de rente foncière en tant qu'acheteurs, Marx dit : « *Mais si la partie de la plus-value des marchandises, que le capitaliste industriel doit verser, comme rente foncière ou intérêt, à d'autres copropriétaires de la plus-value, ne peut se réaliser par la vente des marchandises, c'en est fait du paiement de la rente foncière et de l'intérêt, et les anciens bénéficiaires, ne pouvant plus les dépenser, sont dans l'impossibilité d'assurer la conversion en argent de certaines parties de la reproduction annuelle. il en va de même des dépenses de tous les ouvriers improductifs fonctionnaires, médecins, avocats, etc., et tous ceux qui, sous le nom de grand public, servent aux économistes politiques à expliquer ce qu'en réalité ils n'expliquent pas*². »

Étant donné que par ce moyen on ne peut trouver au sein de la société capitaliste aucun acheteur apparent pour les marchandises dans lesquelles se trouve la partie accumulée de la plus-value, il ne reste plus qu'une solution : le commerce extérieur. Mais il y a plusieurs objections qui s'opposent à cette méthode consistant à considérer le commerce extérieur comme un lieu de décharge commode pour les produits dont on ne saurait que faire autrement dans le procès de la reproduction. Le renvoi au commerce extérieur ne tend en réalité qu'à déplacer d'un pays dans un autre, mais sans la résoudre, la difficulté à laquelle on s'est heurté dans l'analyse. Celle-ci ne se rapporte nullement à un pays capitaliste isolé, mais à l'ensemble de l'économie capitaliste, pour laquelle tous les pays sont des marchés intérieurs. Marx le souligne déjà expressément au tome I du *Capital* en étudiant l'accumulation. « *Nous faisons abstraction du commerce d'exportation, par lequel une nation peut convertir des articles de luxe en moyens de production ou de subsistance et inversement. Pour étudier l'objet de notre examen dans toute sa pureté et indépendamment de toutes les conditions accessoires qui pourraient y jeter de la confusion, nous considérons le monde commerçant tout entier comme une seule nation et nous supposons que la production capitaliste s'est installée partout et s'est emparée de toutes les branches de l'industrie*³. »

1 *Le Capital*, II, p. 346. Trad. Molitor, VII, p. 201.

2 *Le Capital*. II, p. 432. Trad. Molitor, VIII, p. 95.

3 *Le Capital*, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, pp. 31-32.

L'analyse offre la même difficulté si nous considérons la chose d'un autre côté encore. Dans le schéma de Marx, on suppose que la partie à capitaliser de la plus-value sociale vient tout d'abord au monde sous la forme naturelle, qui détermine et permet son emploi en vue de l'accumulation : en un mot, la plus-value n'est convertible en capital que « parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital¹. » Exprimé dans les chiffres du schéma, nous avons :

I- 5 000 c + 1 000 v + 1 000 pl = 7 000 moyens de production

II- 1 430 c + 285 v + 285 pl = 2 000 moyens de consommation.

Ici la plus-value peut être capitalisée pour un montant de 570 pl, car elle consiste de prime abord en moyens de production ; et à cette masse de moyens de production correspond une masse additionnelle de moyens de consommation pour un montant de 114 pl, soit en tout 684 pl qui peuvent être capitalisés. Mais le processus ici supposé de simple transfert des moyens de production correspondants dans le capital constant, des moyens de consommation dans le capital variable, est en contradiction avec les bases de la production capitaliste marchande. Quelle que soit la forme naturelle dans laquelle elle se trouve, la plus-value ne peut pas être transportée directement en vue de l'accumulation dans les lieux de production, elle doit être auparavant réalisée, échangée contre de l'argent². La plus-value de la section I pourrait être capitalisée pour un montant de 500, mais dans ce but elle doit auparavant être réalisée, elle doit d'abord rejeter sa forme naturelle et revêtir sa pure forme de valeur avant de pouvoir être transformée en capital productif. Cela vaut non seulement pour chaque capitaliste individuel, mais aussi pour l'ensemble des capitalistes, car la réalisation de la plus-value dans sa pure forme de valeur est l'une des conditions fondamentales de la production capitaliste, et dans l'étude sociale de la production « il ne faut pas tomber dans le travers des économistes bourgeois et de Proudhon et croire qu'une société de production capitaliste perd ce caractère économique particulier et historique, du moment qu'on la prend en bloc, comme un tout. C'est tout le contraire. On se trouve alors aux prises avec le capitaliste total³. »

La plus-value doit par conséquent revêtir absolument la forme argent et rejeter la forme de surproduit avant de la reprendre de nouveau en vue de l'accumulation. Mais quels sont les acheteurs du surproduit de la section I et de la section II ? Pour pouvoir seulement réaliser la plus-value des sections I et II, il faut, d'après ce qui précède, qu'il existe un débouché en dehors d'elles. Ainsi seulement la plus-value serait transformée en argent. Afin que cette plus-value réalisée puisse être encore employée à l'élargissement de la production, à l'accumulation, il faut qu'il y ait une perspective de débouchés ultérieurs encore plus considérables, qui se trouvent également en dehors des sections I et II. Ces débouchés pour le surproduit doivent par conséquent s'augmenter chaque année du taux accumulé de la plus-value. Or, au contraire, l'accumulation ne peut avoir lieu que dans la mesure où les débouchés s'accroissent en dehors des sections I et II.

8. - *Les tentatives de solution de la difficulté chez Marx*

Nous trouvons ainsi que l'oubli complet de la circulation de l'argent dans le schéma de la reproduction élargie, qui nous a fait apparaître le processus de l'accumulation si facile et si simple, mène à de grandes difficultés. Pour l'analyse de la reproduction simple, ce procédé était entièrement justifié. Là où la production se faisait exclusivement pour la consommation et était basée sur elle, l'argent ne servait que d'intermédiaire de la répartition du produit social entre les différents groupes de consommateurs et du renouvellement du capital. Ici, pour l'accumulation, la forme argent joue un rôle essentiel : elle ne sert plus seulement d'intermédiaire dans la circulation des marchandises, mais en tant que forme sous laquelle apparaît le capital, en tant que facteur de la circulation du capital. La transformation de la plus-value en argent est la condition économique essentielle de l'accumulation capitaliste, quoiqu'elle ne soit pas un facteur essentiel de la reproduction véritable. Entre la production et la reproduction, il y a par conséquent ici deux métamorphoses de la plus-value : le rejet de la forme d'usage et ensuite l'adoption de la forme naturelle correspondant aux buts de l'accumulation. Peu importe qu'il s'agisse de périodes annuelles s'écoulant entre les différentes périodes de production. Cela pourrait être également des périodes mensuelles, ou les métamorphoses de la plus-value dans les sections I et II pourraient se croiser chronologiquement dans leur succession. Ce que signifient en réalité ces successions d'années, ce ne sont pas des intervalles de temps, mais une succession de transformations économiques. Mais cette succession doit être observée, quel que soit le temps, plus ou moins long, qu'elle nécessite pour que soit maintenu le caractère capitaliste de l'accumulation. Nous revenons ainsi de nouveau à la question : qui réalise la plus-value accumulée ?

Marx lui-même sent la lacune existant dans son schéma extérieurement sans défauts de l'accumulation et considère à plusieurs reprises le problème de différents côtés. Écoutons :

¹ *Le Capital*, I, p. 544. Trad. Molitor, IV, pp. 31.

² Nous faisons ici abstraction des cas où une partie du produit, disons par exemple du charbon dans les mines de bouille, peut passer directement de nouveau sans échange dans le procès de la production. Ce sont là, en général, des cas d'exception dans la production capitaliste. Voir Marx, H. D. E., II, p. 256 et suiv.

³ *Le Capital*, II, p. 409, Trad. Molitor, VIII, p. 57.

« Nous avons montré au livre I^o comment l'accumulation s'effectue pour le capitaliste individuel. La conversion en argent du capital marchandise entraîne celle du surproduit qui représente la plus-value. Cette plus-value transformée en argent, le capitaliste la reconvertit en éléments naturels supplémentaires de son capital productif. Dans le cycle suivant de la production, le capital augmenté fournit un produit augmenté. Mais ce qui se produit pour le capital individuel doit également se reproduire dans la reproduction annuelle totale, tout comme nous avons vu, dans l'étude de la reproduction simple, que la constitution en trésor des éléments fixes du capital individuel, une fois consommés, se retrouve dans la production sociale annuelle¹. »

Plus loin, Marx étudie le mécanisme de l'accumulation, précisément de ce point de vue que la plus-value, avant d'être accumulée, doit revêtir la forme argent :

« Si le capitaliste A vend dans une année ou pendant un assez grand nombre d'années les masses de marchandises qu'il a produites, il convertit également en argent cette partie du produit marchandise, le surproduit, qui représente la plus-value, par conséquent la plus-value produite par lui sous forme de marchandises; il accumule peu à peu cet argent et se constitue un nouveau capital argent virtuel; capital virtuel à cause de sa capacité et de sa destination de se convertir en éléments du capital productif. Mais, en réalité, il n'y a que thésaurisation simple, qui n'est pas un élément de la reproduction véritable. Le capitaliste A borne donc son activité à retirer successivement de la circulation de l'argent circulant, étant bien entendu que cet argent circulant qu'il enferme dans sa caisse a pu, avant d'entrer dans la circulation, faire partie d'un autre trésor...

« L'argent est retiré de la circulation et accumulé comme trésor par la vente, sans achat subséquent, de la marchandise. Si l'on considère cette opération comme générale, on ne voit pas d'où viendraient les acheteurs, puisque dans ce procès, qu'il faut envisager comme général, chaque capital individuel pouvant se trouver en voie d'accumulation, chacun veut vendre pour entasser et que personne ne veut acheter.

« Si l'on admettait qu'entre les différentes parties de la reproduction annuelle le procès de circulation suit une ligne droite - ce qui serait faux, puisque, à part quelques exceptions, il se compose de mouvements réciproques - il faudrait commencer par le producteur d'or ou d'argent qui achète sans vendre, et supposer que tous les autres sont vendeurs vis-à-vis de lui. La totalité du surproduit social annuel, représentant de la plus-value totale, lui reviendrait alors et tous les autres capitalistes se répartiraient au prorata son surproduit existant naturellement sous la forme argent; car la partie du produit qui doit remplacer le capital en fonction du producteur d'argent n'est plus disponible. La plus-value, produite en or, du producteur d'or serait alors le seul fonds où puiseraient les autres capitalistes pour convertir en argent leur surproduit annuel. Elle devrait donc égaler en valeur toute la plus-value sociale annuelle, qui doit d'abord prendre la forme de trésor. Ces suppositions absurdes ne pourraient du reste qu'expliquer la possibilité d'une thésaurisation universelle et simultanée, ce qui n'avancerait en aucune façon la reproduction, si ce n'est du côté des producteurs d'or.

« Avant de résoudre cette difficulté apparente, etc.².

Marx appelle ici difficulté apparente celle qui existe dans la réalisation de la plus-value. Mais toute la suite de l'étude, jusqu'à la fin du deuxième tome du *Capital*, est consacrée à cette difficulté. Tout d'abord, il s'efforce de la résoudre au moyen du renvoi à la thésaurisation qui, dans la production capitaliste, découle inévitablement de la séparation dans le processus de la circulation des différents capitaux constants. Étant donné que différents placements individuels de capitaux se trouvent à des âges différents, mais qu'une partie de ces placements n'est renouvelée qu'après une plus ou moins longue période de temps, nous voyons qu'à chaque moment il y a des capitalistes qui renouvellent déjà leurs placements, tandis que d'autres ne font encore que des réserves au moyen de la vente de leurs marchandises, jusqu'à ce qu'elles aient atteint la hauteur nécessaire au renouvellement du capital fixe. C'est ainsi que sur la base capitaliste la thésaurisation se poursuit toujours parallèlement au processus de reproduction social en tant qu'expression et condition de la rotation particulière du capital fixe.

« A vend par exemple à B (qui peut représenter plus d'un acheteur) 600 (= 400 c + 100 v + 100 pl). Il a vendu des marchandises pour 600 en argent, dont 100 pl, qu'il retire à la circulation pour les enlever comme argent; mais ces 100 d'argent ne sont que la forme argent du surproduit représentant d'une valeur de 100. (Pour formuler le problème dans toute sa pureté, Marx suppose ici que toute la plus-value est capitalisée et fait par conséquent entièrement abstraction de la partie de la plus-value consacrée à la consommation personnelle du capitaliste; en outre, tant les A', A'', A''' que les B', B'', B''' appartiennent à la section I). En somme, la thésaurisation ne constitue pas de la production, ni par suite une augmentation de la production. Le capitaliste retire simplement de la circulation l'argent provenant de la vente du surproduit, le retient et le met sous clé. Cette même opération est faite, sur de nombreux points de la périphérie de la circulation, par d'autres capitalistes, qui travaillent tous, avec une égale ardeur, à cette sorte de thésaurisation... Mais A n'opère cette thésaurisation qu'autant que, par rapport à son surproduit, il fonctionne uniquement comme

¹ Le *Capital*, II, p. 465, Trad. Molitor, VIII, p. 149.

² Le *Capital*, II, pp. 466-468. Trad. Molitor, VIII, p. 150-153.

vendeur. Il ne peut donc thésauriser que s'il produit de la plus-value représentée par son surproduit. Dans le cas donné, où l'on ne considère la circulation qu'à l'intérieur de la catégorie I, la forme naturelle du surproduit comme du produit total dont il n'est qu'une partie est la forme naturelle d'un élément du capital constant I et rentre dans la catégorie des moyens de production. Nous allons voir ce qu'il en advient entre les mains des acheteurs B, B', B'', etc. Un point reste acquis : bien que A retire de la circulation et accumule de l'argent en échange de sa plus-value, il y jette d'autre part de la marchandise sans lui en enlever, ce qui permet à B, B', B'', etc., d'y jeter de l'argent et de n'en retirer que de la marchandise. Dans le cas présent, cette marchandise, d'après sa forme naturelle et sa destination, entre comme élément fixe ou circulant dans le capital constant de B, B', B'', etc.¹. »

Le processus qui nous est décrit ici, nous le connaissons déjà. Marx l'a déjà exposé en détail à propos de la reproduction simple, car il est indispensable pour expliquer comment le capital constant de la société se renouvelle dans les conditions de la reproduction capitaliste. C'est pourquoi tout d'abord nous ne voyons pas du tout comment ce processus doit nous aider à résoudre la difficulté particulière à laquelle nous nous sommes heurtés dans l'analyse de la reproduction élargie. Cette difficulté était la suivante : en vue de l'accumulation, une partie de la plus-value n'est pas consommée par les capitalistes, mais transformée en capital en vue de l'élargissement de la production. Or, on se demande : où sont les acheteurs pour ce produit supplémentaire, que les capitalistes eux-mêmes ne consomment pas et que les ouvriers peuvent encore moins consommer, étant donné que leur consommation est totalement couverte par le montant du capital variable ? Où est la demande pour la plus-value accumulée, ou, ainsi que le dit Marx : d'où vient l'argent pour payer la plus-value accumulée ? Si l'on nous répond en nous renvoyant au processus de thésaurisation qui découle du renouvellement progressif et séparé dans le temps du capital constant chez les différents capitalistes, nous ne voyons pas très bien le rapport qu'ont ces choses entre elles. Si les capitalistes B, B', B'', etc., achètent à leurs collègues A, A', A'' des moyens de production dans le but de renouveler leur capital constant effectivement usé, nous nous trouvons alors dans les limites de la reproduction simple et l'affaire n'a rien du tout à voir avec notre difficulté. Mais si l'on suppose que l'achat des moyens de production par B, B', B'', etc., sert à l'élargissement de leur capital constant dans des buts d'accumulation, alors se posent immédiatement plusieurs questions. Avant tout : d'où les capitalistes B, B', B'' tirent-ils l'argent pour pouvoir acheter un surproduit supplémentaire de A, A', A'', etc. ? Cet argent, ils ne peuvent se l'être procuré qu'au moyen de la vente de leur propre surproduit. Avant d'acheter de nouveaux moyens de production pour étendre leurs entreprises, c'est-à-dire de se présenter comme acheteurs du surproduit à accumuler, ils doivent s'être débarrassés d'abord de leur propre surproduit, c'est-à-dire s'être présentés comme vendeurs. A qui ont-ils donc vendu leur surproduit ? On voit qu'on n'a fait ainsi que déplacer la difficulté en la transportant de A, A', A'' en B, B', B'', mais on ne l'a pas résolue.

Un moment, il semble, pendant l'analyse, que la difficulté est résolue. Après une petite digression, Marx reprend ainsi le fil de l'étude :

« Dans le cas présent, ce surproduit consiste en moyens de production de moyens de production. Ce n'est qu'entre les mains de B, B', B'' (I) que ce surproduit fonctionne comme capital constant additionnel; mais il l'était déjà virtuellement avant d'être vendu, c'est-à-dire entre les mains du thésauriseur A, A', A'' (I). Si nous ne considérons que la grandeur de la valeur de la reproduction en I, nous restons dans les limites de la reproduction simple, car aucun capital supplémentaire n'a été mis en mouvement pour créer ce capital constant virtuellement additionnel (le surproduit), et il n'y a pas eu plus de surtravail que dans la reproduction simple. Toute la différence se trouve dans la forme du surtravail employé, la nature concrète de sa manière utile spéciale. Il a été dépensé en moyens de production pour I - c au lieu de II - c, en moyens de production de moyens de production et non pas en moyens de production de moyens de consommation. Dans la reproduction simple, nous avons supposé que toute la plus-value I est dépensée comme revenu, c'est-à-dire en marchandises; elle se composait donc exclusivement de moyens de production destinés à remplacer le capital constant II - c sous sa forme naturelle. Mais pour que la transition s'opère de la reproduction simple à la reproduction élargie, la production, dans la section I, doit pouvoir fournir moins d'éléments du capital constant pour II, mais d'autant plus pour I. Ce qui facilite cette transition parfois difficile, c'est que certains produits de I peuvent servir de moyens de production dans les deux sections.

« Il s'ensuit donc que, si nous ne considérons que la grandeur de la valeur, nous avons déjà dans la reproduction simple la base matérielle de la reproduction élargie. C'est tout bonnement du surtravail fourni par la classe ouvrière I et dépensé directement dans la production de moyens de production, dans la création de capital I virtuel additionnel. La formation de ce capital par A, A', A'' (I), par la vente successive de leur surproduit formé sans la moindre dépense capitaliste, est donc ici la simple forme argent de moyens de production I produits en supplément². »

¹ Le Capital, II, p. 469. Trad. Molitor, VIII, pp. 155-156.

² Le Capital, II, p. 473, Trad. Molitor, VIII, pp. 160-162.

Ici, la difficulté semble s'être dissoute en fumée entre nos mains. L'accumulation ne nécessite aucune source nouvelle d'argent : autrefois, les capitalistes consommaient leur plus-value eux-mêmes et devaient par conséquent posséder une réserve d'argent correspondante, car nous savons déjà par l'analyse de la reproduction simple que la classe capitaliste doit jeter elle-même dans la circulation l'argent nécessaire à la réalisation de sa plus-value. Maintenant, la classe capitaliste achète pour une partie de cette réserve d'argent (à savoir B, B', B'', etc.), au lieu de moyens de consommation pour une valeur égale, de nouveaux moyens de production supplémentaires afin d'élargir sa production. Par là une quantité d'argent pour une valeur égale s'accumule dans les mains de l'autre partie des capitalistes (à savoir A, A', A'', etc.). « Cette thésaurisation... ne suppose en aucune façon une richesse métallique supplémentaire, mais une simple modification de la fonction de l'argent en circulation. Tout à l'heure, il fonctionnait comme moyen de circulation, maintenant comme trésor, comme du capital argent virtuel, en formation. »

Ainsi, nous aurions résolu la difficulté. Mais il n'est pas difficile de nous rendre compte à quelle circonstance nous devons dans ce cas la solution de la difficulté : Marx prend ici l'accumulation à son début, *in statu nascendi*, où elle surgit comme un bourgeon de la reproduction simple. En quantité de valeur, la production n'est pas encore élargie, seuls son arrangement et ses éléments matériels sont ordonnés autrement. Et ce n'est pas du tout un miracle que les sources d'argent apparaissent aussi comme suffisantes. Mais la solution que nous avons trouvée ne tient qu'un instant : uniquement pour le passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, c'est-à-dire juste pour un cas concevable seulement en théorie, mais qui n'entre pas en ligne de compte pour la réalité. Mais quand l'accumulation a déjà commencé depuis longtemps et que chaque période de production jette sur le marché une masse de valeur plus grande que la précédente, alors la question se pose : où sont les acheteurs pour ces valeurs supplémentaires ? La solution que nous avons trouvée nous abandonne ici complètement. En outre, elle n'est elle-même qu'apparente. A l'examen, elle nous échappe juste au moment où nous croyons qu'elle va nous aider à nous tirer d'embarras. Car si nous prenons l'accumulation juste au moment où elle s'apprête à sortir du sein de la reproduction simple, sa première condition est une diminution de la consommation de la classe capitaliste. Au moment même où nous trouvons la possibilité de procéder, à l'aide des anciens moyens de circulation, à un élargissement de la production, nous perdons dans la même mesure de vieux consommateurs. Pour qui donc doit-on élargir la production, c'est-à-dire qui achètera demain aux capitalistes B, B', B'' de la section I la quantité de produits accrue qu'ils ont fabriquée en « mettant de côté » « l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', A'' » de la section I de nouveaux moyens de production ?

On voit que la solution, non la difficulté, n'était qu'apparente, et Marx lui-même revient, l'instant d'après, à la question qui est de savoir où les capitalistes B, B', B'' prennent l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', A'' leur surproduit :

« Dans la mesure où les produits de B, B', B'', etc. (I), entrent de nouveau en nature dans le procès, il va de soi qu'une partie de leur propre surproduit est transférée directement (sans l'intermédiaire de la circulation) à leur capital productif, où elle entre comme élément supplémentaire du capital constant. Mais dans cette mesure, il n'y a pas conversion en argent du surproduit de A, A', etc. (I). Laissant tout cela de côté, nous demandons : d'où vient l'argent ? Nous savons que B, B', B'' (I) ont formé leur trésor de la même manière que A, A', etc., par la vente de leurs surproduits respectifs et sont arrivés au moment où leur capital argent, accumulé comme trésor et purement virtuel, doit fonctionner effectivement comme capital argent supplémentaire. Mais nous ne faisons que tourner dans un cercle vicieux. D'où vient l'argent enlevé à la circulation et accumulé comme trésors ¹ ? »

La réponse qu'apporte Marx aussitôt semble de nouveau d'une simplicité surprenante :

« Mais nous savons déjà, par l'étude de la reproduction simple, qu'une certaine masse d'argent doit se trouver entre les mains des capitalistes I et II pour la conversion de leur surproduit. Là, l'argent qui ne servait qu'à être dépensé en moyens de consommation comme revenu faisait retour aux capitalistes, dans la mesure où ils l'avaient avancé pour l'échange de leurs marchandises respectives; ici, le même argent réapparaît, mais avec une autre fonction A et B, etc., se fournissent alternativement l'argent nécessaire pour convertir leur surproduit en capital argent virtuel supplémentaire et rejettent alternativement dans la circulation, comme moyen d'achat, le nouveau capital argent ². »

Nous sommes de nouveau retombés ici dans la reproduction simple. Il est tout à fait exact que les capitalistes A et les capitalistes B accumulent toujours peu à peu une somme d'argent pour renouveler de temps en temps leur capital constant (fixe) et s'aident ainsi mutuellement à réaliser leur produit. Mais cette somme qui s'accumule ainsi ne tombe pas du ciel. Ce n'est que le dépôt formé peu à peu de la valeur du capital fixe transférée progressivement dans les produits et qui est réalisée peu à peu, au fur et à mesure de leur vente. C'est pourquoi la somme accumulée ne peut jamais suffire qu'au renouvellement de l'ancien capital ; elle ne peut pas servir à l'achat d'un capital constant supplémentaire. Ainsi nous ne sortons pas des limites de la reproduction simple. Ou bien il s'ajoute, en tant que nouvelle source d'argent supplémentaire, une partie des moyens de circulation qui servaient jusqu'alors à la consommation personnelle des capitalistes et qui doivent maintenant être capitalisés. Mais par là nous revenons de

¹ La Capital, II, p. 476, trad. Molitor, VIII, pp. 165-166.

² Le Capital, II, p. 476, trad. Molitor, VIII, p. 166.

nouveau à la courte phase exceptionnelle, et que l'on ne peut d'ailleurs concevoir que théoriquement, du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie. L'accumulation ne va pas plus loin. Nous tournons manifestement dans un cercle.

La thésaurisation capitaliste ne peut pas par conséquent nous aider à sortir de la difficulté. Et c'était à prévoir, car la question était mal posée. Il ne s'agit pas, dans le problème de l'accumulation, de savoir d'où vient l'argent, mais d'où vient la demande pour le produit supplémentaire qui découle de la plus-value capitalisée. Ce n'est pas une question technique de circulation monétaire, mais une question économique de la reproduction du capital social. Car même si nous faisons abstraction de la question dont Marx s'est exclusivement occupé jusqu'ici, à savoir d'où les capitalistes B, B', etc., tiraient l'argent nécessaire pour acheter aux capitalistes A, A', etc., des moyens de production supplémentaires, la question beaucoup plus importante se pose, une fois l'accumulation réalisée, de savoir à qui les capitalistes B, B', etc., veulent maintenant vendre leur surproduit accru. Marx les fait en fin de compte se vendre les uns aux autres leurs produits !

« Il peut se faire que les divers B, B', B" (I), dont le nouveau capital virtuel entre en fonction comme capital actif, s'achètent et se vendent réciproquement leurs produits (parties de leur surproduit). Dans cette mesure, l'argent avancé pour la circulation du surproduit fait retour, si tout se passe normalement, aux divers B, B', etc., suivant les proportions où ils l'ont avancé pour la circulation de leurs marchandises respectives ¹. »

« Dans cette mesure » n'est pas une solution, car, en fin de compte, les capitalistes B, B', B", etc., n'ont pas renoncé à une partie de leur consommation et élargi leur production pour se vendre ainsi les uns aux autres leur produit accru, à savoir des moyens de production. D'ailleurs cela aussi n'est possible que dans une mesure très restreinte. D'après l'hypothèse de Marx, il y a une certaine division du travail au sein de la section I, les capitalistes A, A', A", etc., de cette section fabriquant des moyens de production avec des moyens de production, tandis que les capitalistes B, B', B", etc., de cette même section fabriquent des moyens de production avec des moyens de consommation. Si par conséquent le produit des capitalistes A, A', etc., pouvait rester à l'intérieur de la section I, le produit de B, B', B", etc., est destiné d'avance par sa forme naturelle à la section II (fabrication de moyens de consommation). L'accumulation chez les capitalistes B, B', etc., nous mène déjà à la circulation entre la section I et la section II. Par là, la marche de l'analyse de Marx confirme elle-même que, s'il doit y avoir accumulation au sein de la section I, il doit en fin de compte y avoir directement ou indirectement une demande accrue de moyens de production dans la section des moyens de consommation. C'est ici par conséquent, chez les capitalistes de la section II, que nous devons chercher les acheteurs pour le produit supplémentaire de la section I. »

En effet, la seconde tentative de Marx en vue de résoudre le problème se porte vers la demande des capitalistes de la section II. Leur demande de moyens de production supplémentaires ne peut avoir d'autre sens que de grossir leur capital constant. Mais ici toute la difficulté saute aux yeux.

« Mettons maintenant que A (I) vende son surproduit à un B de la section II. Ceci ne peut se faire qu'à la condition que A (I), après avoir vendu ses moyens de production à B (II), n'achète pas ensuite des moyens de consommation et soit donc exclusivement vendeur. Mais B ne peut passer de la forme de capital marchandise à la forme naturelle de capital constant productif que si I- v, et même une partie de I- pl, s'échange contre une partie de II- c, ce dernier existant sous forme de moyens de consommation. D'autre part, A convertit son I pl en or, en ne faisant pas cet échange, puisque, au lieu de le dépenser en achat de moyens de consommation II- c, il enlève à la circulation l'argent tiré de la vente de I- pl. Il s'ensuit qu'il y a bien, du côté de A (I), formation de capital argent virtuel supplémentaire ; mais, d'autre part, une partie égale de capital constant de B (II) est immobilisée sous forme de capital marchandise, sans pouvoir se convertir en la forme naturelle de capital constant productif. En d'autres termes : une partie des marchandises de B (II), et tout d'abord la partie dont la vente seule peut lui permettre de rendre à tout son capital constant la forme productive, est devenue invendable ; à cet égard, il y a donc surproduction, qui, l'échelle restant la même, arrête également la reproduction ². »

La tentative d'accumulation de la part de la section I au moyen de la vente du surproduit supplémentaire à la section II a eu ici un résultat tout à fait inattendu : un déficit du côté des capitalistes de la section II, qui n'ont même pas pu reprendre la reproduction élargie. Arrivé à ce nœud, Marx s'enfonce dans l'analyse pour suivre la chose de près.

« Voyons maintenant de plus près l'accumulation dans la section II. La première difficulté, concernant la retransformation de II- c d'un élément du capital marchandise II- en la forme naturelle du capital constant, se rapporte à la reproduction simple. Reprenons notre ancienne formule.

« (1000 v + 1000 pl) I- s'échangent contre 2000 I- ».

« Si la moitié par exemple du surproduit I-, c'est-à-dire 1000 : 2 ou 500 I- pl est incorporée de nouveau à la section I comme capital constant, cette partie ne peut pas remplacer une partie de II- c Elle n'est pas

¹ Le Capital, II, p. 477, Trad. Molitor, VIII, p. 168.

² Le Capital, II, p. 478, Trad. Molitor, VIII, pp. 170-171.

convertie en moyens de consommation (et dans cette partie de la circulation entre I et II- il y a, contrairement à ce qui se passe pour le remplacement, effectué grâce aux ouvriers, de 1000 II- c par 1000 I- v, échange réciproque réel, donc un double déplacement des marchandises); elle doit servir en 1 même de moyen de production supplémentaire. Elle ne peut accomplir cette fonction à la fois en I - et II-. Le capitaliste ne peut dépenser la valeur de son surproduit en moyens de consommation, et consommer en même temps productivement le surproduit, c'est-à-dire l'incorporer à son capital productif. Au lieu de 2000 I- (v + pl), il n'y a donc que 1500, c'est-à-dire (1000 v + 500 pl) I-, qui puissent se convertir en 2000 II- c ; 500 II- c ne peuvent donc être reconvertis de leur forme marchandise en capital productif (constant) II¹. »

Jusqu'ici, nous nous sommes convaincus encore plus nettement de l'existence de la difficulté, mais nous n'avons pas avancé d'un pas vers sa solution. D'ailleurs, ce qui se venge ici de l'analyse, c'est le fait que Marx est obligé, pour expliquer le problème de l'accumulation, d'avoir recours à la fiction du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, par conséquent au début de l'accumulation, au lieu de prendre celle-ci au milieu même de son cours. Or, cette fiction, qui, tant que nous ne considérons l'accumulation qu'au sein de la section I, nous offrait tout au moins pour un instant une apparence de solution - les capitalistes de la section I, en renonçant à une partie de leur consommation personnelle, se trouvaient brusquement avoir à leur disposition une nouvelle somme d'argent, à l'aide de laquelle ils pouvaient commencer la capitalisation - cette fiction, dès le moment où nous nous tournons vers la section II, ne fait maintenant qu'aggraver la difficulté. Car, ici, le renoncement de la part des capitalistes de la section I se traduit par une perte douloureuse de consommateurs, sur la demande desquels était basée la production. Les capitalistes de la section II, dont nous nous proposons d'examiner s'ils n'étaient pas les acheteurs que nous cherchions depuis longtemps pour le produit supplémentaire de l'accumulation dans la section I, peuvent d'autant moins nous aider à sortir de la difficulté qu'ils sont eux-mêmes dans l'embarras et ne savent pas encore ce qu'ils doivent faire avec leur propre produit invendu. On voit à quelles difficultés nous mène la tentative consistant à faire réaliser l'accumulation chez un capitaliste aux dépens de l'autre.

Marx indique ensuite un moyen possible de tourner la difficulté, qu'il rejette lui-même immédiatement comme une échappatoire. On pourrait considérer l'excédent invendable découlant dans la section II de l'accumulation dans la section I comme une réserve de marchandises nécessaire de la société pour l'année suivante. A cela, Marx répond avec sa profondeur ordinaire : « **1°** Une telle constitution de provision et sa nécessité s'appliquent aux capitalistes I aussi bien qu'aux capitalistes II. En tant que simples vendeurs, ils ne se distinguent que parce qu'ils vendent des marchandises de différentes sortes. La provision en marchandises II suppose une provision antérieure en marchandises I. Si nous négligeons cette provision d'un côté, il faut la négliger également de l'autre. Mais si nous en tenons compte pour les uns et les autres, cela ne change rien au problème; **2°** cette année quise clôture avec une provision de marchandises pour l'année prochaine s'est ouverte avec une provision fournie par l'année précédente. Dans l'analyse de la reproduction annuelle, réduite à son expression la plus abstraite, cela ne peut donc entrer en ligne de compte. En laissant à l'année présente sa production tout entière, y compris la provision qu'elle cède à l'année prochaine, nous lui enlevons en même temps la provision que lui a léguée l'année précédente, et notre analyse s'applique donc au produit total d'une année moyenne ; **3°** le simple fait que la difficulté qu'il s'agit de tourner ne nous est pas apparue dans l'étude de la reproduction simple prouve qu'il s'agit d'un phénomène spécifique, uniquement dû au groupement différent, par rapport à la production, des éléments I, modification sans laquelle toute reproduction sur une échelle agrandie serait impossible ². »

Mais cette dernière remarque concerne également les tentatives faites jusqu'ici par Marx lui-même en vue de résoudre la difficulté spécifique de l'accumulation au moyen de facteurs qui appartiennent déjà à la reproduction simple, à savoir cette thésaurisation par les capitalistes liée à la transformation progressive du capital fixe et qui devait soi-disant expliquer l'accumulation au sein de la section I.

Marx passe ensuite à l'exposé schématique de la reproduction élargie, mais se heurte immédiatement, de nouveau, dans l'analyse de son schéma, à la même difficulté. Il suppose que les capitalistes de la section I accumulent 500 pl, mais que ceux de la section II, de leur côté, doivent transformer 140 pl en capital constant, pour permettre aux premiers l'accumulation, et demande :

« Il doit acheter 140 I- pl au comptant, sans qu'il puisse récupérer cet argent en vendant ensuite sa marchandise à I. Et ce procès se répète constamment dans toute production annuelle nouvelle, dans la mesure où celle-ci est de la reproduction sur une échelle agrandie. Mais où jaillit la source d'argent en II³? »

Marx s'efforce ensuite de trouver cette source de différents côtés. Tout d'abord, il examine de près la dépense des capitalistes de la section II pour le capital variable. Ce dernier existe assurément sous forme d'argent. Mais il ne peut pas être soustrait à son but, l'achat de la force de travail, pour servir à l'achat de ces moyens de production supplémentaires. « Ces allées et venues n'augmentent en rien l'argent engagé dans ce cycle. Il n'y a donc point là de

¹ *Le Capital*, II, p. 480, Trad. Molitor, VIII, pp. 172-173.

² *Le Capital*, II, p. 482, Trad. Molitor, VIII, pp. 175-176.

³ *Le Capital*, II, p. 484, Trad. Molitor, VIII, p. 180.

source d'accumulation. » Marx examine ensuite toutes les échappatoires possibles, pour les rejeter en tant que telles. « Mais halte ! n'y aurait-il pas moyen de faire un petit bénéfice ? » s'écrie-t-il, et il examine si les capitalistes ne peuvent pas, au moyen d'une réduction des salaires de leurs ouvriers au-dessous du niveau moyen d'existence, arriver à épargner le capital variable et obtenir ainsi une nouvelle source d'argent pour des buts d'accumulation. Bien entendu, il rejette immédiatement cette idée. « Mais n'oublions pas que le paiement réel du salaire normal qui, toutes choses égales d'ailleurs, détermine la grandeur du capital variable n'est pas un acte de bonté du capitaliste ; celui-ci ne peut faire autrement. Il est donc inutile de nous arrêter à cette explication ¹. » Il examine même les méthodes cachées en vue d'épargner le capital variable - système Taylor, falsification, etc. - pour arriver finalement à la constatation suivante : « C'est pratiquée par un moyen détourné, l'opération indiquée plus haut. Ici encore elle est à rejeter. » Ainsi, toutes les tentatives en vue de tirer du capital variable une nouvelle source d'argent pour l'accumulation n'ont donné aucun résultat : « Les 376 II- v ne peuvent donc pas nous servir. »

Marx se tourne ensuite vers la réserve d'argent des capitalistes de la section II, destinée à la circulation de leur propre consommation, pour voir s'il ne reste pas ici une certaine quantité d'argent pour des buts de capitalisation. Mais il appelle lui-même cette tentative « encore plus douteuse » que la précédente. « Dans ce cas, il n'y a que des capitalistes de même classe en présence, ils se vendent et s'achètent réciproquement les moyens de consommation qu'ils ont produits. L'argent nécessaire à cet échange fonctionne uniquement comme moyen de circulation et doit, si tout se passe normalement, faire retour aux intéressés dans la mesure où ils l'ont jeté dans la circulation ; et il referra toujours la même circulation. » Puis suit encore une tentative, qui appartient naturellement à la catégorie des échappatoires rejetées impitoyablement par Marx : celle qui consiste à expliquer la formation de capital argent dans les mains d'un certain nombre de capitalistes de la section II au moyen d'une tromperie au détriment des autres capitalistes de la même section, notamment à l'occasion de la vente réciproque de moyens de consommation. Il est inutile de nous y arrêter.

Puis une autre tentative sérieuse : « Ou bien, une partie de II- pl représentée par des moyens de subsistance nécessaires n'est pas directement transformée en capital variable nouveau de la section II ². »

Comment cette tentative doit nous aider à sortir de la difficulté, c'est-à-dire à mettre en mouvement l'accumulation, c'est ce qui n'apparaît pas tout à fait clairement. Car, ¹ la formation d'un capital variable additionnel dans la section II ne nous sert de rien, étant donné que nous n'avons pas encore constitué le capital constant additionnel et que nous étions seulement sur le point d'y arriver ; ² il s'agissait ici cette fois, dans cet examen, de trouver une source d'argent dans la section II pour l'achat de moyens de production supplémentaires de la section I et non pas d'incorporer d'une façon quelconque le produit supplémentaire de la section II dans la production de cette même section ; ³ si cette tentative devait signifier que les moyens de consommation correspondants peuvent être employés de nouveau « directement », c'est-à-dire sans l'intermédiaire de l'argent, dans la production de la section II en tant que capital variable, par quoi la somme d'argent correspondante provenant du capital variable serait libre pour les buts d'accumulation, nous devrions rejeter cette tentative. La production capitaliste exclut, dans des conditions normales, le paiement direct des ouvriers en moyens de consommation. La forme d'argent du capital variable, la transaction constante entre les ouvriers en tant qu'acheteurs de marchandises, et les producteurs des moyens de consommation, est l'une des bases essentielles de la production capitaliste. Marx le souligne lui-même dans un autre rapport : « *Le capital variable réel, et par suite le capital variable additionnel, se composent de force de travail. Ce n'est pas le capitaliste I qui achète à II une provision de moyens de subsistance nécessaires et les accumule, comme le faisait le maître d'esclaves, pour la force de travail supplémentaire qu'il doit employer. Ce sont les ouvriers eux-mêmes* ³. » Cela concerne les capitalistes II tout autant que les capitalistes I. Avec cela, la tentative ci-dessus de Marx est épuisée.

En terminant, il nous renvoie à la dernière partie du *Capital*, qu'Engels a ajoutée au tome II, sous le titre de « Notes complémentaires ». Nous y trouvons la brève explication suivante : « *La source primitive de l'argent pour II est v + pl de la production d'or I, échangé contre une partie de II- c. Ce n'est que dans la mesure où le producteur d'or accumule de la plus-value, ou la change en moyens de production I en étendant ainsi sa production, que v + pl n'entre pas en II. D'autre part, dans la mesure où l'accumulation de l'argent par le producteur d'or lui-même conduit finalement à la reproduction agrandie, une partie, non dépensée comme revenu, de la plus-value de la production d'or entre en II comme capital variable supplémentaire du producteur d'or, provoque une nouvelle thésaurisation ou fournit de nouveaux moyens d'acheter à I sans lui revendre directement* ⁴. »

Ainsi, après l'échec de toutes les tentatives en vue d'expliquer l'accumulation, après que nous nous sommes promenés de Ponce en Pilate, de A I- à B I-, de B I- à B II-, nous sommes revenus, en fin de compte, à ces mêmes producteurs d'or, dont Marx disait, dès le début de son analyse, qu'il était absurde de faire appel à eux. Ainsi,

¹ *Le Capital*, II, p. 485, Trad. Molitor, VIII, p. 181.

² *Le Capital*, II, p. 487, Trad. Molitor, VIII, p. 183.

³ *Le Capital*, II, p. 482, Trad. Molitor, VIII, p. 191.

⁴ *Le Capital*, II, p. 499, Trad. Molitor, VIII, pp. 203-204.

l'analyse du procès de la reproduction et le tome II du *Capital* se terminent sans nous avoir apporté la solution si longtemps cherchée de la difficulté.

9. - *La difficulté du point de vue du procès de la circulation*

L'analyse de Marx souffrait, entre autres, de ceci qu'il cherchait à résoudre le problème en se posant au point de vue faux de la recherche des « sources d'argent ». Mais il s'agit en réalité de demande véritable, d'utilisation de marchandises, et non d'argent pour les payer. En ce qui concerne l'argent en tant que moyen de circulation, nous devons ici supposer, dans l'étude du procès de la reproduction en général, que la société capitaliste a toujours à sa disposition la quantité d'argent nécessaire à sa circulation ou sait se créer les équivalents nécessaires. Ce qu'il faut expliquer, ce sont les grands actes d'échange sociaux, qui sont provoqués par des besoins économiques réels. Certes, il ne faut pas oublier que la plus-value capitaliste, pour pouvoir être accumulée, doit absolument revêtir la forme argent. Cependant, ce qu'il nous faut trouver, c'est la demande économique du surproduit, sans nous soucier davantage de l'origine de l'argent. Car, ainsi que Marx le dit lui-même à un autre endroit : « *L'argent d'un côté provoque alors de l'autre côté la reproduction agrandie, parce que celle-ci est déjà possible sans l'argent; car l'argent n'est point par lui-même élément de la véritable reproduction*¹. »

Que la question de la « source d'argent » en vue de l'accumulation soit une façon tout à fait stérile de poser le problème de l'accumulation, c'est ce qui apparaît chez Marx lui-même dans un autre rapport.

Cette difficulté l'avait déjà retenu une fois dans le tome II du *Capital*, dans l'étude du procès de circulation. Déjà, à propos de la reproduction simple, il pose pour la circulation de la plus-value la question suivante : « Mais le capital marchandise doit être transformé en argent avant sa reconversion en capital productif et avant que soit dépensée la plus-value qu'il renferme. D'où vient l'argent nécessaire à cette transformation ? Il me semble difficile, au premier abord, de résoudre cette question. Personne ne l'a d'ailleurs résolue jusqu'ici². »

Et il examine impitoyablement la question à fond : « Supposons que le capital circulant de 500 £ avancé sous forme de capital argent soit, avec n'importe quelle période de rotation, le capital circulant total de la société, c'est-à-dire de la classe capitaliste. Supposons en outre que la plus-value soit de 100 £ Comment toute la classe capitaliste peut-elle continuellement retirer 600 £ de la circulation où elle n'en jette que 500 ? »

Il s'agit ici, notons-le, de la reproduction simple, où toute la plus-value est employée par la classe capitaliste à sa consommation personnelle. La question devrait par conséquent d'avance être posée de la façon suivante, plus précise : où les capitalistes, après avoir mis en circulation 500 livres sterling pour le capital constant et le capital variable, trouvent-ils leurs moyens de consommation pour le montant de la plus-value, à savoir 100 livres sterling ? Car il apparaît immédiatement que ces 500 livres sterling, qui, en tant que capital, servent constamment à l'achat de moyens de production et au paiement des salaires des ouvriers, ne peuvent servir en même temps à couvrir la consommation personnelle des capitalistes. D'où vient par conséquent la somme additionnelle de 100 livres sterling dont les capitalistes ont besoin pour réaliser leur propre plus-value ? Marx rejette immédiatement toutes les échappatoires plausibles pour tourner la difficulté.

« Par exemple : pour ce qui est du capital circulant constant, il est évident que tous les capitalistes ne l'avancent pas en même temps. Pendant que le capitaliste A vend sa marchandise et que son capital avancé reprend la forme argent, l'acheteur B voit au contraire son capital existant sous la forme argent se convertir en la forme de ses moyens de production précisément fournis par A. L'acte par lequel A rend la forme argent au capital marchandise qu'il vient de produire est également celui par lequel B rend à son capital la forme productive et le convertit de la forme argent en moyens de production et en force de travail; la même somme d'argent fonctionne dans le procès bilatéral comme dans tout achat simple MA (marchandise-argent). D'autre part, lorsque A retransforme l'argent en moyens de production, il achète auprès de C et celui-ci se sert de cet argent pour payer B. Tout se trouverait donc expliqué, mais :

« Toutes les lois établies (liv. I, ch. III) en ce qui concerne la quantité de l'argent circulant dans la circulation des marchandises ne sont aucunement modifiées par le caractère capitaliste du procès de production.

« Lorsqu'on dit par conséquent que le capital social circulant à avancer sous forme d'argent est de 500 £ on n tient compte déjà que telle est la somme simultanément avancée, mais que cette somme met en mouvement un capital productif supérieur à 500 £, parce qu'elle sert alternativement de fonds monétaire à des capitaux productifs différents. Cette explication suppose donc l'existence de l'argent au lieu de l'expliquer.

« On pourrait dire encore : le capitaliste A produit des articles que le capitaliste B consomme individuellement, improductivement. L'argent de B monnaie donc le capital marchandise de A, et la même somme d'argent sert à monnayer la plus-value de B et le capital constant circulant de A. Plus nettement encore que ci-dessus on suppose donc la question résolue : d'où B tire-t-il l'argent de son revenu ? Comment a-t-il même monnayé cette plus-value de son produit ?

¹ Le *Capital*, II, p. 468, Trad. Molitor, VIII, p. 160.

² Le *Capital*, II, p. 304, Trad. Molitor, VII, p. 129.

« On pourrait encore dire ceci : la partie du capital variable circulant, que A avance constamment à ses ouvriers, lui revient continuellement de la circulation ; et il n'en retient toujours qu'une partie variable pour le paiement des salaires. Mais entre la dépense et la rentrée il s'écoule un certain temps pendant lequel l'argent avancé en salaires peut également servir à monnayer la plus-value. Mais nous savons déjà que plus ce temps est considérable, et plus doit être importante la masse de la provision d'argent que le capitaliste A doit toujours avoir sous la main. Ensuite l'ouvrier dépense l'argent, achète des marchandises. L'argent avancé sous forme de capital variable sert donc en partie à monnayer la plus-value. Sans approfondir la question, faisons remarquer ceci : la consommation de toute la classe capitaliste et des personnes improductives qui dépendent d'elle va de pair avec celle des ouvriers. Parallèlement à l'argent que les ouvriers jettent dans la circulation, les capitalistes doivent y en jeter également, pour dépenser leur plus-value comme revenu ; il faut donc qu'ils retirent de l'argent de la circulation. Cette explication ne diminuerait que la quantité d'argent nécessaire, mais n'expliquerait rien.

« On pourrait dire enfin : au premier engagement du capital fixe, on jette constamment dans la circulation une grande quantité d'argent que celui qui l'a avancée ne retire de la circulation que peu à peu, par fractions, dans le cours des années. Cette somme ne peut-elle suffire à monnayer la plus-value ? On peut répondre : dans la somme de 500 £ (qui renferme le fonds de réserve nécessaire à la thésaurisation), emploi de cette somme au titre de capital fixe a pu être envisagé déjà, si ce n'est par le premier possesseur, du moins par quelqu'un d'autre. En outre, quand il s'agit de la somme dépensée pour les produits servant de capital fixe, on a déjà supposé que l'on paie la plus-value contenue dans ces marchandises. Il s'agit précisément de savoir d'où vient cet argent ¹. »

Il nous faut en outre accorder une attention particulière à ce dernier point. Car ici Marx refuse d'expliquer la réalisation de la plus-value même pour la reproduction simple par la thésaurisation pour le renouvellement périodique du capital fixe. Plus tard, lorsqu'il s'agit de la réalisation beaucoup plus difficile de la plus-value dans l'accumulation, il revient, comme nous l'avons vu, plusieurs fois, à titre d'essai, à cette même explication rejetée par lui comme « échappatoire plausible ».

Puis vient la solution, qui sonne d'une façon quelque peu inattendue :

« Nous avons déjà donné la réponse générale : pour la circulation d'une masse de marchandises de $X \times 1000$ £, l'importance de la somme d'argent est indépendante du fait que la valeur de cette masse de marchandises contienne ou ne contienne pas de la plus-value et que cette masse soit de la production capitaliste ou non. Le problème n'existe donc pas. Dans des circonstances déterminées, par exemple la vitesse de circulation de l'argent étant donnée, il faut une certaine somme d'argent pour faire circuler la valeur marchandise de $X \times 1000$ £, indépendamment de la part plus ou moins grande qui, dans cette valeur, revient au producteur immédiat de ces marchandises. Le problème qui peut exister ici coïncide avec le problème général : d'où vient la somme d'argent nécessaire pour faire circuler les marchandises dans un pays ² ? »

La réponse est tout à fait juste. Car la question : d'où vient l'argent pour la circulation de la plus-value ? est comprise dans la question générale suivante : d'où vient l'argent qui sert à mettre en circulation une certaine quantité de marchandises dans le pays ? La division de la masse de valeur de ces marchandises en capital constant, capital variable et plus-value, n'existe pas du point de vue de la circulation de l'argent en tant que telle et n'a de ce point de vue aucun sens. Par conséquent, ce n'est que du point de vue de la circulation de l'argent, ou de la simple circulation des marchandises que « le problème n'existe pas ». Mais il existe du point de vue de la reproduction sociale, en général. Toutefois, il ne faut pas le formuler d'une façon si maladroite que la réponse nous rejette dans la simple circulation des marchandises, où le problème n'existe pas. La question ne doit donc pas être posée ainsi : d'où vient l'argent qui sert à réaliser la plus-value ? mais : où sont les consommateurs pour la plus-value ? Que l'argent doive se trouver dans les mains des consommateurs et jeté par eux dans la consommation, cela va de soi. Marx lui-même revient de nouveau au problème, bien qu'il ait déclaré, un instant auparavant, qu'il n'existait pas :

« Mais nous avons alors deux points de départ : le capitaliste et l'ouvrier. Toutes les autres personnes ou bien reçoivent l'argent de ces deux classes en échange de services rendus, ou bien sont propriétaires de la plus-value sous forme de rente, intérêt, etc. Peu importe ici que le capitaliste industriel garde toute la plus-value ou la partage avec d'autres personnes. Il s'agit de savoir comment il monnaie sa plus-value et non pas comment cet argent se répartit ensuite. Dans notre cas, le capitaliste figure donc comme unique propriétaire de la plus-value. Quant à l'ouvrier, il n'est que le point de départ secondaire, tandis que le capitaliste est le point de départ principal de l'argent jeté dans la circulation par l'ouvrier. L'argent, d'abord avancé comme capital variable, accomplit déjà sa deuxième circulation quand l'ouvrier le dépense pour payer ses moyens de subsistance.

¹ Le Capital, II, pp. 305-406, Trad. Molitor, VII, pp. 130-133.

² Le Capital, II, p. 306, Trad. Molitor, VII, p. 133.

« La classe capitaliste reste donc le seul point de départ de la circulation de l'argent. Quand elle a besoin de 400 £ pour payer les moyens de production et de 100 £ pour payer la force de travail, elle jette 500 £ dans la circulation. Mais le taux de la plus-value étant de 100 %, la plus-value contenue dans le produit est égale à 100 £. Comment peut-on retirer 600 £ de la circulation, où l'on n'en jette que 500 ? Le néant ne produit rien. La classe totale des capitalistes ne peut retirer de la circulation que ce qu'elle y a jeté ¹. »

Marx rejette encore une échappatoire à laquelle on pourrait recourir pour expliquer le problème, à savoir la rapidité dans la circulation de l'argent, qui permet de mettre en circulation une quantité de valeur plus considérable avec moins d'argent. Cette échappatoire ne mène naturellement à rien, car la rapidité de circulation de l'argent est déjà entrée en ligne de compte lorsqu'on suppose que tant et tant de livres sterling sont nécessaires pour la circulation de la masse de marchandises. Puis vient ensuite la solution du problème :

« En effet, quelque paradoxal que cela puisse sembler de prime abord, c'est la classe capitaliste elle-même qui jette dans la circulation l'argent servant à réaliser la plus-value contenue dans les marchandises. Mais elle ne l'y jette pas comme argent avancé au capital. Elle le dépense comme moyen d'achat pour sa consommation individuelle. Elle ne l'avance donc pas, bien qu'elle forme le point de départ de sa circulation ². »

Cette solution claire et complète montre admirablement que le problème n'était pas de pure apparence. Elle ne repose pas non plus sur le fait que nous avons découvert une nouvelle « source d'argent », pour réaliser la plus-value, mais que nous avons trouvé les consommateurs de cette plus-value. Nous sommes encore ici, d'après la supposition de Marx, sur le terrain de la reproduction simple. Cela signifie que la classe capitaliste emploie toute sa plus-value à sa consommation personnelle. Étant donné que les capitalistes sont les consommateurs de la plus-value, il n'est pas paradoxal, mais au contraire tout naturel qu'ils doivent avoir en poche l'argent nécessaire pour s'approprier la forme naturelle de la plus-value, les objets de consommation. L'acte de circulation de l'échange découle comme une nécessité du fait que les capitalistes individuels ne peuvent pas consommer directement leur plus-value individuelle, leur surproduit individuel, comme le faisait le propriétaire d'esclaves de l'antiquité. La forme naturelle, concrète, de cette plus-value exclut bien plutôt, en règle générale, une telle utilisation. Mais l'ensemble de la plus-value de tous les capitalistes se trouve - dans les conditions de la reproduction simple - exprimé dans le produit social en une quantité correspondante de moyens de consommation pour la classe capitaliste, de même qu'à la somme totale des capitaux variables correspond une quantité de valeur égale de moyens de consommation pour la classe ouvrière et qu'à la somme totale des capitaux constants correspond une quantité de valeur égale de moyens de production matériels.

Pour échanger la plus-value individuelle inconsommable contre la quantité correspondante de moyens de consommation, il faut un double acte de circulation des marchandises : la vente de la plus-value et l'achat de moyens de consommation tirés du surproduit social. Étant donné que ces deux actes se font exclusivement à l'intérieur de la classe capitaliste, entre différents capitalistes, l'intermédiaire de l'argent ne fait que passer d'une main des capitalistes dans l'autre et reste en fin de compte dans la poche des capitalistes. Étant donné que la reproduction simple n'apporte à l'échange que les mêmes quantités de valeur, la même somme d'argent sert chaque année à la circulation de la plus-value, et l'on pourrait tout au plus, si l'on voulait trop approfondir, poser la question suivante : d'où est venue dans les poches des capitalistes cette somme d'argent servant à acheter leurs moyens de consommation ? Mais cette question se résout dans cette question plus générale : d'où est venu, d'une façon générale, le premier capital argent dans les mains des capitalistes, ce capital argent dont, outre les dépenses consacrées aux placements productifs, ils doivent toujours conserver une certaine partie en poche pour leur consommation personnelle ? Mais la question ainsi posée nous ramène au problème de l'« accumulation primitive », c'est-à-dire de la genèse historique du capital et sort du cadre de l'analyse tant du procès de la circulation que de celui de la reproduction.

Ainsi la question est claire et nette, savoir : tant que nous restons sur le terrain de la reproduction simple. Ici, le problème de la réalisation de la plus-value est résolu par les conditions mêmes, il est déjà en fait anticipé dans la notion de la reproduction simple. Celle-ci repose précisément sur le fait que toute plus-value est consommée par les capitalistes, ce qui signifie par conséquent qu'elle est aussi achetée par eux, c'est-à-dire qu'elle doit être achetée par les capitalistes les uns aux autres. « Nous avons supposé que la somme d'argent que le capitaliste, en attendant la première rentrée de son capital, jette dans la circulation pour payer sa consommation individuelle est exactement égale à la plus-value qu'il a produite et qu'il veut monnayer. Par rapport au capitaliste isolé, cette supposition est évidemment arbitraire. Mais, dans l'hypothèse de la reproduction simple, elle doit être exacte pour l'ensemble de la classe capitaliste. Elle ne fait qu'exprimer cette hypothèse : toute la plus-value, mais elle seule, sans aucune traction du capital primitif, est consommée improductivement ³. »

¹ *Le Capital*, II, p. 308, Trad. Molitor, VII, pp. 134-135.

² *Le Capital*, II, p. 308, Trad. Molitor, VIII, p. 135.

³ *Le Capital*, II, p. 309, Trad. Molitor, VII pp. 137-138.

Mais la reproduction simple sur la base capitaliste est dans l'économie théorique une grandeur imaginaire, une grandeur imaginaire aussi justifiée scientifiquement et indispensable que $\sqrt{-1}$ en mathématiques. Mais avec cela le problème de la réalisation de la plus-value n'est aucunement résolu pour la réalité, c'est-à-dire pour la reproduction élargie ou accumulation. Et c'est ce que Marx confirme lui-même pour la deuxième fois, dès qu'il poursuit son analyse.

D'où vient l'argent pour la réalisation de la plus-value dans les conditions de l'accumulation, c'est-à-dire de la non-consommation, de la capitalisation d'une partie de la plus-value ?

La première réponse que Marx donne est la suivante :

« Le capital argent supplémentaire, nécessaire au fonctionnement du capital productif croissant, est fourni par cette partie de la plus-value réalisée que le capitaliste jette dans la circulation sous forme de capital argent et non pas comme la forme argent du revenu. L'argent se trouve déjà entre les mains du capitaliste. Seul l'emploi en diffère. »

Nous connaissons déjà cette explication de l'étude du procès de la reproduction et aussi son insuffisance. Elle s'appuie exclusivement sur le moment du premier passage de la reproduction simple à la reproduction élargie. Hier, les capitalistes consommaient toute leur plus-value et possédaient par conséquent aussi la quantité d'argent nécessaire pour sa circulation. Aujourd'hui, ils se décident à « mettre de côté » une partie de la plus-value et à la placer d'une façon productive au lieu de la gaspiller. Ils n'ont besoin pour cela - à la condition que des moyens de production, au lieu d'articles de luxe, aient été produits - que d'employer différemment une partie seulement de leurs fonds d'argent. Mais le passage de la reproduction simple à la reproduction élargie est tout autant une fiction théorique que la reproduction simple du capital lui-même. Et Marx poursuit aussitôt :

« Mais, grâce au capital productif supplémentaire, une masse supplémentaire de marchandises, qui en est le produit, est jetée dans la circulation. En même temps que cette masse supplémentaire de marchandises, l'on a jeté dans la circulation une partie de l'argent supplémentaire nécessaire à sa réalisation, pour autant que la valeur de cette masse de marchandises est égale à la valeur du capital productif consommé dans sa production. Cette masse supplémentaire d'argent a été précisément avancée comme capital d'argent supplémentaire et revient donc au capitaliste par la rotation de son capital. Nous retrouvons ici la même question : d'où vient l'argent supplémentaire permettant de réaliser la plus-value supplémentaire existant sous forme de marchandises ? »

Mais maintenant que le problème est de nouveau posé en toute netteté, nous recevons, au lieu d'une solution, la réponse inattendue suivante :

« La réponse générale reste la même. La somme des prix de la masse des marchandises en circulation est accrue, non parce que telle masse de marchandises a augmenté de prix, mais parce que la masse des marchandises actuellement en circulation est plus grande que celle qui circulait précédemment, sans qu'il y ait compensation par une baisse des prix. L'argent supplémentaire nécessaire à la circulation d'une plus grande masse de marchandises d'une plus grande valeur doit être fourni soit par une économie plus élevée de la masse d'argent en circulation, par des virements, par des mesures rendant plus rapide la circulation des mêmes pièces de monnaie, soit par la transformation de l'argent de sa forme trésor en sa forme circulante ¹. »

Cette solution aboutit à l'explication suivante : la reproduction capitaliste jette, dans les conditions d'une accumulation toujours croissante, une masse toujours plus considérable de marchandises sur le marché. Pour mettre en circulation cette masse de marchandises de valeur croissante, une quantité de plus en plus considérable d'argent est nécessaire. Cette quantité croissante d'argent, il s'agit précisément de la créer. Tout cela est incontestablement juste et convaincant, mais le problème dont il s'agissait n'en est aucunement résolu. Il a seulement disparu.

L'un ou l'autre. Ou l'on considère le produit social (de l'économie capitaliste) tout simplement comme une masse de marchandises d'une certaine valeur, comme un « vrac de marchandises », et l'on ne voit dans les conditions de l'accumulation qu'un accroissement de ce vrac confus de marchandises et de sa masse de valeur. Alors il y aura seulement à constater que, pour la circulation de cette masse de valeur, une quantité d'argent correspondante est nécessaire, que cette quantité d'argent doit croître si la quantité de valeur s'accroît, à moins que la rapidité de la circulation et les économies qu'elle permet de réaliser ne compensent l'accroissement de valeur. Et à la question : d'où vient en fin de compte tout l'argent ? on peut répondre avec Marx : des mines d'or. C'est aussi un point de vue, celui de la simple circulation de marchandises. Mais alors on n'a pas besoin d'apporter des notions telles que capital constant et capital variable, plus-value, etc., qui n'appartiennent pas à la simple circulation de marchandises, mais à la circulation du capital et à la reproduction sociale, et l'on n'a pas non plus besoin de poser la question : d'où vient l'argent pour la réalisation de la plus-value sociale, et notamment **1^o** dans la reproduction simple, **2^o** dans la reproduction élargie ? Car de telles questions n'ont aucun sens du point de vue de la simple circulation de marchandises et d'argent. Mais si l'on a déjà posé ces questions et dirigé l'étude dans le domaine de la circulation du capital et de la

¹ *Le Capital*, II, p. 318, Trad. Molitor, VII, p. 153.

reproduction sociale, alors il ne faut pas chercher la réponse dans le domaine de la simple circulation de marchandises - étant donné qu'ici le problème n'existe pas et ne comporte par conséquent pas de solution - pour venir déclarer ensuite : le problème a déjà été résolu depuis longtemps, il n'existe pas.

C'est par conséquent la façon même de poser le problème qui a été dès le commencement mauvaise chez Marx. Ce qui importe, ce n'est pas de demander : d'où vient l'argent pour réaliser la plus-value ? mais : d'où vient la demande ? Où est le besoin solvable pour la plus-value ? Si la question avait été ainsi posée dès le début, il n'eût pas fallu tant de longs détours pour montrer clairement comment on pouvait la résoudre ou comment on ne pouvait pas la résoudre. Dans l'hypothèse de la reproduction simple, la chose est tout à fait simple : étant donné que toute la plus-value est consommée par les capitalistes, qu'ils sont ainsi eux-mêmes les acheteurs, la demande pour la plus-value sociale dans sa totalité, ils doivent par conséquent aussi avoir en poche l'argent nécessaire pour la circulation de la plus-value. Mais de ce même fait découle avec évidence ceci : c'est que, dans les conditions de l'accumulation, c'est-à-dire de la capitalisation d'une partie de la plus-value, la classe capitaliste elle-même ne peut pas acheter, réaliser toute sa plus-value. Il est exact qu'il faut réunir la quantité d'argent nécessaire pour réaliser la plus-value capitaliste, si, d'une façon générale, elle doit être réalisée. Mais cet argent ne peut absolument pas provenir de la poche des capitalistes eux-mêmes. Ils sont tout au contraire, d'après l'hypothèse même de l'accumulation, *non acheteurs* de leur plus-value, même si - théoriquement - ils ont suffisamment d'argent en poche pour cela. Qui donc peut représenter la demande pour les marchandises où se trouve contenue la plus-value capitaliste ?

« D'après notre hypothèse : prédominance générale et absolue de la production capitaliste, il n'y a que deux classes : la classe capitaliste et la classe ouvrière. Tout ce que la classe ouvrière achète est égal à la somme de son salaire, égale à la somme du capital variable avancé par l'ensemble de la classe capitaliste. »

Les ouvriers peuvent donc encore moins réaliser la plus-value capitalisée que la classe capitaliste. Mais il faut cependant que quelqu'un l'achète, pour que les capitalistes puissent rentrer en possession du capital accumulé avancé par eux. Et cependant, en dehors des capitalistes et des ouvriers, on ne voit aucun acheteur. *« Comment la classe capitaliste peut-elle par conséquent accumuler de l'argent¹ ? »* La réalisation de la plus-value en dehors des deux seules classes existantes de la société paraît tout aussi nécessaire qu'impossible. Dans le tome II du *Capital*, nous ne trouvons en tout cas aucune solution du problème.

Si l'on voulait maintenant demander pourquoi la solution de ce problème important de l'accumulation capitaliste ne se trouve pas dans le *Capital* de Marx, il faudrait tenir compte avant tout de ce fait que le tome II du *Capital* n'est pas un ouvrage entièrement terminé, mais un manuscrit, interrompu au milieu même de sa rédaction.

Déjà la forme extérieure de ce tome, notamment des derniers chapitres, montre que ce sont davantage des notes rédigées par l'auteur pour son propre éclaircissement que des résultats définitifs destinés à l'éclaircissement du lecteur. Ce fait nous est amplement confirmé par le témoin le plus qualifié, à savoir l'éditeur du deuxième tome, Frédéric Engels. Dans sa préface au tome II, il nous renseigne de la façon suivante sur l'état des brouillons et manuscrits laissés par Marx, qui devaient servir de base à la rédaction de ce tome :

« La simple énumération des matériaux manuscrits laissés par Marx pour le livre II prouve la conscience sans pareille, le sévère esprit critique avec lesquels il s'efforçait de poursuivre jusqu'à l'extrême perfection ses grandes découvertes en matière économique avant de les livrer à publicité. Et cette critique, à laquelle il se soumettait lui-même, ne lui a permis que rarement d'adapter, pour le fond aussi bien que pour la forme, l'exposé à son horizon que de nouvelles études ne cessait d'élargir. Voici les matériaux :

« Nous avons d'abord un manuscrit : « Cahiers de l'économie politique », 1472 pages in 4°, formant 23 cahiers, écrits d'août 1861 à juin 1863. C'est la suite du premier fascicule publié à Berlin en 1859 sous le même titre. Malgré son incontestable valeur, ce manuscrit ne pouvait être utilisé pour la présente édition du livre II.

« Le manuscrit qui vient ensuite dans l'ordre chronologique est celui du livre III...

« De la période qui suivit la publication du livre I, nous avons, pour le livre II, une collection de quatre manuscrits in-folio, numérotés par Marx lui-même de I à IV. Le manuscrit I (150 pages), datant vraisemblablement de 1865 ou 1867, est la première rédaction indépendante, mais plus ou moins fragmentaire, du livre II avec sa division actuelle; rien n'a pu en être utilisé ici. Le manuscrit III comprend d'abord un classement de citations et de renvois aux carnets où Marx notait ses citations, le tout se rapportant en majeure partie à la section I du livre II; puis les développements de certains points particuliers, notamment de la critique de ce que Smith dit du capital fixe et du capital circulant ainsi que de la source du profit, enfin, la discussion du rapport entre le taux de la plus-value et le taux du profit, qui a sa place dans le livre III. Les renvois ne fournirent guère de documentation nouvelle; les développements étaient, pour le livre II, aussi bien que pour le livre III, dépassés par de nouvelles rédactions et durent donc pour la plupart être laissés de côté. Le manuscrit IV est la rédaction, prête à l'impression, de la première section ainsi que des premiers chapitres de la deuxième section du livre II; nous l'avons utilisé partout où la chose a été possible. Bien qu'il fût prouvé que ce manuscrit IV était antérieur au livre II, nous avons pu, parce qu'il est de forme

¹ Le *Capital*, II, p. 322, Trad. Molitor, VII, p. 158.

plus achevée, l'utiliser largement pour la partie correspondante du livre II; il a suffi d'y faire quelques additions tirées du manuscrit II. Ce dernier manuscrit constitue la seule rédaction à peu près complète du livre II et remonte à 1870. Les notes dont nous allons parler concernent la rédaction définitive et disent expressément : " Nous prendrons comme base la rédaction II. "

« Après 1870, il y eut une nouvelle interruption, due surtout à la mauvaise santé de l'auteur. Suivant soit habitude, Marx employa ce temps à l'étude; l'agronomie, les conditions rurales américaines et principalement russes, le marché financier, le système bancaire, enfin les sciences naturelles, telles que la géologie et la physiologie, et en particulier des travaux mathématiques personnels, forment le contenu des nombreux carnets d'extraits datant de l'époque. Au début de 1877, il se sentit suffisamment rétabli pour pouvoir reprendre son véritable travail. Nous avons, de fin mars 1877, des indications et des notes tirées des quatre manuscrits mentionnés ci-dessus, devant servir de base à une révision complète du livre II, dont la rédaction constitue le début du manuscrit V (56 pages grand format). Ce manuscrit comprend les quatre premiers chapitres, mais est d'une rédaction encore bien imparfaite, des points essentiels sont traités dans des notes au bas des pages; la matière a été réunie plutôt que triée. Mais cela n'en constitue pas moins le dernier exposé complet de cette très importante partie de la première section. Marx fit une première tentative de donner à ce travail la forme nécessaire pour l'impression; cela nous a valu le manuscrit VI (entre octobre 1877 et juillet 1878), de 17 pages in-4° et comprenant la plus grande partie du chapitre I; puis il fit une seconde et dernière tentative; c'est le manuscrit VII (2 juillet 1878), ne comptant que 7 pages grand format.

« Il semble qu'à ce moment Marx se soit rendu compte que, s'il ne s'opérait pas une révolution complète dans son état de santé, il n'arriverait jamais à rédiger le second et le troisième livre d'une façon qui lui donnât satisfaction à lui-même. Les manuscrits V à VIII ne révèlent que trop souvent avec quelle énergie il avait à lutter contre le mauvais état physique qui le déprimait. La partie la plus difficile de la première section eut une rédaction nouvelle dans le manuscrit V; le reste de la première et la totalité de la deuxième section, à l'exception du chapitre VII, ne présentaient pas de sérieuses difficultés théoriques; il estimait, au contraire, que la troisième section, la reproduction et la circulation du capital social, avait absolument besoin d'être remaniée. Dans le manuscrit II, en effet, la reproduction était étudiée d'abord en tenant compte de la circulation. Il importait de remédier à ce défaut et de remanier en somme toute la section de telle façon qu'elle répondit à l'horizon élargi de l'auteur. Telle fut l'origine du manuscrit VIII, qui ne compte que 70 pages in-4°. Mais il suffit, pour comprendre quelle matière Marx a su condenser en ces quelques pages, de comparer le texte imprimé de la section III, déduction faite des passages empruntés au manuscrit II.

« Ce manuscrit n'est, lui aussi, qu'un développement provisoire du sujet, où il s'agissait avant tout de donner une forme définitive aux conceptions nouvelles non contenues dans le manuscrit II et de les développer en laissant de côté les points sur lesquels il n'y avait rien de neuf à dire. Même un fragment important du chapitre XVII de la deuxième section, fragment qui, d'ailleurs, empiète en quelque sorte sur la troisième section, est de nouveau mis à contribution et développé davantage. L'ordre logique est assez souvent interrompu, le développement présente par endroits des lacunes et, notamment à la fin, est absolument fragmentaire. Mais ce que Marx se proposait de dire y est dit d'une manière ou d'une autre.

« Tels sont les matériaux du livre II, matériaux dont, suivant une parole dite peu de temps avant sa mort par Marx à sa fille Éléonore, je devais " faire quelque chose ". »

Il faut admirer ce « quelque chose » qu'Engels a réussi à faire d'un tel matériel. Mais de son exposé précis ressort avec une netteté parfaite, pour la question qui nous intéresse, que, des trois parties qui forment le tome II, pour les deux premières : sur la circulation du capital-argent et du capital-marchandises ainsi que le coût de circulation et sur la rotation du capital, le manuscrit était le plus prêt pour l'impression. Par contre, la troisième partie, qui traite de la reproduction du capital social, ne représentait qu'un recueil de fragments, qui paraissait à Marx lui-même avoir « extrêmement besoin » d'un travail de rédaction. Mais, dans cette partie, c'est le dernier chapitre, le chapitre XXI, qui nous intéresse particulièrement, « L'accumulation et la reproduction élargie », qui a été le moins travaillé de tous. Il comprend en tout 35 pages seulement et s'interrompt brusquement au milieu même de l'analyse.

En dehors de cette circonstance extérieure, un autre facteur encore joua, à notre avis, un rôle important. L'étude du procès de la reproduction sociale part, chez Marx, ainsi que nous l'avons vu, de l'analyse d'Adam Smith, qui s'est heurtée, entre autres, à la thèse inexacte d'après laquelle le prix de toutes les marchandises se compose de $v + pl$. La réfutation de ce dogme domine toute l'analyse du procès de la reproduction chez Marx. Ce dernier consacre tout son effort à montrer que le produit social ne doit pas servir seulement à la consommation pour le montant des différentes sources de revenus, mais aussi au renouvellement du capital constant. Mais comme pour cette démonstration la forme théoriquement la plus pure n'est pas donnée pour la reproduction élargie, mais pour la reproduction simple, Marx considère surtout la reproduction d'un point de vue précisément opposé à l'accumulation : en partant de l'hypothèse selon laquelle toute la plus-value est consommée par les capitalistes. A quel point cette polémique contre Smith a dominé l'analyse de Marx, c'est ce que montre le fait qu'au cours de tout son travail il revient à cette polémique un nombre incalculable de fois des côtés les plus différents. C'est ainsi que lui sont consacrées dans le tome I, 7^e partie, chapitre XXII, les pages 551 à 554; dans le tome II, les pages 335 à 370, 383, 409 à 412, 451 à 453. Dans le tome III, Marx reprend de nouveau le problème de la reproduction, mais se lance immédiatement de nouveau dans le problème abandonné par Smith et lui consacre tout le chapitre XLIX (pp. 367-388) et en fait aussi l'objet de

tout le chapitre I (pp. 388-413). Enfin, dans les *Théories sur la plus-value*, nous trouvons de nouveau des polémiques détaillées contre le dogme de Smith dans le tome I (pp. 164-253) et le tome II (pp. 92, 95, 126, 233-262). A de nombreuses reprises, Marx souligna lui-même qu'il considérait précisément le problème du renouvellement du capital constant au moyen du produit social comme le plus difficile et le plus important de la reproduction. C'est ainsi que l'autre problème, celui de l'accumulation, à savoir la réalisation de la plus-value à des fins de capitalisation, a été rejeté au second plan et finalement à peine effleuré par Marx.

Étant donné l'importance considérable de ce problème pour l'économie capitaliste, il n'est pas étonnant qu'il ait constamment occupé la science économique bourgeoise. Les tentatives de résoudre la question vitale de l'économie capitaliste : l'accumulation du capital est-elle pratiquement possible ? réapparaissent constamment au cours de l'histoire de la science économique. Ce sont ces tentatives historiques, avant comme après Marx, en vue de résoudre la question, que nous allons examiner maintenant.

II. - Exposé historique du problème

Première polémique : Controverse entre Sismondi – Malthus et Say - Ricardo - Mac Culloch.

10. - La théorie de la reproduction d'après Sismondi

Les premiers doutes quant au caractère divin de l'ordre capitaliste se sont élevés dans l'économie politique bourgeoise sous l'impression directe des premières crises en Angleterre dans les années 1815 et 1818-1819. Les circonstances qui avaient provoqué ces crises étaient encore à proprement parler de nature extérieure et apparemment fortuite. En partie, c'était le blocus continental napoléonien qui avait, pour un temps, coupé l'Angleterre artificiellement de ses débouchés européens et avait favorisé ainsi, en peu de temps, un développement important de certaines branches de l'industrie dans leur propre territoire, dans les États continentaux ; en partie, c'était l'épuisement matériel du continent par la longue période de guerre qui, après l'arrêt du blocus continental, avait restreint les débouchés escomptés pour les produits anglais. Ces premières crises suffisaient cependant à révéler aux contemporains, dans toute leur atrocité, les sombres aspects de la meilleure de toutes les formes sociales. Les marchés encombrés, les magasins pleins de marchandises qui ne trouvaient pas d'acheteurs, les faillites nombreuses et, d'autre part, la misère criante des masses ouvrières - tout cela éclate pour la première fois aux yeux des théoriciens, qui avaient jusqu'à présent vanté et proclamé sur tous les tons l'harmonie du laisser-faire bourgeois. Toutes les nouvelles commerciales contemporaines, toutes les revues, les récits des voyageurs faisaient part des pertes des marchands anglais. En Italie, en Allemagne, en Russie, au Brésil les Anglais liquidaient leurs marchandises avec une perte qui pouvait s'élever jusqu'au quart ou au tiers. En 1818, au Cap de Bonne-Espérance, on se plaignait que toutes les boutiques fussent remplies de marchandises européennes que l'on offrait à des prix plus bas qu'en Europe, sans pouvoir les vendre. A Calcutta, on pouvait entendre des plaintes semblables. Des cargaisons entières de marchandises revenaient de Nouvelle-Hollande en Angleterre. Aux États-Unis, d'après le récit de voyage d'un contemporain, il n'y avait « *d'un bout à l'autre de ce continent immense et prospère aucune ville, aucun bourg, où la quantité des marchandises destinées à la vente ne dépassât de manière considérable les moyens des acheteurs, bien que les vendeurs s'efforçassent d'attirer les clients en leur offrant de longs crédits et toutes sortes de facilités de paiement, des paiements à terme et en acceptant des marchandises en guise de paiement* ».

En même temps, en Angleterre, retentissait le cri de désespoir des ouvriers. *L'Edinburgh Review* de mai 1820 cite l'adresse des bonnetiers de Nottingham, dont voici un extrait :

« Pour un travail quotidien de quatorze à seize heures, nous ne gagnons que de quatre à sept shillings par semaine, avec lesquels nous devons nourrir nos femmes et nos enfants. Nous constatons en outre que, bien que nous soyons obligés de nous contenter de pain et d'eau ou de pommes de terre au sel au lieu d'une nourriture plus saine qui, autrefois, était toujours en abondance sur les tables anglaises, nous avons souvent été obligés, après le travail harassant d'une journée, d'envoyer nos enfants affamés au lit pour ne pas les entendre se plaindre et réclamer du pain. Nous déclarons solennellement que pendant les dix-huit derniers mois nous n'avons pratiquement jamais eu le sentiment de manger à notre faim ¹. »

Presque en même temps, Sismondi, en France, et Owen en Angleterre élevaient la voix pour accuser violemment la société capitaliste. Cependant, tandis qu'Owen, en Anglais pratique et en citoyen de la première nation industrielle, se faisait le porte-parole d'une vaste réforme sociale, le petit bourgeois suisse se répandait en plaintes contre les imperfections de l'ordre social régnant et contre l'économie classique. Cependant par là même, Sismondi a donné beaucoup plus de fil à retordre à l'économie politique bourgeoise qu'Owen, dont l'efficacité pratique s'adressait directement au prolétariat.

Sismondi expose lui-même, dans sa préface à la deuxième édition de ses *Nouveaux principes d'économie politique, ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, que c'est l'Angleterre et, en particulier, la première crise

¹ L'extrait du document intéressant se trouve dans un compte rendu de l'écrit : *Observations on the Injurious Consequences of the Restrictions upon Foreign Commerce*. By a member of the Late Parliament, Londres, 1820.

Cet essai libre-échangiste dépeint la situation des ouvriers en Angleterre sous les couleurs les plus sombres. Il cite en particulier les faits suivants : « ... The manufacturing classes in Great Britain have been suddenly reduced from affluence and prosperity to the extreme of poverty and misery. In one of the debates in the late Session of Parliament, it was stated that the wages of weavers of Glasgow and its vicinity, which, when highest, had averaged about 25 s. or 27 s. a week, had been reduced in 1816 to 10 s. ; and in 1819 to the wretched pittance of 5 s. 6 d. or 6 s. They have not since been materially augmented. »

Dans le Lancashire, les salaires hebdomadaires des tisserands variaient, d'après le même témoignage, de 6 à 12 shillings pour un travail de quinze heures par jour tandis que « des enfants à demi morts de faim » travaillaient chaque jour de douze à seize heures pour un salaire de 2 ou 3 shillings par semaine. La misère dans le Yorkshire était encore plus grande s'il est possible. A l'égard de l'adresse des bonnetiers de Nottingham l'auteur écrit qu'il a examiné lui-même la situation et qu'il est parvenu à la conclusion que les déclarations des ouvriers n'étaient absolument pas exagérées. (*The Edinburgh Review*, mai 1820, NLXVI, p. 331 et suiv.).

anglaise, qui l'a incité à écrire sa première critique sociale (la première édition des *Nouveaux Principes* parut en 1819, la seconde huit ans plus tard).

« C'est en Angleterre que je me suis acquitté de cette tâche. L'Angleterre a donné naissance aux plus célèbres économistes. Leur science y est professée aujourd'hui même avec un redoublement d'ardeur.

« La concurrence universelle, ou l'effort pour produire toujours plus, et toujours à plus bas prix, est depuis longtemps le système de l'Angleterre, système que j'ai attaqué comme dangereux : ce système qui a fait faire à l'industrie anglaise des pas gigantesques, mais il a, à deux reprises, précipité les manufacturiers dans une détresse effrayante. C'est en présence de ces convulsions de la richesse, que j'ai cru devoir me placer pour revoir mes raisonnements, et les comparer avec les faits.

« L'étude que j'ai faite de l'Angleterre m'a confirmé dans mes Nouveaux Principes. J'ai vu dans ce pays surprenant, qui semble subir une grande expérience pour l'instruction du reste du monde, ta production augmenter, tandis que les jouissances diminuent. La masse de la nation semble y oublier, aussi bien que les philosophes, que l'accroissement des richesses n'est pas le but de l'économie politique, mais le moyen dont elle dispose pour procurer le bonheur de tous. Je cherche ce bonheur dans toutes les classes, et je ne sais où le trouver. La haute aristocratie anglaise est en effet arrivée à un degré de richesse et de luxe qui surpasse tout ce qu'on voit chez toutes les autres nations. Cependant elle ne jouit point elle-même d'une opulence qu'elle semble avoir acquise aux dépens des autres classes; la sécurité lui manque, et dans chaque famille la privation se fait sentir plus encore que l'abondance.

« Au-dessous de cette aristocratie titrée et non titrée, je vois le commerce occuper un rang distingué, il embrasse le monde entier dans ces entreprises; ses agents bravent les glaces des deux pôles et les ardeurs de l'Équateur, tandis que chacun des chefs qui se rassemblent au palais du Change, peut disposer de millions. En même temps, dans toutes les rues de Londres, dans celles des grandes villes d'Angleterre, les magasins étalent des marchandises qui suffiraient à la consommation de l'univers. Mais la richesse a-t-elle assuré au commerçant anglais l'espèce de bonheur qu'elle est propre à garantir ? Non : dans aucun pays les faillites ne sont aussi fréquentes. Nulle part ces fortunes colossales qui suffiraient seules à remplir un emprunt public, à soutenir un empire ou une république, ne sont renversées avec tant de rapidité. Tous se plaignent que les affaires sont rares, difficiles, et peu lucratives. A peu d'années d'intervalle, deux crises terribles ont ruiné une partie des banquiers, et ont étendu la désolation sur toutes les manufactures anglaises; dans le même temps, une autre crise a ruiné les fermiers, et a fait sentir ses contrecoups au commerce de détail. D'autre part, ce commerce, malgré son immense étendue, a cessé d'appeler à lui les jeunes gens qui cherchent une carrière ; toutes les places sont occupées, et dans les rangs supérieurs de la société, comme les inférieurs, le plus grand nombre offre en vain son travail, sans pouvoir obtenir de salaire.

« Cette opulence nationale, dont les progrès matériels frappent tous les yeux, a-t-elle enfin tourné à l'avantage du pauvre ? Pas davantage. Le peuple, en Angleterre, est en même temps privé, et d'aisance dans le moment présent, et de sécurité pour l'avenir. Il n'y a plus de paysans dans les campagnes; on les a forcés de faire place aux journaliers; il n'y a presque plus d'artisans dans les villes, ou de chefs indépendants d'une petite industrie, mais seulement des manufacturiers. L'industriel (c'est-à-dire l'ouvrier salarié, R. L.), pour employer un mot que ce système même a mis à la mode, ne sait plus ce que c'est que d'avoir un état; il gagne seulement un salaire, et comme ce salaire ne saurait lui suffire également dans toutes les saisons, il est presque, chaque année, réduit à demander l'aumône à la bourse des pauvres.

« Cette nation si opulente a trouvé plus économique de vendre tout l'or et l'argent qu'elle possédait, de se passer de numéraire et de faire toute sa circulation avec du papier. Elle s'est ainsi volontairement privée du plus précieux entre les avantages du numéraire, la stabilité de son prix; les porteurs de billets de banques provinciales courent chaque jour le danger d'être ruinés par les faillites fréquentes, et en quelque sorte épidémiques, des banquiers et l'État entier est exposé à une convulsion dans toutes les fortunes, si une invasion ou une révolution ébranlait le crédit de la banque nationale.

« La nation anglaise a trouvé plus économique de renoncer aux cultures qui demandent beaucoup de main-d'œuvre, et elle a congédié la moitié des cultivateurs qui habitaient ses champs; elle a trouvé plus économique de remplacer par des machines à vapeur les manufacturiers, et elle a congédié, puis repris, puis congédié de nouveau les ouvriers des villes; et les tisserands taisant place au « power looms » (métiers mus par la vapeur), succombent aujourd'hui à la famine ; elle a trouvé plus économique de réduire les ouvriers au salaire le plus bas avec lequel ils puissent vivre, et les ouvriers, n'étant plus que des prolétaires, n'ont point craint de se plonger dans une misère plus profonde encore, en élevant des familles toujours plus nombreuses; elle a trouvé plus économique de ne nourrir les Irlandais que de pommes de terre, et de ne les habiller que de haillons, et aujourd'hui chaque « packet-boat » lui apporte des légions d'Irlandais, qui, travaillant à meilleur marché que les Anglais, chassent ceux-ci de tous les métiers. Quels sont donc les fruits de cette immense richesse accumulée ? N'ont-ils eu d'autre effet que de faire partager les soucis, les privations, le

danger d'une ruine complète à toutes les classes ? L'Angleterre, en oubliant les hommes pour les choses, n'a-t-elle pas sacrifié la fin aux moyens ?¹ »

Il faut avouer que ce tableau de la société capitaliste d'il y a bientôt cent ans ne laisse rien à désirer en clarté et en intégralité. Sismondi met le doigt sur toutes les plaies de l'économie bourgeoise : la ruine de l'artisanat, le dépeuplement de la campagne, la prolétarianisation des couches moyennes, la paupérisation des ouvriers, l'éviction des ouvriers par les machines, le chômage, les dangers du système de crédit, les contrastes sociaux, l'insécurité de l'existence, les crises, l'anarchie. Son scepticisme amer et pénétrant a fait l'effet d'une dissonance aiguë éclatant au milieu de l'optimisme béat des bavardages lénifiants sur l'harmonie de l'économie vulgaire, qui régnait en Angleterre comme en France dans les personnes de Mac Culloch là-bas, de Jean-Baptiste Say ici, et qui dominait toute la science officielle. On peut facilement imaginer quelle impression de profond malaise devaient faire des déclarations comme celles que nous citons :

« Le luxe n'est possible que quand on l'achète avec le travail d'autrui; le travail assidu, sans relâche, n'est possible que lorsqu'il peut seul procurer, non les frivolités, mais les nécessités de la vie. »

« ... Quoique l'invention des machines, qui accroissent les pouvoirs de l'homme, soit un bienfait pour l'humanité, la distribution injuste que nous faisons de leurs bénéfices, les change en fléaux pour les pauvres. »

« Le bénéfice d'un entrepreneur de travaux n'est quelquefois autre chose qu'une spoliation de l'ouvrier qu'il emploie, il ne gagne pas, parce que son entreprise produit beaucoup plus qu'elle ne coûte, mais parce qu'il ne paie pas tout ce qu'elle coûte, parce qu'il n'accorde pas à l'ouvrier une compensation suffisante pour son travail. Une telle industrie est un mal social, car elle réduit à la dernière misère ceux qui exécutent l'ouvrage, tandis qu'elle n'assure que le profit ordinaire des capitaux à celui qui le dirige. »

« Parmi ceux qui se partagent le revenu national, les uns y acquièrent chaque année un droit nouveau par un nouveau travail, les autres y ont acquis antérieurement un droit permanent par un travail primitif, qui a rendu le travail annuel plus avantageux. »

« Rien ne peut empêcher cependant que chaque découverte nouvelle dans les mécaniques appliquées, ne diminue d'autant la population manufacturière. C'est un danger auquel elle est constamment exposée, et contre lequel l'ordre civil ne présente pas de préservatif. »

« Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travailleuses sans garantie, qu'ils jugeront, et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage. »

Sismondi s'en prend donc dans sa critique à la totalité : il refuse toute idéalisation et tout faux-fuyant qui, par exemple, chercheraient à excuser les sombres aspects de l'enrichissement capitaliste qu'il a mis en évidence, en les présentant comme des inconvénients temporaires d'une période transitoire ; et il termine son étude par la remarque suivante, dirigée contre Say :

« Depuis sept ans j'ai signalé cette maladie du corps social, et depuis sept ans elle n'a cessé de s'accroître. Je ne puis voir dans une souffrance si prolongée « les froissements qui accompagnent toujours les transitions », et, en remontant à l'origine du revenu, je crois avoir démontré que les maux que nous éprouvons sont la conséquence nécessaire des vices de notre organisation, et qu'ils ne sont pas près de finir². »

La source de tous les maux est, pour Sismondi, la disproportion entre la production capitaliste et la répartition du revenu, conditionné par celle-ci ; ici il s'attaque au problème de l'accumulation qui nous intéresse.

Le thème dominant de sa critique à l'égard de l'économie classique est le suivant : la production capitaliste est encouragée à une extension illimitée sans qu'il soit le moins du monde tenu compte de la consommation, mais celle-ci est limitée par le revenu.

« Tous les économistes modernes, en effet, ont reconnu que la fortune publique, n'étant que l'agrégation des fortunes privées, naissait, s'augmentait, se distribuait, se détruisait par les mêmes procédés que celle de chaque particulier. Tous savaient fort bien que dans une fortune privée, la partie la plus essentielle à considérer c'est le revenu; que, sur le revenu doit se régler la consommation ou la dépense, sous peine de détruire le capital. Cependant, comme dans la fortune publique le capital de l'un devient le revenu de l'autre, ils ont été embarrassés à décider ce qui était capital, ce qui était revenu, et ils ont trouvé plus simple de retrancher le dernier absolument de leurs calculs.

« En négligeant une quantité aussi essentielle à déterminer, MM. Say et Ricardo sont arrivés à croire que la consommation était une puissance illimitée, ou du moins qu'elle n'avait point d'autres bornes que celles de la

¹ J.-L. L. Simonde De Sismondi, *Nouveaux principes de l'économie politique ou De la richesse dans ses rapports avec la population*, 2^e édition, Paris, Delaunay, 1827, 2 vol. Livre I^o, p. 111 et suiv.

² Op. cit. II, p. 463.

production, tandis qu'elle est bornée par le revenu. Ils ont annoncé que toute richesse produite trouverait toujours des consommateurs, et ils ont encouragé les producteurs à causer cet engorgement des marchés, qui fait aujourd'hui la détresse du monde civilisé, tandis qu'ils auraient dû avertir les producteurs qu'ils ne devaient compter que sur les consommateurs ayant un revenu¹. »

Sismondi fonde donc sa théorie sur une doctrine du revenu. Qu'est-ce qui est revenu et qu'est-ce qui est capital ? Il prête la plus grande attention à cette distinction et l'appelle « la question la plus délicate de l'économie politique ». Le quatrième chapitre du livre II est consacré à cette question. Sismondi commence son analyse, comme d'habitude, par une robinsonnade. Pour « le solitaire », la distinction entre capital et revenu « était encore confuse ». Ce n'est qu'en société qu'elle devint « essentielle ». (II, p. 83.) Mais même dans la société, cette distinction est très difficile, en particulier à cause de la fable que nous connaissons déjà, entretenue par l'économie bourgeoise et selon laquelle « ce qui est capital pour l'un devient pour l'autre revenu ». Et inversement. Sismondi reprend à son compte ce verbiage confus dont l'origine remonte à Smith et que Say avait élevé au rang de dogme et de justification de la paresse intellectuelle et de la superficialité :

« La nature du capital et celle du revenu se confondent sans cesse dans notre imagination ; nous voyons ce qui est revenu pour l'un devenir capital pour l'autre, et le même objet, en passant de mains en mains, recevoir successivement différentes dénominations, tandis que sa valeur, qui se détache de l'objet consommé, semble une quantité métaphysique que l'un dépense et que l'autre échange, qui périclète dans l'un avec l'objet lui-même, qui se renouvelle dans l'autre et dure autant que la circulation. » (I, p. 84.)

Après cette introduction prometteuse, il s'attaque au problème difficile et déclare : toute richesse est le produit du travail. Le revenu est une partie de la richesse, par conséquent il doit avoir la même origine. Il est cependant « usuel » de distinguer trois sortes de revenu, que l'on appelle rente, profit et salaire et qui proviennent de trois sources différentes : « de la terre, du capital accumulé et du travail ». En ce qui concerne la première thèse, elle est naturellement inexacte, on comprend sous le terme de richesse, dans le sens social, la somme des objets utiles, des valeurs d'usage, mais aussi de la nature qui leur fournit les matériaux, et qui par ses forces seconde le travail humain. Le revenu, en revanche, représente une notion de valeur, à savoir l'étendue du pouvoir de l'individu ou des individus de disposer d'une partie de la richesse ou du produit social global. Comme Sismondi déclare que le revenu social est une partie de la « richesse sociale », en pourrait supposer qu'il comprend sous le nom de revenu de la société son fonds réel de consommation annuelle. La partie restante non consommée de la richesse serait alors le capital social et nous nous approcherions ainsi, du moins dans une faible mesure, de la distinction recherchée entre capital et revenu sur une base sociale. Mais, dès le moment suivant, Sismondi accepte la distinction « usuelle » entre trois sortes de revenu dont l'une seulement provient du « capital accumulé », tandis que pour les autres, il y a à côté du capital, la « terre » et le « travail ». Et immédiatement la notion de capital s'estompe à nouveau dans les brumes. Suivons cependant Sismondi plus avant. Il s'efforce d'expliquer dans leur genèse les trois sortes de revenus qui révèlent une base sociale antagoniste. A juste titre il prend pour point de départ un certain niveau de la productivité du travail.

« En raison des progrès de l'industrie et de ceux de la science, qui ont soumis à l'homme toutes les forces de la nature, chaque ouvrier peut produire chaque jour plus et beaucoup plus qu'il n'a besoin de consommer. » (I, p. 85.)

Après avoir ainsi souligné à juste titre que la productivité du travail est la condition inévitable et la base historique de l'exploitation, il donne pour la naissance effective de l'exploitation une explication qui va typiquement dans le sens de l'économie bourgeoise :

« Mais en même temps que son travail (de l'ouvrier, R. L.) produit la richesse, la richesse, s'il était appelé à en jouir, le rendrait peu propre au travail; aussi la richesse ne demeure presque jamais en la possession de celui qui exerce ses bras pour vivre. » (I, p. 85.)

Ayant ainsi fait, en accord avec les disciples de Ricardo et de Malthus, de l'exploitation et de l'antagonisme de classe l'aiguillon indispensable de la production, il en arrive à la cause réelle de l'exploitation : la séparation de la force de travail des moyens de production :

« L'ouvrier n'a point, en général, pu garder la propriété de la terre; cependant la terre a une puissance productive que le travail humain s'est contenté de diriger vers les usages de l'homme. Le maître de la terre sur laquelle le travail s'exécute, se réserve, comme compensations des avantages obtenus à l'aide de cette puissance productive, une part dans les fruits du travail auquel sa terre a coopéré. » (I, p. 86.)

Il s'agit ici de la rente. Plus loin :

« L'ouvrier n'a pas davantage, dans notre état de civilisation, pu conserver la propriété d'un fonds suffisant d'objets propres à la consommation, pour pouvoir vivre pendant qu'il exécute le travail qu'il a entrepris, jusqu'à ce qu'il ait trouvé un acheteur. Il n'a pas davantage en sa propriété les matières premières, souvent tirées de fort loin, sur lesquelles il doit exercer son industrie. Il a moins encore les machines compliquées,

¹ Op. cit. I. pp. 12-13.

dispendieuses, par lesquelles son travail est facilité et rendu infiniment plus productif. Le riche, qui possède ces objets de consommation, ces matières premières et ces machines, peut se dispenser de travailler lui-même, car il est maître en quelque sorte du travail de l'ouvrier auquel il les fournit. Comme compensation des avantages qu'il a mis à sa portée, il prélève la part la plus importante des fruits de son travail. » (l. c., p. 78.)

Il s'agit là du profit capitaliste. Ce qui reste de la richesse après un double écrémage, effectué d'une part par le propriétaire foncier et d'autre part par le capitaliste, est le salaire, le revenu de l'ouvrier ; et Sismondi ajoute : « *Il petit le consommer sans reproduction* » (p. 87). Sismondi désigne ici comme marque distinctive du salaire - ainsi que de la rente - le fait de ne pas se reproduire, à la différence du capital. Mais ceci n'est exact que pour la rente et la partie consommée du profit capitaliste ; en revanche la partie du produit social consommée sous forme de salaire se reproduit ; elle devient la force de travail de l'ouvrier - pour lui-même comme marchandise qu'il peut toujours offrir à nouveau sur le marché, et dont la vente lui permet de vivre ; et pour la société comme la forme matérielle et concrète du capital variable, qui doit toujours réapparaître dans la production totale annuelle si la reproduction ne doit pas connaître un déficit. Ces thèses sont admissibles jusqu'à présent. Nous n'avons appris que deux faits : la productivité du travail permet l'exploitation des travailleurs par des non-travailleurs, la séparation des travailleurs des moyens de production fait de l'exploitation des travailleurs la base effective de la répartition du revenu. Mais nous ignorons toujours ce qui est revenu et ce qui est capital ; Sismondi entreprend maintenant d'expliquer ce point. Comme il y a des gens qui ne peuvent danser qu'en partant du coin du feu, de même Sismondi doit toujours prendre son élan en partant de Robinson :

« Aux yeux du solitaire chez qui nous avons étudié d'abord la formation de la richesse, toute richesse n'était autre chose qu'une provision préparée d'avance pour le moment du besoin. Néanmoins il distinguait déjà deux choses dans cette provision : la partie que dans son économie il lui convenait de tenir en réserve pour son usage immédiat, ou à peu près immédiat, et celle dont il n'avait pas besoin avant le temps où il pourrait obtenir par elle une production nouvelle. Ainsi une partie de son blé devait le nourrir jusqu'aux futures moissons, une autre partie, mise en réserve pour la semence, devait fructifier dans l'année suivante. La formation de la société, et l'introduction des échanges, permit de multiplier presque indéfiniment cette semence, cette portion fructifiante de la richesse accumulée, et c'est celle qu'on a nommée le capital ¹. »

C'est plutôt ce qu'on pourrait nommer un galimatias. Par analogie avec la semence, Sismondi confond ici les moyens de production et le capital, ce qui est une double erreur. Premièrement, les moyens de production sont du capital, non pas en soi, mais seulement dans des conditions historiques bien déterminées. Deuxièmement, la notion de capital dépasse les moyens de production. Dans la société capitaliste - en posant comme données toutes les conditions que Sismondi ignore - les moyens de production ne sont qu'une partie du capital, à savoir le capital constant.

Sismondi est manifestement troublé parce qu'il essaie de mettre en relation la notion de capital avec des points de vue objectifs de la reproduction sociale. Aussi longtemps qu'il envisageait, comme plus haut, le capitaliste individuel, il comptait au nombre des parties composantes du capital, à côté des moyens de production, également les moyens de subsistance de l'ouvrier, ce qui de nouveau est faux du point de vue objectif de la reproduction du capital individuel. Mais dès qu'il essaie de considérer les bases concrètes de la reproduction sociale et qu'il se met à juste titre à distinguer entre moyens de consommation et moyens de production la notion de capital s'évanouit.

Sismondi sent lui-même qu'avec les moyens de production seuls ni la production, ni l'exploitation ne peuvent avoir lieu ; bien plus, il a l'intuition juste que le centre de gravité des rapports d'exploitation réside précisément dans l'échange avec la force de travail vivante. Après avoir réduit entièrement le capital au capital constant, il le ramène un instant après au capital variable :

« Le cultivateur, après avoir mis en réserve tout le blé dont il prévoyait qu'il aurait besoin jusqu'à la prochaine récolte, comprit qu'il lui convenait d'employer le surplus du blé qui lui restait, à nourrir d'autres hommes qui laboureraient pour lui la terre, et feraient maître de nouveau blé; qui fileraient et tisseraient ses chanvres et ses laines », etc. « En faisant cette opération, le cultivateur changeait une partie de son revenu en un capital; et c'est en effet toujours ainsi qu'un capitaliste nouveau se forme. Le blé qu'il avait récolté par delà celui qu'il devait manger pendant son propre travail, et par delà celui qu'il devait semer pour maintenir son exploitation au même point, était une richesse qu'il pouvait donner, dissiper, consommer dans l'oisiveté, sans en devenir plus pauvre : c'était un revenu; mais une fois qu'il l'avait employé à nourrir des ouvriers productifs; une fois qu'il l'avait échangé contre le travail, ou contre les fruits à venir du travail de ses laboureurs, de ses tisserands, de ses mineurs, c'était une valeur permanente, multipliant, et qui ne périssait plus, c'était un capital. » (l. p. 88).

Il y a ici un mélange de confusion et d'exactitude. Pour maintenir la production à l'ancien niveau, c'est-à-dire dans le cas de la reproduction simple, le capital constant semble être nécessaire, bien que ce capital constant soit réduit singulièrement à un capital circulant (semence), la reproduction du capital fixe étant tout à fait négligée. Cependant pour élargir la reproduction en vue de l'accumulation, le capital circulant est apparemment superflu : toute la partie capitalisée de la plus-value est transformée en salaires pour de nouveaux ouvriers qui, semble-t-il, travaillent dans un

¹ Op. cit. I, p. 88.

espace vide sans aucun moyen de production. Sismondi formule la même opinion de manière encore plus claire à un autre passage :

« Le riche fait donc le bien du pauvre lorsqu'il épargne sur son revenu pour ajouter à son capital, car faisant lui-même le partage de la production annuelle, tout ce qu'il nomme revenu, il le garde pour le consommer lui-même; toute ce qu'il nomme capital, il le cède au pauvre, pour que celui-ci en fasse son revenu. » (I, pp. 108-109.)

Mais en même temps Sismondi souligne excellemment le mystère de cette augmentation et l'acte de naissance du capital : la plus-value naît de l'échange du capital contre le travail, du capital variable, le capital naît de l'accumulation de la plus-value.

Avec tout cela cependant, nous n'avons pas beaucoup avancé dans la distinction entre le capital et le revenu. Sismondi essaie à présent de représenter les différents éléments de la production et du revenu dans les portions correspondantes du produit social global :

« L'entrepreneur de travaux, de même que le laboureur, n'emploie point en semences toute sa richesse productive; il en consacre une partie aux bâtiments, aux usines, aux outils qui rendent le travail plus facile et plus productif; comme une partie de la richesse du laboureur avait été consacrée aux travaux permanents qui rendent la terre plus fertile. Ainsi nous voyons naître et se séparer successivement les différentes espèces de richesses. Une partie de celles que la société a accumulées, est consacrée par chacun de ses détenteurs à rendre le travail plus profitable en se consommant lentement, et à faire exécuter par les forces aveugles de la nature un travail humain; on la nomme le capital fixe, et elle comprend les défrichements, les canaux d'arrosage, les usines, les outils des métiers, et les mécanismes de toute espèce. Une seconde partie de la richesse est destinée à se consommer rapidement pour se reproduire dans l'ouvrage qu'elle fait accomplir, à changer sans cesse de forme en gardant la même valeur; cette partie, qu'on nomme le capital circulant, comprend en soi les semences, les matières premières destinées à être ouvrées, et les salaires. Enfin une troisième partie de la richesse se détache de cette seconde ; c'est la valeur dont l'ouvrage achevé surpasse les avances qui l'ont fait taire - cette valeur, qu'on nomme le revenu des capitaux, est destinée à être consommée sans reproduction. » (I, pp. 13-14.)

Après avoir ainsi établi à grand peine la classification du produit social global, d'après les catégories incommensurables de capital fixe, capital circulant et plus-value, Sismondi montre immédiatement ensuite qu'il veut dire capital constant lorsqu'il parle de capital fixe et que, lorsqu'il parle de capital circulant il pense au capital variable car « tout ce qui est créé » est destiné à la consommation humaine, mais le capital fixe n'est consommé qu' « indirectement », en revanche le capital circulant « sert aux fonds qui sont destinés à nourrir les ouvriers sous forme de salaire ». Ainsi nous nous rapprocherions en quelque sorte de la division du produit total en capital constant (moyens de production), en capital variable (moyens de subsistance des ouvriers) et plus-value (moyens de subsistance des capitalistes). Toujours est-il que jusqu'à présent, les explications de Sismondi concernant ce sujet, considéré par lui-même comme fondamental, ne brillent pas par la clarté ; on ne constate dans ce désordre aucun progrès par rapport aux « blocs de pensée » de Smith.

Sismondi le ressent lui-même, et soupirant parce que ce mouvement de la richesse est tellement abstrait et demande une si grande force d'attention pour le bien saisir, il essaie à présent d'exposer le problème « dans la plus simple de toutes les opérations » (I, p. 95). Nous retournons donc au coin du feu, c'est-à-dire à Robinson avec cette seule différence que Robinson est maintenant un père de famille et pionnier de la politique coloniale.

« Un fermier solitaire dans une colonie éloignée, et à l'entrée des déserts, a récolté cent sacs de blé cette année ; il n'a point de marché où il puisse les porter ; ce blé, dans tous les cas, doit être consommé à peu près dans l'année; autrement il n'aurait point de valeur pour le fermier; mais celui-ci, avec sa famille, n'en mange que trente sacs; ce sera sa dépense, c'est l'échange de son revenu, ils ne se reproduisent pour personne. Il appellera ensuite des ouvriers, il leur fera abattre des bois, dessécher des marais dans son voisinage, et mettre en culture une partie du désert. Ces ouvriers mangeront trente autres sacs de blé; pour eux ce sera une dépense; ils se seront mis en état de la faire, au prix de leur revenu, savoir leur travail; pour le fermier ce sera un échange; il aura converti ces trente sacs en capital fixe. (Il veut dire : pour ces trente sacs qu'ils reçoivent comme salaire, les ouvriers produisent des moyens de production que le fermier pourra utiliser pour élargir son capital fixe. Ici, Sismondi va jusqu'à transformer le capital variable en capital fixe! R. L.) Enfin il lui reste quarante sacs; il les sèmera cette année, au lieu de vingt qu'il avait semés l'année précédente, ce sera son capital circulant qu'il aura doublé. Ainsi les cent sacs se trouveront consommés; mais sur ces cent il y en aura soixante-dix qui pour lui seront réellement placés, et qui reparaîtront avec un grand accroissement, les uns dès la récolte prochaine, les autres à toutes les récoltes subséquentes.

« L'isolement même du fermier que nous venons de supposer nous fait mieux sentir les bornes d'une telle opération. S'il n'a trouvé à faire manger cette année que soixante sacs sur les cent qu'il a récoltés, qui mangera l'année suivante les deux cents sacs produits par l'augmentation de ses semences ? On répondra sa famille, qui se multipliera. Sans doute; mais les générations humaines ne croissent pas si vite que la subsistance. Si notre fermier avait des bras pour répéter chaque année l'opération supposée, sa récolte de

blé doublerait toutes les années, et sa famille pourrait tout au plus doubler tous les vingt-cinq ans. » (I, p. 15-17.)

Malgré la puérilité de l'exemple, la question décisive est posée à la fin : où sont les débouchés pour la plus-value capitalisée ? L'accumulation du capital peut faire croître à l'infini la production de la société, mais qu'en est-il de la consommation de la société ? Celle-ci est déterminée par les différentes sortes de revenus. Sismondi traite de cet important sujet dans le cinquième chapitre du livre second : « *Partage du revenu national entre les diverses classes de citoyens* », où il s'efforce à nouveau de décrire les éléments du produit global de la société :

« Sous ce second point de vue, le revenu national se compose seulement de deux parties, l'une comprise dans la production annuelle, l'autre qui lui est étrangère ; la première est le profit qui naît de la richesse, la seconde est la puissance de travailler qui résulte de la vie. Sous le nom de richesse, nous comprenons cette fois la propriété territoriale aussi bien que les capitaux ; et sous le nom de profit, nous rangeons aussi bien le revenu net qui sera rendu aux propriétaires, que le bénéfice du capitaliste. » (I, p. 104-105.)

Donc tous les moyens de production sont éliminés du « *revenu national en tant que richesse* » ; mais le revenu national se divise en plus-value et en force de travail, ou plus exactement l'équivalent de celle-ci, le capital variable. Nous aurions donc ici, même si ce n'est pas suffisamment souligné, la division en capital constant, capital variable et plus-value. Tout de suite après, on voit cependant que Sismondi comprend par « *revenu national* » le produit social global annuel :

« De même la production annuelle, ou le résultat de tous les travaux faits dans l'année par la nation, se compose de deux parties : l'une est la même dont nous venons de parler, le profit qui résulte de la richesse ; l'autre est la puissance de travailler, qui est supposée égale à la portion de richesse contre laquelle elle se donne en échange, ou à la substance de ceux qui travaillent. » (I, p. 105.)

Ici le produit global de la société est divisé selon sa valeur en deux parties : capital variable et plus-value, le capital constant disparaît et nous retrouvons le dogme de Smith selon lequel le prix de toute marchandise se résout en $v + pl$ (ou se compose de $v + pl$), en d'autres termes, le produit total consiste uniquement en moyens de consommation (pour les ouvriers et pour les capitalistes).

Partant de là, Sismondi aborde la question de la réalisation du produit global. D'une part la somme des revenus dans la société se compose des salaires et des profits du capital ainsi que de la rente foncière, elle est donc représentée par $v + pl$; d'autre part le produit total de la société se divise également, en termes de valeur, en $v + pl$, si bien que « *le revenu national et la production annuelle se balancent mutuellement* » et doivent être égaux (en valeur) :

« Toute la production annuelle est consommée annuellement, mais en partie par des ouvriers qui, donnant en échange leur travail, la convertissent en capital, et la reproduisent, en partie par des capitalistes qui, donnant en échange leur revenu, l'anéantissent. » (I, p. 105.) « La totalité du revenu annuel est destinée à être donnée en échange contre la totalité de la production annuelle. » (I, p. 106.)

A partir de là Sismondi construit enfin, au sixième chapitre du livre second, intitulé : « *Détermination réciproque de la production par la consommation et de la dépense par le revenu* » la loi exacte de la reproduction, définie comme suit :

« C'est le revenu de l'année passée qui doit payer la production de cette année » (I, p. 120). Comment, à partir de telles prémisses l'accumulation capitaliste doit-elle se produire ? Si le produit total doit être consommé entièrement par les ouvriers et les capitalistes, manifestement nous ne sortons pas de la reproduction simple et le problème de l'accumulation devient insoluble. En effet, la théorie de Sismondi aboutit à nier la possibilité de l'accumulation. Car qui achèterait le produit excédentaire dans le cas d'une extension de la reproduction, puisque toute la demande sociale est représentée par la somme des salaires des ouvriers et par la consommation personnelle des capitalistes ? Sismondi formule également l'impossibilité objective de l'accumulation dans la phrase suivante :

« On ne fait jamais, après tout, qu'échanger la totalité de la production de l'année (dans le cas de la reproduction élargie, R. L.) contre la totalité de la production de l'année précédente. Or, si la production croît graduellement, l'échange de chaque année doit causer une petite perte, en même temps qu'elle bonifie la condition future. » (I, p. 121.)

« En d'autres termes : l'accumulation doit, chaque année, au cours de la réalisation du produit total, donner naissance à un excédent invendable ». Mais Sismondi recule devant la toute dernière conséquence et se retire aussitôt sur « une ligne moyenne ». « Si cette perte est légère et bien répartie, chacun la supporte sans se plaindre sur son revenu ; c'est en cela même que consiste l'économie nationale, et la série de ces petits sacrifices augmente le capital et la fortune publique. » (I, p. 121.)

Si par contre l'accumulation se poursuit sans frein, alors l'excédent invendable devient une calamité publique et nous avons la *crise*. Ainsi l'expédient petit-bourgeois du ralentissement de l'accumulation est la solution offerte par Sismondi. Il ne cesse de polémiquer contre l'école classique, qui préconisait un développement illimité des forces productives et l'extension de la production, et son œuvre entière est une mise en garde contre les conséquences fatales d'une poursuite effrénée de l'accumulation.

L'exposé de Sismondi prouve qu'il était incapable de comprendre le processus de la reproduction dans son ensemble. A part sa tentative manquée de séparer d'un point de vue social les catégories de capital et de revenu, sa théorie de

la reproduction souffre d'une erreur fondamentale, qui remonte à Adam Smith, à savoir l'idée que la consommation individuelle absorbe entièrement le produit annuel global sans laisser la plus petite portion de valeur pour le renouvellement du capital constant de la société, de même que l'accumulation ne consiste qu'en la transformation de la plus-value capitalisée en capital variable excédentaire. Cependant, si des critiques ultérieurs de Sismondi, comme par exemple le marxiste russe Ilyine (Lénine)¹, croyaient que cette bévue fondamentale dans l'analyse de la valeur du produit global justifiait le sourire triomphant avec lequel ils condamnaient la théorie sismondienne de l'accumulation comme caduque, comme un non-sens, ils démontraient seulement par là leur propre incapacité à voir le problème véritable traité par Sismondi. L'analyse de Marx, relevant le premier cette erreur grossière d'Adam Smith, est la preuve que le problème de l'accumulation est loin d'être résolu par la seule prise en considération de la partie de la valeur du produit global qui correspond au capital constant. Une preuve encore plus frappante en est le destin actuel de la théorie de Sismondi elle-même. Par sa conception, Sismondi a été entraîné dans une controverse très vive avec les représentants et les épigones de l'école classique : Ricardo, Say et Mac Culloch. Les deux camps soutenaient deux points de vue parfaitement opposés : Sismondi affirmait l'impossibilité de l'accumulation, tandis que Ricardo, Say et Mac Culloch proclamaient sa possibilité illimitée. Cependant, à l'égard de la bévue de Smith, les deux parties avaient la même position : comme Sismondi, ses adversaires faisaient abstraction du capital constant à propos de la reproduction; Say en particulier a perpétué le concept confus d'Adam Smith à propos de la division du produit global en $v + pl$, en faisant un dogme inébranlable.

Marx nous a appris que le produit social global doit contenir, outre les moyens de subsistance pour la consommation des ouvriers et des capitalistes ($v + pl$) des moyens de production (c) destinés à renouveler le capital usé, et que par conséquent l'accumulation ne consiste pas seulement dans l'accroissement du capital variable, mais aussi dans l'accroissement du capital constant ; mais cela ne suffit pas, comme l'a montré la suite amusante des événements, à résoudre le problème de l'accumulation. Nous verrons plus tard combien cette importance accordée à la part du capital constant dans le processus de la reproduction devait conduire à des erreurs nouvelles dans la théorie de l'accumulation. Il suffit ici de constater que l'erreur de Smith quant à la reproduction du capital global n'est pas une faiblesse particulière à la position de Sismondi, mais bien plutôt le terrain commun où se débattait la première controverse à propos du problème de l'accumulation. La science, et non seulement dans ce domaine, suit souvent des chemins détournés ; elle s'attaque souvent aux étages supérieurs de l'édifice avant que les fondements ne soient achevés ; de même l'économie bourgeoise s'est attaquée au problème compliqué de l'accumulation, sans avoir résolu le problème élémentaire de la reproduction simple. Quoi qu'il en soit, Sismondi a donné, avec sa critique de l'accumulation, du fil à retordre à l'économie bourgeoise, puisque celle-ci, malgré les faiblesses et les maladroises évidentes de ses déductions, n'a pas réussi à en venir à bout.

11. - *Mac Culloch contre Sismondi*

Les mises en garde de Sismondi contre l'extension brutale de la domination capitaliste en Europe suscitèrent contre lui une violente opposition, venant de trois côtés : en Angleterre l'école de Ricardo, en France le plat épigone de Smith, Jean-Baptiste Say, et les saint-simoniens. Tandis qu'Owen, en Angleterre, en insistant sur les tares du système industriel et notamment sur la crise, rencontre souvent les idées de Sismondi, l'école de l'autre grand utopiste, Saint-Simon, qui mettait l'accent sur la conception universelle d'une vaste expansion industrielle, sur le développement illimité des forces productives du travail humain, était vivement troublée par le cri d'alarme de Sismondi. Mais ce qui nous intéresse ici, du point de vue théorique, c'est la controverse plus féconde entre Sismondi et les ricardiens. Au nom de ces derniers, et semble-t-il avec l'approbation de Ricardo lui-même, Marc Culloch le premier publiait en octobre 1819, donc tout de suite après la parution des *Nouveaux Principes* une polémique anonyme contre Sismondi dans *l'Edinburgh Review*².

¹ Vladimir Ilyine (Lénine), *Études et articles économiques*, Saint-Pétersbourg, 1899 (en langue russe).

² L'article de l'*Edinburgh Review* était en réalité dirigé contre Owen. Sur 24 pages imprimées il s'attaque aux quatre écrits : *A New View of Society, or Essays on the Formation of Human Character*, *Observations on the Effects of the Manufacturing System*, *Two Memorials on Behalf of the Working Classes, presented to the Governments of America and Europe* ; et enfin, *Three Frocts, and an Account of Public Proceedings relative to the Employment of the Poor*.

L'auteur anonyme essaie de démontrer à Owen que ses idées de réforme n'attaquent pas le moins du monde les causes réelles de la misère du prolétariat anglais car ces causes réelles sont : l'époque transitoire du défrichement de terrains déserts (théorie de la rente foncière de Ricardo !), les droits de douane sur les blés et les impôts élevés qui oppressent le fermier comme le fabricant. Donc libre-échange et laisser-faire - c'est l'alpha et l'omega. Dans le cas d'une accumulation sans entraves, chaque accroissement de la production créera pour lui-même un accroissement de la demande. Ici Owen est accusé d'une « ignorance totale » (on le renvoie à Say et à James Mill) : « In his reasonings, as well as in his places, Mr Owen shows himself profoundly ignorant of all the laws which regulate the production and distribution of wealth. »

Et l'auteur passe d'Owen à Sismondi, formulant alors la controverse de la manière suivante : « ... He (Owen) conceives that when competition is unchecked by any artificial regulations, and industry permitted to flow in its natural channels, the use of machinery may increase the supply of the several articles of wealth beyond the demand of them, and by creating an excess of all commodities, throw the working classes out of employment. This is the position which we hold to be fundamentally erroneous ; and as it is strongly insisted on by the celebrated M. de Sismondi in his *Nouveaux principes d'économie*

Sismondi répliqua par un article paru en 1820 dans les *Annales de Jurisprudence* de Rossi sous le titre : « *Examen de cette question : le pouvoir de consommer s'accroît-il toujours dans la société avec le pouvoir de produire ?* »¹ »

Sismondi lui-même constate dans sa réponse que sa polémique d'alors était fortement marquée par les ombres de la crise commerciale de l'époque :

« Cette vérité que nous cherchons tous deux (Sismondi ne savait du reste pas, à l'époque où il écrivait cette réponse, qui était l'auteur anonyme de l'Edinburgh Review) est de la plus grande importance dans la circonstance actuelle. Elle peut être considérée comme fondamentale en économie politique. Une détresse universelle se fait sentir dans le commerce, dans les manufactures et même dans l'agriculture, du moins dans celle de plusieurs pays. La souffrance est si prolongée, si extraordinaire, qu'après avoir porté le malheur dans des familles innombrables, l'inquiétude et le découragement dans toutes, elle compromet les bases elles-mêmes de l'ordre social... Deux explications opposées sont données de cette détresse publique qui cause tant d'effervescence. Vous en avez trop fait, disent les uns, vous n'en avez pas assez fait, disent les autres. L'équilibre ne se rétablira, disent les premiers, la paix et la prospérité ne renaîtront que lorsque vous aurez consommé tout ce surplus de marchandises qui reste invendu sur le marché et que vous aurez réglé à l'avenir votre production sur la demande des acheteurs; l'équilibre renaîtra, disent les autres, pourvu que vous redoubriez d'efforts pour accumuler tout comme pour produire. Vous vous trompez quand vous croyez que nos marchés sont encombrés; la moitié seulement de nos magasins est remplie, remplissons de même l'autre moitié : et ces nouvelles richesses en s'échangeant les unes contre les autres rendront la vie au commerce. » (l. c., p. 389.)

Ici Sismondi a souligné et formulé avec une clarté remarquable le véritable point crucial de la controverse.

En effet, toute la position de Mac Culloch repose sur l'affirmation que l'échange est en réalité un échange réciproque de marchandises. Selon lui, chaque marchandise ne représente pas seulement une offre, mais en même temps une demande. Le dialogue se présente de la manière suivante : Mac Culloch : « *La demande et la production sont des termes vraiment corrélatifs et convertibles. La production d'une espèce de bien, constitue la demande de l'autre. Ainsi il y a une demande pour une quantité donnée de produits agricoles quand une quantité de produits manufacturés, quand une quantité de produits agricoles qui ont occasionné la même dépense pour les produire est présentée comme son équivalent.* » (l. c., p. 470.)

La feinte du disciple de Ricardo est visible : il lui plaît de faire abstraction de la circulation monétaire et de raisonner comme si des marchandises étaient directement achetées et payées avec des marchandises.

Nous passons brusquement des conditions d'une production capitaliste hautement développée à l'époque du troc primitif tel qu'il prospère aujourd'hui encore à l'intérieur de l'Afrique. Il y a un grain de vérité dans cette mystification du fait que l'argent, dans la circulation simple de marchandises, joue uniquement le rôle d'intermédiaire. Mais c'est précisément l'intervention de cet intermédiaire qui a, dans la circulation *M - A - M* (marchandise - argent - marchandise) séparé les deux transactions : vente et achat, et les a rendues indépendantes l'une de l'autre dans le temps et dans l'espace. C'est pourquoi d'une part chaque vente n'est pas obligatoirement suivie aussitôt de l'achat, et en outre l'achat et la vente ne sont pas du tout liés aux mêmes personnes ; en fait ces deux transactions ne se passent que dans de rares cas exceptionnels entre les mêmes acteurs. Mac Culloch fait précisément cette supposition absurde en mettant en présence, comme acheteur et vendeur, l'industrie d'une part et l'agriculture de l'autre. La généralité de ces catégories, qui sont présentées dans leur totalité comme parties de l'échange, masque l'éparpillement réel de cette division du travail social qui mène à d'innombrables actes individuels d'échange au cours desquels la coïncidence des achats et des ventes des marchandises respectives fait figure de cas tout à fait exceptionnel. La conception simpliste qu'a Mac Culloch de l'acte d'échange rend parfaitement incompréhensible la signification économique et l'entrée en scène historique de l'argent, mettant directement sur le même plan la marchandise et l'argent, en prêtant à la première une échangeabilité directe.

Pendant, la réponse de Sismondi est assez maladroite.

Pour démontrer que la description que donne Mac Culloch de l'échange de marchandises n'est pas valable pour la production capitaliste, il nous mène à la Foire du Livre de Leipzig :

« Dans le commerce de librairie à Leipzig, chaque libraire arrive de toutes les parties de l'Allemagne, à la foire, avec quatre ou cinq éditions de livre qu'il a imprimés, formant chacune quarante à cinquante douzaines d'exemplaires; il les échange contre des assortiments, et il remporte chez lui deux cents douzaines de volumes, comme il en avait apporté deux cents douzaines. Seulement il avait apporté quatre ouvrages différents, et il en emporte deux cents. Voilà la demande et la production qui, selon le disciple de M. Ricardo, sont corrélatives et convertibles; l'une achète l'autre, l'une paye l'autre, l'une est la conséquence de l'autre ;

politique, we must entreat the indulgence of our readers while we endeavour to point out its fallacy, and to demonstrate, that the power of consuming necessarily increases with very Increase in the power of producing. » (Edinburgh Review, octobre 1819, p. 470.)

¹ Il nous a été impossible d'obtenir les annales de Rossi. L'article cependant est repris par Sismondi dans sa deuxième édition des *Nouveaux Principes* (R. L.).

mais selon nous, selon le libraire et selon le public, la demande et la consommation n'ont pas encore commencé. Le mauvais livre, pour avoir été échangé à Leipzig, n'en demeure pas moins invendu (quelle erreur de la part de Sismondi ! R. L.), il n'en encombrera pas moins les boutiques des marchands, soit que personne n'en veuille, soit que chacun en soit déjà pourvu. Les livres échangés à Leipzig ne s'écouleront que lorsque les libraires trouveront des particuliers qui non seulement les désirent, mais qui veulent faire un sacrifice pour les retirer de la circulation. Ceux-là seuls forment une demande effective. » (II, p. 381.)

Malgré sa naïveté, l'exemple montre clairement que Sismondi ne s'est pas laissé influencer par la ruse de son adversaire et qu'a sait ce dont il s'agit au fond ¹.

Ensuite, Mac Culloch essaie de faire passer la réflexion du plan de l'échange abstrait de marchandises et l'oriente vers des rapports sociaux concrets :

« Supposons pour donner un exemple, qu'un cultivateur ait avancé la nourriture et des habillements à cent laboureurs, et que ceux-ci aient fait naître pour lui une nourriture suffisante pour deux cents, tandis qu'un maître manufacturier a de son côté avancé la nourriture et le vêtement de cent ouvriers, qui lui ont fabriqué des vêtements pour deux cents. Alors le fermier, après avoir remplacé la nourriture de ses propres laboureurs, aurait à sa disposition la nourriture de cent autres, tandis que le manufacturier, après avoir remplacé les vêtements de ses propres ouvriers, aurait aussi cent vêtements à porter sur le marché. Dans ce cas, les deux articles seront échangés l'un contre l'autre; la nourriture surabondante constituant la demande des vêtements, et les vêtements surabondants constituant de la nourriture. » (II, p. 382-383.)

On ne sait ce qu'il faut admirer le plus dans cette hypothèse : de l'ineptie de la construction qui dénature tous les rapports réels ou du sans-gêne avec lequel Mac Culloch pose a priori dans ses prémisses tout ce qui devait être prouvé, pour le déclarer ensuite comme « démontré ». En tout cas, la Foire du Livre de Leipzig apparaît à côté de cela comme le modèle d'une pensée profonde et réaliste. Pour prouver qu'il est toujours possible de créer une demande illimitée pour toutes les catégories de marchandises, Mac Culloch choisit comme exemple deux produits qui sont parmi les plus urgents et les plus élémentaires besoins de l'homme : la nourriture et le vêtement. Pour prouver que les marchandises peuvent être échangées en n'importe quelle quantité voulue, sans tenir compte du besoin de la société, il choisit un exemple où deux quantités de produits sont adaptées a priori aux besoins, où donc il n'y a socialement aucun excédent. Cependant il qualifie cette quantité nécessaire à la société d'un « surplus » - par rapport aux besoins personnels qu'ont les producteurs de leurs propres produits ; il peut ainsi démontrer brillamment que n'importe quel « surplus » de marchandises peut être échangé contre un « surplus » correspondant d'autres marchandises. Pour prouver enfin qu'on peut procéder à l'échange entre deux marchandises produites selon un mode privé d'économie - bien que leur quantité, leur coût de production, leur importance pour la société soient nécessairement différents selon leur nature - il choisit arbitrairement pour exemple deux quantités parfaitement égales de marchandises qui nécessitent les mêmes frais de production et ont une utilité générale identique pour la société. Bref, pour prouver que dans l'économie capitaliste privée anarchique aucune crise n'est possible, il construit une production strictement planifiée où n'existe aucune surproduction.

Mais notre astucieux Mac Culloch pousse la plaisanterie plus loin. Il s'agit dans ce débat du problème de l'accumulation. Le problème qui tourmentait Sismondi et avec lequel il tourmentait Ricardo et ses épigones était le suivant : où trouver des acheteurs pour l'excédent de marchandises si une partie de la plus-value, au lieu d'être consommée à titre privé par les capitalistes, est capitalisée, c'est-à-dire utilisée à élargir la production au-delà du revenu de la société ? Que devient la plus-value capitaliste et qui achète les marchandises dans lesquelles elle est investie ? Telle était la question posée par Sismondi. Et le plus bel ornement de l'école de Ricardo, son représentant officiel à la chaire de l'université londonienne, l'autorité pour les ministres anglais actuels du parti libéral comme pour la Cité de Londres, Mac Culloch y répond en fabriquant un exemple où aucune plus-value n'est produite ! Ses « capitalistes » ne se donnent la peine de cultiver la terre et de produire que pour l'amour de Dieu et de la production : tout le produit social, y compris le « surplus » suffit à peine aux besoins des ouvriers et aux salaires, tandis que le « fermier » et le « manufacturier » veillent à la production et à l'échange affamés et sans vêtements.

Sismondi s'écrie alors, avec une impatience justifiée :

« Au moment où nous cherchons ce que devient le surplus de la production des ouvriers sur leur consommation, il ne faut pas faire abstraction de ce surplus qui forme le bénéfice nécessaire du travail et la part nécessaire du maître. »

Le prophète vulgaire répond en multipliant par mille son ineptie. Il veut faire croire au lecteur qu'il y a « mille fermiers » et « mille manufacturiers » qui procèdent de la même manière géniale que chacun individuellement. Naturellement l'échange se passe de nouveau sans histoire, selon les vœux de tous. Enfin « supposons qu'en conséquence d'une

¹ La Foire du Livre de Leipzig, citée par Sismondi en guise de microcosme du marché mondial capitaliste, a du reste, après cinquante-cinq ans, fêté une résurrection joyeuse dans le « système scientifique » d'Eugène Dühring. Engels, en fustigeant le malheureux génie universel, explique cette Idée par le fait que Dühring se révèle en la circonstance « un authentique littérateur allemand », en se représentant les crises industrielles réelles d'après des crises Imaginaires à la Foire du Livre de Leipzig, et en, expliquant la tempête sur la mer par la tempête dans un verre d'eau; or le « grand penseur » a fait, ici encore comme dans bien d'autres cas dénoncés par Engels, un triste emprunt à un autre auteur.

application plus habile du travail et de l'introduction des machines », il double par hypothèse la productivité du travail, de telle manière que « *chacun des mille fermiers, en avançant la nourriture et le vêtement de ses cent travailleurs, obtienne en retour de la nourriture ordinaire pour deux cents et de plus du sucre, du tabac et des raisins, égaux en valeur à cette nourriture, tandis que chaque maître manufacturier, en avançant la nourriture et le vêtement de cent ouvriers, obtiendra un retour consistant en vêtements ordinaires pour deux cents et en rubans, en dentelles et batistes* » qui « *coûteront une somme égale à produire et qui par conséquent auront une valeur échangeable égale à ces deux cents vêtements* » (I. c., p. 391.)

Après avoir ainsi renversé la perspective historique, supposant d'abord la propriété capitaliste avec travail salarié, puis, à un stade ultérieur, ce haut niveau de productivité du travail qui seul rend possible l'exploitation, il imagine à présent que ces progrès de la productivité du travail se poursuivent dans tous les domaines exactement au même rythme et que le produit excédentaire de chaque branche de production représente exactement la même valeur, qu'il se répartit exactement parmi le même nombre de personnes, puis il fait s'échanger entre eux les différents surproduits -et voilà ! - tous les produits s'échangent sans difficulté et sans laisser de reste à la satisfaction générale. C'est encore une des nombreuses autres inepties de Mac Culloch, que de nourrir maintenant ses « capitalistes » - qui jusqu'ici vivaient de l'air du temps et exerçaient leur profession dans le plus simple appareil - uniquement de sucre, de tabac et de raisin, et de les vêtir de rubans, de dentelles et de batistes.

Cependant sa plus belle invention est la pirouette qui lui permet d'esquiver le problème proprement dit. La question était de savoir ce qu'il advient de la plus-value capitalisée, c'est-à-dire de la plus-value utilisée, non à la consommation personnelle des capitalistes, mais à l'extension de la production. Mac Culloch résout le problème d'une part en ignorant totalement la production de la plus-value, et d'autre part... en utilisant la plus-value tout entière à la production de luxe. Mais qui achète cette nouvelle production de luxe ? D'après l'exemple de Mac Culloch, ce sont manifestement les capitalistes (ses fermiers, ses manufacturiers), puisque son exemple ne connaît en dehors d'eux que des ouvriers. Ainsi la plus-value entière est consommée pour la satisfaction personnelle des capitalistes, c'est-à-dire que nous avons là un exemple de reproduction simple. Mac Culloch répond donc à la question de la capitalisation de la plus-value soit en ignorant toute plus-value, soit en supposant, au moment même où il y a production de plus-value, une reproduction simple à la place de l'accumulation. Il se donne *l'apparence* de parler malgré tout de reproduction élargie - comme autrefois lorsqu'il prétendait traiter du « surplus » il usait d'une feinte en imaginant d'abord le cas impossible d'une production capitaliste sans plus-value, pour ensuite présenter au lecteur l'apparition du surproduit comme une extension de la production.

Sismondi n'était pas tout à fait à la hauteur de ces acrobaties du contorsionniste écossais. Lui, qui avait jusqu'alors repoussé pas à pas son adversaire et l'avait convaincu d'« *ineptie manifeste* », se trouble à présent au point décisif de la controverse. Il aurait dû déclarer froidement à son adversaire, à propos de la tirade citée plus haut : « *Très honoré ami ! tout mon respect devant votre souplesse intellectuelle, mais vous cherchez à filer entre les doigts comme une anguille. Je pose tout le temps la question : qui achètera les produits excédentaires, si les capitalistes, au lieu de dissiper entièrement leur plus-value, l'emploient à des fins d'accumulation, c'est-à-dire à l'élargissement de la production ? Et vous me répondez : eh bien, ils élargiront la production en produisant des objets de luxe, qu'ils consommeront naturellement eux-mêmes. Mais c'est là un tour de passe-passe. Car, dans la mesure où les capitalistes dépensent la plus-value en achetant des objets de luxe pour eux-mêmes, ils la consomment et n'accumulent pas. Mais il s'agit justement de savoir si l'accumulation est possible, et non pas du luxe personnel des capitalistes ! Répondez donc clairement, si vous le pouvez, ou bien allez au diable avec votre raisin et votre tabac !* » Au lieu de confondre ainsi ce vulgarisateur, Sismondi devient tout à coup moralisateur, pathétique et social. Il s'écrie :

« *Qui demandera ? Qui jouira ? les maîtres ou les ouvriers, soit aux champs, soit à la ville ? Dans sa nouvelle supposition (de Mac Culloch), nous avons un superflu de produit, un bénéfice du travail, à qui demeurera-t-il ?* » (II, pp. 394-395.)

Et il répond par la tirade suivante :

« *Mais nous savons bien, et l'histoire du monde commerçant ne nous l'apprend que trop, que ce n'est pas l'ouvrier qui profite de la multiplication des produits du travail; son salaire n'est point augmenté; M. Ricardo lui-même a dit d'ailleurs qu'il ne doit point l'être, si l'on veut que la richesse ne cesse pas de s'accroître. Une funeste expérience nous apprend au contraire qu'il est presque toujours diminué en raison même de cette multiplication. Mais alors, quel est l'effet, comme bonheur public, de l'accroissement des richesses ? Notre auteur a supposé mille fermiers qui jouissent, pendant que cent mille travailleurs travaillent, mille chefs d'ateliers qui s'enrichissent, tandis que cent mille artisans sont maintenus sous leurs ordres. Le bonheur quelconque qui peut résulter de l'accroissement des frivoles jouissances du luxe n'est donc ressenti que par un centième de la nation. Ce centième, appelé à consommer tout le superflu du produit de toute la classe qui travaille, pourra-t-il bien y suffire, si, par le progrès des machines et des capitaux, cette production s'accroît sans cesse ? Dans la supposition qu'a faite l'auteur, toutes les fois que le produit national double, le maître de ferme ou d'atelier doit centupler sa consommation ; si la richesse nationale est aujourd'hui, grâce à l'invention de tant de machines, centuple de ce qu'elle était quand elle ne faisait que couvrir les frais de production, chaque maître doit aujourd'hui consommer des produits qui suffiraient pour faire vivre dix mille ouvriers.* » (II, pp. 396-397.)

Et Sismondi croit avoir, une fois encore, saisi le point de départ des crises :

« Nous concevons, à la rigueur, qu'un homme riche peut consommer les produits manufacturés de dix mille ouvriers; c'est là ce que deviennent les rubans, les dentelles, les soieries dont l'auteur nous a indiqué l'origine. Mais un seul individu ne saurait consommer, dans la même proportion, les produits de l'agriculture; et les vins, les sucres, les épices que M. Ricardo a fait naître en échange, sont de trop pour la table d'un seul homme. (Sismondi, qui n'a identifié que plus tard l'auteur anonyme de la Edinburgh Review, soupçonnait tout d'abord Ricardo d'avoir écrit l'article, R.L.) Ils ne se vendront pas. ou plutôt la proportion entre les produits agricoles et manufacturiers, qui semblent la base de tout soit système, ne pourra plus se maintenir. » (II, pp. 397-398.)

Nous voyons donc comment Sismondi tombe dans le piège dressé par Mac Culloch : au lieu de refuser une réponse à la question de l'accumulation qui se réfère à la production de luxe il suit son adversaire sur ce terrain sans remarquer qu'il y a décalage, et ne trouve que deux choses à répondre. Tout d'abord il fait à Mac Culloch un reproche moral de faire profiter les capitalistes de la plus-value plutôt que la masse des travailleurs et il s'égare ainsi dans une polémique contre la répartition de l'économie capitaliste. D'autre part, partant de ce chemin latéral, il retrouve de manière inattendue, la route qui mène au problème primitif, il pose dès lors la question de la manière suivante : les capitalistes consomment donc eux-mêmes dans le luxe toute la plus-value. Soit ! Mais un homme est-il en mesure d'augmenter sa consommation aussi rapidement et de manière aussi illimitée que les progrès de la productivité du travail accroissent le surproduit ? Ici, Sismondi abandonne son propre problème. Au lieu de voir la difficulté de l'accumulation capitaliste dans le fait qu'il n'y a pas d'autres consommateurs que les ouvriers et les capitalistes, il découvre un problème de la reproduction simple dans les limites physiques de la capacité de consommation des capitalistes eux-mêmes. Comme la capacité d'absorption des capitalistes pour les objets de luxe ne peut augmenter au même rythme que la productivité du travail, donc que la plus-value, il en résulte nécessairement une surproduction et une crise. Nous avons déjà rencontré ce raisonnement chez Sismondi dans les Nouveaux Principes, et nous avons ici la preuve que lui-même ne voyait pas toujours clairement son problème. Ce n'est pas étonnant : il n'est pas possible de comprendre le problème de l'accumulation dans toute son acuité que si l'on a résolu le problème de la reproduction simple auquel, nous l'avons déjà vu, Sismondi se heurtait encore.

Malgré tout, Sismondi, dans cette première polémique avec les épigones de l'école classique, ne s'est absolument pas laissé vaincre. Au contraire, il a, en fin de compte, mis en déroute son adversaire. Tout en méconnaissant les bases les plus élémentaires de la reproduction sociale et en négligeant le capital constant, en accord sur ce point avec le dogme de Smith, Sismondi ne le cédait en rien ici à son adversaire : le capital constant n'existe pas non plus pour Mac Culloch, ses fermiers et ses manufacturiers se bornent à « avancer » la nourriture et les vêtements pour leurs ouvriers, et le produit social ne consiste qu'en nourriture et en vêtements. Si donc les deux adversaires commettent la même erreur élémentaire, Sismondi dépasse infiniment Mac Culloch par son intuition des contradictions du mode de production capitaliste. Quant au scepticisme de Sismondi à l'égard de la possibilité de réalisation de la plus-value, le disciple de Ricardo laisse finalement la question sans réponse. De même Sismondi lui est supérieur lorsqu'il oppose à la satisfaction béate du théoricien et de l'apologiste de l'harmonie pour qui « il n'y a pas d'excédent de la production au-delà de la demande, pas de resserrement du marché, pas de souffrances », le cri de détresse des prolétaires de Nottingham et lorsqu'il démontre que l'introduction des machines crée nécessairement « une population en surnombre » et enfin notamment lorsqu'il souligne la tendance générale du marché mondial capitaliste avec ses contradictions. Mac Culloch conteste tout simplement la possibilité d'une surproduction générale, et il connaît un remède éprouvé pour chaque surproduction partielle :

« On peut objecter, continue le journaliste, que d'après le principe que la demande s'accroît toujours en raison de la production, on ne saurait expliquer les engorgements et la stagnation que produit un commerce désordonné. Nous répondrons très aisément : Un engorgement est un accroissement dans la production d'une classe particulière de marchandises, qui n'est point accompagné par un accroissement correspondant des marchandises qui devaient lui servir d'équivalent. Tandis que nos mille fermiers et nos mille maîtres manufacturiers échangent leurs produits respectifs, et s'offrent réciproquement un marché les uns aux autres, si mille nouveaux capitalistes viennent se joindre à leur société, et emploient chacun cent ouvriers en labourage, ils causeront sans doute un engorgement immédiat dans les produits agricoles, parce qu'il n'y aura point eu d'accroissement contemporain dans la production des articles manufacturés qui doivent les acheter. Mais qu'une moitié de ces nouveaux capitalistes deviennent manufacturiers, ils créeront alors des objets manufacturés suffisants pour acheter les produits bruts de l'autre moitié. Alors l'équilibre sera rétabli, et quinze cents fermiers échangeront avec quinze cents manufacturiers leurs produits respectifs, avec justement tout autant de facilité que les mille fermiers et les mille manufacturiers échangeaient auparavant les leurs. » (II, p. 318-391.)

A cette bouffonnerie qui se plaît dans la confusion, Sismondi répond en attirant l'attention sur les transformations et les bouleversements réels du marché mondial qui se sont accomplis sous ses yeux :

« ... On a pu mettre en culture des pays barbares, et les révolutions politiques, le changement de système financier, la paix, ont tait arriver tout à la fois sur les ports des anciens pays agricoles, des cargaisons qui égalent presque toutes leurs récoltes. Les vastes provinces que la Russie a tout récemment civilisées sur la mer Noire, l'Égypte qui a changé de système de gouvernement, la Barbarie à qui la piraterie a été interdite, ont tout à coup vidé les greniers d'Odessa, d'Alexandrie et de Tunis, dans les ports de l'Italie, et ont amené

sur les marchés une telle surabondance de blés, que, sur toute la longueur des côtes, l'industrie du fermier est devenue une industrie perdante. Le reste de l'Europe n'est pas à l'abri d'une révolution pareille, causée par l'immense étendue du pays nouveau qui a été tout à la fois mis en culture sur les rives du Mississipi, et qui exporte toits ses produits agricoles. L'influence même de la Nouvelle-Hollande pourra un jour être ruineuse pour l'industrie anglaise, si ce n'est quant au prix des denrées dont le transport est trop coûteux, du moins quant aux laines et aux autres produits agricoles plus faciles à transporter. » (II, p. 410.)

Quel était donc le conseil de Mac Culloch face à cette crise agraire dans le sud de l'Europe ? La moitié des nouveaux agriculteurs devaient devenir des fabricants ! A quoi Sismondi répond :

« Ce conseil ne peut pas s'appliquer sérieusement aux Tartares de la Crimée ou aux Fellahs d'Égypte. »

Et il ajoute :

« Le moment n'est même point encore venu d'établir de nouvelles manufactures dans les régions transatlantiques, ou la Nouvelle-Hollande. » (II, 401.)

On le voit, Sismondi a reconnu clairement que l'industrialisation des territoires d'outre-mer n'est qu'une question de temps. Mais il était aussi très conscient du fait que l'extension du marché mondial n'apporte pas de solution à la difficulté, mais ne fait que la reproduire à une échelle agrandie, provoquant nécessairement des crises encore plus puissantes. Il prévoyait les conséquences fâcheuses de la tendance à l'expansion du capitalisme : une exaspération de la concurrence, une anarchie encore plus grande de la production. Bien plus, il met le doigt sur la cause fondamentale des crises en formulant la *tendance* de la production capitaliste à dépasser toutes les limites du marché ; nous citons un passage très pénétrant :

« A plusieurs reprises, écrit-il à la fin de sa réplique à Mac Culloch, on a annoncé que l'équilibre se rétablissait, que le travail recommençait; mais une seule demande imprimait chaque fois un mouvement supérieur aux besoins réels du commerce, et celle activité nouvelle était bientôt suivie d'un plus pénible engorgement. » (II, 405-406.)

Devant ces éclairs de l'analyse de Sismondi, ces intuitions profondes des contradictions réelles du mouvement du capital, le cuistre de la chaire de l'Université de Londres, avec son verbiage sur les lois de l'harmonie et ses contredanses de mille fermiers enrubannés et de mille fabricants éméchés, est resté coi.

12. - **Ricardo contre Sismondi**

Pour Ricardo, manifestement, l'affaire n'était pas réglée par la réponse de Mac Culloch aux objections théoriques de Sismondi. Cherchant la vérité, à la différence du « charlatan écossais », comme Marx appelle Mac Culloch, Ricardo avait gardé la modestie authentique d'un grand penseur ¹. Il avait été profondément impressionné par les attaques de Sismondi contre lui-même et contre son « disciple » - la preuve en est le changement radical de sa position dans la question de l'effet des machines. A Sismondi revient ici le mérite d'avoir, pour la première fois, montré les aspects déplaisants du capitalisme aux tenants de la doctrine classique de l'harmonie. Les apologistes de Ricardo avaient diffusé la thèse selon laquelle les machines pouvaient créer autant ou plus encore de possibilités de travail pour les salariés qu'elles ne leur en avaient pris en remplaçant le travail manuel. Cette théorie, dite de la compensation, fut critiquée violemment par Sismondi dans le livre IV des *Nouveaux Principes*, au chapitre 7 « *De la division du travail et des machines* », ainsi que dans le livre VII, au chapitre 7 qui porte le titre significatif suivant : « *De la population rendue superflue par l'invention des machines* ». Ses *Nouveaux Principes* avaient paru en 1819, deux ans après l'œuvre maîtresse de Ricardo.

En 1821, donc après la polémique entre Mac Culloch et Sismondi, Ricardo introduisit un nouveau chapitre dans la troisième édition de ses *Principes* ² où il reconnaît franchement son erreur et déclare, tout à fait dans le sens de Sismondi que « l'opinion des classes ouvrières sur les machines, qu'elles croient fatales à leurs intérêts, *ne repose pas sur l'erreur* et les préjugés, mais sur les principes les plus fermes, les plus nets de l'économie politique ». En même temps il se voit obligé comme Sismondi de se défendre contre l'accusation d'être l'ennemi du progrès technique ; mais il se disculpe moins brutalement que Sismondi - en utilisant un subterfuge, et déclarant que le mal n'intervient que peu à peu : « *Pour éclairer ce principe, j'ai supposé que le machinisme amélioré avait été découvert soudainement et employé dans toute son étendue. Mais en réalité ces découvertes n'interviennent que peu à peu et*

¹ Il est caractéristique, que lors de son élection au Parlement en 1819, et alors qu'il jouissait déjà de la plus grande considération à cause de ses écrits économiques, Ricardo ait écrit à un ami : « Vous saurez que je siège à la Chambre des Communes. Je crains de n'y être pas de grande utilité. Par deux fois j'ai essayé de prendre la parole, mais j'ai parlé avec beaucoup d'angoisse et je désespère de jamais pouvoir surmonter la peur qui m'étreint lorsque j'entends le son de ma voix. » (Lettres de Ricardo à Mac Culloch.) Des « angoisses » de cet ordre étaient parfaitement inconnues à ce bavard de Mac Culloch.

² 31^e chapitre de l'édition française des *Principes d'Économie Politique et de l'impôt*, traduit de l'anglais par C. Debyser, Paris, Costes 1934, 2 volumes, p. 217.

agissent davantage sur l'emploi du capital déjà épargné et accumulé que sur le retrait de capital des investissements déjà existants. »

Mais le problème des crises et de l'accumulation continuait à préoccuper Ricardo lui aussi. Au cours de la dernière année de sa vie, en 1823, il passa quelques jours à Genève pour débattre personnellement avec Sismondi de ce problème et comme fruit de ces conversations parut, en mai 1824, dans la *Revue encyclopédique* l'article de Sismondi : *Sur la balance des consommations avec les productions*¹.

Dans ses *Principes*, Ricardo avait complètement repris à son compte dans cette question décisive, la doctrine de l'harmonie des rapports entre la production et la consommation élaborée par Say. Au chapitre XXI, il écrit : « *Cependant M. Say a prouvé de la manière la plus satisfaisante, qu'il n'y a point de capital, quelque considérable qu'il soit, qui ne puisse être employé dans un pays, parce que la demande des produits n'est bornée que par la production. Personne ne produit que dans l'intention de consommer ou de vendre la chose produite, et on ne vend jamais que pour acheter quelque autre produit qui puisse être d'une utilité immédiate ou contribuer à la production future. Le producteur devient donc consommateur de ses propres produits, ou acheteur et consommateur des produits de quelque autre personne* » (p. 89).

Dans les *Nouveaux Principes* déjà, Sismondi avait violemment attaqué cette conception de Ricardo, et le débat oral tournait entièrement autour de ce problème. Ricardo ne pouvait nier le fait de la crise qui venait justement d'éclater en Angleterre et dans d'autres pays. Il s'agissait uniquement de l'expliquer.

Sismondi et Ricardo s'étaient mis d'accord, dès le début de la discussion, sur une formulation remarquablement claire et précise du problème, éliminant tous deux la question du commerce extérieur. Sismondi comprenait sans doute l'importance et la nécessité du commerce extérieur pour la production capitaliste et son besoin d'expansion. Sur ce point il ne le cédait en rien à l'école libre-échangiste de Ricardo. Bien plus il la surpassait considérablement par sa conception dialectique de cette tendance expansionniste du capital. Il disait ouvertement que l'industrie « *est toujours plus réduite à chercher ses débouchés dans les marchés étrangers, où de plus grandes révolutions la menacent* » (I, p. 361)² ; il prédit, comme nous l'avons vu, la naissance d'une concurrence dangereuse pour l'industrie européenne dans les pays d'outre-mer ; c'était là, en 1820, un exploit méritoire qui révélait l'intuition profonde qu'avait Sismondi des relations économiques internationales du capitalisme. Néanmoins Sismondi était loin de concevoir le problème de la réalisation de la plus-value, le problème de l'accumulation comme lié au commerce extérieur, seul capable d'y apporter une solution, ainsi que des critiques ultérieurs ont cherché à le lui faire dire. Au contraire, Sismondi écrit lui-même expressément, dès le livre II, au chapitre 6 :

« Pour suivre ces formules avec plus de sûreté, et simplifier ces questions, nous faisons, jusqu'à présent complètement abstraction du commerce étranger, et nous supposons une nation isolée; la société humaine est elle-même cette nation isolée, et tout ce qui serait vrai d'une nation sans commerce, est également vrai du genre humain. » (I, p. 115.)

En d'autres termes : en considérant le marché mondial tout entier comme une société produisant exclusivement selon le mode capitaliste, Sismondi posait le problème sur les mêmes bases que plus tard Marx. Il se mit également d'accord sur cette hypothèse de départ avec Ricardo :

« Nous écartons l'un et l'autre de la question qui nous occupait le cas d'une nation qui vendrait plus aux étrangers qu'elle ne leur achèterait, qui, pour une production croissante au-dedans, trouverait un marché croissant au dehors. » (II, p. 412.) « ... Or la question n'est pas pour nous de déterminer si des chances de guerre ou de politique ne peuvent pas donner à une nation de nouveaux consommateurs : il faut prouver qu'elle se les crée à elle-même lorsqu'elle augmente sa production. » (II, p. 415.) Sismondi. formule ainsi le problème de la réalisation de la plus-value avec toute la précision possible tel qu'il se présente à nous pendant toute l'époque ultérieure dans l'économie politique. Ricardo affirme en effet - suivant sur ce point les traces de Say, comme nous l'avons vu et comme nous le verrons encore - que la production crée elle-même ses propres débouchés.

La thèse formulée par Ricardo dans la controverse avec Sismondi était la suivante :

« Supposons cent laboureurs produisant mille sacs de blé, et cent fabricants en laine, produisant mille aunes d'étoffe, faisons abstraction de tous les autres produits utiles à l'homme, de tous les intermédiaires entre eux, ne voyons qu'eux dans le monde : ils échangent leurs mille aunes contre leurs mille sacs; supposons par les progrès successifs de l'industrie, les pouvoirs productifs du travail accrus d'un dixième; les mêmes hommes

¹ Sismondi raconte à propos de cette discussion : « M. Ricardo, dont la mort récente a profondément affligé non seulement sa famille et ses amis, mais tous ceux qu'il a éclairés par ses lumières, tous ceux qu'il a échauffés par ses nobles sentiments, s'arrêta *quelques jours* à Genève dans la dernière année de sa vie. Nous discutâmes ensemble, à deux ou trois reprises, cette question fondamentale sur laquelle nous étions en opposition. Il apporta à son examen l'urbanité, la bonne foi, l'amour de la vérité qui le distinguaient et une clarté à laquelle ses disciples eux-mêmes ne se seraient pas attendus, accoutumés qu'ils étaient aux efforts d'abstraction qu'il exigeait d'eux dans le cabinet. »

L'article « *Sur la balance* » est reproduit dans la deuxième édition des *Nouveaux Principes*, tome II, p. 408 et suiv.

² Livre IV, chap. 4, « Comment la richesse commerciale sait l'accroissement du revenu ». »

échangent onze cents aunes contre onze cents sacs, et chacun d'eux se trouve mieux vêtu et mieux nourri; un nouveau progrès tait échanger douze cents aunes contre douze cents sacs, et ainsi de suite; l'accroissement du produit ne fait jamais qu'augmenter les jouissances de ceux qui produisent. » (II, p. 416.)

On est confus de devoir constater que les déductions du grand Ricardo se situent à un niveau encore plus bas que celles du « charlatan écossais » Mac Culloch. De nouveau nous sommes conviés à assister en spectateurs à une contredanse gracieuse et harmonieuse entre les « aunes » et les « sacs » ; et précisément ce qui était à démontrer, à savoir leur proportionnalité réciproque, est tout simplement supposé à l'avance. Il y a mieux encore : toutes les prémisses du problème dont il s'agissait sont simplement laissées de côté. Le problème, l'objet de la controverse - répétons-le une fois de plus - consistait en ceci : qui consommera et achètera l'excédent de produits qui surgit lorsque les capitalistes produisent des marchandises au-delà de la consommation de leurs ouvriers et de leur consommation personnelle, c'est-à-dire lorsqu'ils capitalisent une partie de la plus-value, l'utilisant à élargir la production, à agrandir le capital ? A cela Ricardo répond sans mentionner d'un seul mot l'augmentation de capital. Ce qu'il nous dépeint au cours des diverses étapes de la production est simplement une croissance progressive de la productivité du travail. D'après son hypothèse on produit, toujours avec le même nombre de travailleurs, tout d'abord mille sacs de blé et mille aunes d'étoffe, puis onze cents sacs et onze cents aunes, enfin douze cents sacs et douze cents aunes et ainsi de suite en un gracieux crescendo. Sans compter que cette idée d'un mouvement uniforme de marche des deux côtés, à un rythme tout militaire, et de la conformité même du nombre d'objets à échanger, est ennuyeuse, il n'est pas question dans tout cet exemple d'un accroissement de capital. Nous avons affaire ici non pas à une reproduction élargie, mais à une reproduction simple accompagnée d'un accroissement de la masse des valeurs d'usage, mais non de la valeur du produit social global. Comme ce n'est pas le volume des valeurs d'usage mais simplement la grandeur de valeur qui entre en ligne de compte dans l'échange et que cette dernière, dans l'exemple, reste toujours identique, Ricardo n'avance pas d'un seul pas, même s'il semble analyser un élargissement continu de la production. Enfin chez Ricardo les catégories déterminantes de la reproduction n'existent pas. Mac Culloch fait d'abord produire ses capitalistes sans plus-value, et vitre de l'air du temps, mais du moins reconnaît-il l'existence des ouvriers et indique-t-il leur consommation. Chez Ricardo il n'est pas même question d'ouvriers et la distinction entre capital variable et plus-value n'existe pas. On ne s'étonnera donc pas que Ricardo, exactement comme son disciple, fasse complètement abstraction du capital constant : il prétend résoudre le problème de la réalisation de la plus-value et de l'extension du capital à partir de la seule hypothèse qu'une certaine quantité de marchandises sont échangées réciproquement.

Sismondi ne voit pas que la discussion a changé de terrain; il s'efforce honnêtement de ramener sur terre les rêveries de son célèbre hôte et adversaire, dont les prémisses comme il dit en s'en plaignant, « font abstraction du temps et de l'espace comme le feraient les métaphysiciens allemands » (p. 424), et de les analyser dans leurs contradictions invisibles. Il greffe l'hypothèse de Ricardo sur « la société dans son organisation actuelle, avec des ouvriers sans propriété, dont le salaire est fixé par la concurrence et que leur maître peut congédier dès qu'il n'a plus besoin de leur travail », car, observe Sismondi aussi justement que modestement « c'est précisément sur cette organisation sociale que porte notre objection » (p. 417).

Et il dénonce les difficultés et conflits nombreux auxquels sont liés les progrès de la productivité du travail dans des conditions capitalistes. Il démontre que les transformations supposées par Ricardo dans la technique du travail ne peuvent conduire, sur le plan social, qu'à l'alternative suivante : ou bien un certain nombre d'ouvriers correspondant à la croissance de la productivité seront licenciés, et il y aura alors d'une part un excédent de produits, et d'autre part du chômage et de la misère - un reflet fidèle de la société actuelle ; ou bien le produit excédentaire sera utilisé pour maintenir le même nombre d'ouvriers mais dans une nouvelle branche de la production : la production de luxe. Arrivé à ce point, Sismondi se hisse à un niveau incontestable de supériorité par rapport à Ricardo. Il se souvient brusquement de l'existence du capital constant et maintenant c'est lui qui prend violemment à partie le classique anglais :

« Pour fonder une nouvelle manufacture, une manufacture de luxe, il faut aussi un nouveau capital; il faut construire des machines, faire arriver des matières premières, donner de l'activité à un commerce lointain, car les riches se contentent rarement des jouissances qui naissent sous leurs pas. Où trouverons-nous cependant ce capital nouveau, peut-être beaucoup plus considérable que celui que demande l'agriculture ?

« Nos ouvriers de luxe sont bien loin encore de manger le blé de nos laboureurs, de porter les habits de nos manufactures communes; ils ne sont pas formés, ils ne sont peut-être pas nés, leurs métiers n'existent pas, les matières sur lesquelles ils doivent travailler ne sont pas arrivées de l'Inde. Tous ceux à qui ils devaient distribuer leur pain l'attendent en vain. » (II, p. 425-426.)

Sismondi tient compte à présent du capital constant, non seulement dans la production de luxe, mais encore dans l'agriculture et il objecte à Ricardo :

« Il faut faire abstraction du temps, lorsqu'on suppose que l'agriculteur qui, par une découverte mécanique ou d'industrie rurale, trouve moyen d'augmenter d'un tiers les pouvoirs productifs de ses ouvriers, trouvera aussi un capital suffisant pour augmenter d'un tiers son exploitation, pour accroître d'un tiers ses instruments d'agriculture, ses équipages, son bétail, ses greniers, et le capital circulant qui doit lui servir à attendre ses rentrées. » (II, p. 429.)

Sismondi rompt ici avec la fable de l'école classique qui prétendait que dans le cas d'un élargissement du capital tout le capital additionnel serait dépensé en salaires ou capital variable ; il se sépare clairement sur ce point de la théorie de Ricardo - ce qui ne l'empêcha pas, soit dit en passant, de laisser passer telles quelles toutes les erreurs grossières découlant de cette même théorie trois ans plus tard, dans la deuxième édition de ses *Nouveaux Principes*. Face à la doctrine de l'harmonie de Ricardo, Sismondi souligne donc deux points essentiels : d'une part les difficultés objectives de la reproduction élargie qui dans la réalité capitaliste ne se produit pas aussi aisément que dans l'hypothèse confuse de Ricardo et, d'autre part, le fait que chaque progrès technique de la productivité du travail social est obtenu dans des conditions capitalistes aux dépens de la classe ouvrière au prix des souffrances de cette dernière. Enfin Sismondi démontre sa supériorité à l'égard de Ricardo sur un troisième point important : il représente les larges horizons historiques d'une conception dialectique en face de l'étroitesse bornée de Ricardo qui n'envisage aucune forme de société en dehors de l'économie bourgeoise ; il s'écrie :

« Nos yeux se sont tellement faits à cette organisation nouvelle de la société, à cette concurrence universelle qui dégénère en hostilité entre la classe riche et la classe travaillante, que nous ne concevons plus aucun autre mode d'existence, même ceux dont les débris nous entourent de toutes parts. On croit me répondre par l'absurde, en opposant les vices des systèmes précédents. Deux ou trois systèmes se sont succédé en effet, quant à l'organisation des classes inférieures de la société, mais, parce qu'ils ne sont pas regrettables, parce qu'après avoir fait d'abord un peu de bien, ils firent peser ensuite d'effroyables calamités sur l'espèce humaine, en peut-on conclure que nous soyons entrés aujourd'hui dans le vrai ? Que nous ne découvriions pas le vice fondamental du système des journaliers, comme nous avons découvert celui de l'esclavage, du vasselage, des corps de métiers ? Lorsque ces trois systèmes étaient en vigueur, on ne concevait pas, de même, ce qui pourrait venir ensuite : la correction de l'ordre existant aurait paru, de même, ou impossible ou absurde. Le temps viendra sans doute où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travaillantes sans garantie, qu'ils jugeront, et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage. » (II, p. 435-436.)

Sismondi montre son intuition profonde des rapports historiques dans cette formule, où il distinguait avec une acuité toute épigrammatique le rôle du prolétariat dans la société moderne du rôle du prolétariat dans la société romaine. Il ne montre pas moins de profondeur dans sa polémique contre Ricardo, en analysant les caractères économiques particuliers du système esclavagiste et de l'économie féodale ainsi que leur importance historique relative, enfin en constatant la tendance générale et prédominante de l'économie bourgeoise qui est de « séparer complètement toute espèce de propriété d'avec toute espèce de travail » (II, p. 434). Pas plus que la première, la seconde controverse de Sismondi avec l'école classique ne s'est donc terminée par la victoire de son adversaire ¹.

13. - Say contre Sismondi

L'article de Sismondi paru dans le cahier de mai 1824 de la *Revue Encyclopédique* et dirigé contre Ricardo attira enfin sur la scène publique le « prince de la science économique » ² de l'époque, le prétendu représentant, héritier et vulgarisateur de l'école de Smith sur le continent, Jean-Baptiste Say. Au mois de juillet de la même année, Say, après avoir déjà polémique dans ses lettres à Malthus contre la doctrine de Sismondi, répliqua dans la *Revue Encyclopédique* par un article intitulé « Balance des consommations avec les productions », article auquel Sismondi répondit à son tour par une courte réplique. La succession des joutes polémiques était donc dans l'ordre inverse de la succession des dépendances théoriques ; c'était Say en effet qui, le premier, avait communiqué à Ricardo sa doctrine de l'équilibre voulu par Dieu entre la production et la consommation et, par l'intermédiaire de Ricardo, l'avait transmise à Mac Culloch. Dès 1803, Say écrivait, dans son *Traité d'économie politique*, livre I, chapitre 22 : « Des débouchés », la formule lapidaire suivante : « L'argent ne remplit qu'un office passager dans ce double échange. Les échanges terminés, il se trouve qu'on a payé des produits avec des produits. En conséquence, quand une nation a trop de produits dans un genre, le moyen de les écouler est d'en créer d'un autre genre ³. » Nous trouvons dans cette phrase la formulation la plus connue de la mystification qui fut acceptée tant par l'école de Ricardo que par les économistes vulgaires comme la pierre angulaire de la doctrine de l'harmonie ⁴. L'œuvre maîtresse de Sismondi

¹ C'est pourquoi, lorsque Tougan-Baranowsky, défendant les vues de Say et de Ricardo, soutient, au sujet de la controverse entre Sismondi et Ricardo que Sismondi était obligé de « reconnaître la justesse de la doctrine qu'il combattait et de faire toutes les concessions nécessaires à son adversaire » et que Sismondi avait « abandonné sa propre théorie qui jusqu'à aujourd'hui a tant de partisans », et enfin que « la victoire dans cette controverse se trouvait du côté de Ricardo » (*Studien zur Theorie and Geschichte der Handelskrisen in England*, 1901, p. 176). il fait preuve d'une légèreté de jugement telle que - pour employer un terme indulgent - nous n'en connaissons que peu d'exemples dans un ouvrage scientifique sérieux.

² En français dans le texte.

³ J.-B. Say. *Traité d'économie politique*, Paris, 1803, tome I, p. 154.

⁴ En réalité le seul mérite de Say est d'avoir formulé de manière prétentieuse et dogmatique une idée émise par un autre. Comme le fait observer Bergmann dans son *Histoire des théories des crises* (Stuttgart, 1895), on trouve déjà des idées analogues sur l'identité de l'offre et de la demande ainsi que sur l'équilibre naturel des deux facteurs chez Josiah

constitue au fond une polémique continue contre cette phrase. A présent, dans la *Revue Encyclopédique*, Say renverse la vapeur et accomplit un revirement déconcertant : « ... Que si l'on objectait que chaque société humaine, au moyen de l'intelligence de l'homme et du parti qu'il sait tirer des agents que lui fournissent la nature et les arts peut produire de toutes les choses propres à satisfaire ses besoins et à multiplier ses jouissances, une quantité supérieure à ce que la même société peut en consommer, je demanderais alors comment il arrive que nous ne connaissions aucune nation qui soit complètement approvisionnée, puisque, même chez celles qui passent pour florissantes, sept huitièmes de la population manquent d'une multitude de produits regardés comme nécessaires, je ne dirai pas dans une famille opulente mais dans un ménage modeste ? J'habite en ce moment un village situé dans un des cantons les plus riches de France. Cependant sur vingt maisons, il en contient dix-neuf où je n'aperçois en y entrant qu'une nourriture grossière et rien de ce qui sert de complément au bien-être des familles, aucune de ces choses que les Anglais nomment confortables...¹ »

Il faut admirer l'effronterie de l'excellent Say. C'était lui qui affirmait qu'il ne peut y avoir aucune difficulté dans l'économie capitaliste, aucun excédent, aucune crise, aucune misère ; puisque les marchandises s'achètent les unes les autres, il suffit de produire toujours davantage pour tout résoudre pour le mieux. Grâce à lui ce principe est devenu le dogme de la doctrine de l'harmonie chère aux économistes vulgaires. Sismondi, par contre, avait élevé une protestation sévère contre cette affirmation et en avait montré l'inconsistance ; il avait souligné qu'il n'est pas possible d'écouler n'importe quelle quantité de marchandises, mais que la réalisation des marchandises trouve sa limite extrême à chaque instant dans le revenu de la société, c'est-à-dire $v + pl$. Or les salaires des ouvriers étant réduits au strict minimum vital et la capacité de consommation de la classe capitaliste ayant également ses limites naturelles, l'extension de la production conduit, écrit Sismondi, à des engorgements du marché, à des crises et à la misère accrue dans les masses populaires. La réplique de Say est magistrale dans sa feinte naïveté : mais si vous affirmez qu'on peut produire trop de produits d'une façon générale, comment se fait-il qu'il y ait dans notre société tant d'indigents, tant d'affamés, tant de gens qui ne sont pas vêtus ? « *Explique-moi, comte Oerindur, cette contradiction de la nature ?* » La force de la position de Say réside dans le fait qu'il ignore la circulation monétaire et qu'il opère par un échange direct de marchandises ; il insinue maintenant que c'est son adversaire qui parlerait d'un surplus de produits, non pas par rapport aux moyens de paiement de la société, mais par rapport à ses besoins réels ! Or précisément sur ce point cardinal de ses déductions, Sismondi n'avait vraiment laissé aucune ambiguïté. Ne dit-il pas expressément au livre II, chapitre 6 de ses *Nouveaux Principes* :

« *Alors même que la société compte un très grand nombre d'individus mal nourris, mal vêtus, mal logés, elle ne veut que ce qu'elle peut acheter, et elle ne peut acheter qu'avec son revenu.* » (II, p. 460.)

Un peu plus loin Say l'admet lui-même, mais en même temps il impute une autre thèse à son adversaire :

« *Ce ne sont donc point les consommateurs qui manquent dans une nation, mais les moyens d'acheter. M. de Sismondi croit que ces moyens seront plus étendus, quand les produits seront plus rares, conséquemment plus chers, et que leur production procurera un plus ample salaire aux travailleurs.* »²

Voici comment Say essaie de dégrader, en l'adaptant à son propre système de pensée vulgaire ou plus exactement à son système de bavardage, la théorie de Sismondi qui attaquait les bases mêmes de l'organisation capitaliste, l'anarchie de la production et tout son mode de distribution : il travestit les *Nouveaux Principes* en un plaidoyer en faveur de la « rareté » des marchandises et de la cherté des prix. Par contre il entonne un hymne à la gloire de l'accumulation capitaliste ; si la production est plus animée, affirme-t-il, la main-d'œuvre plus nombreuse et la production élargie, « *les nations seront mieux pourvues et plus généralement pourvues* », il vante la situation des pays développés industriellement, les opposant à la misère du Moyen Age. Au contraire il estime les « maximes » de Sismondi très dangereuses pour la société bourgeoise.

« *Pourquoi appelle-t-il l'examen sur les lois qui pourraient obliger le maître à garantir la subsistance de l'ouvrier qu'il emploie ? Un pareil examen paralyserait l'esprit d'entreprise; la seule crainte que le pouvoir n'intervienne dans les conventions privées est un fléau et nuit à la prospérité d'une nation* »³.

Tucker (1752), chez Turgot dans ses notes, dans l'édition française du pamphlet de Tucker, chez Quesnay, Dupont de Nemours et d'autres encore. Malgré cela, ce « pleurnichard » de Say - comme Marx l'appelle une fois - réclame pour lui, le théoricien de l'harmonie, l'honneur d'avoir découvert la « Théorie des débouchés » et il compare modestement son oeuvre avec la découverte de la théorie de la chaleur, du levier et des plans inclinés ! (Voir son Introduction et sa table des matières pour la 6^e édition de son *Traité* en 1841 : « C'est la théorie des échanges et des débouchés - telle qu'elle est développée dans cet ouvrage - qui changera la politique du monde. » pp. 51 et 626.) James Mill développe les mêmes points de vue dans son *Commerce defended*, paru en 1808. Marx l'appelle le véritable père de la théorie de l'équilibre naturel entre production et débouchés.

¹ *Revue Encyclopédique*, tome 23, juillet 1824, p. 20.

² *Revue Encyclopédique*, *ibid.*, p. 21.

³ *Revue Encyclopédique*, *ibid.*, p. 29. Say accuse Sismondi d'être l'ennemi juré de la société bourgeoise dans la péroration pathétique que voici : « C'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute propriété que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence dirigée à son préjudice. Quoi, parce que la société garantit à toute espèce d'entrepreneur la libre disposition de ses capitaux, c'est

Sismondi, sans se laisser troubler par les discours bavards de Say à la gloire du capitalisme, ramène la discussion sur son terrain fondamental :

« Mais certes, le n'ai jamais nié que la France ait pu doubler sa population, et quadrupler sa consommation depuis le temps de Louis XIV, comme il me l'oppose; seulement j'ai prétendu que la multiplication des produits était un bien quand elle était demandée, payée, consommée; qu'elle était un mal au contraire, quand n'étant point demandée, tout espoir du producteur était d'enlever un consommateur aux produits d'une industrie rivale. J'ai cherché à faire voir que la marche naturelle des nations était l'augmentation progressive de leur prospérité, l'augmentation en conséquence de leur demande de nouveaux produits, et de leur moyen de les payer. Mais que la conséquence de nos institutions, de notre législation, ayant été de dépouiller la classe travaillante de toute propriété et de toute garantie, l'avait en même temps poussée à un travail désordonné, qui n'était point en rapport avec la demande ni avec les moyens d'acheter, et qui aggravait en conséquence sa misère. » (II, p. 462-463.)

Et il conclut le débat en invitant le prophète de l'harmonie à réfléchir sur les conditions « ... que représentent les nations opulentes, où la misère publique ne cesse de s'accroître avec la richesse matérielle, et où la classe qui produit tout, est chaque jour plus près d'être réduite à ne jouir de rien. » (II, p. 464.) C'est sur cette dissonance aiguë à propos des contradictions capitalistes que s'achève la première polémique autour du problème de l'accumulation du capital.

Un aperçu sur le déroulement et les résultats de cette première controverse nous oblige à deux constatations :

1° Malgré toute la confusion qui règne dans son analyse, la supériorité de Sismondi à l'égard de l'école de Ricardo comme à l'égard du prétendu chef de file de l'école de Smith est manifeste : Sismondi considère les choses du point de vue de la reproduction, il cherche à saisir les notions de valeur (capital et revenu) et les éléments concrets (moyens de production et moyens de consommation) pour autant qu'il le peut, dans leurs rapports réciproques, dans l'ensemble du processus social. Sur ce point, c'est d'Adam Smith qu'il est le plus proche, à la seule différence que les contradictions du processus global, qui chez Smith apparaissent comme théoriques et subjectives, sont délibérément présentées par Sismondi comme la clé de son analyse, et qu'il traite du problème de l'accumulation du capital comme en étant le point crucial et la difficulté principale. En ceci Sismondi marque un progrès incontestable par rapport à Smith, tandis que Ricardo et ses épigones, ainsi que J.-B. Say, s'en tiennent tout au long du débat aux notions de la circulation simple des marchandises ; ils ne connaissent que la formule $M - \bar{A} - M$ (marchandises - argent - marchandises), l'altérant encore en la réduisant à un échange direct de marchandises ; ils croient ainsi avoir épuisé, avec cette maigre sagesse, tous les problèmes du processus de reproduction et de l'accumulation. C'est un recul par rapport à Smith et, en face de cette vision bornée, Sismondi marque un avantage décisif. Lui, le critique social, témoigne de bien plus de compréhension pour les catégories de l'économie bourgeoise que les avocats passionnés de celle-ci ; de même plus tard le socialiste Marx devait faire preuve d'une clairvoyance beaucoup plus aiguë, et jusque dans les détails, que tous les économistes bourgeois à l'égard de la différence spécifique du mécanisme économique capitaliste. Lorsque Sismondi s'écrit (dans le livre VII, chapitre 7), à l'adresse de Ricardo : « *Quoi, la richesse est tout et les hommes ne sont rien ?* », ce n'est pas simplement le « moralisme » chatouilleux du petit bourgeois qui s'exprime ici, opposé à l'objectivité strictement classique de Ricardo, mais aussi la pénétration du critique rendue plus vive par une sensibilité aux corrélations sociales vivantes de l'économie donc à ses contradictions et à ses problèmes ; vision qui contraste avec l'étroitesse rigide de la conception abstraite de Ricardo et de son école. La controverse a seulement souligné le fait que ni Ricardo ni les épigones de Smith n'étaient capables de comprendre et encore moins de résoudre l'énigme de l'accumulation posée par Sismondi.

2° L'énigme était de prime abord insoluble du fait que toute la discussion avait été placée sur une voie de garage et s'était concentrée autour du problème des crises. L'apparition de la première crise dominait tout naturellement le débat mais empêchait de la sorte les deux parties de comprendre que les crises ne constituent pas le véritable problème de l'accumulation, mais en sont simplement la ferme extérieure spécifique, un élément dans la figure cyclique de la reproduction capitaliste. En conséquence le débat ne pouvait qu'aboutir à un double quiproquo : une partie déduisant des crises l'impossibilité de l'accumulation, l'autre déduisant de l'échange de marchandises l'impossibilité des crises. L'évolution ultérieure du capitalisme devait démontrer l'absurdité des deux conclusions.

Cependant la critique de Sismondi, première mise en garde théorique contre la domination capitaliste, reste d'une importance historique extrême : c'est un symptôme de la décomposition de l'économie classique, incapable de résoudre les problèmes qu'elle avait elle-même posés. L'épouvante de Sismondi devant les conséquences de la domination capitaliste n'était certainement pas le fait d'un réactionnaire au sens où il rêverait par exemple de conditions précapitalistes, même s'il prêchait à l'occasion les avantages des formes de production patriarcales dans l'agriculture et l'industrie comparés à la domination capitaliste. Il proteste vigoureusement, à plusieurs reprises contre une telle assertion par exemple dans l'article paru dans la *Revue Encyclopédique* :

« J'entends déjà qu'on se récrie que je me refuse au perfectionnement de l'agriculture, au perfectionnement des arts, à tous les progrès que l'homme peut faire ; que je préfère sans doute la barbarie à la civilisation,

à-dire de sa propriété, elle dépouille l'homme qui travaille ! Je le répète : rien de plus dangereux que des vues qui conduisent à régler l'usage des propriétés. » Car « les bras et les facultés » « sont aussi des propriétés ! »

puisque la charrue est une machine, que la bêche est une machine plus ancienne encore ; et que, selon mon système, il aurait fallu sans doute que l'homme labourât la terre avec ses seules mains.

« Je n'ai jamais rien dit de semblable, et je demande la permission de protester, une fois pour toutes, contre toute conséquence qu'on suppose à mon système et que je n'ai point tirée moi-même. Je n'ai été compris ni de ceux qui m'attaquent ni de ceux qui me défendent, et j'ai eu plus d'une fois à rougir de mes alliés comme de mes adversaires.

« ... Je prie qu'on y fasse attention ; ce n'est point contre les machines, ce n'est point contre les découvertes, ce n'est point contre la civilisation que portent mes objections, c'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute autre propriété que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence, contre une folle enchère dirigée à son préjudice, et dont il doit nécessairement être victime. » (II, p. 432-433.)

Il ne fait pas de doute que l'intérêt du prolétariat est à la base de la critique de Sismondi, et il n'a pas tort de définir sa tendance principale de la manière suivante :

« Je souhaite seulement chercher des moyens de garantir les fruits de leur travail à ceux qui accomplissent le travail, à faire obtenir le bénéfice de la machine à ceux qui font marcher la machine. » Pressé de décrire de plus près l'organisation sociale qu'il souhaite, il s'esquive cependant, et reconnaît son incapacité : « Mais ce qui reste à faire est une question d'une difficulté infinie que nous n'avons nullement l'intention de traiter aujourd'hui. Nous voudrions pouvoir convaincre les économistes aussi pleinement que nous sommes nous-mêmes convaincus que leur science suit désormais une fausse route. Mais nous n'avons point assez de confiance en nous pour leur indiquer quelle serait la véritable ; c'est un des plus grands efforts que nous puissions obtenir de notre esprit que de concevoir l'organisation actuelle de la société. Quel serait l'homme assez fort pour concevoir une organisation qui n'existe pas encore, pour voir l'avenir comme nous avons déjà tant de peine à voir le présent ? » (II, p. 448.)

Il n'était certes pas honteux pour Sismondi, d'avouer publiquement son incapacité à envisager l'avenir au-delà du capitalisme, en 1820, à une époque où le règne du capitalisme, de la grande industrie venait seulement de passer le seuil historique et où l'idée du socialisme n'était possible que sous une forme utopique. Comme cependant Sismondi ne pouvait ni aller au-delà du capitalisme, ni revenir à un stade antérieur, la seule voie ouverte à sa critique était le compromis petit-bourgeois. Sceptique à l'égard de la possibilité du plein épanouissement du capitalisme, donc des forces productives, Sismondi se voyait obligé de souhaiter le ralentissement de l'accumulation, la modération de l'expansion impétueuse du capitalisme. Et c'est là l'aspect réactionnaire de sa critique ¹.

¹ Marx ne fait que très brièvement allusion à Sismondi dans son histoire de l'opposition à l'école de Ricardo et de sa désagrégation. Il écrit : « Je n'étudie pas Sismondi dans cet exposé *historique*, parce que la critique de ses opinions rentre dans une partie que je n'étudierai que plus tard : la concurrence et le crédit. » (*Histoire des doctrines économiques*, VI, p. 82.)

Un plus loin cependant, Marx consacre un bref passage à Sismondi parallèlement à Malthus, mais sans épuiser aucunement le sujet : « Sismondi a le sentiment intime que la production capitaliste est en contradiction avec elle-même ; que par ses formes et ses conditions elle pousse au développement effréné de la force productive et de la richesse ; ces conditions sont d'ailleurs conventionnelles ; que les contradictions entre valeur d'usage et valeur d'échange, marchandise et argent, achat et vente, production et consommation, capital et travail salarié, etc., ne font que s'accroître à mesure que la force productive se développe. Il sent notamment la contradiction fondamentale : d'une part le développement effréné de la force productive et l'accroissement de la richesse qui, formée de marchandises, doit être transformée en argent, d'autre part comme fondement, la limitation de la masse des producteurs aux subsistances nécessaires. C'est pourquoi les crises ne sont pas pour lui, comme pour *Ricardo*, de simples accidents, mais des explosions essentielles, des contradictions immanentes se produisant sur une grande échelle et à des périodes déterminées. Il hésite constamment : faut-il que l'État entrave les forces productives afin de les rendre *adéquates* aux conditions de production ? ou faut-il que l'État entrave les conditions de production afin de les rendre *adéquates* aux forces productives ? Il se réfugie bien des fois dans le passé, se fait *laudator temporis acti* et voudrait par une autre réglementation du revenu par rapport au capital ou de la *distribution par* rapport à la production, faire disparaître les contradictions, ne se rendant pas compte que les conditions de *distribution* ne sont qu'un autre aspect des conditions de production.

Il juge fort bien les contradictions de la production bourgeoise mais il ne les comprend pas et ne peut donc comprendre le processus de leur solution. (Comment aurait-il pu le faire puisque cette production était seulement au stade de sa formation ? R. L.). Mais il soupçonne qu'aux forces productives développées au sein de la société capitaliste, aux conditions matérielles et sociales de la création de la richesse doivent correspondre des formes nouvelles d'appropriation de cette richesse ; que les formes bourgeoises d'appropriation de cette richesse ne sont que des formes transitoires et contradictoires où la richesse n'a toujours qu'une existence contradictoire et se présente partout comme sa propre antithèse. C'est de la richesse *qui* s'oppose toujours à la pauvreté, et elle ne se développe qu'en développant celle-ci. » (Op. cit., tome VI, pp. 86-87.)

Dans la *Misère de la Philosophie*, Marx cite à plusieurs passages Sismondi pour en arguer contre Proudhon, mais il ne s'exprime au sujet de Sismondi lui-même que dans la courte phrase suivante : « Ceux qui, comme Sismondi, veulent retourner à la juste proportionnalité de la production, tout en voulant maintenir les bases actuelles de la société, sont réactionnaires puisque, pour être conséquents, ils doivent aussi tendre au rétablissement de toutes les autres conditions de l'industrie existant au temps jadis. »

14. - Malthus

En même temps que Sismondi, Malthus s'élevait contre certaines thèses de l'école de Ricardo. Sismondi, dans la deuxième édition de son ouvrage ainsi que dans ses polémiques, invoque Malthus à plusieurs reprises comme témoin principal. Il formule ainsi les points communs de sa polémique avec celle de Malthus dans la *Revue Encyclopédique* :

« D'autre part, M. Malthus, en Angleterre, a soutenu (contre Ricardo et contre Say) comme j'ai essayé de le faire sur le continent, que la consommation n'est point la conséquence nécessaire de la production, que les besoins et les désirs de l'homme sont, il est vrai, sans bornes, mais que ces besoins et ces désirs ne sont satisfaits par la consommation qu'autant qu'ils sont unis à des moyens d'échange. Nous avons affirmé qu'il ne suffisait point de créer ces moyens d'échange pour les faire passer entre les mains de ceux qui avaient ces désirs ou ces besoins; qu'il arrivait même souvent que les moyens d'échange s'accroissaient dans la société, tandis que la demande de travail ou le salaire diminuait; qu'alors les désirs et les besoins d'une partie de la population ne pouvaient pas être satisfaits, et que la consommation diminuait aussi. Enfin nous avons prétendu que le signe non équivoque de la prospérité de la société, ce n'était pas la production croissante de richesses, mais la demande croissante de travail, ou l'offre croissante du salaire qui le récompense.

« MM. Ricardo et Say n'ont point nié que la demande croissante de travail ne soit un symptôme de prospérité, mais ils ont affirmé qu'elle résulte inévitablement de l'accroissement des productions.

« M. Malthus et moi, nous le nions; nous regardons ces deux accroissements comme résultant de causes indépendantes, et qui quelquefois peuvent être opposées. Selon nous, lorsque la demande de travail n'a pas précédé et déterminé la production, le marché s'encombre, et alors une production nouvelle devient une cause de ruine, non de jouissance. » (II, p. 409-410.)

Ces propos donnent l'impression qu'il y a eu entre Sismondi et Malthus, du moins dans leur opposition contre Ricardo et son école, une large concordance et une fraternité d'armes. Marx considère que les *Principles of Political Economy* de Malthus parus en 1820 sont un plagiat formel des *Nouveaux Principes* publiés un an auparavant. Dans la question qui nous intéresse ici, il y a cependant entre les deux auteurs une opposition directe.

Sismondi critique la production capitaliste, il l'attaque violemment, il s'en fait l'accusateur. Malthus en est l'apologiste. Non pas en ce sens qu'il en nierait les contradictions comme Mac Culloch ou Say, mais au contraire en érigeant brutalement en loi naturelle ces contradictions et en les proclamant absolument sacrées. Les principes conducteurs de Sismondi sont les intérêts des travailleurs, le but vers lequel il tend, même si ce n'est que sous une forme vague et générale, est la réforme profonde de la distribution au profit des prolétaires. Malthus prêche l'idéologie des intérêts de cette couche de parasites de l'exploitation capitaliste qui vivent de la rente foncière et se nourrissent aux mangeoires de l'État, et le but qu'il préconise est l'attribution d'une portion aussi grande que possible de plus-value à ces « consommateurs improductifs ». La perspective générale de Sismondi est surtout éthique, c'est celle d'un réformateur de l'ordre social : il « corrige » les classiques en soulignant à leur adresse que « le but unique de l'accumulation est la consommation », il plaide pour le ralentissement de l'accumulation. Malthus par contre déclare brutalement que l'accumulation est le seul but de la production et il prêche une accumulation illimitée de la part des capitalistes ; celle-ci devra être complétée et garantie par la consommation illimitée de leurs parasites. Enfin, Sismondi partait, dans son examen critique, de l'analyse du processus de la reproduction, du rapport entre le capital et le revenu à l'échelle sociale.

Dans son opposition à Ricardo, Malthus part d'une théorie absurde de la valeur et d'une théorie vulgaire de la plus-value, dérivée de la première, et qui voudrait expliquer le profit capitaliste par une majoration des prix sur la valeur des marchandises ¹. Malthus attaque le principe de l'identité entre l'offre et la demande en une critique très fouillée, au sixième chapitre de ses *Definitions in Political Economy*, parues en 1827 et dédiées à James Mill ². Mill demandait dans ses *Elements of Political Economy* : « Ce qu'on veut dire réellement quand on dit que l'offre et la demande sont toujours proportionnelles (accommodated to one another) ? Cela signifie, dit-il, que les marchandises produites au moyen d'une certaine quantité de travail s'échangent contre des marchandises produites avec la même somme de travail. Suivons ce principe et tout le reste devient clair. Ainsi, si une paire de souliers a nécessité le même travail qu'un chapeau, tant que le chapeau s'échangera contre une paire de souliers, l'on verra l'offre et la demande marcher

Dans la *Critique de l'économie politique*, Sismondi est deux fois mentionné brièvement : une première fois Il est mis en parallèle, comme dernier classique de l'économie politique bourgeoise en France, avec Ricardo en Angleterre ; dans un autre passage Marx constate que Sismondi a insisté, contre Ricardo, sur le caractère spécifiquement social du travail qui crée des valeurs. Dans le *Manifeste communiste*, enfin, Sismondi est nommé comme le chef de file du socialisme petit-bourgeois.

¹ Cf. Marx, *Histoire des Doctrines Économiques*, vol. VIII, pp. 11 à 29, où la théorie de la valeur et du profit selon Malthus est analysée en détail.

² Malthus, Des définitions d'économie politique. (Principes d'économie politique considérés sous le rapport de leur application pratique, 2^e édition, suivis des Définitions en économie politique, par Malthus, Paris, 1846.)

*d'accord. S'il arrivait que les souliers diminuassent de valeur comparativement aux chapeaux... il en faudrait conclure qu'on aurait amené sur le marché plus de souliers que de chapeaux. Les souliers seraient alors en excès. Pourquoi ? Parce que la somme de travail consacrée à les créer (les souliers) ne s'échangerait pas contre le produit d'une même somme de travail. Par la même raison, les chapeaux seraient en quantité insuffisante, parce que le travail consacré à les produire s'échangerait contre une plus grande somme de travail appliquée à produire des souliers. » (Cité par Malthus dans ses *Définitions en économie politique*, p. 434 et suiv.)*

Contre ces plates tautologies, Malthus invoque deux sortes d'arguments. Tout d'abord il fait observer à Mill que sa construction est abstraite. En effet, la proportion d'échange entre chapeaux et chaussures peut rester inchangée, et les *deux marchandises* peuvent cependant se trouver en trop grande quantité par rapport à la demande, ce qui aboutira au fait qu'elles seront vendues à des prix inférieurs aux frais de production (auxquels devrait s'ajouter un profit convenable).

« Mais cela seul nous autorise-t-il à dire, demande-t-il, que l'offre des chapeaux et des souliers est proportionnelle à la demande, alors que ces objets sont tellement abondants qu'ils ne trouvent pas dans l'échange sur le marché les conditions indispensables pour assurer à l'avenir leur production et leur approvisionnement ? » (Définitions..., p. 436 et suiv.)

Malthus évoque donc, contre Mill, la possibilité d'une surproduction générale : *« Si on les compare (les marchandises) aux frais de production, il est évident qu'elles peuvent toutes s'élever ou baisser de valeur en même temps »* (p. 441).

Deuxièmement il proteste contre la méthode chère à Mill, à Ricardo et à leurs épigones, qui consiste à construire leurs thèses sur l'idée fallacieuse d'un échange direct de produits :

« Le cultivateur de houblon, dit-il, qui porte cent sacs de houblon à la foire de Weyhill ne songe pas plus à l'offre de chapeaux et de souliers qu'aux taches qui déparent le soleil. A quoi pense-t-il donc alors ? et contre quoi désire-t-il échanger son houblon ? M. Mill croit qu'on ferait preuve d'une grande ignorance en économie politique en disant que ce qu'il veut, c'est de l'argent. Je consens cependant à donner cette triste preuve et je n'hésite pas à déclarer que ce que le cultivateur veut, c'est de l'argent. »

Car aussi bien la rente qu'il doit payer au propriétaire foncier, que les salaires qu'il doit verser aux ouvriers et enfin l'achat des matières premières et des outils dont il a besoin pour poursuivre ses plantations, ne peuvent être couverts que par de l'argent. Malthus insiste sur ce point avec une grande profusion de détails, il trouve véritablement *« étonnant que des économistes renommés préfèrent avoir recours aux exemples les plus paradoxaux et les plus invraisemblables plutôt qu'à l'hypothèse de l'échange d'argent »*¹.

Pour le reste Malthus se contente de décrire le mécanisme par lequel une offre trop élevée provoque spontanément, par la baisse des prix en-dessous des frais de production, une restriction de la production et inversement :

« Mais cette tendance vers un équilibre parfait ne prouve en aucune façon que la surabondance et la disette de marchandises soient choses inouïes, elle ne le prouve pas plus que la tendance mystérieuse et bienfaisante de la nature à guérir elle-même certaines maladies ne prouve que ces maladies n'ont jamais existé » (p. 44).

On le voit, Malthus, malgré son point de vue opposé dans la question des crises, suit exactement les mêmes voies que Ricardo, Mill, Say et Mac Culloch : pour lui aussi il n'existe que l'échange de marchandises. Il n'a pas tenu compte le moins du monde du processus social de la reproduction avec ses grandes catégories et ses corrélations qui captivent l'attention de Sismondi.

Malgré les nombreuses contradictions dans la conception fondamentale, la critique de Sismondi et celle de Malthus ont quelques points communs :

- 1.- Tous deux refusent, à l'encontre des Ricardiens et de Say, le principe de l'équilibre préétabli entre la consommation et la production.
- 2.- Tous deux soutiennent la possibilité de crises non seulement partielles, mais générales.

Ici s'arrêtent leurs concordances. Tandis que Sismondi cherche la cause des crises dans le bas niveau des salaires et dans la capacité limitée de consommation des capitalistes, Malthus, par contre, transforme le fait des bas salaires en une loi naturelle du mouvement démographique ; mais pour la consommation limitée des capitalistes, il trouve un substitut dans la consommation des parasites de la plus-value, tels que la noblesse rurale et le clergé, dont la capacité de digérer richesse et luxe est illimitée. L'Église a bon estomac.

¹ *« I suppose they are afraid of the importation of thinking that wealth consists in money. But though it is certainly true that wealth does not consist in money, it is equally true that money is a most powerful agent in the distribution of wealth, and those who, in a country where all exchanges are practically affected by money, continue the attempt to explain the principles of demand and supply, and the variations of wages and profits, by referring chiefly to hats, shoes, corn, suits of clothings. etc., must of necessity fail. » (Definitions, p. 60, note.)*

Tous les deux, Malthus comme Sismondi, cherchent une catégorie de consommateurs qui achètent sans vendre, pour sauver l'accumulation capitaliste et la tirer de sa situation précaire. Mais Sismondi a besoin de cette catégorie de consommateurs afin d'écouler l'excédent du produit social qui dépasse la consommation des ouvriers et des capitalistes, donc la partie capitalisée de la plus-value, tandis que Malthus les cherche pour créer le profit proprement dit. C'est un secret d'ailleurs bien gardé par Malthus que de savoir comment les rentiers et les prébendiers de l'État, qui eux-mêmes tiennent leur pouvoir d'achat de la main des capitalistes, peuvent aider ceux-ci à s'approprier le profit en achetant des marchandises à un prix majoré. Eu égard à des contradictions aussi profondes, on voit que la fraternité d'armes entre Malthus et Sismondi est de nature superficielle. Et si Malthus a travesti les *Nouveaux Principes* de Sismondi, comme Marx le dit en une caricature malthusienne, Sismondi à son tour, en soulignant les seuls points communs entre Malthus et lui-même et en le citant comme témoin principal, prête à la critique de Malthus contre Ricardo des traits sismondien. A l'occasion il subit certes l'influence de Malthus : par exemple il reprend partiellement la thèse de celui-ci sur le gaspillage de l'État comme adjuvant à l'accumulation, thèse qui contredit directement son propre point de départ.

Dans l'ensemble Malthus n'a ni contribué personnellement à résoudre le problème de la reproduction, ni compris ce problème : dans sa controverse avec les Ricardiens, il opère essentiellement avec les concepts de la circulation simple de marchandises comme ceux-ci dans leur controverse avec Sismondi. Sa querelle avec l'école de Ricardo tournait autour de la consommation improductive des parasites de la plus-value ; c'était une querelle au sujet de la répartition de la plus-value et non pas au sujet des bases sociales de la reproduction capitaliste. La construction de Malthus s'écroule dès que l'on découvre ses erreurs absurdes dans la théorie du profit. La critique de Sismondi tient bon et son problème reste entier, même si nous acceptons la théorie de la valeur de Ricardo avec toutes ses conséquences.

Deuxième polémique : Controverse entre Rodbertus et von Kirchmann.

15. - La théorie de la reproduction de von Kirchmann

La seconde polémique théorique autour du problème de l'accumulation a également reçu son impulsion d'événements actuels. Si la première crise anglaise et les souffrances qu'elle provoqua dans la classe ouvrière avaient suscité l'opposition de Sismondi à l'école classique, vingt-cinq ans plus tard, ce fut le mouvement ouvrier révolutionnaire, né entre-temps, qui inspira Rodbertus dans sa critique de la production capitaliste. Les révoltes des canuts de Lyon, le mouvement chartiste en Angleterre faisaient retentir aux oreilles de la bourgeoisie, à l'égard de la plus magnifique des formes sociales possibles, une critique autrement vigoureuse que les fantômes incertains évoqués par la première crise. Le premier écrit social d'économie politique de Rodbertus, qui date probablement de la fin des années trente et qui avait été rédigé pour l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* mais avait été refusé par ce journal, porte le titre significatif suivant : *Die Forderungen der arbeitenden Klassen* (les revendications des classes laborieuses) et commence par ces mots : « *Que veulent les classes laborieuses ? Les autres classes pourront-elles le leur refuser ? Ce qu'elles veulent sera-t-il le tombeau de la civilisation moderne ? Ceux qui réfléchissent savaient depuis longtemps que l'histoire poserait un jour ces questions avec insistance, et l'homme moyen l'a également appris par les réunions de chartistes et les scènes de Birmingham.* » Bientôt, en France, dans les années quarante, le ferment vigoureux des idées révolutionnaires devait bouillonner dans les sociétés secrètes les plus diverses et dans les écoles socialistes - des proudhonistes, des blanquistes, des partisans de Cabet, de Louis Blanc, etc. La révolution de février et la proclamation du « droit au travail », dans les jours de juin, devaient provoquer, au cours d'une première bataille générale entre les deux camps de la société capitaliste, une explosion historique des contradictions contenues en son sein. En ce qui concerne l'autre forme visible de ces contradictions, les crises, on dispose à l'époque de la deuxième controverse d'un matériel d'observations incomparablement plus riche qu'au début des années vingt. La discussion entre Rodbertus et von Kirchmann se déroula sous l'impression immédiate des crises de 1837, 1839, 1847, voire de la première crise mondiale de 1857 (l'intéressant écrit de Rodbertus *Die Handelskrisen und die Hypothekennot* date de l'année 1858). Les contradictions internes de l'économie capitaliste qui s'offraient aux regards de Rodbertus démentaient bien plus vigoureusement encore les doctrines de l'harmonie des classiques anglais et de leurs plats épigones en Angleterre et sur le continent qu'à l'époque où Sismondi élevait la voix.

Un passage de Sismondi, cité par Rodbertus dans un de ses écrits les plus anciens, prouve l'influence directe de Sismondi sur ce dernier. Rodbertus était donc familier de la littérature française contemporaine d'opposition contre l'école classique, mais peut-être moins de la littérature anglaise beaucoup plus abondante, circonstance qui justifie- faiblement - la légende accréditée par le monde professoral allemand sur la prétendue « priorité » de Rodbertus par rapport à Marx dans la « fondation du socialisme ». Ainsi, le professeur Diehl écrit dans son esquisse sur Rodbertus publiée dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* (Lexique des sciences politiques) : « *Rodbertus doit être considéré comme le fondateur véritable du socialisme scientifique en Allemagne, car, dès avant Marx et Lassalle, il avait, dans ses écrits des années 1839 et 1842 fourni un système socialiste complet, une critique du système de Smith, une nouvelle base théorique et des propositions de réformes sociales.* » Et ceci en toute bonne foi, en l'an de grâce 1901 (2e édition), après tout et malgré tout ce qu'Engels, Kautsky et Mehring avaient écrit pour détruire cette légende professorale Il va d'ailleurs de soi que Rodbertus, le « socialiste » aux idées monarchistes, nationales et prussiennes, qui croyait au communisme pour un avenir éloigné de 500 ans, mais qui était partisan pour le présent d'un taux d'exploitation fixe de 200 %, devait nécessairement et une fois pour toutes obtenir aux yeux de tous les

doctes professeurs allemands d'économie politique la palme de la « priorité » par rapport au « révolutionnaire » international Marx, sans que cette mystification pût être ébranlée par les preuves les plus pertinentes. Cependant, ce qui nous intéresse ici, c'est un autre aspect de l'analyse de Rodbertus. Le même Diehl poursuit son panégyrique de la manière suivante : « *Cependant Rodbertus n'a pas fait œuvre de pionnier pour le seul socialisme, mais il a stimulé et fait avancer l'économie politique dans son ensemble, et en particulier l'économie politique théorique, par sa critique des économistes classiques, par la nouvelle théorie de la répartition du revenu, par la distinction des catégories logiques et historiques de capital, etc.* »

Nous examinerons ici ces derniers exploits de Rodbertus et en particulier les « etc. ».

Le traité fondamental de Rodbertus : *Zur Erkenntnis unserer Staatswirtschaftlichen Zustände*, qui date de 1842, fut le point de départ de la controverse avec von Kirchmann, qui y répondit dans les *Demokratische Blätter* par deux articles : *Ueber die Grundrente in sozialer Beziehung* (Sur la rente foncière dans sa nature sociale) et *Die Tauschgesellschaft* (La société d'échanges). Rodbertus répliqua à ces articles en 1850 et en 1851 par les *Soziale Briefe* (Lettres sociales). Ainsi la discussion fut portée sur le même terrain théorique où se débattait, trente ans plus tôt, la polémique entre Malthus-Sismondi et Say-Ricardo-Mac Culloch. Rodbertus avait déjà exprimé dans son écrit le plus ancien l'idée que dans la société actuelle, en raison de la productivité croissante du travail, le salaire est réduit à une quote-part toujours plus petite du produit national - idée dont il « réclamait » la paternité, mais que du reste il ne sut que répéter avec des variantes jusqu'à sa mort, donc pendant trois décennies. Rodbertus voit dans cette quote-part toujours plus réduite du salaire la racine commune de tous les maux de l'économie actuelle, en particulier du paupérisme et des crises qu'il définit dans leur ensemble comme « *LA question sociale du temps présent* ».

Von Kirchmann n'est pas d'accord avec cette explication. Il ramène le paupérisme aux effets de la rente foncière croissante et les crises par ailleurs au manque de débouchés. De celles-ci il affirme notamment que « *la plus grande part des maux sociaux ne réside pas dans la production insuffisante mais dans la vente insuffisante des produits; qu'un pays, plus il peut produire, plus il a les moyens de satisfaire tous les besoins et plus il est exposé à la menace de la misère et de la pénurie* ».

Il inclut ici également la question ouvrière car « le fameux droit au travail se réduit en fin de compte à la question des débouchés ». « On voit - conclut von Kirchmann - que la question sociale est presque identique à la question des débouchés. Même les maux de la concurrence tant décriée disparaîtront avec des débouchés assurés; il ne restera d'elle que des avantages; il restera l'esprit d'émulation, désireux de fournir des marchandises de bonne qualité et à bon marché, mais ce qui disparaîtra c'est la lutte à mort qui a sa cause uniquement dans les débouchés insuffisants pour tous ¹. »

La différence entre le point de vue de Rodbertus et celui de von Kirchmann saute aux yeux. Rodbertus voit la racine du mal dans une mauvaise répartition du produit national, von Kirchmann - dans les limites du marché de la production capitaliste. Malgré toute la confusion dans les développements de von Kirchmann, en particulier dans l'idée idyllique qu'il se fait d'une concurrence capitaliste réduite à une émulation louable en vue de fournir la marchandise la meilleure au prix le plus bas comme dans la réduction du fameux « droit au travail » à la question des débouchés, il fait cependant, dans une certaine mesure, preuve de plus de compréhension que Rodbertus pour le point sensible de la production capitaliste : les limites du marché, tandis que Rodbertus, lui, s'arrête à la question de la distribution. C'est donc von Kirchmann qui reprend cette fois le problème posé et mis à l'ordre du jour autrefois par Sismondi. Cependant von Kirchmann n'est absolument pas d'accord avec l'éclairage et la solution donnés au problème par Sismondi, il est plutôt du côté des adversaires de Sismondi. Il accepte non seulement la théorie de Ricardo sur la rente foncière, ainsi que le dogme de Smith selon lequel « *les prix des marchandises se composent uniquement de deux parties, à savoir de l'intérêt du capital et du salaire* » (von Kirchmann transforme la plus-value en « *intérêt du capital* »), mais également la thèse de Say et de Ricardo selon laquelle on n'achète les produits qu'avec d'autres produits ou encore la production crée son propre marché, de telle sorte que s'il semble qu'on produise trop d'un côté, cela signifie seulement qu'on produit trop peu de l'autre. On le voit, von Kirchmann suit les traces des classiques mais en donnant une « *version allemande* » avec tous les *si* et les *mais* possibles. Ainsi, von Kirchmann constate d'abord que la loi de l'équilibre naturel entre la production et la demande établie par Say « *ne donne pas encore une image exhaustive de la réalité* » et il ajoute : « *D'autres lois sont encore cachées dans la circulation, qui empêchent la réalisation de ces thèses et seule leur découverte pourra expliquer l'encombrement actuel des marchés; mais leur découverte permettra peut-être également de trouver la voie pour éviter ce grand mal. Nous croyons que ce sont trois rapports dans le système actuel de la société qui provoquent les contradictions entre cette loi indubitable de Say et la réalité.* » Ces rapports sont : la « *répartition par trop inégale des produits* » - ici von Kirchmann, comme nous le voyons, se rapproche dans une certaine mesure du point de vue de Sismondi -, les obstacles que la nature pose au travail humain dans la production de matières premières et enfin les insuffisances du commerce comme opération intermédiaire entre la production et la consommation. Sans considérer de plus près les deux derniers « obstacles » à la loi de Say considérons l'argumentation de von Kirchmann en relation avec le premier point :

¹ On trouve chez Rodbertus de larges extraits textuels de l'argumentation de von Kirchmann. D'après ce qu'assurent les éditeurs de Rodbertus, il est impossible d'obtenir un exemplaire complet des *Demokratische Blätter* contenant l'article original.

« Le premier rapport - explique-t-il - peut être exprimé plus brièvement en disant que : « le salaire est trop bas », ce qui provoque un ralentissement de la vente. Pour celui qui sait que les prix des marchandises se composent seulement de deux parties : l'intérêt du capital et le salaire, cette thèse peut paraître surprenante; si le salaire est bas, alors les prix des marchandises sont bas également, et si le salaire est élevé alors les prix le sont également (on le voit, von Kirchmann accepte le dogme de Smith, même dans sa version la plus absurde : le prix ne se résout pas en salaire + plus-value, mais il se compose de ces deux éléments qui s'additionnent simplement, version dans laquelle Smith s'est éloigné au maximum de sa théorie de la valeur-travail). Salaires et prix sont donc en proportion directe et se balancent mutuellement. L'Angleterre n'a supprimé les droits de douane sur le blé et sur la viande et autres denrées alimentaires que pour faire baisser les salaires et mettre ainsi le fabricant en mesure de supplanter tout autre concurrent sur les marchés mondiaux en offrant une marchandise encore meilleur marché. Mais ceci n'est que partiellement exact et ne touche pas aux proportions dans lesquelles se distribue le produit entre le capital et l'ouvrier. La répartition par trop inégale entre les deux classes est la première cause, et la plus importante, pour laquelle la loi de Say ne se vérifie pas dans la réalité et pour laquelle, malgré la production dans toutes les branches, tous les marchés souffrent d'engorgement ». Von Kirchmann illustre cette affirmation par un exemple exposé de manière détaillée. A l'instar de l'école classique nous sommes naturellement transportés dans une société imaginaire isolée, un objet sans résistance bien qu'ingrat pour les expériences de l'économie politique.

Que l'on imagine un endroit - nous suggère von Kirchmann comprenant tout juste 903 habitants, à savoir 3 entrepreneurs occupant chacun 300 ouvriers. Cet endroit subvient à tous les besoins de ses habitants par sa propre production et ceci dans trois entreprises dont l'une pourvoit à l'habillement, la seconde à la nourriture, à l'éclairage, au chauffage et aux matières premières, et la troisième au logement, à l'ameublement et à l'outillage. Dans chacune de ces trois sections l'entrepreneur fournit le « capital ainsi que les matières premières ». La rémunération des travailleurs est faite, dans chacune de ces trois entreprises, de telle façon que les ouvriers reçoivent la moitié du produit annuel sous forme de salaire et l'entrepreneur l'autre moitié « comme intérêt de son capital et comme profit d'entreprise ». La quantité de produits fournie par chaque entreprise suffit exactement à couvrir tous les besoins des 903 habitants. Ainsi cet endroit a « toutes les conditions d'un bien-être général » pour tous ses habitants, tout le monde se met donc joyeusement au travail. Mais, après quelques jours, l'élan et le plaisir font place à des lamentations générales : il se produit, en effet, dans l'île des bienheureux de von Kirchmann quelque chose d'aussi inattendu que l'effondrement du ciel : une véritable crise industrielle et commerciale moderne éclate ! Les 900 ouvriers n'ont que les vêtements, la nourriture, le logement les plus indispensables, mais les trois entrepreneurs ont leurs dépôts pleins de vêtements et de matières premières, il leur reste des logements vides ; ils se plaignent de ne pouvoir vendre tandis que les ouvriers, inversement, se plaignent de ne pouvoir satisfaire leurs besoins. Quelle est la cause de ces plaintes ? Peut-être, comme le supposaient Say et Ricardo, produit-on trop de certaines catégories de produits et trop peu des autres ? Absolument pas, répond von Kirchmann ; dans cet « endroit » il y a une quantité bien proportionnée de toutes choses qui suffiraient à satisfaire tous les besoins de la société. D'où vient donc « l'obstacle », la crise ? L'obstacle se trouve uniquement dans la répartition. Mais il faut savourer les explications de von Kirchmann dans ses termes propres : « l'obstacle qui fait que cet échange sans heurts ne se produit pas, réside uniquement dans la répartition de ces produits; ils ne sont pas répartis également entre tous, mais les entrepreneurs gardent pour eux sous forme d'intérêt et de profit une moitié et ne donnent que l'autre moitié à leurs ouvriers. Il est clair que l'ouvrier de la branche de la confection ne peut troquer contre la moitié de son produit que la moitié des produits de nourriture et de logement, etc.; il est clair que les entrepreneurs ne peuvent vendre l'autre moitié parce qu'aucun ouvrier ne possède encore de produit à échanger avec eux. Les entrepreneurs ne savent que faire de leurs réserves, les ouvriers ne savent comment parler à leur faim et à leur nudité ». Et les lecteurs - ajoutons-nous - n'ont que faire des constructions de M. von Kirchmann. La puérité de son exemple nous précipite en effet d'une énigme dans l'autre. Tout d'abord on ne comprend pas pourquoi et à quelle fin von Kirchmann imagine la division tripartite de la production. Si dans les exemples analogues de Ricardo et de Mac Culloch, les fermiers sont généralement opposés aux fabricants, c'est dû, à notre avis, à la conception archaïque de la reproduction sociale imaginée par les physiocrates et reprise par Ricardo, mais dépouillée de tout sens par sa théorie de la valeur qui s'oppose à celle des physiocrates et périmée depuis que Smith avait montré déjà qu'il tenait compte des bases concrètes réelles du processus social de la reproduction.

Nous avons vu que la distinction des physiocrates entre l'agriculture et l'industrie comme base de la reproduction s'était maintenue traditionnellement dans l'économie politique théorique, jusqu'à ce que Marx ait établi la distinction fondamentale entre les deux sections sociales : production de moyens de production et production de moyens de consommation. Les trois sections de von Kirchmann en revanche n'ont aucun sens. Manifestement les points de vue concrets de la reproduction ne peuvent avoir joué aucun rôle dans ce classement purement arbitraire, où les outils sont confondus avec les meubles, les matières premières avec les moyens de subsistance, où les vêtements constituent une section à part. Il pourrait y avoir aussi bien une section pour les moyens de subsistance, les vêtements et les édifices, une autre pour les produits pharmaceutiques et une troisième pour les brosses à dents. Il ne s'agissait visiblement pour von Kirchmann que d'indiquer les grandes lignes de la division sociale du travail, en supposant pour l'échange des volumes de produits autant que possible « identiques ». Seulement l'échange dont il est question dans toute l'argumentation ne joue aucun rôle dans l'exemple de von Kirchmann puisque ce n'est pas la valeur qui est distribuée mais la quantité de produits, la masse des valeurs d'usage, en tant que telle. D'autre part, dans cet intéressant « endroit » né de l'imagination de von Kirchmann, la répartition des produits a lieu en premier et

c'est seulement plus tard, une fois la distribution accomplie, que se produira l'échange général tandis que dans ce bas monde de la production capitaliste c'est, comme on le sait, l'échange qui, inversement, introduit et sert d'intermédiaire à la distribution du produit. En outre les choses les plus étranges se passent dans le système de distribution de von Kirchmann : « comme on le sait », le prix des produits, donc également celui du produit social global, consiste seulement en « *salaires et en intérêt du capital* », c'est-à-dire en $v + pl$, si bien que le produit total doit être entièrement distribué individuellement entre les ouvriers et les entrepreneurs ; seulement von Kirchmann se souvient vaguement, pour son malheur, que la production nécessite certaines choses telles que des outils et des matières premières. Son « endroit » se trouve approvisionné de matières premières introduites furtivement parmi les moyens de subsistance et d'outils introduits parmi les meubles. Il se demande alors à qui échouent dans la distribution générale ces objets indigestes : aux ouvriers en tant que salaire, ou aux capitalistes en tant que profit d'entreprise ? Il est probable que les deux parties manifesteront un enthousiasme très modéré. Et c'est sur des données aussi faibles que se déroulera l'acte principal de la représentation : l'échange entre les ouvriers et les capitalistes. La transaction fondamentale de la production capitaliste : l'acte d'échange qui se produit entre les ouvriers et les capitalistes, est dénaturé par von Kirchmann, d'échange entre le travail vivant et le capital il devient un échange de produits ! Ce n'est pas la première opération : l'échange entre la force de travail et le capital variable, mais la seconde : la réalisation du salaire obtenu du capital variable qui est mise au centre du mécanisme et, inversement, tout l'échange de marchandises de la société capitaliste est réduit à cette réalisation du salaire ! Et pour couronner le tout, cet échange entre les ouvriers et les entrepreneurs, se réduit à néant si on l'examine de plus près, il ne se produit pas du tout. Car, dès que tous les ouvriers auront reçu leurs salaires en nature, et ceci pour la moitié de leurs propres produits, seul un échange entre les ouvriers eux-mêmes sera possible ; chacun gardera un tiers de son salaire, consistant pour les uns exclusivement en moyens de subsistance, pour les autres en vêtements, pour les troisièmes en meubles, et réalisera le reste pour deux parts égales dans les deux autres départements de la production. Les entrepreneurs n'ont plus rien à faire avec cet échange. De leur côté ils ont sur les bras leur plus-value qui consiste en la moitié de tous les vêtements, moyens de subsistance et meubles produits par la société, et ces trois hommes assurément ne savent « où se débarrasser » de leur bric-à-brac. Même une répartition du produit, aussi généreuse qu'elle soit, ne remédierait pas à cette calamité qui est l'œuvre de von Kirchmann. Au contraire, plus considérable serait cette quote-part du produit social allouée aux ouvriers, moins ils auraient affaire aux entrepreneurs dans leur échange : seul l'échange des ouvriers entre eux augmenterait de volume. Sans doute le monceau de surproduit qui embarrasse les entrepreneurs diminuerait-il en proportion, non pas cependant parce que de cette manière l'échange en serait facilité, mais seulement parce que la plus-value elle-même diminuerait. Mais pas plus qu'auparavant, il ne pourrait être question d'un échange du surproduit entre ouvriers et entrepreneurs. Il faut avouer que le nombre d'enfantillages et d'absurdités économiques accumulés dans un espace relativement petit dépasse même la mesure permise à un procureur allemand - comme on le sait von Kirchmann était procureur et il subit comme tel - ce qui est tout à son honneur - par deux fois des blâmes disciplinaires. Cependant, après ces préliminaires peu prometteurs, von Kirchmann aborde directement l'objet de son étude. Il reconnaît que son hypothèse d'une plus-value incarnée sous la forme concrète du surproduit est la raison pour laquelle cette plus-value est inutilisable. Pour y remédier il fait alors produire aux entrepreneurs avec une quantité de travail social correspondant à la moitié de la plus-value, non pas des « *marchandises ordinaires* » pour les ouvriers, mais des marchandises de luxe. Comme « *l'essence des produits de luxe est de permettre au consommateur d'employer plus de capital et de main-d'œuvre que ce n'est le cas pour les marchandises ordinaires* », les trois entrepreneurs réussissent à eux seuls à consommer sous forme de dentelles, de fiacres élégants et autres choses semblables, toute la moitié de la quantité de travail produite dans la société. Ils n'ont plus d'excédent invendable, la crise est écartée de la façon la plus heureuse, la surproduction est rendue impossible une fois pour toutes, les capitalistes comme les ouvriers sont dans une situation sûre et la cure de von Kirchmann, qui a provoqué tous ces bienfaits et a rétabli l'équilibre entre la production et la consommation, a nom : le luxe ! Autrement dit, le conseil que ce brave homme donne aux capitalistes embarrassés de leur plus-value irréalisable est celui-ci : qu'ils la consomment eux-mêmes. Il est vrai que dans la société capitaliste le luxe est une invention connue depuis bien longtemps, et **pourtant les crises IL rage** comment cela se fait-il ? « *La réponse ne peut être que celle-ci* nous enseigne von Kirchmann : *les difficultés d'écoulement dans le monde réel viennent uniquement du fait qu'il y a encore trop peu de luxe, ou, en d'autres termes : que les capitalistes, c'est-à-dire ceux qui ont les moyens de consommer, consomment encore trop peu.* » Cette austérité déplacée des capitalistes vient d'un défaut que l'économie politique encourage indûment : de la tendance à l'épargne aux fins de la « *consommation productive* ». En d'autres termes : les crises proviennent de *l'accumulation* - c'est là la thèse principale de von Kirchmann. Il la démontre encore à l'aide d'un exemple d'une naïveté touchante. Que l'on imagine, dit-il, « *le cas considéré par les économistes comme le plus favorable* », celui où les entrepreneurs déclarent : nous ne voulons pas consommer nos revenus jusqu'au dernier sou dans le luxe et la somptuosité mais nous voulons les investir d'une manière productive. Qu'est-ce que cela signifie ? Rien d'autre que fonder de nouvelles entreprises productives de toutes sortes à l'aide desquelles on obtient de nouveaux produits, par la vente desquels on obtient des intérêts (von Kirchmann entend par là : le profit) pour ce capital qui a été épargné et investi à partir des revenus non consommés des trois entrepreneurs. Les trois entrepreneurs décident donc de ne consommer que le produit de 100 ouvriers, c'est-à-dire de restreindre considérablement leur luxe et d'utiliser la force de travail des 350 ouvriers restants ainsi que le capital employé par ceux-ci à des investissements dans de nouvelles entreprises de production. Ici la question se pose de savoir dans quelle branche de production ces fonds doivent être utilisés ?

« Les trois entrepreneurs ont seulement le choix entre la création d'entreprises de production de marchandises ordinaires, ou celle d'entreprises de production de marchandises de luxe » - car, d'après l'hypothèse de von Kirchmann, le capital constant n'est pas reproduit et tout le produit social consiste exclusivement en moyens de consommation. Mais ainsi les entrepreneurs se trouvent placés devant le dilemme que nous connaissons déjà : s'ils produisent des « marchandises ordinaires » une crise naît, car les ouvriers n'ont pas de moyens de paiement pour acheter ces moyens de subsistance supplémentaires puisqu'ils sont déjà indemnisés avec la moitié de la valeur des produits, mais s'ils produisent des marchandises de luxe ils doivent les consommer également eux-mêmes. Il n'y a pas de troisième éventualité. Le commerce extérieur, lui non plus, ne change rien à ce dilemme car l'effet du commerce ne consiste qu'à « augmenter la diversité des marchandises du marché intérieur » ou à accroître la productivité. « Ou bien ces marchandises étrangères sont des marchandises ordinaires, et alors le capitaliste n'a pas envie de les acheter et l'ouvrier ne peut pas les acheter parce qu'il n'en a pas les moyens, ou bien ce sont des marchandises de luxe alors l'ouvrier ne peut pas les acheter et le capitaliste ne le veut pas à cause de sa tendance à l'épargne. » Quelque primitive que soit l'argumentation, l'idée fondamentale de von Kirchmann et le cauchemar de l'économie politique théorique s'y expriment bel et bien : dans une société composée uniquement d'ouvriers et de capitalistes l'accumulation apparaît comme une impossibilité. Von Kirchmann en tire la conséquence en combattant l'accumulation, « l'épargne », la « consommation productive » de la plus-value. Il attaque violemment l'économie politique classique qui préconise ces erreurs et il prêche le luxe, croissant concurrentiellement avec la productivité du travail, comme remède aux crises. On le voit, si von Kirchmann présentait dans ses prémisses théoriques une caricature des thèses de Ricardo et de Say, dans ses conclusions il présente une caricature de Sismondi. Il était cependant nécessaire de cerner de très près la position de von Kirchmann pour pouvoir estimer à sa juste valeur la réponse de Rodbertus et l'issue de la controverse.

16. - Rodbertus et sa critique de l'école classique

L'analyse de Rodbertus est plus fouillée que celle de von Kirchmann. Il cherche les racines du mal dans les fondements mêmes de l'organisation sociale et déclare une guerre impitoyable à la toute-puissante école libre-échangiste. Sans doute n'attaque-t-il pas le système de la libre circulation des marchandises ni la liberté de l'industrie, qu'il accepte entièrement ; mais il s'en prend à la doctrine manchestérienne du laisser-faire¹ dans les rapports sociaux internes de l'économie. La période du Sturm und Drang de l'économie classique avait déjà cédé la place à un système d'apologie éhontée, dont la plus fidèle expression était la doctrine des « harmonies » de M. Frédéric Bastiat, ce plat vulgarisateur, cette idole de la petite bourgeoisie ; bientôt après venait le règne des divers Schulze, pâles imitations petites-bourgeoises allemandes du prophète français de l'harmonie. C'est contre ces « commis-voyageurs du libre-échange » que la critique de Rodbertus était dirigée. « Du fait de leurs bas salaires, cinq sixièmes de la nation - s'écrie-t-il dans sa Première Lettre Sociale - sont non seulement exclus jusqu'à présent de la plupart des bienfaits de la civilisation, mais encore constamment menacés par les ravages les plus terribles de la misère, à laquelle ils succombent parfois. Pourtant ils sont les créateurs de toute la richesse sociale. Leur travail commence avec le jour, se termine au soleil couchant, se poursuit jusque dans la nuit, mais leurs efforts ne peuvent jamais améliorer leur sort. Ils ne peuvent augmenter leur revenu et perdent encore le peu de temps qui aurait dû leur rester pour former leur esprit. Admettons que jusqu'à présent tant de souffrance ait été nécessaire au progrès de la civilisation. Cependant, grâce à une série de merveilleuses inventions, qui multiplient la force de travail humaine par plus de cent, des perspectives de changer cette cruelle nécessité apparaissent brusquement. De ce fait, la richesse nationale - le revenu national par rapport à la population - croît en progression constante. Je le demande : peut-on imaginer conséquence plus naturelle, exigence plus légitime que de réclamer quelque avantage de cette croissance pour les créateurs de la nouvelle et de l'ancienne richesse ? Ne serait-il pas juste que leur revenu s'accroisse également ou que leur temps de travail diminue, ou encore qu'ils rejoignent de plus en plus nombreux les rangs des heureux qui ont le privilège de jouir des fruits du travail ? Mais l'économie de l'État, ou plutôt l'économie politique, n'a fait qu'obtenir le résultat contraire. L'accroissement de la richesse nationale va de pair avec l'accroissement de la pauvreté ; des lois spéciales vont entrer en vigueur en vue de prolonger le temps de travail ; enfin les classes laborieuses s'accroissent en nombre dans une proportion beaucoup plus considérable que les autres classes. Il y a mieux ! Cette force de travail multipliée par cent non seulement est incapable d'apporter un soulagement aux cinq sixièmes de la nation, mais encore devient périodiquement un sujet de terreur pour le dernier sixième, donc pour la société entière ». « Quelles contradictions, dans le domaine économique en particulier ! Et quelles contradictions dans le domaine social en général ! La richesse sociale s'accroît et cet accroissement s'accompagne d'un accroissement de la pauvreté. La puissance créatrice des moyens de production augmente, et la conséquence en est leur arrêt. L'état social exige l'élévation de la condition matérielle des classes laborieuses en même temps que l'introduction de leurs droits politiques, et l'état économique provoque, en guise de réponse, une dépression plus grande. La société a besoin d'un développement illimité de ses richesses, et les dirigeants actuels de la production doivent le freiner pour ne pas accroître la pauvreté. L'harmonie règne dans un seul domaine ! A cette situation générale insensée correspond l'attitude insensée de la couche dominante de la société, qui a tendance à chercher les racines du mal là où elles ne sont pas. Cet égoïsme qui se drape si souvent sous les apparences de la morale,

¹ En français dans le texte.

accuse les vices des ouvriers comme étant la cause du paupérisme. Les crimes commis contre eux par des faits tout puissants sont attribués à leur intempérance et au désordre de leur gestion; et là où cet égoïsme ne peut ignorer leur innocence, il élabore une théorie de la « nécessité de la pauvreté ». Sans relâche, il exhorte les ouvriers au travail et à la prière, leur prêche les vertus de l'abstinence et de l'épargne, et porte même atteinte à leurs droits en créant des institutions d'épargne forcée, qui ne font qu'ajouter à la misère des ouvriers. Il ne voit pas que la force aveugle du commerce a transformé la prière avant le travail en malédiction du chômage forcé, que l'épargne est une impossibilité ou une cruauté, et qu'enfin la morale est toujours restée sans effet dans la bouche de ceux dont le poète sait qu' « ils boivent du vin en cachette et prêchent l'eau en public » ¹.

Trente ans après Sismondi et Owen, vingt ans après les attaques des socialistes anglais disciples de Ricardo, enfin après le mouvement chartiste, après la bataille de juillet et - *last but not least* - après la parution du *Manifeste communiste*, de telles paroles, courageuses en elles-mêmes, ne pouvaient prétendre ouvrir des voies nouvelles. Mais ce qui importait à présent, c'était le fondement scientifique de ces attaques. Rodbertus propose ici un système complet, qui peut être résumé dans les courts principes que nous exposons :

Sous l'empire des lois d'un « commerce livré à ses seules volontés », le haut degré historique de la productivité du travail, ainsi que les « institutions du droit positif », c'est-à-dire la propriété privée, ont provoqué toute une série de phénomènes absurdes et immoraux.

1° Au lieu de la « valeur normale », « constituée », nous avons la valeur d'échange, donc la monnaie-métal à la place d'une « monnaie-papier » ou « argent de travail » « qui correspondrait à l'idée même de monnaie. La première (vérité) est que tous les biens économiques sont produits du travail ou, comme on disait autrefois, que seul le travail est productif. Mais ce principe ne signifie pas que la valeur du produit est toujours égale au coût du travail, ou, en d'autres termes, que le travail pourrait donner dès aujourd'hui une mesure de la valeur ». La vérité est bien plutôt « que ceci n'est pas encore un fait, mais simplement une idée d'économie politique » (*ibid.*, Vol. II, p. 104-105).

« Si la valeur pouvait être constituée selon le travail nécessité par le produit, on pourrait imaginer une forme de monnaie qui consisterait par exemple dans les feuillets détachés du livre de comptes universel, en une quittance rédigée sur la matière la plus vile, sur des haillons, que chacun recevrait en échange de la valeur créée et qu'il réaliserait comme le symbole d'une partie équivalente du produit national soumis à la distribution. Cependant si, pour une raison quelconque, il n'est pas possible, ou pas encore possible de constituer la valeur, alors la monnaie doit porter en elle la valeur qu'elle désigne et la liquider, sous forme d'un bien précieux par lui-même, par exemple l'or ou l'argent, dont elle représente le gage ou l'équivalent » (*ibid.*, Vol. I, p. 99).

Cependant dès que la production marchande capitaliste existe, la situation est renversée :

« Il ne peut plus y avoir de constitution de la valeur, parce que la valeur peut servir encore de valeur d'échange » (*ibid.*, Vol. 1, p. 175).

Et :

« parce que la valeur ne pouvait être constituée, la monnaie ne peut être simplement de la monnaie et ne peut correspondre entièrement à son idée » (*ibid.*, Vol. 1, p. 176).

« Dans un échange équitable, la valeur d'échange des produits devrait être égale à la quantité de travail qu'ils ont coûtée, et l'échange de produits devrait signifier l'échange de quantités de travail égales ».

Mais même en supposant que chacun produise précisément les valeurs d'usage dont un autre a besoin, « il devrait avoir, puisqu'il s'agit d'une connaissance et d'une volonté humaines un calcul exact, un ajustement et une fixation des quantités de travail contenues dans les produits à échanger, il devrait exister une loi à laquelle se soumettraient les parties qui échangent » (*ibid.*, Vol. II, p. 65).

Rodbertus insiste sur le fait qu'il a découvert avant Proudhon la « valeur constituée », priorité qu'on peut bien lui accorder. Marx, dans la *Misère de la Philosophie* et Engels dans sa préface à cet ouvrage, ont montré suffisamment que ce concept est un pur fantôme, employé dans la théorie et pratiquement enterré en Angleterre bien avant l'époque de Rodbertus, et qu'il s'agit là d'une déviation utopique de la théorie ricardienne de la valeur. Il est donc inutile d'insister sur cette « musique futuriste jouée sur une trompette d'enfant ».

2° L'« économie de l'échange » aboutit à la « dégradation » du travail en marchandise, le salaire étant déterminé par la « valeur du coût du travail » au lieu de représenter une quote-part fixe du produit total. Par un saut historique audacieux, Rodbertus fait dériver sa loi du salaire de l'esclavage, considérant comme illusoire les caractères spécifiques imposés à l'exploitation par la production capitaliste de marchandises et en les condamnant catégoriquement du point de vue moral. « Tant que les producteurs étaient eux-mêmes encore la propriété des non-producteurs, tant que subsistait l'esclavage, c'était uniquement l'avantage individuel des « maîtres » qui déterminait unilatéralement la grandeur de la quote-part (des travailleurs) au produit. Depuis que les producteurs ont obtenu la liberté totale de leur personne, mais rien d'autre, les deux parties conviennent d'un salaire à l'avance, le salaire est comme on dit aujourd'hui l'objet d'un « contrat libre », c'est-à-dire de la concurrence. Par là naturellement le travail est

¹ Dr Karl Rodbertus-Jagetow, *Schriften*, Berlin, 1899, vol. III., pp. 172-174 et 184.

soumis aux mêmes lois de la valeur d'échange que les produits; le travail a lui-même une valeur d'échange; la grandeur de son salaire dépend des effets de l'offre et de la demande. » Après avoir ainsi renversé l'ordre des choses et déduit la valeur d'échange du travail de la concurrence, il déduit ensuite la valeur du travail de sa valeur d'échange : « *Sous l'empire des lois de la valeur d'échange, le travail a, ainsi que les produits, une sorte de « valeur de coût » qui exerce une force magnétique sur sa valeur d'échange, le montant du salaire. Il s'agit de la somme nécessaire pour « maintenir en état » la force de travail, c'est-à-dire pour lui permettre de continuer, même dans la personne des descendants; c'est ce qu'on appelle le minimum d'entretien nécessaire.* » Pour Rodbertus cependant, il ne s'agit pas de la constatation de lois économiques objectives, mais simplement de l'objet d'une indignation morale. Rodbertus rappelle la thèse de l'école classique selon laquelle « *le travail n'a pas de valeur supérieure au salaire qu'il reçoit* » un principe « cynique », et il est résolu à dénoncer la « *série d'erreurs* » qui ont conduit à cette conclusion « *brutale et immorale* » (*ibid.*, Vol. I, p. 182-184). « *C'était une idée indigne qui faisait estimer le salaire d'après l'entretien nécessaire, comme s'il s'agissait d'une réparation de machine; le travail, source de toutes les richesses, est devenu lui-même une marchandise à échanger, on a eu l'idée dégradante d'un « prix naturel », ou d'un « coût » du travail, comme s'il s'agissait des produits de ce travail, et on a inclus ce coût du travail dans la somme des biens nécessaires pour assurer toujours le travail au marché.* » Ce caractère de marchandise du travail et la détermination correspondante de sa valeur ne sont cependant rien d'autre qu'une interprétation erronée des théories libre-échangistes ; en bon Prussien, Rodbertus accuse la production marchande capitaliste dans son ensemble de violer les lois constitutionnelles, au lieu de montrer la contradiction inhérente au système, l'opposition entre la détermination de la *valeur du travail* et la détermination de la *valeur créée par le travail*, comme l'avaient fait les disciples anglais de Ricardo. « *Quelle contradiction absurde et incroyable dans la conception des économistes, écrit-il, qui prétendent faire participer les ouvriers, selon leur position juridique, au sort de la société, et qui, en même temps, sur le plan économique, les traitent comme des marchandises !* » (*ibid.*, Vol. II, p. 72).

Il reste à savoir pourquoi les ouvriers supportent une injustice aussi absurde et aussi criante ? Objection qui fut soulevée par exemple par Hermann contre la théorie ricardienne de la valeur. Rodbertus n'est pas embarrassé pour répondre : « *Qu'auraient dû faire les travailleurs s'ils avaient refusé de je laisser prescrire quoi que ce soit après leur émancipation ? Imaginez-vous leur situation ! Les ouvriers sont libres, mais ils vont nus ou en haillons, ils ne possèdent que leur force de travail. Avec l'abolition de l'esclavage et du servage, était supprimée également l'obligation morale ou juridique du seigneur de les nourrir ou de pourvoir à leur entretien. Leurs besoins étaient restés les mêmes; il fallait vivre. Comment satisfaire leurs besoins vitaux à l'aide de leur force de travail ? Prendre une partie du capital existant pour produire ce dont ils avaient besoin dans la société ? Mais le capital de la société appartenait déjà à d'autres, et les organes du « droit » ne l'auraient pas souffert.* » Que pouvaient faire les ouvriers ? « *Il ne leur restait qu'une alternative : ou bien renverser les structures légales de la société ou bien revenir à peu près à la situation économique d'antan, quoique dans une position juridique différente, retrouver leurs maîtres d'autrefois, les propriétaires du sol et du capital et recevoir sous forme de salaire ce qu'ils avaient reçu jusqu'alors sous forme de vivres !* »

Heureusement pour l'humanité et l'État constitutionnel prussien les ouvriers étaient assez « sages » pour ne pas renverser la civilisation et préférer se soumettre héroïquement aux exigences infamantes de leurs « maîtres d'autrefois ». Ainsi naquit le système capitaliste du salaire et la loi du salaire, qui est « une sorte d'esclavage », résultant d'un abus de pouvoir de la part des capitalistes et de la situation précaire ainsi que de la soumission docile des prolétaires - si l'on doit en croire les explications théoriques, d'une nouveauté révolutionnaire, de ce même Rodbertus qui, comme on le sait, a été « pillé » par Marx. En ce qui concerne cette théorie du salaire en tout cas, la « priorité » de Rodbertus est incontestée - car les socialistes anglais et d'autres critiques sociaux avaient donné du système du salaire une analyse moins grossière et moins primitive. Ce qui est original dans cette théorie, c'est que toutes les protestations d'indignation morale à l'égard de l'origine et des lois économiques du système des salaires n'amènent pas Rodbertus à réclamer l'abolition de cette injustice effroyable, de cette « *contradiction absurde et indescriptible* ». Dieu l'en garde ! Il rassure à plusieurs reprises ses contemporains, déclarant qu'il ne faut pas trop prendre au tragique ses rugissements contre l'exploitation : il n'est pas un lion, mais simplement un bourru bienfaisant¹. Cependant une théorie morale de la loi des salaires est nécessaire seulement pour aboutir à la loi suivante :

3° Puisque le salaire est déterminé par les « lois de la valeur d'échange », le progrès de la productivité du travail entraîne nécessairement une diminution de la quote-part des salaires ouvriers par rapport au produit. C'est là la découverte d'Archimède du « système » de Rodbertus. La « *quote-part décroissante des salaires* » est l'idée « *originale* » la plus importante qu'il ne cesse de répéter depuis son premier écrit social (qui date probablement de 1839) jusqu'à sa mort et dont il « revendique » la paternité. Cette « idée » certes, était une simple déduction de la théorie de la valeur de Ricardo, elle est implicitement contenue dans la théorie du fonds des salaires qui dominait l'économie politique bourgeoise depuis les classiques, jusqu'à la parution du *Capital* de Marx. Cependant Rodbertus croit que cette « découverte » a fait de lui le Galilée de l'économie politique et il se réfère à sa « *quote-part décroissante des salaires* » pour expliquer tous les maux et toutes les contradictions de l'économie capitaliste. Surtout, il fait dériver de la quote-part décroissante des salaires le paupérisme qui constitue dans son opinion, avec

¹ Cf. *Schriften*, vol. IV, p. 225.

les crises, « *LA question sociale* ». Il serait bon de recommander à l'attention de nos contemporains qui sont adversaires de Marx le fait que ce n'est pas Marx, mais Rodbertus, un homme selon leur cœur, qui a construit une véritable théorie de la paupérisation, sous une forme des plus grossières certes, et qui, en a fait, à la différence de Marx, non pas un phénomène annexe mais le point crucial de la « question sociale ». Voyez par exemple son argumentation pour prouver la paupérisation absolue de la classe ouvrière dans sa *Première Lettre Sociale à von Kirchmann*. En outre, la « *quote-part décroissante des salaires* » doit suffire à expliquer l'autre phénomène fondamental de la « question sociale » : les crises. Ici Rodbertus aborde le problème de l'équilibre entre la consommation et la production et attaque tout l'ensemble des questions qui s'y rattachent et qui avaient déjà été débattues par Sismondi et l'école de Ricardo.

La connaissance des crises se fondait naturellement chez Rodbertus sur un matériel d'observation bien plus riche que chez Sismondi. Dans sa *Première Lettre Sociale*, il donne déjà une description très fouillée des quatre crises : 1818-19, 1825, 1837-39 et 1847. Comme ses observations s'étendent sur une période plus longue, Rodbertus a pu avoir des vues plus profondes sur l'essence des crises qu'il n'était donné à ses prédécesseurs. Ainsi, il a formulé dès 1850 le caractère périodique des crises qui se produisent à des intervalles toujours plus brefs, et en même temps avec une violence toujours accrue :

« *Chaque fois, le caractère destructeur de ces crises s'est accentué par rapport à l'augmentation de la richesse, les victimes qu'elles engloutissent sont plus nombreuses. La crise de 1818-1819, malgré la panique qu'elle provoqua dans le commerce et les problèmes difficiles qu'elle posa à la science, était relativement insignifiante comparée à celle de 1825-1826. Celle-ci porta de tels coups au capital anglais et à sa richesse, que les économistes les plus illustres doutèrent de sa guérison. Cependant elle fut encore dépassée par la crise de 1836-1837. Les crises de 1839-1840 et de 1846-1847 causèrent des ravages encore beaucoup plus considérables que les précédentes.*

« *Cependant, d'après l'expérience que nous avons acquise jusqu'à aujourd'hui, les crises se produisent à des intervalles toujours plus brefs. Dix-huit ans se passèrent entre la première et la seconde, quatorze ans entre la seconde et la troisième, douze ans entre la troisième et la quatrième. Déjà s'annoncent les symptômes d'un nouveau péril, bien que l'année 1848 ait sans doute empêché l'explosion* » (*ibid.*, Vol. III, pp. 110-111).

Plus loin, Rodbertus fait observer qu'un essor extraordinaire de la production et de grands progrès techniques de la production semblent être les signes précurseurs des crises : « *Chacune de ces crises a succédé à une période remarquable de prospérité industrielle* » (*ibid.*, Vol. III, p. 108). Il montre d'après l'histoire des crises que « *celles-ci ne se produisent qu'après un accroissement considérable de la productivité* » (*ibid.*, Vol. 1, p. 62). Rodbertus attaque la conception vulgaire qui prétend faire des crises de simples troubles du système monétaire et du système du crédit, il critique toute la législation de la monnaie de Peel, qu'il estime défectueuse ; il justifie en détail son opinion dans un article paru en 1858 et intitulé : *Die Handelskrisen und die Hypothekennot*, où il écrit entre autres : « *On se trompe donc également en considérant les crises commerciales uniquement comme des crises monétaires, boursières ou du crédit. Ce n'est qu'au début qu'elles apparaissent extérieurement ainsi* » (*ibid.*, Vol. IV, p. 226). Rodbertus fait preuve d'une pénétration remarquable du rôle joué par le commerce extérieur dans le problème des crises. Comme Sismondi il constate la nécessité de l'expansion pour la production capitaliste, mais en même temps il souligne le fait que les crises périodiques augmentent ainsi nécessairement de dimensions. Il écrit dans *Zur Beleuchtung der Sozialen Frage*, 2^o partie. 1^o cahier . « *Le commerce extérieur n'influe pas davantage sur les crises commerciales que la bienfaisance sur le paupérisme : en fin de compte, les deux phénomènes ne font que s'intensifier en même temps* » (*ibid.*, Vol. III, p. 186). Et dans l'article déjà cité, *Handelskrisen und Hypothekennot* : « *Le seul moyen d'éviter à l'avenir l'explosion de « crises » est l'arme à double tranchant de l'élargissement du marché extérieur. La ruée violente vers un tel élargissement n'est pas autre chose que la réaction morbide d'un organe souffrant. Lorsque sur le marché intérieur l'un des facteurs, la productivité, ne cesse d'augmenter tandis que l'autre, le pouvoir d'achat, reste stagnant pour la plus grande partie de la nation, le commerce cherchera à remédier à ce déséquilibre par la création de marchés extérieurs. L'apaisement de cette fièvre retarde du moins la nouvelle poussée du mal. La création de chaque nouveau marché extérieur revient aussi à écarter la question sociale. Il en est de même de la création de colonies dans les pays non cultivés. L'Europe se constitue même un marché là où il n'y en avait pas. Mais ce moyen ne fait au fond que tromper le mal. Lorsque les nouveaux marchés sont couverts - la question n'a fait que revenir à son point de départ, qui est la capacité limitée du pouvoir d'achat comparée à l'accroissement illimité de la productivité. La nouvelle explosion a été seulement transférée du marché plus petit au marché plus grand, ses dimensions sont devenues encore plus vastes et ses secousses encore plus violentes. Et comme la terre est limitée et que la conquête de nouveaux marchés devra cesser un jour, cette mise à l'écart de la question ne peut être définitive. Il faudra la résoudre une fois définitivement* » (*ibid.*, Vol. IV, p. 223)¹.

¹ Dans sa *Deuxième lettre sociale*, en 1850, Rodbertus pensait sans doute que si la société devait manquer de la « force morale » pour résoudre la question sociale c'est-à-dire pour changer la répartition de la richesse alors l'histoire « devrait de nouveau brandir le fouet de la révolution » (*Schriften*, vol. II, p. 83). Huit années plus tard, il préfère en bon Prussien brandir le fouet de la colonisation chrétienne et éthique sur les indigènes coloniaux. Il n'est que logique que « le fondateur proprement dit du socialisme scientifique en Allemagne » fût également un partisan très chaud du militarisme et

Il reconnaît également que l'anarchie de la production capitaliste privée est un facteur de crises, mais seulement un facteur parmi d'autres, y voyant la source d'une variété particulière de crises et non pas la cause véritable des crises en général. Il écrit ainsi à propos du déclenchement de la crise dans « l'endroit » fameux de von Kirchmann : « *Jene prétends pas maintenant que cette sorte de difficultés d'écoulement ne se produirait pas dans la réalité. Le marché est actuellement vaste, les besoins et les branches de production sont nombreux, la productivité importante, l'expression des désirs confuse et trompeuse, les entrepreneurs ne connaissent pas mutuellement l'ampleur de la production - il peut donc aisément advenir que ceux-ci se trompent dans l'estimation de certains besoins de marchandises et engorgent ainsi le marché* ». Rodbertus affirme expressément et ouvertement que seule une organisation planifiée de l'économie, un « *renversement total* » des rapports actuels de propriété, la concentration de tous les moyens de production « *dans les mains d'une autorité sociale unique* » pourraient remédier à ces crises. Sans doute se hâte-t-il d'ajouter, pour rassurer les esprits, qu'il réserve son opinion quant à la question de savoir si un tel état de choses est possible, « *mais il y aurait là en tout cas le seul moyen d'empêcher CETTE sorte de crise* ». Il affirme donc avec insistance qu'il considère l'anarchie de la production actuelle comme étant seule responsable d'une forme partielle déterminée des crises.

Rodbertus rejette avec ironie le principe de Say et de Ricardo de l'équilibre naturel entre la consommation et la production ; comme Sismondi, il met l'accent sur le pouvoir d'achat de la société et, comme lui, il fait dépendre celui-ci de la répartition du revenu. Cependant il n'accepte absolument la théorie des crises de Sismondi, ni surtout les conclusions de cette théorie qu'il condamne violemment. En effet, tandis que Sismondi voyait la source de tous les maux dans l'expansion illimitée de la production sans égard aux limites du revenu et qu'il prêchait en conséquence la restriction de la production,

Rodbertus au contraire se fait l'avocat de l'expansion vigoureuse et illimitée de la production, de la richesse, des forces productives. La société, dit-il, a besoin d'un accroissement sans entraves de ses richesses. Quiconque condamne la richesse de la société, condamne en même temps sa puissance, son progrès et avec celui-ci sa vertu; quiconque met des obstacles à son accroissement met des obstacles au progrès en général. Tout progrès de la science, de la volonté et du pouvoir de la société est lié à un accroissement de la richesse¹. De point de vue Rodbertus se déclarait très favorable au système des banques d'émission monétaire d'État qu'il considérait comme la base indispensable de l'expansion rapide et illimitée des sociétés de fondation. Son article paru en 1858 et intitulé *Die Hypothennot*, ainsi que son ouvrage sur *la Crise monétaire en Prusse* de 1845 sont consacrés à cette argumentation. Il attaque même directement les mises en garde prophétiques à la manière de Sismondi, abordant le problème, comme il le fait toujours, dans un esprit moralisateur et utopique. « *Les entrepreneurs - déclare-t-il - ne sont au fond rien d'autre que des fonctionnaires de l'économie; en faisant travailler au mieux le moyens de production nationaux que leur a confiés l'institution de la propriété privée, ils ne font que leur devoir. Car le capital n'existe, je le répète, que pour la reproduction.* » Plus loin, il écrit concrètement : « *Doivent-ils peut-être (les entrepreneurs) rendre chroniques ces poussées malades en travaillant dès le début et continuellement avec des forces réduites, intérieures à celles qu'ils possèdent réellement, compensant ainsi une intensité moindre du mal par sa durée infinie ? Même si l'on était assez absurde pour leur donner un tel conseil, ils seraient incapables de le suivre. Comment ces producteurs mondiaux pourraient-ils reconnaître le seuil pathologique de la saturation du marché ? Ils produisent tous en s'ignorant les uns les autres, aux endroits les plus divers du globe, pour un marché éloigné de centaines de lieues, avec des forces productives si considérables que la production d'un mois suffirait à dépasser ce seuil - comment concevoir qu'une production aussi dispersée et pourtant aussi puissante réussisse à reconnaître à temps la saturation ? Où sont les institutions, les bureaux statistiques par exemple, qui recevraient des informations en vue de les aider ? Mais il y a pire : la seule antenne capable de sonder le marché est le prix, ses hausses et ses baisses. Mais le prix n'est pas un baromètre qui prévoit la température du marché, c'est un thermomètre qui ne fait que la mesurer. Si le prix baisse, le seuil est déjà franchi et le mal est déjà là* » (*ibid.*, IV, p. 231).

Cette polémique, dirigée manifestement contre Sismondi, révèle les différences essentielles qui séparent les deux auteurs dans la conception des crises. C'est pourquoi, lorsqu'Engels écrit dans *l'Anti-Dühring* que l'explication des crises par la sous-consommation remonte à Sismondi et a été empruntée par Rodbertus à ce dernier, ce n'est pas rigoureusement exact. Tout ce que Rodbertus et Sismondi ont en commun, c'est l'opposition contre l'école classique ainsi que l'explication générale des crises par la répartition du revenu. Mais même sur ce point, Rodbertus enfourche son dada personnel : les surproductions ne sont pas provoquées, à son avis, par le bas niveau du revenu des masses ouvrières, mais seulement par le fait qu'avec la productivité croissante du travail le revenu des ouvriers

sa phrase de la « réduction des armées » ne doit être prise que comme une licence poétique dans son flot d'éloquence. Dans son article *Zur Beleuchtung der sozialen Frage*, 2^e partie, 1^{er} cahier, il explique que « tout le poids national des impôts pèse vers le bas, tantôt dans l'augmentation des prix des biens de salaires, tantôt dans le poids qui pèse sur le salaire en argent » considérant également le service militaire obligatoire « mis sous le point de vue d'une charge de l'État chez les classes laborieuses non pas comme un impôt mais comme une confiscation de tout le revenu de plusieurs années ». Il s'empresse d'ajouter : « Pour ne pas provoquer de malentendu, je remarque que je suis un partisan résolu de notre constitution militaire actuelle (donc de la constitution militaire prussienne de la contre-révolution) quelque pesante qu'elle soit pour les classes ouvrières et quelques immenses que semblent être les sacrifices financiers que les classes possédantes donnent pour cela. » (*ibid.*, vol. 3, p. 34). Il n'est certainement pas un lion !

¹ Cf. *Schriften*, vol. 3, p. 182.

représente une quote-part toujours plus minime de la valeur du produit. Rodbertus essaie de convaincre son adversaire que les crises ne proviennent pas de la part réduite du produit constituée par le revenu des classes laborieuses : « *Imaginez-vous, dit-il à von Kirchmann, des parts si minimes que ceux qui les reçoivent n'ont que le minimum nécessaire pour vivre, mais fixez seulement les parts selon la fraction du produit national qu'elles représentent et faites accroître la productivité; vous aurez alors un réceptacle de valeur capable de recevoir un contenu toujours croissant. Vous aurez ainsi une prospérité toujours croissante, qui atteindra également les classes laborieuses. Inversement si l'on imagine des parts quelque importantes qu'elles soient mais qui diminuent sous l'influence de la productivité croissante du travail jusqu'à devenir une quote-part toujours plus minime du produit national, ces parts se réduiront jusqu'à leur point minimum actuel, et l'insatisfaction croîtra jusqu'au moment où éclateront les crises commerciales dont la responsabilité incombe aux capitalistes parce que les capitalistes sont responsables de l'organisation de la production et de son ampleur, d'après la grandeur donnée des parts* » (*ibid.*, Vol. I, p. 59).

C'est donc la « *quote-part décroissante* » du salaire qui est la cause véritable des crises ; et le seul moyen efficace de lutter est de déterminer par la loi une quote-part invariable et fixe des travailleurs au produit national. Il faut bien comprendre cette idée grotesque pour rendre hommage à son contenu économique comme il se doit.

17. - *L'analyse de la reproduction par Rodbertus*

Tout d'abord, que veut dire Rodbertus lorsqu'il affirme que la diminution de la quote-part ouvrière entraîne nécessairement et « *immédiatement* » la surproduction et les crises commerciales ? Cette idée n'est compréhensible que si l'on admet que Rodbertus imagine le « *produit national* » comme étant composé de deux parties, à savoir la quote-part des ouvriers et celle des capitalistes, ou encore $v + pl$, ces deux parties étant échangeables entre elles. Or à certains passages c'est bien ce qu'il semble dire, ainsi dans la *Première Lettre Sociale* : « *La pauvreté des classes laborieuses empêche toujours que leur revenu ne donne une base à la croissance de la production. L'excédent de produit, qui, s'il était entre les mains des ouvriers, non seulement améliorerait leur sort mais fournirait en même temps un contrepoids permettant de faire monter la valeur de l'excédent invendu et donnerait aux entrepreneurs la possibilité de poursuivre la production à l'échelle précédente, fait baisser, en restant aux mains des entrepreneurs, la valeur du produit total à tel point que la poursuite de la production sur une même base devient impossible et laisse dans le meilleur des cas les ouvriers dans leur indigence habituelle* ¹. » Le « *contrepoids* » qui, dans les mains des ouvriers, fait monter la « *valeur* » de l'« *excédent invendu* » des entrepreneurs ne peut signifier que la demande. Nous retrouvons là le fameux « *endroit* » de von Kirchmann, où les ouvriers échangent avec les capitalistes leur salaire contre le surproduit, et où les crises proviennent du fait que le capital variable est trop petit et la plus-value trop grande. Cette idée étrange a déjà été discutée plus haut. A d'autres passages cependant, Rodbertus expose une conception un peu différente. Dans la *Quatrième Lettre Sociale*, sa théorie doit être interprétée de la manière suivante :

Le décalage constant dans le rapport entre la demande correspondant à la quote-part de la classe ouvrière et celle correspondant à la quote-part de la classe capitaliste provoque nécessairement une disproportion chronique entre la production et la consommation : « *Mais comment ! Si à présent, bien que les entrepreneurs essaient de maintenir la production dans les limites fixées par ces parts, celles-ci diminuaient peu à peu pour la grande majorité de la société, pour les ouvriers, d'un mouvement insensible mais irrésistible ? Si elles diminuaient dans ces classes dans la mesure même où la productivité s'accroît ?* » « *Ne peut-on penser que les capitalistes, tout en organisant - et en étant obligés d'organiser - la production sur la base de la grandeur actuelle de ces parts, pour rendre la richesse générale, ne cessent cependant de produire au-delà des limites fixées jusqu'à présent par ces parts et provoquent ainsi une insatisfaction permanente qui va jusqu'à entraîner des difficultés d'écoulement ?* » (*ibid.*, Vol. I, p. 53, 57).

D'après ce passage les crises s'expliquent donc de la manière suivante : le produit national se compose d'un certain nombre de « *marchandises ordinaires* » pour les ouvriers, selon l'expression de von Kirchmann, et de marchandises plus luxueuses pour les capitalistes. La quantité des premières est représentée par l'ensemble des salaires, la quantité des secondes par la plus-value globale. Si les capitalistes organisent leur production sur cette base et si la productivité continue à augmenter, il s'ensuivra immédiatement une disproportion. Car la quote-part des ouvriers d'aujourd'hui, n'est plus la même qu'hier, elle a diminué; si hier la demande de « *marchandises ordinaires* » constituait les $6/7^{\circ}$ du produit national, aujourd'hui elle n'en constitue plus que les $5/7^{\circ}$ et les entrepreneurs qui avaient compté avec ces $6/7^{\circ}$ de « *marchandises ordinaires* » constateront avec une surprise douloureuse qu'ils ont produit $1/7^{\circ}$ de trop. Mais si, instruits par cette expérience, ils veulent organiser leur production, demain, de telle façon qu'ils ne produisent plus que les $5/7^{\circ}$ de la valeur totale du produit national en marchandises ordinaires, ils vont au devant d'une nouvelle déception car, après-demain, la quote-part des salaires par rapport au produit national ne représentera certainement plus que quatre septièmes, etc.

Cette théorie originale éveille aussitôt quelques doutes polis. S'il est vrai que nos crises commerciales sont exclusivement dues au fait que la « *quote-part des salaires* » de la classe ouvrière, le capital variable, constitue une fraction toujours décroissante de la valeur globale du produit national, alors cette loi fatale recèle en elle-même le

¹ *Schriften*, vol. III, p. 176.

remède au mal qu'elle a provoqué, puisque la surproduction ne touche qu'une portion toujours plus minime du produit total. Rodbertus se sert volontiers d'expressions telles que « *l'immense majorité* » des consommateurs, la « *grande masse populaire* » des consommateurs, dont la quote-part ne cesse de diminuer ; cependant dans la demande, ce n'est pas le nombre de têtes qui compte, mais la valeur qu'elles représentent. Et cette valeur constitue, d'après Rodbertus lui-même, une portion toujours plus petite du produit global. La base économique des crises devient ainsi toujours étroite ; on se demande alors comment il se fait que les crises, comme le constate Rodbertus, sont d'une part toujours générales et d'autre part toujours plus violentes. Si par ailleurs la « *quote-part des salaires* », constitue une partie du produit national, la plus-value, d'après Rodbertus, en constitue l'autre partie. Le pouvoir d'achat perdu par la classe ouvrière est gagné par la classe capitaliste : si v décroît sans cesse, pl augmente sans cesse en compensation. Dans ce schéma simpliste, le pouvoir d'achat de la société, dans son ensemble, ne peut changer. Il écrit en propres termes : « *Je sais bien qu'en fin de compte ce qui est retiré à la part des ouvriers passe à la part des rentiers* (chez Rodbertus la « *rente* » est identique à la plus-value), *et que donc à la longue et dans l'ensemble, le pouvoir d'achat reste identique. Mais par rapport à la masse des produits jetés sur le marché, la crise s'est toujours produite avant que cet accroissement n'ait pu entrer en vigueur* » (*ibid.*, Vol. I, p. 206). La seule chose qui puisse advenir c'est qu'il y ait constamment « *trop* » de « *marchandises ordinaires* », tandis qu'il y aurait toujours « *trop peu* » de marchandises de luxe pour les capitalistes. Sans s'en douter Rodbertus rejoint par des chemins détournés la théorie de Say et de Ricardo qu'il a tellement attaquée : à savoir que la surproduction d'un côté s'accompagnerait toujours d'une sous-production dans un autre domaine. Comme la quote-part en valeur de la classe ouvrière diminue constamment par rapport à celle des capitalistes, nos crises commerciales prendraient dans l'ensemble toujours plus le caractère d'une sous-production périodique, ou lieu d'une surproduction !

Cependant laissons là ces énigmes. Ce qui ressort de ces textes, c'est que Rodbertus conçoit le produit national, considéré d'après sa valeur, comme étant composé exclusivement de deux parties, v et pl ; il se rallie ainsi à la théorie et à la tradition de l'école classique qu'il combat avec un tel acharnement par ailleurs, en y ajoutant l'idée que la plus-value tout entière est consommée par les capitalistes. Cette conception est exprimée explicitement à plusieurs endroits, ainsi dans la *Quatrième Lettre Sociale* : « *Par conséquent, pour découvrir tout d'abord le principe de la rente en général* (de la plus-value), *le principe du partage du produit du travail en salaire et en rente, il faut précisément faire abstraction des causes de la séparation de la rente en rente foncière et rente de capital* » (*ibid.*, Vol. I, p. 19). Et dans la *Troisième Lettre* : « *La rente foncière, le profit du capital et le salaire, je le répète, sont des revenus. Les propriétaires fonciers, les capitalistes et les ouvriers veulent en vivre, c'est-à-dire satisfaire leurs besoins humains immédiats. Les biens que l'on obtient par le revenu doivent être donc utilisables* » (*ibid.*, Vol. II, p. 110). Jamais on n'exprima plus clairement cette fausse interprétation d'une économie capitaliste qui serait une production exclusivement destinée aux fins de la consommation directe.

Ici Rodbertus remporte, sans aucun doute, la palme de la « *priorité* » - non seulement par rapport à Marx, mais par rapport à tous les économistes vulgaires. Pour ne laisser aucun doute aux lecteurs quant à la confusion de son esprit, il compare, dans la même lettre, un peu plus loin, la plus-value capitaliste comme catégorie économique, avec le revenu du maître d'esclaves antique en la mettant exactement sur le même plan : « *L'économie naturelle la plus simple est liée avec la première condition* (de l'esclavage) ; *la portion du produit du travail qui est retirée au revenu des ouvriers ou esclaves et qui constitue la propriété du maître ou du propriétaire échouera sans partage, sous forme de rente, à un propriétaire foncier, à un maître d'ouvriers ou au propriétaire du produit du travail, on ne pourra même pas distinguer conceptuellement la rente foncière et le profit capitaliste. A la seconde condition est liée l'économie monétaire la plus compliquée, la portion du produit du travail qui est maintenant retirée au revenu de l'ouvrier libre et qui revient à la propriété foncière ou capitaliste sera distribuée encore entre les propriétaires du produit brut et les propriétaires du produit fabriqué, enfin, la rente de la première condition se divisera en rente foncière et en profit capitaliste, il conviendra de les distinguer* » (*ibid.*, Vol. II, p. 144). Rodbertus considère la division de la plus-value « *retirée au revenu* » des ouvriers en rente foncière et profit capitaliste comme la différence la plus marquante entre le système d'exploitation esclavagiste et l'exploitation capitaliste moderne. Ce n'est pas dans la forme historique spécifique du partage de la valeur nouvellement créée entre le capital et le travail, mais dans la distribution de la plus-value entre les différents bénéficiaires qu'il voit le fait spécifique du mode de production capitaliste, distribution qui en réalité importe peu pour le processus de production ! Par ailleurs la plus-value capitaliste garde la même fonction que la « *rente* » du propriétaire d'esclaves : c'est un fonds de consommation privé de l'exploiteur !

Il est vrai que Rodbertus se contredit à d'autres passages, se souvenant soudain du capital constant ainsi que de la nécessité de le renouveler au cours du processus de reproduction. Au lieu de diviser le produit total en $v + pl$, il suppose une division tripartite en $c + v + pl$. Il expose dans sa *Troisième Lettre* les formes de reproduction de l'économie esclavagiste :

« *De même que le maître est soucieux de ce qu'une partie du travail des esclaves soit utilisée à maintenir en état les champs, les troupeaux et les instruments agricoles ou les outils de fabrication, ou encore à les améliorer, ce qui est aujourd'hui appelé « remplacement de capital » se fera de telle manière qu'une partie du produit national sera utilisée directement, sans l'intermédiaire de l'échange, ni même de la valeur d'échange, pour maintenir en état la fortune* » (*ibid.*, Vol. III, p. 146).

Puis passant à la reproduction capitaliste : « *A présent une partie en valeur du produit du travail sera utilisée ou calculée pour maintenir en état la fortune, ou pourvoir au « remplacement du capital » ; une partie en valeur du*

produit du travail sera utilisée dans le salaire des ouvriers pour l'entretien de ceux-ci et il reste enfin une partie en valeur de ce même produit dans les mains des propriétaires fonciers, des capitalistes et des propriétaires du produit du travail sous forme de revenu ou de rente » (ibid., Vol. II, p. 155).

Rodbertus formule expressément ici la division tripartite du capital en capital constant, capital variable et plus-value. Il souligne une fois encore dans sa *Troisième Lettre* l'originalité de sa « nouvelle » théorie : « *Une fois accomplie, selon cette théorie, la répartition de la partie de la valeur du produit restant après remplacement du capital, pourvu qu'il y ait production suffisante, entre les ouvriers et les propriétaires, sous forme de salaire et de rente... etc.* » (ibid., Vol. II, p. 223).

Il semble que Rodbertus ait dépassé l'école classique dans l'analyse de la valeur du produit global. Un peu plus loin, il va même jusqu'à attaquer ouvertement le « dogme » de Smith, et il est surprenant que les doctes admirateurs de Rodbertus : Wagner, Dietzel, Diehl, etc... aient négligé de revendiquer la « priorité » de leur idole par rapport à Marx sur un point aussi important de la théorie économique. En réalité cette priorité est aussi contestable que dans la théorie générale de la valeur. Même lorsqu'il peut sembler que Rodbertus ait des idées justes, on s'aperçoit que c'est un malentendu ou du moins un à peu près. Sa critique du dogme de Smith montre précisément son incapacité à se servir du concept de la division tripartite du produit national, concept qu'il avait découvert à tâtons :

« Vous savez que tous les économistes, depuis Adam Smith, divisent la valeur du produit en salaire, rente foncière et profit capitaliste, et que donc l'idée de fonder le revenu des différentes classes et en particulier les parties de rente sur une division du produit n'est pas nouvelle. Cependant les économistes se perdent immédiatement dans des déviations. Tous - sans excepter même l'école de Ricardo - commettent premièrement la faute de considérer le produit tout entier, le bien achevé, le produit national total non pas comme une unité à laquelle participent les ouvriers, les propriétaires fonciers et les capitalistes, mais de regarder la division du produit brut comme une division particulière à laquelle n'ont part que deux participants. Ainsi ces systèmes considèrent déjà le produit brut seul et le produit fabriqué seul chacun à part comme un revenu particulier. Deuxièmement ils commettent l'erreur - à l'exception cependant de Ricardo et de Smith - de prendre ce fait naturel social que dans le cas de la division du travail le capital, au sens moderne du mot, remplit cette fonction, comme un fait originel. Ils en veulent alors un rapport économique fondamental, auquel ils ramènent également, lorsqu'il y a division sociale de la propriété du sol, du capital et du travail, les parts des différents propriétaires : ainsi la rente foncière correspondrait à la participation productive du sol mis à la disposition par le propriétaire foncier, le profit capitaliste correspondrait à la participation productive du capital employé par le capitaliste à la production, et enfin le salaire à la participation du travail à la production. L'école de Say, qui a développé cette erreur avec le plus de persistance, a même créé la notion d'une contribution productive du sol, du capital et du travail correspondant aux quotes-parts du produit qui reviennent aux différents propriétaires, pour expliquer à son tour la quote-part du produit par la contribution productive. A cette conception se rattache l'absurdité qui, alors que le salaire et les parts de rentes sont dérivés de la valeur du produit, prétend faire dériver à son tour la valeur du produit du salaire et des parts de rentes, et fonder ainsi alternativement ces deux catégories l'une sur l'autre. Chez maints auteurs cette absurdité se manifeste par le fait qu'ils étudient, dans deux chapitres successifs, « l'influence des rentes sur les prix de production », puis « l'influence des prix de production sur les rentes » (ibid., Vol. II, p. 226).

A côté de ces excellentes remarques critiques, dont la dernière, particulièrement pénétrante, anticipe en quelque sorte la critique du deuxième volume du *Capital* de Marx, Rodbertus tombe sans broncher dans l'erreur fondamentale de l'école classique et de ses épigones vulgaires, qui consiste à ignorer la partie de la valeur du produit global nécessaire à la société pour renouveler le capital constant. C'était cette même confusion qui le faisait s'entêter dans sa polémique bizarre contre la « *quote-part décroissante du salaire* ».

Dans le mode de production capitaliste, la valeur du produit social total se divise en trois parties dont l'une correspond à la valeur du capital constant, l'autre à la somme des salaires, c'est-à-dire au capital variable et la troisième à la plus-value totale de la classe capitaliste. Or, à l'intérieur de cette composition de la valeur, la partie de la valeur correspondant au capital variable décroît relativement sans cesse et ceci pour deux raisons. Premièrement, le rapport de c à $(v + pl)$, c'est-à-dire du capital constant à la nouvelle valeur, change à l'intérieur de $c + v + pl$, en ce sens que c ne cesse de s'accroître relativement tandis que $(v + pl)$ ne cesse de décroître. C'est une expression simple de la loi de la productivité croissante du travail humain, valable absolument pour toutes les sociétés qui progressent économiquement, indépendamment de leurs formes historiques; elle signifie seulement que le travail vivant est capable de transformer toujours plus de moyens de production en objets de consommation, et dans un temps toujours plus bref. Comme $(v + pl)$ diminue par rapport à la valeur globale du produit, v qui est également une partie de la valeur du produit global, diminue en même temps. Regimber contre ce fait, vouloir mettre obstacle à cette baisse revient à s'opposer au progrès de la productivité du travail dans ses effets généraux. En outre il se produit à l'intérieur de $(v + pl)$ une transformation dans le sens d'une diminution relative de v et d'une augmentation relative de pl , autrement dit une portion toujours plus petite de la valeur nouvellement créée est allouée aux salaires, tandis qu'une portion toujours plus grande est prélevée comme plus-value. C'est là l'expression spécifiquement capitaliste de la productivité croissante du travail, phénomène qui est à l'intérieur des conditions capitalistes de production d'une validité aussi absolue que cette première loi. User de l'autorité de l'État pour prévenir la diminution de v par rapport à

pl reviendrait à vouloir soustraire cette marchandise fondamentale qu'est la force de travail à la loi de la productivité croissante qui diminue les frais de production de toutes les marchandises ; cela reviendrait à exempter cette seule marchandise des effets économiques du progrès technique. Bien plus : la « *baisse de la quote-part des salaires* » n'est qu'une autre expression du taux croissant de la plus-value, qui constitue le moyen le plus puissant et le plus efficace de freiner la baisse du taux de profit et représente, par-là même, le but de la production capitaliste en général, ainsi que du progrès technique à l'intérieur de cette production.

Supprimer la « *baisse de la quote-part des salaires* » par le moyen de la législation signifierait à peu près : priver l'économie capitaliste de sa raison d'être, vouloir empêcher son principe vital. Mais représentons-nous les choses concrètement. Le capitaliste individuel, comme la société capitaliste dans son ensemble, ignore que la valeur des produits est la somme du travail social nécessaire et il est incapable de le comprendre. Le capitaliste ne connaît la valeur que sous la forme dérivée et inversée par la concurrence des frais de production. Tandis qu'en réalité la valeur du produit se décompose en ses parties de valeur, $c + v + pl$, inversement les frais de production se composent dans la conscience du capitaliste de $c + v + pl$. Il se les représente sous une forme modifiée et dérivée, 1) comme le renouvellement du capital fixe usé, 2) comme les sommes avancées sur le capital circulant, y compris les salaires des ouvriers, 3) comme taux de profit « usuel », c'est-à-dire moyen par rapport à son capital total. Comment alors obliger le capitaliste par une loi, comme le voudrait Rodbertus, à respecter une « *quote-part de salaire fixe* » par rapport à son capital total ? Cette idée est à peu près aussi sensée que de vouloir prescrire par une loi que les matières premières ne doivent entrer que pour un tiers dans le prix global d'une marchandise donnée. Manifestement, l'idée fondamentale de Rodbertus, dont il était fier, sur laquelle il fondait son système comme s'il s'agissait d'une nouvelle découverte d'Archimède, à l'aide de laquelle il voulait radicalement guérir de la production tous ses maux n'est qu'une énorme absurdité de tous les points de vue du mode de production capitaliste. Elle ne pouvait résulter que de cette confusion à propos de la théorie de la valeur, qui atteint son point culminant dans ce passage incomparable de Rodbertus : « *Le produit devrait maintenant (dans la société capitaliste) avoir une valeur d'échange comme il devait avoir dans l'économie antique une valeur d'usage* » (*ibid.*, Vol. II, p. 156). Dans la société antique, il fallait manger du pain et de la viande pour vivre, mais aujourd'hui on est déjà rassasié lorsqu'on sait le prix de la viande et du pain ! Mais la conséquence la plus manifeste de cette idée fixe d'une « *quote-part invariable du salaire* » chez Rodbertus est son incapacité totale à comprendre l'accumulation capitaliste. Les citations précédentes ont déjà montré que Rodbertus envisage uniquement la reproduction simple, ce qui concorde avec son idée fautive que le but de la production capitaliste est la production d'objets de consommation pour satisfaire « *les besoins humains* ». Il parle toujours seulement de « *remplacement du capital* » et de la nécessité de permettre aux capitalistes de « *poursuivre leur entreprise à la même échelle* ». Son argument principal se dirige donc directement contre l'accumulation du capital. Fixer le taux de plus-value, empêcher sa croissance, signifie paralyser l'accumulation capitaliste. En fait, pour Sismondi comme pour von Kirchmann, la question de l'équilibre entre la production et la consommation est une question d'accumulation, c'est-à-dire de reproduction capitaliste élargie. Tous deux rendaient l'accumulation responsable des troubles de l'équilibre de la reproduction, tous deux en niaient la possibilité, avec cette seule différence que le premier conseillait, en guise de remède, le ralentissement des forces productives en général, tandis que le second recommandait leur emploi croissant dans la production de luxe et la consommation totale de la plus-value. Rodbertus, là encore, suit sa propre voie. Tandis que les deux premiers auteurs cherchaient à comprendre avec plus ou moins de succès le *phénomène* de l'accumulation capitaliste, Rodbertus en attaque le *concept* même.

« *Les économistes se sont copiés les uns les autres depuis Adam Smith, ils ont établi comme vérité générale et absolue que le capital ne peut naître que de l'épargne et de l'accumulation* » (*ibid.*, Vol. I, p. 240).

Rodbertus part en guerre contre cette « *erreur* » et il démontre tout au long de 60 pages que le capital n'a pas son origine dans l'épargne mais dans le travail et que « *l'erreur* » des économistes au sujet de « *l'épargne* » vient de cette idée aberrante que la productivité est inséparable du capital, et enfin que cette erreur est due à une autre méprise : à savoir que le capital est du capital.

Pour sa part, von Kirchmann comprenait très bien ce qui est à la base de « *l'épargne* » capitaliste. Il explique très bien : « *L'accumulation de capital ne consiste pas, on le sait, dans un amoncellement de provisions, ou dans la thésaurisation de réserves d'argent ou de métal qui s'entassent inutilisées dans les caves du propriétaire; mais celui qui épargne le fait pour employer lui-même ou par l'intermédiaire d'autres personnes, les sommes épargnées comme capital et en tirer des revenus. Ces revenus ne sont possibles que si les capitaux sont utilisés à de nouvelles entreprises capables de fournir, grâce à leur production, les intérêts souhaités. L'un construit un navire, l'autre une grange, le troisième cultive une lande en friche, le quatrième fait venir une nouvelle machine à tisser, le cinquième achète plus de cuir et emploie plus d'ouvriers pour élargir sa production de chaussures, etc. C'est seulement dans ces investissements que le capital épargné peut porter des intérêts (c'est-à-dire du profit) ce qui est le but final de toute épargne* » (*ibid.*, Vol. II, p. 25).

Ce que von Kirchmann décrit ici en termes maladroits mais d'une manière très juste pour le fond, n'est rien d'autre que le processus de la capitalisation de la plus-value, de l'accumulation capitaliste qui constitue le sens de l'« *épargne* » prêchée par l'économie classique « *depuis Adam Smith* » avec une instinct très sûr. Déclarer la guerre à l'accumulation, à l'« *épargne* », est, du point de vue de von Kirchmann, conséquent, puisqu'il voyait la cause des crises - comme Sismondi - dans l'accumulation. Ici encore, Rodbertus se montre plus « radical ». Il a, pour son malheur, compris d'après la théorie de la valeur de Ricardo que le travail est la seule source de la valeur, donc

également du capital. Et cette sagesse élémentaire lui suffit parfaitement et le rend complètement aveugle à tous les rapports compliqués de la production capitaliste et des mouvements de capitaux. Si le capital naît du travail, l'accumulation du capital, c'est-à-dire l'« épargne », la capitalisation de la plus-value est une pure absurdité.

Pour débrouiller l'écheveau compliqué d'erreurs commises par « *les économistes depuis Adam Smith* », il prend l'exemple, comme on pouvait s'y attendre, d'un « *entrepreneur isolé* » et prouve tout ce qu'il entend prouver par une longue vivisection de cette malheureuse créature. Ainsi il découvre déjà le « *capital* » c'est-à-dire naturellement le célèbre « *premier bâton* » avec lequel l'« *économie politique depuis Adam Smith* » secoue les fruits de sa théorie du capital de l'arbre de la connaissance. Est-ce que ce « *bâton* » vient de l'épargne ? demande Rodbertus. Et comme chaque individu normal comprend que l'« *épargne* » ne peut créer aucun bâton, mais que Robin son doit fabriquer ce bâton en bois, il prouve par là même déjà que la « *théorie de l'épargne* » est tout à fait fautive. Plus loin : « *l'entrepreneur isolé* » avait abattu avec un bâton un fruit de l'arbre, ce fruit est son « *revenu* ». « *Si le capital était la source du revenu, ce rapport devrait se manifester déjà dans ce processus originel et très simple. Mais peut-on sans faire violence aux choses et aux concepts, nommer le bâton la source du revenu ou d'une partie du revenu, qui consiste dans le fruit abattu, ramener ce revenu en entier ou en partie au bâton comme à sa cause et le considérer entièrement ou en partie comme le produit du bâton ?* » (*ibid.*, Vol. I, p. 250). Certainement pas. Et comme le fruit est le produit, non pas « *du bâton* » avec lequel on l'a abattu mais de l'arbre où il a poussé, Rodbertus a déjà prouvé que tous les « *économistes depuis Adam Smith* » se sont trompés grossièrement en affirmant que le revenu provenait du capital. Après avoir exposé les concepts fondamentaux de l'économie politique en partant de l'« *économie* » de Robinson, Rodbertus transfère la science ainsi acquise tout d'abord à une société imaginaire « *sans propriété foncière ni capitaliste* », c'est-à-dire à un mode de propriété communiste, puis à une société « *à propriété foncière et capitaliste* », c'est-à-dire à la société actuelle - et voilà que toutes les lois de l'économie de Robinson se vérifient point par point, même dans cette forme de société. Ici Rodbertus construit une théorie du capital et du revenu qui est la plus belle création de son imagination riche en utopies. Ayant découvert que chez Robinson le « *capital* », c'est tout simplement les moyens de production, il identifie dans le cas de l'économie capitaliste également, le capital avec les moyens de production - puis, ayant réduit ainsi en un tournemain le capital en capital constant, il proteste au nom de la justice et de la morale, contre le fait que les moyens d'existence des ouvriers, leurs salaires, sont considérés également comme du capital. Il s'en prend violemment au *concept* de capital variable, car ce concept est responsable de tous les maux ! « *Que tous les économistes - supplie-t-il - me prêtent attention et examinent sans préjugé qui, d'eux ou de moi, a raison ! Ici se trouve la racine de toutes les erreurs du système actuel sur le capital, ici est la cause dernière de l'injustice théorique et pratique à l'égard des classes laborieuses* » (*ibid.*, Vol. I, p. 295)¹. La « *justice* » exige en effet que l'on considère les « *biens constituant les salaires réels* », des ouvriers non pas comme une partie du capital mais qu'on les classe dans la catégorie du revenu. Rodbertus n'ignore pourtant pas que les salaires « *avancés* » par le capitaliste constituent une partie de son capital, exactement comme l'autre partie avancée dans les moyens de production figés, mais à son avis, cela ne s'applique qu'au capital individuel. Dès qu'il est question du produit social global et de la reproduction globale, il qualifie les catégories capitalistes de la production d'illusion, de mensonge malveillant et d'« *injustice* ». « *C'est quelque chose de tout différent que le capital en soi, les objets de capital, le capital du point de vue de la nation et le capital privé, la fortune capitaliste, la propriété capitaliste, bref ce que l'on entend aujourd'hui généralement par « capital »* » (*ibid.*, Vol. I, p. 304)². Les capitalistes individuels produisent selon des méthodes capitalistes mais la société dans son ensemble produit comme Robinson, c'est-à-dire comme un propriétaire collectif, selon des méthodes communistes. « *Qu'aujourd'hui le produit national tout entier, à tous les échelons de la production, appartienne en propre, pour des parts plus ou moins grandes, à des personnes privées qui ne doivent pas être comptées au nombre des producteurs proprement dits, tandis que les producteurs proprement dits, ne créent tout ce produit national qu'au service de ces quelques propriétaires sans être propriétaires eux-mêmes de leurs propres produits, cela ne fait, de ce point de vue général et national, aucune différence.* »

Il résulte de ceci des particularités dans les relations même à l'intérieur de la société dans son ensemble, entre autres, 1) l'institution de l'« *échange* » comme intermédiaire et, 2) l'inégalité de la répartition du produit. « *Cependant,*

¹ Ici aussi Rodbertus ne fit que répéter pendant toute sa vie les idées qu'il avait exprimées en 1842 dans son article intitulé *Zur Erkenntnis* : « *Cependant pour les conditions actuelles on est allé jus qu'à comprendre non seulement le salaire mais encore les rentes et le profit dans les frais de production de la marchandise. C'est pourquoi cette opinion mérite d'être réfutée en détail. A la base de cela, il y a deux erreurs :*

- a) Une fausse représentation du capital par laquelle on inclut le salaire dans le capital au même titre que le matériel et les outils, tandis qu'en réalité le salaire doit être mis sur le même plan que la rente et le profit;
- b) Une confusion entre frais de production de la marchandise avec les dépenses de l'entrepreneur ou des coûts de l'entreprise. » (*Zur Erkenntnis, Neubrandenburg et Friedland, G. Barneuitz 1842, p. 14.*)

² De même on peut lire déjà dans *Zur Erkenntnis* : « *Il faut distinguer le capital au sens étroit, au sens propre du terme, et le capital au sens large, ou fonds d'entreprise. Le premier comprend les réserves réelles d'outils et de matériel, le second le fonds nécessaire d'après la situation actuelle de la division du travail pour l'entreprise. Le premier est le capital absolument nécessaire à la production, le second n'a qu'une nécessité relative à cause de la situation actuelle. La première partie est, de ce fait, le capital au sens propre, au sens étroit du terme et c'est seulement avec lui que coïncide la concept de capital national.* » (pp. 23-24.)

pas plus que ces conséquences n'empêchent le mouvement de la production nationale et la constitution du produit national de rester les mêmes en général (comme sous le règne du communisme), ils n'altèrent pas non plus du point de vue national l'opposition établie précédemment entre capital et revenu. » Sismondi s'était efforcé à la sueur de son front, comme Smith et bien d'autres, de débarrasser les notions de capital et de revenu des contradictions de la production capitaliste ; Rodbertus se rend la tâche plus facile : il fait simplement abstraction des formes spécifiques de la production capitaliste pour la société prise dans son ensemble et nomme « capital » les moyens de production et « revenu » les moyens de consommation - un point c'est tout ! « La propriété foncière, la propriété capitaliste n'ont d'influence importante que par rapport aux individus. Si donc on considère la nation comme une unité, alors ses effets sur les individus disparaissent » (*ibid.*, p. 292). On le voit, dès que Rodbertus aborde le problème proprement dit, le produit capitaliste global et son mouvement, il manifeste la négligence typique de l'utopiste pour les particularités historiques de la production. La remarque de Marx à propos de Proudhon, que « dès que celui-ci parle de la société dans son ensemble, il fait comme si elle cessait d'être capitaliste », s'applique comme un gant à Rodbertus. L'exemple de Rodbertus montre une fois encore combien toute l'économie politique avant Marx tâtonnait dans ses efforts pour mettre en accord les aspects concrets du processus de travail avec le point de vue de la valeur qui détermine la production capitaliste, les formes du mouvement du capital individuel avec celles du capital social global. Ces efforts oscillent généralement entre deux pôles extrêmes : la conception vulgaire à la Say, à la Mac Culloch qui n'envisageaient que les points de vue du capital individuel, et la conception utopique à la Proudhon, à la Rodbertus pour qui n'existent que les points de vue du processus de travail. Dans ce contexte on rend hommage à la pénétration de Marx. Son schéma de la reproduction simple éclaire tout le problème, résumant tous ces points de vue dans leurs concordances comme dans leurs contradictions et résout les obscurités de volumes innombrables en deux séries de chiffres d'une simplicité surprenante.

Selon de telles conceptions du capital et du revenu, l'appropriation capitaliste devient évidemment inexplicable. Pour Rodbertus elle équivaut tout simplement au « pillage », et il la dénonce devant le forum du droit de propriété, dont elle constitue une violation. « *Tandis que cette liberté individuelle (des ouvriers) qui, juridiquement, comprend la propriété de la valeur du produit du travail, conduit dans la pratique, par suite de la contrainte exercée sur les ouvriers par la propriété foncière et la propriété capitaliste, à l'abolition de ce droit de propriété - on a l'impression qu'une crainte instinctive que l'histoire ne tire de ce fait ses conclusions impitoyables empêche les propriétaires d'avouer cette injustice immense* » (*ibid.*, vol. II, p. 136). « *C'est pourquoi cette théorie (de Rodbertus) prouve dans tous ses détails que ces défenseurs des rapports de propriété actuels, qui pourtant ne peuvent faire autrement que de fonder la propriété sur le travail, sont en contradiction parfaite avec leurs propres principes. Elle prouve que les rapports actuels de propriété reposent précisément sur une atteinte générale à ce principe et que les grandes fortunes individuelles qui s'accumulent aujourd'hui dans la société, accroissent avec chaque ouvrier qui naît le pillage qui se poursuit dans la société déjà depuis des siècles* » (*ibid.*, vol. II, p. 225).

Si la plus-value a été qualifiée de « pillage », le taux croissant de la plus-value apparaît comme « une faute surprenante dans l'organisation actuelle de l'économie » (*ibid.*, vol. I, p. 61).

Le paradoxe brutal et apparemment révolutionnaire de Brissot la propriété, c'est le vol, était le point de départ du premier pamphlet de Proudhon ; Rodbertus, lui, démontre que le capital est un vol de la propriété. Il suffit de comparer avec le chapitre du premier volume du *Capital*, sur la transformation des lois de propriété en lois d'appropriation capitaliste - chef-d'œuvre de dialectique historique - et on constatera, une fois encore, la « priorité » de Rodbertus. En protestant contre l'appropriation capitaliste du point de vue du « droit de propriété », Rodbertus se condamne à ne pas comprendre le capital comme source de la plus-value, de même qu'autrefois, en déclarant la guerre à l'« épargne », il s'interdisait de voir que la plus-value est source de capital. Ainsi Rodbertus n'a plus aucune base sur laquelle fonder l'accumulation capitaliste et il se trouve sur ce point en plus mauvaise posture que von Kirchmann.

En somme : Rodbertus veut un élargissement illimité de la production mais sans « épargne », c'est-à-dire sans accumulation capitaliste ! Il veut un accroissement illimité des forces productives - mais un taux de plus-value invariable, fixé par la loi ! Bref, il fait preuve d'une incompréhension totale pour les fondements réels de la production capitaliste qu'il prétend réformer, ainsi que pour les résultats les plus importants de l'économie classique qu'il critique si âprement.

Il n'est pas étonnant que le professeur Diehl qualifie Rodbertus de pionnier de l'économie politique théorique à cause de sa « nouvelle théorie du revenu » et de sa distinction entre les catégories logiques et historiques du capital (le fameux « capital en soi » opposé au « capital individuel ») et que le professeur Adolphe Wagner le nomme « le Ricardo du socialisme économique », manifestant ainsi sa propre ignorance à la fois de Ricardo, de Rodbertus et du socialisme. Lexis lui-même estime que Rodbertus égale « son rival anglais » par la force de sa pensée théorique et le dépasse par la « virtuosité à découvrir les corrélations profondes des phénomènes », par la « vitalité de l'imagination » et surtout - par son « attitude éthique à l'égard de la vie économique ». Mais, en revanche, les véritables mérites de Rodbertus, ce qu'il a apporté à l'économie théorique, sans parler de sa critique de la rente foncière de Ricardo : sa distinction parfois très claire entre la plus-value et le profit, sa manière de traiter la plus-value comme un tout en l'opposant délibérément à ses phénomènes partiels, sa critique parfois excellente du dogme de Smith concernant la composition en valeur des marchandises, sa formulation précise de la périodicité des crises et l'analyse de ses phénomènes concrets - toutes ces tentatives méritoires pour dépasser l'analyse de Smith et de Ricardo, mais

condamnées à échouer à cause de la confusion dans les concepts de base, tout cela est passé par-dessus la tête des admirateurs officiels de Rodbertus. Franz Mehring a déjà souligné la fortune étrange de Rodbertus, porté au pinacle pour ses prétendus hauts faits d'économiste, mais traité d'« imbécile » par ceux mêmes qui le louaient à cause de ses mérites réels en politique. Nous n'avons pas ici à nous occuper du contraste entre ses mérites économiques et ses mérites politiques : dans le domaine de l'économie théorique, même ses admirateurs lui ont élevé un grand monument sur du sable, à l'endroit où il avait creusé avec le zèle désespéré d'un utopiste, tandis que les quelques plates-bandes modestes semées de plantes vivaces étaient envahies par les herbes et tombées dans l'oubli¹. On ne peut pas dire que le traitement prussien-poméranien ait beaucoup fait avancer le problème de l'accumulation depuis la première controverse. Si entre-temps la doctrine économique de l'harmonie s'était dégradée en passant de Ricardo à Bastiat-Schulze, la critique sociale a dégringolé également de Sismondi à Rodbertus. La critique de Sismondi en 1819 était un événement historique, tandis que les idées réformistes de Rodbertus, dès leur première apparition, constituent une régression, et encore plus sous les formes où elles furent reprises par la suite. Dans la polémique entre Sismondi d'une part, Say et Ricardo d'autre part, l'un des camps démontrait que les crises rendent l'accumulation impossible et mettait en garde contre le plein développement des forces productives. L'autre camp prouvait l'impossibilité des crises et prêchait le développement illimité de l'accumulation. Chaque partie était conséquente à sa manière, malgré la fausseté du point de départ. Von Kirchmann et Rodbertus partent tous les deux du phénomène des crises, comme ils étaient obligés de le faire. On identifiait alors complètement le problème de la reproduction élargie du capital social, le problème de l'accumulation au problème des crises et par là même en aboutissait à une impasse en cherchant un remède aux crises, bien que l'expérience d'un demi-siècle eût montré clairement que les crises, précisément à cause de leur caractère périodique, sont des phases nécessaires de la reproduction du capital. Mais une partie voit le remède dans la consommation totale de la plus-value par les capitalistes, c'est-à-dire dans le renoncement à l'accumulation, tandis que l'autre partie le voit dans la stabilisation du taux de la plus-value par des mesures légales, c'est-à-dire également dans le renoncement à l'accumulation. L'originalité de Rodbertus, sa manie, est de vouloir et de préconiser une augmentation capitaliste illimitée des forces productives et de la richesse, tout en refusant l'accumulation capitaliste. A une époque où le degré de maturité de la production capitaliste devait bientôt permettre à Marx d'en faire une analyse fondamentale, la dernière tentative de l'économie bourgeoise pour résoudre le problème de la reproduction dégénérait en une utopie puérile et absurde.

Troisième polémique : Struve-Boulgakov - Tougan-Baranowsky, contre Vorontsov-Nicolai-on

18. - Nouvelle version du problème

La troisième controverse autour de la question de l'accumulation capitaliste se déroula dans un tout autre cadre historique que les deux premières. Elle avait pour théâtre la Russie au cours des deux dernières décennies du XIX^e siècle. En Europe occidentale, l'évolution capitaliste avait déjà atteint sa maturité. Les vues optimistes des économistes classiques, Smith et Ricardo, qui étaient caractéristiques d'une société bourgeoise en plein essor, s'étaient depuis longtemps évanouies. De même l'optimisme intéressé de la doctrine de l'harmonie prêchée par

¹ Au reste, le pire lui a été élevé par ses éditeurs posthumes. Ces doctes savants, le professeur Wagner, le docteur Kozak, Moritz-Wirth, et compagnie, se disputent dans les préfaces aux volumes posthumes comme une foule de serveurs insolents dans le vestibule, débattant leurs querelles personnelles, étalant leur jalousie et s'insultant mutuellement en public. Ils n'ont pas même pris la peine ni eu la piété élémentaire d'établir les dates des manuscrits divers de Rodbertus. Ainsi il a fallu que Mehring les convainque que le manuscrit le plus ancien de Rodbertus datait, non pas de 1837, comme l'avait décidé le professeur Wagner mais au plus tôt de 1839, d'autant plus que dès les premières lignes, il est question d'événements historiques en rapport avec le mouvement chartiste advenus en 1839, ce qu'un professeur d'économie politique aurait dû savoir. Nous jugeons insupportable l'arrogance et la pédanterie du professeur Wagner qui, dans ses préfaces aux œuvres de Rodbertus, évoque sans cesse ses « occupations astreignantes » ; et qui, parlant pour ainsi dire par-dessus la tête du public en s'adressant uniquement à ses Collègues, a réagi par le silence à la leçon de Mehring devant tous ses collègues rassemblés. Le professeur Diehl a tout simplement corrigé discrètement dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften* la date de 1837 et l'a remplacée par celle de 1839, sans révéler aux lecteurs d'où ni de qui lui venait cette illumination subite.

Mais ce qui couronne le tout, c'est l'« édition nouvelle et bon marché », « populaire », de Puttkammer et Mühlbrecht, parue en 1899, qui réunit pacifiquement quelques-uns des préfaciers de l'œuvre, tout en reproduisant leurs querelles dans les préfaces ; le second volume de l'édition de Wagner y est devenu le premier volume, cependant Wagner continue à se référer au volume II dans sa préface au volume I ; la *Première lettre sociale* est placée dans le volume III, la seconde et la troisième dans le volume II, la quatrième dans le volume I ; la succession des *Lettres sociales*, des controverses, des parties *Zur Beleuchtung* et des volumes, des séquences chronologiques et logiques la date de parution et la date où furent écrits les textes présentent un chaos plus impénétrable que les couches de la terre après une éruption volcanique ; dans cette édition qui date de 1899, on a maintenu - sans doute par piété pour le professeur Wagner - la date de 1837 pour l'écrit le plus ancien de Rodbertus, bien que la rectification de Mehring ait été faite en 1894 ! Si l'on compare avec cela l'édition des écrits posthumes de Marx par Mehring et Kautsky, parue chez Dietz, on verra comment des détails apparemment aussi superficiels révèlent des états de choses plus profonds : avec quel soin ne traite-t-on pas l'héritage scientifique des maîtres du prolétariat conscient - et avec quelle négligence les savants officiels de bourgeoisie ne dilapident-ils pas l'héritage d'un homme qui, d'après la mystification qu'eux-mêmes s'empressent de diffuser, était un génie de premier rang ! *Suum cuique* - n'était-ce pas là la sentence favorite de Rodbertus ?

l'école vulgaire de Manchester avait sombré sous l'impression écrasante du krach mondial des années 70 et sous les coups violents de la lutte des classes qui se déchaînait depuis les années 60 dans tous les pays capitalistes. Même les théories de l'harmonie agrémentées de réformisme social qui avaient sévi au début des années 80, notamment en Allemagne, avaient fini, dans la désillusion. Les douze années d'épreuve de la loi d'exception contre la social-démocratie avaient dégrisé les esprits, dissipé toutes les illusions d'harmonie sociale et dévoilé les réalités cruelles des contradictions capitalistes dans toute leur brutalité. Depuis lors, l'optimisme n'était plus possible que dans le camp de la classe ouvrière ascendante et des théoriciens qui parlaient en son nom. Il ne s'agissait certes pas d'un optimisme qui se fonderait sur un équilibre naturel interne ou artificiellement établi de l'économie capitaliste, ou sur sa durée éternelle, mais de la conviction que le capitalisme, en accélérant puissamment le développement des forces productives et par le jeu même de ses contradictions internes, offre un excellent terrain historique pour l'évolution progressiste de la société vers des formes économiques et sociales nouvelles. La tendance négative, déprimante de la première période du capitalisme, comprise à l'époque par le seul Sismondi et observée encore par Rodbertus dans les années 40 et 50, était désormais compensée par une tendance ascendante : l'élan plein d'espoir et triomphant de la classe ouvrière dans son action syndicale et politique.

Telle était l'atmosphère en Europe occidentale. En Russie, il est vrai, à la même époque, la situation était toute différente. Les années 70 et 80 représentent à tous égards une période de transition, une période de crise intérieure avec tous les maux que cela comporte. La grande industrie venait seulement d'être introduite, sous l'influence du protectionnisme. En 1877, l'établissement d'une taxe douanière sur l'or à la frontière occidentale marqua une étape dans la politique de développement à outrance du capitalisme qui était depuis peu celle du gouvernement absolutiste. L'« accumulation primitive » du capital prospérait en Russie, encouragée par toutes sortes de subventions de l'État, garanties, primes et commandes du gouvernement. Le capital récoltait des profits d'une ampleur qui paraissait à cette époque fabuleuse en Occident. La situation intérieure de la Russie présentait une image rien moins que plaisante. A la campagne, le déclin et la désagrégation de l'économie paysanne sous la pression des exactions fiscales et du système monétaire entraînaient une misère atroce, des famines et des troubles périodiques parmi les paysans. D'autre part, dans les villes, le prolétariat des usines ne s'était pas encore consolidé socialement et intellectuellement en une classe ouvrière moderne. En grande partie il était encore lié à l'agriculture et restait à demi paysan, notamment dans la plus grande région industrielle centrale, celle de Moscou-Vladimir, la plus grande agglomération de l'industrie textile russe. Ce n'est qu'au début des années 80 que les premiers tumultes spontanés dans les usines du district de Moscou, au cours desquels des machines furent brisées, devaient être à l'origine des premières ébauches d'une législation ouvrière dans l'empire tsariste. Les dissonances de la vie économique russe, caractéristiques d'une époque transitoire, s'accompagnaient d'une crise de la vie intellectuelle. Le socialisme autochtone russe « populiste », fondé théoriquement sur les particularités de la constitution agraire russe, était politiquement en faillite depuis l'échec de son expression révolutionnaire la plus extrême, le parti terroriste de la *Narodnaïa Volia*.

Les premiers écrits de Georges Plekhanov, qui devaient introduire en Russie les idées marxistes, parurent en 1883 et 1885, et pendant une décennie n'exercèrent, semble-t-il, qu'une faible influence. Au cours des années 80 et au début des années 90, la vie spirituelle de l'intelligentsia russe, notamment des intellectuels oppositionnels socialistes, était ainsi sous l'emprise d'un mélange bizarre de survivances « autochtones » populistes et d'éléments hétéroclites empruntés à la théorie marxiste, dont le trait prédominant était le scepticisme quant aux possibilités de développement du capitalisme en Russie.

La question de savoir si la Russie devait passer par toutes les phases du capitalisme d'après le modèle de l'Europe occidentale, préoccupa de bonne heure les intellectuels russes. Ceux-ci ne virent d'abord en Europe que les aspects les plus sombres du capitalisme, l'effet destructeur qu'il exerçait sur les formes patriarcales traditionnelles de la production, sur le bien-être et la sécurité de l'existence de larges couches de la population. D'autre part la propriété paysanne collective de la terre, la fameuse *obchtchina*, semblait pouvoir constituer le point de départ d'un développement social supérieur conduisant plus rapidement la Russie à la terre promise du socialisme, en évitant les épreuves par lesquelles passaient les pays occidentaux. Fallait-il donc gâcher les chances qu'offrait cette situation privilégiée, cette condition historique exceptionnelle, en transplantant artificiellement la production capitaliste en Russie, en détruisant avec l'appui de l'État les formes de propriété et de production paysannes, en ouvrant la porte à la prolétarianisation, à la misère et à l'insécurité des masses laborieuses ?

Ce problème capital dominait la vie intellectuelle de l'intelligentsia russe depuis la réforme agraire et même auparavant, depuis Herzen et surtout Tschernychevski ; il constituait l'axe central autour duquel s'était constituée une vision du monde assez étrange, le « populisme ». Ce mouvement idéologique qui connaissait plusieurs variantes et tendances - depuis les thèses franchement réactionnaires du slavophilisme jusqu'à la théorie révolutionnaire du parti terroriste - a suscité en Russie une littérature immense. D'une part il donna naissance à de nombreuses monographies très documentées sur les formes économiques de la vie russe, notamment sur la « production populaire » et ses formes particulières, sur l'agriculture de la communauté paysanne, sur l'artisanat rural ou « atel », ainsi que sur la vie spirituelle de la paysannerie, le phénomène des sectes, etc. D'autre part, une littérature curieuse se développa, reflet artistique de la situation sociale contradictoire, de la lutte entre la tradition et les formes nouvelles, qui posait à chaque instant à l'esprit des problèmes difficiles.

Enfin le populisme, dans les années 70 et 80, fut à l'origine d'une philosophie de l'histoire originale, simpliste, la « méthode subjective en sociologie », qui prétendait faire de l'« esprit critique » le facteur décisif de l'évolution sociale

et, plus précisément, qui voulut faire de l'intelligentsia déclassée le porteur du progrès historique, philosophie qui eut ses représentants dans les personnes de Peter Lavroff, Nicolai Michailowski, le professeur Karejew et V. Vorontsov.

De tout ce domaine étendu et très ramifié de la littérature « populiste », seul un aspect nous intéresse ici : les controverses autour des perspectives de l'évolution capitaliste en Russie, et encore seulement dans la mesure où elles s'appuyaient sur des considérations générales concernant les conditions sociales de la forme de production capitaliste. Car ces considérations devaient jouer un grand rôle également dans la littérature polémique russe des années 80 et 90.

Le point de départ de la discussion était le capitalisme russe et ses perspectives d'avenir, mais le débat s'étendit par la suite naturellement aux problèmes généraux de l'évolution du capitalisme, l'exemple et les expériences de l'Occident jouant un rôle éminent dans l'argumentation. Un fait était d'une importance décisive pour le contenu théorique de la discussion qui suivit : non seulement l'analyse de la production capitaliste par Marx telle qu'elle est exposée dans le premier livre du *Capital* était déjà un bien commun des milieux cultivés de la Russie, mais le livre deuxième, avec l'analyse de la reproduction du capital total, avait été publié également en 1885. Le caractère de la discussion s'en trouva profondément transformé. Le problème des crises ne masquait plus comme autrefois le cœur du débat. Pour la première fois, le problème de la reproduction du capital total, de l'accumulation, apparaissait dans sa pureté, au centre de la controverse. En même temps l'analyse ne tâtonnait plus maladroitement autour des notions de revenu et de capital, de capital individuel et de capital total. A présent, le schéma marxien de la reproduction sociale offrait une base solide. Enfin, il ne s'agit plus cette fois d'une explication entre manchestérisme et réforme sociale, mais entre deux variantes du socialisme. Le scepticisme à l'égard de la possibilité de l'évolution capitaliste, dans l'esprit de Sismondi et en partie de Rodbertus, est représenté par la variante russe du socialisme, petite-bourgeoise, « populiste » et confuse, qui se réclame elle-même à maints égards de Marx, tandis que l'optimisme est représenté par l'école marxiste russe. C'était donc un changement total de décor.

Des deux porte-parole principaux de la tendance « populiste », l'un, Vorontsov, connu en Russie surtout sous son pseudonyme « V. V. » (ses initiales) était un original qui possédait des notions très confuses d'économie politique et comme théoricien manquait de sérieux. L'autre, par contre, Nicolai-on (Danielson), était un homme d'une culture étendue, un profond connaisseur du marxisme, éditeur de la traduction russe du premier livre du *Capital*, ami personnel et correspondant de Marx et d'Engels - leur correspondance a paru en 1908 en russe. Mais Vorontsov en particulier avait exercé dans les années 80 une grande influence sur l'opinion publique de l'intelligentsia russe et c'est contre lui que le marxisme en Russie eut à lutter en premier lieu. Dans la question qui nous intéresse ici, celle des possibilités générales du développement du capitalisme, les deux porte-parole du scepticisme déjà cités eurent à faire face, dans les années 90, à toute une série d'adversaires, une nouvelle génération des marxistes russes qui, nantis de l'expérience historique et nourris de la science occidentale, entrèrent en lice aux côtés de Georges Plekhanov : le professeur Kablukow, le professeur Manuilov, le professeur Issaiev, le professeur Skoworozov, Vladimir Ilvne (Lénine), Pierre de Struve, Boulgakov, le professeur Tougan-Baranowsky et d'autres encore. Nous nous limiterons, dans ce qui suit, principalement aux trois derniers, car chacun d'eux a donné une critique plus ou moins complète de cette théorie dans le domaine qui nous occupe ici. Ce tournoi souvent brillant, qui passionnait les intellectuels socialistes russes dans les années 90 et se termina par un triomphe incontesté de l'école marxiste, a inauguré officiellement l'entrée en scène du marxisme en tant que théorie historique et économique dans la science russe. Le marxisme « légal » prit officiellement possession des chaires d'université, des revues et du marché du livre économique en Russie. Lorsque dix ans plus tard le soulèvement révolutionnaire du prolétariat fit apparaître le revers de cet optimisme quant aux possibilités de soulèvement révolutionnaire du prolétariat, pas un seul membre de cette pléiade d'optimistes marxistes - à l'exception d'un seul - ne se retrouvait dans le camp du prolétariat.

19. - *Vorontsov et son « excédent »*

Les représentants russes de la théorie « populiste » étaient convaincus que le capitalisme n'avait pas d'avenir en Russie à cause du manque de débouchés et cette conviction les amena à s'intéresser au problème de la reproduction capitaliste. Vorontsov avait exposé sa théorie sur ce point dans une série d'articles parus dans la revue *Mémoires patriotiques* et dans d'autres revues, articles qui furent réunis en un volume, publié en 1882 sous le titre *Destinées du capitalisme en Russie*; il écrivit également un essai paru dans le numéro de mai 1883 de la même revue sous le titre : *L'excédent de marchandises dans l'approvisionnement du marché*, un article sur le « *Militarisme et capitalisme* » paru dans le numéro de septembre 1883 de la revue *Pensée russe*, un livre intitulé *Nos tendances*, en 1883, et enfin un ouvrage paru en 1895 sous le titre *Esquisse d'une théorie de l'économie politique* *. Il n'est pas facile de déterminer la position de Vorontsov à l'égard du développement du capitalisme en Russie. Ses thèses diffèrent à la fois des théories purement slavophiles qui estimaient le capitalisme pernicieux et absurde pour la Russie, à cause de sa structure économique et de son « esprit national », et de celles des marxistes pour qui l'évolution capitaliste constituait une étape historique inévitable, seule capable, pour la société russe également, d'ouvrir la voie au progrès social. Pour sa part, Vorontsov affirmait que le capitalisme était tout simplement impossible en Russie, où il n'avait ni racines ni avenir. Il estimait également absurde de le maudire et de l'appeler de ses vœux, puisqu'en Russie les

* Ces essais sont cités en allemand par Rosa Luxemburg, qui en a traduit titres et extraits du russe. (N. d. T.)

conditions premières d'un développement capitaliste faisaient défaut ; il était donc vain de vouloir l'imposer artificiellement, et les efforts de l'État en ce sens, avec tous les sacrifices qui y étaient liés, étaient voués à l'échec. Mais si l'on regarde les choses de plus près, Vorontsov apporte par la suite des restrictions considérables à cette affirmation initiale. Si l'on considère que le capitalisme ne signifie pas seulement l'accumulation de la richesse capitaliste, mais la prolétarisation des petits producteurs, l'insécurité de l'existence des ouvriers, les crises périodiques, alors Vorontsov ne nie absolument pas que ces phénomènes se produisent en Russie. Au contraire, il écrit expressément dans la préface à son livre *Destinées du capitalisme en Russie* : « *En contestant la possibilité de la domination du capitalisme en Russie en tant que forme de production, je ne veux rien affirmer quant à son avenir comme forme d'exploitation et de degré d'exploitation du peuple.* » Vorontsov juge donc que le capitalisme en Russie ne pourra pas atteindre le même degré de maturité qu'en Occident, mais il estime très probable le fait de la séparation des producteurs immédiats des moyens de production, dans les conditions russes. Il va même plus loin. Il ne conteste pas la possibilité du développement des formes de production capitalistes dans certaines branches déterminées de l'industrie russe, permettant même l'exportation capitaliste de Russie vers les marchés extérieurs. N'écrit-il pas dans son article « *L'excédent dans l'approvisionnement du marché* » : « *La production capitaliste se développe dans certaines branches de l'industrie très rapidement (ceci bien entendu dans l'acception russe du terme)*¹ ». « *Il est très probable que la Russie, comme d'autres pays, a certains avantages naturels, par suite desquels elle peut figurer sur les marchés étrangers comme fournisseur de certaines catégories de marchandises ; il est très possible que le capital en tire avantage et prenne en main les branches de production correspondantes - c'est-à-dire que la division nationale du travail permettra à notre capitalisme de prendre pied dans certaines branches de la production. Mais ce n'est pas de cela que nous nous occupons. Nous ne parlons pas ici de la participation fortuite du capital à l'organisation industrielle du pays, mais nous nous demandons s'il est probable que la production globale de la Russie puisse être organisée sur une base capitaliste* » (*ibid.*, p. 10).

Sous cette forme le scepticisme de Vorontsov apparaît évidemment comme très différent de ce que l'on avait d'abord supposé. Il doute que la forme de production capitaliste puisse jamais s'emparer de toute la production en Russie ; mais ce miracle ne s'est produit jusqu'ici dans aucun pays du monde, même pas en Angleterre. Un tel scepticisme à l'égard de l'avenir du capitalisme russe devrait donc tout d'abord être compris à une échelle internationale. Et en effet, la théorie de Vorontsov aboutit ici à des considérations très générales sur la nature et les conditions d'existence du capitalisme, elle s'appuie sur des vues théoriques générales sur le processus de reproduction du capital social total. Vorontsov formule de la manière la plus claire les rapports particuliers entre la forme de production capitaliste et le problème des débouchés dans le passage que voici : « *La division nationale du travail, la répartition de toutes les branches de l'industrie entre les pays participant au commerce mondial, n'a rien à faire avec le capitalisme. Le marché qui se constitue de cette manière, la demande de produits de différents pays qui résulte d'une telle division du travail entre les peuples, n'a rien de commun quant à son caractère avec le marché dont a besoin le mode de production capitaliste. Les produits de l'industrie capitaliste sont lancés sur le marché à d'autres fins : ils ne touchent en rien la question de savoir si tous les besoins du pays sont satisfaits ; il n'est absolument pas nécessaire de fournir à l'entrepreneur en échange de ces produits un autre produit matériel qui serve à la consommation. Leur but principal est de réaliser la plus-value qu'ils recèlent. Mais qu'est-ce que cette plus-value qui intéresse les capitalistes pour elle-même ? Du point de vue dont nous considérons la question, cette plus-value est l'excédent de la production par rapport à la consommation à l'intérieur du pays. Chaque ouvrier produit plus qu'il ne consomme lui-même, et tous ces excédents s'accumulent en un petit nombre de mains ; les propriétaires de ces excédents les consomment eux-mêmes, en vue de quoi ils les échangent à l'intérieur du pays aussi bien qu'à l'étranger contre différents moyens de consommation et les objets de luxe les plus variés ; mais même s'ils mangent, boivent et dansent tout leur soûl, ils ne parviendront pas à gaspiller toute la plus-value, il reste encore un surplus important, qu'ils n'échangent pas contre un autre produit, mais dont ils doivent se débarrasser, qu'ils doivent réaliser en argent, sinon il se gâtera de toute façon. Comme il n'y a personne dans le pays même qui puisse les débarrasser de cet excédent, celui-ci doit être exporté à l'étranger, et voilà la raison pour laquelle des pays en voie de capitalisation, ne peuvent se passer de débouchés extérieurs* » (*ibid.*, p. 14).

Nous avons traduit littéralement ce passage, en respectant les particularités du style de Vorontsov. Le lecteur peut donc se faire une idée de ce brillant théoricien russe, dont la lecture procure des moments délicieux.

Vorontsov a résumé par la suite, en 1895, les mêmes idées dans son ouvrage *Esquisse d'une théorie de l'économie politique*, que nous citerons ici. Il s'attaque aux opinions de Say et de Ricardo, et notamment aussi de John Stuart Mill, qui contes taient la possibilité d'une surproduction générale. Ce faisant il découvre ce que tout le monde ignorait avant lui : il a trouvé la source de toutes les erreurs de l'école classique à l'égard du problème des crises. Ces erreurs sont dues, selon lui, à la théorie fallacieuse des frais de production, à laquelle toute l'économie politique bourgeoise est attachée. Du point de vue des frais de production (qui d'après la thèse également inouïe de Vorontsov, ne comprennent pas le profit), les crises aussi bien que le profit sont inconcevables et inexplicables. Mais il faut savourer la pensée de ce théoricien original dans ses propres termes : « *D'après la doctrine de l'économie politique bourgeoise, la valeur du produit est déterminée par le travail nécessaire à sa fabrication. Mais après avoir donné cette définition de la valeur, elle l'oublie aussitôt, et pour expliquer ensuite les phénomènes de l'échange, elle s'appuie sur*

¹ *Mémoires patriotiques*, 1883, V, revue contemporaine, p. 4 (en langue russe).

une autre théorie, dans laquelle le travail est remplacé par les frais de production. Ainsi deux produits sont échangés l'un contre l'autre dans des quantités telles que, des deux côtés, on trouve les mêmes frais de production. Dans une telle conception de l'échange il n'y a effectivement pas de place pour un excédent de marchandises dans le pays. Un produit quelconque du travail annuel d'un ouvrier apparaît de ce point de vue comme représentant une certaine quantité de matière dont il est fait, d'outils qui ont été usés à sa fabrication, et de produits qui ont servi à la subsistance de l'ouvrier pendant la période de production. Quand il apparaît sur le marché, il a (sans doute « le produit » R. L.) pour fin de changer sa forme d'usage, de se transformer à nouveau, en matière, en produits pour l'ouvrier et en valeur nécessaire pour renouveler les outils; après ce processus où il s'est décomposé en ces éléments s'amorce le processus de leur réunification, le processus de production, au cours duquel toutes les valeurs énumérées seront consommées, tandis qu'en échange un nouveau produit naîtra, qui représente un lien entre la consommation passée et la consommation future. » De cette tentative tout à fait originale de présenter à la lumière de la théorie des frais de production la reproduction sociale comme un processus ininterrompu, il tire brusquement la conclusion suivante : « Si nous considérons ainsi la masse totale des produits d'un pays, nous ne trouverons pas de marchandises superflues excédant les besoins de la société; le surplus invendable est par conséquent impossible du point de vue de la théorie de la valeur de l'économie politique bourgeoise. »

Après avoir ainsi éliminé le profit capitaliste des frais de production, en faisant violence à la théorie bourgeoise de la valeur, Vorontsov présente son omission comme une magnifique découverte : « Mais l'analyse que nous avons exposée met à nu encore un autre élément dans la théorie de la valeur admise jusqu'à présent : on s'aperçoit que sur la base de cette théorie il n'y pas de place pour le profit capitaliste. » Suit une argumentation surprenante par sa brièveté et sa simplicité : « En effet, si mon produit, dont j'exprime les frais de production par 5 roubles, est échangé contre un autre produit de même valeur, ce que j'aurai reçu suffira seulement à couvrir mes frais, mais je ne toucherai rien pour ma subsistance. » (Sic ! R. L.). Et voici que Vorontsov s'attaque à la racine du problème : « Il s'avère ainsi qu'en suivant un développement rigoureusement logique des idées de l'économie politique bourgeoise, le sort de l'excédent de marchandises sur le marché et le sort du profit capitaliste sont identiques. Cet état de choses nous autorise à conclure que les deux phénomènes se trouvent en dépendance réciproque, que la possibilité de l'un est conditionnée par la présence de l'autre. Et en effet : aussi longtemps qu'il n'y a pas de profit, il n'y a pas non plus d'excédent de marchandises. Il en va tout autrement s'il y a formation de profit dans le pays. Celui-ci ne se trouve dans aucun rapport organique avec la production, c'est un phénomène qui n'est pas lié avec cette dernière par des conditions techniques ou naturelles, mais par sa forme extérieure, sociale. Pour se poursuivre, la production a besoin seulement de matières premières, d'outils, de vivres pour les ouvriers et consomme donc elle-même seulement la partie correspondante des produits; mais l'excédent, qui constitue le profit et qui ne trouve pas de place dans l'élément permanent de la vie industrielle - la production - doit trouver d'autres consommateurs qui ne sont pas liés organiquement à la production, des consommateurs de caractère fortuit dans une certaine mesure. Il (l'excédent) peut trouver de tels consommateurs, mais il se peut aussi qu'il ne les trouve pas en quantité nécessaire, en ce cas nous aurons un excédent de marchandises sur le marché ¹ ».

Très satisfait de cette explication « simple », par laquelle il a transformé le produit excédentaire en une invention du capital, et le capitaliste en un consommateur « fortuit », non lié « organiquement » à la production capitaliste, Vorontsov s'attaque aux crises. Sur la base de la théorie « conséquente » de la valeur-travail d'après Marx, qu'il a, dit-il, « utilisée » par la suite, il expose une théorie selon laquelle les crises découlent directement de la plus-value : « Si ce qui entre dans les frais de production sous forme de salaire est consommé par la partie laborieuse de la population, alors la plus-value, excepté la part qui est destinée à l'élargissement de la production exigée par le marché, doit être anéantie par les capitalistes eux-mêmes (sic ! R. L.). S'ils sont en mesure de le faire et s'ils le font effectivement, alors il n'y a pas d'excédent de marchandises, sinon alors il y a surproduction, crise industrielle, mise à pied des ouvriers et autres maux. » Mais le coupable de tous ces maux, c'est finalement pour M. Vorontsov, « l'élasticité insuffisante de l'organisme humain, qui ne parvient pas à élargir sa capacité de consommation avec la même rapidité que s'accroît la plus-value ». A plusieurs reprises il formule cette idée géniale dans les termes suivants : « Ainsi le talon d'Achille de l'organisation capitaliste de l'industrie c'est l'incapacité des capitalistes à consommer l'intégralité de leurs revenus. »

Ici, Vorontsov, après avoir « utilisé » la théorie ricardienne de la valeur dans la version « conséquente » de Marx, aboutit à la théorie sismondienne des crises, qu'il s'approprie sous une forme extrêmement grossière et simpliste. Mais en reproduisant les idées de Sismondi, il croit bien entendu accepter celles de Rodbertus. « La méthode de recherche inductive a conduit à la même théorie des crises et du paupérisme qui avait été fondée objectivement par Rodbertus ² », déclare-t-il triomphalement. Ce que Vorontsov entend par « méthode de recherche inductive », qu'il oppose à la méthode « objective » n'est à vrai dire pas très clair, mais comme chez Vorontsov tout est possible, il se peut qu'il entende par là la théorie de Marx. Quant à Rodbertus, il devait immanquablement lui aussi être revu et corrigé par l'original penseur russe. Vorontsov apporte un seul correctif à la théorie de Rodbertus : il en élimine ce qui constituait l'axe central du système : la stabilisation de la quote-part des salaires, fixée selon la valeur du produit total. Mais d'après Vorontsov, cette mesure même ne serait qu'un faible remède aux crises car « la cause directe des

¹ Esquisse d'une théorie de l'économie politique, Saint-Petersbourg, 1895, p. 15 (en langue russe).

² Militarisme et Capitalisme In Pensée russe, 1889, vol. IX, p. 78 (en langue russe).

phénomènes évoqués (surproduction, chômage, etc.) ne réside pas dans le fait que la participation des classes laborieuses au revenu national est trop petite, mais dans le fait que la classe capitaliste n'est pas en mesure de consommer chaque année la masse des produits qui lui revient »¹. Mais après avoir ainsi rejeté la réforme de Rodbertus relative à la distribution du revenu, Vorontsov conclut, avec la « conséquence rigoureusement logique » qui lui est propre, par la prévision suivante quant à l'avenir du capitalisme : « *Si, malgré tout, il restait des chances pour que l'organisation industrielle qui règne en Europe occidentale continue à être florissante et à prospérer, ce ne serait qu'à la condition que l'on trouve le moyen d'anéantir (sic ! R. L.) la partie du revenu national qui excède la capacité de consommation de la classe capitaliste et néanmoins parvient en ses mains. La solution la plus simple de ce problème serait une répartition différente du revenu national parmi les participants à la production. Le régime capitaliste serait assuré de vivre longtemps, si les capitalistes ne se réservaient de chaque accroissement du revenu national que la partie qui servirait à la satisfaction de tous leurs désirs et caprices, en abandonnant le reste à la classe ouvrière, c'est-à-dire à la masse de la population* »².

A ce salmigondis de Ricardo, Marx, Sismondi et Rodbertus, s'ajoute la découverte que la production capitaliste pourrait être radicalement guérie de la surproduction et serait « *florissante et prospère* » en toute éternité, si les capitalistes renonçaient à capitaliser la plus-value et faisaient cadeau aux ouvriers de la partie correspondante de la plus-value. En attendant le moment où les capitalistes seront assez sages pour écouter le bon conseil de Vorontsov, ils connaissent d'autres moyens pour « anéantir » chaque année une partie de leur plus-value ; le militarisme moderne fait partie, entre autres, de ces méthodes éprouvées, et ceci dans la mesure où les frais en sont supportés, non par les masses laborieuses, mais par le revenu des capitalistes - on voit que Vorontsov a l'art de renverser les choses. Mais en premier lieu, le salut du capitalisme, c'est le commerce extérieur. Et c'est là précisément le « talon d'Achille » du capitalisme russe. Dernier arrivé au festin du marché mondial, il ne peut avoir que le dessous dans la concurrence avec les pays occidentaux capitalistes plus anciens et ainsi, le capitalisme russe est privé, avec les perspectives de débouchés extérieurs, de la condition la plus importante de sa survie. La Russie reste l'« *empire des paysans* » et de la « *production populaire* ».

« *Si tout ceci est exact - conclut Vorontsov dans son essai L'excédent dans l'approvisionnement du marché en marchandises - « alors les limites à la domination du capitalisme en Russie en résultent également : l'agriculture doit être soustraite à sa direction ; mais dans le domaine de l'industrie également, son développement ne doit pas exercer des effets trop désastreux sur l'artisanat, qui est indispensable, dans nos conditions climatiques (!), au bien-être d'une grande partie de la population. Si le lecteur objecte, ici, que le capitalisme ne se résoudra pas à de tels compromis, alors nous répondrons : tant pis pour lui. »* Ainsi M. Vorontsov à la fin se lave les mains et rejette quant à lui toute responsabilité pour les destinées futures du développement économique en Russie.

20. - Nikolai-on

Le deuxième théoricien du « populisme », Nikolai-on, possède une formation économique et une compétence tout autres. Il est un des meilleurs connaisseurs de l'économie russe et, dès 1880, son traité sur la capitalisation des revenus agricoles (paru dans la revue *Slovo*) avait fait sensation. Treize ans plus tard, sous l'influence de la grande famine de 1891, il publia un livre intitulé *Esquisse de notre économie sociale depuis la réforme*, où il développe ses premières recherches et où il cherche à démontrer, à l'aide d'un vaste tableau du développement du capitalisme en Russie, fondé sur un abondant matériel de faits et de chiffres, que ce développement est devenu la source de tous les maux du peuple russe et aussi la cause de la famine. Nikolai-on fonde ses opinions sur les destinées du capitalisme russe sur une certaine théorie des conditions de développement de la production capitaliste en général, et c'est cette théorie qui nous intéresse.

Pour l'économie capitaliste, les débouchés sont d'une importance fondamentale. Chaque nation capitaliste cherche pour cette raison à s'assurer un marché aussi vaste que possible. Naturellement elle a tout d'abord recours à son propre marché intérieur. Mais arrivée à un certain degré de développement, une nation capitaliste ne peut plus se contenter du marché intérieur, et ceci pour les raisons suivantes : tout le nouveau produit annuel du travail social peut être divisé en deux portions, une part qui est allouée aux ouvriers sous forme de salaire, et l'autre part que les capitalistes s'approprient. La première part ne peut retirer de la circulation qu'une quantité de moyens de subsistances correspondant en valeur à la somme des salaires payés dans le pays. Mais l'économie capitaliste a une tendance prononcée à comprimer toujours davantage cette part. Les méthodes dont elle se sert à cette fin sont : l'allongement du temps de travail, l'augmentation de l'intensité du travail, l'accroissement de sa productivité au moyen de perfectionnements techniques qui permettent d'employer des femmes et des enfants à la place des travailleurs masculins adultes. Même si les salaires des ouvriers encore employés augmentent, cette augmentation ne peut jamais égaler le montant des économies réalisées par les capitalistes grâce à ces déplacements dans l'emploi. Il résulte de tout cela que la classe ouvrière joue un rôle de moins en moins important comme acheteur sur le marché intérieur. En même temps, un autre changement s'accomplit : la production capitaliste s'empare peu à peu des métiers artisanaux qui constituaient une occupation annexe pour la population agricole, elle dépouille ainsi les

¹ Militarisme et Capitalisme, ibid., p. 80

² Militarisme et capitalisme, ibid., p. 83. Cf. Esquisse d'une théorie.... p. 196.

paysans d'une source de revenus après l'autre, si bien que le pouvoir d'achat de la population rurale pour les produits de l'industrie diminue de plus en plus, et que le marché intérieur de ce côté également se rétrécit de plus en plus. Quant à la classe capitaliste, sa part ne suffit pas non plus à réaliser tout le produit nouvellement créé, quoique pour des raisons opposées. Quels que soient les besoins de consommation de cette classe, elle ne peut consommer personnellement tout le produit excédentaire annuel : premièrement parce qu'une partie doit en être consacrée à l'extension de la production et à des perfectionnements techniques, qui sont une condition vitale pour chaque capitaliste dans une société dominée par la concurrence. Deuxièmement parce que l'accroissement de la production entraîne aussi celui des branches industrielles qui produisent des moyens de production, telles que les mines, l'industrie des constructions mécaniques, etc., et dont le produit excluant a priori par la forme de son usage la consommation personnelle fait nécessairement fonction de capital. Et enfin troisièmement parce que la productivité accrue du travail et l'économie de capital qui peuvent être obtenus par la production massive de denrées à bon marché orientent de plus en plus la production sociale vers des produits de masse qui ne peuvent être consommés par une poignée de capitalistes.

Bien qu'un capitaliste puisse réaliser sa plus-value dans le surproduit d'autres capitalistes et inversement, cela n'est vrai que pour les produits d'une branche déterminée, celle des moyens de consommation. Mais le mobile principal de la production capitaliste n'est pas la satisfaction des besoins personnels de consommation ; on en voit la preuve dans le fait que la production de moyens de consommation dans l'ensemble régresse de plus en plus par rapport à la production de moyens de production. « *De cette manière, nous voyons que, de même que le produit de chaque fabrique dépasse de loin les besoins des ouvriers qui y sont employés et de l'entrepreneur, de même le produit total d'une nation capitaliste dépasse de loin les besoins de l'ensemble de la population industrielle active et il les dépasse précisément parce que la nation est une nation capitaliste, parce que la répartition de ses forces sociales n'est pas orientée vers la satisfaction des besoins réels de la population, mais seulement vers la satisfaction de la demande effective. De même qu'un fabricant individuel ne pourrait pas subsister un seul jour comme capitaliste si ses débouchés étaient limités aux besoins de ses ouvriers et à ses besoins personnels, de même une nation capitaliste évoluée ne peut se contenter de son propre marché intérieur.* »

Ainsi le capitalisme a tendance, quand il est parvenu à un certain degré de développement, à se créer à lui-même des entraves. Ces entraves proviennent, en dernier ressort, du fait que la productivité croissante du travail, face à la séparation des producteurs immédiats des moyens de production, ne profite pas à la société tout entière, mais seulement à des entrepreneurs isolés tandis qu'une quantité de main-d'œuvre et de temps de travail est « libérée » par ce processus, devient superflue et non seulement est perdue pour la société mais lui est même à charge. Les besoins réels de la masse du peuple ne peuvent être satisfaits que dans la mesure où une production « populaire », fondée sur la liaison du producteur avec les moyens de production, prend le dessus. Mais ce capitalisme s'efforce de s'emparer précisément de ces sphères de production et d'anéantir ainsi le facteur principal de sa propre prospérité. C'est ainsi par exemple que les famines périodiques en Inde, qui se produisaient tous les dix ou onze ans, étaient l'une des causes de la périodicité des crises industrielles en Angleterre. Cette contradiction atteint tôt ou tard toute nation qui est entrée dans la voie du développement capitaliste, car elle est inhérente à ce mode de production même. Mais plus une nation entre tard dans la voie du capitalisme, plus cette contradiction se fait aiguë, car après la saturation du marché intérieur, elle ne peut trouver de substitut sur le marché extérieur, puisque celui-ci est déjà conquis par les pays dont la concurrence est plus ancienne.

De tout ceci il ressort que les limites du capitalisme sont données par la pauvreté croissante issue de son propre développement, par le nombre croissant d'ouvriers en surnombre privés de tout pouvoir d'achat. La productivité croissante du travail qui est en mesure de satisfaire très rapidement toute demande effective de la société, correspond à l'incapacité croissante de masses de plus en plus nombreuses de satisfaire leurs besoins les plus urgents ; l'excédent de marchandises invendables s'accompagne de l'indigence de larges couches de la population qui manquent des objets de première nécessité.

Telles sont les vues générales de Nicolai-on¹. On le voit : Nicolai-on connaît son Marx et a su utiliser à son profit les deux premiers volumes du *Capital*. Et pourtant tout son raisonnement est empreint d'un esprit authentiquement sismondien : le capitalisme restreint lui-même le marché intérieur par la paupérisation des masses, tous les maux de la société moderne viennent de la destruction de la production « populaire », c'est-à-dire de la petite production artisanale - tels sont ses thèmes de prédilection. L'éloge de la petite production artisanale seule porteuse de salut est chez Nicolai-on la note dominante de toute sa critique et s'exprime plus clairement et plus ouvertement que chez Sismondi². Il conclut qu'il est impossible de réaliser le produit capitaliste total à l'intérieur de la société et qu'on ne peut y parvenir qu'à l'aide de marchés extérieurs. Tout en partant de prémisses théoriques différentes de celles de Vorontsov, Nicolai-on aboutit à la même conclusion que celui-ci : à un scepticisme fondé sur des arguments économiques quant au développement du capitalisme en Russie. En Russie, le capitalisme, privé dès le départ de

¹ Cf. *Esquisse de notre économie sociale* (en langue russe), notamment pp. 202-205, 338-341.

² La ressemblance frappante qui existe entre la position des « populistes » russes et celle de Sismondi fut soulignée en particulier par Vladimir Ilyine (Lénine) en 1897, dans un article intitulé *De la caractéristique du romantisme économique* (qui a paru en traduction française, en annexe au Tome 5 du *Capital*, Éditions Sociales, pp. 171-182. N. d. T.)

marchés extérieurs, n'a montré que ses plus sombres aspects en provoquant uniquement la paupérisation des masses populaires ; c'est pourquoi encourager le développement du capitalisme était une « erreur » fatale.

Arrivé à ce point de sa thèse, Nicolai-on fulmine comme un prophète de l'Ancien Testament : « *Au lieu de nous en tenir aux traditions séculaires, au lieu de développer le principe, dont nous avons hérité, de la liaison solide du producteur immédiat avec les moyens de production, au lieu d'utiliser les conquêtes de la science occidentale pour l'appliquer aux formes de production qui sont fondées sur la propriété des moyens de production par les paysans, au lieu d'augmenter la productivité de leur travail par la concentration entre leurs mains des moyens de production, au lieu de nous approprier non pas la forme occidentale de la production mais son organisation, sa puissante coopération, sa division du travail, ses machines, etc., au lieu de développer le principe qui est à la base de la propriété paysanne et de l'appliquer à la culture du sol par les paysans, au lieu d'ouvrir tout grand, dans ce but, l'accès de la science et son application aux paysans : ait lieu de tout cela nous avons pris une voie directement opposée. Non seulement nous n'avons pas empêché le développement de formes de la production capitaliste, bien qu'elles se fondent sur l'expropriation de la paysannerie, mais nous avons, au contraire, travaillé de toutes nos forces au bouleversement de toute notre vie économique, ce qui a conduit à la famine de l'année 1891.* » Selon Nicolai-on, le mal a fait des ravages énormes. Mais il n'est pas encore trop tard pour renverser la vapeur. Au contraire, une réforme complète de la politique économique est, pour la Russie, face à la prolétarisation et à la décadence menaçantes, une nécessité aussi pressante qu'autrefois les réformes alexandrines après la guerre de Crimée. La réforme sociale préconisée par Nicolai-on est cependant tout à fait utopique et fait apparaître encore plus grossièrement que chez Sismondi l'aspect petit-bourgeois et réactionnaire de sa conception, d'autant plus que le « populiste » russe s'exprime soixante-dix ans après le premier. Selon lui la seule planche de salut de la Russie, qui puisse la sauver du raz de marée capitaliste, est la communauté agraire collective, l'ancienne « obchtchina ». Si l'on y greffe - par des mesures qui restent le secret de Nicolai-on - les méthodes de la grande industrie, de la technique scientifique modernes, cette communauté pourra servir de base à une forme de production supérieure « socialisée ». La Russie n'a pas d'autre choix que cette alternative : ou bien se détourner du développement capitaliste ou bien sombrer dans la décadence et la mort¹.

¹ *Esquisse de notre économie sociale*, p. 322 et suiv. Fr. Engels jugeait différemment la situation en Russie. Il chercha à expliquer à Nicolai-on à plusieurs reprises que le développement de la grande industrie était inévitable pour la Russie, et que les malheurs de la Russie n'étaient que les contradictions typiques du capitalisme. C'est ainsi qu'il écrit dans une lettre du 22 sept. 1892 : « Je soutiens donc maintenant, que la production industrielle signifie aujourd'hui absolument la grande industrie, et implique l'emploi de machines à vapeur, d'électricité, de métiers à filer et à tisser mécaniques, et enfin la fabrication mécanique des machines elles-mêmes. À partir du moment où la Russie a introduit les chemins de fer, l'introduction de tous les moyens modernes de production est devenue pour elle inévitable. Vous devez être en mesure de réparer vos propres locomotives, wagons, chemins de fer, etc., mais pour pouvoir le faire à bon marché, vous devez être en mesure de construire chez vous tous ces objets que vous avez à réparer. À partir du moment où la technique de la guerre est devenue l'une des branches de la grande industrie (cuirassés, artillerie moderne, fusils à tir rapide et à répétition, balles à enveloppe d'acier, poudre sans fumée, etc.) la grande industrie, sans laquelle toutes ces choses ne peuvent être fabriquées est devenue pour vous également une nécessité politique. Toutes ces choses ne peuvent être fabriquées sans une industrie métallurgique très développée, mais celle-ci à son tour ne peut se développer sans un développement correspondant de toutes les autres branches de l'industrie, en particulier de l'industrie textile. »

Plus loin, dans la même lettre, Engels ajoute : « Aussi longtemps que l'industrie russe en est réduite à son marché intérieur, ses produits ne peuvent couvrir que les besoins intérieurs. Mais ceux-ci ne peuvent croître que lentement, et il me semble même qu'étant donné les conditions actuelles de la vie en Russie, ils vont plutôt en décroissant. Car l'une des conséquences inévitables du développement de la grande Industrie est justement qu'elle détruit son propre marché intérieur par le même processus par lequel elle l'a créé. Elle le crée en détruisant la base de l'industrie paysanne à domicile. Mais sans l'industrie à domicile les paysans ne peuvent pas vivre. Les paysans sont ruinés en tant que paysans : leur pouvoir d'achat est réduit au minimum et jusqu'à ce qu'ils aient pris racine dans de nouvelles conditions de vie, comme prolétaires, ils ne constituent qu'un marché extrêmement réduit pour les nouvelles fabriques et entreprises.

La production capitaliste est une phase transitoire pleine de contradictions internes, qui ne se développent et ne deviennent visibles qu'avec le développement du capitalisme. Une de ces contradictions est justement cette tendance à créer son propre marché et à l'anéantir en même temps. Une autre de ces contradictions est la « situation sans issue » qu'elle provoque et qui se produit plus tôt dans un pays sans marché extérieur comme la Russie que dans les pays plus ou moins aptes à la concurrence sur le marché mondial ouvert. Cette situation apparemment désespérée se crée cependant une issue dans ces pays, grâce aux moyens héroïques de la politique commerciale c'est-à-dire grâce à l'ouverture, par la force, de nouveaux marchés. Le marché le plus récent qui s'est ainsi ouvert au commerce anglais et qui s'est révélé apte à ranimer pour un temps la prospérité est la Chine. C'est pourquoi le capital anglais tient tellement à la construction de chemins de fer en Chine. Mais les chemins de fer chinois signifient la destruction de toute la base de la petite production agricole et de la petite industrie à domicile chinoise ; et ce malheur n'est même pas compensé, dans une certaine mesure, par le développement d'une grande industrie indigène, c'est pourquoi des centaines de millions de gens sont livrés à une misère absolue. Il en résultera une émigration massive telle que le monde n'en a jamais connue et qui inondera l'Amérique, l'Asie et l'Europe de ces Chinois détestés. Ce nouveau concurrent sur le marché du travail fera concurrence au travail américain, australien et européen, se contentant d'un niveau de vie satisfaisant du point de vue chinois, et le niveau de vie chinois est, comme on sait, le plus bas du monde entier. Eh bien, si tout le système de production européen n'est pas bouleversé d'ici là, il sera alors nécessaire d'amorcer ce bouleversement. » (Lettres de Karl Marx et de Friedrich Engels à Nicolai-on. Traduites en russe par G. Lopatin, Saint-Petersbourg, 1908. p. 79.)

Nicolai-on, après s'être livré à une critique impitoyable du capitalisme, a recours à la même vieille panacée du « populisme » qui dans les années 50 déjà, bien qu'alors à plus juste titre, avait été vantée comme le gage « spécifiquement russe » du développement social supérieur, mais dont Engels avait dès 1875 dénoncé le caractère réactionnaire dans l'article « *Littérature d'émigrés* » paru dans le « *Volksstaat* », y voyant une survivance condamnée à mort d'institutions très anciennes. « *Le développement continu de la Russie dans une voie bourgeoise, écrivait alors Engels, détruira ici aussi peu à peu la propriété communale sans que le gouvernement russe ait besoin d'intervenir avec « la baïonnette et le knout* » - comme les populistes révolutionnaires se l'imaginaient (R. L.). *Sous la pression des impôts et de l'usure, la propriété communale de la terre n'est plus un bienfait, mais devient une entrave. Les paysans s'en échappent souvent, avec ou sans leur famille, pour gagner leur vie comme ouvriers ambulants et abandonnent leur terre derrière eux. On le voit, la propriété communale en Russie a dépassé depuis longtemps son âge de prospérité et va selon toute apparence vers la dissolution.* » Engels avait, dix-huit ans avant l'ouvrage principal de Nicolai-on, mis le doigt dans ce passage sur l'aspect essentiel de la question de *l'obchtchina*. Lorsque plus tard Nicolai-on évoquait encore une fois d'un cœur joyeux le même fantôme de *l'obchtchina*, ce fut un grave anachronisme historique, car environ dix ans plus tard eut lieu l'enterrement officiel de *l'obchtchina* par l'État. Le gouvernement absolu qui pendant un demi-siècle avait essayé de maintenir artificiellement par la force l'appareil de la communauté agraire dans des buts fiscaux, se vit obligé de renoncer lui-même à ce travail de Sisyphe. La question agraire en tant que facteur le plus puissant de la révolution russe contribua bientôt à mettre en évidence combien la vieille illusion des « populistes » avait été distancée au cours de l'évolution économique réelle, et combien au contraire le capitalisme en Russie, qu'ils avaient considéré comme mort-né et maudit, avait réussi à révéler sa vitalité et sa fécondité malgré de violents orages.

Le cours des événements devait permettre de constater encore et pour la dernière fois, dans un milieu historique tout à fait transformé, qu'une critique sociale du capitalisme qui se fonde théoriquement sur le scepticisme quant à la possibilité de son développement, aboutit avec une logique fatale à une utopie réactionnaire - aussi bien en 1819 en France qu'en 1842 en Allemagne et en 1893 en Russie¹.

21. - Les « tierces personnes » et les trois empires mondiaux de Struve

Nous traiterons maintenant de la critique des conceptions exposées ci-dessus, telle qu'elle a été formulée par les marxistes russes. Pierre de Struve, qui avait donné en 1894, dans le *Sozialpolitisches Zentralblatt* (3^e année, n° 1), sous le titre « *De l'appréciation du développement capitaliste en Russie* » un compte rendu détaillé du livre de Nicolai-on, publia en 1894, en langue russe, un ouvrage intitulé *Remarques critiques sur le problème du développement économique de la Russie*, où il soumet les théories « populistes » à une critique fouillée. Mais dans la question qui nous occupe ici, Struve se borne, aussi bien dans sa critique de Vorontsov que dans sa critique de Nicolai-on, à démontrer que le capitalisme ne rétrécit pas son marché intérieur mais au contraire l'élargit. L'erreur de Nicolai-on est en effet évidente. C'est la même que celle de Sismondi. Tous deux n'ont décrit qu'un seul aspect du processus de la destruction par le capitalisme des formes de production traditionnelles de la petite entreprise artisanale. Ils n'ont vu que le déclin de la prospérité qui en résulte, l'appauvrissement de larges couches de la population. Ils ne s'aperçurent pas de la signification de l'autre aspect économique de ce processus : l'abolition de l'économie naturelle et sa

Bien qu'Engels ait ainsi suivi attentivement l'évolution de la situation en Russie et ait montré le plus grand intérêt à ce sujet, il refusait pour sa part d'intervenir dans la querelle russe. Il écrivit à ce propos dans une lettre du 24 novembre 1894, donc peu avant sa mort : « Mes amis russes me supplient presque chaque semaine, chaque jour, de présenter mes objections contre des revues et des livres russes dans lesquels les paroles de notre auteur (ainsi était nommé Marx dans la correspondance. R. L.) non seulement sont mal interprétées, mais encore rendues d'une manière inexacte : ces amis assurent en même temps que mon intervention suffirait à mettre les choses en ordre. Mais je refuse sans relâche et définitivement de telles positions, car je ne perce - sans abandonner le travail véritable et sérieux - me laisser entraîner dans une polémique qui a lieu dans un pays éloigné, est menée dans une langue que je ne puis encore lire aussi facilement que les langues occidentales que je possède mieux, et dans des textes dont je ne vois au mieux que quelques fragments choisis au hasard sans être en mesure de suivre la discussion d'une manière même approximativement systématique et dans toutes ses phases et détails. Partout il y a des gens qui, lorsqu'ils ont pris une fois une position déterminée, n'ont absolument aucun scrupule à avoir recours : pour se défendre à la déformation des pensées d'autrui ni à manipuler les textes de manière peu honnête, et si ceci a été pratiqué à l'égard de notre auteur, je crains que l'on n'agisse pas plus convenablement avec moi et que l'on ne me force finalement à intervenir dans un débat d'abord pour prendre la défense d'autrui et enfin pour me défendre moi-même. » (*Ibid.*, p. 90.)

¹ Du reste, les avocats survivants du pessimisme populiste, en particulier M. V. Vorontsov, sont restés jusqu'à aujourd'hui fidèles à leurs idées, malgré tout ce qui s'est passé en Russie entre temps - c'est un fait qui honore plus leur caractère que leur esprit. En 1902, M. V. V. écrivait, en se référant à la crise des années 1900-1902 : « La doctrine dogmatique du néo-marxisme perd rapidement son emprise sur les esprits, et le manque de racines des derniers succès de l'individualisme est manifestement devenu clair même pour ses apologistes officiels... Dans la première décennie du XX^e siècle nous revenons ainsi à la même conception du développement économique de la Russie que celle que la génération des années 70 avait léguée à ses héritiers. » (Cf. la revue *Die Volkswirtschaft*, oct. 1902. Cité in A. Finn-Ienotaiewsky, *Économie actuelle de la Russie* (1899 à 1910), Saint-Pétersbourg, 1911, p. 2). Au lieu de conclure au « manque de racines » de leurs propres théories, les derniers Mohicans du populisme concluent encore aujourd'hui au « manque de racines »... de la réalité économique, contredisant ainsi le mot de Barrère : « *Il n'y a que les morts qui ne reviennent pas* ».

substitution par l'économie marchande dans les campagnes. Or cela veut dire que le capitalisme, en absorbant dans sa sphère des couches toujours plus larges d'anciens producteurs indépendants et isolés transforme à chaque instant ces couches nouvelles en acheteurs de ses marchandises, ce qu'elles n'étaient pas autrefois. Le cours du développement capitaliste est donc à l'opposé de ce que le décrivaient les « populistes », à l'instar de Sismondi : le capitalisme, loin d'anéantir son marché intérieur, le crée au contraire tout d'abord par l'extension de l'économie marchande, de la circulation monétaire.

Struve réfute tout spécialement la théorie de Vorontsov selon laquelle la plus-value ne pourrait être réalisée sur le marché intérieur. A la base de cette théorie, il y a l'hypothèse qu'une société capitaliste évoluée n'est composée que d'employeurs et de salariés. Nicolai-on lui aussi opère tout le temps à partir de ce postulat. De ce point de vue, il est certain qu'on ne peut comprendre la réalisation du produit total capitaliste. La théorie de Vorontsov est également juste dans la mesure où elle constate le fait que la plus-value ne peut être réalisée « *ni par la consommation des capitalistes ni par celle des ouvriers, mais implique la consommation de tierces personnes* » (*Remarques critiques*, p. 251). On peut répliquer à cela - selon Struve - qu'il existe bien des « *tierces personnes* » dans toute société capitaliste. L'idée de Vorontsov et de Nicolai-on n'est qu'une pure fiction « *qui ne peut nous faire avancer d'un pas dans la compréhension d'un processus historique quel qu'il soit* » (*ibid.*, p. 255). Il n'existe pas de société capitaliste, aussi avancée qu'elle soit, qui se compose uniquement d'employeurs et de salariés. « *Même en Angleterre, y compris le pays de Galles, sur 1000 habitants actifs, 545 sont employés dans l'industrie, 172 s'adonnent au commerce, 140 à l'agriculture, 81 ont des emplois salariés indéterminés et non fixes et 62 sont au service de l'État ou exercent des professions libérales, etc.* » Donc, même en Angleterre, il y a un nombre considérable de « *tierces personnes* » et ce sont elles précisément qui contribuent à réaliser la plus-value par leur consommation, dans la mesure où ce ne sont pas les capitalistes qui la consomment. Struve laisse en suspens la question de savoir si la consommation des « *tierces personnes* » suffit à réaliser toute la plus-value, en tout cas « *le contraire reste encore à démontrer* » (*ibid.*, p. 252). Il serait impossible de le démontrer pour la Russie, ce grand pays à la population énorme. La Russie a justement la chance de pouvoir se passer de marchés extérieurs, partageant ce privilège du sort - ici Struve fait un emprunt aux idées des professeurs Wagner, Schaffle et Schmoller - avec les États-Unis d'Amérique. « *Si l'exemple de l'Amérique du Nord prouve quelque chose, c'est bien que dans certaines conditions l'industrie capitaliste peut atteindre un niveau de développement très élevé en s'appuyant presque exclusivement sur le marché intérieur* » (*ibid.*, p. 260)¹. Struve illustre cette phrase par l'exemple de l'exportation industrielle minime des États-Unis en 1882. Struve pose le principe général suivant : « *Plus le territoire d'un pays est étendu et plus sa population est nombreuse, moins il a besoin de marchés extérieurs pour son développement capitaliste.* » A partir de ce point de vue il prévoit pour le capitalisme en Russie - à l'encontre des « *populistes* » - un avenir plus brillant que dans les autres pays. « *Le progrès de l'agriculture sur la base de la production marchande doit créer un marché sur lequel le capitalisme industriel russe s'appuiera au cours de son développement. Ce marché peut s'agrandir indéfiniment dans la mesure où le développement économique et culturel du pays progressera et en même temps l'éviction de l'économie naturelle se poursuivra. À cet égard, le capitalisme jouit en Russie d'une situation plus favorable que dans d'autres pays.* » Et Struve décrit en détail un magnifique tableau, riche en couleurs, de l'ouverture de nouveaux débouchés en Russie, grâce aux chemins de fer transsibérien en Sibérie, en Asie centrale, en Asie Mineure, en Perse, dans les Balkans. Struve n'a pas remarqué que dans l'élan de ses prophéties il est passé d'un bond du marché intérieur « *s'agrandissant indéfiniment* » à des débouchés extérieurs bien précis. Quelques années plus tard il se trouvait, politiquement aussi, dans le camp de ce capitalisme russe plein d'avenir, dont il avait déjà, quand il était encore « *marxiste* », justifié théoriquement le programme libéral d'expansion impérialiste.

L'argumentation de Struve n'exprime en réalité qu'un puissant optimisme à l'égard de la capacité illimitée de développement de la production capitaliste. En revanche la justification économique de cet optimisme est assez faible. Les piliers principaux sur lesquels repose, selon Struve, l'accumulation de la plus-value, sont les « *tierces personnes* ». Il n'a pas précisé suffisamment ce qu'il entend par là, cependant ses références à la statistique anglaise des professions montrent qu'il comprend sous ce terme les différents employés privés et de l'État, les professions libérales, bref le fameux « *grand public* »², auquel renvoient d'un geste vague les économistes vulgaires, lorsqu'ils ne savent plus de quel côté se tourner, et dont Marx a dit qu'il rend à l'économiste « *le service* » d'expliquer les choses

¹ « Struve a décidément tort lorsqu'il compare la situation en Russie avec celle des États-Unis dans le but de réfuter ce qu'il appelle votre conception pessimiste de l'avenir. Il dit que les conséquences malheureuses du développement capitaliste russe récent seront surmontées avec autant de facilité qu'aux États-Unis. Mais il oublie complètement que les États-Unis représentent depuis le début un État bourgeois nouveau, qu'ils ont été fondés par des petits-bourgeois et par des paysans qui fuyaient le féodalisme européen pour constituer une société bourgeoise pure. En Russie, par contre, nous avons une structure de base de type communiste primitif, une société de gentils précédant pour ainsi dire la civilisation - qui, il est vrai, tombe à présent en ruines, mais constitue toujours la base sur laquelle la révolution capitaliste opère et agit (car ceci est effectivement une révolution sociale). En Amérique, l'économie monétaire s'est stabilisée il y a plus d'un siècle, tandis qu'en Russie l'économie naturelle était, il y a peu de temps encore, une règle générale ne souffrant presque aucune exception. C'est pourquoi chacun devrait comprendre que le bouleversement dont nous parlons à propos de la Russie doit avoir un caractère beaucoup plus violent et âpre, et s'accompagner de souffrances incomparablement plus grandes qu'en Amérique. » Lettre d'Engels à Nicolai-on du 17 oct. 1893, in *Lettres*, p. 85.)

² En français dans le texte.

auxquelles il ne trouve pas d'autre explication. Il est clair que, lorsque l'on parle de la consommation des capitalistes et des salariés comme catégories, on ne pense pas aux capitalistes en tant qu'individus mais à la classe capitaliste dans son ensemble avec son cortège d'employés, de fonctionnaires d'état, de professions libérales, etc. Toutes ces « tierces personnes », qui certes ne sont absentes d'aucune société capitaliste, sont économiquement des parasites de la plus-value, dans la mesure où elles ne sont pas des parasites du salaire. Ces couches ne peuvent recevoir leurs moyens d'achat que d'une manière dérivée, du salaire du prolétariat ou de la plus-value, et elles le tirent autant qu'il est possible de ces deux sources ; mais tout compte fait on doit les considérer dans l'ensemble comme des consommateurs parasitaires de la plus-value. Leur consommation est ainsi incluse dans la consommation de la classe capitaliste, et lorsque Struve les fait tout à coup entrer en scène par une porte dérobée et les présente aux capitalistes comme des « tierces personnes » pour le tirer d'embarras et l'aider à résoudre la question de la réalisation de la plus-value, le capitaliste rusé, faiseur de gros profits, reconnaîtra du premier coup d'œil dans ce « grand public » son escorte de parasites qui commencent par lui soutirer de l'argent pour acheter ensuite, avec ce même argent, ses marchandises. Les « tierces personnes » de Struve ne résolvent donc rien.

Sa théorie du marché extérieur et de l'importance de celui-ci pour la production capitaliste est également insoutenable. Struve reprend ici la conception mécaniste des « populistes » selon laquelle un pays capitaliste, d'après le schéma d'un manuel scolaire, commence par exploiter à fond le marché intérieur avant de chercher, lorsque celui-ci est tout à fait épuisé ou presque, des marchés extérieurs. A partir de cette hypothèse, Struve, suivant les traces de Wagner, de Schäffle et de Schmoller, formule cette idée absurde qu'un pays « à vaste territoire et à population nombreuse » peut constituer dans sa production capitaliste un « ensemble clos » et se contenter « pour un temps indéfini » de son marché intérieur ¹. En réalité la production capitaliste est d'emblée une production mondiale et, à l'encontre des préceptes pédants des professeurs allemands, elle commence dès sa première phase à produire pour le marché mondial. Les différentes branches de pointe en Angleterre, comme l'industrie textile, l'industrie métallurgique et charbonnière ont cherché des débouchés dans tous les pays et dans toutes les parties du monde, tandis qu'à l'intérieur du pays le processus de destruction de la propriété paysanne, la ruine de l'artisanat et de la vieille production à domicile étaient loin d'être achevés.

Peut-on conseiller à l'industrie chimique ou à l'électro-technique allemande de se limiter d'abord au marché intérieur allemand au lieu de fournir les cinq parties du monde comme elles l'ont fait depuis leurs débuts, puisque le marché intérieur allemand n'est absolument pas saturé par les produits de l'industrie nationale, dans ces branches et dans beaucoup d'autres également, d'autant plus qu'il est envahi par une masse de produits étrangers ? Peut-on expliquer à l'industrie des constructions mécaniques allemande qu'elle ne doit pas encore se précipiter sur les marchés extérieurs puisque, comme le prouve noir sur blanc la statistique en produits des importations allemandes, une grande partie des besoins de l'Allemagne en produits de cette branche sont couverts par des livraisons étrangères ? Non, ce schéma du « commerce extérieur » ne peut expliquer la complexité du marché mondial avec ses mille ramifications et nuances de la division du travail. Le développement industriel des États-Unis, qui sont actuellement devenus un concurrent redoutable de l'Angleterre sur le marché mondial, voire en Angleterre même, comme ils battent la concurrence allemande dans le domaine électro-technique sur le marché mondial et en Allemagne même, a complètement démenti les déductions de Struve qui étaient du reste déjà surannées au moment où il les écrivait.

Struve partage également la conception simpliste des populistes russes, qui réduisent le réseau de relations internationales de l'économie mondiale capitaliste avec sa tendance historique à la constitution d'un organisme vivant et unique fonctionnant grâce à une division du travail sociale basée sur la variété des richesses naturelles et des conditions de production sur la surface du globe, au souci vulgaire du marchand pour son « marché ». Il accepte en

¹ L'aspect réactionnaire de la théorie professorale allemande des « trois empires mondiaux », la Grande-Bretagne, la Russie et les États-Unis, apparaît clairement, entre autres, chez le professeur Schmoller, dans ses considérations sur la politique commerciale du siècle, où il hoche avec mélancolie sa docte tête grise en évoquant les convoitises « néo-mercantilistes », c'est-à-dire impérialistes, des trois principaux scélérats et où il exige, pour défendre « les buts de toute civilisation hautement développée dans les domaines spirituel, moral et esthétique » ainsi que « le progrès social » - une forte flotte allemande et une Union douanière européenne capable de tenir tête à l'Angleterre et à l'Amérique :

« Le premier devoir de l'Allemagne résulte de cette tension économique mondiale, c'est la création d'une flotte puissante, afin que, tout en étant prête au combat le cas échéant, elle soit recherchée comme alliée par les puissances mondiales. Elle ne peut ni ne doit pratiquer une politique de conquête à l'instar des trois puissances mondiales (auxquelles cependant M. Schmoller - comme il le dit ailleurs - ne veut pas « faire des reproches », pour avoir « de nouveau pris le chemin de la conquête coloniale à une échelle immense »). Mais l'Allemagne doit être en état de pouvoir éventuellement briser un blocus étranger de la mer du Nord, de protéger ses colonies et son commerce lointain et d'offrir la même sécurité aux États qui s'allient avec elle. L'Allemagne, réunie à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie dans la Triplice, partage avec la France le devoir d'imposer à la politique par trop agressive des trois puissances mondiales qui constitue une menace pour tous les États moyens, la modération qui est souhaitable dans l'intérêt de l'équilibre politique, dans l'intérêt de la conservation de tous les autres États : à savoir la modération dans la conquête, dans l'acquisition de colonies, dans la politique protectionniste unilatérale et pratiquée à outrance, dans l'exploitation et dans le mauvais traitement infligé à tous ceux qui sont plus faibles... De même les buts de toute civilisation hautement développée dans les domaines spirituel, moral et esthétique, tout progrès social, sont soumis à la condition qu'au XX^e siècle le monde entier ne soit pas partagé entre les trois empires mondiaux, et que ceux-ci ne jettent pas les bases d'un néo-mercantilisme brutal. » (« *Die Wandlungen in der Europäischen Handelspolitik des 19. Jahrhunderts* », Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft, XXIV, p. 381.

outre la fiction des trois empires, inventée par Wagner et Schmoller (trois empires se suffisant à eux-mêmes : l'Angleterre avec ses colonies, la Russie et les États-Unis) ; cette théorie ignore ou minimise artificiellement le rôle fondamental joué par un approvisionnement illimité en moyens de subsistance, en matières premières ou auxiliaires et en main-d'œuvre qui sont aussi nécessaires à l'industrie et calculées à l'échelle mondiale que la vente de produits finis. L'histoire de l'industrie cotonnière anglaise, qui reflète à elle seule l'histoire du capitalisme en général, et qui avait tout au long du XIX^e siècle les cinq continents pour théâtre, inflige à chaque instant un démenti cinglant à l'idée puéride de ces professeurs, idée dont la seule signification réelle est de fournir une justification théorique tortueuse au protectionnisme.

22. - *Boulgakov et son complément à l'analyse de Marx*

Le deuxième critique du scepticisme « populiste », S. Boulgakov, rejette d'emblée les « tierces personnes » de Struve et nie qu'elles puissent constituer l'ancre de salut de l'accumulation capitaliste. Il n'a pour elles qu'un haussement d'épaules. La majorité des économistes avant Marx, écrit-il, ont résolu la question en déclarant que des « tierces personnes » quelconques étaient nécessaires pour jouer le rôle d'un *deus ex machina* et trancher le nœud gordien, c'est-à-dire consommer la plus-value. Ce rôle est joué tantôt par des propriétaires terriens vivant dans le luxe (comme chez Malthus), tantôt par des capitalistes vivant dans le luxe, tantôt par le militarisme, et ainsi de suite. Il ne peut y avoir de réalisation de la plus-value sans de tels moyens extraordinaires, faute desquels celle-ci se trouve immobilisée sur le marché et provoque la surproduction et les crises ¹.

« Ainsi M. Struve suppose que la production capitaliste peut s'appuyer dans son développement sur la consommation de fantaisies « tierces personnes ». Mais où se trouve alors la source du pouvoir d'achat de ce « grand public », dont la vocation spécifique consiste à consommer la plus-value ? » (ibid., p. 32, note).

Boulgakov quant à lui, fait partir le problème, de prime abord, de l'analyse du produit social global et de sa reproduction, telle que l'a donnée Marx dans le 2^e livre du *Capital*. Il voit parfaitement que, pour résoudre le problème de l'accumulation, il faut partir de la reproduction simple et se représenter son mécanisme de façon tout à fait claire. Il est particulièrement important à cet égard, de bien comprendre d'une part la consommation de la plus-value et des salaires dans les branches de production qui fabriquent des produits non-consommables, et d'autre part la circulation de la partie du produit social global correspondant au capital constant usé. C'est une tâche entièrement neuve dont les économistes n'avaient même pas conscience et qui a été posée pour la première fois par Marx.

« Pour résoudre cette tâche, Marx divise toutes les marchandises produites selon le mode capitaliste en deux grandes catégories fondamentalement différentes l'une de l'autre : la production de moyens de production et la production de moyens de consommation. Cette division, à elle seule, recèle plus de signification théorique que toutes les joutes oratoires précédentes sur la théorie des débouchés. » (ibid., p. 27).

On le voit, Boulgakov est un partisan résolu et enthousiaste de la théorie de Marx. Il prend pour objet de son étude l'examen théorique de la thèse selon laquelle le capitalisme ne saurait exister sans marché extérieur. « A cette fin l'auteur a utilisé l'analyse très précieuse de la reproduction sociale que Karl Marx donne dans la deuxième partie du 2^e livre du *Capital*, analyse qui n'a été que très peu mise à profit dans la littérature scientifique, on ne sait pourquoi. Bien que cette analyse ne puisse être considérée comme achevée, elle offre à notre avis, même dans sa rédaction présente, peu élaborée, une base suffisante pour une autre solution du problème des débouchés que celle que MM. Nicolai-on, V. Vorontsov et autres ont adoptée, tout en l'attribuant à Marx » (ibid., p. 2-3). Boulgakov formule la conclusion qu'il a tirée de l'analyse de Marx de la manière suivante : « Le capitalisme peut parfois se suffire du marché intérieur; il n'y a pas de nécessité inhérente, particulière à la production capitaliste, que seul le marché extérieur puisse absorber l'excédent de la production capitaliste. C'est la conclusion à laquelle est parvenu l'auteur en étudiant l'analyse mentionnée de la reproduction sociale. »

Et maintenant nous attendons avec impatience l'argumentation de Boulgakov en faveur de la thèse qu'il présente. Cette argumentation est d'une simplicité surprenante. Boulgakov reprend fidèlement le schéma marxien bien connu de la reproduction simple, en l'accompagnant de commentaires qui honorent son intelligence. Puis il présente le schéma marxien, que nous connaissons également, de la reproduction élargie - et il estime ainsi avoir fourni la preuve de ce qu'il avance. « En raison de ce qui a été dit, il n'y a pas de difficulté à déterminer en quoi consistera l'accumulation : I (section des moyens de production) doit produire les moyens de production supplémentaires nécessaires à l'élargissement de la production aussi bien pour elle-même que pour II (section des moyens de consommation), tandis qu'à son tour II devra fournir les moyens de consommation pour l'élargissement du capital variable de I et de II. Si l'on fait abstraction de la circulation monétaire, l'élargissement de la production se réduit à l'échange des produits supplémentaires de I dont il a besoin, et des produits supplémentaires de II, dont I a besoin. » Boulgakov suit donc fidèlement les analyses de Marx et ne remarque pas jusqu'ici que sa thèse reste sur le papier. Il

¹ Boulgakov, Ueber die Absatzmärkte der kapitalistischen Produktion, eine theoretische Studie, Moscou, 1897, p. 15.

croit avoir résolu le problème de l'accumulation à l'aide de ces formules mathématiques. Sans doute peut-on très bien accepter les proportions qu'il copie chez Marx, et il est également certain que, si l'élargissement de la production doit avoir lieu, il s'exprimera par ces formules. Mais Boulgakov omet de poser la question principale : pour qui se produit l'élargissement dont il analyse le mécanisme ? Puisque l'accumulation peut être représentée sur le papier sous forme de rapports mathématiques, elle est donc pour lui chose faite. Pourtant Boulgakov, après avoir déclaré le problème résolu, se heurte immédiatement après, en essayant d'introduire dans son analyse la circulation monétaire, à la question suivante : d'où provient dans I et II l'argent nécessaire pour acheter les produits supplémentaires ? Nous avons vu chez Marx que le côté faible de son analyse, la question des consommateurs de la production élargie, surgit toujours sous la forme erronée de la question des sources d'argent supplémentaires. Boulgakov suit servilement Marx sur ce point, adopte sa formulation ambiguë du problème, sans remarquer le décalage qu'elle implique. Il constate, il est vrai, que « *Marx lui-même n'a pas donné de réponse à cette question dans les cahiers de brouillon d'après lesquels a été rédigé le deuxième livre du Capital.* » La réponse que le disciple russe de Marx essaie de dégager de son propre chef devrait être d'autant plus intéressante.

« *La solution suivante nous semble correspondre le mieux à l'ensemble de la doctrine de Marx.* » Le capital variable sous forme d'argent, que fournit la section II pour I comme pour elle-même trouve son équivalent de marchandises dans la plus-value de II. Nous avons déjà vu en étudiant la reproduction simple que les capitalistes doivent eux-mêmes mettre en circulation l'argent destiné à la réalisation de leur plus-value et que cet argent retourne finalement dans la poche du capitaliste d'où il était sorti. La quantité d'argent nécessaire à la circulation de la plus-value est déterminée, d'après la loi générale de la circulation des marchandises, par la valeur des marchandises où il est renfermé, divisée par le nombre moyen des rotations accomplies par l'argent. Cette même loi s'applique également ici. Les capitalistes de II doivent disposer d'une certaine somme d'argent pour la circulation de leur plus-value, ils doivent donc posséder une certaine réserve d'argent. Cette réserve doit être assez considérable pour suffire aussi bien à la circulation de la partie de la plus-value représentant le fonds de consommation qu'à celle destinée à la capitalisation. Plus loin Boulgakov émet l'idée qu'il importe peu dans la question de savoir combien d'argent est nécessaire à la circulation d'une quantité déterminée de marchandises dans le pays qu'une partie de ces marchandises représente ou non de la plus-value. « *Mais la question générale de savoir d'où vient au fond l'argent qui existe dans le pays, est résolue en ce sens que cet argent est fourni par le producteur d'or.* » Si un pays a besoin de plus d'argent par suite d'un élargissement de la production, la production de l'or est également élargie en conséquence (*ibid.*, p. 50-55). On en revient donc finalement au producteur d'or qui joue déjà chez Marx le rôle de *deus ex machina*.

Il faut avouer que Boulgakov nous a cruellement déçu dans notre espoir de voir apparaître une nouvelle solution du problème. « Sa » solution n'a pas dépassé d'un iota celle qu'avait fournie d'analyse de Marx. Elle se réduit aux trois phrases extrêmement simples que voici : 1) Question : - combien d'argent est nécessaire pour réaliser la plus-value capitalisée ? Réponse : - autant que l'exige la loi générale de la circulation des marchandises. 2) Question : d'où les capitalistes prennent-ils cet argent pour réaliser la plus-value capitalisée ? Réponse : - il faut bien qu'ils le possèdent 3) Question : - d'où vient en général l'argent dans le pays ? Réponse : - du producteur d'or. Cette explication, dans sa simplicité étonnante, est plutôt suspecte que captivante. Mais il est inutile que nous réfutions cette théorie du producteur d'or *deus ex machina* de l'accumulation capitaliste. Boulgakov lui-même l'a très bien fait. 80 pages plus loin, il en revient au producteur d'or, dans un tout autre contexte à partir de la théorie du fonds de salaires, à laquelle il s'est attaqué sans raison évidente. Et ici il émet tout à coup ce jugement pertinent :

« *Nous savons déjà qu'il existe entre autres producteurs le producteur d'or. Celui-ci, même dans le cas de la reproduction simple, accroît d'une part la quantité absolue d'argent circulant dans le pays et, d'autre part, il achète des moyens de production et de consommation sans vendre de son côté des marchandises, en payant pour les marchandises achetées directement avec l'équivalent d'échange général qui est son propre produit. Or le producteur d'or ne pourrait-il, par exemple, rendre le service d'acheter à la section II toute la plus-value accumulée et de la payer avec de l'or que la section II utilisera alors à acheter des moyens de production à la section I et à élargir le capital variable c'est-à-dire à acheter la force de travail supplémentaire ? Ainsi le producteur d'or apparaît comme le véritable débouché extérieur.*

« *Cependant cette hypothèse est parfaitement absurde. L'accepter revient à faire dépendre l'élargissement de la production de l'élargissement de la production de l'or (bravo !). A son tour cette hypothèse implique un accroissement de la production de l'or qui ne correspond pas du tout à la réalité. Si l'on veut obliger le producteur d'or à acheter à la section II, par l'intermédiaire de ses ouvriers, toute la plus-value accumulée, cela signifie que son capital variable doit s'accroître tous les jours, à toutes les heures. Mais en même temps le capital constant doit s'accroître dans la même mesure ainsi que la plus-value, par conséquent toute la production d'or doit prendre des dimensions véritablement monstrueuses (bravo !). Au lieu d'essayer de vérifier par la statistique cette hypothèse puérile, (ce qui ne serait du reste guère possible) il suffit de renvoyer à un fait qui, à lui seul, la détruit. Ce fait est le développement du crédit qui accompagne le développement de l'économie capitaliste (bravo !). Le crédit a tendance à diminuer (relativement bien entendu, et non pas absolument) la quantité d'argent en circulation et apparaît comme le complément nécessaire au développement de l'économie d'échange qui autrement se heurterait rapidement à ses limites à cause du manque de monnaie-métal. Il me semble superflu de démontrer, chiffres à l'appui, combien est*

réduit aujourd'hui le rôle de la monnaie-métal dans les transactions d'échange. L'hypothèse émise se trouve ainsi en contradiction directe et indirecte avec les faits, il faut la rejeter » (ibid., p. 132 et suiv.).

Bravissimo ! Très bien ! Mais de ce fait Boulgakov « rejette » également lui-même la seule explication qu'il ait fournie jusqu'ici à la question de savoir comment et par qui la plus-value capitalisée est réalisée. D'ailleurs il n'a fait, en se réfutant lui-même, que développer ce que Marx avait déjà dit en un seul mot, lorsqu'il avait qualifié d' « absurde » l'hypothèse du producteur d'or engloutissant toute la plus-value sociale. Sans doute la solution véritable de Boulgakov et celle des marxistes russes qui ont étudié la question se trouve-t-elle tout à fait ailleurs. Boulgakov ainsi que Tougan-Baranowsky et Ilyine (Lénine) soulignent le fait que les adversaires - les sceptiques - commettent, en ce qui concerne la possibilité de l'accumulation, une erreur capitale dans l'analyse de la valeur du produit global. Ceux-ci - notamment Vorontsov - supposaient que le produit social global se composait de moyens de consommation et ils partaient de l'hypothèse erronée que la consommation était en général le but de la production capitaliste. C'est ce point - expliquaient à présent les marxistes - qui est la source de tout le malentendu, et de là découlaient les difficultés imaginaires quant à la réalisation de la plus-value, à propos de laquelle les sceptiques se cassaient la tête. « *Du fait de cette hypothèse erronée cette école s'est créé à elle-même des difficultés inexistantes : comme les conditions normales de la production capitaliste supposent que le fonds de consommation des capitalistes ne constitue qu'une partie de la plus-value, et une partie minime, la majeure partie étant réservée à l'élargissement de la production, il est évident que les difficultés imaginées par cette école (les populistes) n'existent pas en réalité* » (ibid., p. 20). L'aisance avec laquelle Boulgakov ignore le problème est stupéfiante. Il ne semble même pas soupçonner la question des bénéficiaires, qui, très accessoire dans l'hypothèse de la consommation personnelle de la plus-value tout entière, devient impérieuse dans l'hypothèse de la reproduction élargie,

Toutes ces « *difficultés imaginaires* » s'évanouissent grâce à deux découvertes de Marx que ses disciples russes ne cessent d'opposer à leurs adversaires. Premièrement le fait que la composition de la valeur du produit social n'est pas $v + pl$, mais $c + v + pl$, et deuxièmement le fait qu'avec les progrès de la production capitaliste, dans cette composition l'élément c s'accroît toujours davantage par rapport à v , tandis que simultanément, dans la plus-value, la partie capitalisée grandit toujours par rapport à la partie consommée. A partir de là, Boulgakov construit toute une théorie sur le rapport de la production à la consommation dans la société capitaliste. Cette théorie joue un rôle si important chez les marxistes russes et en particulier chez Boulgakov qu'il est nécessaire de l'exposer *in extenso*.

« La consommation, dit Boulgakov, la satisfaction des besoins sociaux, ne constitue qu'un facteur accessoire de la circulation du capital. Le volume de la production est déterminé par la grandeur du capital et non par l'étendue des besoins sociaux. Le développement de la production non seulement ne s'accompagne pas de l'accroissement de la consommation mais au contraire il y a même un antagonisme entre ces deux facteurs. La production capitaliste ne connaît pas d'autre consommation que la consommation solvable, mais les consommateurs solvables ne peuvent être que ceux qui perçoivent un salaire ou une plus-value et leur pouvoir d'achat correspond exactement au montant de ces revenus. Mais nous avons vu que la tendance fondamentale du développement de la production capitaliste est une diminution relative du capital variable ainsi que du fonds de consommation du capitaliste (bien qu'il y ait croissance en valeur absolue). On peut donc dire que le développement de la production diminue la consommation¹. Les conditions de la production et celles de la consommation se trouvent ainsi en contradiction. La production ne peut s'élargir pour le compte de la consommation. L'expansion est cependant une loi interne fondamentale de la production capitaliste qui prend à l'égard de chaque capitaliste en particulier la forme de la loi sévère de la concurrence. Cette contradiction interne trouve une solution dans le fait que la production en expansion constitue elle-même le marché pour les produits additionnels. « La contradiction interne est résolue par l'élargissement du champ extérieur de la production » (Capital, livre III, p. 189). (Boulgakov cite ici une phrase de Marx en faussant tout à fait le sens, nous y reviendrons plus tard). Nous venons de montrer comment c'est possible (Boulgakov entend par là l'analyse du schéma de la reproduction élargie). La plus grande part de cette expansion de la production revient manifestement à la section I, c'est-à-dire à la production du capital constant et la part la plus petite (relativement) à la section II, qui produit des biens de consommation immédiate. Ce décalage dans les rapports entre les sections I et II exprime de façon suffisamment claire le rôle joué par la consommation dans la société capitaliste et indique où l'on doit chercher le débouché principal des marchandises capitalistes » (ibid., p. 161). « ... Même dans ces limites étroites (du mobile du profit et des crises) même sur ce chemin hérissé d'épines, la production capitaliste peut s'élargir indéfiniment, même si l'on ne tient pas compte ou en dépit de la diminution de la consommation. Dans la littérature russe il est fait état à plusieurs reprises du fait que la diminution de la consommation empêche toute augmentation importante de la production capitaliste s'il n'y a pas de marchés extérieurs. On ne voit pas que la consommation n'est pas du tout le but ultime de la production capitaliste, que cette dernière n'existe pas en vertu de l'accroissement de la consommation, mais grâce à l'élargissement du champ extérieur de la production qui constitue précisément le marché pour les produits fabriqués selon le mode capitaliste. Toute une série de savants disciples de Malthus, insatisfaits de la doctrine superficielle de l'harmonie prêchée par l'école de Ricardo-Say, s'efforcent de donner une solution à ce problème insoluble :

¹ Souligné par Boulgakov.

trouver les moyens d'élargir la consommation que le mode de production capitaliste cherche à restreindre. Marx fut le seul à analyser les relations véritables : il a démontré que l'accroissement de la consommation est fatalement plus lent que celui de la production, quelles que soient les « tierces personnes » que l'on puisse inventer. C'est pourquoi la consommation et son volume ne peuvent en aucune manière être considérés comme constituant la limite directe de l'élargissement de la production. Lorsqu'elle s'éloigne du but véritable de la production, la production capitaliste l'expie par des crises, mais elle est indépendante de la consommation. L'élargissement de la production trouve ses limites seulement dans le volume du capital et ne dépend que de ce dernier » (ibid., p. 167).

La théorie de Boulgakov et de Tougan-Baranowsky est ici directement imputée à Marx, tant elle semblait, aux yeux des marxistes russes, découler de la doctrine marxienne et se fondre organiquement en elle. Boulgakov la définit dans un autre passage encore plus clairement comme étant l'interprétation fidèle du schéma marxien de la reproduction élargie. Lorsque le mode de production capitaliste s'est établi dans un pays, son dynamisme interne commence à se développer d'après le modèle suivant : « *La production du capital constant constitue la section I de la production sociale, qui déjà fait naître une demande autonome de moyens de consommation de l'ordre du volume du capital variable propre à la section I ainsi que du fonds de consommation de ses capitalistes. La section II de son côté fait naître la demande de produits de I. De cette manière se constitue dès le début de la production capitaliste un circuit fermé où la production capitaliste ne dépend d'aucun marché étranger, mais se suffit à elle-même et peut s'accroître pour ainsi dire automatiquement grâce à l'accumulation* » (ibid., p. 210)¹. Dans un autre passage il va jusqu'à donner à sa théorie la formulation audacieuse que voici : « *Le seul débouché pour les produits de la production est cette production elle-même* » (ibid., p. 238).

Entre les mains des marxistes russes, cette théorie devint l'arme essentielle par laquelle ils ont vaincu leurs adversaires, les sceptiques « populistes » dans la question des débouchés. On ne peut en apprécier l'audace que si l'on se représente la contradiction étonnante où se trouve cette théorie avec la pratique quotidienne, avec tous les faits connus de la réalité capitaliste. Mieux : il faut admirer encore davantage cette théorie, qui fut proclamée triomphalement comme la vérité marxiste la plus pure, si l'on songe qu'elle repose sur un quiproquo fondamental. Mais nous reviendrons sur les détails de cette question à propos de notre critique de Tougan-Baranowsky.

Boulgakov bâtit une théorie tout à fait erronée du commerce extérieur sur une conception faussée des rapports entre la consommation et la production dans la société capitaliste. La thèse de la reproduction exposée ci-dessus ne laisse en effet aucune place au commerce extérieur. Si le capitalisme forme dans chaque pays, dès le début de son développement, ce fameux « circuit fermé », si, tournant en rond comme un chat autour de sa queue, il se « suffit à lui-même », se crée à lui-même un marché illimité et se donne lui-même l'impulsion de son propre élargissement, alors tout pays capitaliste est à son tour, économiquement parlant, un tout fermé « se suffisant à lui-même ». Dans un seul cas, le commerce extérieur serait concevable : comme moyen de compenser par l'importation le manque naturel, dû au sol et au climat, de certains produits, autrement dit l'importation de matières premières ou de vivres de première nécessité. Et en effet Boulgakov, renversant la thèse des populistes, construit une théorie du commerce international des États capitalistes où l'importation de produits agricoles représente l'élément actif fondamental, tandis que l'exportation de produits industriels ne fait que fournir les fonds nécessaires à cette importation. La circulation internationale des marchandises apparaît ici, non pas comme fondée dans le mode de production, mais dans les conditions naturelles des différents pays, théorie empruntée, cette fois encore, non pas à Marx, mais à des savants allemands d'économie politique bourgeoise. De même que Struve a emprunté à Wagner et à Schäffle son schéma des trois empires mondiaux, de même Boulgakov a emprunté à feu List la classification des pays en catégories selon l'« *état de l'agriculture* » et l'« *état de l'agriculture-manufacture* », qu'il a modifiée par la suite, tenant compte des progrès de l'époque en « *état de manufacture* » et « *état de l'agriculture-manufacture* ». La première catégorie est désavantagée par la nature par un manque de matières premières et de vivres et de ce fait est obligée de recourir au commerce extérieur ; la deuxième catégorie est pourvue de tout par la nature et peut se dispenser du commerce extérieur. Le prototype de la première catégorie est l'Angleterre, celui de la seconde, les États-Unis. Pour l'Angleterre la suppression du commerce extérieur signifierait l'agonie et la mort économique, pour les États-Unis elle entraînerait seulement une crise passagère, après quoi une guérison complète serait assurée : « *Ici la production peut s'élargir à l'infini sur la base du marché intérieur* » (ibid., p. 199). Cette théorie, héritage de l'économie politique allemande, où elle est aujourd'hui encore vivace, n'a manifestement aucune idée des corrélations de l'économie capitaliste mondiale. Elle ramène le commerce mondial actuel à peu près à la situation du temps des Phéniciens. Ainsi le professeur Bûcher nous dit : « *La plus grande facilité, due à l'ère libérale, du commerce international ne doit pas nous faire conclure que la période de l'économie nationale s'approche de sa fin, cédant la place à une ère d'économie mondiale. Sans doute voyons-nous aujourd'hui en Europe un certain nombre d'États privés d'indépendance nationale quant à leur approvisionnement en biens obligés de faire venir de l'étranger de grandes quantités de vivres et de biens de consommation, tandis que leur production industrielle dépasse de loin les besoins nationaux et fournit constamment des excédents qui doivent être réalisés dans des territoires de consommation étrangers. Mais bien que les pays industriels et des pays producteurs de matières premières coexistent, et dépendent les uns des autres, cette « division internationale du travail » ne doit pas être considérée comme un signe que l'humanité est sur le point*

¹ Souligné par nous (R. L.).

*d'atteindre un nouveau stade de son évolution qui, sous le nom d'économie mondiale, serait opposé aux stades précédents. Car d'une part, aucun stade économique n'a jamais garanti à la longue une souveraineté parfaite de la satisfaction des besoins; chacun a laissé subsister... certaines lacunes qui devaient être comblées d'une manière ou d'une autre. D'autre part, cette prétendue économie mondiale n'a pas jusqu'à présent fait surgir des phénomènes qui s'écartent essentiellement de ceux de l'économie nationale et on peut fortement douter qu'il en surgisse dans un avenir prévisible*¹ ». Chez Boulgakov cette conception aboutit à une conclusion inattendue : sa théorie de la capacité illimitée de développement du capitalisme ne s'applique pas à certains pays jouissant d'une situation naturelle privilégiée. En Angleterre le capitalisme doit périr dans un avenir plus ou moins proche par l'épuisement du marché mondial, aux États-Unis, en Inde et en Russie, il aura un développement illimité, parce que ces pays se « suffisent à eux-mêmes ».

Mais abstraction faite de ces bizarreries qui sautent aux yeux, l'argumentation de Boulgakov recèle encore un malentendu fondamental quant au commerce extérieur. L'argument principal de Boulgakov contre les sceptiques, qui de Sismondi à Nicolai-on, croyaient devoir recourir à un marché extérieur pour réaliser la plus-value capitaliste, est le suivant : ces théoriciens considéraient manifestement tout commerce extérieur comme un « abîme sans fond » où l'excédent de la production capitaliste, invendable à l'intérieur, disparaîtrait à jamais. A cela Boulgakov répond triomphalement que le commerce extérieur n'est absolument pas un « abîme », encore moins un abîme « sans fond », mais une arme à double tranchant et que l'exportation doit toujours être accompagnée d'importation, celles-ci s'équilibrant généralement à peu près mutuellement. Ce qui quitte le pays par une frontière y revient par une autre sous une forme d'usage différente. « Il faut trouver une place pour les marchandises importées qui représentent l'équivalent des marchandises exportées, à l'intérieur des limites du marché, mais si c'est impossible, le fait de recourir à un marché extérieur ne fait qu'entraîner de nouvelles difficultés » (*ibid.*, p. 132). A un autre passage, il dit que la méthode proposée par les populistes russes pour réaliser la plus-value, le marché extérieur, était « beaucoup moins heureuse que la solution trouvée par Malthus, von Kirchmann et Vorontsov lui-même dans son essai sur le militarisme et le capitalisme » (*ibid.*, p. 236)².

Bien que Boulgakov ait reproduit avec enthousiasme les schémas marxistes de la reproduction, il montre ici qu'il n'a pas du tout compris le problème véritable qui est l'objet des recherches tâtonnantes des sceptiques depuis Sismondi jusqu'à Nicolai-on : il dénie au commerce extérieur le pouvoir de résoudre la difficulté, parce que celui-ci réintroduit dans le pays la plus-value écoulée « bien que sous une forme modifiée ». En accord avec la conception fruste de von Kirchmann et de Vorontsov, Boulgakov croit donc qu'il s'agit d'anéantir une certaine quantité de plus-value, de l'effacer du sol, il ne se doute pas qu'il s'agit de sa réalisation, de la métamorphose de la marchandise, donc précisément de la « forme modifiée » de la plus-value.

Ainsi Boulgakov en arrive à la même conclusion que Struve, bien que par une autre voie : il prêche une accumulation capitaliste se suffisant à elle-même, qui dévore ses propres produits comme Chronos ses enfants, et qui renaît d'elle-

¹ K. Bücher, *Entstehung der Volkswirtschaft*, 5^e éd., p. 147. La dernière performance en ce domaine est la théorie du professeur Sombart selon laquelle nous ne nous approchons pas peu à peu de l'économie mondiale, mais au contraire nous nous en éloignons toujours plus : « Les peuples civilisés, c'est ce que j'affirme plutôt, sont aujourd'hui, par rapport à l'ensemble de leur économie, non pas plus mais moins liés les uns aux autres par des relations commerciales. L'économie nationale particulière est aujourd'hui non pas plus mais plutôt moins dépendante du marché mondial qu'il y a cent ans ou cinquante ans. Du moins est-il faux de supposer que les relations commerciales internationales prennent une importance relativement croissante pour l'économie nationale moderne. C'est le contraire qui est vrai. » Sombart rejette, en la raillant, l'idée d'une division internationale du travail croissante, d'un besoin croissant de débouchés extérieurs tant que le marché intérieur n'est pas capable d'extension ; pour sa part, il est convaincu que « les différentes économies nationales deviennent chacune des microcosmes toujours plus parfaits et que le marché intérieur s'affirme dans toutes les branches comme plus important que le marché mondial. » (*Die deutsche Volkswirtschaft im 19. Jahrhundert*, 2^e éd., 1909, pp. 399-420.) Cette découverte bouleversante implique sans doute que l'on admette le schéma bizarre inventé par le professeur, selon lequel seul vient en ligne de compte comme pays d'exportation - on ne sait pas pourquoi - le pays qui paye son importation avec l'excédent de produits agricoles dépassant ses besoins propres, « avec le sol ». D'après ce schéma, la Russie, la Roumanie, les États-Unis, l'Argentine sont des « pays exportateurs », tandis que l'Allemagne, l'Angleterre et la Belgique ne le sont pas. Comme dans un avenir plus ou moins rapproché le développement capitaliste fera également utiliser pour les besoins intérieurs l'excédent de produits agricoles aux États-Unis et en Russie, il est clair qu'il y a dans le monde de moins en moins de « pays exportateurs », donc que l'économie mondiale est en train de disparaître. Une autre découverte de Sombart consiste en ce que les grands pays capitalistes qui ne sont donc pas des « pays exportateurs » obtiennent de plus en plus leur importation « pour rien » - autrement dit comme intérêts des capitaux exportés. Mais pour le professeur Sombart l'exportation de capitaux ne compte absolument pas, pas plus que l'exportation de marchandises industrielles : « Avec le temps nous en viendrons à importer sans exporter. » (*ibid.*, p. 422.) Voilà qui est moderne, sensationnel et « fashionable ».

² V. Ilyine (Lénine) formule cette idée de manière plus frappante encore : « Le romantique (c'est ainsi qu'il nomme les sceptiques) dit : les capitalistes ne peuvent consommer la plus-value, et par conséquent ils doivent l'écouler à l'étranger. On se demande si les capitalistes ne donnent pas gratuitement leurs produits à l'étranger ou s'ils ne les jettent pas à la mer. Ils les vendent, c'est-à-dire qu'ils reçoivent un équivalent ; ils exportent des produits, c'est-à-dire qu'ils en importent d'autres. » (*De la caractéristique du romantisme économique*, trad. français e en annexe du Capital, tome 5, p. 172.) Au reste Ilyine donne une explication beaucoup plus juste du rôle du commerce extérieur dans la production capitaliste que Struve et Boulgakov.

même, toujours plus puissante. De là il n'y avait plus qu'un pas pour abandonner le marxisme et revenir à l'économie bourgeoise. Ce pas a été allégrement franchi par Tougan-Baranowsky.

23. - La « disproportionnalité » de Tougan-Baranowsky

Nous abordons ce théoricien à la fin - bien qu'il ait formulé sa théorie en langue russe dès 1894, avant Struve et Boulgakov -, d'une part parce qu'il n'a publié que plus tard, sous une forme plus mûre, sa théorie en langue allemande dans les *Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England*, en 1901, et dans les *Theoretische Grundlagen des Marxismus* en 1905 ; d'autre part parce que, de tous les critiques marxistes cités, il est celui qui a tiré des prémisses communes les conséquences les plus étendues.

Comme Boulgakov, Tougan-Baranowsky part de l'analyse marxienne de la reproduction sociale, qui seule lui a donné le fil conducteur lui permettant de se retrouver dans ce labyrinthe confus des problèmes. Mais tandis que Boulgakov, adepte fervent de la doctrine de Marx, prétend seulement la suivre fidèlement et impute simplement au maître ses propres conclusions, Tougan-Baranowsky au contraire donne des leçons à Marx qui, d'après lui, n'aurait pas su exploiter sa propre analyse brillante du processus de reproduction. La conclusion générale la plus importante que Tougan tire des principes de Marx, la charnière de toute sa théorie est que l'accumulation capitaliste - à l'encontre de l'hypothèse des sceptiques - n'est pas seulement possible dans les formes capitalistes du revenu et de la consommation mais qu'elle est en fait indépendante de ces deux éléments. Ce n'est pas la consommation - mais la production qui est à elle-même son meilleur débouché. C'est pourquoi production et débouchés sont identiques, et, comme l'élargissement de la production est en lui-même illimité, la capacité d'absorption pour ses produits, le marché, n'a pas non plus de limites. « Les schémas cités, dit-il, devaient prouver jusqu'à l'évidence un principe qui, bien que très simple par lui-même, peut facilement soulever des objections si l'on ne comprend pas bien le processus de la reproduction du capital social : à savoir que la production capitaliste se crée à elle-même son marché. Pourvu qu'il soit possible d'élargir la production sociale, pourvu que les forces productives le permettent, la division proportionnelle de la production sociale entraînera un élargissement correspondant de la demande, car dans ces conditions toute marchandise nouvellement produite représente un pouvoir d'achat nouveau permettant d'acquérir d'autres marchandises. En comparant la reproduction simple du capital social avec sa reproduction à une échelle élargie, nous aboutissons à une conclusion importante, à savoir que dans l'économie capitaliste la demande de marchandises est en un certain sens indépendante du volume total de la consommation sociale.

« Aussi absurde que cela puisse paraître du point de vue du « bon sens », le volume total de la consommation sociale peut diminuer, tandis que simultanément la demande sociale globale de marchandises peut s'accroître ¹ ».

Plus loin encore : « Comme résultat de notre analyse abstraite du processus de la reproduction du capital social, nous avons abouti à la conclusion qu'il ne peut y avoir aucun produit social excédentaire dans le cas d'une division proportionnelle de la production sociale » (*ibid.*, p. 34). A partir de là, Tougan révisé la théorie marxienne des crises qui, selon lui, repose sur l'idée sisonidienne de la « sous-consommation » : « L'opinion répandue, et adoptée jusqu'à un certain point par Marx, que la misère des ouvriers qui constituent la grande majorité de la population, rend impossible la réalisation des produits de la production capitaliste toujours en extension, à cause d'une demande insuffisante - cette opinion doit être considérée comme fautive. Nous avons vu que la production capitaliste crée pour elle-même un marché - la consommation n'est qu'un des facteurs de la production capitaliste. Si la production sociale était organisée de manière planifiée, si les dirigeants de la production avaient une connaissance parfaite de la demande et le pouvoir de transférer librement le travail et le capital d'une branche de la production dans une autre, alors, aussi réduite que puisse être la consommation sociale, l'offre des marchandises ne pourrait pas dépasser la demande » (*ibid.*, p. 33). La seule circonstance qui produise périodiquement un encombrement du marché est le manque de proportionnalité dans l'extension de la production. Tougan décrit ainsi la marche de l'accumulation capitaliste dans ces conditions : « Que produiraient les ouvriers... si la production était organisée de manière proportionnelle ? Évidemment des vivres, pour leur propre consommation et des moyens de production. Mais à quoi ceux-ci serviraient-ils ? A l'élargissement de la production l'année suivante. De la production de quels produits ? A nouveau de moyens de production et des vivres pour les ouvriers - et ainsi ad infinitum » (*ibid.*, p. 191). Ce jeu de questions et de réponses n'est pas, remarquons-le bien, une manière de persiflage ironique vis-à-vis de soi-même, il est tout à fait sérieux. Et ainsi s'ouvrent des perspectives infinies à l'accumulation capitaliste : « Si... l'élargissement de la production est pratiquement illimité, alors nous devons également supposer que l'élargissement du marché est également illimité car il n'existe dans des conditions d'augmentation proportionnelle de la production sociale pas d'autre limite à l'élargissement du marché que celles des forces de production dont dispose la société » (*ibid.*, p. 231) ². Comme de cette manière la production crée elle-même ses débouchés, le commerce extérieur des États capitalistes se voit attribuer le même curieux rôle mécanique qui lui était déjà dévolu par Boulgakov. Le marché

¹ Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen in England, Léna. 1901, p. 25.

Une traduction française de l'ouvrage, intitulée *Les crises industrielles en Angleterre*, par Joseph Schapiro, a bien paru en 1913. Mais l'auteur explique dans sa préface que cette édition a été revue et complétée par lui, et il nous a été impossible de trouver les passages cités dans l'édition allemande. (N. d. T.)

² Souligné dans l'original.

extérieur est par exemple absolument nécessaire à l'Angleterre. « *Cela ne prouve-t-il pas que la production capitaliste crée un produit excédentaire pour lequel il n'y a pas de place sur le marché intérieur ? Pourquoi l'Angleterre a-t-elle besoin d'un marché extérieur, en somme ? La réponse n'est pas difficile. C'est parce qu'une grande partie du pouvoir d'achat de l'Angleterre est utilisée à l'achat de marchandises étrangères. L'importation de marchandises étrangères pour le marché intérieur de l'Angleterre rend en contrepartie absolument nécessaire l'exportation de marchandises anglaises en destination du marché extérieur comme l'Angleterre ne peut subsister sans importation de produits étrangers, l'exportation est également une condition vitale pour ce pays, sans quoi il n'aurait rien pour payer ses importations* » (*ibid.* p. 35). De nouveau c'est l'importation de produits agricoles qui est désignée comme le facteur stimulant et décisif ; et nous retrouvons ainsi les deux catégories de pays, « *ceux de type agricole et ceux de type industriel* » qui, par nature, sont voués à l'échange réciproque - schéma tout à fait conforme à celui des professeurs allemands.

Par quelle argumentation Tougan-Baranowsky démontre-t-il donc sa solution audacieuse du problème de l'accumulation, qui lui sert également à éclairer le problème des crises et tout une série d'autres problèmes ? C'est à peine croyable, mais il faut le constater : son argumentation consiste uniquement dans le schéma marxien de la reproduction élargie. Ni plus ni moins ¹. Tougan-Baranowsky, il est vrai, parle à plusieurs reprises avec quelque grandiloquence de son « *analyse abstraite du processus de la reproduction du capital social* », « *de la logique rigoureuse* » de son analyse, mais toute cette « analyse » se réduit à une transcription littérale du schéma marxien de la reproduction élargie, à cela près que les chiffres choisis sont autres. Dans toute l'étude de Tougan on ne trouvera pas trace d'une autre démonstration. En effet, dans le schéma marxien l'accumulation, la production, la réalisation, l'échange, la reproduction s'effectuent sans difficulté. Et ensuite on peut effectivement poursuivre cette « accumulation » « *ad infinitum* », aussi longtemps qu'il y a de l'encre et du papier. Et cet exercice inoffensif, qui consiste à aligner des équations arithmétiques sur le papier, Tougan-Baranowsky veut très sérieusement le faire passer pour une *preuve* que les choses se produisent ainsi dans la réalité. « *Les schémas cités ont prouvé jusqu'à l'évidence* »... A un autre endroit il réfute Hobson qui est convaincu de l'impossibilité de l'accumulation en lui objectant ceci : « *Le schéma n° 2 de la reproduction du capital social à une échelle élargie correspond au cas choisi par Hobson de l'accumulation capitaliste. Mais voyons-nous dans ce schéma naître un produit excédentaire ? En aucune façon !* » (*ibid.*, p. 191).

Donc, parce que « *dans le schéma* » il n'y a pas de produit excédentaire voilà Hobson réfuté et la question réglée.

Sans doute Tougan-Baranowsky sait-il fort bien que dans l'implacable réalité les choses ne se passent pas aussi facilement. Il y a des fluctuations constantes dans l'échange ainsi que des crises périodiques. Mais les crises ne se produisent que parce qu'on ne respecte pas la proportionnalité dans l'élargissement de la production, autrement dit parce que l'on ne s'en tient pas à l'avance aux proportions du « schéma n° 2 ». Si on les respectait, il n'y aurait pas de crises et tout se passerait dans la production capitaliste aussi bien que sur le papier. Mais Tougan devra admettre qu'on peut opportunément faire abstraction des crises du moment qu'on considère le processus de reproduction dans son ensemble comme un processus continu. Peu importe que la « proportionnalité » se disloque à chaque instant, dans la moyenne des conjonctures grâce aux déviations, aux fluctuations quotidiennes des prix et aux crises périodiques, la « proportionnalité » se trouve toujours rétablie à nouveau. Ce qui prouve qu'elle est dans l'ensemble plus ou moins respectée, c'est le fait que l'économie capitaliste continue à exister et à se développer, sinon nous aurions depuis longtemps connu le chaos et l'effondrement. Sur une longue période, si l'on considère le résultat final, la proportionnalité chère à Tougan est respectée, ce qui permet de conclure que la réalité est conforme au « schéma n° 2 ». Et parce que ce schéma peut être poursuivi indéfiniment, l'accumulation capitaliste peut, elle aussi, continuer « *ad infinitum* ».

Ce qui frappe dans tout cela, ce n'est pas la conclusion à laquelle aboutit Tougan-Baranowsky, à savoir que le schéma correspond réellement au cours des choses - nous avons vu que Boulgakov partageait cette opinion ; mais ce qui étonne, c'est que Tougan n'estime même pas nécessaire de se demander si le « schéma » est valable, et qu'au lieu d'en démontrer le bien-fondé, il considère inversement le schéma lui-même, l'exercice arithmétique sur le papier comme une preuve de la conformité de la réalité. Boulgakov s'efforçait honnêtement d'appliquer le schéma de Marx à la situation concrète de l'économie capitaliste et des échanges capitalistes. Il essayait, sans succès il est vrai, de venir à bout des difficultés qui en découlaient, se trouvant empêtré dans l'analyse de Marx qu'il considérait avec clairvoyance et à juste titre comme inachevée et discontinue. Tougan-Baranowsky n'a besoin d'aucune preuve, il ne s'embarrasse pas de cela : comme les opérations arithmétiques se résolvent à loisir et peuvent être poursuivies indéfiniment, il considère ce fait comme une preuve que l'accumulation capitaliste peut se poursuivre à l'infini - sous réserve de la « proportionnalité » en question, qu'il est facile cependant, et Tougan lui-même ne le contestera pas, d'établir d'une manière ou d'une autre.

Tougan-Baranowsky a cependant une preuve indirecte que le schéma avec ses résultats étranges, correspond à la réalité et constitue son reflet fidèle. C'est le fait que la société capitaliste, conformément au schéma, met au premier rang la production et derrière elle la consommation, la première étant la fin et la seconde le moyen, de même que le travail humain est mis sur le même pied que le « travail » de la machine : « *Le progrès technique s'exprime par le fait*

¹ En français dans le texte.

que l'importance des instruments de travail, de la machine augmente sans cesse par rapport à celle du travail vivant, par rapport à l'ouvrier lui-même. Les moyens de production jouent un rôle toujours plus grand dans le processus de production et sur le marché des marchandises. L'ouvrier est refoulé par la machine, et en même temps la demande engendrée par la consommation du travailleur diminue par rapport à la demande qui provient de la consommation productive des moyens de production. Les rouages de l'économie capitaliste acquièrent le caractère d'un mécanisme qui existerait pour ainsi dire pour lui-même et dans lequel la consommation des hommes apparaît comme un simple facteur du processus de la reproduction et de la circulation du capital » (*ibid.*, p. 27). Tougan-Baranowsky considère cette découverte comme la loi fondamentale de l'économie capitaliste, et il en voit la confirmation dans un phénomène très concret : avec la poursuite du développement capitaliste la section I - celle des moyens de production - est en croissance constante par rapport à la section des moyens de consommation et aux dépens de cette dernière. C'est précisément Marx qui, comme on le sait, a lui-même énoncé cette loi et sa représentation mathématique de la reproduction repose sur cette loi bien que Marx, pour simplifier, n'ait pas tenu compte numériquement des décalages provoqués par ce phénomène, dans le développement ultérieur de son schéma. C'est donc ici, dans la croissance automatique de la section des moyens de production par rapport à la section des moyens de consommation que Tougan a trouvé la seule preuve objective exacte de sa théorie, à savoir que dans la société capitaliste la consommation humaine devient de moins en moins importante, et la production de plus en plus un but absolu. Il fait de cette idée la pierre angulaire de tout son édifice théorique. « *Dans tous les États industriels - proclame-t-il - nous rencontrons le même phénomène, partout le développement de l'économie nationale suit la même loi fondamentale. L'industrie extractive qui crée les moyens de production pour l'industrie moderne prend une place de plus en plus importante. Ainsi la diminution relative de l'exportation des produits fabriqués anglais qui servent directement à la consommation est une expression de cette loi fondamentale du développement capitaliste : plus la technique progresse, plus les moyens de consommation sont refoulés par les moyens de production. La consommation humaine joue un rôle de moins en moins important par rapport à la consommation productive des moyens de production* » (*ibid.*, p. 58).

Bien que Tougan ait emprunté directement à Marx cette « loi fondamentale » toute élaborée, comme d'ailleurs toutes ses idées « fondamentales », dans la mesure où elle représentent quelque chose de concret et d'exact, il n'en est pas satisfait une fois de plus, et se hâte de critiquer Marx en le citant contre lui-même. Selon Tougan, Marx aurait trouvé une perle au hasard, et ne saurait qu'en faire. C'est lui, Tougan, le premier, qui a su faire fructifier la découverte « fondamentale » pour la science ; sous sa plume, la loi ainsi découverte éclaire soudain tout le mécanisme de l'économie capitaliste : cette loi de l'accroissement de la section des moyens de production aux dépens de la section des moyens de consommation révèle clairement, distinctement, de manière exacte et en termes mesurables le fait que la société capitaliste attache de moins en moins d'importance à la consommation humaine, qu'elle place l'homme au niveau du moyen de production, que Marx se trompait donc radicalement en supposant que seul l'homme crée la plus-value et non pas la machine, que la consommation humaine constitue une limite pour la production capitaliste entraînant aujourd'hui nécessairement des crises périodiques et demain l'effondrement et la fin dans la terreur de l'économie capitaliste. Bref, la « loi fondamentale » de l'accroissement des moyens de production aux dépens des moyens de consommation reflète le caractère spécifique de la société capitaliste dans son ensemble, que Marx n'a pas compris et qu'il a enfin été donné à Tougan-Baranowsky de déchiffrer.

Nous avons déjà vu auparavant le rôle décisif joué par la fameuse « loi fondamentale » capitaliste dans la controverse des marxistes russes avec les sceptiques. Nous connaissons les propos de Boulgakov. C'est exactement de la même manière que s'exprime un autre marxiste dans sa polémique contre les « populistes », V. Ilyine (Lénine) :

« Comme on le sait, la loi de la production capitaliste consiste dans le fait que le capital constant s'accroît plus rapidement que le capital variable, c'est-à-dire qu'une partie toujours plus grande de capitaux nouveaux se tournent vers la section de la production sociale qui crée des moyens de production. Par conséquent cette section doit nécessairement s'accroître plus vite que la section qui produit des moyens de consommation, c'est-à-dire qu'il se produit précisément ce que Sismondi déclarait « impossible », « dangereux », etc. Par conséquent les moyens de consommation prennent toujours moins d'importance dans la masse totale de la production capitaliste. Et cela correspond parfaitement à la « mission » historique du capitalisme et à sa structure sociale spécifique : la première consiste en effet dans le développement des forces productives de la société (production pour l'amour de la production) ; la seconde exclut l'utilisation de cette production par la masse de la population ¹. »

Ici encore, Tougan-Baranowsky va naturellement plus loin que les autres. Son amour du paradoxe le pousse à fournir la preuve mathématique que l'accumulation du capital et l'élargissement de la production sont possibles, même quand il y a diminution absolue de la consommation, ce qui est une plaisanterie. Ici, comme le montre Kautsky, il se

¹ Vladimir Ilyine (Lénine), Oekonomische Studien and Artikel. Zur Charakteristik des ökonomischen Romantizismus (De la caractéristique du romantisme économique. St-Petersbourg, 1899. Ce passage ne se trouve pas dans la traduction citée en annexe au Capital. N. d. T.). L'affirmation que la production élargie ne fait que commencer avec le capitalisme est d'ailleurs également le fait de cet auteur. Il a échappé à Ilyine, qu'avec la reproduction simple, qu'il suppose être une loi de tous les modes de production précapitalistes, nous n'aurions probablement pas dépassé jusqu'à non jours le stade du polisseur de pierres paléolithique.

livre à une manœuvre scientifiquement peu honnête : il tire en effet sa déduction audacieuse d'un moment spécifique : celui du passage de la reproduction simple à la reproduction élargie, moment qui même en théorie ne peut être qu'exceptionnel, et dans la pratique n'entre absolument pas en ligne de compte ¹.

Quant à la « loi fondamentale » de Tougan, Kautsky déclare qu'elle est une pure illusion due au fait que Tougan-Baranowsky n'envisage que la situation de la production dans les vieux pays de grande industrie capitaliste : « Il est exact, écrit Kautsky, que le nombre des lieux de production où les produits sont directement fabriqués pour la consommation personnelle, diminue, avec la division progressive du travail, relativement toujours par rapport aux autres lieux de production qui fournissent à ceux-ci et les uns aux autres les outils, les machines, les matières premières, les moyens de transport, etc. Tandis que dans l'économie paysanne primitive le lin était travaillé par

¹ Kautsky, Krisentheorien, in Die Neue Zeit, 20^e année, 2^e vol., p. 116. Lorsque Kautsky prouve, chiffres en main à Tougan-Baranowsky, en poursuivant le schéma de la reproduction élargie, que la consommation doit croître absolument et ceci « exactement dans le même rapport que la grandeur de valeur des moyens de production », il y a deux remarques à faire. Premièrement Kautsky, pas plus que Marx dans son schéma, ne tient compte du progrès de la productivité du travail, si bien que la consommation paraît relativement plus grande qu'elle ne l'est en réalité. Deuxièmement l'accroissement de la consommation auquel Kautsky renvoie est lui-même une conséquence, un résultat de la reproduction élargie et non pas sa base ni son but, : il résulte principalement de l'accroissement du capital variable, de l'emploi croissant de nouveaux ouvriers. Mais assurer la subsistance de ces ouvriers ne peut être considéré comme le but ni la tâche de l'élargissement de la production, pas plus du reste que la consommation personnelle croissante de la classe capitaliste. La remarque de Kautsky terrasse donc bien l'idée aberrante de Tougan, qui imagine une reproduction élargie accompagnée d'une diminution absolue de la consommation ; mais elle ne pose pas la question fondamentale du rapport entre la production et la consommation du point de vue du processus de la reproduction. Sans doute lisons-nous dans un autre passage du même article : « Les capitalistes et les ouvriers qu'ils exploitent constituent un marché qui s'élargit sans cesse avec l'augmentation de la richesse des premiers et le nombre des seconds, mais ce marché ne s'agrandit pas aussi vite cependant que l'accumulation du capital ni la productivité du travail, et ne suffit pas à lui seul pour absorber les moyens de consommation produits par la grande industrie capitaliste. Celle-ci doit chercher des débouchés supplémentaires à l'extérieur de sa sphère, dans les professions et nations qui ne produisent pas encore selon le mode capitaliste. Elle les trouve et les élargit toujours davantage, quoique trop lentement. Car ces débouchés supplémentaires ne possèdent pas, et de loin, l'élasticité et la capacité d'extension du processus de production capitaliste. Dès que la production capitaliste s'est développée en grande industrie, comme cela a été le cas en Angleterre dès le premier quart du XIX^e siècle, elle a acquis une telle faculté d'expansion rapide par grands bonds qu'au bout de peu de temps elle rattrape n'importe quel élargissement du marché. C'est ainsi que chaque période de prospérité consécutive à toute extension brusque du marché est condamnée de prime abord à une vie brève, dont le terme inévitable est la crise. Telle est, en quelques mots, la théorie des crises adoptée généralement, pour autant que nous le sachions, par les marxistes orthodoxes et fondée par Marx » (*loc. cit.*, p. 180). Mais Kautsky ne cherche pas à mettre en accord la conception de la réalisation du produit global avec le schéma marxien de la reproduction élargie, peut-être parce qu'il traite, comme le montre la citation, le problème exclusivement sous l'angle des crises, c'est-à-dire du point de vue du produit social en tant que masse de marchandises individualisée et non pas sous l'angle de son articulation dans le processus de production.

Ce dernier problème est abordé plus en détail, semble-t-il, par L. Boudin qui, dans une critique brillante du même Tougan-Baranowsky, donne la définition suivante : « Le surproduit créé dans les pays capitalistes n'a pas entravé - à quelques exceptions près que nous mentionnerons plus tard - le cours de la production parce que la production a été répartie de façon plus habile dans les différentes sphères ou bien parce que la production de cotonnades a cédé la place à une production de machines, mais parce que à cause du fait que quelques pays se sont transformés plus tôt que d'autres en pays capitalistes, et qu'aujourd'hui encore il reste quelques pays sous-développés du point de vue capitaliste, les pays capitalistes ont à leur disposition un monde véritablement extérieur où ils ont pu exporter les produits qui ne peuvent être consommés par eux-mêmes, que ces produits soient des cotonnades ou des produits sidérurgiques. Ce qui ne veut absolument pas dire que le remplacement des cotonnades par les produits de l'industrie sidérurgique en tant que produits essentiels des pays capitalistes les plus importants serait dénué de signification. Au contraire il est de la plus grande importance, mais sa signification est tout autre que celle que lui prête Tougan-Baranowsky. Elle annonce le début de la fin du capitalisme. Aussi longtemps que les pays capitalistes ont exporté des marchandises pour la consommation, il y avait encore de l'espoir pour le capitalisme de ces pays. Il n'était pas encore question de savoir quelle était la capacité d'absorption du monde extérieur non capitaliste pour les marchandises produites dans les pays capitalistes et combien de temps elle persisterait encore. L'accroissement de la fabrication de machines dans l'exportation des principaux pays capitalistes aux dépens des biens de consommation indique que les territoires qui autrefois se trouvaient à l'écart du capitalisme et pour cette raison servaient de lieu de décharge pour ses surproduits, sont aujourd'hui entraînés dans l'engrenage du capitalisme et montre encore que leur propre capitalisme se développe et qu'ils produisent eux-mêmes leurs biens de consommation. Aujourd'hui, au stade initial de leur développement capitaliste, ils ont encore besoin de machines produites d'après le mode capitaliste. Mais plus tôt qu'on ne le pense, ils n'en auront plus besoin. Ils produiront eux-mêmes leurs produits sidérurgiques, de même qu'ils produisent dès maintenant leurs cotonnades et leurs principaux biens de consommation. Alors ils cesseront non seulement d'être un lieu d'absorption pour le surproduit des pays capitalistes proprement dits, mais encore ils auront eux-mêmes un surproduit qu'à leur tour ils ne pourront placer que difficilement. » (*Die Neue Zeit*, 25^e année, 1^o vol., *Mathematische Formeln gegen Kart Marx*, p. 604.) Boudin évoque tel des perspectives très importantes quant aux grands enchaînements du développement du capitalisme international. Plus loin dans le même contexte, il en arrive logiquement à la question de l'impérialisme. Malheureusement son analyse perspicace dévie finalement du mauvais côté, en réduisant toute la production militariste et le système de l'exportation internationale de capitaux vers des pays non capitalistes à la notion de « gaspillage ». Il faut du reste constater que Boudin, de même que Kautsky, estime que la loi de la croissance plus rapide de la section des moyens de production par rapport à la section des moyens de subsistance est une erreur de Tougan-Baranowsky.

l'entreprise qui le récoltait avec ses propres outils et transformé en vue de la consommation humaine à cet endroit même, aujourd'hui ce sont peut-être des centaines d'entreprises qui participent à la fabrication d'une chemise, à la fabrication du coton brut, à la production des rails de chemin de fer, de locomotives, de wagons qui l'amènent au port, etc. »

« Du fait de la division internationale du travail, on en arrive à ce que certains pays - les vieux pays industriels - ne peuvent augmenter que lentement leur production destinée à la consommation personnelle tandis que la production des moyens de production y fait encore de rapides progrès et qu'elle devient beaucoup plus déterminante pour le cours de la vie économique que la production de moyens de consommation. Quiconque ne considère la chose que du point de vue de la nation en question en arrive facilement à l'opinion que la production de moyens de production peut, d'une manière permanente, se développer beaucoup plus rapidement que celle des moyens de consommation et qu'elle n'est pas liée à cette dernière. »

Ce dernier point, c'est-à-dire l'idée que la production de moyens de production est indépendante de la production de moyens de consommation, est naturellement un mirage engendré par la théorie économique vulgaire de Tougan-Baranowsky. Il en est autrement du fait sur lequel il veut fonder son sophisme : la croissance plus rapide de la section des moyens de production par rapport à celle des moyens de consommation. Ce fait ne peut être contesté, et ceci non seulement en ce qui concerne les vieux pays industriels, mais encore partout où le progrès technique domine la production. C'est sur ce fait que repose également la loi fondamentale de Marx de la baisse tendancielle du taux de profit. Mais malgré cela, ou précisément à cause de cela. Boulgakov, Ilyine et Tougan-Baranowsky commettent une erreur lorsqu'ils croient avoir dévoilé dans cette loi l'essence spécifique de l'économie capitaliste en tant qu'économie où la production est le but primordial et où la consommation humaine n'est qu'accessoire.

La croissance du capital constant aux dépens du capital variable n'est que l'expression capitaliste des effets généraux de la productivité croissante du travail. La formule $c > v$ traduite de la langue capitaliste dans la langue du processus du travail social, veut dire simplement : plus la productivité du travail humain est grande, plus court est le temps pendant lequel elle transforme une quantité donnée de moyens de production en produits finis¹. C'est une loi générale du travail humain - elle fut valable dans toutes les formes de production précapitalistes, et sera valable à l'avenir dans l'ordre socialiste. Exprimée dans la forme d'usage concrète du produit social global, cette loi doit s'exprimer dans un emploi toujours plus grand du temps de travail social à la production de moyens de production par rapport à la production de moyens de consommation. Plus encore, cette transformation devrait avoir lieu encore plus vite dans un pays à économie socialiste et planifiée que dans l'économie capitaliste actuelle. Premièrement l'usage d'une technique scientifique rationnelle à une grande échelle dans l'agriculture ne sera possible que lorsque les barrières de la propriété foncière privée seront abattues. Il s'ensuivra un bouleversement prodigieux dans un grand secteur de la production, qui aboutira généralement à la substitution du travail humain par le travail mécanique et qui permettra d'entreprendre des tâches techniques sur une échelle inconcevable dans les conditions actuelles.

¹ « Abstraction faite des conditions naturelles, telles que la fécondité du sol, etc., et de l'habileté des producteurs indépendants et isolés, celle-ci se traduisant du reste plutôt par la qualité des produits que quantitativement par l'augmentation de leur masse, le degré de productivité sociale du travail s'exprime par la quantité relative des moyens de production qu'un ouvrier transforme en produit en un temps donné avec la même intensité de force de travail. La masse des moyens de production avec lesquels il s'accroît avec la productivité de son travail. Ces moyens de production ont une double fonction. L'augmentation des uns est la conséquence, l'augmentation des autres la condition de la productivité croissante du travail. Ainsi, grâce à la division du travail dans la manufacture et l'emploi des machines, dans le même temps une plus grande quantité de matières premières est élaborée, donc une masse croissante de matières premières et auxiliaires est entraînée dans le processus de travail. C'est là un effet de la productivité croissante du travail. D'autre part l'utilisation d'une masse de machines, de bêtes de somme, d'engrais minéraux, de tuyaux de drainage, etc, est la condition de la productivité croissante du travail. De même, la masse de moyens de production concentrés sous forme de bâtiments, journaux, moyens de transport, etc. Mais, effet ou condition de la productivité croissante du travail, celle-ci s'exprime par la quantité croissante des moyens de production par rapport à la force de travail qui y est incorporée. L'accroissement de la productivité se manifeste donc dans la diminution de la somme de travail par rapport à la quantité de moyens de production en œuvre par celui-ci, ou encore dans la réduction du facteur subjectif du processus de travail par rapport aux facteurs objectifs. » (*Capital*, p. 586. La traduction française des Éditions Sociales s'appuie sur un texte d'une édition antérieure de Marx, assez différent. Cf. tome 3, pp. 63-65). À un autre passage encore, Marx écrit :

« On a vu plus haut qu'avec le développement de la productivité du travail, donc avec le développement du mode de production capitaliste - qui développe la productivité sociale du travail plus que tous les modes de production antérieurs - la masse des moyens de production (bâtiments, machines, etc.) incorporés au procès une fois pour toutes sous forme de moyens de travail et y fonctionnant sans cesse de nouveau, pendant des périodes plus ou moins longues, augmente continuellement, et que son augmentation est aussi bien la condition que l'effet du développement de la productivité sociale du travail. C'est la croissance non seulement absolue, mais relative de la richesse sous cette forme (Cf. Livre I^{er}, chap. XXV. 2) qui caractérise avant tout le mode de production capitaliste. Mais les armes matérielles d'existence du capital constant, les moyens de production, ne comprennent pas seulement les moyens de travail de ce genre ; elles comprennent aussi les matériaux aux stades les plus divers de la fabrication et les matières auxiliaires. Avec l'échelle de la production et l'augmentation de la productivité du travail grâce à la coopération, à la division, au machinisme, etc., on voit s'accroître la masse des matières premières, des matières auxiliaires, etc., qui entrent dans le procès de reproduction quotidien » (*Capital*, Livre II, p. 112. Trad. française Éd. Sociales, tome 4, p. 130).

Deuxièmement l'application de la mécanique en général dans le processus de production se fera sur une base économique nouvelle. A l'heure actuelle la machine n'entre pas en concurrence avec le travail humain, mais seulement avec la partie payée du travail humain. La limite inférieure de l'unité pratique de la machine dans la production capitaliste est donnée par le coût de la force de travail à laquelle elle se substitue. Ceci veut dire : pour le capitaliste une machine entre en considération seulement lorsque ses frais de production - compte tenu du même rendement - sont moindres que les salaires auxquels elle se substitue. Du point de vue du processus social de travail qui seul doit être déterminant dans la société socialiste, la machine ne doit pas entrer en concurrence avec le travail nécessaire à la subsistance des ouvriers, mais avec le travail effectué par eux. Cela veut dire que dans une société qui n'est pas gouvernée par le profit mais qui a en vue l'économie du travail humain, l'emploi de la machine serait déjà indiqué économiquement lorsque sa fabrication coûte moins de travail qu'elle n'économise de travail humain, sans parler des cas où, pour des raisons concernant la santé des ouvriers ou toute autre considération ayant en vue l'intérêt des ouvriers, l'utilisation de la machine peut être envisagée même si elle n'atteint pas cette limite économique minimum. En tout cas la marge entre l'utilité économique des machines dans la société capitaliste et dans la société socialiste est égale à la différence entre le travail humain et sa partie payée, c'est-à-dire elle peut être mesurée très exactement par la plus-value capitaliste. Par conséquent, lorsque les mobiles du profit capitaliste seront abolis, et l'organisation sociale du travail instituée, le seuil de l'utilisation des machines sera soudainement repoussé de toute la grandeur de la plus-value capitaliste et un champ immense s'ouvrira à l'expansion triomphale de la machine. C'est la preuve évidente que le mode de production capitaliste, dont on prétend qu'il est l'aiguillon du développement de la technique, en fait dresse lui-même des limites sociales très élevées au progrès technique, sous la forme du profit qui est à sa base. Dès que ces limites seront abolies on verra les progrès techniques se développer avec une puissance en face de laquelle les merveilles techniques de la production capitaliste apparaîtront comme un jeu d'enfants.

Traduite dans la composition du produit social, cette révolution technique ne peut signifier qu'une chose : la production des moyens de production dans la société socialiste - mesurée en temps de travail - doit augmenter encore incomparablement plus vite qu'aujourd'hui, par rapport à la production des moyens de consommation. Ainsi le rapport entre les deux sections de la production sociale, où les marxistes russes avaient cru saisir l'expression spécifique de la dépravation capitaliste, l'expression du mépris pour les besoins de consommation humains, témoigne bien plutôt de la domination croissante de la nature par le travail social, qui se manifestera d'une manière frappante le jour où les besoins humains deviendront le seul point de vue déterminant de la production. La seule preuve objective de la « loi fondamentale » de Tougan-Baranowsky s'écroule ainsi, se révélant comme quiproquo « fondamental ». Sa construction tout entière, y compris la « nouvelle théorie des crises » ainsi que sa « disproportionnalité » est réduite à son fondement qui n'existe que sur le papier : le schéma de la reproduction élargie, qu'il a servilement emprunté à Marx.

24. - La fin du marxisme russe « légal »

C'est un mérite des marxistes russes « légaux » et en particulier de Tougan-Baranowsky que d'avoir, dans leur polémique contre les sceptiques de l'accumulation capitaliste, enrichi la science en appliquant l'analyse du processus social de reproduction et son exposé schématique dans le deuxième livre du *Capital*. Mais du fait que Tougan-Baranowsky a considéré cet exposé schématique comme la solution du problème au lieu de le regarder comme une formulation, ses conclusions devaient fatalement renverser les bases mêmes de la doctrine de Marx.

La conception de Tougan selon laquelle la production capitaliste peut constituer pour elle-même un marché sans limites et qu'elle est indépendante de la consommation l'amène en droite ligne à la théorie de Say et de Ricardo de l'équilibre naturel entre la production et la consommation, entre la demande et l'offre. La seule différence est que Say et Ricardo s'en tenaient exclusivement à la circulation simple des marchandises, tandis que Tougan transpose tout simplement leur conception à la circulation du capital. Sa théorie des crises résultant d'une « disproportionnalité » n'est au fond rien d'autre qu'une paraphrase de l'habituel lieu commun de Say : lorsqu'on a trop produit d'une certaine catégorie de marchandises, cela prouve tout simplement que l'on a produit trop peu d'une autre catégorie, à cette seule différence près que Tougan expose ce lieu commun dans la langue de l'analyse marxienne du processus de la reproduction. Et bien qu'à l'encontre de Say il déclare possible une surproduction générale, en se référant à la circulation monétaire que Say avait tout à fait négligée, en fait cette même omission de la circulation monétaire dont s'étaient rendus coupables Ricardo et Say dans le problème des crises, lui permet seule de mener à bien ses merveilleuses opérations sur le schéma de Marx : le schéma n° 2 est hérissé d'épines et de difficultés dès qu'on commence à le transposer à la circulation monétaire. Boulgakov avait été arrêté par ces difficultés lorsqu'il avait tenté de poursuivre jusqu'au bout l'analyse inachevée de Marx. C'est cette union, ce mélange des formes de pensées empruntées à Marx avec le contenu des thèses de Say et de Ricardo que Tougan-Baranowsky a baptisés modestement « *essai de synthèse de la théorie de Marx avec l'économie politique classique* ».

Ainsi, presque un siècle plus tard, la théorie optimiste qui affirmait contre le scepticisme petit-bourgeois la possibilité et la capacité de développement de la production capitaliste, revenait, par le détour de la doctrine de Marx exprimée par ses porte-parole « légaux », au point de départ, c'est-à-dire à Ricardo. Les trois « marxistes » rejoignent ainsi le camp des avocats bourgeois de l'harmonie sociale du bon vieux temps d'avant le péché originel, avant que les économistes bourgeois ne fussent chassés du jardin d'Eden, du Paradis de l'innocence. La boucle est bouclée.

Sans aucun doute, les marxistes russes « légaux » ont triomphé de leurs adversaires, les « populistes », mais ils ont trop triomphé. Tous les trois, Struve, Boulgakov, Tougan-Baranowsky, ont, dans l'ardeur du combat, prouvé plus qu'il ne fallait. Il s'agissait de savoir si le capitalisme en général et le capitalisme russe en particulier étaient susceptibles de se développer et les trois marxistes cités ont si bien démontré cette capacité qu'ils ont même prouvé par leurs théories la possibilité de la durée éternelle du capitalisme. Il est clair qu'en admettant l'accumulation illimitée du capital, on démontre en même temps la vitalité infinie du capital. L'accumulation est la méthode spécifiquement capitaliste de l'élargissement de la production, de l'accroissement de la productivité du travail, du développement des forces productives, du progrès économique. Si la production capitaliste est en mesure d'assurer l'accroissement illimité des forces productives et le progrès économique, elle est alors invincible. Le pilier objectif le plus important de la théorie socialiste scientifique s'écroule, l'action politique du socialisme, le contenu idéologique de la lutte de classe prolétarienne cesse d'être un reflet des processus économiques, le socialisme cesse d'être une nécessité historique. L'argumentation, partie de la possibilité du capitalisme, aboutit à l'impossibilité du socialisme. Les trois marxistes russes étaient bien conscients d'avoir changé de terrain au cours même de la bataille. Sans doute Struve ne s'est-il pas affligé outre mesure de la perte de ce fondement précieux, s'extasiant plein d'allégresse devant la mission civilisatrice du capitalisme ¹. Boulgakov a cherché sans succès à colmater la brèche faite à la théorie socialiste avec d'autres lambeaux de cette théorie : il espérait que l'économie capitaliste, malgré l'équilibre immanent entre la production et la consommation, périrait, à cause de la baisse du taux de profit. Mais finalement cette consolation quelque peu fumeuse est réduite à néant par Boulgakov lui-même lorsque, oubliant cette dernière planche de salut qu'il avait tendue au socialisme, soudain à se tourne vers Tougan-Baranowsky, à qui il apprend que la baisse relative du taux de profit est compensée en ce qui concerne les fonds importants, par la croissance absolue du capital ².

Enfin Tougan-Baranowsky, le plus conséquent de tous, démolit avec la joie rude d'un barbare, tous les piliers économiques objectifs de la théorie socialiste et reconstruit en esprit le monde « plus beau qu'il n'était » sur le fondement de l'« éthique ». « *L'individu proteste contre un ordre social qui transforme le but (l'homme) en un moyen et le moyen (la production) en un but*³. »

Nos trois marxistes ont démontré dans leur personne combien les nouveaux fondements du socialisme étaient fragiles et minces. A peine avaient-ils établi le socialisme sur de nouvelles bases qu'ils lui tournaient le dos. Tandis que les masses en Russie luttèrent au péril de leur vie pour l'idéal d'un ordre social qui devait mettre le but (l'homme) au-dessus du moyen (la production), « l'individu » s'esquive tout simplement et cherche chez Kant un apaisement philosophique et éthique. Les marxistes russes légaux ont pratiquement abouti là où leur position théorique les amenait : dans le camp des « harmonies sociales ».

¹ Dans l'introduction d'un recueil de ses articles russes paru en 1901 Struve écrit : « En 1894, lorsque l'auteur a publié ses observations critiques sur la question du développement économique de la Russie, il était en philosophie un positiviste critique, en sociologie et en économie politique un marxiste sinon orthodoxe, du moins convaincu. Depuis, aussi bien le positivisme que le marxisme qui s'y appuyait (sur ce positivisme !) ont cessé d'être pour l'auteur toute la vérité, ont cessé de déterminer entièrement sa conception du monde. Il s'est vu obligé de chercher et d'élaborer de son propre chef un nouveau système de pensée. Le dogmatisme malveillant qui ne se contente pas de réfuter les arguments de ceux qui pensent autrement que lui, mais encore les espionne moralement et psychologiquement voit dans un tel travail uniquement « une inconstance épicurienne de l'intelligence ». Il n'est pas capable de comprendre que le droit de la critique est en soi un des droits les plus sacrés de l'individu vivant et pensant. L'auteur ne songe pas un instant à renoncer à ce droit, dût-il risquer continuellement l'accusation d'inconstance. » (*À propos de différents thèmes*, Saint-Petersbourg, 1901, en langue russe.)

² Boulgakov, op. cit., p. 252.

³ Tougan-Baranowsky, *Studien*, p. 229.

III. - Les conditions historiques de l'accumulation

25. - Les contradictions du schéma de la reproduction élargie

Nous avons constaté dans la première partie que le schéma marxien de l'accumulation ne répond pas à la question de savoir pour qui la reproduction élargie a lieu en réalité.

Si l'on prend le schéma à la lettre tel qu'il est exposé à la fin du livre deuxième du *Capital*, on a l'impression que la production capitaliste réalise à elle seule la totalité de sa plus-value et qu'elle utilise la plus-value capitalisée pour ses propres besoins. Cette impression est confirmée par l'analyse que Marx fait du schéma : il essaie à plusieurs reprises de faire fonctionner la circulation uniquement à l'aide de l'argent, la réduisant ainsi à la demande des capitalistes et des ouvriers, ce qui l'amène finalement à introduire le producteur d'or dans la reproduction comme *deus ex machina*. Citons à l'appui de cette interprétation un passage très important du livre premier du *Capital* qui doit être entendu dans le même sens :

« La production annuelle doit en premier lieu fournir tous les articles (valeur d'usage) propres à remplacer en nature les éléments matériels du capital usés pendant le cours de l'année. Cette déduction faite, reste le produit net ou surproduit où réside la plus-value. Et en quoi consiste ce surproduit ? Peut-être en objets destinés à la satisfaction des besoins et des désirs de la classe capitaliste, ou à passer à son fonds de consommation ? Si c'est tout, la plus-value sera dissipée en entier et il n'y aurait que reproduction simple. Pour accumuler, il faut convertir une partie du surproduit en capital. Mais à moins de miracles, on ne saurait convertir en capital que des choses propres à fonctionner dans le procès de travail, c'est-à-dire des moyens de production, et d'autres choses propres à l'entretien des ouvriers, c'est-à-dire des moyens de subsistance. Il faut donc qu'une partie du surtravail annuel ait été employée à produire des moyens de production et de subsistance additionnels en sus de ceux nécessaires au remplacement du capital avancé. En définitive, la plus-value n'est donc convertible en capital que parce que le surproduit, dont elle est la valeur, contient déjà les éléments matériels d'un nouveau capital » (*Capital*, trad. Éditions Sociales, I. I, tome 3, p. 22).¹

Marx énumère dans ce passage les conditions nécessaires à l'accumulation :

1. - La plus-value destinée à la capitalisation se présente dès son origine sous la forme matérielle de moyens de production supplémentaires et de moyens de subsistance additionnels pour les ouvriers.
2. - L'élargissement de la production capitaliste est effectué exclusivement avec des moyens de production et de subsistance propres, c'est-à-dire produits par des capitalistes.
3. - L'ampleur de l'élargissement de la production (de l'accumulation) est donnée d'avance par la quantité de plus-value destinée à être capitalisée. Elle ne peut la dépasser puisqu'elle est liée à la quantité de moyens de production et de subsistance qui constituent le surproduit ; elle ne peut non plus lui être inférieure, car une partie du surproduit resterait alors inutilisable dans sa forme matérielle. Les oscillations tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de cette norme peuvent provoquer des fluctuations et des crises périodiques, que nous laissons ici de côté. En moyenne, le surproduit destiné à la capitalisation doit correspondre à l'accumulation effective.
4. - Comme la production capitaliste achète elle-même exclusivement son surproduit, il n'y a pas de limite à l'accumulation du capital.

Le schéma de la reproduction élargie correspond à ces conditions. L'accumulation s'y effectue sans que l'on puisse s'apercevoir le moins du monde pour qui, pour quels consommateurs nouveaux, en fin de compte, la production s'élargit de plus en plus. Le schéma suppose à peu près la marche suivante des événements : l'industrie houillère s'élargit pour élargir la sidérurgie. Celles-ci s'élargit pour élargir la construction mécanique. Celle-ci s'élargit pour élargir la production des moyens de consommation. Celle-ci, à son tour, s'élargit pour entretenir l'armée croissante des mineurs, des métallurgistes, des ouvriers de la construction mécanique et de ses propres ouvriers. Et ainsi de suite à l'infini ; nous nous mouvons dans un cercle, comme dans la théorie de Tougan-Baranowsky.

Le schéma de Marx, considéré en soi, permet en effet une telle interprétation. La preuve en est que Marx prétend, comme il l'a expressément affirmé à plusieurs reprises, exposer le processus de l'accumulation du capital total dans une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers. Chacun des livres du *Capital* contient des passages qui vont dans ce sens.

Dans le livre I, plus précisément dans le chapitre traitant de la « *Transformation de la plus-value en capital* », nous lisons : « Pour comprendre l'objet de notre étude dans sa pureté, pour le débarrasser d'incidents inutiles, il faut considérer le monde commerçant comme une seule nation et supposer que la production capitaliste s'est établie partout et s'est emparée de toutes les branches d'industrie » (*Capital*, I. I, p. 544, trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 22, note 1).

Cette hypothèse réapparaît dans le livre II, ainsi dans le chapitre 17 traitant de la « *Circulation de la plus-value* » :

¹ Certaines inexactitudes de la traduction par Joseph Roy du livre 1er du *Capital* ont été corrigées par nous. Ainsi Roy traduit : « Mehrprodukt » par « produit net ». Nous avons rectifié, il s'agit du « surproduit ». Cependant nous respectons sa pagination.

« Mais nous n'avons, dès lors, que deux points de départ : le capitaliste et l'ouvrier. Les tiers de toute sorte doivent ou bien recevoir de l'argent de ces deux classes en échange de services rendus, ou bien, s'ils en reçoivent sans contrepartie, être copropriétaires de la plus-value sous forme de rente, intérêt, etc. ... La classe capitaliste reste donc le seul point de départ de la circulation de l'argent » (*Capital*, II, p. 307. Trad. Éditions Sociales, tome 4, p. 310).

Plus loin, dans le même chapitre, à propos de la circulation monétaire dans les conditions de l'accumulation :

« ... Mais la difficulté se présente quand, au lieu d'une accumulation partielle, nous supposons une accumulation générale de capital-argent dans la classe capitaliste. D'après notre hypothèse - domination générale et absolue de la production capitaliste - il n'y a que deux classes : la classe capitaliste et la classe ouvrière » (*ibid.*, II, p. 321. Trad. Éditions Sociales, tome 4, p. 323).

Nous retrouvons la même hypothèse dans le chapitre 20:

« ... Ici il n'y a que deux classes en présence : la classe ouvrière, qui ne dispose que de sa force de travail; la classe capitaliste, qui possède le monopole des moyens de production sociaux comme de l'argent » (*Capital*, I, II, p. 396. Trad. Éditions Sociales, tome 5, p. 73).

Dans le livre III, exposant le processus global de la production capitaliste, Marx écrit expressément :

« Imaginons que la société tout entière soit composée simplement de capitalistes industriels et d'ouvriers salariés. Laissons de côté, en outre, les fluctuations de prix qui empêchent que de grandes fractions de l'ensemble du capital ne se remplacent dans les conditions moyennes et qui, étant donné l'interdépendance générale de l'ensemble du procès de reproduction telle que la développe notamment le crédit, doivent nécessairement provoquer toujours des arrêts généraux momentanés. Faisons abstraction également des affaires fictives et des transactions spéculatives favorisées par le système de crédit. Alors une crise ne s'expliquerait que par le déséquilibre de la production dans diverses branches et par un déséquilibre entre la consommation des capitalistes eux-mêmes et leur accumulation. Mais dans l'état des choses existant, le remplacement des capitaux investis dans la production dépend pour la plus grande part de la capacité de consommation des classes improductives, tandis que la capacité de consommation des ouvriers est limitée en partie par les lois du salaire, en partie par le fait qu'on ne les emploie qu'aussi longtemps que leur utilisation profite à la classe capitaliste » (*Capital*, I, III, 2^e partie, p. 21. Trad. Éditions Sociales, tome 7, p. 145).

Ce dernier passage se rapporte au problème des crises qui ne nous intéresse pas ici; mais il montre sans ambiguïté que Marx ne fait dépendre le mouvement du capital total « dans l'état des choses existant » que de trois catégories de consommateurs : les capitalistes, les ouvriers et « les classes improductives » qui sont une catégorie annexe de la classe capitaliste (« roi, prêtre, professeur, prostituée, mercenaire »); dans le livre II (trad. Ed. Sociales, tome 5, p. 27) il a défini justement cette catégorie comme bénéficiant d'un pouvoir d'achat dérivé et représentant par conséquent les parasites de la plus-value et du salaire.

Enfin, dans *l'Histoire des Doctrines économiques*, tome V, p. 36, Marx formule ses hypothèses générales à l'égard de l'accumulation dans le chapitre intitulé « *l'Accumulation du capital et les crises* », comme suit ¹ :

« Nous n'avons à considérer ici que les formes que le capital revêt dans son évolution. Nous laissons de côté les conditions réelles où s'opère le véritable procès de production. Nous supposons toujours que la marchandise est vendue à sa valeur. Nous ne tiendrons compte ni de la concurrence des capitaux, ni du crédit, ni de la constitution réelle de la société qui ne se compose pas uniquement d'ouvriers et de capitalistes industriels, où, par conséquent, les producteurs et les consommateurs ne sont pas identiques, où la première catégorie (celle des consommateurs, dont les revenus sont en partie secondaires, en partie dérivés du profit et du salaire) est beaucoup plus développée que la deuxième (celle des producteurs); donc la manière dont elle dépense ses revenus et l'ampleur de ceux-ci provoquent de grandes modifications dans le budget économique et tout particulièrement dans le processus de circulation et de reproduction du capital. »

Ici encore Marx, lorsqu'il parle de la « constitution réelle de la société » a en vue uniquement les parasites de la plus-value et du salaire, donc les sous-catégories des rubriques fondamentales de la production. Il n'y a pas de doute que Marx a voulu exposer le processus de l'accumulation dans une société composée exclusivement de capitalistes et d'ouvriers, dans un système de domination générale et absolue de la production capitaliste; mais son schéma ne laisse pas de place, à partir de ces prémisses, à une autre interprétation que celle de la production pour l'amour de la production.

Reprenons le deuxième exemple du schéma de la reproduction élargie selon Marx :

¹ La traduction Molitor est incomplète. Nous avons retraduit certains passages.

	I (moyens de production)	II (moyens de consommation)	Total
Première année	5000 c + 1000 v + 1000 pl = 7000	1430 c + 285 v + 285 pl = 2000	9 000
Deuxième année	5417 c + 1083 v + 1083 pl = 7583	1583 c + 316 v + 316 pl = 2215	9 798
Troisième année	5869 c + 1173 v + 1173 pl = 8215	1715 c + 342 v + 342 pl = 2399	10 614
Quatrième année	6358 c + 1271 v + 1271 pl = 8900	1858 c + 371 v + 371 pl = 2600	11 500

Dans cet exemple l'accumulation se poursuit d'année en année sans interruption, la plus-value étant chaque fois pour moitié consommée par les capitalistes et pour moitié capitalisée. Dans le processus de capitalisation, Marx maintient pour le capital additionnel la même base technique, c'est-à-dire la même composition organique ou répartition en capital constant et capital variable ainsi que le même taux d'exploitation (toujours égal à 100 %) que pour le capital originel.

Selon l'hypothèse de Marx dans le livre I du *Capital*, la partie capitalisée de la plus-value se présente dès son origine sous la forme de moyens de production et de moyens de subsistance pour les ouvriers excédentaires. Tous deux servent à l'augmentation de la production dans la section I comme dans la section II. Il est impossible d'expliquer, d'après les prémisses du schéma, pour qui s'effectue cette augmentation continue de la production. Il est vrai que la consommation de la société s'accroît en même temps que la production : la consommation des capitalistes s'accroît (la première année elle représente en termes de valeur 500 + 142 - la deuxième année 542 + 158 - la troisième année 586 + 171 et la quatrième année 645 + 185) ; la consommation des ouvriers s'accroît également : le capital variable qui augmente chaque année dans les deux sections indique très précisément cet accroissement en termes de valeur. Cependant, même sans tenir compte du reste, la consommation croissante de la classe capitaliste ne saurait en tout cas être considérée comme le but final de l'accumulation ; au contraire pour autant que cette consommation s'effectue et s'accroît, il ne peut y avoir d'accumulation ; la consommation personnelle des capitalistes entre dans la catégorie de la reproduction simple. Il s'agit au contraire de savoir pour qui les capitalistes produisent lorsqu'ils « pratiquent l'abstinence » au lieu de consommer eux-mêmes leur plus-value, c'est-à-dire lorsqu'ils accumulent. A plus forte raison le but de l'accumulation constante ne saurait-il être, du point de vue capitaliste, l'entretien d'une armée d'ouvriers toujours plus nombreuse. La consommation des ouvriers est une conséquence de l'accumulation, elle n'en est jamais le but ni la condition, à moins que les bases de la production capitaliste ne soient bouleversées. D'ailleurs les ouvriers ne peuvent jamais consommer que la partie du produit correspondant au capital variable, et pas un sou de plus. Qui donc réalise la plus-value toujours croissante ? Le schéma répond : les capitalistes eux-mêmes et eux seuls. Et à quoi emploient-ils leur plus-value croissante ? Le schéma répond : ils l'emploient à élargir de plus en plus leur production. Ces capitalistes seraient donc des fanatiques de l'élargissement de la production pour l'amour de la production. Ils font toujours construire de nouvelles machines pour les employer à construire toujours de nouvelles machines. Mais ce que nous obtenons ainsi, ce n'est pas une accumulation de capital, mais une production croissante de moyens de production sans aucun but, et il faut vraiment l'audace et l'esprit paradoxal de Tougan-Baranowsky pour supposer que cet infatigable manège de foire puisse être la fidèle image théorique de la réalité capitaliste et la conséquence réelle de la doctrine de Marx¹. Marx a exposé nettement et en détails ses vues générales sur la marche de l'accumulation capitaliste, non seulement dans l'analyse fragmentaire de la reproduction élargie qui se trouve dans le livre II du *Capital*, mais dans tout son ouvrage en particulier dans le livre III. Il suffit de pénétrer ses vues pour se rendre compte des insuffisances du schéma du livre I.

En examinant le schéma de la reproduction élargie sous l'angle de la théorie de Marx, on arrive à cette conclusion qu'il se trouve en contradiction avec cette théorie sur plus d'un point.

Tout d'abord le schéma ne tient absolument pas compte de l'accroissement de la productivité du travail. Il présuppose en effet d'année en année, malgré l'accumulation, la même composition organique du capital. c'est-à-dire la même base technique du processus de production. Cette hypothèse est sans doute admise pour simplifier l'analyse. Cependant par la suite, en étudiant les conditions concrètes de la réalisation du produit social total et de la reproduction, il faut au moins faire entrer en ligne de compte le fait qu'on a négligé les modifications techniques parallèles au processus de l'accumulation capitaliste et inséparables d'elle. Mais si l'on prend en considération les progrès de la productivité du travail, on aboutit à ce résultat que le volume concret du produit social - moyens de production aussi bien que moyens de consommation - s'accroît plus rapidement encore que le volume de sa valeur indiquée par le schéma. Cet accroissement du volume des valeurs d'usage correspond par ailleurs à une transformation dans les rapports de valeur. Selon la démonstration convaincante de Marx, qui constitue un des fondements de sa théorie, l'accroissement continu de la productivité du travail signifie que, dans le cas d'une accumulation croissante du capital, ni la composition du capital ni le taux de plus-value ne restent constants comme le

¹ « Les penseurs originaux ne déduisent jamais les conséquences absurdes de leur théorie. Ils laissent ce soin aux Say et aux Mac Culloch. » (*Capital*, 1. II, p. 365. Trad. Bd. Sociales, tome 5, p. 44.) Nous ajoutons : et aux Tougan-Baranowsky.

suppose le schéma marxien. Au contraire : si l'accumulation continue, c (capital constant) s'accroît dans les deux sections non seulement absolument mais également par rapport à (v + pl) c'est-à-dire la valeur totale nouvellement créée (ceci étant l'expression sociale de la productivité du travail) ; en même temps le capital constant s'accroît par rapport au capital variable ainsi que la plus-value par rapport au capital variable, c'est-à-dire le taux de plus-value (ces deux rapports étant l'expression capitaliste de la productivité du travail). Ces modifications ne se produisent pas nécessairement chaque année, de même que les termes de « 1°, 2°, 3° années »... employés dans le schéma marxien ne signifient pas nécessairement les années du calendrier mais peuvent évoquer des laps de temps quelconques. Enfin on peut supposer que ces modifications de la composition du capital et du taux de plus-value se produisent au cours de la 1°, 3°, 5°, 6° année, etc., ou bien au cours de la 2°, 6°, 9° année, etc. Il suffit qu'on en tienne compte en général, et qu'on les considère comme des phénomènes périodiques. En corrigeant le schéma en ce sens, on obtiendra le résultat suivant : même par cette méthode d'accumulation, il y aura chaque année un déficit croissant de moyens de production et un excédent croissant de moyens de consommation. Tougan-Baranowsky, qui surmonte toutes les difficultés sur le papier, imagine tout simplement de construire un schéma aux proportions différentes, obtenant ainsi une diminution annuelle du capital variable de 25 %. Comme le papier tolère patiemment cette opération, Tougan en profite pour « prouver » triomphalement que même s'il y a régression absolue de la consommation, l'accumulation se poursuit sans aucune difficulté. Mais en fin de compte Tougan lui-même doit reconnaître que son hypothèse d'une diminution absolue du capital variable est en contradiction flagrante avec la réalité. Le capital variable s'accroît au contraire dans tous les pays capitalistes, il ne décroît que par rapport à une croissance encore plus rapide du capital constant. Cependant supposons, conformément à la réalité, une croissance annuelle du capital constant plus rapide que celle du capital variable, ainsi qu'un taux de plus-value croissant ; nous aurons alors une disproportionnalité entre la composition matérielle du produit social et la composition en valeur du capital. Substituons dans le schéma de Marx à la proportion invariable de 5 à 1 entre capital constant et capital variable, une composition progressivement croissante du capital, par exemple de 6 à 1 la 2° année, de 7 à 1 la 3° année, de 8 à 1 la 4° année. Conformément à la productivité croissante du travail, supposons un taux croissant de plus-value : par exemple au lieu du taux invariable de 100 %, conservons les chiffres choisis par Marx pour pl tout en diminuant graduellement le capital variable par rapport au capital constant. Admettons enfin la capitalisation annuelle de la moitié de la plus-value (sauf pour la première année dans la section II qui, d'après l'hypothèse de Marx, accumule plus de la moitié de sa plus-value, 184 sur 285 pl). Nous obtenons alors le résultat suivant :

	I (moyens de production)	II (moyens de consommation)
Première année	5000 c + 1000 v + 1000 pl = 7000	1430 c + 285 v + 285 pl = 2000
Deuxième année	5 428 4/7 c + 1071 3/7 v + 1083 pl = 7583	1587 5/7 c + 311 2/7 v + 316 pl = 2215
Troisième année	5903 c + 1139 v + 1173 pl = 8215	1726 c + 331 v + 342 pl = 2399
Quatrième année	6424 c + 1205 v + 1271 pl = 8900	1879 c + 350 v + 371 pl = 2600

Si l'accumulation devait se poursuivre ainsi, il y aurait un déficit de moyens de production de 16 la 2° année, de 45 la 3° année, de 88 la 4° année.

Le déficit de moyens de production peut sans doute être simplement apparent dans une certaine mesure. La productivité croissante du travail fait que le volume de moyens de production s'accroît plus rapidement que leur valeur, en d'autres termes le prix des moyens de production diminue. Comme il s'agit dans les progrès de la technique non pas de la valeur mais de la valeur d'usage, c'est-à-dire des éléments matériels du capital, on peut supposer que malgré le déficit en valeur il y a jusqu'à un certain point une quantité suffisante de moyens de production pour poursuivre l'accumulation. C'est le même phénomène qui par exemple freine la baisse du taux de profit pour n'en faire qu'une baisse tendancielle. Dans notre exemple pourtant la baisse du taux de profit ne serait pas freinée mais totalement stoppée. En revanche le même phénomène a pour conséquence un excédent beaucoup plus considérable de moyens de consommation invendables que ne l'indique la somme en valeur de cet excédent. A moins que l'on n'oblige les capitalistes de la section II à consommer eux-mêmes cet excédent comme le veut Marx, ce qui reviendrait à faire dévier la loi de l'accumulation vers la reproduction simple, cet excédent doit être considéré comme invendable.

On peut sans doute répliquer qu'il est facile de remédier au déficit de moyens de production résultant de notre exemple : il suffit de supposer que les capitalistes de la section I capitalisent une plus grande partie de leur plus-value. En fait, rien n'oblige à admettre que les capitalistes ne capitalisent que la moitié de la plus-value comme le veut Marx dans son exemple. Il se peut qu'une part toujours croissante de la plus-value capitalisée corresponde au progrès dans la productivité du travail. Cette hypothèse est d'autant plus admissible que le progrès de la technique a pour conséquence l'abaissement du prix des moyens de consommation de la classe capitaliste, si bien que la diminution relative de la valeur de leurs revenus consommée (par rapport à la partie capitalisée) peut se traduire par un train de vie aussi élevé ou même plus élevé. Nous pouvons supposer ainsi que le déficit de moyens de production pour la section I que nous avons constaté est couvert : il suffit de transférer au capital constant de I une partie correspondante de la plus-value consommée de I (qui se présente dans cette section comme toutes les parties de la

valeur du produit, sous la forme de moyens de production), transférant ainsi 11 4/7 la 2^e année, 34 la 3^e année, 66 la 4^e année ¹.

La solution d'une difficulté cependant ne fait qu'ajouter à l'autre difficulté. Il est clair que dans la mesure où les capitalistes de la section I restreignent leur consommation pour rendre l'accumulation possible, le reste invendable de moyens de consommation dans la section II augmente : il devient impossible d'agrandir le capital constant de I même sur la base technique précédente. L'hypothèse de la restriction relative croissante de la consommation chez les capitalistes de la section I devrait être complétée par l'hypothèse de l'agrandissement relatif croissant de la consommation personnelle des capitalistes de la section II ; l'accélération de l'accumulation dans la section I implique le ralentissement de l'accumulation dans la section II, le progrès de la technique dans l'une suppose la stagnation dans l'autre.

Ces résultats ne sont pas dus au hasard. Ce que nous avons voulu illustrer par notre étude du schéma de Marx est ceci : le progrès technique doit se traduire, d'après Marx lui-même, par l'accroissement relatif du capital constant par rapport au capital variable ; par conséquent il y a nécessairement une modification constante dans la répartition de la plus-value capitaliste entre *c* et *v*. Les capitalistes du schéma ne sont pas en mesure d'effectuer à leur gré cette modification car la capitalisation dépend a priori de la forme matérielle de leur plus-value. Puisque d'après l'hypothèse de Marx, l'élargissement de la production ne peut se faire qu'avec les moyens de production et de consommation produits dans le monde capitaliste - d'autres formes et d'autres lieux de production n'existant pas plus que n'existent des consommateurs autres que les capitalistes et les ouvriers des deux sections - et puisque d'autre part il faut que le produit total des deux sections soit entièrement absorbé dans la circulation pour que se poursuive l'accumulation, on en conclut que la base technique de la reproduction élargie est déterminée d'avance pour les capitalistes par la forme matérielle du surproduit. En d'autres termes : l'élargissement de la production ne peut s'effectuer, dans le schéma de Marx, que sur une base technique permettant l'utilisation complète de la plus-value produite par la section I et par la section II, mais à la condition, ne l'oublions pas, qu'il y ait échange des éléments de production respectifs des deux sections. De cette manière la répartition de la plus-value destinée à la capitalisation entre le capital, constant et le capital variable, ainsi que la répartition entre la section I et la section II des moyens de production additionnels et des moyens de consommation additionnels (pour les ouvriers) est donnée et déterminée d'avance par la proportionnalité des éléments matériels et les rapports de valeur des deux sections du schéma. Cette proportionnalité des éléments matériels et ces rapports de valeur reflètent eux-mêmes une certaine base technique de la production. Ce qui implique qu'une technique de production détermine à l'avance la technique des périodes suivantes de production élargie, si l'on veut que l'accumulation se poursuive conformément aux prémisses posées par Marx. C'est-à-dire que dans l'hypothèse du schéma selon laquelle d'une part l'élargissement de la production capitaliste ne s'effectue qu'avec la plus-value produite d'avance sous forme de capital et d'autre part - ou plutôt selon un autre aspect de la même hypothèse - l'accumulation d'une section de la production capitaliste progresse en connexion stricte avec l'accumulation de l'autre, on arrive à la conclusion qu'une modification de la base technique de la production est impossible en ce qui concerne le rapport de *c* : *v*.

On aboutit à la même conclusion par un autre raisonnement. Il est évident que la composition organique de plus en plus élevée du capital, c'est-à-dire la croissance plus rapide du capital constant par rapport au capital variable, trouve nécessairement son expression matérielle dans la croissance plus rapide de la production de moyens de production (section I) par rapport à la production de moyens de consommation (section II). Une telle différence dans le rythme de l'accumulation des deux sections est cependant absolument impossible dans le schéma de Marx, qui se fonde sur la conformité absolue de leur croissance. En fait rien n'empêche de supposer que la société, avec le progrès de l'accumulation et de sa base technique, place une portion toujours plus grande de la plus-value accumulable dans la section des moyens de production au lieu de la section des moyens de consommation. Comme les deux sections de la production ne sont que deux branches de la même production sociale totale ou si l'on veut deux succursales appartenant au même « capitaliste total », on ne peut rien objecter à l'hypothèse d'un transfert constant d'une partie de la plus-value accumulée d'une section à l'autre, selon les besoins techniques ; cette hypothèse correspond en fait à la pratique courante du capital. Cependant cette supposition n'est valable que tant que nous envisageons la plus-value capitalisable en termes de valeur. Mais d'après le schéma et son contenu, cette partie de la plus-value est incarnée dans une forme matérielle déterminée destinée directement à être capitalisée ; ainsi la plus-value de la section II se présente sous la forme de moyens de consommation. Et comme ceux-ci ne peuvent être réalisés que par la section I, il est impossible de transférer, comme on voulait le faire, une partie de la plus-value capitalisée de la section II à la section I, d'abord parce que la forme matérielle de cette plus-value ne peut être d'aucun usage à la section II ; en outre l'échange indispensable entre les deux sections exigerait qu'un transfert égal de produits de I corresponde au transfert d'une partie de la plus-value en produits de II à la section I. Ainsi, dans le cadre du schéma, il est impossible d'obtenir une croissance plus rapide de la section I par rapport à la section II.

¹ Ces chiffres résultent de la différence entre la grandeur du capital constant de la section II telle que nous la supposons s'il y a un progrès constant et celle qui est indiquée dans le schéma de Marx (*Capital*, I, II, p. 496, trad. Éditions Sociales, tome 5, p. 150).

De quelque manière que nous l'envisagions, la modification technique de la production dans le processus de l'accumulation ne peut s'effectuer sans désarçonner complètement les proportions et les rapports qui sont à la base du schéma de Marx.

Par ailleurs, d'après le schéma de Marx, la plus-value capitalisée est chaque fois entièrement et immédiatement absorbée par la production de la période suivante, puisque excepté la portion destinée à la capitalisation, elle vient au monde sous une forme matérielle qui ne permet que son emploi de cette façon. Le schéma exclut la formation et la constitution de la plus-value sous forme d'argent, comme capital attendant l'investissement. Cependant Marx envisage pour le capital individuel des formes d'argent disponibles : il parle ^{1°} des dépôts graduels d'argent correspondant à l'usure du capital fixe et destinés à le remplacer lorsqu'il sera complètement usé ; ^{2°} de sommes représentant la plus-value réalisée mais encore insuffisantes pour effectuer des investissements nouveaux. Ces deux sources de capital disponible sous forme d'argent n'entrent cependant pas en ligne de compte pour le capital total. Car si nous supposons qu'une partie de la plus-value sociale réalisée reste disponible sous forme d'argent en attendant un placement, on se pose alors immédiatement la question : qui a acheté les éléments matériels de cette plus-value et qui a fourni l'argent pour cet achat ?

Si l'on répond : ce sont d'autres capitalistes, bien sûr ; il faut alors songer que puisque la classe des capitalistes est représentée dans le schéma par les deux sections, cette portion de plus-value elle aussi est investie et employée dans la production. Nous en revenons donc à l'investissement immédiat et total de la plus-value.

Ou alors la thésaurisation sous forme d'argent d'une partie de la plus-value dans les mains de certains capitalistes signifierait la thésaurisation d'une partie équivalente du surproduit sous une forme matérielle dans les mains d'autres capitalistes, l'amoncellement de la plus-value réalisée chez les uns entraînerait l'impossibilité de réaliser la plus-value chez les autres, puisque les capitalistes sont les uns pour les autres les seuls acheteurs de la plus-value. La poursuite de la production, donc l'accumulation telle que Marx l'a décrite dans le schéma serait interrompue. Nous aurions une crise due non pas à la surproduction mais à la seule volonté d'accumuler, telle que l'imaginait Sismondi.

Dans un passage de *l'Histoire des Doctrines économiques*, Marx explique qu'il « *laisse de côté le cas où plus de capital est accumulé qu'on ne peut en mettre dans la production - lorsque, par exemple, le capital est déposé sous forme d'argent inemployé chez les banquiers, d'où les prêts à l'étranger, etc.* » (*Histoire des doctrines économiques*, tome V, p. 24. complété par nous, N. d. T.). Pour ces phénomènes Marx renvoie à la partie traitant de la concurrence. Mais il est important de constater que son schéma exclut la formation d'un tel capital additionnel. La concurrence, même si nous l'entendons dans un sens très large, ne peut manifestement pas créer des valeurs, ni par conséquent de capital, qui ne résultent pas du processus de reproduction.

Ainsi le schéma exclut l'élargissement soudain de la production. Il n'admet qu'un élargissement progressif qui suit pas à pas la formation de la plus-value et se fonde sur l'identité entre la réalisation et la capitalisation de la plus-value.

Pour la même raison, le schéma suppose une accumulation affectant de manière égale les deux sections, et par conséquent toutes les branches de la production capitaliste. Il ne permet pas l'expansion convulsive par sauts brusques de la vente, ni le développement unilatéral de certaines branches de production capitalistes qui seraient plus avancées que d'autres.

Le schéma suppose donc un mouvement du capital total différent du cours réel du développement capitaliste. L'histoire de la production capitaliste est caractérisée par deux faits : par une extension périodique convulsive du champ de la production d'une part, et par un développement très inégal des différentes branches de la production d'autre part. L'histoire de l'industrie cotonnière anglaise, l'épisode le plus caractéristique de l'histoire de la production capitaliste depuis le premier quart du XVIII^e siècle jusqu'aux alentours de 1870, paraît tout à fait incompréhensible à partir du schéma de Marx.

Enfin le schéma est en contradiction avec la théorie du processus capitaliste global et de son développement telle qu'elle est esquissée dans le livre III du *Capital*. L'idée fondamentale de cette théorie est la contradiction immanente entre la capacité illimitée d'expansion des forces productives et la capacité limitée d'expansion de la consommation sociale basée sur les rapports de distribution capitaliste.

Voici comment Marx expose cette idée dans le chapitre 15 intitulé « *Les contradictions internes de la loi* » (de la baisse du taux de profit) :

« En supposant qu'existent les moyens de production nécessaires, c'est-à-dire une accumulation de capital suffisante, la création de plus-value ne rencontre d'autre limite que la population ouvrière si le taux de la plus-value, donc le degré d'exploitation du travail, est donné, et nulle autre limite que le degré d'exploitation du travail si c'est la population ouvrière qui est supposée donnée. Et le procès de production capitaliste consiste essentiellement à produire de la plus-value qui se manifeste par le surproduit ou fraction aliquote des marchandises produites qui matérialise le travail non payé. Il ne faut jamais oublier que la production de cette plus-value - et la reconversion d'une partie de celle-ci en capital, ou accumulation, constitue une partie intégrante de cette production de plus-value - est la fin immédiate et le motif déterminant de la production capitaliste. On ne doit donc jamais la présenter comme ce qu'elle n'est pas, je veux dire une production ayant pour fin immédiate la jouissance ou la création de moyens de jouissance pour le capitaliste (et

naturellement encore bien moins pour l'ouvrier, R. L.). Ce serait faire tout à fait abstraction de son caractère spécifique qui -se manifeste dans toute sa structure interne.

L'acquisition de cette plus-value constitue le procès de production immédiat qui, nous l'avons dit, n'a pas d'autre limite que les limitations précitées. Dès que la quantité de surtravail qu'on peut tirer de l'ouvrier est matérialisée en marchandises, la plus-value est produite. Mais avec cette production de plus-value, c'est seulement le premier acte du procès de production capitaliste, du procès de production immédiat qui s'est achevé. Le capital a absorbé une quantité déterminée de travail non payé. A mesure que se développe le procès qui se traduit par la baisse du taux de profit, la masse de plus-value ainsi produite s'enfle démesurément. Alors s'ouvre le deuxième acte du procès. La masse totale des marchandises, le produit total, aussi bien la portion qui remplace le capital constant et le capital variable que celle qui représente de la plus-value, doivent être vendues. Si cette vente n'a pas lieu ou n'est que partielle, ou si elle a lieu seulement à des prix inférieurs aux prix de production, l'ouvrier certes est exploité, mais le capitaliste ne réalise pas son exploitation en tant que telle : cette exploitation peut s'allier pour le capitaliste à une réalisation seulement partielle de la plus-value extorquée ou à l'absence de toute réalisation et même aller de pair avec la perte d'une partie ou de la totalité de son capital. Les conditions de l'exploitation immédiate et celles de sa réalisation ne sont pas identiques. Elles ne diffèrent pas seulement par le temps et le lieu, théoriquement non plus elles ne sont pas liées. Les unes n'ont pour limite que la force productive de la société, les autres les proportions respectives des diverses branches de production et la capacité de consommation de la société. Or celle-ci n'est déterminée ni par la force productive absolue, ni par la capacité absolue de consommation, mais par la capacité de consommation sur la base de rapports de distribution antagoniques, qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement à l'intérieur de limites plus ou moins étroites. Elles est en outre limitée par la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à produire de la plus-value sur une échelle élargie. C'est là, pour la production capitaliste, une loi, imposée par les constants bouleversements des méthodes de production elles-mêmes, par la dépréciation du capital existant que ces bouleversements entraînent toujours, la lutte générale de la concurrence et la nécessité de perfectionner la production et d'en étendre l'échelle, simplement pour se maintenir et sous peine de disparaître. Il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse, si bien que ses connexions internes et les conditions qui le règlent prennent de plus en plus l'allure de lois de la nature indépendantes des producteurs et échappent de plus en plus à leur contrôle. Cette contradiction interne cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production. Mais plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation. Étant donné cette base pleine de contradictions, il n'est nullement contradictoire qu'un excès de capital s'y allie à une surpopulation croissante. Car s'il est vrai que le couplage de ces deux facteurs accroîtrait la masse de la plus-value produite, par là même s'accroît précisément la contradiction entre les conditions dans lesquelles cette plus-value est produite et celles où elle est réalisée. » (Capital, I, III, 1^o partie, p. 224, suiv. Trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 256-258).

En comparant cette description avec le schéma du livre II, on s'aperçoit immédiatement de la différence. Loin de constater une contradiction immanente entre la production de la plus-value et sa réalisation, nous trouvons dans le schéma une identité immanente. Ici la plus-value naît sous une forme matérielle calculée uniquement d'après les besoins de l'accumulation. Elle quitte le lieu de la production sous la forme de capital additionnel. Ainsi le désir d'accumulation des capitalistes eux-mêmes implique d'avance la possibilité de sa réalisation. Les capitalistes comme classe prévoient la production de la plus-value qu'ils s'approprient sous une forme matérielle permettant et assurant en même temps son emploi pour une accumulation ultérieure. La réalisation de la plus-value et son accumulation ne sont ici que deux aspects d'un même processus et sont conceptionnellement identiques. C'est pourquoi, dans le schéma, pour le processus de la reproduction, le pouvoir de consommation de la société ne constitue pas une limite à la production. Ici l'élargissement de la production se poursuit automatiquement d'année en année, bien que la capacité de consommation sociale n'aille pas au-delà des « *rapports antagoniques de distribution* ». Cet élargissement automatique de l'accumulation est, il est vrai, « *la loi de la production capitaliste... sous peine de disparaître* ». Mais, d'après l'analyse du livre III, « *il faut donc que le marché s'agrandisse sans cesse* » évidemment au-delà de la consommation des capitalistes et des ouvriers. Lorsque Tougan-Baranowsky interprète la phrase de Marx suivante qui vient immédiatement après le passage précité : « *cette contradiction interne cherche une solution dans l'extension du champ extérieur de la production* », comme si Marx entendait par « *champ extérieur de la production* » la production elle-même, il fait violence non seulement au sens même des mots, mais aussi à la pensée pourtant claire de Marx. Le « *champ extérieur de la production* » est indubitablement ici non pas la production elle-même, mais la consommation qui doit « *s'agrandir sans cesse* ». Cette interprétation du passage de Marx est confirmée suffisamment par le passage suivant de l'*Histoire des doctrines économiques* : « *Ricardo nie donc la nécessité d'une extension du marché liée à l'augmentation du capital et à l'accroissement de la production. Tout le capital existant dans un pays peut y être employé avantageusement. Et il s'en prend à Smith qui, après avoir établi la même théorie que lui [Ricardo], le combat avec sa raison habituelle* » (*Histoire des doctrines économiques*, tome V, p. 85).

Un autre passage encore de l'œuvre de Marx montre clairement que l'idée, chère à Tougan-Baranowsky, d'une production pour l'amour de la production était tout à fait étrangère à Marx :

« ... En outre, comme nous l'avons vu au livre II, section III (trad. Éditions Sociales, tome 5, pp. 73-76), une circulation continue se fait entre capital constant et capital variable (même si l'on ne tient pas compte de l'accumulation accélérée); cette circulation est d'abord indépendante de la consommation individuelle dans la mesure où elle n'y entre pas; néanmoins, elle est définitivement limitée par cette dernière parce que la production de capital constant ne se fait jamais pour elle-même, mais uniquement parce qu'il s'en utilise davantage dans les sphères de production qui produisent pour la consommation individuelle. » (*Capital*, I, I, 1^o partie, p. 289. Trad. Éditions Sociales, tome 6, p. 314.)

Certes, d'après le schéma du livre II, qui est la seule référence de Tougan-Baranowsky, le marché est identique avec la production. Élargir le marché y signifie élargir la production, car la production constitue à elle seule le marché (la consommation des ouvriers n'étant considérée que comme un élément de la production, à savoir la reproduction du capital variable). Aussi l'extension de la production et celle du marché se heurtent-elles à la même limite : la grandeur du capital social ou l'échelle de l'accumulation déjà réalisée. Plus il y aura de plus-value extorquée aux ouvriers - sous sa forme naturelle de capital - plus il sera possible d'accumuler ; plus on accumulera et plus on pourra réaliser de plus-value sous sa forme naturelle qui est la forme du capital. La contradiction indiquée dans le livre III n'existe donc pas, d'après le schéma. Dans le processus tel qu'il est exposé dans le schéma, il n'y a aucune nécessité d'élargir sans cesse le marché au-delà de la consommation des capitalistes et des ouvriers, et la capacité limitée de consommation de la société n'oppose aucun obstacle à la marche ininterrompue et à la capacité illimitée d'expansion de la production. Le schéma admet bien des crises, mais uniquement faute de proportionnalité dans la production, c'est-à-dire faute de contrôle de la production par la société sur le processus de production. En revanche, il exclut la contradiction profonde et fondamentale entre la capacité de production et la capacité de consommation de la société capitaliste, contradiction résultant précisément de l'accumulation du capital, se manifestant périodiquement par des crises, et poussant le capital à élargir sans cesse le marché.

26. - La reproduction du capital et son milieu

Le schéma marxien de la reproduction élargie ne réussit donc pas à nous expliquer le processus de l'accumulation tel qu'il a lieu dans la réalité historique. A quoi cela tient-il ? Tout simplement aux prémisses du schéma lui-même. Le schéma entreprend de décrire le processus de l'accumulation en partant de l'hypothèse que les capitalistes et les salariés sont les seuls représentants de la consommation sociale. Marx, nous l'avons vu, prend pour hypothèse théorique de son analyse la domination générale et absolue de la production capitaliste, et il s'y tient avec conséquence tout au long des trois livres du *Capital*. A partir de cette hypothèse, il est évident qu'il n'existe - conformément au schéma - pas d'autres classes sociales que les capitalistes et les ouvriers ; toutes les « tierces personnes » de la société capitaliste : fonctionnaires, professions libérales, prêtres, etc., se rattachent à l'une de ces classes, et surtout à la classe capitaliste, comme consommateurs. Cette hypothèse est une abstraction théorique commode ; en réalité il n'a jamais existé et il n'existe nulle part de société capitaliste se suffisant à elle-même et entièrement régie par le mode de production capitaliste. Mais cette abstraction commode est parfaitement licite lorsqu'elle ne fausse pas les données du problème, mais qu'elle aide à les exposer dans toute leur pureté. C'est le cas pour l'analyse de la reproduction simple du capital social total. Là, le problème repose sur les données fictives suivantes : dans une société à mode de production capitaliste, créant par conséquent de la plus-value, la plus-value entière est consommée par ceux qui se l'approprient, par la classe capitaliste. Comment s'effectueront dans ces conditions la production et la reproduction sociales ? Ici la manière même de poser le problème implique que la production n'a pas d'autres consommateurs que les capitalistes et les ouvriers, elle concorde donc parfaitement avec l'hypothèse de Marx : domination générale et absolue du mode de production capitaliste. Une fiction recouvre théoriquement l'autre. L'hypothèse de la domination absolue du capitalisme est encore admissible pour l'analyse de l'accumulation du capital individuel, telle qu'elle est exposée par Marx dans le livre I du *Capital*. La reproduction du capital individuel est un élément de la reproduction sociale totale ; mais un élément dont le mouvement a ses lois autonomes, en contradiction avec les mouvements des autres éléments ; le mouvement général du capital social total n'est pas l'addition mécanique des mouvements individuels des capitaux, mais leur somme présente des modifications d'ordre particulier. En additionnant les valeurs des capitaux individuels ainsi que de leurs parties respectives : capital constant, capital variable et plus-value, et en les comparant avec la valeur du capital social total, de ses deux parties composantes (capital constant et capital variable) et de la plus-value totale, on obtient bien un résultat rigoureusement identique ; en revanche la composition matérielle de cette grandeur de valeur dans les parties respectives du produit social total diffère entièrement de l'incarnation matérielle des capitaux individuels dans la proportionnalité de leurs rapports de valeur. Les rapports de reproduction des capitaux individuels ne sont donc identiques dans leur forme matérielle ni entre eux ni avec les rapports de reproduction du capital total. Chaque capital individuel poursuit son cycle de circulation, par conséquent d'accumulation, de manière fortement autonome, ne dépendant des autres - si le cycle de circulation se déroule normalement - que dans la mesure où il doit réaliser son produit et trouver les moyens de production nécessaires à son activité individuelle. Il importe peu au capital individuel que la réalisation et que l'acquisition des moyens de production se produisent à l'intérieur d'un milieu capitaliste ou non. Inversement la prémisses théorique la plus commode pour l'analyse de l'accumulation du capital individuel est

l'hypothèse selon laquelle la production capitaliste constitue le seul milieu où se déroule ce processus, c'est-à-dire sa domination générale et absolue ¹.

Or la question est de savoir si les conditions valables pour le capital individuel peuvent être appliquées au capital total.

Nous avons la confirmation expresse du fait que Marx identifiait réellement les conditions d'accumulation du capital total avec celles du capital individuel dans le passage qui suit :

« La question est maintenant la suivante : une fois supposée l'accumulation générale, c'est-à-dire en supposant que dans toutes les branches de la production on accumule plus ou moins de capital, ce qui est une condition de la production capitaliste dans la réalité et correspond aussi à l'instinct des capitalistes comme tels, de même que l'instinct du thésauriseur est d'amasser de l'argent (condition nécessaire également au développement de la production capitaliste) quelles sont les conditions de cette accumulation générale et comment s'effectue-t-elle ? »

Et Marx répond :

« Les conditions sont donc exactement les mêmes pour l'accumulation que pour la production première et la reproduction du capital : une partie de l'argent sert à acheter du travail permettant de consommer industriellement d'autres marchandises, matières premières et machines, etc. »

« ... L'accumulation de capital nouveau ne peut donc se faire que dans les conditions mêmes où se fait la reproduction du capital existant » (Histoire des doctrines économiques, tome V, p. 22-24).

Mais dans la réalité les conditions concrètes de l'accumulation du capital total diffèrent des conditions de la reproduction simple du capital social total comme de celles de l'accumulation du capital individuel. Le problème se pose ainsi : comment s'effectue la reproduction sociale si l'on pose le fait que la plus-value n'est pas tout entière consommée par les capitalistes, mais qu'une part croissante en est réservée à l'extension de la production ? Dans ces conditions, ce qui reste du produit social, déduction faite de la partie destinée au renouvellement du capital constant, ne peut a priori être entièrement consommé par les ouvriers et par les capitalistes ; et ce fait est la donnée essentielle du problème. Il est donc exclu que les ouvriers et les capitalistes puissent réaliser le produit total eux-mêmes. Ils ne peuvent réaliser que le capital variable, la partie usée du capital constant et la partie consommée de la plus-value ; ce faisant ils recréent seulement les conditions nécessaires à la continuation de la reproduction à la même échelle. Mais ni les ouvriers ni les capitalistes ne peuvent réaliser eux-mêmes la partie de la plus-value destinée à la capitalisation. La réalisation de la plus-value aux fins d'accumulation se révèle comme une tâche impossible dans une société composée exclusivement d'ouvriers et de capitalistes. Or il est curieux de constater que tous les théoriciens qui ont analysé le problème de l'accumulation, depuis Ricardo et Sismondi jusqu'à Marx, ont admis au départ une hypothèse qui rendait le problème insoluble. Ressentant à juste titre la nécessité de recourir à des « tierces personnes », c'est-à-dire à des consommateurs autres que les agents directs de la production capitaliste : ouvriers et capitalistes pour réaliser la plus-value, ils inventèrent diverses échappatoires : depuis la « consommation improductive ». incarnée chez Malthus dans la personne du propriétaire foncier féodal, et représentée chez Vorontsov par le militarisme, chez Struve par les « professions libérales » et autres parasites de la classe capitaliste. jusqu'au commerce extérieur, qui jouait le rôle de soupape de sûreté et tenait une place considérable chez tous les sceptiques de l'accumulation depuis Sismondi jusqu'à Nicolai-on. D'autre part, la difficulté de la réalisation de la plus-value amenait certains théoriciens à renoncer à l'accumulation - von Kirchmann et Rodbertus - ou en faisait conseiller à d'autres le ralentissement : c'était le cas de Sismondi et de ses épigones, les « populistes » russes.

Seules l'analyse profonde et la transcription schématique du processus de la reproduction sociale totale par Marx, en particulier son étude géniale de la reproduction simple, ont permis de découvrir le nœud du problème de l'accumulation et les causes des échecs des tentatives antérieures pour le résoudre. L'analyse de l'accumulation du capital total, que Marx avait dû interrompre à peine esquissée. est en outre dominée, nous l'avons vu, par la polémique contre les théories de Smith, polémique qui fausse notre problème ; Marx n'a pas fourni de solution achevée au problème, mais l'hypothèse de la domination absolue de la production capitaliste complique les données. Cependant une solution implicite du problème de l'accumulation est contenue dans l'analyse de la reproduction et dans la caractéristique du processus total capitaliste avec ses contradictions internes (dans le livre III du *Capital*) ; cette solution est en accord avec les autres éléments de la doctrine de Marx, ainsi qu'avec l'expérience historique et la pratique quotidienne du capitalisme, elle permet ainsi de remédier à l'insuffisance du schéma. Si on l'examine de plus près, le schéma de la reproduction élargie renvoie, même en ce qui concerne ses rapports internes, à des formations situées hors du domaine de la production et de l'accumulation capitalistes. Jusqu'à présent nous n'avons considéré la reproduction élargie que d'un seul point de vue, à savoir comment la réalisation de la plus-value est possible. C'était là la difficulté qui préoccupait exclusivement les sceptiques. En fait la réalisation de la plus-value est la question vitale de l'accumulation capitaliste. Si l'on fait abstraction, pour simplifier les choses, du fonds de

¹ « Plus sont grands le capital et la productivité du travail et en général l'échelle de la production capitaliste et plus sera grande la masse des marchandises en train de passer de la production dans la consommation individuelle ou industrielle et, par conséquent, pour chaque capital particulier, la certitude de trouver sur le marché ses conditions de reproduction toutes préparées. » (Histoire des doctrines économiques, tome V. pp. 23-44.)

consommation des capitalistes, on constate que la réalisation de la plus-value implique comme première condition un cercle d'acheteurs situé en dehors de la société capitaliste, Nous disons bien d'acheteurs et non de consommateurs. En effet la réalisation de la plus-value n'indique pas a priori la forme matérielle où s'incarne la plus-value. Ce qui est certain, c'est que la plus-value ne peut être réalisée ni par les salariés, ni par les capitalistes, mais seulement par des couches sociales ou des sociétés à mode de production précapitaliste. On peut imaginer ici deux possibilités différentes de réalisation : l'industrie capitaliste peut produire un excédent de moyens de consommation au-delà de ses propres besoins (ceux des ouvriers et des capitalistes), elle vendra cet excédent à des couches sociales ou à des pays non capitalistes. Par exemple pendant les deux premiers tiers du XIX^e siècle, l'industrie cotonnière anglaise a fourni - et elle fournit aujourd'hui partiellement encore - des cotonnades aux paysans et à la petite bourgeoisie citadine du continent européen. ainsi qu'aux paysans des Indes, d'Amérique, d'Afrique, etc. L'extension énorme de cette industrie avait pour base la consommation de classes et de pays non capitalistes ¹. Mais l'industrie cotonnière suscita en Angleterre même un développement accéléré de l'industrie mécanique, qui fournit les broches, les métiers à tisser, etc. et stimula également l'industrie métallurgique et minière. Dans ce cas, ce fut la section II (moyens de consommation) qui réalisa ses produits dans des couches extra-capitalistes, suscitant par sa propre accumulation une demande croissante de produits indigènes de la section I (moyens de production) et aidant par conséquent cette section à réaliser sa plus-value et à poursuivre l'accumulation.

On peut également envisager le cas inverse. La production capitaliste peut fournir des moyens de production excédant ses propres besoins, et trouver des acheteurs dans des pays extra-capitalistes. Par exemple l'industrie anglaise fournit dans la première moitié du XIX^e siècle des matériaux de construction ferroviaires pour les états américains et pour l'Australie. La construction de chemins de fer à elle seule ne signifie pas encore la domination de la production capitaliste dans un pays. En fait, les chemins de fer, même dans ce cas, n'étaient qu'une des conditions premières de l'avènement de la production capitaliste. Ou bien encore l'industrie chimique allemande exporte des moyens de production (matières colorantes, etc.) qui seront vendus en masse dans des pays non capitalistes : en Asie, en Afrique, etc. ². Dans ces cas c'est la section I (moyens de production) qui réalise ses produits dans les milieux extra-capitalistes. L'élargissement de la section I ainsi obtenue suscite dans le pays capitaliste une extension correspondante de la section II, qui fournit des moyens de consommation pour l'armée croissante des ouvriers de la première section.

Chacun des deux cas s'écarte du schéma de Marx. Dans le premier. c'est le produit de la section II qui dépasse les besoins des deux sections, mesurés par le capital variable de la partie consommée de la plus-value ; dans le second cas. c'est le produit de la section I qui dépasse la grandeur du capital constant des deux sections, même si l'on tient compte de son augmentation nécessaire à l'extension de la production. Dans les deux cas la plus-value ne se présente pas de prime abord sous la forme matérielle qui permettrait de la capitaliser dans l'une des deux sections. Dans la réalité ces deux cas typiques que nous venons d'examiner ne cessent de s'entrecroiser et de se compléter réciproquement, se transformant également l'un dans l'autre.

Un point semble encore obscur. Si par exemple un excédent de moyens de consommation, disons des cotonnades, est vendu dans des milieux non capitalistes, il est clair que ces cotonnades, comme toute marchandise capitaliste, représentent non seulement de la plus-value, mais encore du capital constant et du capital variable. Il serait arbitraire d'imaginer que précisément ces marchandises vendues dans des milieux extra-capitalistes ne représentent que de la plus-value. D'autre part nous constatons que dans ce cas l'autre section (I) non seulement réalise sa plus-value, mais encore peut accumuler sans vendre son produit en dehors des deux sections de la production capitaliste. Mais ces deux objections sont purement formelles. Il suffit pour les réfuter de décomposer la valeur de la masse totale des produits en ses parties correspondantes. Dans la production capitaliste, non seulement le produit total, mais encore chaque unité de marchandises contiennent de la plus-value. Cela n'empêche pas que, comme le capitaliste individuel calcule en vendant successivement la masse de ses produits particuliers d'abord le renouvellement du capital

¹ L'importance de l'industrie cotonnière pour l'exportation anglaise se manifeste dans les chiffres suivants :

- 1893 : sur une exportation globale de produits finis de 5 540 millions de marks, les cotonnades représentaient 1 280 millions de marks, c'est-à-dire 23 % ; le fer ou les produits métallurgiques divers, environ 17 %.
- 1898 : sur une exportation globale de produits finis de 4 668 millions de marks, les cotonnades représentaient 1 300 millions de marks, soit 28 % ; le fer ou les produits métallurgiques, 22 %.

Comparons ces résultats avec les statistiques portant sur l'Allemagne :

- 1898 : sur une exportation globale de 4 010 millions de marks, les cotonnades représentaient 231,9 millions de marks, soit 5,75 %.
- La longueur des tissus de coton exportés en 1898 était de 5 millions 1/4 de yards, dont 2 milliards 1/4 furent envoyés en Inde. (B. Jaffé, « *Die englische Baumwollindustrie und die Organisation des Exporthandels* », In *Schmollers Jahrbücher*, XXIV, p. 1033.)

En 1908, l'exportation anglaise de tissus de coton représentait à elle seule 260 millions de marks. (*Statist. Jahrbücher für das Deutsche Reich*, 1910.)

² Un cinquième des colorants à base d'aniline et la moitié des colorants à base d'indigo sont exportés dans des pays comme la Chine, le Japon, les Indes britanniques, l'Égypte, la Turquie d'Asie, le Brésil, le Mexique.

constant investi, puis du capital variable (ou pour employer des termes inexacts mais plus employés dans la pratique courante, d'abord de son capital fixe, puis de son capital circulant), enregistrant la somme restante comme son profit. de même le produit social total peut être décomposé en trois parties proportionnelles correspondant d'après leur valeur au capital constant social usé, au capital variable et à la plus-value extorquée aux ouvriers. Dans la reproduction simple, la forme matérielle du produit total correspond également à ces rapports de valeur : le capital constant réapparaît sous la forme de moyens de production, le capital variable sous la forme de moyens de subsistance pour les ouvriers, la plus-value sous la forme de moyens de subsistance pour les capitalistes. Cependant la reproduction simple en ce sens strict - consommation de toute la plus-value par les capitalistes - est, nous le savons, une fiction théorique. D'après le schéma de Marx il existe également dans le cas de la reproduction élargie ou accumulation, une proportionnalité rigoureuse entre la composition en valeur du produit social et sa forme matérielle : la plus-value dans sa partie accumulée vient au monde sous une forme matérielle correspondant à une répartition proportionnelle en moyens de production et moyens de consommation pour les ouvriers, telle qu'elle permet l'élargissement de la production sur une base technique donnée. Cependant cette théorie, qui repose sur l'hypothèse d'une production capitaliste isolée et se suffisant à elle-même, est impuissante, nous l'avons déjà vu, à résoudre le problème de la réalisation de la plus-value. Mais dès que nous admettons que la plus-value est réalisée à l'extérieur de la production capitaliste, nous admettons par là même que sa forme matérielle n'est pas liée aux besoins de la production capitaliste. Sa forme matérielle répond aux besoins des milieux extra-capitalistes qui aident à la réaliser. Voilà pourquoi la plus-value peut se matérialiser selon le cas en moyens de consommation, par exemple en cotonnades, ou en moyens de production, par exemple en matériaux ferroviaires. Que cette plus-value réalisée sous la forme des produits d'une section aide en même temps, grâce à l'extension consécutive de la production, à réaliser la plus-value de l'autre section ne change rien au fait que la plus-value *sociale* considérée comme un tout a été réalisée en dehors des deux sections, partie directement, partie indirectement. C'est un phénomène analogue à celui par lequel un capitaliste individuel peut réaliser sa plus-value même si la masse totale de ses produits ne fait d'abord que remplacer le capital variable ou le capital constant d'un autre capitaliste.

Cependant la réalisation de la plus-value n'est pas le seul élément de la reproduction dont il faille tenir compte. Supposons que la section I ait réalisé la plus-value à l'extérieur - à l'extérieur des deux sections - et qu'ainsi l'accumulation puisse avoir lieu. Supposons également que la section I ait en perspective un nouvel élargissement des débouchés dans ces milieux non capitalistes. Les conditions de l'accumulation ne seront alors données qu'à moitié. Il y a loin de la coupe aux lèvres. On s'aperçoit en effet à présent que la deuxième condition de l'accumulation est l'acquisition des éléments matériels indispensables à l'extension de la production. Où les prendre puisque nous venons de réaliser en argent le surproduit sous forme de produits de la section I, c'est-à-dire sous forme de moyens de production, et que nous les avons vendus à l'extérieur de la société capitaliste ? La transaction qui a permis de réaliser la plus-value a anéanti en même temps la possibilité de convertir cette plus-value réalisée en capital productif. Il semble donc que nous soyons passés de Charybde en Scylla. Mais examinons les choses de plus près.

Nous opérons ici avec *c* dans la section I et dans la section II comme s'il s'agissait du capital constant total de la production. Or ce n'est pas le cas, nous le savons. Pour simplifier le schéma nous n'avons pas tenu compte du fait que le *c* qui figure dans le schéma à la section I et à la section II ne représente qu'une partie du capital constant total, c'est-à-dire la partie circulant dans le cycle annuel. usée au cours de ce cycle et incorporée dans les produits. Mais il serait absurde d'imaginer que la production capitaliste (ou tout autre production) use dans son cycle de production tout le capital constant, pour le créer entièrement à neuf à chaque début de cycle. Au contraire on suppose à l'arrière-plan de la production telle qu'elle est exposée dans le schéma toute la masse de moyens de production dont le renouvellement périodique total est indiqué dans le schéma par le renouvellement annuel de la partie usée. Grâce à l'accroissement de la productivité du travail et à l'extension de la production, cette masse de moyens de production augmente non seulement dans l'absolu, mais encore relativement à la partie usée chaque année dans la production. Il y a en même temps un accroissement correspondant de l'efficacité potentielle du capital constant. Si l'on fait abstraction de l'accroissement de sa valeur, c'est d'abord l'exploitation plus intensive de cette partie du capital constant qui joue le rôle primordial dans l'extension de la production.

« Dans l'industrie extractive, celle des mines par exemple, les matières premières n'entrent pas comme élément des avances, puisque là l'objet du travail est non le fruit d'un travail antérieur, mais bien le don gratuit de la nature, tel que le métal, le minerai, le charbon, les pierres, etc.

« Le capital constant se borne donc presque exclusivement à l'avance en outillage, qu'une augmentation de travail n'affecte pas (travail par équipes continu de jour et de nuit). Mais les autres circonstances restent les mêmes, la valeur et la masse du produit se multiplieront en raison directe du travail appliqué aux mines. De même qu'au premier jour de la vie industrielle, l'homme et la nature y agissent de concert comme sources primitives de la richesse. Voilà donc, grâce à l'élasticité de la force ouvrière, le terrain de l'accumulation élargi sans agrandissement préalable du capital avancé.

« Dans l'agriculture, on ne peut étendre le champ de cultivation sans avancer un surplus de semences et d'engrais. Mais, cette avance une fois faite, la seule action mécanique du travail sur le sol en augmente merveilleusement la fertilité. Un excédent de travail, tiré du même nombre d'ouvriers, ajoute à cet effet sans ajouter à l'avance en instruments aratoires. C'est donc de nouveau l'action directe de l'homme sur la nature qui fournit ainsi un fonds additionnel à accumuler sans intervention d'un capital additionnel.

« Enfin, dans les manufactures, les fabriques, les usines, toute dépense additionnelle en travail présuppose une dépense proportionnelle en matières premières, mais non en outillage. De plus, puisque l'industrie extractive et l'agriculture fournissent à l'industrie manufacturière ses matières brutes et instrumentales, le surcroît de produits obtenu dans celles-là sans surplus d'avance revient aussi à l'avantage de celle-ci.

« Nous arrivons donc à ce résultat général qu'en s'incorporant la force ouvrière et la terre, ces deux sources primitives de la richesse, le capital acquiert une puissance d'expansion qui lui permet d'augmenter ses éléments d'accumulation au-delà des limites apparemment fixées par sa propre grandeur, c'est-à-dire par la valeur et la masse des moyens de production déjà produits dans lesquels il existe » (Capital, I. I, p. 567. Trad. Éditions Sociales, tome 3, pp. 44-45. Complété par nous N. d. T.).

Par ailleurs il n'est pas évident que les moyens de production et de consommation nécessaires soient tous nécessairement d'origine capitaliste. Cette hypothèse, que Marx a mis à la base de son schéma de l'accumulation, ne correspond ni à la pratique journalière ni à l'histoire du capital ni au caractère spécifique de ce mode de production. En Angleterre, dans la première moitié du XIX^e siècle, la majeure partie de la plus-value apparaissait à la fin du processus de production sous la forme de cotonnades. Mais les éléments matériels de la capitalisation de la plus-value, s'ils étaient toujours du surproduit, ne représentaient pas nécessairement de la plus-value capitaliste : ainsi le coton brut fourni par les États esclavagistes de l'Union américaine ou les céréales (moyens de subsistance des ouvriers anglais) provenant des domaines de la Russie féodale donc produits du servage, représentent certes du surproduit mais non de la plus-value capitaliste. La crise du coton en Angleterre pendant la guerre de Sécession, lorsque la culture des plantations fut interrompue, ou encore la crise de l'industrie de la toile en Europe pendant la guerre en Orient, lorsqu'on ne pouvait plus importer de chanvre de la Russie féodale, prouvent combien l'accumulation capitaliste dépend des moyens de production produits en dehors du système capitaliste. Il suffit du reste de se rappeler quel rôle l'importation du blé, produit agricole, donc indépendant du mode de production capitaliste, joue dans l'alimentation de la masse ouvrière européenne (comme élément du capital variable) pour se rendre compte que l'accumulation est nécessairement, liée dans ses éléments matériels à des milieux non capitalistes. D'ailleurs le caractère de la production capitaliste lui-même s'oppose à ce que celle-ci se contente des moyens de production produits par elle-même. Il est essentiel pour le capitaliste individuel qui obéit toujours au désir d'élever le taux de profit, de réduire le prix des éléments du capital constant. D'autre part la croissance incessante de la productivité du travail, qui est le facteur le plus important de l'augmentation du taux de la plus-value, implique et nécessite l'utilisation illimitée de toutes les matières et de toutes les ressources du sol et de la nature. Il serait contraire à l'essence et au mode d'existence du capitalisme de tolérer quelque restriction à cet égard. Aujourd'hui encore, après quelques siècles de son développement, la production capitaliste n'a conquis qu'une petite fraction de la production totale du globe, son siège est resté de préférence la petite Europe ; en Europe même des domaines entiers de production, ceux de l'agriculture ou de l'artisanat indépendant, et des territoires immenses échappent à sa domination ; de plus elle comprend de grandes parties de l'Amérique du Nord et quelques régions situées sur les autres continents. En général la production capitaliste est limitée principalement aux pays de la zone tempérée, tandis que par exemple en Orient ou dans le Sud, elle a fait assez peu de progrès. Si le capitalisme devait se contenter uniquement des éléments de production accessibles à l'intérieur de ces limites étroites, son niveau actuel, son développement même auraient été impossibles. Dès son origine, le capital a mis à contribution toutes les ressources productives du globe. Dans son désir de s'approprier les forces productives à des fins d'exploitation, le capital fouille le monde entier, se procure des moyens de production dans tous les coins du globe, les acquérant au besoin par la force, dans toutes les formes de société, à tous les niveaux de civilisation. Le problème des éléments matériels de l'accumulation n'est pas achevé avec la création de la plus-value sous une forme concrète ; le problème se pose alors autrement : il est nécessaire, pour utiliser la plus-value réalisée de manière productive, que le capital puisse progressivement disposer de la terre entière afin de s'assurer un choix illimité de moyens de production en quantité comme en qualité. Il est indispensable pour le capital de pouvoir recourir brusquement à de nouveaux domaines fournisseurs de matières premières ; c'est une condition nécessaire au processus de l'accumulation, à son élasticité et à son dynamisme, aussi bien pour remédier à des interruptions ou à des fluctuations éventuelles de l'exportation de matières premières des sources habituelles, que pour procéder à des expansions soudaines du besoin social. Au moment où la guerre de Sécession avait interrompu l'importation du coton américain en Angleterre et provoqué dans le comté de Lancashire la fameuse « crise du coton », on vit surgir comme par enchantement en un espace de temps très bref de nouvelles plantations de coton en Égypte. C'était ici le despotisme oriental, joint à la structure féodale ancienne du servage, qui avait préparé les voies au capital européen. Seul le capital avec ses moyens techniques peut provoquer des bouleversements aussi miraculeux dans un délai aussi bref. Mais ce n'est que sur un terrain précapitaliste à la structure sociale primitive qu'il peut disposer avec souveraineté des forces productives matérielles et humaines qui permettent le miracle. Un autre exemple du même ordre est l'augmentation énorme de la consommation mondiale du caoutchouc, qui nécessite actuellement une importation régulière de caoutchouc brut pour une valeur annuelle d'un milliard de marks. La base économique de la production de matières premières est le système d'exploitation primitif pratiqué par le capital européen dans les colonies africaines et en Amérique, système alliant différentes combinaisons d'esclavage et de servage ¹.

¹ Les dernières révélations du Livre Bleu anglais sur les pratiques de la *Peruvian Amazon Co Ltd* à Putumayo nous ont appris que dans la république libre du Pérou, même sans la forme politique de la domination coloniale, le capital

Soulignons que lorsque nous avons envisagé les cas où soit la section I soit la section II réalise seule le surproduit dans un milieu extra-capitaliste, nous avons choisi l'hypothèse la plus favorable à la vérification du schéma de Marx, parce que les rapports de la reproduction s'y manifestent dans toute leur pureté. En fait rien ne nous interdit de supposer qu'une partie du capital constant et du capital variable incarnée dans le produit de l'une ou l'autre section soit réalisée hors du milieu capitaliste. Les deux exemples du paragraphe précédent ont simplement démontré qu'*au moins* la plus-value destinée à la capitalisation et la portion correspondante de la masse de marchandises ne peut absolument pas être réalisée à l'intérieur des milieux capitalistes et doit trouver des acheteurs à l'extérieur de ces milieux, dans des structures et des couches sociales non capitalistes.

Entre la période de production où est produite la plus-value et la période suivante de l'accumulation où cette plus-value est capitalisée, il y a place pour deux transactions distinctes : la réalisation de la plus-value, c'est-à-dire sa conversion en valeur pure, puis la transformation de cette valeur pure en capital productif ; ces deux transactions s'effectuent entre la production capitaliste et le milieu non capitaliste environnant. Le commerce international est donc, du point de vue de la réalisation de la plus-value comme du point de vue de l'acquisition des éléments matériels du capital constant, une condition historique vitale du capitalisme ; le commerce international se présente dans la situation concrète actuelle comme un échange entre les formes de production capitalistes et les formes de production non capitalistes.

Jusqu'à présent nous avons considéré l'accumulation seulement du point de vue de la plus-value et du capital constant. Le troisième élément fondamental de l'accumulation est le capital variable. Le processus de l'accumulation s'accompagne d'un accroissement du capital variable. Dans le schéma de Marx cet accroissement se traduit dans sa forme concrète par l'augmentation des moyens de subsistance pour les salariés. Le véritable capital variable cependant ne consiste pas dans des moyens de subsistance pour les travailleurs, mais dans la force de travail de ces derniers, pour l'entretien de laquelle des moyens de subsistance sont nécessaires. Une des conditions fondamentales de l'accumulation est donc un apport supplémentaire de travail vivant, mobilisé par le capital et correspondant à ses besoins. On l'obtient partiellement - dans la mesure où la situation le permet - par la prolongation de la journée de travail et par l'intensification du travail. Mais dans les deux cas cette augmentation de travail vivant ne se manifeste pas - ou très peu - (sous forme de salaire payé pour les heures supplémentaires) dans l'accroissement du capital variable. En outre les deux méthodes se heurtent rapidement à des limites très étroites et infranchissables, correspondant aux résistances naturelles ou sociales. L'accroissement constant du capital variable qui accompagne l'accumulation doit donc se traduire par une augmentation du nombre des forces de travail employées. D'où viennent ces forces de travail supplémentaires ?

Dans son analyse de l'accumulation du capital individuel, Marx donne la réponse suivante :

« Pour faire actuellement fonctionner ces éléments comme capital, la classe capitaliste a besoin d'un surplus de travail qu'elle ne saura obtenir, à part l'exploitation plus extensive ou intensive des ouvriers déjà occupés, qu'en enrôlant des forces de travail supplémentaires. Le mécanisme de la production capitaliste y a déjà pourvu en reproduisant la classe ouvrière comme classe salariée dont le salaire ordinaire assure non seulement le maintien, mais encore la multiplication.

« Il ne reste donc plus qu'à incorporer les forces de travail additionnelles, fournies chaque année à divers degrés d'âge par la classe ouvrière, aux moyens de production additionnels que la production annuelle renferme déjà. » (Capital, I, I, p. 544. Trad. Éditions Sociales, tome 3, p. 23) ¹.

Ici l'accroissement du capital variable est directement attribué et à la seule reproduction naturelle de la classe ouvrière, déjà dominée par le capital. Cette explication est conforme au schéma de la reproduction élargie qui, selon l'hypothèse de Marx, n'admet que deux classes sociales, la classe capitaliste et la classe ouvrière, et considère le capitalisme comme le mode unique et absolu de production. A partir de ces prémisses, la reproduction naturelle de la classe ouvrière est en effet la seule source de l'augmentation des forces de travail mobilisées par le capital.

international a su se soumettre les indigènes et les mettre dans une situation proche de l'esclavage pour s'emparer des moyens de production des pays primitifs par un pillage de grand style. Depuis 1900, la société citée, qui est composée de capitalistes anglais et étrangers, avait jeté sur le marché londonien environ 4 000 tonnes de caoutchouc en provenance de Putumayo. Dans le même laps de temps, 30 000 indigènes furent assassinés et la plupart des 10000 survivants sont restés infirmes à force d'avoir été frappés.

¹ De même à un autre passage : « Il faut donc tout d'abord transformer en capital variable une partie de la plus-value et du surproduit qui lui correspond en subsistances ; il faut en acheter du travail nouveau. Ce n'est possible que si le nombre des ouvriers s'accroît ou que le temps durant lequel ils travaillent est prolongé (...) mais cela ne constitue pas un moyen constant d'accumulation. La population ouvrière peut augmenter si des ouvriers improductifs sont transformés en ouvriers productifs, ou que des personnes qui jusque-là ne travaillaient pas, les femmes, les enfants, etc., sont englobées dans le procès de production. Nous laissons de côté ici ce dernier point. Elle peut également augmenter grâce à l'accroissement général de la population. L'accumulation ne peut être continue que si la population, malgré qu'elle subisse une diminution relative par rapport au capital employé, augmente de façon absolue. L'augmentation de la population est la condition fondamentale d'une accumulation continue. Et cela suppose un salaire moyen qui permette un accroissement continu de la population ouvrière et non pas une simple reproduction. » (*Histoire des doctrines économiques*, tome V, chap. « Transformation de revenus en capital », pp. 14-15.)

Cependant cette conception contredit les lois qui régissent les mouvements de l'accumulation. La reproduction naturelle des ouvriers et les besoins de l'accumulation capitaliste ne coïncident ni en quantité ni dans le temps. Marx lui-même a démontré brillamment que la reproduction naturelle des ouvriers est incapable de s'adapter aux besoins d'expansion soudaine du capital. Si la reproduction naturelle de la classe ouvrière était la seule base des mouvements du capital, l'accumulation ne pourrait se poursuivre dans son cycle périodique de surtension et d'épuisement ; l'expansion spasmodique des sphères de production ne pourrait avoir lieu, l'accumulation elle-même deviendrait ainsi impossible. Cette dernière exige une liberté de mouvements absolue par rapport à l'accroissement du capital variable comme par rapport aux éléments du capital constant, donc implique la possibilité absolue de disposer de l'apport supplémentaire de travail sans restriction aucune. Marx montre dans son analyse que cette nécessité se traduit par la formation de l'« armée industrielle de réserve du prolétariat ». Le schéma de la reproduction élargie ignore cette armée de réserve et ne lui laisse aucune place. L'armée industrielle de réserve ne peut pas en effet se constituer à partir de la reproduction naturelle du prolétariat. Ce sont d'autres réservoirs sociaux qui l'alimentent constamment en forces de travail - forces de travail jusqu'à présent indépendantes de la production capitaliste, et qui seront adjointes au prolétariat en cas de besoin. Seuls les pays et les classes non capitalistes peuvent fournir régulièrement la production capitaliste de forces de travail supplémentaires. Cependant, dans son analyse de l'armée de réserve industrielle (*Capital*, livre I, ch. 25, par. 3). Marx ne tient compte que 1) du remplacement des ouvriers plus âgés par les machines ; - 2) de l'exode des ouvriers agricoles à la ville, conséquence de la prédominance de la production capitaliste dans l'agriculture ; - 3) de l'emploi occasionnel de travailleurs mis au rancart par l'industrie ; - et enfin 4) du paupérisme, qui est un produit de la surpopulation relative. Toutes ces catégories sont secrétées d'une manière ou d'une autre par la production capitaliste, elles en sont les déchets, elles constituent un prolétariat en surnombre, déjà utilisé et rejeté d'une manière ou de l'autre. Même les ouvriers agricoles qui ne cessent d'affluer à la ville représentent aux yeux de Marx des prolétaires : ils passent de la domination du capital agricole à celle du capital industriel. Marx songeait là apparemment à la situation anglaise, qui se trouvait à un stade assez élevé de développement capitaliste. En revanche, il ne se préoccupe pas ici de l'origine de ce prolétariat citadin et agricole, il ne tient pas compte de la source la plus importante du recrutement de ce prolétariat en Europe : la prolétarianisation continue des couches moyennes dans les villes et à la campagne, la ruine de l'économie paysanne et du petit artisanat, c'est-à-dire le processus constant de destruction et de désagrégation des modes de production non capitalistes, mais précapitalistes, aboutissant au massage constant des forces de travail d'une situation non capitaliste à une situation capitaliste. Nous faisons allusion non seulement à la décomposition de l'économie paysanne et de l'artisanat en Europe, mais aussi à la décomposition des formes de production et de sociétés primitives dans des pays extra-européens.

De même que la production capitaliste ne peut se contenter des forces actives et des ressources naturelles de la zone tempérée, mais qu'elle a au contraire besoin pour se développer de disposer de tous les pays et de tous les climats, de même elle ne peut s'en tenir à l'exploitation de la force de travail de la race blanche. Pour cultiver les régions où la race blanche est incapable de travailler, le capital doit recourir aux autres races. Il a besoin en tout cas de pouvoir mobiliser sans restriction toutes les forces de travail du globe pour exploiter avec leur aide toutes les forces productives du sol, dans les limites imposées par la production pour la plus-value. Ces forces de travail cependant sont la plupart du temps liées aux traditions rigides des formes de production précapitalistes ; le capitalisme doit d'abord les en « libérer » avant de pouvoir les enrôler dans l'armée active du capital. Le processus d'émancipation des forces de travail des conditions sociales primitives et leur intégration dans le système de salaire capitaliste sont l'un des fondements historiques indispensables au capitalisme. La première branche de production authentiquement capitaliste, l'industrie cotonnière anglaise, est inconcevable non seulement sans le coton des états du Sud de l'Union nord-américaine, mais encore sans les millions de nègres africains déportés en Amérique pour fournir la main-d'œuvre des plantations, et qui ensuite, après la guerre de Sécession, furent incorporés à la classe ouvrière capitaliste comme prolétariat libre ¹.

* Un tableau statistique publié aux États-Unis un peu avant la guerre de Sécession fournissait les indications suivantes sur la valeur de la production annuelle des états esclavagistes et le nombre des esclaves employés, dont la majorité travaillaient dans les plantations de coton :

	Coton (millions de \$)	Esclaves
1800	5,2	893 041
1810	15,1	1 191 364
1820	26,3	1 543 688
1830	34,1	2 009 053
1840	74,6	2 487 255
1850	101,8	3 079 509

¹ Simons, *Klassenkämpfe in der Geschichte Amerikas*. Cahiers complémentaires de la *Neue Zeit*, n° 7, p. 39.

	1851	137,3	3 200 000	
--	------	-------	-----------	--

Le capital est conscient de l'importance du recrutement des forces de travail dans les sociétés non capitalistes, surtout à propos de ce qu'on appelle le « problème ouvrier » aux colonies. Il use de toutes les méthodes possibles de la « douce violence » pour résoudre ce problème, pour détacher les forces de travail des autres autorités sociales et des autres conditions de production et pour les soumettre à sa loi. Ces procédés ont suscité dans les pays coloniaux les formes hybrides les plus étranges entre le salariat moderne et les régimes d'exploitation primitive¹. Voilà un exemple du fait que la production capitaliste ne peut se passer des forces de travail issues d'autres formations sociales.

Certes, Marx analyse en détail le processus de l'appropriation des moyens de production non capitalistes, ainsi que le processus de la transformation de la paysannerie en prolétariat capitaliste. Tout le 27^e chapitre du livre I du *Capital* est consacré à la description de la genèse du prolétariat anglais, de la classe des petits fermiers capitalistes ainsi que du capital industriel. Marx met l'accent dans la description de ce dernier processus sur le pillage des pays coloniaux par le capital européen. Mais il n'étudie ces faits que dans la perspective de l'« accumulation primitive ». Les processus cités n'illustrent pour Marx que la naissance du capital, Marx les décrit comme l'enfantement douloureux de la production capitaliste par la société féodale. Dès qu'il passe à l'analyse théorique du processus capitaliste - de la production comme de la circulation - il revient sans cesse à son hypothèse de la domination générale et absolue de la production capitaliste. Or nous constatons pourtant que le capitalisme, même dans sa phase de maturité, est lié à tous les égards à l'existence de couches et de sociétés non capitalistes. Il ne s'agit pas seulement dans cette dépendance du problème des débouchés pour les « produits excédentaires » comme l'ont cru Sismondi ainsi que plus tard les critiques et les sceptiques de l'accumulation. L'accumulation est liée quant à sa composition matérielle et ses rapports de valeur et dans tous ses éléments : capital constant, capital variable et plus-value, à des formes de production non capitalistes. Ces dernières constituent le milieu historique donné de ce processus. Non seulement l'accumulation ne peut être expliquée à partir de l'hypothèse de la domination générale et absolue de la production capitaliste, mais elle est même tout simplement inconcevable à tous égards sans le milieu non capitaliste. Sans doute Sismondi et ses successeurs, en réduisant les difficultés de l'accumulation à la réalisation de la plus-value, ont fait preuve d'une intuition juste des conditions d'existence de l'accumulation. Il y a une différence radicale entre les conditions de la réalisation de la plus-value et celles de l'accroissement du capital constant et du capital variable dans

¹ Un exemple typique de telles formes sociales hybrides nous est donné dans la description par l'ancien ministre anglais, Bryce, des mines de diamant sud-africaines : « A Kimberley, la curiosité la plus remarquable, qui est unique au monde, ce sont deux « compounds » où les indigènes employés aux mines sont hébergés et parqués. Il s'agit d'enceintes énormes sans toit, mais tendues d'un réseau de fil de fer pour empêcher que l'on ne jette quelque chose par dessus le mur. Un couloir souterrain conduit à la mine voisine. Le travail s'effectue par équipes chacune huit heures par jour, si bien que l'ouvrier ne reste jamais plus de huit heures consécutives sous terre. Le long du mur, à l'intérieur, s'élèvent des cabanes où les indigènes habitent et dorment. Il y a également un hôpital à l'intérieur de l'enceinte, ainsi qu'une école où les ouvriers peuvent apprendre à lire et à écrire pendant leurs heures de loisirs. On ne prend pas de boissons alcoolisées. Toutes les entrées sont surveillées strictement et aucun visiteur et indigène ni blanc n'a accès au campement. Les vivres sont fournis par un magasin qui se trouve à l'intérieur de l'enceinte et appartient à la société. Le « compound » de la mine de Beers abritait à l'époque de ma visite 2 600 indigènes de toutes les tribus imaginables, si bien que l'on pouvait observer des exemplaires des types les plus variés de Noirs, venus des régions les plus diverses depuis le Natal et le Pondoland au Sud, jusqu'au lac Tanganyika à l'extrême Est du pays. Ils viennent de tous les horizons, attirés par les hauts salaires, généralement de 18 à 30 Mk par semaine, et ils restent là trois mois et davantage, parfois même ils s'établissent pour une plus longue période. Dans ce grand « compound » rectangulaire, on voit des Zoulous du Natal, des Fingos, des Pongos, des Tembous, des Pasutos, des Betchouanas, des sujets du Gunaynhana, qui fait partie des possessions portugaises, quelques Matabeles et Makalakas et beaucoup d'indigènes que l'on appelle « Zambest boys » appartenant aux tribus qui peuplent les deux rives du fleuve. Il y a même des Bushmen, ou du moins des indigènes qui viennent de ces tribus. Ils cohabitent pacifiquement et se distraient chacun à leur manière pendant leurs heures de loisir. Outre les jeux de hasard, nous avons observé un jeu qui ressemble au jeu anglais du renard et de l'oie, on y joue avec des jetons sur une planche; on faisait aussi de la musique sur des instruments primitifs : sur ce qu'on appelle le « piano des Cafres », fabriqué de barres de fer inégalement longues et fixées les fines à côté des autres dans un cadre, et sur un autre instrument encore plus primitif fait de différentes petites barres de bois qui donnent, lorsqu'on les frappe, des sons variés et les rudiments d'une mélodie. Quelques-uns, peu nombreux, lisaient ou écrivaient des lettres, les autres étaient occupés à faire la cuisine ou à bavarder. Beaucoup de tribus bavardent de manière ininterrompue, et on peut entendre dans cet étrange asile de nègres, lorsque l'on passe d'un groupe à l'autre, une douzaine de langues différentes. Après plusieurs mois de travail, les nègres ont coutume de quitter la mine en emportant les économies amassées, pour regagner leur tribu, s'y acheter une femme avec l'argent gagné et vivre ensuite selon leurs traditions » (J. Bryce, *Impressions of South Africa* Londres, 1897, p. 212 et suiv.)

On peut lire dans le même ouvrage la description très vivante des méthodes par lesquelles on résout en Afrique du Sud le « problème ouvrier ». Nous y apprenons qu'à Kimberley, à Witwatersrand au Natal, au Matabeleland, on force les nègres à travailler dans les mines et dans les plantations, en leur prenant tous leurs terrains et tous leurs troupeaux, c'est-à-dire leurs moyens d'existence. Ainsi on les prolétarise, et on mine leur moral par l'alcool (plus tard, lorsqu'ils sont déjà dans l'enceinte « du capital », les boissons alcoolisées leur sont strictement interdites, alors qu'on les a déjà habitués à l'alcool. L'objet d'exploitation doit être maintenu dans un état qui permette son utilisation), et enfin on les oblige par la force, la prison, le fouet, à s'intégrer au système de salaire capitaliste.

leur forme matérielle. Le capital ne peut se passer des moyens de production et des forces de travail de la terre entière. Pour le développement illimité de l'accumulation, il a besoin des trésors naturels et des forces de travail de toutes les régions du monde. Comme la plupart des ressources et de la main-d'œuvre se trouvent en fait dans les sphères de production précapitalistes - qui constituent le milieu historique de l'accumulation du capital - le capital déploie toutes ses forces pour s'emparer de ces territoires et soumettre ces sociétés. Certes la production capitaliste pourrait utiliser même des plantations de caoutchouc gérées avec des méthodes capitalistes, comme il y en a déjà en Inde par exemple. Mais la prédominance effective de structures sociales non capitalistes dans les pays où ces branches de production sont développées pousse le capital à mettre sous sa tutelle ces pays et ces sociétés ; les conditions primitives permettent au capital de prendre des mesures brusques et violentes, telles qu'elles seraient inconcevables dans un régime purement capitaliste.

Il en est autrement de la réalisation de la plus-value. Celle-ci est liée de prime abord à des producteurs et à des consommateurs non capitalistes comme tels. L'existence d'acheteurs non capitalistes de la plus-value est une condition vitale pour le capital et pour l'accumulation, en ce sens elle est décisive dans le problème de l'accumulation du capital. Quoiqu'il en soit, pratiquement l'accumulation du capital comme processus historique dépend à tous les égards des couches sociales et des formes de sociétés non capitalistes.

La solution du problème discuté par l'économie politique pendant près d'un siècle se trouve donc entre les deux extrêmes : entre le scepticisme petit-bourgeois de Sismondi, de von Kirchmann, Vorontsov, Nicolai-on, qui affirmaient l'impossibilité de l'accumulation, et le grossier optimisme de Ricardo, de Say, de Tougan-Baranowsky, pour qui le capitalisme peut se développer seul de matière illimitée - ce qui implique logiquement qu'il est éternel. La solution conforme à l'esprit de la doctrine de Marx est dans la contradiction dialectique selon laquelle l'accumulation capitaliste a besoin pour se mouvoir de formations sociales non capitalistes autour d'elle, qu'elle se développe par des échanges constants avec ces formations et ne peut subsister sans les contacts avec un tel milieu.

C'est en partant de là que l'on peut réviser les conceptions du marché intérieur et du marché extérieur qui ont joué un rôle si important dans les controverses théoriques autour du problème de l'accumulation. Le marché intérieur et le marché extérieur tiennent certes une place importante et très différente l'une de l'autre dans la poursuite du développement capitaliste ; mais ce sont des notions non pas de géographie, mais d'économie sociale. Le marché intérieur du point de vue de la production capitaliste est le marché capitaliste, il est cette production elle-même dans le sens où elle achète ses propres produits et où elle fournit ses propres éléments de production. Le marché extérieur pour le capital est le milieu social non capitaliste qui l'entoure, qui absorbe ses produits et lui fournit des éléments de production et des forces de travail. De ce point de vue, économiquement parlant, l'Angleterre et l'Allemagne constituent presque toujours l'une pour l'autre un marché intérieur, à cause des échanges constants de marchandises, tandis que les consommateurs et producteurs paysans d'Allemagne représentent un marché extérieur pour le capital allemand. Comme on peut le voir dans le schéma de la reproduction, ce sont des notions exactes et rigoureuses. Dans le commerce capitaliste intérieur, le capital ne peut réaliser dans le meilleur des cas que certaines parties de la valeur du produit social total : le capital constant usé, le capital variable et la partie consommée de la plus-value ; en revanche la partie de la plus-value destinée à la capitalisation doit être réalisée « à l'extérieur ». Si la capitalisation de la plus-value est le but proprement dit et le mobile de la production, par ailleurs le renouvellement du capital constant et du capital variable (ainsi que de la partie consommée de la plus-value) est la base large et la condition préalable de la capitalisation. Et si le développement international du capitalisme rend la capitalisation de la plus-value de plus en plus urgente et de plus en plus précaire, il élargit d'autre part la base du capital constant et du capital variable en tant que masse, aussi bien dans l'absolu que par rapport à la plus-value. De là le phénomène contradictoire que les anciens pays capitalistes, tout en constituant les uns pour les autres un marché toujours plus large et en pouvant de moins en moins se passer les uns des autres, entrent en même temps dans une concurrence toujours plus acharnée pour les relations avec les pays non capitalistes ¹.

Les conditions de la capitalisation de la plus-value et les conditions du renouvellement du capital total se contredisent donc de plus en plus. Cette contradiction ne fait du reste que refléter la loi contradictoire de la baisse tendancielle du taux de profit.

27. - La lutte contre l'économie naturelle

Le capitalisme se présente à son origine et se développe historiquement dans un milieu social non capitaliste. En Europe occidentale, il baigne d'abord dans le milieu féodal dont il est issu - l'économie de servage dans la campagne, l'artisanat de corporation à la ville - puis, une fois la féodalité abattue, dans un milieu à la fois paysan et artisan, où par conséquent l'économie marchande simple règne dans l'agriculture comme dans l'artisanat. En outre, hors d'Europe, le capitalisme européen est entouré de vastes territoires où se rencontrent toutes les formes sociales à tous les degrés d'évolution, depuis les hordes communistes de chasseurs nomades jusqu'à la production marchande, paysanne et artisanne. C'est dans ce milieu que se poursuit le processus de l'accumulation capitaliste.

¹ Les relations de l'Angleterre et de l'Allemagne sont typiques pour ces relations commerciales.

Il convient d'y distinguer trois phases : la lutte du capital contre l'économie naturelle, sa lutte contre l'économie marchande et sa lutte sur la scène mondiale autour de ce qui reste des conditions d'accumulation.

Le capitalisme a besoin pour son existence et son développement de formes de production non capitalistes autour de lui. Mais cela ne veut pas dire que n'importe laquelle de ces formes puisse lui être utile. Il lui faut des couches sociales non capitalistes comme débouchés pour sa plus-value, comme sources de moyens de production et comme réservoirs de main-d'œuvre pour son système de salariat. Or l'économie naturelle ne peut rien lui donner de tout cela. Dans toutes les structures de l'économie naturelle, qu'il s'agisse de communes paysannes primitives avec propriété commune du sol, du domaine féodal où règnent le servage ou autres, la production en fonction des besoins domestiques domine l'économie ; en conséquence on n'éprouve pas ou peu le besoin de marchandises étrangères, et on ne produit généralement pas au-delà de ses besoins, ou du moins il n'y a pas nécessité urgente de se défaire des produits excédentaires. Cependant le point essentiel est celui-ci : toutes les tonnes de production naturelles sont fondées sur une sorte de fixation des moyens de production comme des forces de travail.

La commune paysanne communiste aussi bien que la propriété féodale appuient leur organisation économique sur l'enchaînement du moyen de production primordial - la terre - ainsi que des forces de travail par le droit et la tradition. A tous les égards, l'économie naturelle oppose donc aux besoins du capital des barrières rigides. C'est pourquoi le capitalisme mène une lutte exterminatrice partout et toujours contre l'économie naturelle sous quelque forme historique qu'il la rencontre, qu'il s'agisse de l'esclavage, du féodalisme, du communisme primitif, de l'économie paysanne patriarcale. Dans cette lutte la violence politique (révolution, guerre), la pression fiscale et la vente à vil prix des marchandises sont les méthodes essentielles, simultanément ou successivement et de manière complémentaire. En Europe, la lutte contre le féodalisme se manifesta par des révolutions (au nombre desquelles on compte les révolutions bourgeoises du XVII^e, du XVIII^e et du XIX^e siècle). Hors d'Europe la lutte contre les structures sociales primitives prend la forme de la politique coloniale. Ces méthodes, qui joignent le système d'impôts appliqué dans les colonies au commerce, en particulier avec les communautés primitives, allient la violence politique aux facteurs économiques.

Les buts économiques du capitalisme dans la lutte contre l'économie naturelle peuvent se résumer ainsi :

1. - Appropriation directe d'importantes ressources de forces productives comme la terre, le gibier des forêts vierges, les minéraux, les pierres précieuses et les minerais, les produits des plantes exotiques telles que le caoutchouc, etc. ;
2. - « Libération » de forces de travail qui seront contraintes de travailler pour le capital ;
3. - Introduction de l'économie marchande
4. - Séparation de l'agriculture et de l'artisanat.

L'accumulation primitive, qui est la première phase du capitalisme en Europe de la fin du Moyen Age jusqu'au milieu du XIX^e siècle, a trouvé dans l'expropriation des paysans en Angleterre et sur le continent la meilleure méthode pour transformer massivement les moyens de production et les forces de travail en capital. Or le capital pratique aujourd'hui encore ce système sur une échelle autrement plus large, par la politique coloniale. Il est illusoire d'espérer que le capitalisme se contentera jamais des moyens de production qu'il peut acquérir par la voie de l'échange de marchandises. Le capital se heurte de prime abord au fait que sur des territoires immenses de la surface exploitable de la terre, les forces productives sont enchaînées dans des formations sociales ne pratiquant pas l'échange ou la vente parce que les formes économiques ou la structure sociale l'interdisent. C'est le cas notamment de la terre avec ses richesses minérales, ses prairies, ses forêts et ses eaux, et enfin du bétail pour les peuplades primitives pratiquant l'élevage. Si le capital devait se fier à la décomposition interne de ces structures économiques, il y faudrait des siècles. Attendre qu'au terme de ce processus de désintégration les moyens de production les plus importants soient aliénés par l'échange, reviendrait pour le capital à renoncer aux forces productives de ces territoires. D'où le capitalisme conclut la nécessité de s'emparer par la force des moyens de production les plus importants des pays coloniaux. Mais les liens traditionnels primitifs des indigènes constituent le rempart le plus puissant de leur organisation sociale et la base de leurs conditions matérielles d'existence ; le capital se donne donc pour première tâche la destruction systématique et l'anéantissement des structures sociales non capitalistes auxquelles il se heurte dans son expansion. Ce n'est plus là de l'accumulation primitive, car ce processus se poursuit encore aujourd'hui. Chaque expansion coloniale nouvelle va naturellement de pair avec la lutte acharnée du capital contre la situation sociale et économique des indigènes qu'il dépouille par la force de leurs moyens de production et de leurs forces de travail. Il serait vain d'espérer limiter le capitalisme à la « concurrence pacifique », c'est-à-dire à un commerce normal de marchandises tel qu'il est pratiqué entre pays capitalistes comme base unique de l'accumulation. Cet espoir repose sur l'erreur doctrinale selon laquelle l'accumulation capitaliste pourrait s'effectuer sans les forces productives et sans la consommation des populations primitives, et qu'elle pourrait simplement laisser se poursuivre la désintégration interne de l'économie naturelle. L'expansion par bonds qui caractérise l'accumulation capitaliste ne permet pas plus au capital de compter sur l'accroissement naturel de la population salariée et de s'y limiter que d'attendre la lente décomposition des sociétés primitives et leur accession à l'économie marchande, et de s'en contenter. Le capital ne connaît aucune autre solution à ce problème que la violence, qui est une méthode permanente de l'accumulation comme processus historique depuis son origine jusqu'à aujourd'hui. Mais les sociétés primitives, pour qui il s'agit d'une question de vie ou de mort, n'ont d'autre ressource que la résistance et la lutte à

mort jusqu'à l'épuisement total ou l'anéantissement. De là l'occupation militaire constante des colonies, les révoltes des indigènes et les expéditions coloniales destinées à les réprimer, qui sont des phénomènes permanents des régimes coloniaux. La méthode violente est ici la conséquence directe de la rencontre du capitalisme avec les structures de l'économie naturelle qui opposent des limites à son accumulation. Le capital ne peut se passer des moyens de production ni des forces de travail de ces sociétés primitives, qui lui sont en outre indispensables comme débouchés pour son surproduit. Mais pour les dépouiller de leurs moyens de production, leur prendre les forces de travail et les transformer en clients de ses marchandises, il travaille avec acharnement à les détruire en tant que structures sociales autonomes. Cette méthode est du point de vue du capital la plus rationnelle, parce qu'elle est à la fois la plus rapide et la plus profitable. Par ailleurs elle a pour conséquence le développement du militarisme. Mais c'est là une question que nous traiterons plus loin à propos d'un autre aspect de l'accumulation. Des exemples classiques de l'emploi de ces méthodes dans les colonies sont fournis par la politique des Anglais aux Indes et celle des Français en Algérie.

La structure économique ancestrale des Indiens - la communauté villageoise communautaire - s'était maintenue sous des formes diverses à travers des millénaires et avait parcouru une longue évolution malgré les assauts venus de tous lieux. Au VI^e siècle avant J.-C., les Perses avaient envahi le bassin de l'Indus et conquis une partie du pays. Deux siècles plus tard ce fut l'invasion grecque, qui laissa derrière elle les colonies alexandrines comme témoins d'une culture étrangère. Les Scythes barbares envahirent à leur tour le pays. Pendant des siècles les Arabes règnent en Inde. Plus tard, les Afghans descendirent des hauteurs de l'Iran, ils furent repoussés à leur tour par l'assaut impétueux des hordes de Tatares venus de Transoxanie. Puis ce furent les Mongols, semant la terreur et anéantissant tout sur leur passage. Des villages entiers furent massacrés et les rizières paisibles se coloraient du sang versé. Mais la communauté villageoise indienne survécut à tout cela. Car tous les conquérants musulmans successifs ne touchèrent en rien à la vie sociale interne de la masse paysanne ni à sa structure traditionnelle. Ils se contentèrent d'installer dans les provinces un gouverneur pour contrôler l'organisation militaire et collecter les tributs imposés à la population. Tous ces conquérants avaient en vue la domination et l'exploitation du pays, mais aucun n'avait intérêt à dépouiller le peuple de ses forces productives ou à anéantir son organisation sociale. Sous l'empire du Grand Mogol, les paysans devaient payer tous les ans un tribut en nature à la puissance étrangère, mais ils continuaient à vivre dans leurs villages sans être inquiétés, ils pouvaient cultiver le riz dans les *sholgura* comme leurs ancêtres. Puis vinrent les Anglais ; et le fléau de la civilisation capitaliste réussit à anéantir toute l'organisation sociale du peuple, accomplissant en peu de temps ce que des siècles, ce que l'épée des Nogais n'avaient pu faire. Le but ultime du capital anglais était d'arracher à la commune indienne la base de son existence : la terre, et de s'en emparer.

A cet effet on fit jouer la fiction en usage chez les colonisateurs européens, selon laquelle toute la terre des colonies était propriété des dominateurs politiques. Les Anglais offrirent rétrospectivement la propriété de l'Inde au Grand Mogol et à ses satrapes, pour en hériter ensuite à titre de « successeurs légitimes ». Les savants les plus renommés de l'économie classique, comme James Mill, s'ingénierent à fonder cette fiction sur des arguments « scientifiques », comme cette conclusion fameuse que nous citons : Nous devons admettre que la propriété de la terre en Inde appartient au souverain, « car si nous supposons qu'il n'était pas le propriétaire du sol, nous ne saurions à qui en attribuer la propriété »¹.

¹ Dans son *Histoire de l'Inde britannique*, James Mill cite sans discernement et sans critique des témoignages venus des sources les plus diverses, tels que ceux de Mungo Park, d'Hérodote, de Volney, d'Acosta, de Garcilasso de la Vega, de l'abbé Grosier, de Diodore, de Strabon, etc., témoignages à l'aide desquels il établit le principe selon lequel, dans des conditions sociales primitives, la terre appartient partout et toujours au souverain. Il applique par analogie ce principe à l'Inde, concluant : « *From these facts only one conclusion can be drawn, that the property of the soil resided in the sovereign; for if it did not reside in him, it will be impossible to show to whom it belonged* » (James Mill, *The History of British India*, 4^e édition, 1840, vol. 1, page 311).

L'éditeur de l'ouvrage, H. Wilson, professeur de sanscrit à l'Université d'Oxford et spécialiste de droit indien ancien, ajoute à cette conclusion classique de l'économie bourgeoise un commentaire intéressant. Dans la préface, il présente l'auteur comme un homme de parti, qui a découpé à sa manière l'histoire de l'Inde britannique pour justifier « *the theoretical views of M. Bentham* », et a donné une image caricaturale du peuple hindou à l'aide de moyens contestables (« *a portrait of the Hindus which has no resemblance whatever to the original, and which almost outrages humanity* »); il ajoute alors la note suivante : « *The greater part of the text and of the notes here is wholly irrelevant. The illustrations drawn from Mahometan practice, supposing them to be correct, have nothing to do with the laws and rights of the Hindus. They are not, however, even accurate, and Mr Mill's guides have misled him* ». Wilson conteste ensuite, notamment à propos de l'Inde, la théorie du droit de propriété du souverain sur la terre (*op. cit.*, pages 305, note). Henry Maine pense, lui aussi, que les Anglais ont tenté de justifier leur exigence de la propriété du territoire entier de l'Inde, exigence qu'il désapprouve sur l'exemple de leurs prédécesseurs musulmans : « *The assumption which the English first made was one which they inherited from their Mahometan predecessors. It was, that all the soil belonged in absolute property to the sovereign, and that all private property in land existed by his sufferance. The Mahometan theory and the corresponding Mahometan practice had put out of sight the ancient view of the sovereign rights, which, though it assigned to him a far larger share of the produce of the land than any western ruler has ever claimed, yet in nowise denied the existence of private property in land* ». (*Village communities in the East and the West*, 5^e ed., 1890, p. 104). En revanche, Maxime Kowalewsky a prouvé que la prétendue « théorie et pratique musulmane » n'est qu'une légende d'origine anglaise (voir à ce sujet sa remarquable étude en langue russe : *La propriété collective du sol ; causes, historique et conséquences de sa désintégration*, Moscou, 1879, 1^{re} partie.)

En vertu de cette régie, dès 1793, dans la province du Bengale, les Anglais offrirent la propriété des terres de leur district aux Zemindars, qui sont les collecteurs d'impôts musulmans, ou encore aux surintendants héréditaires de marchés qu'ils avaient trouvés en place. Ils s'assurèrent ainsi des appuis parmi les indigènes dans leur campagne contre la masse paysanne. Par la suite, ils adoptèrent la même politique pour leurs nouvelles conquêtes dans la province d'Agram, à Oudh et dans les Provinces Centrales. Il s'ensuivit une série d'insurrections paysannes, où souvent les collecteurs d'impôts furent chassés. A la faveur de la confusion et de l'anarchie générales, les capitalistes anglais réussirent à s'approprier une grande partie des territoires.

En outre, les charges fiscales furent si brutalement augmentées qu'elles engloutissaient presque tous les fruits du travail de la population. La situation s'aggrava à un tel point dans les districts de Delhi et d'Allahabad que (d'après le témoignage officiel des inspecteurs britanniques des impôts en 1854) les paysans eurent intérêt à louer ou à hypothéquer leurs terres pour un prix équivalant au montant de leurs impôts. Ce système de contributions favorisa la naissance de l'usure, qui s'établit dans la commune indienne, minant de l'intérieur l'organisation sociale comme un cancer¹. Pour accélérer ce processus, les Anglais promulguèrent une loi qui heurtait toutes les traditions et le système juridique de la communauté paysanne : ils instituèrent l'adjudication obligatoire des terrains communaux pour arranges d'impôts. En vain l'ancienne communauté familiale chercha-t-elle à se protéger contre cette loi en affirmant son droit d'option sur l'achat appartenant à l'ensemble de la communauté ou aux diverses familles. La désintégration se poursuivait rapidement. Des adjudications avaient lieu, des membres de la communauté familiale perdaient, les paysans s'endettaient et étaient expropriés. Conformément à leur tactique habituelle dans les Colonies², les Anglais cherchaient ainsi à donner l'impression que leur politique de force, qui avait attaqué les bases du système de propriété et entraîné à la faillite l'économie rurale des Hindous, leur avait été imposée précisément dans l'intérêt des paysans pour les protéger contre les tyrans et leurs exploités indigènes.

D'abord les Anglais créèrent artificiellement une aristocratie terrienne en Inde aux dépens des droits de propriété traditionnels des communautés paysannes, prétendant ensuite protéger les paysans contre ces oppresseurs et amener le terrain « illégalement usurpé » entre les mains des capitalistes anglais. C'est ainsi qu'en peu de temps l'Inde vit naître la grande propriété foncière, tandis que sur d'immenses espaces les paysans furent transformés en une masse prolétarisée de petits fermiers à court bail. Enfin la méthode spécifique de la colonisation capitaliste se traduisit par un fait caractéristique. Les Anglais furent les premiers conquérants de l'Inde à manifester une indifférence brutale à l'égard des grands travaux d'utilité publique. Les Arabes, les Afghans et les Mongols dirigèrent et protégèrent en Inde de grands ouvrages de canalisation, sillonnèrent le pays de routes, construisirent des ponts, firent creuser des puits. L'ancêtre de la dynastie mongole en Inde, Timour³ ou Tamerlan, se préoccupait de l'agriculture, de l'irrigation, de la sécurité des routes et de l'approvisionnement des voyageurs. « *Les radjahs primitifs de l'Inde, les conquérants afghans ou mongols, qui se montraient parfois cruels à l'égard des individus, marquaient du moins leur règne par des constructions magnifiques que l'on rencontre aujourd'hui à chaque pas et qui semblent être l'œuvre d'une race de géants. La Compagnie (des Indes orientales, qui a gouverné l'Inde jusqu'en 1858) n'a pas*

Les savants anglais, ainsi du reste que leurs collègues français soutiennent actuellement une théorie fantaisiste semblable à propos de la Chine, prétendant, par exemple, que toute la terre était la propriété de l'empereur (voir la réputation de cette légende dans l'ouvrage du Dr O. Franke, *Die Rechtsverhältnisse am Grundeigentum in China*, 1903).

¹ « *The partition of inheritances and execution of debt levied on land are destroying the communities - this is the formula heard now-a-days everywhere in India* » (Henry Maine, *op. cit.* p. 113).

² On trouve des explications analogues de la politique coloniale officielle de l'Angleterre chez Lord Roberts of Kandahar, qui représenta pendant des années la puissance anglaise en Inde ; il ne trouve rien de mieux que d'attribuer pour cause la révolte des Sepoy les « malentendus » à propos des intentions paternelles des régents anglais : « *On a reproché à tort à la commission de colonisation d'avoir fait preuve d'injustice en vérifiant, comme c'était son devoir, les droits et les titres de propriété de chaque propriétaire foncier, et en imposant ensuite au propriétaire légal une taxe foncière... Quand la paix et l'ordre furent rétablis, il fallut contrôler la propriété foncière car la terre avait souvent été acquise par le pillage et par la force, comme c'est la coutume chez les régents et dans les dynasties indigènes. Dans cette perspective, on entreprit l'examen des droits de propriété, etc. L'enquête découvrit que beaucoup de familles de haut rang et occupant une position élevée s'étaient approprié les terres de voisins moins influents ou levaient sur eux des impôts proportionnels à la valeur de leur domaine. On mit fin à cet état de choses dans un esprit de justice. Bien que les mesures eussent été prises avec beaucoup de prudence et dans les meilleures intentions, elles déplurent fortement aux classes supérieures, sans réussir à gagner l'appui des masses. Les familles régnantes nous reprochèrent d'essayer de procéder à un partage équitable des droits et d'introduire un système égalitaire d'impôts fonciers... Par ailleurs, la population paysanne, qui tirait avantage de notre gouvernement, ne pouvait comprendre cependant que ces mesures étaient destinées à améliorer son sort.* » (*Forty one years in India* Londres, 1901, p. 233.)

³ Les *Maximes de gouvernement de Timour* (traduites du persan en anglais en 1783) contiennent le passage suivant : « *And I commanded that they should build places of worship, and monasteries in every city ; and that they should erect structures for the reception of travellers on the high roads and that they should make bridge across the rivers.*

And I ordained, whoever undertook the cultivation of waste lands, or built an aqueduct, or made a canal, or planted a grove, or restored to culture a deserted district, that in the first year nothing should be taken from him, and that in the second year, whatever the subject voluntarily offered should be received, and that in the third year the duties should be collected according to the regulation. » (James Mill, *The History of British India* 4^e ed., vol. 2, pp. 492-498.)

découvert une seule source, creusé un seul puits, construit un seul canal ni bâti un seul pont dans l'intérêt des Indiens !¹ »

Un autre témoin, l'Anglais James Wilson écrit : « Dans la province de Madras, chacun est frappé d'admiration à la vue des anciens et grandioses travaux d'irrigation dont les traces ont subsisté jusqu'à notre époque. Des systèmes de barrage canalisant les fleuves formaient de véritables lacs d'où partaient des canaux distribuant l'eau à 60 et 70 lieues à la ronde. On trouvait parfois jusqu'à 30 ou 40 écluses de cette sorte sur le cours des grands fleuves... L'eau de pluie qui coulait des montagnes était rassemblée dans de grands bassins construits à cet usage, dont beaucoup existent aujourd'hui encore, et mesurent 15 à 25 lieues de circonférence. Ces travaux gigantesques étaient presque tous achevés avant 1750. A l'époque des guerres de la Compagnie des Indes contre les souverains mongols, et, il faut le dire, pendant toute la durée de notre domination aux Indes, ils sont tombés en décrépitude². »

C'est tout naturel : il importait peu au capital anglais de maintenir les communautés indiennes et de les soutenir économiquement. Au contraire il fallait les détruire et les dépouiller de leurs forces productives. La cupidité impétueuse et croissante de l'accumulation, que sa nature oblige à ne tenir compte que des « conjonctures » du marché, et qui est incapable de songer au lendemain, ne saurait voir plus loin et apprécier la valeur des travaux publics d'une civilisation ancienne. En Égypte il y a quelque temps, des ingénieurs anglais, chargés de construire pour une entreprise capitaliste d'énormes barrages sur le Nil, ont fiévreusement essayé de retrouver les traces d'anciens systèmes de canalisation comme celles que, dans les provinces indiennes, on avait laissé complètement tomber en ruines avec une incurie stupide de barbares. Les Anglais n'ont appris qu'en 1867 à apprécier les résultats de leurs nobles efforts ; cette année-là, en effet, une famine terrible avait provoqué la mort d'un million d'hommes dans la seule province d'Orissa, ce qui donna lieu à une enquête du Parlement anglais sur les causes de la misère. A l'heure actuelle, le gouvernement anglais a pris des mesures administratives pour chercher à protéger les paysans contre l'usure. Le Punjab Alienation Act (1900) interdit de vendre ou d'hypothéquer des terrains appartenant aux paysans à des membres de castes autres que celles qui cultivent le sol ; les exceptions qui peuvent être faites dans des cas individuels sont soumises à l'autorisation de l'inspecteur des finances³. Les Anglais, après avoir systématiquement détruit les liens protecteurs des anciennes organisations sociales des Hindous et favorisé l'établissement d'un système d'usure où le taux d'intérêt atteignait habituellement 15 %, mettent le paysan indien ruiné et réduit à la misère sous la tutelle du fisc et de ses employés, autrement dit sous la « protection » de ceux qui le saignent à blanc.

A côté de l'Inde britannique et de son martyr, l'Algérie sous la domination politique française tient une place d'honneur dans les annales de l'économie coloniale capitaliste. Lorsque les Français conquièrent l'Algérie, la masse de la population kabyle était dominée par des institutions sociales et économiques très anciennes qui, à travers l'histoire mouvementée du pays, se sont maintenues jusqu'au XIX^e siècle et en partie jusqu'à aujourd'hui. Sans doute la propriété privée existait-elle dans les villes parmi les Maures et les Juifs, chez les marchands, les artisans et les usuriers. Sans doute la suzeraineté turque avait-elle confisqué dans la campagne de grandes étendues de terre comme domaines d'État. Cependant presque la moitié de la terre cultivée était restée propriété collective des tribus arabes kabyles, qui gardaient des mœurs patriarcales très anciennes. Beaucoup de tribus arabes menaient au XIX^e siècle la même vie nomade qu'elles avaient toujours menée, et qui ne semble instable et désordonnée qu'à un regard superficiel, mais qui en réalité est réglée de manière stricte et souvent monotone ; chaque été, avec les femmes et les enfants, emmenant les troupeaux et les tentes, elles émigraient vers la région côtière de Tell, au climat rafraîchi par le vent, et chaque hiver les ramenait à la chaleur protectrice du désert. Chaque tribu et chaque famille avaient leurs itinéraires déterminés, et les stations d'hiver ou d'été où elles plantaient leurs tentes étaient fixes. De même, chez les Arabes agriculteurs, la terre était la plupart du temps propriété collective des tribus. La grande famille kabyle avait également des mœurs patriarcales et vivait selon des règles traditionnelles sous la direction de ses chefs élus.

Dans ce large cercle familial, la direction commune des affaires domestiques était confiée à la femme la plus âgée, qui pouvait également être élue par les autres membres de la famille, ou encore à chacune des femmes successivement. L'organisation de la grande famille kabyle au bord du désert africain ressemblait assez curieusement à la « zadruga » des pays slaves du Sud ; la famille possédait en commun non seulement le soi, mais tous les outils, les armes et l'argent nécessaires à l'activité professionnelle de ses membres et acquis par eux. Chaque homme possédait en propre un seul costume, et chaque femme simplement les vêtements et les bijoux qu'elle avait reçus en cadeau de noces. Mais tous les vêtements plus précieux et les bijoux étaient considérés comme propriété indivise de la famille et ne pouvaient être portés par chacun des membres qu'avec la permission de tous. Si la famille était peu nombreuse, elle prenait ses repas à une table commune, les femmes faisaient la cuisine à tour de rôle, et les femmes âgées étaient chargées de servir les plats. Si le cercle familial était trop large, le chef de la tribu distribuait

¹ Comte Warren, *De l'état moral de la population indigène* ; cité par Kowalewsky, *op. cit.*, p. 164.

² *Historical and descriptive account of British India from the most remote period to the conclusion of the Afghan war*, by Hugh Murray. James Wilson, Greville, Prof. Jameson, William Wallace and Captain Dalrymple, Edimbourg, 4^e éd., 1843, vol. 2, p. 427 ; cité par Kowalewsky, *op. cit.*

³ Victor v. Leyden, *Agrarverfassung und Grundsteuer in Britisch-Ostindien. Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*. XXXVI^e année, cahier 4, p. 1855.

une ration mensuelle de vivres non préparés, les répartissant avec une stricte égalité entre les diverses familles, qui se chargeaient de les préparer. Ces communautés étaient réunies par des liens étroits d'égalité, de solidarité et d'assistance mutuelle, et les patriarches avaient coutume en mourant de recommander à leurs fils de demeurer fidèles à la communauté ¹.

La domination turque qui s'était établie en Algérie au XVI^e siècle avait déjà fait de sérieuses entailles dans cette organisation sociale. Cependant ce sont les Français qui inventèrent la légende selon laquelle les Turcs auraient confisqué toute la terre au bénéfice du fisc. Seuls des Européens pouvaient imaginer une idée aussi absurde, qui est en contradiction avec tous les fondements économiques de l'Islam et des croyants. Au contraire les Turcs respectèrent généralement la propriété collective des villages et des grandes familles. Ils reprirent seulement aux familles une grande partie des terres non cultivées pour les transformer en domaines d'État (beyliks) qui, sous la direction d'administrateurs locaux turcs, furent soit gérés directement par l'État avec l'aide d'une main-d'œuvre indigène, soit affermés en échange d'un bail ou de redevances en nature. En outre les Turcs profitèrent de chaque rébellion des tribus soumises et de chaque trouble dans le pays pour agrandir les domaines fiscaux par des confiscations de terrains, y fondant des colonies militaires ou bien vendant aux enchères publiques les biens confisqués, qui tombaient généralement entre les mains d'usuriers turcs ou autres. Pour échapper aux confiscations ou à la pression fiscale beaucoup de paysans se plaçaient, comme au Moyen Âge en Allemagne, sous la protection de l'Église, qui devint ainsi propriétaire d'immenses domaines. Enfin, la répartition des propriétés en Algérie se présentait, après ces nombreuses vicissitudes, de la manière suivante : les domaines d'État comprenaient 1 500 000 hectares de terrain ; 3 000 000 d'hectares de terres non cultivées appartenaient également à l'État comme « propriété commune de tous les croyants » (*bled el Islam*) ; 3 000 000 d'hectares étaient la propriété privée des Berbères, depuis l'époque romaine ; en outre, sous la domination turque, 1 500 000 hectares étaient devenus propriété privée. Les tribus arabes gardaient en indivision 5 000 000 d'hectares. Quant au Sahara, il comprenait environ 3 000 000 d'hectares de terres cultivables dans le domaine des oasis, qui appartenaient soit à des domaines gérés collectivement par les grandes familles, soit à des domaines privés. Les 23 000 000 d'hectares restants étaient pratiquement déserts.

Après la conquête de l'Algérie, les Français firent grand bruit autour de leur oeuvre de civilisation. On sait que l'Algérie, qui s'était délivrée au début du XVIII^e siècle du joug turc, était devenue un repaire de pirates infestant la Méditerranée et se livrant au trafic d'esclaves chrétiens. L'Espagne et l'Union Nord-Américaine, qui elles-mêmes à l'époque pouvaient se glorifier de hauts faits dans le domaine du trafic d'esclaves, déclarèrent une guerre sans merci aux infamies des Musulmans. La Révolution française prêcha également une croisade contre l'anarchie algérienne. La France avait donc entrepris la conquête de l'Algérie en proclamant les mots d'ordre de la lutte contre l'esclavage et de l'instauration de la civilisation. La pratique allait bientôt montrer ce qui se cachait derrière ces phrases. On sait qu'au cours des quarante années écoulées depuis la conquête de l'Algérie, aucun État européen n'a changé aussi souvent de régime politique que la France. A la Restauration avait succédé la révolution de Juillet et la royauté bourgeoise, celle-ci fut chassée par la révolution de Février qui fut suivie de la seconde République, du second Empire, enfin de la débâcle de 1870 et de la troisième République. La noblesse, la haute finance, la petite bourgeoisie, les larges couches de la moyenne bourgeoisie se cédaient successivement le pouvoir politique. Mais la politique française en Algérie demeura immuable à travers ces vicissitudes, elle resta orientée du début à la fin vers le même but : au bord du désert africain elle découvrait le centre d'intérêt de tous les bouleversements politiques en France au XIX^e siècle : la domination de la bourgeoisie capitaliste et de sa forme de propriété.

Le 30 juin 1873, le député Humbert, rapporteur de la Commission pour le règlement de la situation agricole en Algérie, déclara à une séance de la Chambre : « *Le projet de loi que nous proposons à votre étude n'est rien d'autre que le couronnement de l'édifice dont le fondement a été posé par une série d'ordonnances, de décrets, de lois et de senatus-consultes, qui tous ensemble et chacun en particulier poursuivent le même but : l'établissement de la propriété privée chez les Arabes.* »

La destruction et le partage systématiques et conscients de la propriété collective, voilà le but et le pôle d'orientation de la politique coloniale française pendant un demi-siècle, quels que fussent les orages qui secouèrent la vie politique intérieure. On servait en ceci un double intérêt clairement reconnu.

Il fallait détruire la propriété collective surtout pour abattre la puissance des familles arabes comme organisations sociales, et briser ainsi la résistance opiniâtre contre la domination française ; cette résistance se manifestait, malgré

¹ « *Presque toujours, le père de famille en mourant recommande à ses descendants de vivre dans l'indivision, suivant l'exemple de leurs aïeux : c'est là sa dernière exhortation et son vœu le plus cher.* » (A. Hanotaux et A. Letourneux, *La Kabylie et les coutumes kabyles*, 1873, tome 2, Droit civil, pp. 468-473.) Les auteurs ont le front de faire précéder cette description du commentaire suivant : « *Dans la ruche laborieuse de la famille associée tous sont réunis dans un but commun, tous travaillent dans un intérêt général mais nul n'abdique sa liberté et ne renonce à ses droits héréditaires. Chez aucune nation on ne trouve de combinaison qui soit plus près de l'égalité et plus loin du communisme !* »

la supériorité de la puissance militaire française, par de constantes insurrections de tribus, ce qui entraînait un état de guerre permanent dans la colonie ¹.

En outre la ruine de la propriété collective était la condition préalable à la domination économique du pays conquis; il fallait en effet arracher aux Arabes les terres qu'ils possédaient depuis un millénaire pour les confier aux mains des capitalistes français. A cet effet on jouait de cette même fiction, que nous connaissons déjà, selon laquelle toute la terre appartenait, conformément à la loi musulmane, aux détenteurs du pouvoir politique. Comme les Anglais en Inde, les gouverneurs de Louis-Philippe en Algérie déclaraient « impossible » l'existence de la propriété collective des grandes familles. Sur la base de cette fiction, la plupart des terres cultivées, notamment les terrains communaux, les forêts et les prairies furent déclarées propriété de l'État et utilisées à des buts de colonisation. On construisit tout un système de cantonnements par lequel les colons français s'installèrent au milieu des territoires indigènes, tandis que les tribus elles-mêmes se trouvèrent parquées dans un territoire réduit au minimum. Les décrets de 1830, 1831, 1840, 1844, 1845 et 1846, « légalisèrent » ces vols de terrains appartenant aux tribus arabes. Mais ce système de cantonnements ne favorisa aucunement la colonisation. Il donna simplement libre cours à la spéculation et à l'usure. La plupart du temps, les Arabes s'arrangèrent pour racheter les terrains qui leur avaient été volés, ce qui les obligea naturellement à s'endetter. La pression fiscale française accentua cette tendance. En particulier la loi du 16 juin 1851, qui proclamait les forêts domaines d'État, vola ainsi 2 400 000 hectares de pâturages et de taillis privant les tribus éleveuses de bétail de leurs moyens d'existence. Cette avalanche de lois, d'ordonnances et de décrets donna lieu à une confusion indescriptible dans les réglementations de la propriété. Pour exploiter la fièvre de spéculation foncière et dans l'espoir de récupérer bientôt leurs terres, beaucoup d'indigènes vendirent leurs domaines à des Français, mais ils vendaient souvent le même terrain à deux ou trois acheteurs à la fois ; parfois il s'agissait d'un domaine qui ne leur appartenait pas en propre, mais était la propriété commune et inaliénable de leur tribu. Ainsi une société de spéculation de Rouen crut avoir acheté 20 000 hectares de terre, tandis qu'en réalité elle n'avait un titre - contestable - de propriété que pour un lot de 1 370 hectares. Une autre fois, un terrain de 1 230 hectares se réduisit après la vente et le partage à 2 hectares. Il s'ensuivit une série infinie de procès, où les tribunaux faisaient droit par principe à toutes les réclamations des acheteurs et respectaient tous les partages. L'insécurité de la situation, la spéculation, l'usure et l'anarchie se répandaient universellement. Mais le plan du gouvernement français, qui voulait s'assurer le soutien puissant d'une masse de colons français au milieu de la population arabe, échoua misérablement. C'est pourquoi la politique française sous le Second Empire changea de tactique : le gouvernement, après avoir pendant trente ans nié la propriété collective des tribus, fut obligé, sous la pression des faits, d'en reconnaître officiellement l'existence, mais d'un même trait de plume il proclamait la nécessité de la partager de force. Le sénatus-consulte du 22 avril 1863 a cette double signification : « *Le gouvernement, déclarait le général Allard au Sénat, ne perd pas de vue que le but commun de la politique est d'affaiblir l'influence des chefs de tribus et dissoudre ces tribus. De cette manière les derniers restes de féodalisme (!) seront supprimés, les adversaires du projet gouvernemental sont les défenseurs de ce féodalisme... L'établissement de la propriété privée, l'installations de colons français au milieu des tribus arabes... seront les moyens les plus sûrs pour accélérer le processus de dissolution des tribus* ². »

Pour procéder au partage des terres, la loi de 1863 instaura des commissions particulières composées de la manière suivante : un général de brigade ou un capitaine comme président, puis un sous-préfet, un employé des autorités militaires arabes et un fonctionnaire de l'Administration des Domaines. Ces experts tout désignés des questions économiques et sociales africaines avaient une triple tâche : il fallait d'abord délimiter les frontières des territoires des tribus, puis répartir le domaine de chaque tribu entre les branches diverses des grandes familles, enfin diviser ces terrains familiaux eux-mêmes en petites parcelles individuelles. Cette expédition des généraux de brigade fut ponctuellement exécutée à l'intérieur de l'Algérie. Les commissions se rendirent sur place. Elles jouaient à la fois le rôle d'arpenteurs, de distributeurs de parcelles, et en outre, de juges dans tous les litiges qui s'élevaient à propos des terres. C'était au gouverneur général de l'Algérie de confirmer en dernière instance les plans de répartition. Dix ans de travaux difficiles des commissions aboutirent au résultat suivant : de 1863 à 1873, sur 700 propriétés des tribus arabes, 400 furent réparties entre les grandes familles. Ici déjà se trouvait en germe l'inégalité future entre la grande propriété foncière et le petit lotissement, car selon la grandeur des terrains et le nombre des membres de la tribu, chaque membre se vit attribuer tantôt des parcelles de 1 à 4 hectares, tantôt des terrains de 100 et parfois même de 180 hectares. Le partage des terres n'alla cependant pas plus loin. Malgré les généraux de brigade, les mœurs des Arabes offraient des résistances insurmontables au partage ultérieur des terres familiales. Le but de la politique française : l'établissement de la propriété privée et la transmission de cette propriété aux Français, avait donc encore une fois échoué dans l'ensemble.

Seule la Troisième République, régime officiel de la bourgeoisie, a trouvé le courage et le cynisme d'aller droit au but et d'attaquer le problème de front, sans s'embarrasser de démarches préliminaires. En 1873, l'Assemblée élabora une loi, dont le but avoué était le partage immédiat des terres des 700 tribus arabes en parcelles individuelles,

¹ « *Nous devons nous hâter - déclara le député Didier, rapporteur de la Commission à une séance de la Chambre en 1851 - de dissoudre les associations familiales, car elles sont le levier de toute opposition contre noire domination* »

² Cité par Kowalesky, *op. cit.*, p. 217. Comme on le sait, il est d'usage en France, depuis la Révolution de stigmatiser toute opposition au gouvernement comme une apologie ouverte ou indirecte du « féodalisme ».

l'introduction de la propriété privée par la force. Le prétexte de cette loi était la situation désespérée qui régnait dans la colonie. Il avait fallu autrefois la grande famine indienne de 1866 pour éclairer l'opinion publique en Angleterre sur les beaux résultats de la politique coloniale anglaise et provoquer l'institution d'une commission parlementaire chargée d'enquêter sur la situation désastreuse de l'Inde. De même, à la fin des années 1860, l'Europe fut alarmée par les cris de détresse de l'Algérie, où quarante ans de domination française se traduisaient par la famine collective et par un taux de mortalité extraordinairement élevé parmi les Arabes. On réunit une commission chargée d'étudier les causes et l'effet des lois nouvelles sur la population arabe ; l'enquête aboutit à la conclusion unanime que la seule mesure susceptible de sauver les Arabes était l'instauration de la propriété privée. En effet, la propriété privée seule permettrait à chaque Arabe de vendre et d'hypothéquer son terrain et le sauverait ainsi de la ruine. On déclara ainsi que le seul moyen de soulager la misère des Arabes qui s'étaient endettés parce que les Français leur avaient volé leurs terres et les avaient soumis à un lourd système d'impôts, était de les livrer aux mains des usuriers. Cette farce fut exposée à la Chambre avec le plus grand sérieux et les dignes membres de l'Assemblée l'accueillirent avec non moins de gravité. Les vainqueurs de la Commune de Paris triomphaient sans pudeur.

La Chambre invoquait surtout deux arguments pour appuyer la nouvelle loi. Les avocats du projet de loi gouvernementale répétaient sans relâche que les Arabes eux-mêmes souhaitaient ardemment l'introduction de la propriété privée. En effet ils la souhaitaient, surtout les spéculateurs de terrains et les usuriers algériens, qui avaient le plus grand intérêt à « libérer » leurs victimes des liens protecteurs des tribus et de leur solidarité. Tant que le droit musulman était en vigueur en Algérie, les propriétés des tribus et des familles restaient inaliénables, ce qui opposait des difficultés insurmontables à l'hypothèque des terres. Il fallait à présent abolir complètement l'obstacle pour laisser libre champ à l'usure. Le deuxième argument était d'ordre « scientifique ». Il faisait partie du même arsenal intellectuel où puisait l'honorable James Mill lorsqu'il étalait les preuves de sa méconnaissance du système de propriété indien : l'économie politique classique anglaise. Les disciples de Smith et de Ricardo proclamaient avec emphase que la propriété privée est la condition nécessaire de toute culture du sol intensive en Algérie, qui seule parviendrait à supprimer la famine ; il est évident en effet que personne ne veut investir ses capitaux ou faire une dépense intensive de travail dans une terre qui ne lui appartient pas et dont il ne peut goûter seul les produits. Mais les faits parlaient un autre langage. Ils démontraient que les spéculateurs français se servaient de la propriété privée, instaurée par eux en Algérie, à de tout autres fins qu'à une culture plus intensive et à une meilleure exploitation du sol. En 1873, sur les 400 000 hectares de terres appartenant aux Français, 120 000 hectares étaient aux mains de compagnies capitalistes, la Compagnie Algérienne et la Compagnie de Sétif ; celles-ci, loin de cultiver elles-mêmes les terres, les affermaient aux indigènes, qui les cultivaient selon les méthodes traditionnelles. Un quart des propriétaires français restants se désintéressaient également de l'agriculture. Il était impossible de susciter artificiellement des investissements de capitaux et des méthodes intensives de culture, comme il est impossible de créer des conditions capitalistes à partir de rien. C'étaient là des rêves nés de l'imagination avide des spéculateurs français et de la confusion doctrinale de leurs idéologues, les économistes classiques. Abstraction faite des prétextes et des ornements par lesquels on voulait justifier la loi de 1873, il s'agissait simplement du désir non dissimulé de dépouiller les Arabes de leur terre, qui était la base de leur existence. Malgré toute la pauvreté de l'argumentation et l'hypocrisie manifeste de sa justification, la loi qui devait ruiner la population algérienne et anéantir sa prospérité matérielle fut votée à la quasi-unanimité le 26 juillet 1873.

Cependant cette politique de brigandage devait échouer avant longtemps. La Troisième République ne sut pas mener à bien la difficile politique qui consistait à substituer d'un coup aux liens familiaux communistes ancestraux la propriété bourgeoise privée. Le Second Empire y avait également échoué. En 1890, la loi de 1873, complétée par celle du 28 avril 1887, ayant été appliquée pendant dix-sept ans, on avait le résultat suivant : on avait dépensé 14 millions de francs pour aménager 1 600 000 hectares de terres. On calculait que cette méthode aurait dû être poursuivie jusqu'en 1950 et qu'elle aurait coûté 60 millions de francs supplémentaires. Cependant, le but, qui était de supprimer le communisme tribal, n'aurait pas encore été atteint. Le seul résultat que l'on atteignit incontestablement fut la spéculation foncière effrénée, l'usure florissante et la ruine des indigènes.

Puisqu'on avait échoué à l'établissement par la force de la propriété privée, on tenta une nouvelle expérience. Bien que dès 1890, les lois de 1873 et de 1887 aient été étudiées et condamnées par une commission instituée par le gouvernement général d'Algérie, sept ans s'écoulèrent avant que les législateurs des bords de la Seine eussent le courage d'entreprendre une réforme dans l'intérêt du pays ruiné. La nouvelle politique abandonnait le principe de l'instauration forcée de la propriété privée à l'aide de méthodes administratives. La loi du 27 février 1897 ainsi que l'instruction du gouvernement général d'Algérie du 7 mars 1898 prévoient que l'instauration de la propriété privée se fera surtout à la demande des propriétaires ou des acquéreurs ¹.

Cependant certaines clauses permettaient à un seul propriétaire l'accession à la propriété privée sans qu'il ait besoin du consentement des copropriétaires du sol ; en outre, à tous moments, la pression de l'usurier pouvait s'exercer sur les propriétaires endettés pour les pousser à l'accession « volontaire » à la propriété ; ainsi la nouvelle loi offrait des armes aux capitalistes français et indigènes pour poursuivre la désintégration et le pillage des territoires des tribus et des grandes familles.

¹ Cf. G. K. Anton, *Neuere Agrarpolitik in Algerien und Tunesien, Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, 1900, p. 1341 et suiv.

La mutilation de l'Algérie dure depuis quatre-vingts ans; les Arabes y opposent aujourd'hui d'autant moins de résistance qu'ils sont, depuis la soumission de la Tunisie en 1881 et plus récemment du Maroc, de plus en plus encerclés par le capital français et lui sont livrés pieds et poings liés. La dernière conséquence de la politique française en Algérie est l'émigration massive des Arabes en Turquie d'Asie ¹.

28. - *L'introduction de l'économie marchande*

La seconde condition indispensable à l'acquisition de moyens de production ainsi qu'à la réalisation de la plus-value, c'est l'accession au commerce et l'intégration au sein de l'économie marchande des organisations sociales dont l'économie naturelle a été détruite.

Toutes les classes et sociétés non capitalistes doivent acheter les marchandises produites par le capital et lui vendre leurs propres produits. Il semble qu'on puisse ici au moins commencer à parler de « paix » et d'« égalité », du « *dout des* », et d'« action civilisatrice ». Le capitalisme peut bien arracher par la violence leurs moyens de production aux structures sociales étrangères et forcer les travailleurs à devenir les objets de l'exploitation capitaliste, mais il ne peut pas les contraindre par la violence à acheter ses marchandises, il ne peut pas les forcer à réaliser sa plus-value. L'introduction des moyens de transport - chemins de fer, bateaux, canaux - est la condition préalable de l'expansion de l'économie marchande dans les territoires où règne une économie naturelle, ce qui semble confirmer cette hypothèse. La conquête de l'économie marchande commence généralement par la création d'ouvrages grandioses de civilisation, par la construction de transports modernes, comme les lignes de chemin de fer traversant les forêts vierges et franchissant les montagnes, les télégraphes tendant leurs fils au-dessus des déserts, les paquebots qui font escale dans les ports du monde entier. Cependant le caractère pacifique de ces bouleversements techniques est illusoire. Les relations commerciales des compagnies des Indes orientales avec les pays fournisseurs d'épices étaient des actes de brigandage, de chantage ou des escroqueries grossières accomplis sous la bannière du commerce, comme le sont aujourd'hui les relations des capitalistes américains avec les Indiens du Canada à qui ils achètent des fourrures, ou celles des marchands allemands avec les nègres d'Afrique. Un exemple classique du commerce « pacifique » avec les sociétés arriérées est fourni par l'histoire moderne de la Chine à laquelle les Européens ont fait la guerre tout au long du XIX^e siècle pour l'ouvrir par la force au commerce. Persécutions des chrétiens provoquées par les missionnaires, désordres suscités par les Européens, massacres périodiques où une population de paysans pacifiques et sans défense dut se mesurer avec la technique perfectionnée des forces européennes alliées, lourdes contributions de guerre, système de la dette publique, d'emprunts européens, de contrôle européen des finances avec comme conséquence l'occupation des forteresses chinoises, ouverture forcée de ports libres et concessions de chemin de fer obtenues sous la pression des capitalistes européens, telles furent les méthodes employées pour ouvrir la Chine au commerce des marchandises depuis le milieu du XIX^e siècle jusqu'à la révolution chinoise.

L'ère de l'ouverture de la Chine à la civilisation européenne, c'est-à-dire à l'échange de marchandises avec le capital européen, fut inaugurée par la guerre de l'opium, par laquelle la Chine fut contrainte d'acheter ce poison des plantations indiennes pour aider les capitalistes anglais à le monnayer. Au XVII^e siècle la culture de l'opium fut introduite au Bengale par la Compagnie anglaise des Indes orientales et l'usage du stupéfiant fut répandu en Chine grâce à sa filiale de Canton. Au début du XIX^e siècle, le prix de l'opium avait tellement baissé qu'il devint bientôt un « objet de consommation du peuple ». En 1821 encore 4 628 caisses d'opium étaient importées en Chine pour un prix moyen de 1 325 dollars, puis le prix tomba de 50 %, et en 1825 l'importation chinoise s'éleva à 9 621 caisses, en 1830 à 26 670 caisses ².

Les effets désastreux de la drogue et notamment de l'espèce la plus commune et la moins chère dont usait la population pauvre, devinrent une calamité publique et obligèrent la Chine à en prohiber l'importation. Dès 1828, le vice-roi de Canton avait interdit l'importation de l'opium, mais cette mesure ne réussit qu'à détourner le trafic vers d'autres ports. L'un des censeurs de Pékin fut chargé d'une enquête à ce sujet et rédigea le rapport suivant :

« J'ai appris que les fumeurs d'opium ont un tel désir de cette drogue néfaste qu'il font tout pour s'en procurer la jouissance. S'ils n'ont pas l'opium à l'heure habituelle, ils se mettent à trembler, des gouttes de

¹ Dans son discours du 20 juillet 1912 devant la Chambre des Députés, le rapporteur de la commission pour la réforme de l'indigénat (c'est-à-dire de la justice administrative) en Algérie, Albin Rozet, lit état de l'émigration de milliers d'Algériens dans le district de Sétif. Il rapporta que l'année précédente, en un mois, 1 200 indigènes avaient émigré de Tiemcen. Le but de l'émigration est la Syrie. Un émigrant écrivait de sa nouvelle patrie : « *Je me suis établi maintenant à Damas et je suis parfaitement heureux. Nous sommes ici, en Syrie, de nombreux Algériens, émigrants comme moi ; le gouvernement nous donne une terre ainsi que les moyens de la cultiver.* » Le gouvernement d'Algérie lutte contre l'émigration de la manière suivante : il refuse les passeports (voir le Journal Officiel du 21 mai 1912, p. 1594 et suiv.).

² En 1854, 77 379 caisses d'opium furent importées. Plus tard l'importation diminua un peu à cause de l'extension de la production indigène. Cependant la Chine resta le client principal des plantations indiennes. En 1873-1874, 6 400 000 kilos d'opium furent récoltés en Inde, dont 6 100 000 kilos furent vendus à la Chine. Aujourd'hui encore l'Inde exporte annuellement 4 800 000 kilos pour une valeur de 150 millions de marks, et ceci presque exclusivement à la Chine et à l'archipel malais.

sueur coulent sur leur front et sur leur visage et ils sont incapables de se livrer à la moindre occupation. Mais dès qu'on leur apporte une pipe d'opium, ils en aspirent quelques bouffées et sont aussitôt guéris.

« L'opium est donc devenu pour tous ceux qui le fument un besoin absolu, et il ne faut pas s'étonner que lorsqu'ils sont convoqués par l'Autorité publique ils préfèrent subir n'importe quel châtement plutôt que de révéler le nom de celui qui leur fournit l'opium. Parfois on apporte des présents aux autorités locales pour les inciter à tolérer ce mal ou à interrompre une enquête commencée. La plupart des marchands qui fournissent des marchandises à Canton vendent également de l'opium au marché noir.

« Je suis d'avis que l'opium est un mal bien plus grand que le jeu et qu'il faudrait punir les fumeurs d'opium aussi sévèrement que les joueurs. »

Le censeur proposait de condamner chaque fumeur d'opium découvert à quatre-vingts coups de bambou, celui qui refuserait d'indiquer le nom du vendeur à cent coups de bambou et à un exil de trois ans. Et avec une franchise inconnue des autorités européennes, le Caton de Pékin terminait son rapport par la réflexion suivante : *« Il semble que l'opium soit surtout importé par des fonctionnaires indignes qui, en accord avec des négociants cupides, le font parvenir à l'intérieur du pays ; là ce vice est d'abord pratiqué par des jeunes gens de bonne famille, par de riches particuliers et des marchands et il se répand finalement dans le peuple. J'ai appris qu'il existe des fumeurs d'opium dans toutes les provinces, non seulement parmi les fonctionnaires civils mais aussi dans l'armée. Tandis que les fonctionnaires des différents districts renforcent par des édits l'interdiction légale de la vente de l'opium, leurs parents, leurs amis, leurs subordonnés, leurs serviteurs continuent à fumer comme auparavant et les négociants profitent de l'interdiction pour faire monter les prix. La police, elle-même, gagnée à ces habitudes, achète la drogue au lieu d'aider à la faire disparaître, et c'est aussi la raison pour laquelle les interdictions et les mesures légales restent peu appliquées ¹. »*

A la suite de ce rapport, on promulgua en 1833 une loi plus sévère qui rendait chaque fumeur d'opium passible de cent coups de bambou et de deux mois de pilori. Les gouverneurs des provinces durent rendre compte dans leurs rapports annuels des résultats de la lutte contre l'opium. La campagne eut le double effet suivant : d'une part on se mit à cultiver le pavot sur une grande échelle à l'intérieur de la Chine, en particulier dans les provinces de Honan, de Se-Tchouan et de Kweitchan, et, d'autre part, l'Angleterre déclara la guerre à la Chine pour l'obliger à lever l'embargo sur l'opium. C'est alors que commença « l'ouverture » glorieuse de la Chine à la culture européenne sous la forme de pipes d'opium.

La première attaque porta sur Canton. Les fortifications de la ville sur le bras principal de l'estuaire du fleuve Perle étaient très primitives. La seule défense consistait, chaque jour au coucher du soleil, à barrer le fleuve par des chaînes de métal fixées à des poteaux ancrés dans l'eau à des distances différentes. Il faut ajouter que les canons chinois n'avaient pas de hausse leur permettant de régler leur tir, ils étaient donc assez inoffensifs. C'est avec ces défenses primitives, tout juste bonnes à empêcher quelques navires de commerce d'entrer dans le port, que les Chinois subirent la première attaque anglaise. Dix navires de guerre anglais suffirent pour forcer l'entrée du port, le 7 septembre 1839. Les 16 jonques de guerre et les 13 bateaux-pompes que les Chinois mirent en ligne pour leur défense furent bombardés et dispersés en trois quarts d'heure. Après cette première victoire les Anglais réussirent à renforcer leur flotte de guerre et passèrent au début de 1841 à une nouvelle attaque. Cette fois ils attaquèrent à la fois la flotte et le port. La flotte chinoise consistait en un certain nombre de jonques de guerre. La première fusée incendiaire pénétra dans la chambre à poudre d'une jonque, faisant sauter celle-ci avec tout son équipage. Peu de temps après, 11 jonques, y compris le bateau amiral, furent détruites, le reste de la flotte chercha son salut dans une fuite éperdue. Les opérations à terre prirent un peu plus de temps. L'artillerie chinoise était totalement inefficace ; les Anglais avancèrent au beau milieu des fortifications, grimpèrent jusqu'à un point stratégique qui n'était même pas gardé et massacrèrent d'en haut les Chinois sans défense. La bataille se solda par les pertes suivantes : du côté chinois 600 morts, du côté anglais 1 mort et 30 blessés, dont plus de la moitié avaient été atteints par l'explosion accidentelle d'un réservoir de poudre. Quelques semaines plus tard les Anglais se livraient à un nouvel exploit. Il s'agissait de s'emparer des forts d'Anunghoy et de Nord Wantong. Les Anglais disposaient pour cette tâche de 12 vaisseaux de ligne entièrement équipés. Par ailleurs, les Chinois négligeant encore une fois l'essentiel, avaient omis de fortifier l'île de Sud Wantong. Ainsi les Anglais purent débarquer en toute tranquillité une batterie pour bombarder le fort d'un côté tandis que les croiseurs le prenaient sous leur feu de l'autre côté. Quelques minutes suffirent pour chasser les Chinois des forts. Le débarquement eut lieu sans rencontrer la moindre résistance. La scène inhumaine qui suivit - selon un rapport anglais - restera toujours dans la mémoire des officiers anglais comme un sujet de remords. Les Chinois, en effet, cherchant à s'enfuir de leurs retranchements, étaient tombés dans les fossés, qui étaient remplis de soldats sans défense suppliant qu'on leur fasse grâce. Les Sepoys tirèrent sans relâche - contre l'ordre de leurs officiers, paraît-il - sur cette masse de corps humains étendus à terre. C'est ainsi que Canton fut ouverte au commerce des marchandises.

Les autres ports connurent le même sort. Le 4 juillet 1841 trois bateaux de guerre anglais armés de 120 canons apparurent au large des îles à l'entrée de la ville de Mingpo. Le lendemain d'autres vaisseaux se joignirent aux premiers. Le soir l'amiral anglais envoya un message au gouverneur chinois exigeant la capitulation des îles. Le

¹ Cité par le major J. Scheibert, *Der Krieg in China*, 1903, p. 179.

gouverneur déclara qu'il n'était pas en mesure de résister mais qu'il ne pouvait se rendre sans ordre de Pékin : il demandait donc un délai. Ce délai ne lui fut pas accordé, et à deux heures et demie du matin, les Anglais assaillirent l'île sans défense. En neuf minutes, le fort et les maisons situées sur la plage étaient réduits en un tas de cendres fumantes. Les troupes débarquèrent sur la côte abandonnée et couverte de lances, de sabres, de boucliers, de fusils brisés, où gisaient quelques morts ; ils s'avancèrent jusqu'aux remparts de la ville insulaire de Tinghai. Le lendemain matin, avec le renfort des équipages de bateaux nouvellement arrivés, ils posèrent des échelles contre les murailles qui étaient à peine protégées et, quelques minutes plus tard ils étaient maîtres de la ville. Les Anglais proclamèrent cette victoire glorieuse dans un ordre du jour modeste : « *Le sort avait décidé que le matin du 5 juillet 1841 serait un jour mémorable où le drapeau de Sa Majesté d'Angleterre flotterait au-dessus de la plus belle île de l'Empire Céleste du Milieu, première bannière européenne s'élevant victorieuse au-dessus de ces contrées florissantes* ¹ ».

Le 25 août 1841, les Anglais arrivèrent en vue de la ville d'Amoy dont les forts étaient équipés de plusieurs centaines de canons du plus grand calibre chinois. Comme la plupart de ces canons étaient parfaitement inefficaces et comme par ailleurs les commandants chinois étaient peu préparés à soutenir une attaque, la prise du port fut, une fois encore, un jeu d'enfants. Protégés par un tir continu, les vaisseaux anglais s'approchèrent des murailles de Koulangsou, puis les marins débarquèrent et repoussèrent après une courte résistance les troupes chinoises. 26 jonques de guerre équipées de 120 petits canons qui avaient été abandonnées par leur équipage, furent prises par les Anglais. Une batterie servie par des Tatares résista héroïquement au feu réuni de cinq bateaux anglais. Après avoir débarqué, les Anglais les attaquèrent par derrière et les massacrèrent dans un bain de sang.

C'est ainsi que se termina la glorieuse guerre de l'opium. Par le traité de paix du 27 août 1842, l'île de Hong-Kong fut cédée aux Anglais: en outre, Canton, Amoy, Fou-Tchéou, Mingpo et Shangaï furent ouvertes au commerce. Quinze ans plus tard il y eut une deuxième guerre contre la Chine, menée cette fois par les Anglais et les Français réunis. En 1857, les troupes alliées attaquèrent Canton avec le même héroïsme que pendant la première guerre. La paix de Tientsin en 1858 avait pour clauses la libre exportation de l'opium, l'ouverture du pays au commerce et le droit pour les missions de pénétrer à l'intérieur de la Chine. Dès 1859, les Anglais ouvrirent à nouveau les hostilités et décidèrent de détruire les fortifications chinoises au bord du Peiho. Mais ils furent repoussés après une bataille meurtrière qui fit 464 victimes, morts et blessés ².

L'Angleterre et la France avaient de nouveau réuni leurs forces. A la fin du mois d'août 1860, des troupes anglaises de 12 600 hommes et des troupes françaises de 7 500 hommes, réunies sous le commandement du général Cousin-Montauban, commencèrent par s'emparer des forts de Takou sans tirer un seul coup de fusil, puis pénétrèrent jusqu'à Tientsin et enfin avancèrent jusque devant Pékin. Le 21 septembre 1860 eut lieu la bataille sanglante de Paikao, qui livra Pékin aux puissances européennes. Les vainqueurs entrèrent dans la ville à peu près désertée et absolument sans défense et commencèrent par piller le palais impérial ; le général Cousin, plus tard maréchal et « comte de Palikao », participa personnellement et activement au pillage. Mais Lord Elgin fit incendier le palais « en guise de représailles » ³.

¹ Major Scheibert, *op. cit.*, p. 207.

² Un édit impérial du 3^e jour de la 3^e lune de la 10^e année Hsien-Feng (6 septembre 1860) proclame : « *Nous n'avons jamais interdit ni à l'Angleterre ni à la France le commerce avec la Chine, et pendant de longues années la paix a régné entre ces pays et nous-mêmes; mais il y a trois ans, les Anglais ont envahi notre ville de Canton, animés d'intentions malveillantes, et ont emprisonné nos fonctionnaires. Nous avons à cette époque refréné nos désirs de vengeance et avons évité les représailles, parce que nous avons dû reconnaître que l'entêtement du vice-roi Yeh était jusqu'à un certain point responsable des hostilités. Il y a deux ans, le chef barbare Elgin est monté vers le Nord et nous avons ordonné au viceroy de Schihli, T'an-Ting-Siang d'examiner la situation avant de passer aux négociations. Mais le barbare a profité de notre surprise pour attaquer les forts de Takou et avancer vers Tientsin. Soucieux d'éviter à notre peuple les horreurs de la guerre, nous refrînâmes encore une fois notre désir de vengeance et ordonnâmes à Kuei-Liang de procéder à des négociations de paix. Malgré les exigences scandaleuses des barbares, nous donnâmes l'ordre à Kuei-Liang de se rendre à Shangaï en vue de négocier le traité commercial proposé, et nous acceptâmes même de le ratifier en signe de notre bonne foi.*

« *Malgré cela, le chef barbare Bruce fit de nouveau preuve d'un entêtement déraisonnable et, au cours de la 8^e lune, il apparut avec une escadre de bateaux de guerre dans le port de Takou. Sur ce, Seng Ko Liu Th'in l'attaqua violemment et l'obligea à une retraite précipitée. De tout cela il ressort que la Chine n'a pas rompu les relations et que les barbares étaient dans leur tort. Au cours de l'année, les chefs barbares Elgin et Gros sont apparus de nouveau au large de nos côtes, mais la Chine, ne souhaitant pas en venir à des mesures extrêmes, leur permit de débarquer et de se rendre à Pékin en vue de ratifier le traité. Qui aurait pu croire que pendant tout ce temps les barbares n'avaient rien fait d'autre que semer l'intrigue, qu'ils amenaient une armée de soldats et de l'artillerie, grâce auxquels ils attaquèrent par derrière les forts de Takou et marchèrent sur Tientsin après en avoir chassé les défenseurs !* » (*China unter der Kaiserinwitwe*, Berlin 1912, p. 25 - Cf. dans le même ouvrage le chapitre intitulé « *Die Flucht nach Jehol* ».)

³ Les exploits des héros européens pour l'ouverture de la Chine au commerce sont liés à un joli épisode de l'histoire intérieure de la Chine. Juste en revenant du pillage du palais d'été des souverains mandchous, le « Gordon chinois » entreprit une campagne contre les rebelles de Taiping et il prit même en 1863 le commandement des forces armées impériales. La répression de la rébellion fut l'œuvre de l'armée anglaise. Mais tandis qu'un nombre considérable d'Européens, parmi lesquels un amiral français, sacrifiaient leur vie pour maintenir la dynastie mandchoue en Chine, les

Les puissances européennes obtinrent alors le droit d'avoir des ambassadeurs à Pékin et à Tientsin, et d'autres villes furent ouvertes au commerce. Tandis qu'en Angleterre, à Londres, à Manchester et dans d'autres régions industrielles une ligue anti-opium luttait contre la diffusion de ce stupéfiant, et qu'une commission nommée par le Parlement en proclamait la nocivité, la convention de Tchifou en 1876 garantissait la libre exportation de l'opium en Chine. En même temps tous les traités signés avec la Chine garantissaient aux Européens - négociants ou missionnaires - le droit d'acquérir des terres. La fraude consciente joua ici son rôle à côté de la force des armes. Non seulement l'ambiguïté des textes du traité préparait les voies à l'extension progressive des territoires occupés par le capital européen dans les ports afferchés, mais des falsifications reconnues du texte chinois de la convention supplémentaire française de 1860, traduit par l'abbé Delamarre, missionnaire catholique, permirent d'extorquer des concessions aux Chinois : les missions reçurent l'autorisation d'acquérir du terrain non seulement dans les ports afferchés mais encore dans toutes les provinces de l'empire. La diplomatie française et les missions protestantes en particulier furent unanimes à condamner l'escroquerie raffinée du religieux ; elles n'en tinrent pas moins à exiger l'application de ce droit élargi des missions françaises et à en réclamer l'extension aux missions protestantes ¹.

L'ouverture de la Chine au commerce, introduite par la guerre de l'opium, fut scellée par la série des « afferchages » et par l'expédition chinoise de 1900, où la défense des intérêts commerciaux du capital européen se transforma ouvertement en un pillage international des terres. L'impératrice douairière soulignait ce contraste entre la théorie initiale et la pratique des « civilisateurs » européens en Chine, lorsqu'elle écrivait à la reine Victoria après la prise des forts de Takou :

« A Votre Majesté, salut ! Au cours de toutes les négociations entre l'Angleterre et l'empire chinois depuis le début des relations entre les deux pays, il n'a jamais été question d'extension territoriale de la part de la Grande-Bretagne, mais uniquement de son désir ardent de servir les intérêts de son commerce. Constatant le fait que notre pays est précipité dans une guerre pénible, nous nous rappelons que 70 % ou 80 % du commerce chinois se font avec l'Angleterre. En outre, vos tarifs douaniers maritimes sont les plus bas du monde et vous imposez peu de limitations à l'importation étrangère dans vos ports. Pour ces raisons nos relations amicales avec les négociants anglais dans les ports afferchés se sont maintenues sans interruption pendant le dernier demi-siècle pour notre avantage à tous deux. Mais un changement soudain s'est produit et une méfiance générale s'est élevée contre nous. C'est pourquoi nous vous prions de songer que, si par quelque combinaison de circonstances, notre Empire venait à perdre son indépendance et si les puissances s'unissaient pour exécuter leur plan concerté de longue date, à savoir s'emparer de notre territoire - (dans une dépêche envoyée en même temps à l'empereur du Japon, l'impulsive Tsou Hsi parle ouvertement « des puissances avides de l'Occident dont les regards de tigre affamé se portent en notre direction ») - cette action aurait des conséquences désastreuses pour votre commerce. Actuellement notre empire s'efforce de mettre sur pied une armée et d'assurer les moyens de sa défense. Cependant nous faisons confiance à vos bons offices de médiation et nous attendons impatiemment votre décision ². »

Entre-temps, au cours de chaque guerre, les civilisateurs européens se livraient au pillage et au vol sur une grande échelle dans les palais impériaux chinois, dans les bâtiments publics et les monuments de la civilisation antique, tant en 1860, lorsque les Français pillèrent le palais impérial avec ses trésors inestimables, qu'en 1900, lorsque « toutes les nations » débordèrent à l'envi les biens publics et privés. Destruction des villes les plus anciennes et les plus importantes, ruine de l'agriculture dans de vastes régions, pression fiscale insupportable pour le paiement des contributions de guerre, tels étaient les phénomènes qui accompagnaient chaque attaque européenne et allaient de pair avec les progrès du commerce. Chacun des plus de quarante ports afferchés chinois (treaty-ports) a été acheté par des flots de sang, des massacres et des ruines.

29. - La lutte contre l'économie paysanne

Un dernier et très important chapitre de la lutte contre l'économie naturelle est la séparation de l'agriculture et de l'artisanat, l'élimination des métiers paysans de l'économie paysanne. A l'origine de sa carrière historique, l'artisanat est une occupation annexe de l'agriculture, chez les peuples civilisés sédentaires il s'y rattache comme catégorie subsidiaire. L'histoire de l'artisanat européen au Moyen Âge est l'histoire de son émancipation de l'agriculture, de sa séparation du domaine féodal, de sa spécialisation et de sa constitution en branche indépendante de production organisée dans les villes sous l'égide des corporations. Malgré la transformation ultérieure de la production artisanale

représentants du commerce européen profitèrent de ces combats pour conclure de bonnes affaires, fournissant des armes aux champions européens de l'ouverture de la Chine au commerce aussi bien qu'aux rebelles contre qui ils se battaient. « En outre, par amour des affaires, le commerçant le plus honnête fut amené à fournir des armes et des munitions aux deux parties ; comme les difficultés d'approvisionnement étaient plus grandes pour les rebelles que pour les forces impériales, que par conséquent les prix de livraison étaient plus élevés pour les premiers, on traita de préférence avec eux ces marchés qui leur permettaient de résister non seulement aux troupes de leur propre gouvernement, mais encore aux troupes anglaises et françaises. » (M. v. Brandt, *88 Jahre in Ostasien*, 1901, vol. 3 « China », p. 11.)

¹ Dr O. Franke, *Die Rechtsverhältnisse am Grundeigentum En China*. Leipzig, 1903, pp. 82 et suiv.

² *China unter der Kaiserin-Witwe*, p. 334.

en manufacture, puis en grande industrie capitaliste, l'artisanat restait dans les fermes étroitement lié à l'agriculture. Dans l'économie paysanne, l'artisanat jouait un rôle important comme travail annexe à domicile, accompli en surplus du travail agricole dans le temps de loisir pour satisfaire les besoins domestiques ¹.

Le développement de la production capitaliste arrache à l'économie paysanne tous ses métiers l'un après l'autre pour les concentrer dans la production massive industrielle. L'histoire de l'industrie textile en est un exemple typique. Mais la même chose se produit plus discrètement dans toutes les branches artisanales de l'agriculture. Pour obliger la masse des paysans à acheter ses marchandises, le capital s'efforce de réduire l'économie paysanne à la seule branche dont il ne peut s'emparer immédiatement ni sans difficulté, étant donné les rapports de propriété en Europe : l'agriculture ².

Extérieurement, tout semble se passer pacifiquement. Ce processus paraît s'effectuer insensiblement, par des moyens purement économiques. Il est évident que l'industrie domestique des paysans ne peut soutenir la comparaison avec la production massive industrielle, à la spécialisation poussée, aux outils perfectionnés, capable d'utiliser l'analyse scientifique et d'organiser le processus de production, d'avoir accès aux sources de matières premières du monde entier. Mais en réalité ce processus de la séparation de l'agriculture et de l'artisanat est introduit par des facteurs tels que la pression fiscale, la guerre, la vente forcée et la monopolisation des terrains nationaux, c'est-à-dire par des méthodes ressortissant de l'économie nationale, du pouvoir politique et du code pénal. Nulle part ces méthodes n'ont été employées aussi radicalement qu'aux États-Unis d'Amérique.

Les chemins de fer, c'est-à-dire le capital européen et surtout anglais, conduisirent les fermiers américains dans les régions immenses de l'Est et de l'Ouest où ils exterminèrent les Indiens par les armes à feu, les chiens policiers, l'eau-de-vie et la syphilis, les refoulant de plus en plus vers l'Ouest ; après quoi ils s'approprièrent leurs terres, devenues « vacantes », les déboisèrent et les défrichèrent. Le fermier américain, l'« homme des bois » de la bonne vieille époque d'avant la guerre de Sécession était un autre type d'homme que le fermier d'aujourd'hui. Il savait à peu près tout faire, et dans sa ferme isolée, il se suffisait presque tout à fait à lui-même sans avoir besoin du monde extérieur. « *Le fermier américain d'aujourd'hui* - écrivait au début des années 1890 le sénateur Peffer, un des dirigeants de la *Farmers Alliance* - est un tout autre type d'homme que son ancêtre d'il y a 50 à 100 ans. Beaucoup de gens aujourd'hui se souviennent de l'époque où les fermiers étaient dans une grande mesure des artisans, où ils fabriquaient eux-mêmes une grande partie de ce dont ils avaient besoin dans la vie quotidienne. Chaque fermier avait une collection d'outils à l'aide desquels il fabriquait des instruments en bois, tels que des fourches, des pelles, des manches de pelles et de charrues, des moyeux de voitures et une foule d'autres ustensiles en bois. En outre, le fermier produisait le chanvre et le lin, la laine des moutons et le coton. On travaillait ces fibres à la ferme même, on les filait et les tissait; de même les vêtements, le linge étaient confectionnés à la maison, tout cela pour la consommation domestique. Dans chaque ferme il y avait un petit atelier destiné aux travaux de charpenterie, de menuiserie et de mécanique. Dans la maison même se trouvait un métier à carder et à tisser; on tissait les tapis, les couvertures et on faisait toute la literie sur place. Dans chaque ferme on élevait des oies; les duvets et les plumes servaient à garnir les oreillers et les édredons, le surplus était vendu au marché de la ville voisine. En hiver, le froment, la farine, le maïs étaient apportés au marché dans des voitures attelées de 6 ou 8 chevaux. Ce marché était parfois éloigné de 100 ou 200 milles. On y achetait pour toute l'année suivante de l'épicerie, certaines étoffes et autres marchandises semblables. On trouvait parfois parmi les fermiers des artisans spécialisés. Pour fabriquer une voilure à la ferme, il fallait un ou deux ans. On rassemblait les matériaux nécessaires dans le voisinage ; le contrat passé avec le voisin prévoyait exactement l'espèce du bois à utiliser; celui-ci devait être fourni à un moment donné, puis séché en un temps déterminé, si bien que lorsque la voiture était terminée, les deux parties du contrat savaient d'ou venait tel morceau de bois et combien de temps il avait séché. Pendant l'hiver, le charpentier du voisinage fabriquait les fenêtres, les plafonds, les portes, les manteaux de cheminées, les poutres pour la saison suivante. Quand les gels d'automne arrivaient, le cordonnier s'installait dans un coin de la demeure du fermier et fabriquait des souliers pour toute la famille. Tout cela se faisait chez soi, on payait une partie des dépenses en produits de la ferme. Lorsque l'hiver venait, il était temps de songer aux provisions de viande ; celle-ci était préparée et fumée pour la conservation. Le verger fournissait les fruits pour le moult, la compote de pommes et toutes sortes de conserves qui suffisaient parfaitement à satisfaire les besoins de la famille pendant toute l'année et même au-delà. On battait le blé au fur et à mesure des besoins, juste autant qu'il fallait d'argent liquide. On mettait tout en conserves, qui étaient utilisées pour la consommation personnelle. Le résultat d'une telle gestion était qu'on avait besoin de peu d'argent

¹ En Chine les industries domestiques ont été longtemps pratiquées même par la bourgeoisie jusqu'à une époque très récente, et même dans les villes commerciales aussi grandes et aussi anciennes que par exemple Ningpo avec ses 300 000 habitants. « *Dans la génération précédente, les femmes faisaient elles-mêmes les souliers, les chapeaux, les chemises et tout ce dont leurs maris et elles-mêmes avaient besoin. A Ningpo, une jeune femme qui achetait chez un marchand un objet qu'elle aurait pu confectionner de ses mains était très mal vue.* » (Dr Nyok Shing Tsur, *Diegewerblichen Betriebsformen der Stadt Ningpo*, Tübingen, 1909, p. 51.)

² Sans doute la situation est-elle renversée dans la dernière phase de l'histoire de l'économie paysanne, lorsque la production capitaliste fait sentir ses derniers effets. Chez les petits paysans ruinés, le travail agricole incombe entièrement aux femmes, aux vieillards et aux enfants, tandis que les hommes font un travail salarié à l'usine ou un travail à domicile pour des entreprises capitalistes. Un exemple typique est celui des petits paysans du Wurtemberg.

*pour faire marcher l'entreprise. 100 dollars suffisaient probablement en moyenne dans la ferme la plus importante pour entretenir des valets, réparer les instruments de travail et faire face à d'autres dépenses éventuelles*¹.

La Guerre de Sécession devait brusquement mettre fin à cette vie idyllique. L'énorme dette de 6 milliards de dollars dont elle avait grevé l'Union provoqua une augmentation considérable de toutes les charges fiscales. Après la guerre, des tarifs protectionnistes croissants favorisèrent le développement rapide des transports modernes, de l'industrie en général et de l'industrie des constructions mécaniques en particulier. Pour encourager la construction des chemins de fer et la colonisation du pays par les fermiers, on offrit généreusement aux compagnies de chemins de fer des terrains nationaux immenses : dans la seule année 1867, les compagnies reçurent plus de 74 millions d'hectares de terrain. Le réseau des chemins de fer s'agrandit de manière extraordinaire. En 1860 il comprenait moins de 50 000 km, dès 1870 il couvrait plus de 85 000 km, dès 1880 plus de 150 000 km (pendant la même période, entre 1870 et 1880, le réseau européen entier était passé de 130 000 à 169 000 km). Les chemins de fer et les spéculateurs de terrains attirèrent une émigration massive d'Europe aux États-Unis. Pendant la période de vingt-trois ans allant de 1869 à 1892, plus de 4 millions et demi d'immigrants arrivèrent aux États-Unis. En même temps l'Union s'émancipait peu à peu de l'industrie européenne et notamment de l'industrie anglaise : elle créait ses propres manufactures, développait sa propre industrie textile, métallurgique et de constructions mécaniques. L'agriculture subit la révolution la plus rapide. Dès les premières années qui suivirent la guerre civile, les propriétaires de plantations du Sud furent obligés par l'émancipation des nègres d'introduire l'emploi de la charrue à vapeur. A l'ouest en particulier, où l'on avait construit des lignes de chemin de fer, de nouvelles fermes avaient surgi, et s'étaient mises immédiatement au niveau de la technique la plus moderne. Le rapport de la Commission agricole des États-Unis pour l'année 1867 écrivait : « *En même temps que l'emploi des machines révolutionne l'agriculture à l'Ouest, réduisant la part du travail humain au minimum connu jusqu'à présent (...) l'agriculture tirait profit de talents d'administration et de gestion remarquables. Des fermes de plusieurs milliers d'hectares sont gérées avec plus de compétence, les moyens existants sont utilisés plus rationnellement et plus économiquement, et le rendement est plus élevé que dans les fermes de 40 hectares*². »

Pendant ce temps, les charges fiscales, directes et indirectes, augmentèrent considérablement. Pendant la guerre civile, on promulgua une nouvelle loi financière. La loi sur les contributions de guerre du 30 juin 1864, qui constitue la base fondamentale du système actuellement en vigueur, augmenta énormément les impôts sur la consommation et sur le revenu. En même temps, les contributions de guerre servirent de prétexte à une véritable orgie de tarifs protectionnistes destinés à compenser les taxes qui grevaient la production du pays³.

Les Morill, Stevens et consorts qui profitaient de la guerre pour renforcer leur programme protectionniste, créèrent un système par lequel ils se servaient ouvertement et cyniquement de la politique douanière pour tous les intérêts privés du profit. Chaque producteur autochtone réclamant au Congrès une douane spéciale pour son profit particulier voyait ses vœux exaucés avec complaisance. On éleva les tarifs douaniers aussi haut que chacun le demandait. « *La guerre - écrit l'Américain Taussig - avait exercé à plusieurs égards une action noble et énergique sur notre vie nationale, mais son influence immédiate sur les affaires et sur toute la législation concernant les intérêts financiers était démoralisante. Les législateurs perdaient souvent de vue la ligne de partage entre le devoir public et les intérêts privés. Des fortunes énormes s'étaient créées grâce à des modifications législatives, réclamées et mises en oeuvre par les mêmes hommes qui en étaient les bénéficiaires. Le pays constatait à regret que l'honneur et l'honnêteté des politiciens n'étaient pas sans tache.* » Cette loi sur le tarif douanier, qui allait provoquer une révolution dans la vie économique du pays et devait rester en vigueur pendant vingt ans sans subir aucune modification, qui constitue aujourd'hui encore la base de la législation douanière américaine, fut votée en trois jours au Congrès et en deux jours au Sénat - sans critère, sans débat, sans opposition d'aucune sorte⁴.

Ce cours nouveau dans la politique financière des États-Unis ouvrait l'ère de la corruption parlementaire éhontée, de la manipulation cynique et avouée des élections, de la législation et de la presse aux fins des intérêts particuliers du grand capital.

¹ W. A. Peffer, *The Farmer's side. His troubles and their remedy*, New York, 1891. Part. II: *How we got here*. Chap. I : *Changed condition of the Farmer*. pp. 56-57. Cf. aussi A. M. Simons, *The American Farmer*, 2e éd. Chicago 1906, p. 71 et suiv

² Cité par Lafargue « *Getreidebau und Getreidehandel in den Vereinigten Staaten* », *Die Neue Zeit*, 1885, p. 344 (l'article a paru d'abord en 1883 dans une revue russe).

³ « *The three revenue acts of June 30, 1864, practically form one measure, and that probably the greatest measure of taxation which the world has seen. The internal revenue act was arranged, as Mr David A. Wells had said, on the principle of the Irishman at Donnybrook fair : « Whenever you see a head, hit it ; whenever you see a commodity, tax it. » Everything was taxed, and taxed heavily* » (F. W. Taussig, *The Tariff History of the United States*, New York, 1888, p. 164).

⁴ « *The necessity of the situation, the critical state of the country, the urgent need of revenue, may have justified this haste, which, it is safe to say, is unexampled in the history of civilised countries* » (Taussig, *op. cit.*, p. 168).

« *Enrichissez-vous* »^{*}, devint le mot d'ordre de la vie publique, après celui de la « noble guerre » pour libérer l'humanité de la « plaie de l'esclavage » ; à la Bourse, le Yankee libérateur de nègres faisait des orgies de spéculations frauduleuses ; au Congrès, il s'attribuait à lui-même, comme législateur, les terrains nationaux, s'enrichissait grâce aux tarifs douaniers et aux impôts, aux monopoles et à l'émission d'actions fictives, au vol des biens publics. L'industrie devint prospère. Les temps étaient révolus où le petit et le moyen fermier vivaient presque sans argent liquide et pouvaient eux-mêmes battre leur blé selon leurs besoins d'argent. A présent le fermier devait toujours disposer d'argent, de beaucoup d'argent pour payer ses impôts. Bientôt il lui fallut vendre tous ses produits pour racheter aux industriels ce dont il avait besoin sous forme de marchandises. « *Si nous regardons le présent, écrit Pfeffer, nous constatons un changement presque universel. Dans tout l'Ouest en particulier, les fermiers battent leur blé presque tous en même temps, ils le vendent également en une seule fois. Le fermier vend son bétail et achète de la viande fraîche, ou du lard, il vend ses cochons et achète du jambon ou de la viande de porc, il vend ses légumes et ses fruits et les rachète sous la forme de conserves. S'il cultive du chanvre, il bat le chanvre au lieu de le filer, de tisser de la toile et de confectionner du linge pour ses enfants comme c'était le cas il y a cinquante ans; aujourd'hui il vend la semence mais brûle la paille. Sur cinquante fermiers, un seul peut-être élève des moutons; les autres comptent sur les grandes fermes d'élevage et achètent la laine toute prête sous forme d'étoffes ou de vêtements. Le costume du fermier n'est plus cousu à la maison mais acheté à la ville; au lieu de fabriquer lui-même les outils dont il a besoin, fourches, pelles, etc., il achète à la ville le manche de sa hache ou de son marteau, les cordes et les ficelles et autres marchandises de ce genre, les tissus pour ses vêtements ou les vêtements eux-mêmes, les fruits en conserves, le lard, la viande, le jambon ; il achète aujourd'hui presque tout ce qu'il produisait autrefois, et pour tout cela il lui faut de l'argent. En outre il faut noter le fait suivant, qui paraît plus étrange que tout le reste : tandis qu'autrefois le foyer de l'Américain était libre de dettes - dans un cas sur mille, une maison était grevée d'hypothèques en garantie d'un prêt - et que, l'entreprise pouvant être gérée à peu de frais, les fermiers avaient toujours assez d'argent; aujourd'hui, où l'on a besoin de dix fois plus d'argent, on n'en trouve presque plus. A peu près la moitié des fermes sont grevées d'hypothèques qui engloutissent toute leur valeur, et les intérêts sont exorbitants. Ce sont les industriels qui sont cause de ce bouleversement étrange, avec leurs fabriques de laine et de toile, leurs usines de bois, leurs usines textiles, leurs fabriques de conserves de viande et de fruits, etc. ; les petits ateliers des fermes ont cédé la place aux grandes usines de la ville. L'atelier du charron local a fait place à l'énorme fabrique de la ville où 100 à 200 voitures sont fabriquées par semaine, l'échoppe du cordonnier est remplacée par la grande usine de la ville où la plus grande partie du travail s'effectue à l'aide de machines¹. »*

Enfin le travail agricole s'est lui-même mécanisé. « *Aujourd'hui le fermier laboure, sème et fauche avec des machines. La machine fauche, lie les gerbes et on bat le blé à la vapeur; le fermier peut lire soir journal du matin tout en labourant, et il est assis sur le siège d'une machine couverte pour faucher². »*

Cette révolution de l'agriculture américaine depuis la « grande guerre » n'était pourtant pas la fin mais le début des bouleversements où le fermier se trouvait entraîné. L'histoire du fermier nous introduit elle-même dans la deuxième phase de l'accumulation capitaliste, dont elle est une illustration exemplaire. Le capitaliste combat et repousse partout l'économie naturelle, la production pour la satisfaction des seuls besoins domestiques, la combinaison de l'agriculture avec l'artisanat, et leur substitue l'économie marchande simple. Il a besoin de l'économie marchande comme débouché pour sa propre plus-value. La production marchande est la seule forme générale sous laquelle puisse se développer le capitalisme. Mais dès que l'économie marchande s'est installée sur les ruines de l'économie naturelle, le capital lui déclare la guerre. Le capitalisme entre en concurrence avec l'économie marchande ; après l'avoir fait surgir, il lui dispute les moyens de production, la main-d'œuvre et les débouchés. Tout d'abord il s'agissait d'isoler le producteur, de l'arracher aux liens protecteurs de la communauté, puis de séparer l'agriculture de l'artisanat ; à présent le capitalisme se donne pour but de séparer le petit producteur de marchandises de ses moyens de production.

Nous avons vu qu'à la suite de la « grande guerre » de l'Union américaine, les grandes sociétés capitalistes monopolistiques et les spéculateurs isolés s'étaient livrés au pillage des terrains nationaux. La construction accélérée de chemins de fer et encore plus la spéculation sur les chemins de fer donnèrent lieu à une spéculation foncière effrénée, qui livra des fortunes immenses et des duchés entiers aux escrocs et aux compagnies. En outre, une nuée d'agents, employant toutes les méthodes de la publicité la plus tapageuse et la plus dénuée de scrupules, attirèrent un flot immense d'immigrants venus d'Europe, à qui ils faisaient miroiter toutes sortes d'avantages. Les immigrants s'établirent d'abord dans les États de l'Est, sur la côte Atlantique. Mais plus l'industrie se développait, plus l'agriculture était refoulée vers l'Ouest. Le « centre du froment », qui se trouvait en 1850 à Columbus dans l'Ohio, se déplaça au cours des cinquante années suivantes et se trouva repoussé de 99 milles vers le Nord et de 680 milles vers l'Ouest. En 1850, les États de la côte Atlantique fournissaient 51,4 % de la récolte entière de blé, en 1880, ils n'en

* En français dans le texte.

¹ W. A. Pfeffer, *op. cit.*, p. 58.

² W. A. Pfeffer, *op. cit.*, Introduction p. 6. Sering évalue au milieu des années 1880 l'argent liquide nécessaire pour un « début très modeste » de la ferme la plus petite dans le Nord-Ouest à la somme de 1 200 à 1 400 dollars. (*Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nordamerikas, Leipzig, 1887*, p. 431.)

fournissaient plus que 13,6 %, tandis que les États du Centre et du Nord produisaient en 1880 71,7 % et les États de l'Ouest, 9,4 % de la récolte.

En 1825, le Congrès de l'Union, sous la direction de Monroe, avait décidé de transplanter les Indiens de l'Est du Mississipi au-delà du fleuve à l'Ouest. Les Peaux-Rouges résistèrent désespérément, mais ceux qui avaient survécu aux massacres des quarante campagnes menées contre eux furent évacués vers l'Ouest, comme des troupeaux de buffles, pour y être parqués dans des réserves comme les animaux sauvages. L'Indien devait céder la place au fermier. A son tour le fermier dut céder la place au capital. Il fut refoulé même au-delà du Mississipi.

Suivant le tracé des chemins de fer, le fermier allait en direction de l'Ouest et du Nord-Ouest, vers la Terre Promise que les agents des grands spéculateurs fonciers faisaient miroiter à ses yeux. Mais les terres les plus fertiles et les mieux situées étaient prises par les compagnies et constituaient des grandes entreprises gérées selon des méthodes capitalistes. Le fermier transplanté dans le désert vit surgir à côté de lui un concurrent dangereux et un ennemi mortel, la « ferme Bonanza », c'est-à-dire l'entreprise agricole capitaliste, inconnue jusqu'à présent, dans l'ancien comme dans le nouveau monde. Tous les moyens de la science et de la technique moderne y étaient mis en action pour produire de la plus-value.

Lafargue écrivait en 1880 :

« On peut considérer Olivier Dalrymple, dont le nom aujourd'hui est célèbre des deux côtés de l'Atlantique, comme le représentant le plus typique de l'agriculture financière. Depuis 1874 il dirige à la fois une ligne de bateaux à vapeur sur la Rivière Rouge et six fermes appartenant à une société financière et couvrant une superficie globale de 30 000 hectares. Il divisa chacune d'elles en sections de 800 hectares, dont chacune à son tour était divisée en trois sous-sections de 267 hectares, gérées par des chefs de travaux et des contremaîtres. Dans chaque section il y avait des baraquements pouvant loger 50 hommes et des écuries pour les chevaux et les mulets, ainsi que des cuisines, des magasins pour les vivres destinés aux hommes et aux animaux, des remises pour les machines, enfin des ateliers de forge et de serrurerie. Chaque section possédait son équipement complet : vingt paires de chevaux, huit doubles charrues, douze semeuses, tirées par des chevaux, douze herses à dents d'acier, douze faucheuses-lieuses, deux batteuses et seize voitures ; tout est prévu pour que les machines et les animaux de trait (hommes, chevaux, mulets) soient gardés en bon état et assurent le meilleur rendement. Toutes les sections sont reliées entre elles et avec la direction centrale par téléphone.

Dans ces six fermes de 30 000 hectares travaille une armée de 600 ouvriers organisés militairement ; à l'époque de la moisson, la direction centrale embauche encore 500 à 600 ouvriers auxiliaires qui sont répartis parmi les différentes sections. A l'automne, les travaux terminés, on congédie les ouvriers à l'exception des chefs de travaux et de dix hommes par section. Dans beaucoup de fermes du Dakota et du Minnesota, ni les chevaux ni les mulets ne passent l'hiver à leur lieu de travail. Dès que les chaumes sont arrachés, on conduit les chevaux par troupeaux de 100 à 200 paires à une distance de 1000 à 1500 kilomètres en direction du Sud ; ils ne reviendront qu'au printemps.

« Les mécaniciens à cheval suivent les charrues, les semeuses et faucheuses mécaniques pour en surveiller le fonctionnement, dès que se produit un incident quelconque, ils galopent jusqu'à la machine pour la réparer immédiatement et la remettre en marche. Les céréales récoltées sont portées jusqu'à la batteuse qui est en marche jour et nuit sans interruption. Ce sont des bottes de paille qui servent de combustible, on les enfourne dans le foyer de la batteuse par des tuyaux. Des machines battent, secouent, pèsent et mettent en sacs le blé. Puis on le porte jusqu'à une voie de chemin de fer qui passe à côté de la fertile ; de là il est expédié à Duluth ou à Buffalo. Chaque année Dalrymple ensemence 2 000 hectares supplémentaires de terres. En 1880 ses champs de blé avaient une surface de 10 000 hectares ¹. »

A la fin des années 1870, il existait déjà quelques capitalistes et quelques compagnies possédant de 14 000 à 18 000 hectares de terres à blé. Depuis l'époque où Lafargue écrivait ces lignes, l'agriculture capitaliste américaine avait fait des progrès énormes et s'était dans une grande mesure mécanisée.

¹ Lafargue, *loc. cit.*, p. 345.

Le *Report of the U. S. Commissioner of Labor* pour 1898 présente le tableau suivant pour illustrer les avantages du travail mécanique par rapport au travail manuel :

Travail	Temps de travail exécuté à la machine par unité donnée		Temps de travail pour le même travail exécuté manuellement par unité	
	heures	min.	heures	min.
	<i>Planter les petites céréales</i>	1	32,7	10
<i>Moissonner et battre les petites céréales</i>	1	—	46	40
<i>Planter le maïs</i>	—	37,5	6	15
<i>Faucher le maïs</i>	3	4,5	5	—
<i>Éplucher le maïs</i>	—	3,6	66	40
<i>Planter le coton</i>	1	3,0	8	48
<i>Cultiver le coton</i>	12	5,1	60	—
<i>Faucher le foin (faux/machine)</i>	1	0,6	7	20
<i>Rentrer et botteler le foin</i>	11	3,4		35
<i>Planter les pommes de terre</i>	1	2,5		15
<i>Planter les tomates</i>	1	4,0	10	—
<i>Récolter et cultiver les tomates</i>	134	5,2	324	20

Le fermier américain ne pouvait soutenir la concurrence avec des entreprises capitalistes de cette envergure. Au même moment où le bouleversement général des finances, de la production, des transports, le forçait à abandonner toute forme de production destinée aux seuls besoins domestiques et à produire exclusivement pour le marché, l'expansion gigantesque de l'agriculture fit baisser les prix des produits agricoles. Au même moment où le sort de la masse des fermiers était étroitement dépendant du marché, le marché agricole de l'Union américaine, qui était un marché purement local, se transforma en marché mondial, chasse gardée d'un petit nombre d'entreprises capitalistes gigantesques et de leurs spéculations.

L'année 1879 marque une étape dans l'histoire de l'agriculture européenne et américaine, elle ouvre l'ère de l'exportation massive de froment américain en Europe.

Voici les chiffres de l'exportation de froment des États-Unis en Europe (en millions de bushels) :

1868/69	17,9
1874/75	71,8
1879/80	153,2
1885/86	57,7
1890/91	55,1
1899/1900	101,9

(*Jurascheks Uebersichten der Weltwirtschaft*, vol. VII, sect. I, p. 32.)

En même temps le prix du bushel de froment dans la ferme baissait dans les proportions suivantes (en cents) :

1870/79	105
1880/89	83
1895	51
1896	73
1897	81
1898	58

Depuis 1899, où il a atteint le point le plus bas avec le prix de 58 cent% par bushel, le prix a remonté :

1900	62
1901	62
1902	63
1903	70
1904	90

(*Juraschek ... p. 18.*)

D'après les *Monatliche Nachweise über den auswärtigen Handel*, le prix de la tonne de blé atteignait en juin 1912 (en marks) :

à Berlin	227,82
à Mannheim	247,93
à Odessa	173,94
à New York	178,08
à Londres	170,96
à Paris	243,69

Les avantages de cette extension des débouchés furent naturellement monopolisés par le capital : d'une part. les fermes gigantesques s'agrandirent encore, écrasant de leur concurrence le petit fermier, et, d'autre part, celui-ci devint la proie des spéculateurs qui lui achetaient toutes ses céréales. afin d'exercer une pression sur le marché mondial. Réduit à l'impuissance par le pouvoir immense du capital, le fermier s'endetta.. signe typique du déclin de l'agriculture. L'hypothèque des fermes devint bientôt une calamité publique. En 1890, le ministre de l'Agriculture des Etats-Unis, Rusk, écrivait dans une circulaire spéciale au sujet de la situation désespérée des fermiers : « *Le poids des hypothèques sur les fermes, les maisons et les terres prend des proportions assez inquiétantes ; dans certains cas peut-être les emprunts furent faits un peu hâtivement. mais dans l'ensemble, c'est la nécessité qui contraignait à les contracter... Ces emprunts qui comportaient des intérêts énormes, sont devenus des charges très lourdes du fait de la baisse des prix des produits agricoles ; le fermier risque bien souvent d'y perdre sa maison et sa terre. C'est un problème très difficile pour tous ceux qui s'efforcent de remédier à la situation des fermiers. On constate d'après les prix actuels que pour gagner un dollar destiné à payer ses dettes, un fermier est obligé de vendre une quantité plus grande de produits qu'à l'époque oit il a emprunté ce dollar. Les intérêts s'accumulent, tandis qu'il est devenu pratiquement impossible d'éponger le gros de la dette elle-même; et, étant donné cette situation. le renouvellement de l'hypothèque est devenu très difficile*¹ . »

D'après le recensement du 29 mai 1891, 2,5 millions d'entreprises sont hypothéquées, dont les deux tiers sont exploitées par le propriétaire lui-même. La dette de ces derniers se monte à peu près à 2,2 milliards de dollars. « *Ainsi, conclut Pfeffer, la situation des fermiers est tout à fait critique (farmers are passing through the « valley and shadow of death »)* ».

¹ Pfeffer, *op. cit.*, part. 1 : « *Where we are* », chap. 2 : « *Progress of Agriculture* », pp. 30-31.

« La ferme est devenue une affaire peu rentable, le prix des produits agricoles a baissé de 50 % depuis la grande guerre. Depuis dix ans, la valeur des fermes a diminué d'environ 25 à 50 % ; les fermiers sont endettés jusqu'au cou, les emprunts sont garantis par des hypothèques sur leurs exploitations, la plupart du temps ils ne sont pas en mesure de renouveler l'emprunt, car l'hypothèque se dévalorise de plus en plus ; beaucoup de fermiers perdent leur exploitation, et ils continuent d'être écrasés par l'engrenage des dettes. Nous sommes les victimes d'une puissance sans pitié; la ferme va à la ruine ¹. »

Le fermier, endetté et ruiné, n'avait plus d'autre ressource que de s'embaucher comme ouvrier agricole pour gagner de l'argent en dehors de son exploitation, ou alors d'abandonner la ferme et de secouer la poussière de la « Terre promise », du « Paradis du froment » - devenu son enfer; mais ce n'était possible que si son insolvabilité n'avait pas livré sa ferme aux griffes du créancier, ce qui fut le cas de milliers de fermes. On pouvait voir autour des années 1880, des quantités de fermes abandonnées et en ruines. *« Si le fermier ne peut rembourser ses dettes dans les délais prévus, écrivait Sering en 1887, les intérêts qu'il doit payer s'élèvent à 12,15 puis à 20 %. La banque, le fabricant de machines, l'épicier, le harçèlent et le privent des bénéfices de son travail. Le fermier finit par devenir simplement locataire de sa ferme, ou alors il va plus loin vers l'Ouest, pour tenter une nouvelle fois sa chance. Nulle part en Amérique du Nord je n'ai vu autant de fermiers endettés, déçus et mécontents que dans les régions à céréales des prairies du Nord-Ouest. Je n'ai rencontré dans le Dakota aucun fermier qui ne fût disposé à vendre sa ferme ². »*

Le commissaire de l'Agriculture du Vermont écrivait en 1889 à propos de l'abandon fréquent des fermes : *« Dans cet État, on voit de grandes étendues de terres en friche, mais propres à la culture, que l'on peut acheter à des prix approchant ceux de l'Ouest. En outre, ces terrains sont situés près d'églises et d'écoles et bénéficient des avantages de la proximité des chemins de fer. Le commissaire n'a pas visité tous les districts de l'État dont il est question dans le rapport, mais il en a vu assez pour se convaincre qu'un territoire considérable, aujourd'hui abandonné, mais autrefois cultivé, est devenu un désert ; cependant une partie importante des terres pourrait, au prix d'un travail assidu, produire un bon revenu. »*

En 1890, le commissaire de l'État du New Hampshire publia une brochure de 67 pages consacrée à la description de fermes à vendre aux prix les plus minimes. Il y est question de 1442 fermes en ruines y compris les locaux d'habitation, et abandonnées depuis peu. Le même état de choses existe dans d'autres régions. Des milliers d'acres de terres à froment et à maïs étaient en friche et se transformaient en désert. Les spéculateurs fonciers faisaient une publicité habile pour repeupler ce territoire abandonné, ils attiraient dans le pays des groupes d'immigrants, nouvelles victimes qui connurent en moins de temps encore le même sort que leurs prédécesseurs ³.

Dans une lettre privée, on peut lire la description suivante :

« Il n'y a plus nulle part de terrains d'État à proximité des chemins de fer et des marchés, tout se trouve entre les mains des spéculateurs. Le colon s'installe sur une terre vacante et paye un bail. Mais sa ferme ne le fait vivre qu'à grand'peine, et il ne peut pas soutenir la concurrence avec les grands fermiers. Il cultive juste la partie de ses terres prescrite par la loi, mais il est obligé de trouver une source annexe de revenus à côté de l'agriculture. Dans l'Orégon, par exemple, j'ai rencontré un colon qui fut pendant cinq ans propriétaire de 160 acres, mais qui durant l'été, dès la fin du mois de juin, travaillait douze heures par jour à l'entretien ou à la construction de routes pour gagner 1 dollar. Ce fermier figurait donc lui aussi sur la liste des 5 millions de cultivateurs recensés en 1890. Ou encore dans l'Eldorado, j'ai rencontré par exemple des fermiers qui ne cultivaient que la surface de terre nécessaire pour nourrir leur bétail et eux-mêmes, refusant de produire pour le marché, ce qui ne leur aurait rien rapporté. Leur source principale de revenus était la recherche de l'or, l'abattage et la vente du bois, etc. Ces gens vivent dans l'aisance, mais cette aisance n'est pas due à l'agriculture. Il y a deux ans, nous travaillions à Long Cañon dans le comté d'Eldorado, et nous habitons tout le temps dans une hutte bâtie sur un lopin de terre dont le propriétaire ne venait qu'une fois par an quelques jours, mais travaillait le reste du temps aux chemins de fer à Sacramento. Son lopin de terre n'était pas du tout cultivé. Il y a quelques années une petite partie du terrain avait étéensemencée pour satisfaire à la loi, quelques acres sont entourés de fils de fer et il y a une remise et une log cabin. Mais depuis ces dernières années, tout est vide. La clef de la hutte se trouve chez le voisin, qui a mis aussi à notre disposition cette hutte. Au cours de nos pérégrinations, nous avons vu beaucoup de lopins de terre abandonnés après qu'on y ait fait des essais de culture. Il y a trois ans, on m'a proposé de reprendre une ferme et sa maison d'habitation pour 100 dollars. Plus tard, la maison vide s'est effondrée sous le poids de la neige. Dans l'Orégon, nous avons vu des fermes abandonnées avec de petites maisons d'habitation et des jardins potagers. L'une d'entre elles, que nous avons visitée, était très belle de construction : c'était un bloc solide,

¹ Peffer, *op. cit.*, p. 42.

² Sering, *Die landwirtschaftliche Konkurrenz Nordamerikas*, p. 433.

³ Peffer, *op. cit.*, pp. 35-36.

construit de main de maître, contenant quelques instruments, mais tout avait été abandonné par le fermier. Chacun pouvait prendre possession du tout sans déboursier un sou ¹. »

Que fait donc le fermier ruiné de l'Union? Il prend son bâton et suit la direction du centre du froment et des chemins de fer. Le « paradis du froment » s'est déplacé partiellement vers le Canada. près du Saskatchevan et du fleuve Mackenzie ; là le froment pousse encore le long du 62° parallèle. Une partie des fermiers de l'Union a suivi cette ligne ², pour subir ensuite le même sort au Canada. Depuis ces dernières années, le Canada a fait son apparition sur le marché mondial parmi les pays exportateurs de blé, mais là, plus encore qu'ailleurs, l'agriculture est dominée par le grand capital ³.

Mais la vente massive des terrains publics à des sociétés capitalistes privées a été faite au Canada sur une échelle beaucoup plus large qu'aux États-Unis. Le *Charter and Landgrant* de la Canadian Pacific Railways est un exemple inouï de brigandage public par le capital privé. Non seulement la société s'est vu attribuer le monopole de la construction des chemins de fer pour vingt ans, concéder gratuitement l'étendue du terrain à construire d'environ 713 milles anglais, et d'une valeur approximative de 35 millions de dollars ; non seulement elle reçut de l'État une garantie de dix ans à 3 % pour un capital d'actions de 100 millions de dollars ainsi qu'un prêt de 27 millions 1/2 de dollars ; pour couronner le tout, la société se vit offrir un territoire de 25 millions d'acres à choisir parmi les terres les plus fructueuses et les mieux situées se trouvant à proximité immédiate de la voie de chemin de fer. Tous les colons futurs de cette surface immense de terre étaient donc d'avance livrés sans merci au bon vouloir de la société ferroviaire. La Compagnie réalisa immédiatement en argent 5 millions d'acres, les vendant à la Compagnie territoriale du Nord-Ouest, qui est une société de capitalistes anglais dirigée par le duc de Manchester. Le deuxième groupe capitaliste qui se vit offrir des terrains publics est la Compagnie de l'Hudsonsbay; en échange de la renonciation à ses privilèges au Nord-Ouest, la Compagnie avait droit à 1/20 de toutes les terres situées entre le lac Winnipeg, qui est la frontière des États-Unis, les Rocky Mountains et le Saskatchevan du Nord. Ces groupes de capitaux ont ainsi reçu à eux deux 5/9 de toutes les terres colonisables. Une grande partie des terrains restants avaient été attribués par l'État à 26 « Compagnies coloniales » capitalistes ⁴.

C'est ainsi que le fermier du Canada se trouve presque partout livré au pouvoir du capital et de la spéculation. Malgré cela, on constate une immigration massive venue non seulement d'Europe mais encore des États-Unis.

Tels sont donc les grands traits de la domination capitaliste dans le monde. Le capitalisme, après avoir dépouillé le paysan anglais de sa terre, l'a contraint à fuir à l'Est des États-Unis, puis de là, le refoula à l'Ouest pour le transformer, sur les ruines de l'économie indienne, en un petit producteur de marchandises ; puis, après l'avoir ruiné une fois encore, il le chasse de l'Ouest vers le Nord, où l'ont précédé les chemins de fer et où la ruine le suit ; le fermier a le capital comme guide devant lui et comme bourreau derrière lui. L'enchérissement croissant des produits agricoles a succédé à la chute des prix des années 1890. mais le petit fermier américain n'en tire pas plus de profit que le paysan européen.

Certes le nombre des fermes s'accroît sans cesse. Dans les dix dernières années du XIX^e siècle, il est passé de 4,6 millions à 5.7 millions, et au cours des dix années suivantes il a continué d'augmenter en valeur absolue. En même temps la valeur totale des fermes s'est accrue pendant les dix dernières années, elle est passée de 751,2 millions de dollars à 1 652,8 millions de dollars ⁵.

¹ Cité par Nikolai-on, *op. cit.*, p. 224.

² En 1901, le Canada avait accueilli 49 149 immigrants. En 1911, plus de 300 000 personnes ont immigré, dont 138 000 sujets britanniques et 134 000 sujets américains. Comme l'atteste un rapport de Montréal à la fin du mois d'août 1912, l'arrivée des fermiers américains se poursuivit au cours de ce même printemps.

³ « Je n'ai visité au cours de mon voyage dans l'Ouest canadien qu'une seule ferme, comprenant moins de 1 000 acres. D'après le recensement du Dominion of Canada de 1881, il y avait au Manitoba à l'époque du recensement 2 384 337 acres de terrain occupés par seulement 9 077 propriétaires ; chacun possédait donc environ 2 017 acres. C'est une surface moyenne plus considérable que ce que l'on trouve dans n'importe quel État de l'Union américaine » (Sering, *op. cit.*, p. 376). Sans doute la grande propriété était-elle peu répandue au au-début des années 1880. Cependant Sering décrit déjà la « Bell-farm », appartenant à une société par actions, qui comprenait une surface de 26 680 hectares et était manifestement organisée sur le modèle de la ferme Dalrymple. Dans les années 1880, Sering, qui considérait avec un certain scepticisme les perspectives de la concurrence canadienne, a estimé que la « ceinture fertile » du Canada de l'Ouest occupait une superficie de 311 000 m², c'est-à-dire un territoire correspondant à 3/5 de l'Allemagne ; dans cette superficie il calculait que, selon les méthodes de culture extensive, il n'y avait que 38 millions d'acres de terres cultivables ; de ces terres cultivables, seulement 15 millions d'acres étaient propres, selon lui, à l'éventuelle culture du froment (Sering, *op. cit.*, pp. 337-338). Selon les estimations de la « Manitoba Free Press » du milieu de juin 1912, la surface cultivée de froment de printemps au Canada comprenait en été 1912 11,2 millions d'acres pour une surface de 19,2 d'acres de froment de printemps aux États-Unis (cf. *Berliner Tageblatt, Handelszeitung* n° 305 du 8 juin 12).

⁴ Sering, *op. cit.*, p. 361 et suiv.

⁵ Ernst Schultze, *Das Wirtschaftsleben der Vereinigten Staaten. Jahrbuch für Gesetzg., Verw. und Volksw.* 1912, cahier IV, p. 1721.

Il semble que l'augmentation générale des prix des produits agricoles aurait dû aider le cultivateur à se maintenir à la surface. Cependant nous voyons que le nombre de ceux qui ne sont que locataires de leurs fermes augmente encore plus vite que le nombre total des cultivateurs. Voici quelle en était la proportion aux États-Unis :

en 1880	25 %
en 1890	28,4 %
en 1900	35,3 %
en 1910	37,2 %

Malgré l'augmentation des prix agricoles, les cultivateurs propriétaires des fermes cèdent de plus en plus la place aux fermiers locataires. Mais ceux-ci, qui représentent donc plus d'un tiers de tous les cultivateurs de l'Union, correspondent aux États-Unis comme couche sociale à nos ouvriers agricoles européens ; comme eux, ce sont les véritables esclaves salariés du capital, un élément toujours fluctuant ; au prix d'une tension extrême de toutes leurs forces, ils produisent des richesses pour le capital, sans gagner pour eux-mêmes autre chose qu'une existence misérable et incertaine.

Dans un cadre historique différent - en Afrique du Sud - le même processus dévoile plus clairement encore les « méthodes pacifiques » de la concurrence du capital avec le petit producteur de marchandises.

A la colonie du Cap et dans les républiques boers, une économie purement paysanne régnait jusqu'aux alentours de 1860. Pendant longtemps, les Boers menèrent la vie d'éleveurs nomades, ils avaient pris aux Hottentots et aux Cafres les meilleurs pâturages, les avaient exterminés ou chassés autant qu'ils le pouvaient. Au XVIII^e siècle, la peste apportée par les bateaux de la Compagnie des Indes orientales leur rendait de grands services en anéantissant des tribus entières de Hottentots et en libérant ainsi des terres pour les immigrants hollandais.

En avançant vers l'Est, ils se heurtèrent aux tribus bantoues et commencèrent la longue série des guerres contre les Cafres. Les Hollandais pieux et grands liseurs de la Bible se regardaient comme le peuple élu, se faisant grand mérite de leur morale puritaine démodée et de leur connaissance parfaite de l'Ancien Testament ; cependant, non contents de dépouiller les indigènes de leurs terres, ils constituèrent leur économie paysanne comme des parasites sur le dos des nègres, contraignant ceux-ci à travailler pour eux comme esclaves et les affaiblissant systématiquement dans ce but. L'eau-de-vie joua dans ce processus un rôle capital, si important même, que la prohibition de l'alcool ne put être maintenue par le gouvernement anglais dans la colonie du Cap à cause de la résistance des puritains.

En général l'économie des Boers resta, jusqu'aux alentours de 1860, patriarcale et fondée sur l'économie naturelle. Ce n'est qu'en 1859 que le premier chemin de fer fut construit en Afrique du Sud. Certes, le caractère patriarcal n'empêchait nullement les Boers d'être durs et brutaux. On sait que Livingstone se plaignait bien plus des Boers que des Cafres. Les nègres leur semblaient un objet prédestiné par Dieu et par la nature à travailler pour eux comme esclaves, et comme tels, le fondement indispensable de l'économie paysanne ; c'était à tel point que l'abolition de l'esclavage dans les colonies anglaises en 1836 provoqua parmi eux le « grand Trek », bien que les propriétaires eussent reçu un dédommagement de 3 millions de livres sterling. Les Boers quittèrent la colonie du Cap, traversant le fleuve Orange et le Vaal, refoulant les Matabélés vers le Nord au-delà du Limpopo et les déchaînant contre les Makalakas. Comme le fermier américain avait chassé l'Indien devant lui vers l'Ouest sous la poussée de l'économie capitaliste, de même le Boer refoulait les nègres vers le Nord. Les « républiques libres » entre l'Orange et le Limpopo furent créées en protestation de la violation par la bourgeoisie anglaise du droit sacré de l'esclavage. Les minuscules républiques des Boers menaient une guérilla permanente contre les nègres bantous. Et c'est sur le dos des nègres que fut menée la guerre, longue de dizaines d'années, entre les Boers et le gouvernement anglais. Le prétexte du conflit entre les Anglais et les républiques boers était la question noire, ou plutôt l'émancipation des nègres que prétendait introduire la bourgeoisie anglaise. En réalité, il s'agissait de la concurrence entre l'économie paysanne et la politique coloniale du grand capitalisme autour des Hottentots et des Cafres, c'est-à-dire autour de leurs territoires et de leurs forces de travail. Le but des deux concurrents était le même : ils voulaient asservir, chasser ou exterminer les indigènes, détruire leur organisation sociale, s'appropriier leurs terres et les contraindre au travail forcé pour les exploiter. Seules les méthodes étaient différentes. Les Boers préconisaient l'esclavage périmé comme fondement d'une économie naturelle patriarcale ; la bourgeoisie anglaise voulait introduire une exploitation moderne du pays et des indigènes sur une grande échelle. La loi fondamentale de la république du Transvaal proclamait avec une brutalité obtuse : « *Le peuple ne tolère pas l'égalité entre les blancs et les noirs ni dans l'État ni à l'église* ». Dans l'Orange et le Transvaal un nègre n'avait pas le droit de posséder de terres, de voyager sans passeport ni de se trouver dans la rue après la tombée de la nuit. Bryce raconte l'histoire d'un paysan, à l'est de la colonie du Cap (un Anglais pour préciser), qui avait fouetté un Cafre à mort. Après que le paysan eût comparu devant le tribunal et eût été acquitté, ses voisins le raccompagnèrent chez lui, musique en tête. Très souvent les blancs essayaient de se dispenser de payer les travailleurs indigènes libres, en les contraignant par des mauvais traitements à s'enfuir, une fois leur travail achevé.

La bourgeoisie anglaise poursuivait une tactique complètement opposée. Elle se posait longtemps comme la protectrice des indigènes, flattant en particulier les chefs de tribus, elle appuyait leur autorité et s'ingéniait à leur octroyer le droit de disposer de terres. Plus encore, elle rendait, autant que possible, les chefs propriétaires du terri-

toire tribal, selon une méthode éprouvée, bien que ce fût absolument contraire à la tradition et à la situation sociale des noirs. Dans toutes les tribus, en effet, la terre était propriété collective, et même les souverains les plus cruels et les plus despotiques, tels que Lobengula, chef des Matabélés, avaient pour seul droit et pour seule tâche d'attribuer à chaque famille une parcelle de terrain à cultiver ; cette parcelle n'appartenait à la famille que tant que celle-ci la cultivait. Le but final de la politique anglaise était clair: depuis longtemps, elle se préparait à piller les terres sur une grande échelle, en se servant des chefs indigènes comme d'instruments. D'abord elle se contenta de « pacifier » les noirs par de grandes opérations militaires. Jusqu'en 1879, elle entreprit neuf expéditions sanglantes en pays cafre pour vaincre la résistance des Bantous.

Mais le capital anglais ne dévoila ouvertement et énergiquement ses intentions véritables qu'à l'occasion de deux événements importants : la découverte des mines de diamants de Kimberley de 1867 à 1870 et la découverte des mines d'or du Transvaal de 1882 à 1885, ouvrirent une ère nouvelle dans l'histoire de l'Afrique du Sud. La Compagnie anglo-sud-africaine, c'est-à-dire Cecil Rhodes, entra en action. L'opinion publique anglaise se retourna brusquement, et l'envie de s'approprier les trésors de l'Afrique du Sud poussa le gouvernement anglais à prendre des mesures énergiques. La bourgeoisie anglaise ne recula devant aucun frais ni aucun sacrifice sanglant pour s'emparer des territoires d'Afrique du Sud. Les immigrants se ruèrent en Afrique. Jusqu'alors l'immigration était peu importante ; les Etats-Unis détournaient de l'Afrique toute l'émigration européenne. Depuis la découverte des mines de diamant et d'or, le nombre de blancs dans la colonie sud-africaine fit un bond en avant : entre 1885 et 1895, 100 000 Anglais avaient émigré dans la seule colonie du Witwatersrand. La modeste économie paysanne passa à l'arrière-plan, l'industrie extractive prit la première place et avec elle le capital minier.

La politique du gouvernement britannique changea alors de cours. Aux environs de 1850, l'Angleterre avait reconnu les républiques boers par les traités de Sand River et de Bloemfontein. A présent les Anglais entreprirent l'encerclement politique des États boers en occupant tous les territoires à l'entour, pour empêcher toute expansion de leur part ; en même temps ils sacrifièrent les nègres qu'ils avaient longtemps protégés et privilégiés. Le capital anglais avança d'étape en étape. En 1868, l'Angleterre prit possession du Basutoland - naturellement à la « demande répétée » des indigènes¹. En 1871, les Anglais séparèrent les terres à diamants du Witwatersrand de l'État d'Orange et en firent une colonie de la Couronne sous le nom de « Griqualand-Ouest ». En 1879, ils conquirent le Zoulouland et l'intégrèrent à la colonie du Natal. En 1885, ils s'emparèrent du Betchouanaland et l'annexèrent à la colonie du Cap. En 1888, ils soumièrent les Matabélés et le Macholand; en 1889, la Compagnie anglo-sud-africaine obtint une concession dans ces deux derniers territoires - ceci également à la demande instante des indigènes et pour leur être agréable². En 1884 et en 1887 la baie de Sainte-Lucie et toute la côte Est jusqu'aux frontières des colonies Portugaises furent annexées ; en 1894, l'Angleterre s'empara du Tongaland. Les Matabélés et les Machanas s'insurgèrent dans un dernier sursaut désespéré, mais la société, Rhodes en tête, commença par étouffer la rébellion dans le sang, pour user ensuite des méthodes éprouvées de civilisation et de pacification des indigènes : deux grandes lignes de chemin de fer furent construites dans le territoire rebelle.

Les républiques boers se sentaient de plus en plus menacées par cet encerclement soudain. Mais à l'intérieur aussi le désordre régnait. Le flot immense de l'immigration et les vagues de la nouvelle et tumultueuse économie capitaliste menaçaient d'abattre les frontières des petites républiques paysannes. Il y avait un contraste frappant entre l'économie paysanne à la campagne et dans l'État d'une part, et les exigences et les besoins de l'accumulation capitaliste d'autre part. Les républiques manquèrent à chaque instant à leur tâche. Une administration primitive et maladroite, la menace permanente d'une insurrection cafre, vue non sans quelque satisfaction par l'Angleterre, la corruption introduite dans les rouages du « *Volkraad* » et jouant le jeu des grands capitalistes grâce à la concussion, l'absence d'une police sûre capable de maintenir l'ordre dans cette société indisciplinée d'aventuriers, l'insuffisance d'approvisionnement de l'eau et des moyens de transports pour une colonie de 100 000 immigrants brusquement surgie du sol, une législation du travail incapable de régler et d'assurer l'exploitation des nègres dans les mines, des barrières douanières considérables enchérissant encore le prix de la main-d'œuvre pour les capitalistes, les prix élevés de transport du charbon - tous ces facteurs provoquèrent la faillite brusque et éclatante des républiques des Boers.

Dans leur stupidité obtuse, les Boers se défendirent contre le cataclysme capitaliste qui les anéantissait par la méthode la plus primitive qu'on puisse imaginer dans l'arsenal de paysans entêtés et bornés : ils privèrent de tous droits politiques les étrangers (*Uitlanders*), qui leur étaient bien supérieurs en nombre et incarnaient en face d'eux le capital, la puissance et le sens de l'histoire. Mais c'était là une mauvaise plaisanterie et les temps étaient graves. La gestion maladroite des Boers provoqua une chute de dividendes, ce qui ne put être longtemps toléré. Le capital des

¹ « *Moshesh, the great Basuto leader, tho whose courage and statesmanship the Basutos owed their very existence as a people, was still alive at the time, but constant war with the Boers of the Orange Free State had brought him and his followers to the last stage of distress. Two thousand Basuto warriors had been killed, cattle had been carried off, native homes had been broken up and crops destroyed. The tribe was reduced to the position of starving refugees, and nothing could save them but the protection of the British Government, which they had repeatedly implored.* » (C. P. Lucas, *A historical Geography of the British Colonies*. Oxford, vol. IV, p. 60.)

² « *The eastern section of the territory is Mashonaland, where, with the permission of King Lobengula, who claimed it, the British South Africa Company first established themselves.* » (Lucas, *op. cit.*, p. 77.)

mines perdit patience. La Société anglo-sud-africaine construisit des chemins de fer, vainquit les Cafres, fomenta des insurrections d'étrangers, enfin provoqua la guerre des Boers. L'ère de l'économie paysanne était close. Aux Etats-Unis, la guerre avait été le point de départ de la révolution capitaliste, en Afrique du Sud elle en fut l'aboutissement, avec le même résultat dans les deux pays : le capital triompha de la petite économie paysanne, construite elle-même sur les ruines de l'économie naturelle, incarnée par l'organisation primitive des indigènes. La résistance des républiques boers contre l'Angleterre fut aussi inefficace et aussi désespérée que l'avait été celle du fermier américain contre la domination capitaliste aux États-Unis. C'est le capital qui prit officiellement les rênes du pouvoir dans la nouvelle Union Sud-Africaine, qui remplaça les petites républiques boers par un grand État moderne, réalisant le programme impérialiste de Cecil Rhodes. Au conflit ancien entre les Hollandais et les Anglais succéda le conflit entre le capital et le travail : un million d'exploiteurs blancs des deux nations conclurent une alliance fraternelle à l'intérieur de l'Union, s'entendant pour priver une population de 5 millions de travailleurs noirs de leurs droits civiques et politiques. Cet accord ne toucha pas seulement les nègres des républiques boers, mais également les nègres de la colonie du Cap, à qui autrefois le gouvernement anglais avait accordé l'égalité civique et qui ont perdu partiellement leurs droits. Ce noble ouvrage, où la politique impérialiste des conservateurs culminait dans un coup de force cynique, devait être achevé par le parti libéral, avec l'approbation enthousiaste des « crétins libéraux d'Europe » qui voyaient avec fierté et émotion dans la liberté et l'autonomie octroyées par l'Angleterre à une poignée de blancs en Afrique du Sud la preuve de la force créatrice et de la grandeur du libéralisme anglais.

La destruction du petit artisanat indépendant par la concurrence du capital est un chapitre à part, moins spectaculaire sans doute, mais tout aussi douloureux. Le paragraphe le plus sombre en est l'histoire du travail industriel à domicile. Nous ne pouvons ici analyser en détail ce phénomène.

Voici donc le résultat général de la lutte entre le capitalisme et la production marchande simple : le capital se substitue à l'économie marchande simple, après avoir installé celle-ci à la place de l'économie naturelle. Si le capitalisme vit des formations et des structures non capitalistes, il vit plus précisément de la ruine de ces structures, et s'il a absolument besoin pour accumuler d'un milieu non capitaliste, c'est qu'il a besoin d'un sol nourricier aux dépens duquel l'accumulation se poursuit en l'absorbant. Vue dans une perspective historique, l'accumulation capitaliste est une sorte de métabolisme entre les modes de production capitaliste et précapitaliste. Sans les formations précapitalistes, l'accumulation ne peut se poursuivre, mais en même temps elle consiste dans leur désintégration et leur assimilation. L'accumulation capitaliste ne peut donc pas plus exister sans les structures non capitalistes que celles-ci coexistent avec l'accumulation. L'accumulation du capital a pour condition vitale la dissolution progressive et continue des formations précapitalistes.

L'hypothèse de base du schéma marxien de l'accumulation ne correspond donc qu'à la tendance historique objective du mouvement de l'accumulation et à son terme théorique. L'accumulation tend à substituer à l'économie naturelle l'économie marchande simple, et l'économie capitaliste à l'économie marchande simple ; elle tend enfin à établir la domination absolue et générale de la production capitaliste dans tous les pays et dans toutes les branches de l'économie. Mais le capital s'engage ici dans une impasse. Le résultat final une fois acquis - en théorie du moins - l'accumulation devient impossible, la réalisation et la capitalisation de la plus-value deviennent des problèmes insolubles. Au moment où le schéma marxien de la reproduction élargie correspond à la réalité, il marque l'arrêt, les limites historiques du processus de l'accumulation, donc la fin de la production capitaliste. L'impossibilité de l'accumulation signifie du point de vue capitaliste l'impossibilité du développement ultérieur des forces de production, et donc la nécessité historique objective de l'effondrement du capitalisme. D'où le comportement contradictoire du capitalisme dans la phase ultime de sa carrière historique : l'impérialisme.

Le schéma marxien de la reproduction élargie ne correspond donc pas aux conditions de l'accumulation tant que celle-ci se poursuit : l'accumulation ne se laisse pas enfermer dans le cadre rigide des échanges réciproques et de l'interdépendance entre les deux grandes sections de la production sociale (section des moyens de production et section des moyens de consommation), ainsi que l'indique le schéma. L'accumulation n'est pas seulement un rapport interne entre les branches de l'économie capitaliste, mais elle est surtout un rapport entre le capital et le milieu non capitaliste, où chacune des deux grandes sections de la production peut effectuer l'accumulation partiellement de manière autonome et indépendamment de l'autre section, où cependant les mouvements des deux sections s'entrecroisent et s'enchevêtrent continuellement. Les rapports compliqués qui résultent de ces mouvements, la différence de rythme et de direction dans le cours de l'accumulation des deux sections, leurs relations matérielles et leurs rapports de valeur avec les modes de production non capitalistes ne se laissent pas réduire à une expression schématique exacte. Le schéma marxien de l'accumulation n'est que l'expression théorique du moment précis où la domination capitaliste a atteint sa dernière limite ou va l'atteindre, et en ce sens il a le même caractère de fiction scientifique que le schéma de la reproduction simple qui formulait théoriquement le point de départ de la production capitaliste. L'analyse exacte de l'accumulation capitaliste et de ses lois se trouve quelque part entre ces deux fictions.

30. - *L'emprunt international*

La phase impérialiste de l'accumulation - ou phase de la concurrence mondiale du capital - est celle de l'industrialisation et de l'émancipation capitaliste de l'arrière-pays aux dépens duquel le capital réalisait jusque-là sa plus-value. Les méthodes spécifiques de cette phase sont : les emprunts internationaux, la construction de chemins de fer, les révolutions et les guerres. La période de 1900 à 1910 est particulièrement caractéristique pour l'action

impérialiste du capital dans le monde, notamment en Asie et sur les confins européens de l'Asie : Russie, Turquie, Perse, Inde, Japon, Chine, ainsi qu'en Afrique du Nord. L'extension de la production marchande succédant à l'économie naturelle, l'extension de la production capitaliste succédant à l'économie marchande simple ont été marquées par des guerres, des crises sociales et par la destruction de formations sociales entières. De même, aujourd'hui l'émancipation capitaliste des pays économiquement dépendants du capital et des colonies s'accomplit au travers de guerres et de révolutions. Dans ce processus de l'émancipation capitaliste des pays économiquement dépendants du capital, la révolution est nécessaire pour briser les formes d'État périmées datant des époques de l'économie naturelle et de la production marchande simple et pour créer un appareil d'État moderne conforme aux exigences de la production capitaliste. C'est dans cette catégorie qu'il faut classer les révolutions russe, turque et chinoise. Ces révolutions, notamment la révolution russe et la révolution chinoise, ne servent pas immédiatement les buts politiques de la domination capitaliste, elles font apparaître à côté des antagonismes anciens précapitalistes des contradictions nouvelles menaçant déjà la domination capitaliste ; c'est ce qui conditionne leur profondeur et leur élan puissant, mais entrave et retarde en même temps leur cours victorieux. La guerre est généralement le moyen par lequel un jeune État capitaliste secoue la tutelle de l'ancien État, le baptême du feu et la mise à l'épreuve de l'indépendance capitaliste d'un État moderne. C'est pourquoi la réforme militaire ainsi que la réforme des finances constituent partout le prélude à l'émancipation économique.

L'extension du réseau ferré reflète à peu près la marche en avant du capital. En Europe, l'accroissement du réseau ferroviaire fut le plus rapide autour des années 1840, en Amérique autour de 1850, autour de 1860 en Asie, autour de 1870 et 1880 en Australie, autour de 1890 en Afrique.

Le réseau de chemins de fer comprenait (en kilomètres) :					
	en Europe	en Amérique	en Asie	en Afrique	en Australie
1840	2 925	4754			
1810	23 504	15 064			
1860	61 862	53 935	1393	455	367
1870	104 914	93 139	8185	1 786	1 765
1880	168 983	174 666	16287	4 646	7847
1890	223 869	131 417	33 724	9 386	18 889
1900	283 878	402 171	60 301	20 114	24 014
1910	333 848	526 382	101 916	36 854	31 014

Le taux d'accroissement était donc le suivant :					
	Europe	Amérique	Asie	Afrique	Australie
1840-50	710 %	215 %			
1850-80	121 %	257 %			
1880-70	102%	73 %	486%	350 %	350%
1870-80	62%	88 %	99 %	156 %	333 %
1880-90	32%	89 %	107 %	104 %	142 %
1890-1900	27 %	21%	79 %	114 %	27 %

L'emprunt international lié à la construction des voies ferrées et à l'augmentation des armements accompagne toutes les phases de l'accumulation capitaliste : l'avènement de l'économie marchande, l'industrialisation de l'arrière-pays du capitalisme, et la transformation capitaliste de l'agriculture, ainsi que l'émancipation des jeunes États capitalistes. Les fonctions de l'emprunt international dans l'accumulation capitaliste sont très variées : il sert à transformer en capital l'argent de couches non capitalistes, argent qui est d'une part l'équivalent de marchandises (épargnes de la petite bourgeoisie moyenne) et d'autre part le fonds de consommation des classes parasitaires du capitalisme ; il sert à transformer le capital-argent en capital productif au moyen d'entreprises nationales comme la construction de voies ferrées et la fourniture d'armements ; il sert à transférer le capital accumulé des anciens pays capitalistes dans les nouveaux pays capitalistes. Au XVI^e et au XVII^e siècle, des emprunts transfèrent du capital des villes italiennes en Angleterre, au XVIII^e siècle de Hollande en Angleterre, au XIX^e d'Angleterre aux républiques américaines et en

Australie, de France, d'Allemagne et de Belgique en Russie, actuellement d'Allemagne en Turquie, d'Angleterre, d'Allemagne et de France en Chine et, par l'intermédiaire de la Russie en Perse. Dans la période impérialiste, le capital joue le rôle le plus important comme moyen d'émancipation des jeunes pays capitalistes.

Les contradictions de la phase impérialiste se manifestent très nettement dans les contradictions du système des emprunts internationaux. Ces emprunts sont indispensables à l'émancipation des jeunes États capitalistes ascendants et en même temps ils constituent le moyen le plus sûr pour les vieux pays capitalistes de tenir les jeunes pays en tutelle, de contrôler leurs finances et d'exercer une pression sur leur politique étrangère, douanière et commerciale. Ils sont le moyen le plus efficace d'ouvrir de nouvelles sphères d'investissement au capital accumulé des vieux pays, mais aussi de créer à ceux-ci en même temps des concurrences nouvelles, d'élargir brusquement le champ d'action de l'accumulation capitaliste tout en le rétrécissant en même temps.

Ces contradictions du système international des emprunts démontrent combien les conditions de la réalisation et celles de la capitalisation de la plus-value diffèrent quant au temps et au lieu. La réalisation de la plus-value n'exige que l'extension générale de la production marchande ; la capitalisation de la plus-value en revanche exige le refoulement progressif de la production marchande simple par la production capitaliste, ce qui enserré dans des limites de plus en plus étroites aussi bien la réalisation de la plus-value que sa capitalisation. L'emploi du capital international pour l'extension du réseau de chemins de fer mondial reflète ces transformations. Entre 1830 et 1860, la construction de chemins de fer et les emprunts contractés à cette fin servaient surtout à refouler l'économie naturelle et à étendre l'économie marchande. C'est le cas des chemins de fer d'Amérique du Nord construits à l'aide du capital européen, et des chemins de fer russes construits autour de 1860 à l'aide d'emprunts. Par contre, la construction de chemins de fer en Asie et en Afrique depuis environ vingt ans sert presque exclusivement les buts de la politique impérialiste, c'est-à-dire la monopolisation économique et la domination politique de l'arrière-pays du capitalisme. C'est le cas de la construction des chemins de fer d'Extrême-Orient et de Russie d'Asie. On sait que l'occupation militaire de la Mandchourie par la Russie avait été préparée par l'envoi de troupes destinées à protéger les ingénieurs russes qui travaillaient à la construction du chemin de fer de Mandchourie. Les concessions de chemins de fer accordées à la Russie en Perse ont la même fonction, ainsi que les entreprises allemandes en Asie Mineure et en Mésopotamie, et les entreprises anglaises et allemandes en Afrique.

Il nous faut ici dissiper un malentendu au sujet des placements de capitaux dans les pays étrangers et de la demande de capitaux de ces pays. L'exportation de capitaux anglais en Amérique était de la plus haute importance dès les alentours de 1820, c'est elle qui fut la cause principale de la première véritable crise industrielle et commerciale en 1825. Depuis 1824, la Bourse de Londres était submergée de titres émis par les pays de l'Amérique du Sud. En 1824-1825 les nouveaux États d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale contractèrent à Londres des emprunts se chiffrant à plus de 20 millions de livres sterling. En outre, le marché anglais fut inondé d'énormes masses d'actions industrielles sud-américaines. Le brusque essor industriel et l'ouverture des marchés américains ont entraîné une exportation énorme de marchandises anglaises dans les pays sud-américains et d'Amérique centrale. L'exportation de marchandises britanniques dans ces pays est passée de 2 900 000 livres en 1821 à 6 400 000 livres en 1825.

Les cotonnades constituaient l'objet le plus important de cette exportation. Sous l'impulsion d'une forte demande, la production anglaise de coton s'agrandit rapidement. Beaucoup de nouvelles usines furent créées. Le coton brut travaillé en Angleterre passa de 129 millions de livres sterling en 1821 à 167 millions de livres sterling en 1825.

Ainsi tous les éléments de la crise étaient donnés. Tougan-Baranowsky demande : « Où les pays d'Amérique du Sud ont-ils pris les moyens d'acheter en 1825 deux fois plus de marchandises qu'en 1821 ? Ce sont les Anglais eux-mêmes qui leur ont fourni ces moyens. Les emprunts contractés à la Bourse de Londres ont servi à payer les marchandises importées. Les fabricants anglais s'illusionnèrent sur la demande qu'ils avaient créée eux-mêmes et durent se convaincre combien leurs espoirs étaient exagérés » ¹.

Tougan considérait donc le fait que la demande sud-américaine de produit anglais avait été suscitée par le capital anglais comme une « illusion », comme un rapport économique anormal. Il reprend ici la doctrine d'un théoricien avec qui il prétendait ne rien avoir de commun. L'idée que la crise anglaise de 1825 peut s'expliquer par le développement « étrange » du rapport entre le capital anglais et la demande sud-américaine est contemporaine de cette crise : Sismondi en personne avait posé la même question que Tougan-Baranowsky, et décrivait la situation avec une grande précision dans ses *Nouveaux principes d'économie politique* :

« L'ouverture de l'immense marché qu'offrait aux producteurs industriels l'Amérique espagnole, m'avait paru l'événement qui pouvait le plus soulager les manufactures anglaises. Le gouvernement britannique en jugea de même ; et dans les sept ans qui se sont écoulés depuis la crise commerciale de 1818, une activité inouïe s'est exercée pour faire pénétrer le commerce anglais jusque dans les parties les plus reculées du Mexique, de Colombie, du Brésil, de Rio de la Plata, du Chili et du Pérou. Avant que le ministère se fût déterminé à reconnaître ces nouveaux États, il eut soin d'y protéger le commerce anglais par des stations fréquentes de vaisseaux de ligne, dont les commandants remplissaient des fonctions plus diplomatiques que militaires. Il a ensuite bravé les clameurs de la Sainte Alliance et reconnu les nouvelles républiques, au moment où toute l'Europe, au contraire, conjurait leur ruine. Mais quelque immense que fût le débouché qu'offrait l'Amérique

¹ Tougan-Baranowsky, Studien zur Theorie und Geschichte der Handelskrisen, p. 74.

libre, il n'aurait point encore suffi pour absorber routes les marchandises que l'Angleterre avait produites par-delà les besoins de la consommation, si les emprunts des nouvelles républiques n'avaient tout à coup augmenté démesurément leurs moyens d'acheter des marchandises anglaises. Chaque État de l'Amérique emprunta aux Anglais une somme suffisante pour mettre en action son gouvernement: et, quoique ce fut un capital, il la dépensa entièrement dans l'année comme un revenu, c'est-à-dire qu'il l'employa tour entière à acheter des marchandises anglaises pour le compte du public, où à payer celles qui avaient été expédiées pour le compte des particuliers. De nombreuses compagnies furent en même temps formées, avec d'immenses capitaux, pour exploiter toutes les mines d'Amérique, mais tout l'argent qu'elles ont dépensé est de même revenu en Angleterre pour payer ou les machines dont elles ont directement fait usage, ou les marchandises expédiées aux lieux où elles devaient travailler. Tant qu'a duré ce singulier commerce, où les Anglais demandaient seulement aux Américains de vouloir bien acheter, avec des capitaux anglais, des marchandises anglaises, et de les consommer pour l'amour d'eux, la prospérité des manufactures anglaises a paru brillante. Non plus le revenu, mais le capital anglais a été employé à activer la consommation ; les Anglais achetant et payant eux-mêmes leurs propres marchandises qu'ils envoyaient en Amérique, ne se sont épargné que le plaisir d'en jouir eux-mêmes ¹. »

Sismondi en tire pour sa part la conclusion personnelle que seul le revenu, c'est-à-dire la consommation personnelle, constitue la limite réelle du marché capitaliste, et il profite de cet exemple pour mettre en garde une fois de plus contre les dangers de l'accumulation.

En réalité les événements qui avaient précédé la crise de 1825 sont restés jusqu'à nos jours typiques pour la période de croissance et d'expansion du capital, et les rapports « étranges » constituent l'une des bases de l'accumulation capitaliste. Notamment dans l'histoire du capital anglais, ces rapports se répètent régulièrement avant chaque crise, comme Tougan-Baranowsky le prouve lui-même par les chiffres et les faits suivants : la crise de 1836 avait pour cause immédiate la saturation des marchés américains par les marchandises anglaises. C'est encore l'argent anglais qui avait payé ces marchandises. En 1834, aux Etats-Unis, l'importation de marchandises dépassa les exportations de 6 millions de dollars, en même temps l'importation de métaux précieux dépassait l'exportation de presque 16 millions de dollars ; en 1836, l'année de la crise, l'excédent des marchandises importées se monta à 52 millions de dollars, et cependant l'excédent de métaux précieux importés s'élevait encore à 9 millions de dollars. Cet afflux d'argent et de marchandises provenait surtout d'Angleterre, où les actions de chemins de fer des Etats-Unis étaient achetées en masse. En 1835 et 1836, 61 nouvelles banques furent fondées aux Etats-Unis avec un capital de 52 millions de dollars - principalement d'origine anglaise. Ainsi, cette fois encore, les Anglais payaient eux-mêmes leur exportation. De la même manière, à la fin des années 1850, on trouve encore le capital anglais derrière l'essor industriel sans précédent du Nord des Etats-Unis, qui finalement conduisit à la guerre civile. Ce capital créa à nouveau aux Etats-Unis des débouchés élargis pour l'industrie anglaise.

Ce n'est pas uniquement le capital anglais, mais le capital européen tout entier qui prit part, dans la mesure de ses possibilités, à ce « commerce étrange » ; Schâffle écrit qu'en cinq ans, entre 1849 et 1854, il y eut dans les Bourses d'Europe au moins un million de florins investis dans des valeurs américaines. L'essor industriel général provoqué par ces investissements aboutit au krach mondial de 1857. Autour de 1860, le capital anglais s'empessa de créer en Asie une situation analogue à celle des Etats-Unis. Le capital afflua en Asie Mineure et en Inde, finançant la construction de grandes lignes ferroviaires - en 1860 le réseau de chemins de fer des Indes britanniques comprenait 1 350 km, en 1870, 7 685 km, en 1880, 14 977 km, en 1890 27 000 km - en conséquence la demande de marchandises anglaises augmenta. Mais en même temps, le capital anglais, à peine la guerre de Sécession était-elle terminée, se tourna à nouveau vers les Etats-Unis, finançant la plus grande partie des énormes constructions de chemins de fer de l'Union entre 1860 et 1870 : en 1850, le réseau ferroviaire comprenait 14 151 km, en 1860 49 292 km, en 1870 85 139 km, en 1880 150 717 km, en 1890 268 409 km. Les matériaux nécessaires aux constructions ferroviaires étaient également fournis par l'Angleterre ; c'est là l'une des causes principales de l'expansion soudaine de l'industrie anglaise du charbon et de l'acier, et c'est pourquoi ces branches de production furent tellement affectées par les crises américaines de 1866, de 1873 et de 1874. Ce que Sismondi regardait comme une folie évidente s'est réalisé dans cet exemple : les Anglais construisaient aux Etats-Unis des chemins de fer avec leur propre fer et leurs propres matériaux, les payant avec leur propre capital et s'abstenant de « jouir » de ces chemins de fer. Malgré toutes les crises périodiques, le capital européen tirait un tel profit de cette folie que, vers 1875, la Bourse de Londres fut saisie d'une fièvre de prêts à l'étranger.

Entre 1870 et 1875, les emprunts furent contractés à Londres pour une valeur de 260 millions de livres sterling - ce qui entraîna immédiatement une croissance rapide des exportations de marchandises anglaises dans les pays d'outre-mer. Bien que ces pays fissent périodiquement faillite, le capital continua à y affluer en masse. A la fin des années 1870, certains pays avaient partiellement ou complètement suspendu le paiement des intérêts : la Turquie, l'Égypte, la Grèce, la Bolivie, Costa-Rica, l'Équateur, le Honduras, le Mexique, le Paraguay, Saint-Domingue, le Pérou, l'Uruguay, le Venezuela. Cependant, dès la fin des années 1880, la fièvre de prêts aux États d'outremer

¹ J. C. L. Simonde de Sismondi, *Nouveaux principes d'économie politique* ou : *De la richesse dans ses rapports avec la population*, Genève-Paris, Jeheber, 1951-1953, 3^e édition, vol. 1, 24, chap. 4, pp. 277-279. « Comment la richesse commerciale suit l'accroissement du revenu. »

reprenait : des États d'Amérique du Sud, des colonies d'Afrique du Sud, absorbent d'énormes quantités de capital européen. Ainsi les emprunts de la République argentine s'élevaient en 1874 à 10 millions de livres sterling, en 1890 à 59,1 millions de livres sterling. Là aussi l'Angleterre construisait des chemins de fer avec son propre fer et son propre charbon et les payait de son propre capital. Le réseau de chemins de fer argentin comprenait en 1883 3 123 km, en 1896 13 691 km.

En même temps les exportations anglaises augmentaient. En voici les chiffres (en livres sterling) :

	Fer	Machines	Charbon
1886	21,8 millions	10,1 millions	9,8 millions
1890	31,6 millions	16,4 millions	19 millions

En Argentine en particulier l'importation globale de produits anglais passa de 4,7 millions de livres en 1885 à 10,7 millions de livres quatre ans plus tard.

En même temps le capital anglais affluait en Australie sous forme de prêts d'État. Dans les trois colonies de Victoria, de la Nouvelle Galles du Sud et de Tasmanie, les emprunts s'élevaient à la fin des années 1880 à 112 millions de livres, dont 81 millions furent investis dans la construction ferroviaire. Les chemins de fer d'Australie comprenaient en 1881 4 900 milles, en 1895 15 600 milles. Ici aussi l'Angleterre fournissait à la fois le capital et les matériaux de construction. C'est pourquoi elle fut également touchée par les crises de 1890 en Argentine, au Transvaal, au Mexique, en Uruguay et par celle de 1893 en Australie.

Depuis vingt ans, il s'est produit un seul phénomène nouveau les capitaux allemands, français et belges participèrent à côté du capital anglais aux investissements à l'étranger, et notamment aux prêts. Entre les années 1850 et la fin des années 1880, la construction ferroviaire en Asie Mineure fut financée par le capital anglais. Ensuite le capital allemand envahit l'Asie Mineure et entreprit d'exécuter l'énorme projet de construction du chemin de fer d'Anatolie et de Bagdad. Les investissements des capitaux allemands en Turquie entraînent un accroissement des exportations allemandes dans ce pays. Celles-ci s'élevaient en 1896 à 28 millions de marks, en 1911 à 113 millions de marks ; en 1901, pour la seule Turquie d'Asie, elles comprenaient 12 millions et en 1911 37 millions de marks. Ici aussi les marchandises allemandes importées sont payées en grande partie par le capital allemand et les Allemands s'abstiennent seulement - selon le mot de Sismondi - du plaisir de consommer leurs propres produits.

Examinons les choses de plus près. La plus-value réalisée qui, faute de pouvoir être capitalisée, ne trouve pas d'emploi en Angleterre ou en Allemagne, est investie dans les chemins de fer, les canaux ou les mines en Argentine, en Australie, en Afrique ou en Mésopotamie, etc. Les machines, le matériel, etc., sont fournis par le pays d'origine du capital et payés par ce même capital. Mais c'est exactement ce qui se passe dans le pays même de production capitaliste : avant de pouvoir fonctionner, le capital doit acheter lui-même ses éléments productifs et s'incarner en eux. Sans doute ici les produits sont-ils consommés dans le pays même, tandis que dans le premier cas ils le sont à l'étranger. Cependant le but de la production capitaliste n'est pas la consommation de ses produits, mais la plus-value, l'accumulation. Le capital sans emploi n'avait pas la possibilité d'accumuler dans son pays d'origine faute de demande de produits additionnels. Mais à l'étranger, où la production capitaliste n'est pas encore développée, une demande additionnelle a surgi de gré ou de force dans des milieux non capitalistes. C'est précisément le *transfert* de la « jouissance » des produits qui est décisif, car la consommation des deux classes de la société capitaliste : capitalistes et ouvriers, n'entre pas en ligne de compte pour le capital. Les nouveaux consommateurs doivent naturellement payer la « jouissance » des produits, réaliser la plus-value, ce qui implique des moyens de paiement. Ceux-ci leur sont fournis en partie par les échanges de marchandises qui surgissent avec la pénétration du capital. La construction de chemins de fer, l'exploitation des mines (mines d'or, etc.) entraînent immédiatement un commerce actif, qui réalise peu à peu le capital investi dans les chemins de fer et les mines ainsi que la plus-value produite par le capital. Le capital exporté peut chercher à opérer par lui-même comme société anonyme, ou bien il peut participer, par l'intermédiaire de l'État débiteur (emprunts), à la nouvelle activité industrielle ou aux moyens de transports du pays ; les créanciers peuvent parfois perdre partiellement ou totalement le capital ainsi placé, car les sociétés anonymes font assez souvent faillite lorsqu'elles sont basées sur des évaluations inexacts ou sous de fausses spéculations, ou encore l'État débiteur peut être lui-même acculé à la banqueroute. Mais tout cela ne change rien à l'opération comme telle.

Le capital individuel peut aussi souvent être englouti par les crises dans son pays d'origine. L'essentiel, c'est que le capital accumulé du vieux pays capitaliste trouve dans le pays jeune une nouvelle possibilité de produire et de réaliser la plus-value, c'est-à-dire de continuer l'accumulation. Les nouveaux pays possèdent d'immenses domaines dominés par l'économie naturelle, à laquelle se substitue l'économie marchande, ou, s'il y règne une économie marchande simple, celle-ci est refoulée par le capital. La construction de chemins de fer et l'exploitation de mines (notamment de mines d'or) sont des exemples typiques d'investissement de capital des vieux pays capitalistes dans de jeunes pays ; ces investissements ont la propriété de provoquer brusquement, dans des conditions d'économie naturelle, un commerce actif de marchandises ; dans l'histoire économique, ils sont tous deux les signes de la dissolution rapide des anciennes formations économiques, ils marquent l'avènement de crises sociales, le développement d'une économie moderne, en particulier de l'économie marchande, puis de la production capitaliste.

Le rôle des emprunts internationaux et des placements de capitaux dans des actions de mines ou de chemins de fer étrangers est aussi la meilleure illustration critique du schéma de la reproduction élargie de Karl Marx. Dans ces deux cas, la reproduction élargie est la capitalisation de la plus-value déjà réalisée précédemment (à moins que les emprunts ne soient alimentés par les épargnes de couches petites-bourgeoises ou semi-prolétariennes). La forme, le moment et les circonstances de la réalisation préalable du capital exporté par les vieux pays, tout cela n'a rien à voir avec son nouveau champ d'accumulation. Le capital anglais investi dans les chemins de fer d'Argentine était peut-être auparavant de l'opium indien réalisé en Chine. En outre le capital anglais qui construit des chemins de fer en Argentine est d'origine anglaise, non seulement sous sa forme de valeur, comme capital-argent, mais encore sous sa forme matérielle : le fer, le charbon, les machines, etc., sont fournis par l'Angleterre ; cela signifie que la plus-value se présente dès l'origine en Angleterre sous une forme matérielle propice à l'accumulation. La force de travail, forme matérielle du capital variable, est le plus souvent d'origine étrangère : elle est constituée par la main-d'œuvre indigène que le capital des vieux pays s'assujettit comme nouvel instrument d'exploitation.

Mais nous pouvons envisager par hypothèse le cas où la main-d'œuvre elle-même est immigrée du pays d'origine du capital. Il est de fait, par exemple, que des mines d'or nouvellement découvertes attirent, surtout dans les premiers temps, une immigration massive des vieux pays capitalistes, et qu'elles sont souvent exploitées par la main-d'œuvre de ces pays. Nous pouvons imaginer le cas où dans un pays nouveau, le capital-argent, les moyens de production et les forces de travail proviennent d'un vieux pays capitaliste, par exemple l'Angleterre. Pourtant l'accumulation n'a pu s'effectuer en Angleterre, bien que toutes les conditions matérielles de l'accumulation y fussent données : la plus-value réalisée sous forme de capital-argent, le surproduit sous sa forme productive et des réserves de main-d'œuvre. L'Angleterre ni les clients pour lesquels elle produisait jusqu'alors n'avaient pas besoin de chemins de fer ni d'une extension de l'industrie. Seule l'ouverture de vastes territoires non capitalistes, en agrandissant le cercle des consommateurs, a pu permettre au capital de poursuivre la reproduction élargie, c'est-à-dire l'accumulation.

Cependant, qui sont ces nouveaux consommateurs ? Qui paie en dernier ressort l'emprunt international, qui réalise la plus-value des entreprises capitalistes fondées avec ces emprunts ? L'histoire de l'Égypte et de la Turquie fournit une réponse classique à cette question. L'histoire de l'Égypte dans la seconde moitié du XIX^e siècle est caractérisée par trois faits saillants : la création d'entreprises capitalistes modernes de grande envergure, l'accroissement inouï de la dette publique et l'effondrement de l'économie paysanne. En Égypte, le servage s'est maintenu jusqu'à l'époque moderne, et le Wali, puis le Khédivé ont poursuivi dans le domaine de la propriété foncière leur politique personnelle par des méthodes de force. Mais, précisément cette situation primitive offrait un terrain extrêmement favorable pour les opérations du capital européen. D'un point de vue économique, il suffisait de créer les conditions nécessaires à une économie fondée sur le capital. Pour ce faire, on fit jouer directement l'autorité de l'État, et Méhemet Ali, le créateur de l'Égypte moderne, employa jusqu'aux années 1830 une méthode d'une simplicité patriarcale : chaque année, il « achetait » aux fellahs, au nom de l'État, leur récolte entière, pour leur revendre au prix fort le minimum nécessaire à leur subsistance et à l'ensemencement des terres. Par ailleurs, il faisait venir du coton des Indes, de la canne à sucre d'Amérique, de l'indigo et du poivre et prescrivait aux fellahs, au nom de l'État, la quantité qu'ils devaient planter, le coton et l'indigo étant déclarés monopoles d'État, ne pouvant donc être vendus qu'à l'État, et rachetés également par l'État. C'est par de telles méthodes que le commerce fut introduit en Égypte. Sans doute Méhemet Ali contribua-t-il grandement à l'augmentation de la productivité du travail : il fit remettre en état les anciennes canalisations, creuser des puits et surtout il entreprit la construction du grand barrage de Kalioub sur le Nil, le premier de la série des grandes entreprises capitalistes en Égypte. Celles-ci comprirent par la suite quatre grands secteurs : il y eut en premier lieu les travaux de canalisation, parmi lesquels le barrage de Kalioub, qui fut construit entre 1845 et 1853, et coûta 50 millions de marks, sans compter le travail gratuit des paysans - mais se révéla d'abord inutilisable ; ensuite des voies de circulation, dont la plus importante, le canal de Suez, devait avoir des conséquences fatales pour l'histoire de l'Égypte ; puis l'introduction de la culture du coton et de la canne à sucre. Avec la construction du canal de Suez, l'Égypte s'était déjà mise sous la dépendance du capital européen, bientôt elle lui fut livrée pieds et poings liés. Le capital français fut le premier, suivi par le capital anglais ; la concurrence des deux pays se poursuivit pendant les vingt années suivantes à travers tous les désordres et les troubles intérieurs de l'Égypte. Les opérations du capital français, qui finança la construction du barrage inutilisable sur le Nil ainsi que le percement du canal de Suez, offraient peut-être l'exemple le plus curieux de l'accumulation du capital européen aux dépens de la situation primitive de l'Égypte. Pour prix des bienfaits de ce canal, qui devait détourner d'Égypte tout le commerce d'Europe et d'Asie et diminuer sensiblement la participation égyptienne à ce commerce, le pays s'engageait tout d'abord à fournir pendant des années le travail gratuit de 20 000 serfs, et ensuite à acheter pour 70 millions de marks d'actions, soit 40 % du capital total de la Compagnie de Suez. Ces 70 millions constituèrent le noyau de l'énorme dette égyptienne qui, vingt ans plus tard, entraîna l'occupation militaire du pays par l'Angleterre. On introduisit un bouleversement soudain dans les méthodes d'irrigation : on remplaça par des pompes à vapeur les antiques « sakias », c'est-à-dire les norias actionnées par des bœufs ; dans le seul delta, 50 000 de ces norias fonctionnaient pendant sept mois de l'année. A présent, des bateaux à vapeur modernes assuraient la circulation sur le Nil entre Le Caire et Assouan. Le changement le plus profond dans la situation économique de l'Égypte fut produit par la culture du coton. A la suite de la guerre de Sécession américaine et de la disette anglaise de coton, qui avaient fait monter le prix du kilo de 60 ou 80 pfennigs à 4 ou 5 marks, l'Égypte s'empessa à son tour de cultiver le coton. Tout le monde en plantait, mais surtout la famille du vice-roi. Le vice-roi sut agrandir rapidement ses propriétés, soit par le pillage pratiqué sur une grande échelle, soit par la confiscation, par l'« achat », forcé ou par le vol pur et

simple. D'innombrables villages devinrent brusquement propriété du vice-roi sans que personne sût expliquer le fondement légal de tels actes. En un temps incroyablement court, cet ensemble immense de domaines devait être transformé en plantations de coton, ce qui bouleversa entièrement toute la technique de l'agriculture égyptienne traditionnelle. On construisit des digues pour protéger les champs de coton des crues périodiques du Nil, en même temps on introduisait un système d'irrigation artificielle abondante et régulière. Ces travaux, ainsi que le labourage continu en profondeur, inconnu des fellahs qui ne faisaient qu'égratigner le sol avec une charme datant du temps des Pharaons, enfin le travail intensif au moment de la récolte - tout cela posait des exigences énormes à la main-d'œuvre égyptienne. Celle-ci était encore constituée par les paysans astreints à la corvée, et l'État s'arrogeait le droit d'en disposer sans réserve. Les fellahs étaient déjà employés de force par milliers à la construction du barrage de Kalioub et du canal de Suez ; à présent ils étaient occupés à la construction de digues et de canaux, et à des travaux de culture dans les propriétés du vice-roi. Le Khédive avait maintenant besoin pour lui-même des 20 000 serfs qu'il avait mis à la disposition de la Compagnie de Suez, d'où le premier conflit avec le capital français. Une sentence d'arbitrage de Napoléon III attribua à la Compagnie de Suez un dédommagement de 67 millions de marks ; le Khédive accepta cette sentence d'autant plus volontiers qu'il pouvait extorquer la somme à ces mêmes fellahs qui étaient l'objet du conflit. On entreprit donc les travaux de canalisation. On commanda en Angleterre et en France un grand nombre de machines à vapeur, de pompes centrifuges et de locomotives. Par centaines, ces machines étaient expédiées d'Angleterre à Alexandrie, ensuite elles étaient transportées par bateau sur les canaux et le Nil, puis à dos de chameau dans l'intérieur du pays. Pour travailler le sol, on avait besoin de charrues à vapeur d'autant plus qu'en 1864 une épidémie avait décimé le cheptel. Ces machines provenaient aussi la plupart du temps d'Angleterre. La maison Fowler fut agrandie aux frais de l'Égypte spécialement pour les besoins du vice-roi ¹.

L'Égypte eut brusquement besoin d'une troisième sorte de machines : des appareils à égrener et des presses à emballer le coton. Par douzaines, les installations furent dressées dans les villes du delta. Sagasig, Tanta, Samanud et d'autres villes encore se mirent à fumer comme les villes industrielles anglaises. De grandes fortunes circulaient dans les banques d'Alexandrie et du Caire. Dès l'année suivante il y eut un effondrement des cours du coton : après la paix de l'Union américaine, le prix du coton tomba en quelques jours de 27 pence la livre à 15, 12, puis finalement à 6 pence la livre. L'année suivante Ismaïl Pacha se lança dans une nouvelle spéculation : la production de la canne à sucre. Le travail forcé des fellahs devait faire concurrence aux États du Sud de l'Union où l'esclavage avait été aboli. Pour la seconde fois, il y eut une révolution dans l'agriculture égyptienne. Les capitalistes français et anglais trouvèrent un nouveau champ d'accumulation rapide. En 1868 et 1869, l'Égypte commanda dix-huit énormes fabriques de sucre, capables de produire chacune 200 000 kilos de sucre par jour, quatre fois plus que les installations connues jusqu'alors. Six d'entre elles furent commandées en Angleterre, douze en France. Cependant, à cause de la guerre franco-allemande, on repassa la plus grande partie de la commande à l'Angleterre. On devait construire ces fabriques à des intervalles de 10 kilomètres le long du Nil, elles devaient chacune être le centre d'un district de canne à sucre d'une superficie de 10 km². Pour fonctionner à plein, chaque fabrique avait besoin d'une livraison quotidienne de 2 000 tonnes de canne à sucre. Tandis qu'il y avait là 100 vieilles charrues à vapeur cassées, datant de l'époque du coton, on en commanda 100 nouvelles pour la culture de la canne à sucre. Les fellahs furent amenés par milliers dans les plantations, tandis que des milliers d'autres étaient employés de force à la construction du canal d'Ibrahîniya. Le bâton et le fouet ne chômaient pas. Bientôt il y eut un problème de transport : il fallut bientôt construire autour de chaque fabrique pour y amener les masses de canne à sucre, un réseau de chemins de fer, des rails mobiles, des lignes de câbles volants, des locomotives pour routes. Ces commandes énormes furent passées au

¹ « Il y eut, rapporte l'ingénieur Eyth, représentant de la maison Fowler, un échange fiévreux de télégrammes entre Le Caire, Londres et Leeds. Quand sera-t-il possible à Fowler de livrer 150 charrues à vapeur ? - Réponse : dans un an. Tous les efforts seront faits en ce sens. - Cela ne suffit pas. 150 charrues à vapeur doivent parvenir à Alexandrie avant le printemps. - Réponse : impossible. La maison Fowler, dans ses dimensions d'alors, pouvait en effet à peine fabriquer trois charrues à vapeur par semaine. Il faut songer du reste qu'une telle machine coûtait 50 000 marks, qu'il s'agissait donc d'une commande de 7,5 millions de marks.

Télégramme suivant d'Ismaïl Pacha : Que coûterait l'agrandissement immédiat de la fabrique ? Le vice-roi est prêt à fournir l'argent nécessaire. - Vous pouvez penser qu'à Leeds, on battait le fer tant qu'il était chaud. Mais d'autres usines anglaises et françaises reçoivent des commandes de charrues à vapeur. L'arsenal d'Alexandrie, qui était le débarcadère des propriétés du vice-roi était envahi à hauteur de maison de roues, de cuves, de tambours, de câbles, de caisses et de bottes de toute sorte, et les hôtels de deuxième ordre du Caire se remplissaient de techniciens frais émoulus que l'on avait recrutés en toute hâte parmi des mécaniciens, des forgerons, de jeunes paysans et des jeunes gens pleins de promesses mais sans formation professionnelle précise, car chacune de ces charrues à vapeur devait être montée par au moins un pionnier spécialisé de la civilisation. Hommes et matériel étaient expédiés en masse par les effendis vers l'intérieur du pays, simplement pour gagner de la place, afin qu'au moins le bateau suivant puisse décharger sa marchandise. Il faut imaginer comment tout cela arrive au lieu de destination prévu, ou plutôt partout ailleurs qu'au lieu de destination. Il y avait d'un côté 10 cuves au bord du Nil, et 10 lieues plus loin les machines dont elles faisaient partie ; d'un côté, un énorme tas de câbles, et à 20 heures de marche de là vers le Nord, les bobines d'enroulage des câbles. Ici un monteur anglais était assis, affamé et désespéré, sur une montagne de caisses françaises, ailleurs un autre ouvrier vidait bouteille sur bouteille d'alcool de son pays. Les effendis et les katibs couraient - invoquant l'aide d'Allah - entre Stut et Alexandrie, et dressaient des listes infinies de choses dont ils n'allaient pas la moindre idée. Et pourtant, en fin de compte, une partie de ces appareils se mit à fonctionner. La charrue à vapeur fumait dans la Haute Égypte. La civilisation et le progrès avaient fait fin pas en avant. » (Lebendige Kräfte, Sieben Vorträge aus dem Gebiete der Technik, Berlin, 1908, p. 219.)

capital anglais. En 1872, on ouvrit la première fabrique géante. Provisoirement, 4 000 chameaux pourvoient au transport de la canne à sucre. Mais on vit bientôt qu'il était impossible de livrer la quantité de canne nécessaire au fonctionnement de l'entreprise. Le personnel était tout à fait incompetent, le fellah, habitué au travail forcé, ne pouvait pas être transformé à coups de fouet en ouvrier moderne. L'entreprise s'effondra, avant que beaucoup de machines commandées ne fussent même installées. Avec la spéculation sur le sucre se termine en 1873 l'ère des grandes entreprises capitalistes en Égypte.

Qui fournit le capital pour ces entreprises ? Les emprunts internationaux. En 1863, un an avant sa mort, Saïd Pacha contracte le premier emprunt d'une valeur nominale de 68 millions de marks, mais qui, déduction faite des commissions, de l'escompte, etc., se montait à 50 millions de marks nets. Il légua cette dette à Ismaïl, ainsi que le traité de Suez qui imposait à l'Égypte une contribution de 340 millions de marks. En 1864, Ismaïl contracta un premier emprunt d'une valeur nominale de 114 millions à 7 %, et d'une valeur réelle de 97 millions à 8,25 %. Cet emprunt fut dépensé en un an, 67 millions servirent à dédommager la Compagnie de Suez, et le reste fut englouti dans l'épisode du coton. En 1865, la Banque anglo-égyptienne accorda le premier « prêt de Daira », comme on l'appelle. Les propriétés privées du Khédivé servaient de caution à ce prêt, qui était d'une valeur nominale de 68 millions à 9 % et d'une valeur réelle de 50 millions à 12 %. En 1866, Frühling et Göschen accordèrent un nouveau prêt d'une valeur nominale de 60 millions et d'une valeur réelle de 52 millions ; en 1867, la Banque Ottomane accorda un prêt d'une valeur nominale de 40 millions, d'une valeur réelle de 34 millions. La dette en suspens se montait alors à 600 millions. Pour en consolider une partie, on contracta auprès de la banque Oppenheim et Neffen un emprunt d'une valeur de 238 millions à 4 %, en réalité Ismaïl ne reçut que 162 millions à 13,5 %. Cette somme permit d'organiser la grande fête d'inauguration du canal de Suez, qui fut célébrée devant toutes les personnalités du monde de la finance, des cours et du demi-monde européen. Une prodigalité insensée fut déployée à cette occasion ; en outre, une nouvelle commission de 20 millions fut offerte au chef turc, le sultan. En 1870, un prêt fut accordé par la maison Bischoffsheim et Goldschmidt pour une valeur nominale de 242 millions à 7 %, et pour une valeur réelle de 100 millions à 13 %. Puis, en 1872 et 1873, Oppenheim accorda deux prêts, l'un, modeste, de 80 millions à 14 %, et l'autre très important, d'une valeur nominale de 640 millions à 8 % ; ce dernier réussit à réduire de moitié la dette en suspens, mais comme il fut utilisé à racheter les lettres de change qui étaient aux mains des banquiers européens, il ne rapporta en fait que 220 millions.

En 1874, on tenta encore un emprunt de 1 000 millions de marks en échange d'une rente annuelle de 9 % ; mais il ne rapporta que 68 millions. Les papiers égyptiens étaient de 54 % au dessous de leur valeur nominale. En treize ans, depuis la mort de Saïd Pacha, la dette publique était passée de 3 293 000 livres sterling à 94 110 000 livres sterling, c'est-à-dire environ 2 milliards de marks ¹. La faillite était à la porte.

Au premier regard ces opérations financières semblent le comble de l'absurdité. Un emprunt chasse l'autre, les intérêts des emprunts anciens sont couverts par des emprunts nouveaux. on paie les énormes commandes industrielles faites au capital anglais et français avec l'argent emprunté au capital anglais et français.

Mais en réalité, bien que tout le monde en Europe soupirât et déplorât la gestion insensée d'Ismaïl, le capital européen réalisa en Égypte des bénéfices sans précédent - nouvelle version de la parabole biblique des vaches grasses, unique dans l'histoire mondiale du capital. Et surtout chaque emprunt était l'occasion d'une opération usuraire qui rapportait aux banquiers européens 1/5 et même 1/3 ou davantage de la somme prétendument prêtée. Ces bénéficiaires usuraires devaient cependant être payés d'une manière ou d'une autre. Où en puiser les moyens ? C'est l'Égypte qui devait les livrer, et la source en était le fellah égyptien. C'est l'économie paysanne qui livrait en dernier ressort tous les éléments des grandioses entreprises capitalistes. Elle fournissait la terre, puisque les soi-disant propriétés du khédivé, acquises aux dépens des villages grâce au pillage et au chantage, avaient pris des proportions immenses depuis quelque temps ; elles étaient la base des plans de canalisation, des plantations de coton et de sucre. L'économie paysanne fournissait également une main-d'œuvre gratuite, qui devait en outre pourvoir à ses propres frais d'entretien pendant tout le temps de son exploitation. Les miracles techniques créés par les ingénieurs européens et les machines européennes dans le secteur des canalisations, des transports, de l'agriculture et de l'industrie égyptiennes étaient réalisés grâce au travail forcé des paysans. Des masses énormes de paysans travaillaient au barrage de Kalioub et au canal de Suez, à la construction de chemins de fer et de digues, dans les plantations de coton et dans les sucreries ; ils étaient exploités sans bornes selon les besoins du moment et passaient d'un travail à l'autre. Bien que les limites techniques de l'utilisation du travail forcé Pour les buts du capital moderne fussent à chaque instant manifestes, cette insuffisance était compensée par la domination absolue exercée sur la main-d'œuvre : la quantité des forces de travail, la durée de l'exploitation, les conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre dépendaient entièrement du bon vouloir du capital.

En outre l'économie paysanne ne fournissait pas seulement la terre et la main-d'œuvre, mais aussi l'argent, par l'intermédiaire du système fiscal. Sous l'influence de l'économie capitaliste, les impôts extorqués aux petits paysans devenaient de plus en plus lourds. L'impôt foncier augmentait sans cesse : à la fin des années 1860, il s'élevait à 55 marks par hectare, tandis que les grandes propriétés n'étaient imposées que de 18 marks par hectare, et que la famille royale ne payait aucun impôt sur ses immenses domaines. A cela s'ajoutaient encore des taxes spéciales, par

¹ Earl of Cromer, *Egypt today*, Londres, 1908, vol. I, p. 11.

exemple celles destinées à l'entretien des travaux de canalisation qui servaient presque uniquement aux propriétés du vice-roi ; elles se montaient à 2,50 marks par hectare. Le fellah devait payer, pour chaque dattier qu'il possédait, une taxe de 1,35 mark, pour la case où il habitait, 75 pfennigs. En outre il y avait un impôt personnel de 6,50 marks pour chaque individu masculin âgé de plus de dix ans. Sous le gouvernement de Méhemet Ali, les fellahs payaient au total 50 millions de marks d'impôts, sous celui de Saïd 100 millions de marks, sous celui d'Ismaïl 163 millions de marks.

Plus la dette envers le capital européen s'accroissait, plus il fallait extorquer d'argent à l'économie paysanne¹. En 1869 tous les impôts furent augmentés de 10 % et perçus d'avance pour l'année 1870. En 1870, l'impôt foncier fut augmenté de 10 marks par hectare. Les villages de Haute Égypte commencèrent à se dépeupler, on démolissait les cases, on laissait le sol en friche pour éviter de payer des impôts. En 1876, l'impôt sur les dattiers fut augmenté de 50 pfennigs. Les hommes sortirent des villages pour abattre leurs dattiers, et on dut les en empêcher par des feux de salve. On raconte qu'en 1879 10 000 fellahs moururent de faim au nord de Siout faute de se procurer l'argent nécessaire pour payer la taxe sur l'irrigation de leurs champs et qu'ils avaient tué leur bétail pour éviter de payer l'impôt².

On avait maintenant saigné à blanc le fellah. L'État égyptien avait rempli sa fonction de collecteur d'argent au service du capital européen, on n'avait plus besoin de lui. Le Khédive Ismaïl fut congédié. Le capital pouvait maintenant liquider les opérations.

En 1875 l'Angleterre avait racheté 172 000 actions du canal de Suez pour 80 millions de marks, pour lesquelles l'Égypte devait encore 360 000 livres égyptiennes d'intérêts. Des commissions anglaises chargées de la « remise en ordre » des finances égyptiennes entrèrent maintenant en action. Chose étrange, le capital européen n'était pas effrayé par l'état désespéré de ce pays en faillite, mais offrait sans cesse de nouveaux prêts considérables pour le « sauver ». Cowe et Stokes proposèrent un prêt de 1 520 millions de marks à 7 % pour convertir toutes les dettes, Rivers Wilson estimait nécessaire un prêt de 2 060 millions de marks. Le Crédit Foncier acheta des millions de lettres de change en suspens et essaya de consolider la dette totale par un prêt de 1 820 millions de marks, sans y réussir toutefois. Mais plus la situation financière paraissait désespérée et sans issue, plus s'avancé irrémédiablement le moment où le pays entier devait devenir la proie du capital européen, ainsi que toutes ses forces productives. En octobre 1878, les représentants des créanciers européens abordèrent à Alexandrie. Le capital français et le capital anglais procédèrent à un double contrôle des finances. Puis, au nom de ce double contrôle, on introduisit de nouveaux impôts, les paysans furent battus et opprimés, de telle sorte que les paiements des intérêts partiellement suspendus en 1876 purent être repris en 1877³.

C'est alors que les droits du capital européen devinrent le pivot de la vie économique et le seul point de vue régissant le système financier. En 1878, on constitua une nouvelle commission et un ministère à moitié européen. En 1879, les finances égyptiennes furent soumises à un contrôle permanent du capital européen, représenté par la Commission de la Dette Publique égyptienne au Caire. En 1878 les Tshifliks, c'est-à-dire les terres de la famille du vice-roi, d'une superficie de 451 000 acres, furent transformés en domaine de l'État et hypothéqués aux capitalistes européens en garantie de la dette d'État. Il en fut de même des terrains de Daira appartenant au Khédive, situés pour la plupart en Haute Égypte et comprenant 85 131 acres ; ils furent par la suite vendus à un consortium. Quant aux autres grandes propriétés privées, elles passèrent aux mains des sociétés capitalistes, notamment à la Compagnie de Suez. Les domaines ecclésiastiques des mosquées et des écoles furent réquisitionnés par l'Angleterre pour couvrir les frais de son occupation. On n'attendait plus qu'un prétexte pour le coup final : il fut fourni par la rébellion de l'armée égyptienne, affamée par le contrôle financier européen, tandis que les fonctionnaires européens touchaient des salaires énormes, et par une révolte, machinée de l'extérieur, de la population d'Alexandrie qui était saignée à blanc. En 1882, l'armée anglaise occupa l'Égypte pour ne plus en sortir. La soumission du pays était l'aboutissement des opérations grandioses du capital en Égypte depuis vingt ans, et la dernière étape de la liquidation de l'économie paysanne égyptienne par le capital européen⁴. On se rend compte ici que la transaction apparemment absurde entre

¹ Du reste l'argent extorqué aux fellahs égyptiens parvint au capital européen par le détour de la Turquie. Les emprunts turcs de 1854, 1855, 1871, 1877 et 1886 se fondent sur le tribut égyptien augmenté plusieurs fois, et payé directement à la banque d'Angleterre.

² « *It is stated by residents in the Delta* », rapportait le *Times* d'Alexandrie le 31 mars 1879, « *that the third quarter of the year's taxation is now collected, and the old methods of collection applied. This sounds strangely by the side of the news that people are dying by the roadside, that great tracts of country are uncultivated, because of the fiscal burdens, and that the farmers have sold their cattle, the women their finery, and that the usurers are filling the mortgage offices with their bonds and the courts with their suits of foreclosure.* » (Cité par Th. Rothstein, *Egypt's Ruin*, 1910, pp. 69-70.)

³ « *This produce* », écrivait le correspondant du *Times* à Alexandrie, « *consists wholly of taxes paid by the peasants in kind, and when one thinks of the poverty stricken, over-driven, under-fed fellahs in their miserable hovels, working late and early to fill the pockets of the creditors, the punctual payment of the coupon ceases to be wholly a subject of gratification.* » (Cité par Th. Rothstein, *op. cit.*, p. 49.)

⁴ Eyth, parfait représentant de la civilisation capitaliste dans les pays primitifs, conclut son étude remarquable sur l'Égypte, qui nous a fourni les données principales, par une profession de foi impérialiste caractéristique : « *La leçon du passé a aussi une importance capitale pour l'avenir : même si l'on ne peut éviter des conflits vers dans lesquels le Droit et*

le capital prêté par les banques européennes et le capital industriel européen se fondait sur un rapport très rationnel et très sain du point de vue de l'accumulation capitaliste, bien que les com man des égyptiennes fussent payées par le capital emprunté et que les intérêts d'un emprunt fussent couverts par le capital de l'autre emprunt. Si l'on fait abstraction de tous les échelons intermédiaires qui masquent la réalité, on peut ramener ce rapport au fait que l'économie égyptienne a été engloutie dans une très large mesure par le capital européen. D'immenses étendues de terres, des forces de travail considérables et une masse de produits transférés à l'État sous forme d'impôts, ont été finalement transformés en capital européen et accumulés. Il est évident que cette transaction qui fit s'accomplir en deux ou trois décennies une évolution historique qui eût duré des siècles dans des circonstances normales, ne fut rendue possible que par le fouet. C'est précisément l'état primitif de l'organisation sociale égyptienne qui offrait au capital européen cette base d'opérations incomparable pour son accumulation. A côté de l'accroissement incroyable du capital, le résultat économique en est la ruine de l'économie paysanne en même temps que le développement des échanges commerciaux obtenu au prix d'une exploitation intensive des forces productives du pays. Sous le gouvernement d'Ismaïl, la surface des terres cultivées et endiguées passa de 2 à 2,7 millions d'hectares, le réseau de canalisations de 73 000 à 87 000 km, le réseau ferroviaire de 410 à 2 020 km. A Suez et à Alexandrie, on construisit des docks, et à Alexandrie de grandes installations portuaires. On mit en service une ligne de bateaux à vapeur pour les pèlerins de La Mecque sur la mer Rouge et le long des côtes syriennes et de l'Asie Mineure. Le chiffre des exportations égyptiennes passa de 89 millions de marks en 1861 à 288 millions en 1864. Les importations qui s'élevaient à 24 millions sous le gouvernement de Saïd Pacha, montèrent sous le gouvernement d'Ismaïl à 100 ou 110 millions de marks. Le commerce qui, après l'ouverture du canal de Suez, n'avait repris que dans les années 1880, comprenait en 1890 des importations pour une valeur de 163 millions de marks, et des exportations pour une valeur de 249 millions de marks; en 1911, les marchandises importées atteignaient une valeur de 355 millions de marks, les marchandises exportées une valeur de 593 millions de marks. Sans doute l'Égypte elle-même est-elle devenue, dans ce développement brutal de l'économie marchande, la proie du Capital européen. En Égypte comme en Chine ou plus récemment au Maroc, on découvre comme agent d'exécution de l'accumulation le militarisme caché derrière les emprunts internationaux, la construction de chemins de fer, les travaux de canalisation et autres ouvrages de civilisation. Pendant que les pays orientaux évoluent avec une hâte fiévreuse de l'économie naturelle à l'économie marchande et de celle-ci à la production capitaliste, ils sont dévorés par le capital européen, car ils ne peuvent s'engager dans cette transformation révolutionnaire sans se livrer à lui pieds et poings liés.

Un autre exemple récent est celui des grandes affaires du capital allemand en Turquie d'Asie. Très tôt, le capital européen et notamment le capital anglais avaient essayé de s'emparer de ces territoires qui se trouvent sur l'ancienne route commerciale entre l'Europe et l'Asie ¹.

Dans les années 1850 et 1860, le capital anglais finança la construction des lignes de chemins de fer de Smyrne-Aidin-Diner, et Smyrne-Kassaba-Alachehir ; il obtint également une concession pour le prolongement de la ligne jusqu'à Afiunkarahissar, enfin il afferma la première ligne de la voie d'Anatolie, Haïdar-Pacha-Ismid. Peu à peu, le capital français obtint de participer à la construction de chemins de fer. En 1888 le capital allemand entre en scène. Des négociations secrètes, où le groupe capitaliste français, représenté par la Banque Ottomane, joua un grand rôle, aboutirent à la fusion des intérêts internationaux ; l'entreprise d'Anatolie et de la voie de Bagdad devait être financée à 60 % par le groupe allemand et à 40 % par le groupe international ². La Compagnie de chemins de fer d'Anatolie, société turque, soutenue principalement par la Deutsche Bank, fut fondée le 14 Redcheb de l'an 1306, c'est-à-dire le 4 mars 1889 ; elle devait reprendre la ligne de Haidar-Pacha à Ismid qui était en service depuis le début des années 1870, ainsi que la concession de la ligne Ismid-Eskichehir-Angora (845 km). La société est également habilitée à exécuter les travaux de la ligne Haidar-Pacha-Skutari et les embranchements vers Brussa, et à construire une ligne complémentaire d'Eskichehir à Konia (environ 445 km), enfin la ligne d'Angora à Césarée (425 km). Le gouvernement turc offrait à la société une garantie d'État assurant des recettes brutes annuelles de 10 300 francs par kilomètre pour le parcours Haidar-Pacha-Ismid, de 15 000 francs pour la ligne Ismid-Angora. A cette fin le gouvernement nomma

l'Injustice sont difficiles à distinguer, et où la justice politique et historique signifie le malheur de millions de gens, tandis que leur salut serait lié à une Injustice politique, l'Europe doit poser une main ferme sur ces pays qui ne sont plus capables, par leurs propres moyens, d'être à la hauteur de la vie moderne ; dans le monde entier, l'autorité la plus ferme mettra fin aux désordres, et il en sera de même sur les bords du Nil » (op. cit., p. 247). Rothstein (op. cit) nous renseigne suffisamment sur l' « ordre » créé par l'Angleterre « au bord du Nil ».

¹ Dès le début des années 1830, le gouvernement anglo-indien donna l'ordre au colonel Chesney de chercher à savoir si l'Euphrate était navigable, afin d'établir le plus vite possible une liaison entre la Méditerranée et le Golfe Persique ou l'Inde. Une première mission de reconnaissance eut lieu pendant l'hiver 1831 lis après de longs préparatifs, l'expédition proprement dite se fit entre 1835 et 1837. A la suite de quoi des fonctionnaires et des officiers britanniques explorèrent et contrôlèrent de grandes régions de la Mésopotamie orientale. Ces travaux se poursuivirent jusqu'en 1866 sans résultat pratique pour le gouvernement anglais. L'idée d'établir une voie de communication entre la Méditerranée et l'Inde en passant par le Golfe Persique fut reprise plus tard en Angleterre sous une autre forme ; ce fut le projet du chemin de fer du Tigre. En 1879, Cameron entreprit, à la demande du gouvernement anglais, un voyage à travers la Mésopotamie pour étudier le tracé de la voie projetée (Baron Max von Oppenheim. *Vom Mittel meer zum Persischen Golf durch den Hauran, die Syrische Wüste und Mesopotamien*, vol. II, pp. 5 et 36.)

² S. Schneider, *Die Deutsche Bagdadbahn*, 1900, p. 3.

comme agent d'exécution l'Administration de la Dette Publique Ottomane ; celle-ci devait percevoir les dîmes des sandchaks d'Ismid, d'Ertigul, de Kutahia et d'Antora. Sur le produit de ces dîmes, l'Administration de la Dette Ottomane devait prélever la part correspondant à la recette annuelle et la verser à la société de chemins de fer. Le gouvernement garantit pour le parcours d'Angora à Césarée une recette brute annuelle de 775 livres-or turques, c'est-à-dire de 17 800 francs-or par kilomètre ; et pour le parcours d'Eskichehir à Konia, une recette de 604 livres turques équivalant à 17 741 francs. à condition toutefois dans ce dernier cas que les recettes n'excèdent pas la garantie de plus de 219 livres turques, soit 4995 francs par kilomètre. Dans le cas où la recette brute dépasserait le plafond garanti, le gouvernement devait obtenir 25 % du surplus. Les dîmes des sandchaks de Trébizonde et de Gumuchhané seront payées directement à l'administration de la Dette Publique qui, de son côté, fournit les compléments de garantie nécessaires à la société de chemins de fer. Les dîmes destinées à assurer la garantie gouvernementale constituent un tout. En 1898, la garantie offerte pour le parcours d'Eskichehir à Konia est passée de 219 livres turques à 296.

En 1899, la société obtint une concession pour la construction et la mise en service d'un port et des installations portuaires à Haïdar-Pacha, pour la construction d'élévateurs à grains et d'entrepôts de marchandises de toutes sortes, elle acquit le droit de faire charger et décharger les marchandises par son propre personnel, et enfin, dans le domaine de la police des douanes, l'autorisation d'installer une sorte de port franc.

En 1901, la société obtint une concession pour la construction du trajet de Konia-Bagdad-Basra au golfe Persique (2400 km), qui se rattache à la voie d'Anatolie par l'embranchement de Konia-Eregli-Burgulu. Pour reprendre la concession, l'ancienne société anonyme fonda une nouvelle société qui chargea une société de chantiers fondée à Francfort de la construction de la ligne.

De 1893 à 1910, le gouvernement turc a donné des garanties supplémentaires de 48,4 millions de francs pour la ligne de Haïdar-Pacha à Angora, et de 1,8 million de livres turques pour la ligne d'Eskichehir à Konia, donc au total environ 90,8 millions de francs ¹.

En 1907, la société acquit une concession pour les travaux d'assèchement du lac de Karaviran et d'irrigation de la plaine de Konia. Ces travaux doivent être exécutés pour le compte du gouvernement en l'espace de six ans. Cette fois, la société avance au gouvernement les capitaux nécessaires jusqu'à concurrence de 19,5 millions de francs, avec intérêt de 5 % et un délai de remboursement de trente-six ans. Pour cela le gouvernement a hypothéqué : 1) une somme annuelle de 25 000 livres turques, payables sur les surplus des dîmes versées à l'Administration de la Dette Publique comme garantie kilométrique ou comme garantie des divers emprunts

2) Le surplus des dîmes perçues sur les territoires irrigués dépassant la moyenne des cinq dernières années ; 3) les bénéfices nets tirés des installations d'irrigation ; 4) les bénéfices de la vente des terrains asséchés ou irrigués. Pour exécuter les installations, la société de Francfort fonda une société « pour l'irrigation de la plaine de Konia » au capital de 135 millions de francs.

En 1908, la société obtint une concession pour le prolongement de la ligne de Konia jusqu'à Bagdad et jusqu'au golfe Persique, assortie d'une garantie kilométrique. Pour payer cette garantie, un emprunt du chemin de fer de Bagdad à 4 % avait été contracté, en trois tranches de 54, 108 et 119 millions de francs; il était cautionné par les dîmes des vilayets d'Aïdin, de Bagdad, de Mossul, de Diarbekir, d'Urfa et d'Aleppo et par les taxes sur les moutons des vilayets de Konia, d'Adana et d'Aleppo, etc.

On voit apparaître ici le fondement de l'accumulation. Le capital allemand construit en Turquie d'Asie des chemins de fer, des ports et des barrages. Pour toutes ces entreprises, il extorque une plus-value nouvelle aux Asiatiques qu'il emploie comme main-d'œuvre.

¹

Saling, *Börsenjahrbuch*, 1911-1912, p. 2211.

Saling, <i>op. cit.</i> , pp. 360-361. L'ingénieur Pressel, originaire du Wurtemberg, qui travaillait en Turquie pour le compte du baron von Hirsch, fait le compte total des contributions que le gouvernement turc devait verser au capital européen pour la construction des chemins de fer. Il donne les chiffres éloquentes que voici : ¹		
	Longueur en km	Garantie payée (en francs)
Les trois lignes de Turquie d'Europe	1 888,8	33 099 352
Réseau construit jusqu'en 1900 en Turquie d'Asie	2 513,2	53 811 338
Commissions et autre frais payés à la Dette Publique au titre de la garantie kilométrique		9 351 209
<i>Total</i>		96 262 000

Mais il s'agit de réaliser cette plus-value en même temps que les moyens de production venant d'Allemagne (matériaux ferroviaires, machines, etc.). Comment y parvient-on ? En partie grâce aux échanges commerciaux suscités par les chemins de fer, les installations portuaires, etc., et entretenus artificiellement dans les conditions de l'économie naturelle d'Asie Mineure ; en partie par la force, si les échanges commerciaux n'augmentent pas assez vite pour les besoins du capital ; l'État use alors de son autorité pour transformer les revenus en nature de la population en marchandises d'abord, puis en argent, et pour les employer à réaliser le capital ainsi que la plus-argent, et pour les employer à réaliser le capital ainsi que la plus-value. C'est là la fonction de la « garantie kilométrique » assurant les recettes brutes des entreprises autonomes du capital étranger, ainsi que des cautions des emprunts. Dans les deux cas, les « dîmes » (ueschürs) prélevées selon des modalités variables à l'infini, sont des tributs en nature versés par les paysans turcs ; elles sont passées peu à peu de 12 à 12,5 %. Le paysan des vilayets d'Asie doit verser des dîmes, sinon elles sont prélevées de force par les gendarmes et les autorités centrales ou locales. Les dîmes, manifestation très ancienne du despotisme asiatique fondé sur l'économie naturelle, ne sont pas directement perçues par le gouvernement turc, mais par l'intermédiaire de collecteurs d'impôts analogues aux fermiers généraux de l'ancien régime, c'est-à-dire que l'État leur adjuge séparément, par vente aux enchères, à l'avance la recette probable des tributs de chaque vilayet (ou province). Si la dîme d'une province est achetée par un spéculateur isolé ou par un consortium, ceux-ci revendent la dîme de chaque sandchak (ou district) à d'autres spéculateurs qui, à leur tour, cèdent leur part à toute une série de petits agents. Tous ces intermédiaires veulent couvrir leurs frais et retirer le plus de profit possible ; si bien qu'au moment où la dîme est perçue, elle a grossi dans des proportions énormes. Le collecteur d'impôts cherche à se dédommager de ses erreurs de calcul à ux frais du paysan. Ce dernier, généralement couvert de dettes, attend impatiemment l'instant où il pourra vendre sa récolte. Mais souvent, après avoir fauché son blé, il doit attendre pour le battre des semaines entières, jusqu'au moment où il conviendra au collecteur de dîmes de prélever la part qui lui revient. La récolte menace de pourrir sur pied, et le collecteur, généralement lui-même marchand de grains, exploite cette situation pour obliger à lui vendre le blé à un prix très bas ; il sait s'assurer l'appui des fonctionnaires, notamment des mouktars (chefs locaux), contre les protestations des mécontents ².

En même temps que les taxes sur les tabacs, les spiritueux, la dîme sur la soie et les redevances des pêcheries, le Conseil International d'Administration de la Dette Publique Ottomane perçoit les dîmes qui servent de caution à la garantie kilométrique des chemins de fer et aux emprunts. Dans chaque cas, le Conseil se réserve le droit d'intervenir

¹ Notons que tout ceci ne se rapporte qu'à la période allant jusqu'en 1899 : c'est seulement à partir de cette date que la garantie kilométrique sera payée. Il n'y avait pas moins de 28 sandchaks parmi les 74 de Turquie d'Asie dont les dîmes étaient confisquées pour la garantie kilométrique. Et toutes ces contributions permirent de construire en Turquie d'Asie, entre 1856 et 1900, en tout 2 513 kilomètres de voies ferrées. (W. von Bressel, *Les chemins de fer en Turquie d'Asie*, Zurich, 1900, p. 59.)

Pressel donne, comme expert, un exemple des procédés employés par les sociétés de chemins de fer à l'égard de la Turquie. Il affirme que la Société d'Anatolie s'était engagée, par la concession de 1873 à construire d'abord la ligne de Bagdad, via Angora ; mais qu'elle déclara ensuite qu'il lui était impossible d'exécuter son propre projet, abandonnant à son sort la ligne assurée par la garantie kilométrique et entreprenant la construction d'un autre itinéraire via Konia. « Au moment où les sociétés réussirent à acquérir la ligne Smyrne-Aidin-Dine, elles en exigèrent le prolongement jusqu'à la ligne de Konia, et une fois cet embranchement construit, les sociétés remueront ciel et terre pour faire passer le trafic de marchandises par ce nouvel itinéraire, qui n'est pas assorti de garantie kilométrique et qui, surtout, n'est absolument pas tenu de partager les bénéfices avec le gouvernement. Résultat : le gouvernement n'aura aucun bénéfice sur la ligne d'Aidin et les sociétés encaisseront des millions. Le gouvernement paiera pour la construction des lignes de Kassaba et d'Angora presque tout le montant de la garantie kilométrique et ne pourra espérer jamais profiter des 25 % du surplus des recettes brutes dépassant 15 000 francs, part qui lui était garantie dans le contrat. » (Loc. cit., p. 7.)

² Charles Morawitz, *Die Türkei im Spiegel ihrer Finanzen*, 1903, p. 84.

dans les contrats des fermiers-collecteurs à propos des dîmes, et de faire verser les recettes de chaque vilayet directement dans les caisses régionales du Conseil. Si l'on ne réussit pas à trouver de collecteur, les dîmes sont emmagasinées en nature par le gouvernement turc ; les clés des dépôts sont confiées au Conseil, celui-ci revend les dîmes pour son propre compte.

Ainsi le métabolisme économique entre la petite paysannerie d'Asie Mineure, de Syrie et de Mésopotamie et le capital allemand s'effectue de la manière suivante : dans les plaines des vilayets de Konia, de Bagdad, de Basra, etc., le grain vient au monde comme simple produit d'usage de l'économie paysanne primitive ; immédiatement il passe en la possession du collecteur d'impôts en tant que tribut versé à l'État. C'est seulement entre les mains de ce dernier que le blé devient marchandise, puis, de marchandise, se transforme en argent, pour être versé à l'État. Cet argent n'est pas autre chose que le blé du paysan sous une forme modifiée ; il n'a pas été produit en tant que marchandise. Maintenant, comme garantie d'État, il sert à payer en partie la construction et le trafic ferroviaires, c'est-à-dire à réaliser à la fois la valeur des moyens de production qui y sont utilisés et la plus-value extorquée aux paysans et aux ouvriers asiatiques pendant la construction et la mise en service. En outre, comme les moyens de production utilisés à la construction du chemin de fer sont fabriqués en Allemagne, le blé du paysan, transformé en argent, sert encore à réaliser la plus-value extorquée aux ouvriers allemands pendant la fabrication de ces moyens de production. En accomplissant cette fonction, l'argent passe des caisses de l'État turc dans celles de la Deutsche Bank pour y être accumulé comme plus-value capitaliste, sous forme de profits d'émission, tantièmes, dividendes et intérêts au profit des sieurs Gwinner, Siemens, de leurs co-administrateurs, des actionnaires et des clients de la Deutsche Bank et de tout le système compliqué des sociétés filiales.

S'il n'y a pas de fermier-collecteur, comme le cas est prévu dans les concessions, la série compliquée des métamorphoses se réduit à sa forme la plus simple et la plus claire : le blé du paysan revient directement à l'Administration de la Dette Publique Ottomane, c'est-à-dire aux représentants du capital européen, et devient, sous sa forme naturelle même, un revenu du capital allemand et étranger. Il fait s'accomplir l'accumulation du capital européen avant même de s'être départi de sa forme d'usage propre, qui est paysanne et asiatique ; il réalise la plus-value capitaliste avant d'être devenu marchandise et d'avoir réalisé sa propre valeur. Le métabolisme s'effectue d'une manière brutale et directe entre le capital européen et l'économie paysanne asiatique, tandis que l'État turc est réduit à son rôle réel d'appareil politique destiné à exploiter l'économie paysanne pour le compte du capital - ce qui est la fonction véritable de tous les États orientaux dans la période de l'impérialisme capitaliste. L'affaire qui consiste à payer les marchandises allemandes avec le capital allemand n'est pas, comme on pourrait le croire, un cercle vicieux absurde, où les braves Allemands offriraient aux Turcs malins la « jouissance » des grands ouvrages de civilisation ; il s'agit au fond d'un échange entre le capital allemand et l'économie paysanne asiatique, un échange qui s'accomplit par la pression de l'État. D'une part les progrès de l'accumulation capitaliste et l'extension des « sphères d'intérêts » servent de prétexte à l'expansion politique et économique du capital allemand en Turquie ; d'autre part la désagrégation rapide, la ruine et l'exploitation de l'économie paysanne par l'État favorisent l'établissement des échanges commerciaux et des chemins de fer, tandis que l'État turc devient de plus en plus dépendant financièrement et politiquement du capital européen ¹.

31. - Le protectionnisme et l'accumulation

L'impérialisme est l'expression politique du processus de l'accumulation capitaliste se manifestant par la concurrence entre les capitalismes nationaux autour des derniers territoires non capitalistes encore libres du monde. Géographiquement, ce milieu représente aujourd'hui encore la plus grande partie du globe. Cependant le champ d'expansion offert à l'impérialisme apparaît comme minime comparé au niveau élevé atteint par le développement des forces productives capitalistes ; il faut tenir compte en effet de la masse énorme du capital déjà accumulé dans les vieux pays capitalistes et qui lutte pour écouler son surproduit et pour capitaliser sa plus-value, et, en outre, de la rapidité avec laquelle les pays pré-capitalistes se transforment en pays capitalistes. Sur la scène internationale, le capital doit donc procéder par des méthodes appropriées. Avec le degré d'évolution élevé atteint par les pays capitalistes et l'exaspération de la concurrence des pays capitalistes pour la conquête des territoires non capitalistes, la poussée impérialiste, aussi bien dans son agression contre le monde non capitaliste que dans les conflits plus aigus entre les pays capitalistes concurrents, augmente d'énergie et de violence. Mais plus s'accroissent la violence et l'énergie avec lesquelles le capital procède à la destruction des civilisations non capitalistes, plus il rétrécit sa base d'accumulation. L'impérialisme est à la fois une méthode historique pour prolonger les jours du capital et le moyen le plus sûr et le plus rapide d'y mettre objectivement un terme. Cela ne signifie pas que le point final ait besoin à la lettre d'être atteint. La seule tendance vers ce but de l'évolution capitaliste se manifeste déjà par des phénomènes qui font de la phase finale du capitalisme une période de catastrophes. Les économistes classiques, dans la période du «

¹ « Du reste dans ce pays tout est difficile et compliqué. Dès que le gouvernement veut créer un monopole pour le papier de cigarettes ou les cartes à jouer, aussitôt la France et l'Autriche-Hongrie interviennent pour mettre un veto dans l'intérêt de leur commerce. S'il s'agit de pétrole, c'est la Russie qui soulèvera des objections et même les puissances les moins intéressées feront dépendre leur accord sur n'importe quelle question de quelque autre accord. L'histoire de la Turquie ressemble au dîner de Sancho Pança : dès que le ministre des Finances veut entreprendre quelque chose, un diplomate se lève, l'interrompt et lui oppose son veto. » Morawitz: *op. cit.*, p. 70.)

Sturm und Drang » de l'économie, exprimaient l'espoir d'un développement pacifique de l'accumulation capitaliste et célébraient « le commerce et l'industrie qui ne peuvent prospérer que par la paix » ; ils prêchaient l'idéologie officielle manchestérienne de l'harmonie des intérêts entre les nations industrielles de la terre - autre aspect de l'harmonie des intérêts entre le capital et le travail ; ces espoirs semblaient se confirmer dans la courte période de libre-échange qui régna en Europe autour de 1860 et 1870 ; ils se fondaient sur le faux dogme de l'école de Manchester, selon lequel l'échange de marchandises est la seule condition de l'accumulation capitaliste, et l'accumulation identique à la simple production marchande. L'école de Ricardo identifiait, comme nous l'avons vu, l'accumulation capitaliste et les conditions de sa reproduction avec la production marchande simple et avec les conditions de la circulation simple de marchandises. Cette doctrine se manifesta avec plus d'évidence encore chez le libre-échangisme vulgaire tourné vers la pratique. Toute l'argumentation des libre-échangistes groupés autour de Cobden ne faisait que traduire les intérêts des cotonniers du Lancashire. Leur attention était surtout dirigée sur les acheteurs à gagner et leur dogme était le suivant : « Nous devons acheter à l'étranger afin de trouver à notre tour des acheteurs pour nos produits industriels, c'est-à-dire pour les cotonnades. » Cobden et Bright, en réclamant le libre-échange, notamment l'abaissement des prix des biens de consommation, prétendaient défendre les intérêts du consommateur : mais il ne s'agissait pas de l'ouvrier qui mange du pain, mais du capitaliste qui consomme la force de travail.

Cet évangile ne traduisait jamais réellement les intérêts de l'accumulation capitaliste dans son ensemble. En Angleterre même, il fut démenti dès les années 1840 par les guerres de l'opium, qui prêchaient par la canonnade l'harmonie des intérêts des nations commerçantes en Extrême-Orient. passant ensuite, avec l'annexion de Hong-Kong, à l'opposé de cette doctrine, au système des « sphères d'intérêts »¹. Sur le continent européen, le libre-échange des années 1860 n'exprima jamais les intérêts du capital industriel, parce que les pays libre-échangistes du continent étaient à l'époque des pays principalement agricoles, et que la grande industrie y était peu développée. Le système du libre-échange fut bien plutôt appliqué comme une mesure politique en vue de constituer des nouveaux États nationaux en Europe centrale. En Allemagne, selon les vues de Manteuffel et de Bismarck, c'était un instrument spécifiquement prussien pour mettre l'Autriche à la porte de la Confédération allemande et de l'union douanière, et pour créer le nouvel empire allemand sous l'hégémonie de la Prusse. Économiquement, le libre-échange s'appuyait seulement sur les intérêts du capital marchand, notamment sur le capital des villes hanséatiques pour qui le commerce international était d'importance vitale, et sur les intérêts agricoles des consommateurs ; quant à l'industrie elle-même, seule celle du fer put être gagnée au libre-échange et encore ne put-on lui arracher que la concession de l'abolition des douanes rhénanes. L'industrie textile d'Allemagne du Sud resta intransigeante et maintint son opposition protectionniste. En France, les ailes qui inaugurèrent le libre-échange par les clauses préférentielles furent conclus par Napoléon III sans le consentement et même contre la volonté de la Chambre, constituée par les industriels et les agrariens. Le gouvernement du Second Empire se contenta d'instaurer comme pis-aller des traités commerciaux, qui furent acceptés faute de mieux par l'Angleterre - pour ne pas susciter d'opposition parlementaire en France et pour établir en fin de compte le libre-échange sur une base internationale derrière le dos du corps législatif. Le premier traité important entre la France et l'Angleterre surprit l'opinion publique française². Entre 1853 et 1862, le vieux système protectionniste français fut aboli par trente-deux décrets impériaux, qui furent ratifiés en 1863 « par voie législative », afin que les formes fussent respectées. En Italie le libre-échange était une arme de la politique de Cavour, et résultait du besoin où il était de s'appuyer sur la France. Dès 1870, sous la poussée de l'opinion publique, une enquête fut ouverte, qui révéla le peu d'intérêt des milieux concernés pour la politique libre-échangiste. Enfin, en

¹ Ce n'est pas seulement le cas de l'Angleterre. « Dès 1859 une brochure diffusée dans toute l'Allemagne, et dont la rédaction est attribuée au fabricant Diergardt de Viersen, adjurait l'Allemagne de s'assurer à temps le marché d'Extrême-Orient. Une seule méthode permet, affirmait la brochure, d'obtenir quelque chose des Japonais et des Asiatiques en général, c'est le déploiement de la force militaire. La flotte allemande construite avec les économies du peuple avait été un rêve de jeunesse, elle était depuis longtemps vendue aux enchères par Hannibal Fischer. La Prusse avait quelques bateaux mais pas de puissance navale imposante. Cependant on décida d'armer une escadre en vue d'entamer des négociations commerciales en Extrême-Orient. Le royale d'Eulenburg., l'un des hommes d'État prussiens les plus capables et les plus pondérés, prit la direction de cette expédition, dont les buts étaient également scientifiques. Cet homme mena à bien sa mission dans les conditions les plus difficiles avec une grande habileté. On dut renoncer au projet de relations commerciales avec les îles Hawaï. Par ailleurs l'entreprise atteignit son but. Bien que la presse berlinoise jouât les prophètes et déclarât, à chaque nouvelle difficulté survenue, que tout cela était prévisible depuis longtemps et que ces dépenses pour les manœuvres navales étaient une dilapidation de l'argent des contribuables, le ministère de la nouvelle ère politique ne se laissa pas troubler. La gloire du succès revint aux successeurs. » (W. Lotz, *Die Ideen der Deutschen Handelspolitik*, p. 80.)

² « Une négociation officielle fut ouverte [entre les gouvernements français et allemand, après que Michel Chevalier ait eu les premières conversations préliminaires avec Gobden. R.L.] au bout de peu de jours : elle fut conduite avec le plus grand mystère. Le 7 janvier 1860, Napoléon III annonça ses intentions dans une lettre-programme adressée au ministre d'État, M. Fould. Cette déclaration éclata comme un coup de foudre. Après les incidents de l'année qui venait de finir on comptait qu'aucune modification du régime douanier ne serait tentée avant 1861. L'émotion fut générale, néanmoins le traité fut signé le 23 janvier. » (Auguste Devers, *La politique commerciale de la France depuis 1860. Écrits de la ligue politique sociale*, II, p. 136.)

Russie, la tendance libre-échangiste des années 1860 ne fit que jeter les bases de l'économie marchande et de la grande industrie : elle accompagna l'abolition du servage et la construction d'un réseau ferré ¹.

Ainsi le libre-échange comme système international ne pouvait être a priori qu'un épisode dans l'histoire de l'accumulation du capital, pour cette raison même, il est faux d'attribuer le revirement général et le retour au protectionnisme qui eut lieu à la fin des années 1870, à une réaction de défense des autres pays capitalistes contre le libre-échange de la Grande-Bretagne ².

Cette idée est démentie par plusieurs faits : ainsi en Allemagne, en France et en Italie, ce furent les agrariens qui prirent l'initiative du retour au protectionnisme, non contre la concurrence de l'Angleterre, mais contre celle des États-Unis; par ailleurs, les menaces contre l'industrie naissante en Russie, par exemple, venaient plutôt de l'Allemagne que de l'Angleterre, et, en Italie, plutôt de la France. De même, ce n'est pas le monopole industriel de l'Angleterre qui est cause de la dépression universelle et permanente qui suivit la crise des années 1870, et qui avait suscité le désir du protectionnisme. Le revirement protectionniste avait des causes plus générales et plus profondes. Les purs principes libre-échangistes qui entretenaient l'illusion de l'harmonie des intérêts sur le marché mondial furent abandonnés dès que le grand capital industriel eut pris suffisamment pied dans les principaux États du continent européen pour se rendre compte des conditions de l'accumulation. Or, ces conditions d'accumulation battent en brèche la vieille doctrine de la réciprocité des intérêts des États capitalistes. Elles provoquent au contraire leur antagonisme et la concurrence pour la conquête des milieux non capitalistes.

Au début de l'ère du libre-échange, les guerres contre la Chine commençaient seulement à ouvrir l'Extrême-Orient au commerce, et le capital européen faisait ses premiers pas en Égypte. Aux alentours de 1880, en même temps que le protectionnisme, la politique d'expansion est pratiquée avec une intensité croissante : une succession ininterrompue d'événements se poursuit à travers les années 1880 : l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre, les conquêtes coloniales allemandes en Afrique, l'occupation française de Tunis et l'expédition au Tonkin, les percées de l'Italie à Assab et Massua, la guerre d'Abyssinie et la création de l'Érythrée, les conquêtes anglaises en Afrique du Sud. Le conflit entre l'Italie et la France pour la sphère d'intérêts de Tunis fut le préambule caractéristique de la guerre douanière franco-italienne ; sept ans plus tard, cet épisode violent a mis fin sur le continent européen à l'harmonie des intérêts, chère à la doctrine du libre-échangiste. Le mot d'ordre du capital devint la monopolisation des régions non capitalistes, aussi bien à l'intérieur des vieux États capitalistes qu'à l'extérieur, dans les pays d'outre-mer. En revanche, le libre-échange, la politique de la « porte ouverte » devinrent l'expression spécifique du désarmement économique des pays non capitalistes en face du capitalisme international, l'expression de l'équilibre entre les diverses puissances industrielles concurrentes le prélude à l'occupation partielle ou totale des pays non capitalistes soit comme colonies, soit comme sphères d'influence. Si l'Angleterre seule est restée jusqu'ici fidèle au libre-échange,

¹ A la suite de la débâcle de la campagne de Crimée, des réformes durent être instaurées : la révision du tarif douanier russe dans un sens libéral en 1857 et 1868, la suppression définitive du système douanier insensé de Kankrin, en étaient l'expression et le complément. Mais la réduction des tarifs douaniers répondait surtout aux intérêts immédiats des propriétaires fonciers nobles, qui, à la fois comme consommateurs de marchandises étrangères et comme producteurs de blé pour l'exportation, avaient tout à gagner de la suppression des barrières douanières entre la Russie et l'Europe occidentale. Le journal qui représentait les intérêts agricoles, le *Freie Oekonomische Gesellschaft*, constate en effet : « Entre 1822 et 1882, le plus grand producteur de la Russie, qui est l'agriculture, a subi quatre fois des pertes considérables, ce qui l'a mise dans une situation extrêmement critique, et chaque fois la cause directe en était l'élévation énorme des tarifs douaniers. Inversement la période de trente-deux ans qui va de 1915 à 1877, pendant laquelle les tarifs étaient modérés, s'est écoulée sans heurt, mises à part les trois guerres et une guerre civile [l'auteur entend par là la révolte polonaise de 1863, R. L.], dont chacune provoqua des sacrifices financiers plus ou moins grands de la part de l'État. » (*Memorandum der Kaiserlichen Freien Oekonomischen Gesellschaft in Sachen der Revision des russischen Zolltarifs*, Petersburg, 1890, p. 148.)

La preuve qu'en Russie, jusqu'à une époque très récente, les avocats du libre-échange ou du moins de l'abaissement des tarifs douaniers, ne peuvent être considérés comme les défenseurs des intérêts du capital industriel, c'est que l'organe scientifique du mouvement libre-échangiste, la *Freie Oekonomische Gesellschaft*, combattait le protectionnisme, dans les années 1890 encore, y voyant une méthode de « transplantation artificielle » de l'industrie capitaliste en Russie ; c'est dans l'esprit d'un « populisme réactionnaire » que la revue attaquait le capitalisme comme donnant naissance au prolétariat moderne, « ces masses de gens inaptes au service militaire, sans propriété et sans patrie, qui n'ont rien à perdre, et ont depuis longtemps une mauvaise réputation ». (Op. cit., p. 171.)

² Fr. Engels partageait cette opinion. Dans une lettre à Nikolai-on, il écrit le 18 juin 1892 : « Des écrivains anglais, aveuglés par les intérêts patriotiques, ne peuvent pas comprendre pourquoi le libre-échange, dont l'Angleterre a donné l'exemple, est refusé partout avec tant d'opiniâtreté et remplacé par le protectionnisme. Naturellement ils n'osent tout simplement pas admettre que ce système - aujourd'hui presque universel - du protectionnisme est une mesure de défense plus ou moins sensée (dans certains cas même parfaitement absurde) contre ce même libre-échange anglais, qui amena le monopole industriel anglais à son apogée. Dans le cas de l'Allemagne, qui est devenue un grand État industriel grâce au libre-échange, cette réaction est stupide ; le protectionnisme s'y étend aujourd'hui aux produits agricoles et aux matières premières, ce qui augmente les prix de revient de la production industrielle ! Je regarde ce retour général au protectionnisme non comme un hasard, mais comme une réaction contre le monopole industriel de l'Angleterre, qui semble intolérable. Comme je l'ai déjà dit, la forme de cette réaction peut être fautive, inadéquate ou pire encore, mais la nécessité historique de cette réaction me semble claire et évidente. » (Briefe.... p. 71.)

cela tient en première ligne à ce qu'elle était l'empire colonial le plus ancien et qu'elle trouva dès le début dans ses immenses possessions territoriales extra-capitalistes une base d'opérations offrant à son accumulation des perspectives illimitées jusqu'à nos jours, et la soustrayant en fait à la concurrence des autres pays capitalistes. C'est ce qui explique la tendance générale des pays capitalistes à s'isoler les uns des autres par des tarifs douaniers ; cependant, en même temps, ils développaient de plus en plus les échanges commerciaux, et devenaient toujours plus dépendants les uns des autres quant au renouvellement des conditions matérielles de leur reproduction. Pourtant, du point de vue du développement technique des forces productives, le protectionnisme est aujourd'hui superflu et il contribue même parfois à la conservation artificielle de méthodes de production périmées. Comme celle qui est au fond des emprunts internationaux, la contradiction immanente de la politique protectionniste ne fait que refléter la contradiction historique entre les intérêts de l'accumulation - c'est-à-dire la réalisation et la capitalisation de la plus-value - et le pur point de vue de l'échange de marchandises.

Ceci se manifeste dans le fait que le système moderne de hauts tarifs douaniers, exigés par l'expansion coloniale et les conflits plus aigus à l'intérieur du milieu capitaliste, fut introduit surtout en vue d'accroître les armements. En Allemagne comme en France, en Italie et en Russie, le retour au protectionnisme fut lié à l'extension du militarisme et introduit en fonction de celui-ci ; il servit de base à la course aux armements de terre, puis de mer, qui se développa à cette époque. Le libre-échange européen auquel correspondait le système militaire continental avec la priorité donnée à l'armée de terre, a cédé la place au protectionnisme comme fondement et complément du système militaire impérialiste où la priorité était toujours donnée à la marine.

L'accumulation capitaliste, dans son ensemble, a donc, comme processus historique concret, deux aspects différents : l'un concerne la production de la plus-value - à l'usine, dans la mine, dans l'exploitation agricole - et la circulation de marchandises sur le marché. Considérée de ce point de vue, l'accumulation est un processus purement économique dont la phase la plus importante est une transaction entre le capitaliste et le salarié. Dans les deux phases cependant, à l'usine comme sur le marché, elle reste exclusivement dans les limites d'un échange de marchandises, d'un échange de grandeurs équivalentes, sous le signe de la paix, de la propriété privée et de l'égalité. Il a fallu toute la dialectique acérée d'une analyse scientifique pour découvrir comment, au cours de l'accumulation, le droit de propriété se transforme en appropriation de la propriété d'autrui, l'échange de marchandises en exploitation, l'égalité en domination de classe.

L'autre aspect de l'accumulation capitaliste concerne les relations entre le capital et les modes de production non capitalistes, il a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique des sphères d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, l'oppression, le pillage se déploient ouvertement, sans masque, et il est difficile de reconnaître les lois rigoureuses du processus économique dans l'enchevêtrement des violences et des brutalités politiques.

La théorie libérale bourgeoise n'envisage que l'aspect unique de la « concurrence pacifique », des merveilles de la technique et de l'échange pur de marchandises ; elle sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure.

En réalité, la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique ; la dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction capitaliste. La carrière historique du capital ne peut être appréciée qu'en fonction de ces deux aspects. Le capital n'est pas qu'à sa naissance « dégouttant de sang et de boue par tous les pores », mais pendant toute sa marche à travers le monde ; c'est ainsi qu'il prépare, dans des convulsions toujours plus violentes, son propre effondrement.

32. - Le militarisme, champ d'action du capital

Le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation. Dans ce qu'on appelle la période de l'« accumulation primitive », c'est-à-dire au début du capitalisme européen, le militarisme joue un rôle déterminant dans la conquête du Nouveau Monde et des pays producteurs d'épices, les Indes ; plus tard, il sert à conquérir les colonies modernes, à détruire les organisations sociales primitives et à s'emparer de leurs moyens de production, à introduire par la contrainte les échanges commerciaux dans des pays dont la structure sociale s'oppose à l'économie marchande, à transformer de force les indigènes en prolétaires et à instaurer le travail salarié aux colonies. Il aide à créer et à élargir les sphères d'intérêts du capital européen dans les territoires extra-européens, à extorquer des concessions de chemins de fer dans des pays arriérés et à faire respecter les droits du capital européen dans les emprunts internationaux. Enfin, le militarisme est une arme dans la concurrence des pays capitalistes, en lutte pour le partage des territoires de civilisation non capitaliste.

Le militarisme a encore une autre fonction importante. D'un point de vue purement économique, il est pour le capital un moyen privilégié de réaliser la plus-value, en d'autres termes il est pour lui un champ d'accumulation. En recherchant quels étaient les acheteurs des masses de produits recelant la plus-value capitalisée, nous avons à plusieurs reprises écarté l'État et ses organes. Nous les avons classés parmi les couches à revenu dérivé, dans les catégories annexes qui tirent leurs ressources de la plus-value (et dans une certaine mesure du salaire), et où l'on trouve également les représentants des professions libérales ainsi que toutes sortes de parasites de la société actuelle (« roi, prêtre, professeur, prostituée, mercenaire... »). Mais cette interprétation repose sur deux hypothèses : à savoir premièrement que nous supposons, conformément au schéma marxien de la reproduction, que l'État tire ses

impôts uniquement de la plus-value et du salaire capitaliste ¹; et deuxièmement que nous ne considérons l'État et ses organes que comme des consommateurs. S'il s'agit en effet de la consommation personnelle des fonctionnaires de l'État (donc du « mercenaire »), cela signifie qu'une partie de la consommation de la classe ouvrière est transférée aux parasites de la classe capitaliste, dans la mesure où ce sont les travailleurs qui y pourvoient.

Supposons un instant que tout l'argent extorqué aux travailleurs sous forme d'impôts indirects et représentant une diminution de leur consommation soit employé à payer des traitements aux fonctionnaires et à ravitailler l'armée. Alors il n'y aura pas de modification dans la reproduction du capital social total. La section des moyens de consommation, et par conséquent aussi celle des moyens de production, restent inchangées, car l'ensemble des besoins de la société n'a varié ni en qualité ni en quantité. Ce qui a changé, c'est simplement le rapport de valeur entre v , c'est-à-dire la marchandise - force de travail, et les produits de la section II, c'est-à-dire les moyens de subsistance. Ce même v , qui est l'expression en argent de la force de travail, est échangé maintenant contre une quantité moindre de moyens de consommation. Que deviennent les produits restants de la section II ? Au lieu d'être consommés par les ouvriers, ils sont distribués aux fonctionnaires de l'État et à l'armée. A la consommation des ouvriers se substitue, pour une quantité égale, celle des organes de l'État capitaliste. Dans des conditions de reproduction identiques, il y a donc eu transformation dans la répartition du produit total : une portion des produits destinés autrefois à la consommation de la classe ouvrière, en équivalent de v , est désormais allouée à la catégorie annexe de la classe capitaliste pour sa consommation. Du point de vue de la reproduction sociale, tout se passe comme si la plus-value relative s'était accrue d'une certaine somme, qui s'ajouterait à la consommation de la classe capitaliste et de ses parasites. Ainsi l'exploitation brutale de la classe ouvrière par le mécanisme des impôts indirects, qui servent à l'entretien de l'appareil de l'État capitaliste, aboutit à une augmentation de la plus-value, ou plutôt de la partie *consommée* de la plus-value ; il faut simplement mentionner que ce partage supplémentaire entre la plus-value et le capital variable a lieu après coup, c'est-à-dire une fois l'échange entre le capital et la force de travail accompli. Mais la consommation des organes de l'État capitaliste ne contribue en rien à la réalisation de la plus-value capitalisée, parce que cet accroissement de la plus-value consommée - même s'il se fait aux dépens de la classe ouvrière - se produit après coup. Inversement on peut dire : si la classe ouvrière ne supportait pas la plus grande partie des frais d'entretien des fonctionnaires de l'État et du « mercenaire », les capitalistes eux-mêmes en auraient la charge. Une partie correspondante de la plus-value devrait être directement assignée à l'entretien des organes de leur domination de classe ; elle serait prélevée sur leur propre consommation qu'ils restreindraient d'autant, ou encore, ce qui est plus vraisemblable, sur la portion de la plus-value destinée à la capitalisation. Ils ne pourraient pas capitaliser autant, parce qu'ils seraient obligés de dépenser davantage pour l'entretien direct de leur propre classe. Les charges de l'entretien de leurs parasites étant rejetées en grande partie sur la classe ouvrière (et sur les représentants de la production simple de marchandises : le paysan, l'artisan), les capitalistes peuvent consacrer une partie plus importante de la plus-value à la capitalisation. Mais cette opération de transfert n'implique aucunement la possibilité de la capitalisation, en d'autres termes elle ne crée aucun marché nouveau qui permette d'utiliser la plus-value libérée à produire et à réaliser des marchandises nouvelles. La question change d'aspect si les ressources concentrées entre les mains de l'État par le système des impôts sont utilisées à la production des engins de guerre.

Par le système des impôts indirects et des tarifs protectionnistes, les frais du militarisme sont principalement supportés par la classe ouvrière et la paysannerie. Il faut considérer séparément les deux sortes d'impôts. D'un point de vue économique, les choses se passent de la manière suivante, en ce qui concerne la classe ouvrière : à moins que les salaires n'augmentent de manière à compenser l'enchérissement des vivres - or ce n'est pas le cas actuellement pour la grande masse de la classe ouvrière, et même pour la minorité organisée dans les syndicats à cause de la pression des cartels et des organisations d'employeurs - les impôts indirects représentent le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'État ². Le capital variable, représenté par une certaine somme d'argent, mobilisera comme auparavant une quantité correspondante de travail vivant, autrement dit il sert à employer la quantité correspondante de capital constant à la production et à produire la quantité correspondante de plus-value. Cette circulation du capital une fois accomplie, il se fait un partage entre la classe ouvrière et l'État : une partie de la somme reçue par les ouvriers en échange de leur force de travail passe à l'État ; autrefois, le capital s'appropriait tout le capital variable sous sa forme matérielle comme pouvoir d'achat ; aujourd'hui, la classe ouvrière ne retient sous

¹ Cette hypothèse est formulée par le Dr Renner, qui en fait la base de son traité des impôts. Il écrit : « Toute quantité de valeur créée en une année se répartit en quatre catégories. Les impôts d'une année ne peuvent être prélevés que sur ces quatre sources: le profit, l'intérêt, la rente et le salaire. » (*Das arbeitende Volk und die Steuern*, 1909, p. 9.)

Cependant Renner mentionne aussitôt après l'existence des paysans, mais ne leur consacre qu'une phrase : « Un paysan par exemple est en même temps entrepreneur, ouvrier et propriétaire foncier, son entreprise lui rapporte à la fois un salaire, un profit et une rente. » C'est évidemment une abstraction pure que de répartir la paysannerie dans toutes les catégories de la production capitaliste, et de considérer le paysan comme réunissant dans sa personne un entrepreneur (le sien propre), un ouvrier salarié et un propriétaire foncier. Si l'on veut comme Renner envisager la paysannerie comme une catégorie unique, sans faire de distinction, sa spécificité économique réside précisément dans le fait qu'elle ne peut être rattachée ni à l'entreprise capitaliste, ni au prolétariat, et qu'elle représente une production marchande simple, et non pas capitaliste.

² Nous ne traiterons pas ici du problème des cartels et des trusts comme phénomènes spécifiques de la phase impérialiste, issus de la concurrence interne entre les différents groupes capitalistes pour la monopolisation des champs d'accumulation existants et pour la répartition du profit ; cela dépasserait les limites que nous nous sommes fixées.

forme d'argent qu'une partie du capital variable, le reste passant à l'État. Cette opération a lieu invariablement une fois le cycle du capital achevé, entre le capital et le travail et pour ainsi dire derrière le dos du capital. Elle ne modifie nullement directement les étapes fondamentales de la circulation du capital et de la production de la plus-value, et ne concerne pas tout d'abord.

Mais elle affecte en réalité les conditions de la reproduction du capital total. Le transfert d'une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière à l'État signifie une réduction correspondante de la participation de la classe ouvrière à la consommation des moyens de subsistance. Pour le capital total, cela implique qu'il produira une quantité moindre de moyens de subsistance pour la classe ouvrière, à supposer que le capital variable (sous forme d'argent et comme force de travail) et la quantité de plus-value appropriée restent constants ; il y aura donc une diminution de la part du prolétariat dans le produit total de la société. Au cours de la reproduction du capital total, on produira donc une quantité de moyens de subsistance inférieure à celle correspondant à la grandeur de valeur du capital variable, puisqu'il y a eu modification du rapport de valeur entre le capital variable et la quantité de moyens de subsistance où il est réalisé : la quantité des impôts indirects s'exprime par l'enchérissement du prix des moyens de subsistance, tandis que conformément à notre hypothèse la force de travail comme valeur argent reste invariable, ou du moins ne varie pas en proportion de l'enchérissement des moyens de subsistance. En quel sens se produira la modification des rapports matériels de reproduction ? Quand on réduit les moyens de subsistance nécessaires à l'entretien de la force de travail, on libère par là même une quantité correspondante de capital constant et de travail vivant. Ce capital constant et ce travail vivant peuvent être employés à une production différente, s'il y a pour cette production dans la société une demande effective*. C'est l'État qui représente cette nouvelle demande, puisqu'il s'est approprié une partie du pouvoir d'achat de la classe ouvrière grâce à la législation fiscale. Cette fois cependant l'État ne demande pas de moyens de subsistance - nous négligeons ici la demande de moyens de subsistance pour l'entretien des fonctionnaires de l'État, fournis également par les impôts : nous en avons déjà tenu compte sous la rubrique des « tierces personnes » - mais une catégorie spécifique de produits, les engins de guerre du militarisme, les armements navals ou de terre.

Nous reprenons l'exemple du deuxième schéma marxien de l'accumulation, afin d'examiner de plus près les transformations de la reproduction sociale :

$$I. 5\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 7\ 000\ \text{moyens de production.}$$

$$II. 1\ 430\ c + 8\ 285\ v + 285\ pl = 2\ 000\ \text{moyens de consommation.}$$

Supposons maintenant qu'à la suite des impôts indirects et de l'enchérissement consécutif des moyens de subsistance, le salaire réel, c'est-à-dire la consommation de la classe ouvrière, soit réduit de 100. Les ouvriers reçoivent donc comme auparavant un salaire en argent de $1000\ v + 285\ v = 1285\ v$ (en argent), mais pour cette somme ils ne peuvent acheter des moyens de subsistance que pour une valeur de 1 185. La somme de 100, correspondant à l'enchérissement des moyens de subsistance, passe à l'État sous forme d'impôt. En outre les paysans, etc. lui versent 150 sous forme de taxe d'armement, il reçoit donc en tout 250. Ces 250 unités représentent une nouvelle demande, très exactement une demande d'armements. Cependant nous ne nous occuperons provisoirement que des 100 unités prélevées sur les salaires ouvriers. Cette demande d'armements pour une valeur de 100 nécessite la création d'une branche de production correspondante qui doit avoir un capital constant de 71.5 et un capital variable de 14,25 en admettant une composition organique du capital identique, c'est-à-dire moyenne, à celle du schéma de Marx :

$$71,5\ c + 14,25\ v + 14,25\ pl = 100\ (\text{armements}).$$

En outre cette branche de production a besoin de moyens de production pour une valeur de 71.5 et de moyens de subsistance pour une valeur d'environ 13 (presque équivalente à la diminution des salaires réels de 1/13, valable également pour ces ouvriers).

On peut objecter immédiatement que le profit résultant de cette extension des débouchés n'est qu'apparent, puisque la diminution de la consommation réelle de la classe ouvrière aura pour conséquence inévitable un rétrécissement de la production des moyens de subsistance. Ce rétrécissement prendra, dans la section II, la forme suivante :

$$71,5\ c + 14,25\ v + 14,25\ pl = 100.$$

En outre la section des moyens de production devra également restreindre sa production si bien que, par suite de la réduction de la consommation de la classe ouvrière, les deux sections présenteront le tableau suivant :

* Nous traduisons l'expression « *zahlungsfähige Nachfrage* » par « demande effective » au sens classique du terme. (N. d. T.)

I. 4949 c + 989,75 v + 989,75 pl = 6 928,5

II. 1358,5 c + 270,75 v + 270,75 pl = 1900.

Si maintenant, par l'intermédiaire de l'État, 100 unités donnent lieu à une production d'armements pour une même valeur et simultanément stimulent la production des moyens de production, il semble au premier abord qu'il s'agisse d'une simple transformation extérieure de la forme matérielle de la production sociale : on produirait à la place d'une certaine quantité de moyens de subsistance une quantité équivalente d'engins de guerre. Le capital n'a fait que gagner d'un côté ce qu'il a perdu de l'autre. Mais on peut donner une interprétation différente : ce qu'un grand nombre de capitalistes produisant des moyens de subsistance pour la masse ouvrière perdent comme débouchés profite à un petit groupe de grands industriels de la branche des armements.

Les choses ne se passent ainsi que tant que l'on envisage le capitaliste individuel. Il importe peu à celui-ci que la production soit orientée vers telle ou telle branche. Pour le capitaliste individuel il n'existe pas de sections de la production globale telles que les établit le schéma. Il n'y a que des marchandises et des acheteurs ; il est donc tout à fait indifférent au capitaliste individuel de produire des vivres ou des engins de mort, des conserves de viande ou des plaques blindées.

Les adversaires du militarisme se réclament souvent de ce point de vue pour montrer que les armements de guerre comme investissements économiques pour le capital ne font que faire passer les profits de certains capitalistes dans la poche des autres ¹. D'autre part le capital et son sycophante cherchent à imposer ce point de vue à la classe ouvrière, essayant de la persuader que les impôts indirects et la demande de l'État ne font qu'entraîner une modification de la forme matérielle de la reproduction ; on substitue à certaines marchandises la production de croiseurs et de canons qui donnent à l'ouvrier du travail et du pain autant et même davantage, quelle que soit la branche de production.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur le schéma pour vérifier la part d'exactitude dans ces affirmations en ce qui concerne les ouvriers. Supposons, pour simplifier la comparaison, que la production des engins de guerre emploie exactement autant d'ouvriers qu'autrefois la production de moyens de subsistance pour les salariés ; nous aurons le résultat suivant : pour un travail accompli correspondant au salaire de 2 285 v, ils pourront acheter des moyens de subsistance pour 1 185.

Les conséquences sont différentes du point de vue du capital total, pour qui les 100 unités prélevées par l'État et représentant une demande de matériel de guerre constituent un débouché nouveau. A l'origine, cette somme était du capital variable, comme telle elle a rempli sa fonction, a été échangée contre du travail vivant, qui a produit de la plus-value. Par la suite, elle interrompt la circulation du capital variable, s'en sépare et réapparaît comme propriété de l'État sous forme d'un pouvoir d'achat nouveau. En quelque sorte créée à partir de rien, elle semble constituer un nouveau champ de débouchés. Sans doute la vente des moyens de subsistance aux ouvriers sera-t-elle d'abord réduite de 100 unités. Pour le capitaliste individuel, l'ouvrier est un consommateur et acheteur de marchandises aussi valable que n'importe quel autre, qu'un capitaliste, que l'État, le paysan « étranger », etc. N'oublions pas cependant que pour le capital total, l'entretien de la classe ouvrière n'est qu'un mal nécessaire et détourne du but véritable de la production, qui est la création et la réalisation de la plus-value. Si l'on réussit à extorquer la même quantité de plus-value sans être obligé de fournir à la force de travail la même quantité de moyens de subsistance, l'affaire n'en est que plus brillante. C'est comme si le capital était parvenu, sans enchérissement des moyens de subsistance, à réduire d'autant les salaires sans diminuer le rendement des ouvriers. Une réduction constante des salaires entraîne pourtant à la longue la diminution de la production de moyens de subsistance. S'il réduit fortement les salaires, le capital se moque de produire une quantité moindre de moyens de subsistance pour les ouvriers, au contraire il profite de chaque occasion pour le faire ; de même le capital pris dans son ensemble n'est pas mécontent si, grâce aux impôts indirects sans compensation d'augmentation de salaires, la demande de moyens de subsistance de la classe ouvrière diminue. Sans doute, quand il y a réduction directe des salaires, le capitaliste empoche-t-il la différence de capital variable, et celle-ci fait augmenter la plus-value relative dans le cas où les prix des marchandises sont restés stables ; maintenant au contraire, cette différence est encaissée par l'État. Seulement par ailleurs il est difficile d'obtenir les réductions générales et permanentes de salaires à n'importe quelle époque, mais en particulier lorsque

¹ Dans une réponse à Vorontsov, très appréciée des marxistes russes, le professeur Manuilov écrivait « Il faut faire ici une distinction très nette entre le groupe d'entrepreneurs qui produit des engins de guerre et l'ensemble de la classe capitaliste. Pour les fabricants de canons, de fusils et de tout autre matériel de guerre, l'existence de l'armée est sûrement avantageuse, probablement même indispensable. Il est tout à fait possible que la suppression du système de la paix armée signifierait la ruine pour Krupp ; mais nous ne parlons pas d'un groupe particulier d'entrepreneurs, mais des capitalistes en tant que classe et de la production capitaliste dans son ensemble » De ce dernier point de vue, il faut constater que « si le poids des impôts repose principalement sur la masse de la population ouvrière, chaque accroissement de ses charges diminue le pouvoir d'achat de la population et en même temps la demande de marchandises ». Ce fait prouve « que le militarisme considéré du point de vue de la production du matériel de guerre enrichit sans doute certains capitalistes, mais nuit aux autres, représente un gain d'un côté, mais une perte de l'autre » (Vesnik Pravda. Journal de jurisprudence, Saint-Petersbourg, 1890, n° 1, Militarisme et Capital »).

les organisations syndicales ont atteint un degré élevé de développement. Les vœux pieux du capital se heurtent alors à des barrières sociales et politiques très puissantes. En revanche, la diminution des salaires réels peut être obtenue rapidement, aisément et dans tous les domaines par le système des impôts indirects, et il faut attendre longtemps avant qu'une résistance se manifeste, celle-ci s'exprime du reste sur le plan politique et n'est pas suivie de résultat économique immédiat. La restriction consécutive de la production des moyens de subsistance apparaît du point de vue du capital total non pas comme une diminution de la vente, mais comme une économie de frais généraux dans la production de la plus-value. La production de moyens de subsistance pour les ouvriers est une condition *sine qua non* de la création de la plus-value, c'est-à-dire de la reproduction de la force de travail vivante ; elle n'est jamais un moyen de réaliser la plus-value.

Reprenons notre exemple :

I. $5\ 000\ c + 1\ 000\ v + 1\ 000\ pl = 7\ 000$ moyens de production.

II. $1\ 430\ c + 285\ v + 285\ pl = 2\ 000$ moyens de consommation.

Au premier abord il semble que la section II produise et réalise de la plus-value même dans la production des moyens de consommation pour les ouvriers, ainsi que la section I dans la mesure où elle produit les moyens de production nécessaires à la production de ces mêmes moyens de subsistance. Cependant l'illusion se dissipe lorsque nous considérons le produit social total. Celui-ci se présente comme suit :

$6\ 430\ c + 1\ 285\ v + 1\ 285\ pl = 9\ 000$.

Maintenant supposons que la consommation des ouvriers soit diminuée de 100 unités. La réduction correspondante dans les deux sections se manifesterait dans des modifications de la reproduction, exprimées par le tableau suivant :

I. $4\ 949\ c + 989,75\ v + 989,75\ pl = 6\ 928,5$.

II. $1\ 358,5\ c + 270,75\ v + 270,75\ pl = 1\ 900$.

Et le produit social global sera :

$6\ 307,5\ c + 1\ 260,5\ v + 1\ 260,5\ pl = 8\ 828,5$.

On constate au premier coup d'œil une diminution générale du volume total de la production, et également de la production de la plus-value. Cette impression n'est valable que tant que nous envisageons les grandeurs abstraites de valeur dans la composition du produit total, sans tenir compte de sa composition matérielle. En examinant les choses de plus près, nous constatons que la réduction n'affecte que les frais d'entretien de la force de travail. Dorénavant on produira moins de moyens de subsistance ou de moyens de production, mais ceux-ci servent exclusivement à l'entretien des ouvriers. Il y a moins de capital employé et le produit social est moindre. Mais le but de la production capitaliste n'est pas d'employer dans l'absolu le plus de capital possible, mais de créer la plus grande quantité possible de plus-value. Le capital n'a diminué que parce que l'entretien des ouvriers exige moins de capital. Tandis qu'autrefois l'ensemble des frais d'entretien des ouvriers occupés dans la société était exprimé par 1 285 unités, aujourd'hui il faut déduire de ces frais d'entretien le déficit survenu dans le produit global, qui est de 171,5 (9 000 - 8 828,5), et nous obtenons alors le produit social modifié comme suit :

$6\ 430\ c + 1\ 113,5\ v + 1\ 285\ pl = 8\ 828,5$.

Le capital constant et la plus-value n'ont pas changé. Seul le capital variable de la société, le travail payé a diminué. Ou encore si l'on est surpris que le capital constant n'ait pas changé, supposons, comme c'est le cas en réalité, une diminution du capital constant correspondant à la diminution des moyens de subsistance des ouvriers ; nous obtenons alors un produit social total qui se compose comme suit :

$6\ 307,5\ c + 1\ 236\ v + 1\ 285\ pl = 8\ 828,5$.

Dans les deux cas, la plus-value reste inchangée, malgré la diminution du produit total, car les frais d'entretien des ouvriers, et seulement ceux-ci, ont diminué.

On peut imaginer les choses comme suit : le produit social total peut être divisé, d'après sa valeur, en trois parties proportionnelles représentant exclusivement d'une part le capital constant global, d'autre part le capital variable global et enfin la plus-value globale. Tout se passe alors comme si la première portion de produits ne contenait pas un atome de travail nouvellement ajouté, et comme si la deuxième et la troisième portion ne contenaient pas un seul moyen de production. Dans sa forme matérielle, la masse des produits est le résultat de la période de production dont elle est issue ; bien que le capital constant comme grandeur de valeur résulte de périodes de production antérieures et ne soit que transféré sur de nouveaux produits, on peut donc diviser aussi le nombre global des ouvriers occupés en trois catégories : ceux qui ne font que produire le capital total constant de la société, ceux qui ont pour tâche exclusive de pourvoir à l'entretien de l'ensemble des ouvriers et enfin ceux qui créent la plus-value entière de la classe capitaliste.

Si la consommation des ouvriers diminue, il n'y aura de réduction que dans la seconde catégorie d'ouvriers, dont un certain nombre seront licenciés. Mais par définition ces ouvriers ne créent pas de plus-value pour le capital, leur licenciement ne représente donc pas, du point de vue du capital, une perte mais un profit, puisqu'il diminue les frais de production de la plus-value.

En revanche, la demande de l'État qui se produit simultanément présente l'attrait d'une nouvelle sphère de réalisation de la plus value. Une partie de l'argent, mobilisé dans la circulation du capital variable, se détache du cycle et constitue comme propriété de l'État une demande nouvelle. Pratiquement, du point de vue de la technique fiscale, le processus est évidemment différent : en fait le montant des impôts indirects est avancé à l'État par le capital et c'est le consommateur qui le rembourse au capitaliste au cours de la vente des marchandises ; mais cela ne change rien à la réalité économique des choses. L'essentiel, du point de vue économique, est que la somme ayant fonction de capital variable serve d'abord de véhicule à l'échange entre le capital et la force de travail ; ensuite au cours de l'échange entre l'ouvrier comme consommateur et le capitaliste comme vendeur de marchandises, elle passe des mains de l'ouvrier aux caisses de l'État sous forme d'impôt. La somme mise en circulation par le capital ne remplit que de cette manière sa fonction dans l'échange avec la force de travail, mais ensuite elle commence une carrière entièrement nouvelle par l'intermédiaire de l'État, comme pouvoir d'achat nouveau, étranger au capital et à la classe ouvrière, orienté vers une branche particulière de la production qui ne sert ni à l'entretien de la classe capitaliste ni à celui de la classe ouvrière ; ainsi elle offre au capital une occasion nouvelle à la fois de créer et de réaliser de la plus-value. Nous constatons tout à l'heure que lorsque les impôts indirects sont utilisés à pourvoir aux salaires des fonctionnaires et à l'entretien de l'armée, « l'économie » faite sur la consommation des ouvriers permet de faire peser les frais de la consommation personnelle des parasites de la classe capitaliste et des instruments de sa domination sur les ouvriers plutôt que sur les capitalistes, de les prélever sur le capital variable plutôt que sur la plus-value et en même temps de libérer une quantité équivalente de plus-value pour la capitalisation. A présent nous voyons que les impôts indirects extorqués aux ouvriers, s'ils sont utilisés à la production de matériel de guerre, offrent au capital un nouveau champ d'accumulation.

Pratiquement, sur la base du système d'impôts indirects, le militarisme remplit ces deux fonctions : en abaissant le niveau de vie de la classe ouvrière, il assure d'une part l'entretien des organes de la domination capitaliste, l'armée permanente, et d'autre part il fournit au capital un champ d'accumulation privilégié ¹.

Examinons la deuxième source du pouvoir d'achat de l'État, dans notre exemple les 150 unités de la somme globale des 250, investies en armements. Ces 150 se distinguent essentiellement des 100 unités que nous avons considérées jusqu'à présent. Ces 150 unités ne sont pas prélevées sur les ouvriers, mais sur la petite bourgeoisie-artisans et paysans - (nous laissons de côté la participation relativement minime de la classe capitaliste aux impôts).

La somme d'argent extorquée à la masse paysanne - que nous choisissons ici pour représenter la masse des consommateurs non prolétaires - et transférée à l'État sous forme d'impôts n'est pas à l'origine avancée par le capital, elle ne se détache pas de la circulation capitaliste. Dans la main des paysans, cette somme est l'équivalent de marchandises réalisées, la valeur d'échange de la production simple de marchandises, l'État bénéficie d'une partie du pouvoir d'achat des consommateurs non capitalistes, autrement dit d'un pouvoir d'achat qui de prime abord sert au capital à réaliser la plus-value à des fins d'accumulation. On peut se demander quelles transformations économiques découlent pour le capital et de quel ordre, du transfert du pouvoir d'achat de ces couches non capitalistes à l'État à des fins militaires. Il semble au premier abord qu'il s'agisse de transformation dans la forme matérielle de la reproduction. Le capital produira, au lieu d'une quantité donnée de moyens de production et de subsistance pour les consommateurs paysans, du matériel de guerre pour l'État pour une somme équivalente. En fait la transformation est plus profonde. Surtout l'État peut mobiliser, grâce au mécanisme des impôts, des sommes prélevées sur le pouvoir d'achat des consommateurs non capitalistes plus considérables que celles que ceux-ci auraient dépensées pour leur propre consommation.

¹ En fin de compte, la détérioration des conditions normales de renouvellement de la force de travail provoque une détérioration de la force de travail elle-même, la diminution du rendement et de la productivité moyenne du travail, menace donc les conditions de la production de la plus-value. Mais le capital ne ressentira ces résultats que bien plus tard, aussi n'en tient-il tout d'abord pas compte dans ses calculs économiques. Ces résultats se font seulement sentir dans le durcissement des réactions de défense des travailleurs.

En réalité, c'est le système fiscal moderne qui est dans une large mesure responsable de l'introduction forcée de l'économie marchande chez les paysans. La pression fiscale oblige le paysan à transformer progressivement en marchandises une quantité toujours plus grande de ses produits, et en même temps le force à acheter toujours davantage ; elle fait entrer dans la circulation le produit de l'économie paysanne et contraint les paysans à devenir acheteurs de marchandises capitalistes. Enfin, si nous considérons toujours la production paysanne de marchandises, le système de taxation prive l'économie paysanne d'un pouvoir d'achat bien supérieur à celui qui eût été mis en jeu réellement. Les sommes que les paysans ou les classes moyennes auraient économisées pour les placer dans les caisses d'épargne et dans les banques, attendant d'être investies, sont à présent disponibles dans les caisses de l'État et constituent l'objet d'une demande, et offrent des possibilités d'investissement pour le capital. En outre, la multiplicité et l'éparpillement des demandes minimes de diverses catégories de marchandises, qui ne coïncident pas dans le temps et peuvent être satisfaites par la production marchande simple, qui n'intéressent donc pas l'accumulation capitaliste, font place à une demande concentrée et homogène de l'État. La satisfaction d'une telle demande implique l'existence d'une grande industrie développée à un très haut niveau, donc des conditions très favorables à la production de la plus-value et à l'accumulation. De plus, le pouvoir d'achat des énormes masses de consommateurs, concentré sous la forme de commandes de matériel de guerre faites par l'État, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle ; l'industrie des armements sera douée d'une régularité presque automatique, d'une croissance rythmique. C'est le capital lui-même qui contrôle ce mouvement automatique et rythmique de la production pour le militarisme, grâce à l'appareil de la législation parlementaire et à la presse, qui a pour tâche de faire l'opinion publique. C'est pourquoi ce champ spécifique de l'accumulation capitaliste semble au premier abord être doué d'une capacité d'expansion illimitée. Tandis que toute extension des débouchés et des bases d'opération du capital est liée dans une large mesure à des facteurs historiques, sociaux et politiques indépendants de la volonté du capital, la production pour le militarisme constitue un domaine dont l'élargissement régulier et par bonds paraît dépendre en première ligne de la volonté du capital lui-même.

Les nécessités historiques de la concurrence toujours plus acharnée du capital en quête de nouvelles régions d'accumulation dans le monde se transforme ainsi, pour le capital lui-même, en un champ d'accumulation privilégié. Le capital use toujours plus énergiquement du militarisme pour s'assimiler, par le moyen du colonialisme et de la politique mondiale, les moyens de production et les forces de travail des pays ou des couches non capitalistes. En même temps, dans les pays capitalistes, ce même militarisme travaille à priver toujours davantage les couches non capitalistes, c'est-à-dire les représentants de la production marchande simple ainsi que la classe ouvrière, d'une partie de leur pouvoir d'achat ; il dépouille progressivement les premiers de leur force productive et restreint le niveau de vie des seconds, pour accélérer puissamment l'accumulation aux dépens de ces deux couches sociales. Cependant, à un certain degré de développement, les conditions de l'accumulation se transforment en conditions de l'effondrement du capital.

Plus s'accroît la violence avec laquelle à l'intérieur et à l'extérieur le capital anéantit les couches non capitalistes et avilit les conditions d'existence de toutes les classes laborieuses, plus l'histoire quotidienne de l'accumulation dans le monde se transforme en une série de catastrophes et de convulsions, qui, se joignant aux crises économiques périodiques finiront par rendre impossible la continuation de l'accumulation et par dresser la classe ouvrière internationale contre la domination du capital avant même que celui-ci n'ait atteint économiquement les dernières limites objectives de son développement.

Le capitalisme est la première forme économique douée d'une force de propagande ; il tend à se répandre sur le globe et à détruire toutes les autres formes économiques, n'en supportant aucune autre à côté de lui. Et pourtant il est en même temps la première forme économique incapable de subsister seule, à l'aide de son seul milieu et de son soi nourricier. Ayant tendance à devenir une forme mondiale, il se brise à sa propre incapacité d'être cette forme mondiale de la production. Il offre l'exemple d'une contradiction historique vivante ; son mouvement d'accumulation est à la fois l'expression, la solution progressive et l'intensification de cette contradiction. A un certain degré de développement, cette contradiction ne peut être résolue que par l'application des principes du socialisme, c'est-à-dire par une forme économique qui est par définition une forme mondiale, un système harmonieux en lui-même, fondé non sur l'accumulation mais sur la satisfaction des besoins de l'humanité travailleuse et donc sur l'épanouissement de toutes les forces productives de la terre.